



HAL
open science

VIVRE A TANANARIVE Crises, déstabilisations et recompositions d'une citadinité originale

Catherine Fournet-Guérin

► **To cite this version:**

Catherine Fournet-Guérin. VIVRE A TANANARIVE Crises, déstabilisations et recompositions d'une citadinité originale. Géographie. Paris IV Sorbonne, 2002. Français. NNT: . tel-01705528

HAL Id: tel-01705528

<https://hal.science/tel-01705528>

Submitted on 9 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITE PARIS IV – SORBONNE
ECOLE DOCTORALE DE GEOGRAPHIE DE PARIS**

THESE

Pour l'obtention du grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS IV

Discipline : Géographie

présentée et soutenue publiquement par

Catherine GUERIN-FOURNET

Le 9 septembre 2002

**VIVRE A TANANARIVE
Crises, déstabilisations et recompositions
d'une citadinité originale**

Directeur de thèse : Monsieur le Professeur Christian HUETZ DE LEMPS

JURY :

M. M. Philippe GERVAIS-LAMBONY, Maître de conférences à l'Université Paris X-Nanterre

M. Christian HUETZ DE LEMPS, Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne

M. Jean-Pierre RAISON, Professeur émérite à l'Université Paris X-Nanterre

M. Hervé RAKOTO RAMIARANTSOA, Professeur à l'Université de Poitiers

M. Olivier SEVIN, Professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne

A la mémoire de Joël Bonnemaïson

« L'on ouvrirait les villes comme on ouvre les livres »

Augustin BERQUE, *Du geste à la cité, Formes urbaines et lien social au Japon*,
Gallimard, 1993, p. 9

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier très chaleureusement mon directeur de thèse, Monsieur Christian Huetz de Lemps, qui dirige mes travaux depuis le DEA, pour sa disponibilité, pour la constance de ses encouragements et pour son soutien indéfectible depuis des années, aussi bien moral qu'intellectuel.

Mes pensées vont bien sûr à Joël Bonnemaïson, qui avait contribué à définir mon sujet, et dont l'aide s'était avérée précieuse dès la maîtrise. Monsieur Paul Claval a également fortement compté parmi les grandes figures marquantes de ma formation à la recherche, en encadrant ma maîtrise, mon premier travail consacré à Tananarive. Je le remercie ici vivement de ses conseils et encouragements depuis plusieurs années. Madame Faranirina Rajaonah fait aussi partie de cet entourage professoral qui a su à la fois me communiquer énergie et enthousiasme, ainsi qu'aide et critiques constructives. Je lui suis très reconnaissante à de nombreux égards. Plusieurs chercheurs ont aussi consacré de leur temps pour me prodiguer conseils et encouragements. Je pense en particulier au soutien précieux et constant de Monsieur Jean-Pierre Raison, de Monsieur Philippe Gervais-Lambony, et de Madame Jeanne-Marie Amat-Roze. Un grand merci également à Florence Bonnaud de Paris IV, pour ses conseils en cartographie et pour la réalisation d'une partie des cartes de ce mémoire, ainsi qu'aux amis et collègues géographes qui m'ont ponctuellement aidée à résoudre des questions délicates et qui se reconnaîtront.

A Tananarive, je tiens à remercier vivement Madame Josélyne Ramamonjisoa, directrice du département de Géographie à l'université, qui a suivi l'évolution de mes travaux sur le terrain. Ma gratitude va également aux nombreuses personnes qui ont accepté de me rencontrer à plusieurs reprises et qui m'ont beaucoup aidée : Gabriel Rantoandro, Daniel Raheisoanjato, Claudine Ramiarison, Gina Rafiringa Andrianilaina, Rija Andriamihamina, Marius Razafindrakoto, entre autres. Que toutes les personnes qui ont accepté de m'accorder des entretiens, que ce soit à titre privé ou institutionnel, soient également chaleureusement remerciées.

Ce travail n'aurait pu être mené à bien sans la présence d'amis tananariviens qui y ont apporté leur contribution. Je pense bien sûr à mes enquêteurs, en particulier Serge Razafiarison, à mes côtés depuis ma maîtrise, à qui je suis redevable d'une compréhension profonde de la société merina et d'une connaissance fine des quartiers tananariviens grâce à nos longues promenades en ville, ainsi qu'à Ndrema Andriamampianina Rahasijesy et à Helihanta Rajaonarison. Tous ont partagé mon enthousiasme pour Tananarive et ont eu à cœur de me faire partager leur connaissance et leur attachement pour leur ville. Enfin, je remercie avec la plus profonde affection les amis qui m'ont hébergée durant mes séjours à Tananarive, me permettant ainsi de

me sentir toujours entourée : Françoise et Jean Rajofera, Sylvia et Charles Randrianarivony, et Laurence et Seth Ramananantoandro. Bien plus qu'un accueil, c'est un véritable soutien qu'ils m'ont apporté, ainsi que la chance de pouvoir partager la vie de familles tananariviennes. Ankaditapaka est devenu un peu mon chez moi tananarivien. Que tous ceux qui ont d'une manière ou d'une autre participé à ce travail soient ici vivement remerciés, même si je ne peux les citer tous, notamment les Tananariviens qui ont accepté de consacrer du temps à répondre à mes enquêtes, ainsi que tous ceux qui ont voulu me faire connaître leur ville et leur culture. Je songe en particulier à la famille Jean-Baptiste, ainsi qu'à mes amis malgaches de France.

Enfin, j'exprime ici ma plus profonde gratitude envers tous ceux de mon entourage qui m'ont entourée et encouragée, ils sont nombreux, famille ou amis. Parmi eux, mon père, à qui je dois le goût des voyages et la chance d'avoir connu Madagascar. Mes parents ont été présents à chaque instant dans ce travail, par leur soutien moral et leur aide concrète, et par leur indéfectible disponibilité, notamment durant la relecture : je les en remercie du fond du cœur. Mon mari enfin, qui a su me donner sans cesse le soutien et l'énergie nécessaires pour mener à bien ce travail, aussi bien sur le terrain que durant les mois de rédaction, et qui a été présent à tous les moments, dans l'échange des idées, dans la maturation de ma réflexion, comme pour la résolution de problèmes concrets, dont la cartographie : il a contribué à chaque étape de l'élaboration de ce travail. Ce mémoire est aussi le nôtre, fruit d'une passion partagée pour Madagascar et pour Tananarive.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER- TANANARIVE, VILLE IMPROBABLE ? DE LA SACRALISATION DE L'ESPACE A UNE PROGRESSIVE ALTERATION DU SENS.....	
I- PUISSANCE ET PERENNITE DE L'ORGANISATION MERINA DE L'ESPACE	
.....	
II- L'INTRODUCTION DE MODELES URBAINS EUROPEENS ET COLONIAUX : LES METAMORPHOSES DE TANANARIVE.....	
III- LA PERTE DU SENS : LA REMISE EN CAUSE DE L'ORGANISATION TRADITIONNELLE DE L'ESPACE URBAIN.....	
CHAPITRE II - TANANARIVE CAPITALE ?.....	
I- LES APPARENCES D'UNE CAPITALE METROPOLITAINE.....	
II- UNE CAPITALE CONTESTEE.....	107
III- DISCOURS SUR TANANARIVE ET IMAGES DE LA VILLE : DES REPRESENTATIONS TRADUISANT L'AMBIGUÏTE DU STATUT DE CAPITALE	
.....	121
CHAPITRE III – VIVRE LA CRISE A TANANARIVE : L'ALTERATION DES PAYSAGES, DES PRATIQUES ET DES REPRESENTATIONS DE LA VILLE.....	135
I- DE LA CRISE ECONOMIQUE A LA DESTRUCTURATION URBAINE.....	136
II- LES CAUSES DE LA CRISE.....	169
III- L'IMPACT LIMITE DES STRATEGIES DE REPOSE A LA CRISE.....	178
CHAPITRE IV- LA VILLE : LE LIEU D'EXPRESSION D'UNE CITADINITE PROFONDEMENT MARQUEE PAR LA RURALITE.....	203
I- A LA RECHERCHE DES MARQUES RURALES DANS LE PAYSAGE URBAIN	
.....	205
II- PRATIQUES SOCIO-SPATIALES CITADINES ET EMPREINTE RURALE.....	222
III- L'AMBIVALENCE DES REPRESENTATIONS SPATIALES IDEALES DES TANANARIVIENS.....	249
IV- LA CONNAISSANCE DE LA VILLE, INDICATEUR DE CITADINITE.....	262
CHAPITRE V - LE QUARTIER, UN ESPACE HIERARCHISE ET CLOISONNE, ELEMENT FONDAMENTAL DE STRUCTURATION DE L'IDENTITE CITADINE.....	289
I- LE QUARTIER, CADRE PRIVILEGIE DE LA CITADINITE TANANARIVienne	
.....	290
II- DE LA TYPOLOGIE RATIONNELLE DES QUARTIERS A LEUR PERCEPTION HIERARCHISEE.....	305
III- VIVRE L'ESPACE DU QUARTIER AU QUOTIDIEN : CHRONIQUE DU QUARTIER-VILLAGE ?.....	353
CHAPITRE VI – LA MAISON A TANANARIVE : L'ESPACE PRIVE AU CŒUR DES AMBIGUITES DE LA CITADINITE TANANARIVienne.....	375

I- UN FORT INVESTISSEMENT SYMBOLIQUE : L'HABITATION SOUS LE SIGNE DU SACRE.....	376
II- <i>L'ORGANISATION DE L'ESPACE PRIVE TANANARIVIEN : INFLUENCES RURALES ET EMPREINTE CITADINE</i>	389
III- LES PRATIQUES DE L'ESPACE DOMESTIQUE, REVELATRICES DE CRISPATIONS INTERNES ET DE TENSIONS ENVERS L'EXTERIEUR.....	410

INTRODUCTION

Tananarive, la grande ville mal-aimée dans un pays rural

Dans le contexte d'un pays très rural, structuré par des sociétés paysannes très anciennement ancrées et organisées, l'existence d'une ville millionnaire contraste vivement.

Tananarive se trouve en effet dans la situation paradoxale d'être une grande ville et la capitale de l'un des pays très ruraux du monde, où le taux d'urbanisation est inférieur à 25 %. Certes, avec une population dans l'agglomération estimée à environ un million et demi d'habitants, Tananarive ne représente que 10 % de la population malgache totale, ce qui ne constitue pas une proportion très élevée, mais la capitale concentrerait plus d'un tiers de la population urbaine du pays, accusant ainsi une forte domination dans le réseau urbain. La position de Tananarive révèle donc une forte hiérarchisation de ce réseau, avec une primauté marquée au sommet de celui-ci.

Surprenante de prime abord, l'existence d'un tel organisme urbain s'explique pourtant aisément. Tananarive a en effet été fondée précocement au début du XVII^e siècle par les souverains merina¹ et habitée depuis de façon permanente. Surtout, Tananarive se situe au cœur de la région historique de l'Imerina, sur les hautes terres centrales de Madagascar, qui s'étagent entre 1 000 et 2 500 mètres d'altitude. Or, ces hautes terres constituent depuis plusieurs siècles la région la plus peuplée de l'île², en relation avec le développement d'une civilisation fondée sur la riziculture, à l'instar des royaumes agraires de Java ou du monde indien. A l'image du processus d'urbanisation en Asie, un monde rural densément peuplé a donc contribué au développement d'une grande ville³, dont les fonctions sont demeurées en liaison étroite avec celui-ci, mais dont elle s'est pourtant progressivement différenciée. Aujourd'hui, Tananarive se présente donc en décalage complet par rapport au reste du pays.

Ville décalée, Tananarive est aussi la ville mal-aimée, victime de représentations défavorables, aussi bien auprès des étrangers que des Malgaches. Tananarive semble en effet de prime abord s'opposer à ce qui constituerait l'essence de Madagascar : la ruralité, considérée comme la marque de l'authenticité malgache. Or, dans un pays très majoritairement rural, Tananarive présente superficiellement un visage trop moderne, qui l'apparente trop aisément à une métropole du « village mondial ». Ainsi, sur l'Avenue de l'Indépendance, le voyageur étranger retrouve immédiatement ses repères, avec des salons de thé, des boutiques modernes, des passants habillés à l'occidentale : Tananarive n'est nullement dépaysante, du moins dans ses quartiers centraux. A cet égard, le hiatus entre la capitale et le reste du pays est considérable. Tananarive est en effet la seule véritable métropole de l'île, la seule vraie ville au sens occidental du terme, et c'est précisément la raison pour laquelle elle est mal-aimée et méconnue. Il existe ainsi la conviction tenace

¹ Les Merina sont les habitants de l'Imerina, la région autour de Tananarive.

² L'Imerina abrite les plus fortes concentrations de populations de Madagascar, avec des densités comprises entre 50 et 100 hab/km².

³ Cette configuration suscite immédiatement des comparaisons avec le monde indien ou encore de nombreux pays d'Asie du sud-est, où l'existence de villes anciennes et de taille conséquente n'est pas antinomique avec une ruralité très largement majoritaire. D'emblée, les rapports de Tananarive et du monde malgache rappellent ainsi les origines géographiques du peuplement de l'île, dont maints traits culturels, malais ou indiens par exemple, ont été transmis à Madagascar.

que le charme de Madagascar réside dans ses paysages rizi­coles immuables qui évoquent l'Asie, dans sa faune et sa flore endémiques, véritables ambassadeurs du pays à l'extérieur : qui n'a pas été fasciné, enfant ou adolescent, par les lémuriens, les orchidées, les baobabs... Madagascar est synonyme de nature exubérante, incroyablement variée et encore en partie vierge. On peut parler de « mythe rural et écologique »⁴ à propos de l'image que projette l'île au niveau international. Cette perception du pays contribue puissamment par contrepoint à dévaloriser Tananarive.

En outre, Madagascar bénéficie à l'étranger de l'image d'un paradis terrestre⁵, représentation qui tire sans doute ses racines d'une vision idéalisée du pays élaborée depuis plusieurs siècles et fondée sur des éléments folklorisés ou sur des clichés occidentaux et coloniaux : population pacifique, femmes aux cheveux lisses, nature généreuse, paysages et climats variés, autant d'éléments qui contribuent à assimiler Madagascar aux mondes enchanteurs des îles du Pacifique et à y entretenir le mythe du bon sauvage. Face à ce tableau stéréotypé, la capitale apparaît comme un organisme monstrueux, développé inconsidérément et hypertrophié. Tananarive enlaidit le pays, c'est une anomalie qui ne correspond pas à l'essence profonde du pays : telle est la représentation dominante de la ville.

Dans ce contexte, le choix de Tananarive comme sujet de recherche a souvent suscité l'étonnement, si ce n'est l'incompréhension, des personnes rencontrées. Les Tananariviens eux-mêmes ont souvent eu du mal à comprendre que je séjourne à Tananarive sans quitter plus souvent la ville. Quant aux Occidentaux, ce choix leur semble souvent pour le moins incongru. La ville apparaît en effet le plus souvent à leurs yeux comme un repoussoir, avec sa pauvreté oppressante, sa saleté, son bruit étourdissant, ses embouteillages décourageants, ses trépidations permanentes, sa pollution qui laisse son empreinte et son odeur sur les vêtements, les cheveux et la peau le soir, et son insécurité qui nécessite d'être toujours plus ou moins sur ses gardes.

Ainsi, pour forcer le trait, mener un travail de recherche sur Tananarive, c'est presque comme faire de la géographie urbaine en Afrique il y a une trentaine d'années⁶ ! Une telle entreprise est perçue comme ingrate et encore quelque peu marginale. L'orientation des recherches sur le terrain malgache témoigne de cette dévalorisation de la capitale, et plus généralement du thème urbain à Madagascar. En 1999, le responsable de l'IRD de Madagascar m'expliquait ainsi qu'aucun programme de recherche dans quelque domaine que ce soit n'était en cours sur le milieu urbain⁷. Il n'existe par ailleurs aucun programme de recherche international sur les villes malgaches, contrairement à l'Afrique (australe, orientale, occidentale...). Les étudiants étrangers rencontrés au cours de mes années de thèse travaillaient pour la grande majorité soit sur le monde rural, soit sur la gestion des ressources non-renouvelables (parcs naturels, forêts...). La plupart des

⁴ Expression empruntée à Sophie Moreau, que je remercie ici.

⁵ Les ouvrages disponibles sur Madagascar, en particulier les « beaux livres » qui se multiplient depuis quelques années, constituent une bonne illustration de la prégnance de ces deux représentations du pays, le sanctuaire de la nature et le paradis terrestre. Ces ouvrages contribuent ainsi à véhiculer une image stéréotypée et réductrice de l'île.

⁶ « Il y a moins d'un demi siècle, la ville africaine n'était pas considérée comme un bon objet scientifique. On postulait qu'elle ne pouvait révéler le "vrai" d'une Afrique restée rurale et façonnée par ses traditions », BALANDIER G., avant-propos au numéro spécial d'*Afrique contemporaine*, « Villes d'Afrique », n° 168, 1993.

⁷ Cela n'a pas toujours été le cas, l'ORSTOM ayant fourni de très nombreuses études, en particulier sur les villes du sud-ouest malgache dans les années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix.

programmes des instituts de recherche (CIRAD, ONE...), nombreux à Madagascar, portent presque exclusivement sur ces deux grands types de sujets. Ces préoccupations se comprennent toutefois aisément dans le contexte d'un pays très pauvre où est largement admis le postulat selon lequel tout développement doit passer par le monde rural et l'indispensable sécurisation alimentaire, objets de toutes les recherches en agronomie, en élevage, en foresterie⁸...

Localement, il existe des initiatives ponctuelles de recherche en géographie urbaine, à l'Université d'Antananarivo ou à l'École Normale Supérieure d'Antananarivo, mais qui connaissent une faible diffusion. Sinon, les travaux récents menés sur Tananarive privilégient une optique historique, archéologique et architecturale : les chercheurs tananariviens se préoccupent avant tout de mettre en lumière le passé méconnu de la ville⁹. Ainsi, l'unique ouvrage scientifique consacré à Tananarive, *La cité des mille*¹⁰, consacre neuf chapitres à ces questions, plus un sur la préservation du patrimoine, et seulement cinq à la géographie de la ville depuis la colonisation. Dans le milieu universitaire, les travaux en histoire et en géographie urbaines de Faranirina Rajaonah¹¹, et de Josélyne Ramamonjisoa¹² sont les seuls qui existent sur la capitale et qui proposent un essai d'analyse globale de la ville. La capitale est donc singulièrement délaissée, alors que Tuléar avait fait l'objet d'un programme d'études pluridisciplinaire fécond au début des années quatre-vingt-dix. Les organismes internationaux et les ONG travaillant à Tananarive sont certes des commanditaires insatiables d'études et de monographies, souvent à l'échelle des quartiers, ou bien très ciblées sociologiquement (innombrables études sur la pauvreté), mais les documents produits ne proposent en général pas d'approche synthétique de la ville, et se révèlent plus informatifs qu'analytiques. Au total, on constate une carence dans l'étude actuelle de Tananarive : peu séduisante, la capitale malgache est délaissée par la recherche en sciences humaines. Une approche synthétique et problématisée fait défaut.

C'est dans ce contexte de dépréciation de l'image de Tananarive que s'inscrit ma recherche sur cette ville, à l'occasion de ma maîtrise¹³ (1994-1995), dont le choix avait été motivé par la découverte de Madagascar à l'occasion d'un voyage de loisir, poursuivie en DEA¹⁴ en 1997-1998, puis en thèse à partir de septembre 1998. En 1995, lors d'un premier séjour de deux mois, je découvre avec enthousiasme la ville et ses habitants, et

⁸ L'École d'Agronomie d'Antananarivo est réputée aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, où elle envoie ses ingénieurs faire des doctorats ou des DESS. Il est révélateur des préoccupations des élites du pays que de nombreux bacheliers malgaches s'orientent vers ces filières.

⁹ Optique qui n'est pas neutre idéologiquement : il s'agit pour certains intellectuels de renforcer la connaissance de la ville pré-coloniale afin de mettre en exergue ses spécificités et sa grandeur, pour limiter la portée de l'influence européenne postérieure.

¹⁰ *La cité des mille - Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*, 1998, CITE-Tsipika, 181 p.

¹¹ RAJAONAH F. V., 1996-97, *Elites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XX^e siècle*, thèse d'Etat, Université Lumière-Lyon 2, 4 tomes, 1082 p.

ESOAVELOMANDROSO F., 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux guerres », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 83-106

ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 71-82

ESOAVELOMANDROSO F., 1985, « Aménagement et occupation de l'espace dans la ville moyenne d'Antananarivo pendant la colonisation (l'exemple du quartier d'Ankadifotsy) », *Cahiers d'études africaines*, n° 99, p. 337-361

¹² RAMAMONJISOA Josélyne, 1978, *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, Thèse, Nice, 2 vol., 514 p.

¹³ *Habiter à Antananarivo*, mémoire de Maîtrise sous la direction du Professeur Paul Claval, Université Paris IV-Sorbonne, 180 p.

tisse des liens amicaux aussi solides que précieux pour l'avenir. Quelques années plus tard, de longues discussions avec Joël Bonnemaïson et avec Paul Claval me convainquent de reprendre le fil de ces travaux dans le cadre du DEA, que Christian Huetz de Lemps dirige depuis. Trois séjours à Tananarive jalonnent alors ce travail universitaire : quatre mois en 1999, trois mois en 2000 et en 2001, durant lesquels j'ai eu la chance d'être hébergée dans des familles tananariviennes amies, ce qui a fortement contribué à la construction de mon regard sur la ville et ses habitants. Ces séjours ont joué un rôle considérable dans ma connaissance de la ville, de ses habitants, de la culture des Tananariviens : s'y est progressivement élaborée une familiarisation avec un terrain difficile et très étranger culturellement, contrairement aux apparences souvent trompeuses, qu'il a fallu dépasser. J'ai ainsi pu goûter cette expérience de tout chercheur confronté au temps long, à la maturation des idées, au dévoilement lent et subtil du réel. Si celui-ci continue de se dérober, tant il est vain de prétendre tout connaître et comprendre d'une ville et de sa société en seulement quelques années d'étude, ce temps de la recherche m'a incontestablement permis de progresser dans ma connaissance intime du terrain et dans l'appréhension de ses subtilités cachées.

C'est précisément le fruit de cette approche de la vie tananarivienne dans son foisonnement et dans sa complexité que je souhaite livrer dans cette étude, dans la volonté de faire partager la vie d'une ville, en donnant vie et parole à la foule des anonymes qui font cette ville. L'une des motivations de ce travail de thèse consiste en effet à livrer un témoignage de ce que signifie vivre à Tananarive à la fin du XX^e siècle, à une période charnière pour Madagascar, qui correspond à l'ouverture sur le monde extérieur, à la libéralisation économique, et à des recompositions politiques de premier ordre. Dans cette optique, mon approche a été profondément nourrie des lectures des romans de Balzac et de Zola, et de leur évocation, l'un de la mentalité citadine, parisienne ou provinciale, l'autre de la description de la vie des villes en devenir du XIX^e siècle. L'œuvre des romanciers du XIX^e siècle semble d'ailleurs stimuler nombre de travaux de chercheurs en sciences humaines sur la ville, comme en témoigne le propos de S. Jaglin, qui souligne la nécessité de « conserver l'équilibre entre un stendhalisme géographique traqueur de détails significatifs et un encyclopédisme balzacien »¹⁵. Si placer un travail universitaire sous cette double paternité semble ambitieux, cet objectif constitue néanmoins un horizon stimulant.

Tananarive est une ville qui se dérobe à l'analyse facile, qui n'est pas immédiatement déchiffrable, qui ne s'offre pas à une lecture transparente, aussi bien dans la complexité de ses paysages qui renvoient à une stratification historique, que dans les représentations que les habitants construisent de leur ville. Aussi ce travail aura-t-il pour ambition, non seulement de livrer une sorte de chronique de la vie des Tananariviens, mais aussi de fournir quelques clés d'interprétation d'un paysage urbain souvent déroutant et d'une société bien particulière dans sa structuration et dans son rapport à la ville¹⁶. A

¹⁴ *Crise urbaine et redéfinition de la citadinité à Antananarivo (Madagascar) : vers la ruralisation ? Etude de géographie culturelle*, mémoire de DEA sous la direction du Professeur C. Huetz de Lemps, Université Paris IV-Sorbonne, 147 p.

¹⁵ JAGLIN S., 1995, *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, p. 585.

¹⁶ Cette motivation s'est également nourrie des analyses d'Augustin Berque sur l'urbanité japonaise, qui ont joué un rôle fondateur dans la construction de mon regard sur Tananarive.

l'instar de Julien Gracq pour Nantes, on aimerait percer à jour la « couronne secrète » de Tananarive :

« ... le sentiment qu'une vie autochtone, qui a ses coutumes et ses rites à elle, malaisée à pénétrer de l'extérieur et presque entièrement close sur elle-même, peut se perpétuer ici (...). Et cette teinte, cette coloration attirante et unique qu'y prend le va-et-vient de tous les jours, produit d'une distillation longue et subtile à laquelle toute sa géographie, toute son histoire ont dû collaborer, mais qui n'aurait pu aboutir sans quelque transmutation chimique dont elle garde pour elle la formule, c'est peut-être la vraie séduction, la couronne secrète d'une ville. »¹⁷

L'itinéraire de ma recherche trouve donc son origine dans une fascination pour Tananarive, et s'est construit de la volonté jamais démentie de comprendre autant que possible, cette ville, son fonctionnement et son identité, de démêler les fils de son apparente complexité mais aussi de déjouer les pièges de sa trop évidente familiarité avec des éléments culturels supposés connus qui peuvent aisément induire en erreur et masquer la complexité du réel. C'est en effet le problème rencontré par les chercheurs sur Tananarive et sa région : « Le nouvel arrivant ne se trouve pas vraiment dépaysé, il est rassuré par ces retrouvailles avec un réseau de signes (...). Il pense déjà comprendre ce pays, cette société au cadre matériel tout proche du nôtre. Seul l'apprentissage de la durée lui apprendra que ces éléments sont intégrés dans un ensemble différent, qu'ils n'ont pas la même fonction que dans les sociétés occidentales. »¹⁸ Plus encore lorsqu'on étudie une ville, objet par essence complexe, ce souci doit demeurer prioritaire.

Les principes généraux de la démarche méthodologique¹⁹

Sources et méthodes

Cette approche globale d'une grande ville nécessitait la mise au point d'une méthodologie qui permette de répondre à la diversité des questions posées. Aussi les sources et outils employés sont-ils caractérisés par une grande hétérogénéité.

Mon travail a tout d'abord classiquement été nourri de lectures : ouvrages généraux de géographie urbaine, tropicale et culturelle, études monographiques réalisées sur d'autres métropoles africaines, ouvrages thématiques sur Madagascar. Les travaux de géographes africanistes ont été fondateurs, en particulier ceux de Philippe Gervais-Lambony, particulièrement stimulants pour mon approche²⁰. L'apport de la littérature grise disponible à Tananarive a également été important. La presse malgache a été utilisée systématiquement, notamment pour étudier les phénomènes de représentations de la ville, de même que les guides de voyage. La littérature prenant la ville comme cadre étant très peu développée à Madagascar, cette source souvent précieuse n'a quasiment pas pu être mobilisée.

Le terrain ensuite, s'est organisé autour de deux axes majeurs : la parole d'une part, la découverte sensorielle d'autre part.

¹⁷ GRACQ J., 1985, *La Forme d'une ville*, p. 117.

¹⁸ RAISON-JOURDE F., 1991, *Bible et pouvoir*, introduction.

¹⁹ Pour une présentation détaillée de la méthodologie, en particulier du travail d'enquêtes, on renverra le lecteur en annexe. On trouvera également une carte des quartiers ayant fait l'objet d'enquêtes (n° 29 a).

²⁰ GERVAIS-LAMBONY P., 1994, *De Lomé à Harare : le fait citoyen*, Karthala/IFRA, Paris, 472 p.

La parole est en effet l'outil principal que j'ai employé pour tenter de cerner l'identité tananarivienne : parole des habitants avant tout, à travers les enquêtes auprès des ménages et les entretiens libres, et parole des « experts » également, universitaires, responsables municipaux et autres acteurs de la ville. Ce terme de « parole » rend bien compte de l'esprit de ma démarche, qui a toujours consisté à privilégier l'échange verbal avec l'autre, dans son immédiateté²¹. L'approche a donc toujours été délibérément qualitative : dans le travail d'enquêtes était plus visée la recherche de détails significatifs que d'éléments représentatifs, qu'un travail à l'échelle d'une thèse ne permet d'ailleurs pas sur un sujet aussi vaste. En effet, sur une métropole d'un million et demi d'habitants, le caractère illusoire de prétendre à une quelconque représentativité m'est rapidement apparu. Aussi ai-je choisi de limiter le nombre des enquêtes, alors que j'avais prévu à l'origine d'en conduire beaucoup plus : cinquante enquêtes par quartier ont été menées dans cinq quartiers de la ville, auxquelles s'ajoutent une quinzaine d'entretiens libres avec des Tananariviens. Significativement d'ailleurs, ma démarche a évolué au cours des années, puisque le questionnaire a été étoffé après une première campagne d'enquêtes en 2000, et que sa durée moyenne d'administration a sensiblement augmenté, passant à trois quarts d'heure au lieu d'une demi-heure.

La découverte sensorielle constitue un outil beaucoup plus personnel, subjectif pourrait-on même objecter. Mais, comme M. de Certeau, j'ai la conviction que « le paysage imaginaire d'une recherche n'est pas sans valeur, même s'il n'a pas de rigueur. »²². Cette découverte s'est tout d'abord fondée sur une lente imprégnation de la ville, de ses paysages, de ses rythmes, de ses bruits, de la vie de ses habitants, de la diversité de ceux-ci. Cette imprégnation s'est opérée par de longues marches dans tous les quartiers, par des promenades à buts multiples (marchés, foires, fêtes publiques ou privées, cultes dominicaux, restaurants populaires...), ainsi que par des discussions inlassables avec tout interlocuteur tananarivien, quel que soit son statut (chauffeurs de taxi et commerçants, toujours prompts au bavardage, employés...). Cette approche sensorielle m'a permis d'acquérir une connaissance approfondie de la configuration et de la vie de la ville, souvent bien plus exhaustive géographiquement et socialement que celle qu'en avaient la plupart de mes relations malgaches. Cette connaissance subjective s'est également renforcée de courts séjours dans les campagnes environnantes, à diverses occasions (festivité religieuse, cérémonie de « retournement des morts ») et de voyages en province, avec notamment la visite de toutes les grandes villes côtières. Cette connaissance plus large du pays me semble *a posteriori* indispensable pour mieux comprendre Tananarive, pour mieux la situer à la fois dans son environnement rural et à l'échelle nationale. Bien des analyses présentées dans ce travail doivent beaucoup à ces voyages de loisir en-dehors de Tananarive²³.

²¹ Pour rendre compte de cette parole, j'ai choisi de faire figurer en encadré dans le corps du texte des entretiens illustrant un thème particulier ou des portraits de personnes interrogées. Ce procédé permet de mieux les mettre en valeur, et le cas échéant de suivre les mêmes individus (dotés de prénoms fictifs) sur plusieurs chapitres à propos de sujets différents. Cette technique de l'encadré a d'ailleurs également été employée pour proposer des mises au point synthétiques sur des questions ponctuelles, dans l'optique d'alléger le texte et de faciliter la lecture.

²² CERTEAU (de) M., *L'invention du quotidien*, p. 67.

²³ Le fait d'avoir habité durant trois ans à Dakar, adolescente, a sans nul doute également contribué à susciter mon intérêt et à construire mon regard sur les métropoles du Sud. Par ailleurs, d'autres voyages personnels dans plusieurs pays du Sud (Maroc, Yémen, Egypte, Turquie, Chine), avec la découverte de leur capitale et de leurs grandes villes, m'ont permis de développer des comparaisons, de remettre en cause certaines idées préconçues et d'être plus sensible à certains thèmes urbains.

En dernier lieu, j'ai fréquemment eu recours à d'autres disciplines des sciences humaines. Cette approche pluridisciplinaire, outre le fait qu'elle m'était familière de par ma formation en classes préparatoires, s'imposait de par le caractère ouvert et très vaste de mon sujet. Parmi les disciplines les plus sollicitées se trouvent bien sûr l'histoire, aussi bien celle de Madagascar que des travaux plus généraux d'étude des mentalités²⁴, l'anthropologie urbaine et l'anthropologie politique²⁵, la sociologie²⁶. De façon plus ponctuelle, des techniques d'analyse de discours ont pu être utilisées. Enfin, dans quel domaine classer le travail sur l'iconographie ? Je me suis efforcée de rechercher les représentations picturales et photographiques de Tananarive, récentes et anciennes (cartes postales²⁷, archives photographiques), afin de mener une analyse de la manière dont la ville était objet de représentation. Plus encore, l'approche par l'image constitue un outil important de ma démonstration, un complément indispensable du texte. La présence de l'illustration dans ma démarche a été précoce et je l'ai voulue toujours centrale.

Géographies...

Ce travail s'inscrit dans le cadre désormais classique de la géographie urbaine tropicale. Cependant, l'approche choisie nécessite de faire appel à d'autres domaines de la géographie. Tout d'abord, la démarche propre à la géographie culturelle s'avère particulièrement utile pour appréhender la question de la citadinité à Tananarive : examiner de quelles manières la culture merina marque l'organisation de l'espace est au cœur de mon propos. Corrélativement, l'approche ethnogéographique a été très sollicitée dans l'analyse : il s'agit de saisir comment les Tananariviens pratiquent et perçoivent leur ville. Ces phénomènes ont été appréhendés à travers les enquêtes et les entretiens. En outre, un questionnaire pour les élèves des classes de septième a été distribué dans plusieurs écoles de la ville, afin de cerner l'espace vécu et la perception de la ville par les enfants de différents quartiers.

Par ailleurs, ce travail se réclame également en partie de la géographie sociale, puisqu'il ne s'agit pas tant de s'intéresser aux questions purement urbanistiques (politiques urbaines, infrastructures, morphologie urbaine avec en particulier localisation des activités économiques...), qui seront évoquées ponctuellement, qu'aux groupes sociaux, à leurs interactions réciproques et à leur rôle dans la construction de la citadinité tananarivienne. A cet égard, il a fallu déterminer quelles catégories sociales étudier. J'ai choisi de m'intéresser aux Tananariviens qui représentent la majorité de la population, c'est-à-dire les catégories modestes, sachant que cet ensemble regroupe une réalité très hétérogène. Une place importante est également faite aux classes moyennes, en raison du fait que la plupart des mes relations et interlocuteurs en faisaient partie. Ce sont ces deux types de population qui ont été ciblées lors des enquêtes et des entretiens. En revanche, on ne trouvera que des remarques ponctuelles sur la minorité très aisée : l'approche de cette population très particulière à tous égards aurait nécessité une méthodologie spécifique, ainsi qu'un traitement à part, tant leurs pratiques et représentations de la ville diffèrent de

²⁴ Sur l'histoire de Madagascar, les travaux de F. Rajaonah ont joué un rôle fondateur dans la maturation de mon sujet. Ceux de F. Raison-Jourde ont éclairé ma connaissance de la société merina depuis l'arrivée des Européens. En histoire des mentalités, les travaux d'historiens comme R. Muchembled ont fourni des éclairages précieux.

²⁵ Les travaux de G. Balandier sur l'Afrique par exemple.

²⁶ Travaux novateurs de sociologues sur les métropoles africaines, comme ceux d'A. Marie.

²⁷ Je remercie vivement ici M. Huetz de Lempis pour avoir mis à ma disposition sa collection de cartes postales anciennes.

celles de la majorité des Tananariviens : comme dans tout pays pauvre, le hiatus est grand entre ses élites économiques et le reste de la population.

Les limites géographiques de l'étude

Pour des raisons de cohérence avec la problématique, il a été décidé d'écartier les espaces trop périphériques de la ville, les franges d'urbanisation, car la spécificité du fait urbain y est trop diluée : il n'entraîne pas dans le cadre de mon sujet d'étudier la citoyenneté d'espaces semi-ruraux ou semi-urbains.

C'est la raison pour laquelle j'ai choisi de centrer l'étude sur l'aire urbaine proprement dite, qui coïncide plus ou moins avec les limites administratives de la ville, celles d'*Antananarivo-Renivohitra* (Tananarive-capitale). On peut par ailleurs justifier l'exclusion du champ d'étude de communes périphériques comme Ivato (au nord-ouest) ou Tanjombato (commune limitrophe au sud) par le fait que ces communes satellites sont dotées de fonctions autonomes (emplois nombreux avec l'aéroport, les zones franches, services de proximité) qui ne justifient pas pour l'ensemble des habitants une fréquentation assidue de Tananarive. Les pratiques et les représentations de la ville en sont donc modifiées.

Dans ce territoire communal, les quartiers choisis pour les enquêtes constituent un échantillon assez complet de la diversité de la ville : un quartier historique (la ville haute), un quartier traditionnel mais urbanisé plus récemment (Ankadifotsy), un quartier populaire de plaine (Isotry), un quartier planifié récent (les 67 hectares) et un quartier périphérique (Ivandry-Soavimasandro). Dès le début de mes recherches, la volonté d'étudier la ville dans son ensemble, et non de me concentrer sur une partie seulement de l'espace urbain, s'est en effet imposée.

Une précision sémantique...

Tananarive ou Antananarivo ? La question, en apparence anodine, a parfois suscité des discussions passionnées avec des Tananariviens. Selon certains, Antananarivo, correspondant en fait à la désignation malgache originelle, devrait donc s'imposer. Les autorités malgaches ont d'ailleurs réussi à diffuser internationalement ce nouveau nom de leur capitale après l'indépendance. Derrière cette revendication, le souci de se démarquer d'une dénomination considérée comme la marque du passé colonial est évidente. On peut même aller plus loin en voyant dans « Antananarivo » la volonté de faire référence à la cité royale pré-coloniale et dans « Tananarive » la seule référence à la ville coloniale. Le dualisme urbain qui n'existe pas dans la morphologie urbaine se retrouverait ainsi reproduit au niveau symbolique du nom même. Ainsi, à Madagascar, pour nombre de personnes, « Tananarive » n'existe tout simplement plus, à l'instar de Leningrad, et intituler ainsi une thèse universitaire pourrait être mal interprété et considéré comme provocateur. La dénomination de la ville est donc loin d'être neutre.

On a cependant souhaité s'affranchir de ces considérations politiques et idéologiques, puisque nombre de Malgaches s'exprimant en français emploient « Tananarive », de même que Majunga et non Mahajanga, Tamatave et non Toamasina, par exemple, et on a donc choisi de se fonder sur la tradition des « exonymes » en français²⁸.

²⁸ Voir CHEVALIER M., 1997, « Un élément du patrimoine géographique français. Les exonymes », *Géographie et Cultures*, n°23, p. 101-132. Pour les Malgaches s'exprimant en français, l'ambiguïté est d'ailleurs permanente, puisqu'on peut entendre dans une même phrase, ou trouver dans un même article à

On dira donc Tananarive, comme on dit Alger ou Casablanca, dont il existe pourtant des équivalents en arabe.

Thèmes et axes de recherche : que signifie vivre à Tananarive aujourd'hui ?

On partira d'une interrogation simple, qui oriente et structure l'ensemble de ce travail : que signifie être Tananarivien aujourd'hui ? quelles réalités recouvre la question « comment vit-on à Tananarive » ? dans quelles dimensions se déploie le fait d'être Tananarivien ?

Cette question très simple permet d'aborder l'étude de la vie citadine selon plusieurs angles, et d'ores et déjà de poser des jalons fondamentaux dans la connaissance et dans l'analyse de la ville. C'est tout d'abord la notion de paysage qui intervient : tout au long de cette étude, on verra à quel point le paysage est au cœur de la définition de l'identité citadine, tant il existe un rapport affectif spécifique à l'aspect de la ville, rapport qui se fonde essentiellement sur une prégnance tout à fait particulière du passé dans le fait d'être citadin aujourd'hui. On s'intéressera en particulier au paysage historique, en le confrontant au paysage urbain actuel et à la manière dont cette évolution est perçue par les Tananariviens. En tentant de discerner ce que ce paysage nous apprend sur ce que signifie vivre en ville, on verra ainsi qu'il représente un enjeu majeur dans les représentations de la ville.

Voir ce que signifie vivre à Tananarive aujourd'hui permet également d'aborder des aspects simples de la vie de la ville. C'est ainsi s'intéresser aux pratiques alimentaires, vestimentaires, religieuses, sanitaires, aux loisirs, au travail, aux déplacements, à la vie sociale, en un mot à la vie quotidienne dans ses rapports à l'espace : on rejoint ici les problématiques de « l'espace vécu ». Trois axes d'analyse se dégagent de cette approche du vécu quotidien :

- la question du rapport aux modèles occidentaux, centrale dans le contexte d'une métropole de pays pauvre : quel est le degré d'acculturation des pratiques à cet égard, ces modèles étrangers sont-ils acceptés ou bien rejetés, font-ils l'objet de tensions particulières dans les représentations ?
- les pratiques tananariviennes sont-elles spécifiquement citadines ou bien portent-elles la marque de pratiques rurales ? dans quelle mesure la différenciation entre les deux s'est-elle ou non effectuée ?
- il faudra enfin confronter ces pratiques quotidiennes de l'espace au contexte de crise économique qui a sévi du milieu des années soixante-dix au milieu des années quatre-vingt-dix, et qui s'est traduit par une paupérisation massive, par le déclin des classes moyennes, mais aussi par l'enrichissement visible d'une petite minorité. De par son envergure et sa durée, cette crise économique a eu de surcroît de multiples conséquences : dans le domaine de la politique urbaine tout d'abord, avec le déclin de la gestion municipale, le recul et la dégradation de l'espace public, dans l'exacerbation des frustrations et des tensions des rapports sociaux, dans l'altération générale de la sociabilité tananarivienne (déclin des loisirs, contraction des déplacements, mise à mal des réseaux de solidarité traditionnels) et enfin dans une dégradation du paysage, particulièrement mal ressentie (crise de la structure urbaine, du logement, de l'environnement urbain, de

quelques lignes d'intervalle, Tananarive et Antananarivo. Antananarivo ne s'est en fait jamais entièrement substituée à l'ancienne dénomination. De surcroît, en français, les Malgaches utilisent le diminutif de Tana dans le langage courant, ce qui revient à supprimer l'ambiguïté.

l'apparence visuelle de la ville). Ces différents aspects de la crise constituent le cadre structurel dans lequel s'inscrit désormais la vie de tout Tananarivien.

On s'efforcera par ailleurs de voir qui sont les Tananariviens, et plus encore qui ils se veulent et se disent être, quelle image ils construisent d'eux-mêmes. Pour ce faire, on mettra en évidence les différentes composantes qui structurent la société : divisions sociales bien sûr, mais aussi divisions statutaires (formes de castes) qui constituent la grande particularité de la société merina et qui jouent un rôle fondamental dans l'organisation socio-spatiale de la ville, ainsi que divisions en fonction de l'origine géographique ; on s'intéressera au cas très particulier des minorités tananariviennes, qu'elles soient étrangères, non-Merina (Indo-Pakistanaï, Chinois, populations originaires d'autres régions de Madagascar), ou simplement non citadines de souche (cas des migrants ruraux...), et à leurs rapports souvent malaisés avec la population majoritaire. Ce sont donc les représentations qu'ont et que construisent les Tananariviens de leur société qu'on tentera de comprendre. C'est bien la notion d'identité qui sera sollicitée à cet égard : peut-on définir une identité tananarivienne, c'est-à-dire un ensemble de représentations sociales et spatiales auxquelles souscrivent une majorité d'habitants ?

S'intéresser ainsi au fait de vivre à Tananarive, de pratiquer et de percevoir l'espace urbain, constituent autant de thèmes qui peuvent être résumés en un mot : la citadinité. On a, après réflexion, finalement choisi d'utiliser ce néologisme géographique, qui tend néanmoins à se diffuser depuis quelques années dans les études sur les pratiques et les représentations citadines²⁹. On se fondera sur une acception très simple de la citadinité, ce qui présente l'avantage de recouvrir un large champ du réel. On entendra donc par citadinité le sentiment de vivre en ville. Comment est vécue et perçue la ville par ses habitants, quelle que soit leur origine géographique (originaires ou non de Tananarive, citadins ou ruraux), ethnique (nés et ayant toujours vécu à Tananarive mais non Merina), nationale (quelle citadinité ont les Indiens de Tananarive ?) ou statutaire (les « castes » dessinent-elles des citadinités différenciées ?). On appréhendera donc la question de la citadinité de la façon la plus large qui soit, afin de mettre en évidence la diversité des manières de vivre la ville, et de montrer l'existence, ou les modes de coexistence, parfois problématiques, de plusieurs citadinités, de plusieurs manières d'être Tananarivien. Cette citadinité pourra donc désigner simplement le fait d'habiter en ville sans y être nécessairement intégré, ou renvoyer à la perception nette que l'appartenance à la ville est pleinement constitutive de l'identité individuelle pour chacun. Cette acception large du fait d'être citadin permettra d'éviter d'accoler subrepticement tout jugement de valeur à cette notion de citadinité³⁰. On ne veut en effet voir dans l'étude de la citadinité tananarivienne aucune idée de supériorité citadine sur le monde rural ; c'est pourquoi on évitera de s'interroger sur l'existence de degrés de citadinité, par exemple pour les migrants ruraux : on préférera examiner quel est leur rapport à la ville, dans quelle mesure ils se sentent ou non citadins, mais sans se fonder sur des critères préalables d'évaluation de ce qui est citadin et de ce qui ne l'est pas. Qui plus est, à Tananarive, les rapports entre citadins et ruraux sont beaucoup trop complexes et trop imbriqués pour être réduits à une opposition manichéenne. On s'intéressera plutôt aux représentations que les premiers ont

²⁹ Voir la mise au point sémantique de P. Gervais-Lambony, 2001, *Vocabulaire de la ville*, p. 92-108.

³⁰ Voir NAVEZ-BOUCHANINE F., 1996, « Citadinité et urbanité : le cas des villes marocaines », *La citadinité en questions*, Cahier Urbama n° 29, coll. Sciences de la ville n° 13, Tours, p. 103-112.

des seconds, afin de mettre en évidence les contours d'une citadinité dessinée par les habitants de la ville, et non préalablement déterminée.

Pour cerner cette citadinité tananarivienne, on s'intéressera donc aux pratiques des individus, et à la manière dont ils pensent la ville. Connaître la ville, s'y déplacer, y nouer des relations amicales, sortir pour se distraire, s'investir dans la vie collective, associative ou religieuse, constituent ainsi des pratiques de la ville, dont on s'efforcera de montrer la spécificité par rapport au monde rural : en cela, elles fondent la citadinité. Aimer ou non la ville, la trouver belle ou laide, agréable ou pénible, ces jugements constituent quant à eux des indicateurs de l'élaboration de représentations citadines. Il faudra également voir de quelle manière la ville est perçue par rapport au monde rural, ce qui constitue une question très délicate.

Etudier la citadinité tananarivienne, c'est donc pour nous voir de quelle manière la ville est vécue et pensée par ses habitants, en tant que telle et par rapport à la campagne.

Or, la citadinité tananarivienne est aujourd'hui en crise. Le malaise citadin intervient et se développe dans un contexte économique et politique changeant, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Alors qu'en 1995, Tananarive donnait la singulière impression que rien n'y avait changé depuis fort longtemps, que la ville s'était comme figée dans le marasme économique, les bouleversements s'accélérent depuis quelques années, en partie grâce à une amorce de reprise économique : mutations paysagères, restauration d'un discours citoyen et politique, pénétration accrue des modes de consommation occidentaux... Il faudra naturellement étudier cette « géographie du changement » (J.-P. Raison) tananarivien, puisque cette période de transition n'a encore fait l'objet d'aucune analyse.

Ces mutations récentes déstabilisent les Tananariviens et remettent en cause un certain nombre de principes traditionnels fondateurs de la citadinité. Désormais, celle-ci se présente comme fragilisée, menacée dans ses fondements par divers phénomènes, telles les déstructurations profondes engendrées par la crise économique, puis les déstabilisations liées aux prémices de reprise, la modernisation et l'altération irrémédiable du paysage urbain ancien, l'évolution de la composition de la population, la croissance de la taille de la ville. Plus encore, c'est l'existence même d'une citadinité tananarivienne intégratrice qui est mise en cause : les tensions internes à la société se font de plus en plus manifestes, et la perspective d'une citadinité fragmentée en groupes plus ou moins étrangers les uns aux autres s'esquisse.

Cette crise de la citadinité se manifeste dans deux domaines fondamentaux du « vivre ensemble » tananarivien, que l'on peut appréhender selon deux couples : citadinité/ruralité et citadinité/identité. En effet, les Tananariviens éprouvent tout d'abord de plus en plus de mal à définir leur position par rapport au monde rural, valorisant et rejetant tour à tour leur proximité historique, sociale et paysagère avec celui-ci. Par ailleurs, la question de savoir ce que signifie être Tananarivien devient désormais beaucoup plus délicate, en raison de l'émergence de tensions internes à la société qui ébranlent un édifice social traditionnel et hiérarchisé, où chacun avait sa place assignée. L'identité tananarivienne, confrontée à de nouveaux enjeux, ne se définit plus simplement, mais fait l'objet de conflits d'images.

On assiste donc à des phénomènes de redéfinition de la citadinité, redéfinition qui prend le plus souvent la forme de crispations identitaires. A cet égard, la période actuelle coïncide avec la radicalisation et la plus grande visibilité de ces crispations, ce qui la rend

d'autant plus stimulante à étudier. On verra que les recompositions qui s'opèrent tendent en fait paradoxalement à renforcer les éléments de déstabilisation.

L'optique de ce travail de recherche consiste donc à s'interroger sur la nature ambivalente et sur l'évolution actuelle d'une citoyenneté tananarivienne, à la fois hiérarchisée et fortement empreinte de ruralité, dans un contexte de crise économique en partie en voie de résorption, ainsi que sur les processus contradictoires de déstabilisations et de recompositions des identités territoriales à l'œuvre à Tananarive au tournant du XXI^e siècle.

Pour tenter de répondre à ces questions, on a choisi une démarche en trois temps, qui articule trois problèmes majeurs au cœur de la définition de la citoyenneté tananarivienne.

La première partie sera consacrée à l'examen des facteurs de déstabilisation de l'identité tananarivienne, le premier étant le poids d'un passé omniprésent dans les paysages et dans les représentations citoyennes (chapitre premier), le deuxième la difficulté qu'éprouve la ville à s'affirmer pleinement et sans ambiguïté comme capitale à la fois nationale et régionale (chapitre II), et le dernier relevant de la profonde déstructuration qu'a entraînée la longue période de crise économique (chapitre III). Le caractère obsédant du passé, l'instabilité du statut de capitale et les conséquences déstructurantes de la crise dessinent ainsi les contours d'une citoyenneté fragilisée et difficile à penser sereinement.

La deuxième partie sera l'occasion d'examiner comment cette citoyenneté se déploie dans ses dimensions sociales et géographiques et comment elle s'affirme et se différencie par rapport à une référence rurale très forte. C'est pourquoi on s'intéressera aux manières différenciées dont les Tananariviens pratiquent et perçoivent leur ville, en se fondant sur une approche par échelles concentriques, qui permet de cerner les spécificités de la citoyenneté à différents niveaux géographiques : échelle de la ville tout d'abord (chapitre IV), puis échelle du quartier (chapitre V) et enfin échelle de l'espace domestique (chapitre VI). Cette démarche par emboîtement d'espaces doit nous permettre de progresser dans l'analyse et dans la compréhension de la diversité de la citoyenneté tananarivienne, en procédant par « effet de loupe », tout en examinant à chaque étape de quelle manière celle-ci se définit par rapport à la ruralité.

Après ces deux parties qui se fondent sur une approche structurelle de la définition de la citoyenneté, on abordera en dernière partie les mutations plus conjoncturelles qui s'affirment dans les années quatre-vingt-dix, en s'interrogeant sur leur impact sur les questions identitaires latentes. Cette approche permettra de voir à quel point la citoyenneté tananarivienne est ébranlée et caractérisée par l'émergence de crispations croissantes. C'est aussi bien l'évolution du paysage urbain qui pose problème (chapitre VII) que l'affirmation d'une identité tananarivienne de plus en plus divisée (chapitre VIII).

Il s'agit donc, dans chacune des trois parties de cette étude, de mettre en évidence des éléments, différents mais convergents, de déstabilisation de la citoyenneté.

Présentation succincte de Tananarive : quelques repères généraux (voir carte page suivante)

Une présentation de Tananarive débute classiquement au sommet de la colline de direction méridienne où se trouve le palais du Rova, ancienne résidence royale, qui domine à l'ouest la plaine du Betsimitatatra d'un escarpement abrupt de plus de deux cents mètres.

- Cette colline, affleurement granitique, à la forme générale d'un Y, est désignée comme la « ville haute ». Elle comporte un certain nombre de sites et monuments historiques de la ville : le Rova, le palais d'Andafiavaratra (ancienne résidence du Premier ministre au XIX^e siècle), de très nombreux temples et églises. Le quartier de Faravohitra s'est développé à la même époque avec la présence des missionnaires, sur la partie orientale de la colline (la branche droite du Y). Dans son ensemble, le cas très particulier des quartiers situés au sud du Rova excepté, la ville haute est un espace prestigieux, considéré comme le dépositaire de l'histoire de Tananarive. Les grandes familles tananariviennes y résident. La ville haute est à vocation presque exclusivement résidentielle : c'est une zone très peu animée.

- Une descente topographique accompagne le développement du « Y » vers le nord, si bien qu'on parle ensuite de « ville moyenne » pour désigner les quartiers collinaires qui dominent encore la plaine, mais de bien moins haut. Ces quartiers ont été développés entre la seconde moitié du XIX^e siècle et la première du XX^e. Ils ont en particulier fait l'objet d'aménagements considérables sous la colonisation française. Ce sont aujourd'hui des quartiers centraux, très vivants et souvent densément peuplés : Antaninarenina, qui concentre de nombreuses fonctions centrales (administrations et commerces de luxe), Ambatonakanga et Isoraka à l'ouest, Ankadifotsy à l'est, tous trois plus résidentiels, constituent les principaux quartiers de ville moyenne. Des quartiers plus populaires et commerciaux, très denses, bordent ces derniers, comme Andravoahangy et Besarety.

- Le centre de la ville proprement dit a été installé sous la colonisation dans le vallon, jadis marécageux, enserré entre les deux branches du Y : c'est Analakely. D'autres quartiers se sont développés aux alentours, tous à vocation administrative ou commerçante : Tsaralalana au plan en damier (seul espace ainsi construit à Tananarive), Behoririka, autour du lac du même nom, Soarano (quartier de la gare), Antanimena. Cet ensemble est très actif et constitue toujours le cœur de la vie de la ville, en dépit de la suppression du grand marché du Zoma. L'Avenue de l'Indépendance, monumentale, constitue l'axe majeur de cette zone. Dans le prolongement, le sud du vallon est fermé par le jardin d'Ambohijatovo. Au-delà, un tunnel permet de rejoindre les quartiers tranquilles et aisés, situés aux abords de la route circulaire, ou, plus loin, le quartier d'Ambanidia, quartier dense situé au pied de la ville haute.

- A ces quartiers collinaires ou centraux, s'opposent ceux de la plaine, situés à l'ouest. On y trouve tout d'abord, immédiatement aux pieds de la colline, le lac Anosy et le stade de Mahamasina. Au-delà du lac se situe une vaste zone, aménagée dans les années soixante sur d'anciennes rizières, qui abrite des bâtiments administratifs, des ministères, un hôpital : Anosy et Ampefiloha. La plaine de l'ouest accueille également la grande cité planifiée des 67 hectares, des quartiers très défavorisés développés anarchiquement (Isotry, Andavamamba...), en particulier aux abords de la voie ferrée et du canal principal qui traverse la plaine, le canal d'Andriantany. Le quartier d'Anosibe, très peuplé et très pauvre, abrite le marché de gros de la ville et sa principale gare routière. Enfin, jusqu'à la rivière Ikopa qui marque la limite occidentale de la ville, le paysage se compose d'espaces marécageux dans lesquels sont installés des quartiers d'habitations extrêmement modestes (Andohatapenaka). La route-digue ceinture la plaine du sud au nord. Tous ces quartiers sont inondables et construits sur des terrains argileux.

- Au nord de la gare, l'espace se divise entre zones industrielles récentes (Ankorondrano, route des hydrocarbures), construites sur la plaine, marécages, et espaces collinaires périphériques, très hétérogènes socialement, certains étant très aisés (Ivandry), d'autres plus populaires (Ambohimanarina), d'autres encore en développement rapide sous forme de villas (Ambatobe autour du Lycée français).

- L'est de la ville est au contraire un espace de collines, moins élevées que celle du Rova cependant. Ces collines ont été urbanisées beaucoup plus tardivement, si bien que le paysage y est beaucoup plus aéré, plus vert. Ces quartiers sont soit à vocation résidentielle de standing, soit abritent des constructions hétérogènes dans les *lavaka*, ces grandes crevasses qui entaillent les collines et fragilisent le terrain. On rencontre ce paysage, par endroit semi-rural, jusqu'au sud de la ville.

Au nord-est, l'espace s'urbanise rapidement et de manière anarchique depuis quelques années, aux abords de la RN 2, à partir du carrefour d'Amipasampito, avec l'installation de migrants.

De ce très rapide aperçu de la ville, il faut retenir l'opposition majeure entre les collines, qu'elles soient centrales ou périphériques, et la plaine. Aux contrastes topographiques répondent les contrastes dans la morphologie sociale de la ville.

PREMIERE PARTIE

UNE CAPITALE FRAGILISEE : LES FACTEURS DE DESTABILISATION DE L'IDENTITE TANANARIVIENNE

L'attitude des Tananariviens envers leur ville s'avère empreinte de paradoxes. D'une part, ils se montrent fiers de leur ville et de son histoire, et donc fiers d'être Tananariviens. Ce sentiment d'attachement très fort s'exprime à travers des chansons populaires, des poèmes, qui expriment un sentiment qu'on pourrait comparer à la *saudade* portugaise, tant le rapport affectif si particulier des Tananariviens à leur ville se nourrit à la fois de fierté et de nostalgie d'un passé révolu.

En effet, cette nostalgie constitue l'autre versant du rapport des Tananariviens à leur ville. Plus encore, beaucoup d'entre eux manifestent dans leurs discours le sentiment d'un mal-être, d'une difficulté à définir une identité tananarivienne univoque, laquelle apparaît plutôt comme instable et fragile. Ainsi, à la différence des habitants de nombreuses capitales dans le monde, le Tananarivien exprime un sentiment ambigu : certes, il aime sa ville, mais il ressent également un malaise, une difficulté à se situer en tant que citoyen.

Ce sentiment d'une citoyenneté malaisée et délicate à définir traduit donc un défaut d'identification de la ville, qui s'exprime de différentes manières : Tananarive est-elle une ville merina ou une capitale nationale ? une ville authentiquement malgache ou bien une métropole internationale ? Ainsi, pour tenter de comprendre pourquoi il n'est pas simple de se percevoir en tant que Tananarivien, on partira de l'idée qu'il existait un équilibre lors de la fondation de la ville au XVIII^e siècle, équilibre qui a été rompu par l'introduction des modèles occidentaux et qui n'a jamais été retrouvé. Le statut de Tananarive, centre évident du monde merina, a été relativisé. Le sens originel de son site a été dévoyé, si bien que la ville est désormais « désorientée » au sens propre du terme : elle a perdu son sens géographique, et corrélativement sa cohérence. L'évolution historique constitue donc un premier élément de déstabilisation de la ville, comme on le verra dans le chapitre premier.

C'est ensuite la fragilité du statut de capitale qui retiendra notre attention au chapitre II, car elle est à la fois cause et conséquence de ce mal-être. Tananarive hésite quant à la définition de son rôle politique et symbolique dans le monde actuel, depuis l'indépendance du pays. Aussi bien les paysages que les pratiques et les représentations de ses habitants témoignent de l'ambiguïté de cette vocation.

Enfin, la crise économique, aux fortes répercussions sur la vie des Tananariviens et sur le paysage urbain, a joué un rôle de catalyseur des problèmes identitaires, redéfinissant les enjeux sociaux et aggravant les altérations paysagères. Cette période a ainsi conduit à l'exacerbation des frustrations, et à la remise en cause de ce que signifie vivre à Tananarive. Ces questions feront l'objet du chapitre III.

On souhaiterait ainsi montrer dans cette première partie qu'il existe trois facteurs principaux de déstabilisation de l'identité tananarivienne, qui contribuent à l'instabilité actuelle de la perception de la ville par ses habitants et qui expliquent donc les hésitations d'une citoyenneté en devenir. Vivre à Tananarive, c'est donc affronter perte de repères et inquiétude dans son rapport à la ville : il n'est pas aisé d'être Tananarivien.

CHAPITRE PREMIER- TANANARIVE, VILLE IMPROBABLE ? DE LA SACRALISATION DE L'ESPACE A UNE PROGRESSIVE ALTERATION DU SENS

Chacun peut faire l'expérience étonnante d'une conversation avec un Tananarivien sur sa ville : très vite seront évoquées dans la discussion l'histoire et la géographie urbaines, les deux étant présentées comme indissociables. Tout discours sur la ville tend à remonter aux origines de celle-ci, comme si le passé prenait le pas sur le présent, ce dernier étant entièrement tourné vers le premier. Il est ainsi arrivé fréquemment qu'au cours d'un entretien sur les enjeux actuels de la ville, mon interlocuteur se lance immédiatement dans un exposé historique, en arguant qu'« il faut reprendre au début ». A l'inverse, on parlera beaucoup plus rarement du devenir de la ville. Tananarive semble possédée par son passé, qui « vampirise » son existence actuelle, de même que les Malgaches sont habités de la présence obsédante des ancêtres dans leur vie quotidienne.

Le passé pose problème à Tananarive. La ville a connu depuis le début du XIX^e siècle des traumatismes successifs jamais réellement acceptés, qui constituent aujourd'hui des éléments de déstabilisation profonde, vécus intensément. Mes questions ont ainsi souvent suscité l'expression d'un malaise relatif à leur ville chez nombre de mes interlocuteurs. C'est en partant de ce constat qu'il a semblé non seulement opportun, mais de plus nécessaire, d'éviter autant que possible le trop traditionnel et fastidieux chapitre d'ouverture consacré à la présentation générale de la ville. Une telle présentation objective, c'est-à-dire rigoureusement historique et géographique, aurait en fait manqué la place centrale occupée dans les représentations citadines par ces éléments neutres en apparence. Or, c'est précisément dans la fondation de Tananarive et dans la corruption de ces éléments fondateurs au XIX^e siècle qu'il faut rechercher les éléments constitutifs de l'identité tananarivienne actuelle.

Ainsi la démarche adoptée a-t-elle consisté à mêler les éléments historiques à leur résonance dans le présent, et à laisser la parole aux Tananariviens chaque fois que cela était possible sur un thème historique. On vise ainsi à donner davantage une lecture de l'histoire des représentations de Tananarive jusqu'à nos jours qu'une histoire de la ville en elle-même, qui a déjà été largement étudiée. On tentera donc ici une analyse inédite fondée sur l'évolution historique des représentations de la ville.

I- PUISSANCE ET PERENNITE DE L'ORGANISATION MERINA DE L'ESPACE

A- Une situation continentale et en altitude

1- La capitale au cœur des hautes terres centrales

La situation de Tananarive ne laisse pas de surprendre. En effet, la ville est placée au cœur des hautes terres centrales de Madagascar, s'étagant entre 1 245 et 1 473 mètres d'altitude. C'est une situation étonnante et très rare pour une ancienne capitale coloniale française. En effet, une localisation littorale et portuaire était souvent préférée. Aujourd'hui encore, la situation de la capitale de Madagascar semble médiocre, celle-ci étant enclavée dans les hautes terres qui rendent difficile l'accès aux côtes : il faut toujours plus de six heures pour joindre par la route Tamatave, située à 350 km sur la côte orientale (voir carte n° 2).

Carte n° 2

Cette anomalie s'explique par le fait que la ville ait été créée bien avant la colonisation. En effet, les avantages réels de la situation de Tananarive ne peuvent être compris qu'une fois prise en compte la logique spatiale pré-coloniale. La position centrale de la ville dans les hautes terres permettait d'en faire un point de départ des guerres de conquête : c'est par exemple de la région de Tananarive que les armées sont parties pour soumettre le Betsileo¹, au XIX^e siècle. La formule la plus célèbre du roi Andrianampoinimerina² est souvent citée comme exemple d'une grande prescience géostratégique de la situation centrale et dominatrice de l'Imerina, et corrélativement de sa vocation d'unifier l'île : « La mer est la limite de ma rizière » (*ny ranomasina no valam-parihiko*). Les hautes terres sont par ailleurs très isolées des côtes orientales, proches à vol d'oiseau, mais rendues très lointaines par la barrière topographique que représente la Falaise, l'escarpement de près de mille mètres de dénivelé, doublé d'une couverture forestière très dense, très difficilement pénétrable.

Ces hautes terres centrales ont depuis plusieurs siècles abrité les plus fortes densités de l'île, en raison de l'ancienneté du peuplement, ainsi que des aptitudes climatiques et pédologiques de la région : le climat tropical à alternance de saison sèche et humide permet une riziculture irriguée avec, dans les meilleurs cas, deux récoltes par an, tandis que les sols des fonds de vallée se révèlent favorables à cette culture. De plus, grâce au climat tempéré par l'altitude, une grande variété de cultures est possible : produits maraîchers, fruits tropicaux mais aussi du monde tempéré, introduits à partir du XIX^e siècle par les Européens... Les hautes terres permettent donc de nourrir une population importante dans un cadre de mise en valeur organisée. Si la situation de Tananarive n'était donc pas optimale dans une optique coloniale, elle présentait en revanche de nombreux avantages en tant que capitale de l'Imerina.

La plaine du Betsimitatatra, qui borde Tananarive (cf. *infra*, B, 4), constitue l'exemple le plus abouti de ces aptitudes agricoles des hautes terres. Depuis la découverte de la région par les Européens, tous ont souligné leur admiration pour la mise en valeur de cette plaine productive d'environ dix mille hectares, qui fournit du riz, mais est aussi propice à l'élevage, et qui plus tard s'est convertie au maraîchage stimulé par la demande urbaine (salades, légumes, cresson, vergers).

Lorsque les Français ont militairement évincé la monarchie merina en 1896, ils ont maintenu Tananarive en tant que capitale, rôle qu'elle jouait depuis un siècle, après avoir cependant hésité à transférer la capitale au port de Tamatave sur la côte orientale, pour répondre aux exigences classiques d'une métropole coloniale. Les motivations du général Gallieni, Résident général à partir de 1896, ont tout d'abord été d'ordre politique (poursuivre l'œuvre de conquête merina, profiter des structures administratives préexistantes...), mais aussi climatique : le climat de Tananarive, tempéré par l'altitude, s'est vite avéré bien plus agréable pour les Français que celui de la côte orientale, et bien sûr beaucoup plus salubre. Ainsi, Tananarive partage avec quelques rares villes d'Afrique le fait d'avoir été confirmée dans son statut pré-colonial : Kampala et Addis-Abeba, entre autres.

De cette situation continentale et de l'histoire de la ville découle une logique de centralisation de l'organisation de l'espace à partir de Tananarive. Qui plus est, le fait que

¹ La région des hautes terres située au sud de l'Imerina.

² Andrianampoinimerina est le grand roi de la fin du XVIII^e siècle qui a reconquis Tananarive et unifié la région et une partie du pays. On reviendra sur son rôle de manière approfondie plus loin.

ce soient les Français qui aient conquis le pays n'est pas anodin, car Madagascar se prêtait idéalement à une réplique de l'organisation de l'espace métropolitain. Ainsi, ce n'est sans doute pas par hasard que la route nationale qui part de Tananarive et se dirige vers le sud de l'île ait été dénommée RN 7. Les principales routes nationales qui desservent le pays en étoile à partir de la capitale ont toutes leur point kilométrique zéro à la gare centrale de Soarano, élément qui en fait d'ailleurs le centre géographique de la ville pour de nombreuses personnes interrogées. Tananarive est ainsi rapidement devenue le centre des communications terrestres du pays tout entier.

2- Une capitale d'altitude

De nombreuses villes pré-coloniales dans le monde tropical sont situées en altitude. Ce trait particulier revient sous la plume des auteurs comme constituant un élément contribuant à la spécificité de la ville, sur le plan architectural essentiellement, mais également sur le plan des mentalités. Toute présentation de Tananarive commence donc invariablement par le rappel de sa situation en tant que « capitale montagnarde en pays tropical »³, ceci n'étant considéré comme un paradoxe que par les Français, peu coutumiers du fait. En revanche, le cas est courant en Amérique latine. Il y aurait sans doute matière à mener une étude sur les rapprochements architecturaux entre ces villes anciennes d'altitude : toits à double pente, utilisation de la brique pour faire des murs épais, orientation des maisons pour se protéger du vent dominant... Selon Josélyne Ramamonjisoa, il existe ainsi une organisation tropicale et montagnarde de l'espace urbain, que l'on retrouve de par le monde⁴.

B- Les grands éléments signifiants du site de Tananarive : la colline et la rizière

1- Un site qui n'a jamais cessé de fasciner

Le site de la ville a été célébré, magnifié, et fait jusqu'à nos jours l'objet d'une fascination certaine, de la part des Malgaches comme des étrangers. C'est en effet le caractère rare de ce site collinaire, surgissant au milieu d'une plaine, qui retient l'attention et suscite l'admiration (voir photo n° 1). Les exemples analogues de par le monde de villes où le relief joue un rôle important ont d'ailleurs toujours provoqué le même type de réaction, ainsi à Rome, Mexico ou La Paz.

Toute description de Tananarive commence généralement par une évocation lyrique de son site, qui exalte le caractère grandiose des collines dressées au milieu de la plaine, miroir d'eau, des « falaises » abruptes, du reflet du soleil du soir sur les collines...

³ Voir ROBEQUAIN C., 1949, « Tananarive, capitale montagnarde en pays tropical », *Revue de Géographie alpine*.

⁴ Au hasard de lectures, j'ai eu la surprise de découvrir l'architecture de la vieille ville de Harar en Ethiopie, située à 1 850 m d'altitude, qui présente une analogie frappante avec celle de Tananarive, en particulier dans les quartiers centraux habités par les commerçants indiens : à Harar, les riches commerçants arabes ont bâti des maisons à un étage, à balcons en bois ouvragés, avec des toits à pignons en tôle ondulée, le rez-de-chaussée abritant la boutique et le premier étage l'habitation. L'image évoque les maisons de la rue longeant Ambatonakanga et menant au carrefour des Quatre Chemins. Peut-être faut-il voir là également l'influence architecturale de riches communautés étrangères islamisées ?

C'est en particulier l'arrivée en avion qui suscite une forte émotion, à la vue de la colline du Rova⁵ dominant la plaine (voir photo n° 2). Au XIX^e siècle, James Sibree ne cache pas son saisissement : « Il y a des moments dans notre vie qui ne ressemblent à aucun autre et qui se gravent dans notre mémoire en caractères ineffaçables ; tel fut celui où Tananarive m'apparut pour la première fois »⁶. C. Robequain évoque « cette acropole malgache »⁷. C'est sans doute R. Boudry⁸ qui a donné l'évocation la plus séduisante du site tananarivien :

« Cité paradoxale, ville gratte-ciel, Tananarive, au rebours des autres capitales, ne s'étend pas dans une plaine qu'encerclent des collines, elle s'accroche à une montagne qui surplombe une plaine. Son relief tourmenté contraste avec l'uniformité plate de la rizière sur laquelle elle repose. Tananarive n'est pas dominée, elle domine. Elle n'est pas une ville en surface ni en épaisseur, mais en hauteur et en gradins. Elle ne s'enfonce pas dans la terre, elle se dresse et se drape dans le ciel et les nuages comme dans un lambe. On en fait le tour comme d'une pyramide, l'ascension comme d'un massif montagneux. C'est une ville d'escaliers et de sentiers, de montées et de tournants, de vertige et d'imprévu ».

Lors des enquêtes, le terme de « majestueux » pour caractériser le site revient fréquemment. L'aspect collinaire frappe également certains habitants, qui déclarent aimer la ville haute en raison de la vue panoramique dont on jouit sur la plaine et sur les collines sacrées. A cet égard, l'esplanade d'Andohalo, sur la ville haute, est un des endroits favoris des Tananariviens, même si la plupart ne s'y rendent jamais, sauf pour admirer le feu d'artifice le 26 juin⁹ tiré depuis le lac Anosy.

Parmi les évocations spontanées du site par les habitants, relevons :

« *C'est rare de trouver une ville qui monte et qui descend. Il y a des vues magnifiques, du Rova, d'Andohalo* » (Brigitte),
 « *Elle est bâtie sur un site très original* » (Ankadifotsy, n° 5 et 12¹⁰),
 « *Ce n'est pas comme les autres villes* » (Ankadifotsy, n° 14),
 « *Si on est loin de Tana, on se souvient toujours des derniers rayons du soleil qui se reflètent sur la colline du Rova* » (67 hectares, n° 1).

2- La mise en valeur de la fonction défensive du site collinaire de Tananarive dans le mythe fondateur

Originellement, la ville s'est développée sur la colline de granit qui domine la ville de plus de deux cents mètres : la plaine est à l'altitude moyenne de 1 250 m, tandis que le point culminant de la colline se situe à 1 473 m. Le site du berceau historique de Tananarive était particulièrement adapté à la fonction défensive, tant il semblait imprenable : du sommet de la colline, la vue porte très loin, ce qui permettait de voir arriver les envahisseurs, et de les repousser depuis le rocher. De plus, la présence de

⁵ Synonyme d'enclos royal à l'origine. Désigne depuis la monarchie merina le palais royal et le lieu symbolique d'exercice du pouvoir.

⁶ Cité par OBERLE P., 1976, *Antananarivo et l'Imerina*, p. 68.

⁷ ROBEQUAIN C., 1949, p. 275.

⁸ BOUDRY R., 1933, « Les villes malgaches », *Revue de Madagascar*, p. 55-112.

⁹ Date de commémoration de l'indépendance de Madagascar, le 26 juin 1960.

¹⁰ Dans l'ensemble du texte, on a choisi d'identifier ainsi la source des citations des Tananariviens interrogés lors des enquêtes : « Ankadifotsy » désigne le quartier où habite la personne qui a fait la déclaration citée, « n° 5 » désigne que cette personne a été la cinquième interrogée à Ankadifotsy.

plusieurs sources¹¹ sur la colline permettait de ravitailler la population et de tenir en cas de siège. La métaphore des « pincés de homard »¹² a été utilisée pour décrire l'aspect topographique de ces collines de la ville haute dominant la plaine marécageuse du Betsimitatatra. La configuration de ces collines est également fréquemment désignée par les auteurs par un Y. (voir figure n° 1)

Le roi Andrianjaka (règne de 1610-1630) est considéré comme le fondateur de la ville. Toutefois, la colline d'Analamanga était occupée, probablement depuis la fin du XIV^e siècle, par les *Vazimba*¹³. Ce sont ces premiers occupants qui édifièrent le premier *rova*. En 1610, Andrianjaka vainquit les *Vazimba* sur la colline d'Analamanga et y installa mille hommes, guerriers et colons, d'où la légende qui préside au nom de la ville, littéralement « la ville des mille ». Ainsi fut institué le mythe fondateur de la ville, qui correspond à un moment historiquement identifiable, situé très loin dans le temps pour une civilisation orale. Les deux éléments du mythe, la victoire sur les *Vazimba* et la dénomination de la ville, l'ancrent dans un territoire et dans un discours guerrier victorieux.

La prégnance de ces deux éléments fondateurs est encore perceptible aujourd'hui. Ainsi, l'étymologie de la ville ne cesse d'alimenter les polémiques. Selon les linguistes, il est en effet impossible que le mot dérive du terme *arivo* (mille)¹⁴. Cependant, ces querelles érudites n'intéressent en fait que les spécialistes, tant les Tananariviens dans leur immense majorité sont convaincus de la validité de cette étymologie mythique à laquelle ils sont très attachés.

Aussi, lors des enquêtes, plusieurs personnes citent comme symbole de la ville ses armes, avec la devise qui lui est attachée : « *Ny arivolahy tsy maty indray andro* » (Mille hommes ne meurent pas en un jour). Ces armes ont en fait été adoptées par le Conseil municipal en 1950, c'est-à-dire par l'administration coloniale¹⁵. Ce fait est totalement ignoré des Tananariviens, qui croient qu'il s'agit d'armes remontant à la monarchie. Figurant sur les documents municipaux, sur les poubelles dans les rues, sur les affiches municipales, elles sont ainsi dotées d'une forte visibilité dans la ville. Cette diffusion assure ainsi une pérennité quotidienne au mythe fondateur. Les armes et la devise font partie intégrante de l'identité de la ville et de la fierté d'y habiter.

L'importance stratégique du site choisi s'inscrit donc au cœur de la fondation de Tananarive. Des collines de l'Imerina, celle d'Analamanga répondait le mieux aux exigences défensives de l'époque. Le site habité au sommet de la colline fut ceint d'un fossé de quelques kilomètres de longueur, qui délimitait un espace « intra muros », au sein

¹¹ Toujours alimentées aujourd'hui. Les habitants de certains quartiers de la ville haute s'y approvisionnent (Andohalo, Ambohipotsy, Amparihy...).

¹² D'après VIGNAU F., administrateur-maire de Tananarive, « Tananarive, la ville aux pincés de homard », *Revue de Madagascar*, n° 11, 2^{ème} trimestre, 1952, p. 25-29.

¹³ Premiers habitants de Madagascar, mal connus, ayant alimenté de nombreux mythes et auxquels sont attachées de nombreuses superstitions. On leur attribue des pouvoirs magiques encore à l'œuvre sur les anciens tombeaux. Il existe ainsi à l'extrême sud de la ville haute des lieux de culte *vazimba*, autour de puits notamment. Voir R. Andrianaivoarivony, « Naissance de la Cité des Mille », *La Cité des Mille*, p. 11-22.

¹⁴ Andrianjaka aurait en fait baptisé sa conquête Antaninarivo, « à-la-terre-du-peuple ». Ce serait l'un de ses successeurs, le roi Andriamasinavalona, qui aurait changé le nom en Antanananiarivolahy, la « ville-des-mille », qui aurait donné par la suite Antananarivo par déformation. Voir R. Andrianaivoarivony, « Naissance de la Cité des Mille », *La Cité des Mille*, p. 16.

¹⁵ Elles ressemblent d'ailleurs tout à fait à celles d'une ville française : couronne à tours crénelées, surmontant un blason divisé en quatre parties, comportant deux fleurs de lys couleur or sur fond bleu et deux têtes de taureau noires sur fond or ; sous le blason, la devise.

duquel allaient s'appliquer des réglementations particulières. La toponymie actuelle autour du Rova porte encore le souvenir de ces portes et de ces fossés : Ankadinandriana (au fossé du roi), Ankaditapaka (au fossé coupé), Ambaravambato (à la porte en pierre)

...

Aux origines de la ville, on trouve donc un mythe guerrier où se confondent fondation de la ville et victoire des Merina sur leurs rivaux *Vazimba*. Mais le choix de ce site

Figures 1 et 2

correspondait également à une conception géographique de la puissance, éminemment fondée sur l'importance de la visibilité du pouvoir.

3- La vue, instrument de puissance¹⁶

La nature guerrière du mythe fondateur a pour conséquence une perception première du site comme position défensive, d'où l'importance du rôle de la vue dans l'appréciation positive du site de Tananarive. De nombreux auteurs¹⁷ ont ainsi étudié la situation du pouvoir royal au point le plus haut, qui permettait à la fois de dominer les alentours et donc de prévenir les attaques, et d'être vu de très loin, ce qui constituait le fondement même du pouvoir. Le pouvoir merina doit jouir d'une forte visibilité¹⁸. Plus le palais royal est visible de loin, plus le souverain est perçu comme puissant.

Le thème de la domination par la vue est donc au cœur de la fondation de tout site merina, a fortiori de celui de Tananarive. Imerina signifie « qu'on voit de loin » ou, selon les traductions, « le pays que seul le soleil domine », les deux impliquant la notion d'une supériorité par la vue. Une périphrase valorisante désigne les habitants de l'Imerina par le terme « *ambaniandro* », c'est-à-dire sous le soleil, autrement dit au plus près des puissances divines : « La capitale, avant même d'être centrale du point de vue géométrique, comme le sera Antananarivo, se devait d'être un haut-lieu, le plus proche possible du ciel et donc du centre du monde. »¹⁹

D'ailleurs, le site de Tananarive est loin d'être unique en Imerina. La région, dans un rayon d'une trentaine de kilomètres, abrite plusieurs *rova*, tous situés au sommet d'une colline et dominant un ample panorama rural : Ambohimanga, Antongona, Antsahadinta, ou Ambohidratrimo par exemple. Tous ces sites ont abrité des résidences royales et le tombeau d'un ou de plusieurs souverains. Ainsi, entre le Rova de Tananarive et les modestes fondations sur les collines sacrées alentours, il n'existe qu'une différence de degré et non de nature : l'organisation de l'espace est similaire, on y reviendra, et la conception visuelle du pouvoir dominateur y est identique.

Le Rova et sa position dominante constituent un puissant point de repère pour les habitants de la ville, et même pour de nombreux Malgaches. Il est très étroitement associé à la perception visuelle de la ville : « *Si tu te déplaces et que tu ne vois plus le Rova, c'est la preuve que tu es déjà loin. Mais si tu aperçois le Rova de loin, tu es déjà à Tana* », explique un homme. Lors des enquêtes, le thème de la domination physique du Rova est fréquemment revenu, de même que celui de sa visibilité très lointaine : le Rova domine et est vu, dans une relation réciproque entre le centre du pouvoir et les habitants dans son orbite, qui s'y réfèrent comme à un repère rassurant. Ainsi, de nombreuses personnes citent le Rova comme symbole de la ville car il se voit de loin : « *On le voit à mille lieues*

¹⁶ Voir RAISON J.-P., 1977, « Perception et réalisation de l'espace dans la société merina », *Annales E.S.C.*, et PAUL-LEVY F. et SEGAUD M., 1983, *Anthropologie de l'espace*, p. 77-78.

¹⁷ Voir RASAMUEL D., 1984, *L'Ancien Fanongoavana : une capitale princière malgache du XVI^e siècle*, MILLE A., 1970, « Les anciens villages fortifiés des hautes terres malgaches », *Revue de Géographie de Madagascar*, p. 103-114.

¹⁸ Il s'agit là d'un thème qui n'est pas spécifique à la culture merina, et qui est partagé par de nombreuses civilisations. Toutefois, cette conception a connu à Madagascar une remarquable permanence, la valeur du point le plus haut n'ayant jamais faibli jusqu'à nos jours, alors même que le pouvoir effectif lié à cette conception de l'espace a disparu il y a un siècle.

¹⁹ BELROSE-HUYGHUES V., 1983, « Structure et symbolique de l'espace royal en Imerina », p. 139.

à la ronde », « *Il domine la ville* », « *Quand on s'approche de Tana, on le voit de toutes les directions* » sont des propos entendus à plusieurs reprises. La puissance visuelle du symbole ne s'est pas affaïdi, même après l'incendie du Rova²⁰ : tout se passe comme si le symbole restait lié au lieu et n'avait pas disparu dans les flammes avec les bâtiments et leur contenu²¹.

Les Tananariviens ont donc une conscience aiguë du rôle de la vue dans leur appréhension de l'espace urbain. La vue porte très loin symboliquement et inclut dans son champ certaines des douze collines sacrées qui entourent la plaine de Tananarive. A cet égard, il est intéressant de souligner que ces douze collines sont en réalité largement inconnues et relèvent donc du mythe : seules six ont pu être identifiées avec certitude²². Mais ce chiffre de douze permet de constituer une référence commune rassurante, qui renvoie à un passé idéalisé, organisé et équilibré. Il est fréquent d'entendre que Tananarive est entourée de ces douze collines sacrées, alors qu'elles sont vraisemblablement éloignées, certaines étant concentrées dans une zone, tandis que d'autres ne sont pas visibles de Tananarive (voir figure n° 2). Le site géographique de la ville fait donc l'objet d'une survalorisation qui tire ses racines d'une interprétation mythique de la réalité historique.

Il n'en reste pas moins que les collines sacrées vues depuis la ville constituent un paysage rassurant, qui renvoie à une référence historique et sociale très forte. Un descendant de famille noble, résidant sur la ville haute, me désigna un coin de sa cuisine d'où il apercevait avec fierté au loin, vers l'est, la colline d'où est originaire son lignage et où se trouve le tombeau ancestral. Pouvoir voir le *tanindrazana* de chez soi est un privilège rare et apprécié.

4- La ville et sa plaine rizicole

La composante défensive du mythe fondateur ne suffit pas à expliquer totalement le choix du site de Tananarive. Celui-ci fut également choisi en raison de ses aptitudes agricoles : en contrebas de la colline, la rizière dans la plaine constitue un élément indissociable du site de Tananarive, l'un ne se comprenant pas sans l'autre. Certes, tous les *rova* dominent des espaces agricoles, mais le Betsimitatatra présente des atouts considérables, dont sa taille. Tananarive fut conçue comme le centre d'une plaine rizicole.

C'est sous le règne d'Andrianjaka (1610-1630) que commença la mise en valeur de la plaine du Betsimitatatra. Ainsi, Tananarive fut avant tout créée pour dominer un espace agricole : ses fonctions premières étaient de structurer le monde rural environnant, à l'instar des villes des « royaumes hydrauliques » de Java²³. Aucune fonction artisanale ou industrielle n'apparaît dans les buts assignés à la nouvelle fondation, au contraire de nombreuses villes du monde occidental, créées précisément par différence par rapport au monde rural. A Tananarive, dès l'origine, le monde rural est ainsi placé au cœur de la raison d'être de la cité, ce qui contribue à éclairer l'interpénétration actuelle entre milieux

²⁰ Voir sur ce sujet chapitre VII, I.

²¹ Dans cette idée que c'est l'espace qui est dépositaire du sens, et non les constructions temporelles, on retrouve des conceptions similaires à celles du monde chinois.

²² Voir BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, p. 104-107.

²³ Voir par exemple SEVIN O., 1996, *Des essarts de Mojopahit aux rizières de la transmigration : migrations, colonisation agricole et terres neuves en Indonésie*, Thèse de doctorat, Université Paris IV-Sorbonne, 2 t.

rural et urbain dans la plaine de Tananarive²⁴. Dans l'esprit des souverains successifs, il s'agissait de promouvoir un continuum ville/campagne, une osmose entre les deux types d'espace²⁵.

Les liens économiques entre la ville et la plaine rizicole ont été organisés précocement et de manière très sophistiquée. L'historiographie traditionnelle situe la grande phase de développement de la ville sous le règne du célèbre roi Andrianampoinimerina (1787-1810), qui laissa une très forte empreinte sur la ville. L'ouvrage du R.P. Callet²⁶ permet de comprendre à quel point les éléments mis en place par le roi à la fin du XVIII^e siècle ont connu une remarquable permanence jusqu'à nos jours. Les grands invariants paysagers de la ville ont été créés à cette époque, et sont toujours reconnus par les Tananariviens comme étant de puissants éléments paysagers d'identification de la ville : le palais du Rova et la plaine du Betsimitatatra. Le R.P. Callet identifie ainsi dans l'action spécifiquement urbaine d'Andrianampoinimerina, qui tire pour une large part ses racines du monde rural environnant, deux thèmes, repris en titre de chapitres :

« - le partage des rizières, la construction des digues » (Chapitre III)

« - Andrianampoinimerina construit des maisons, des villages et des canaux » (Chapitre VIII)²⁷

Les grands éléments du décor urbain actuel sont ainsi mis en place à cette époque où il n'est pas fait de différenciation entre les milieux rural et urbain. D'ores et déjà s'esquisse la question de la définition problématique de la délimitation entre ville et campagne dans la conception merina traditionnelle de l'espace.

Dans la même logique organisatrice, l'historiographie traditionnelle prête à Andrianampoinimerina le mérite de la structuration de la plaine agricole du Betsimitatatra (en réalité entamée sous Andrianjaka). C'est ce « roi hydraulicien »²⁸ qui a poussé à son point de sophistication extrême la construction des digues permettant la riziculture, et du réseau dense de canaux d'irrigation et de drainage, organisation qui a perduré jusqu'à nos jours : de marécageuse, la plaine devient productive. On retrouve là les caractéristiques des monarchies du monde indien qui ont assis leur pouvoir et le développement de leur civilisation sur l'organisation de la riziculture. Le lien entre le pouvoir politique et le contrôle de l'organisation matérielle et sociale de l'agriculture est ainsi très fort en Imerina. Il constitue un autre facteur permettant d'éclairer la nature des relations extraordinairement fortes entre la ville et ses campagnes environnantes, l'une dominant et organisant les autres. Depuis toujours, l'impulsion dans le monde rural est venue de la ville, et ce trait particulier a laissé son empreinte jusqu'à nos jours dans la particularité des rapports entre les deux (voir chapitre IV).

La perception de ce milieu agricole aux portes de la ville est tout à fait étonnante et révélatrice de cette imbrication des deux. En effet, il est fréquent de lire ou d'entendre que Tananarive est « au cœur du Betsimitatatra », « en plein milieu de la plaine », « entourée de rizières ». Or, un rapide coup d'œil à la carte de la région met en évidence la position

²⁴ DOUESSIN R., 1975, *Géographie agraire des plaines de Tananarive*, et WURTZ J., 1973, *Structures foncières et rapports sociaux dans la plaine de Tananarive*.

²⁵ ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 71-82.

²⁶ L'auteur de *Tantara ny andriana (Histoire des Rois)* a fourni à la fin du XIX^e siècle le plus d'informations sur cette période. Les historiens insistent sur la nécessité de manipuler avec précaution les informations qu'il livre, souvent de caractère hagiographique.

²⁷ R.P. CALLET, *Histoire des Rois*, 2^{ème} partie, livre II.

²⁸ RAISON-JOURDE F., 1991, *Bible et pouvoir à Madagascar*, p. 53.

marginale de Tananarive par rapport à la plaine : la ville n'en occupe que la bordure orientale, n'étant en aucun cas située au milieu de celle-ci (voir carte n° 3). A l'est de la ville se succèdent des croupes collinaires, tandis qu'au sud la plaine est très morcelée, se trouvant pour ainsi dire réduite à l'état de lambeaux entre les collines. Il existe donc dans les représentations du site de la ville une nette survalorisation du Betsimitatatra, qui traduit bien à quel point cet espace rizicole est conçu comme intrinsèquement lié à l'essence même de la ville. Le rendre à sa juste localisation dans le site et à sa juste taille (celle-ci étant également exagérée : on parle de plaine immense, s'étendant à perte de vue...) équivaldrait à amputer Tananarive d'une partie constitutive de l'identité de son site. Or, la perception la plus répandue du site de la ville est celle d'un îlot de collines émergeant d'une plaine, ce qui permet de nourrir l'analogie avec tous les autres endroits habités de l'Imerina : Tananarive ne se perçoit pas d'abord comme une ville, mais comme un site typiquement merina qui a connu un développement urbain particulier qui ne remet nullement en cause ces principes fondateurs d'organisation de l'espace.

Ainsi, dans les représentations du site de Tananarive, deux fonctions différentes sont mises en relief : d'une part une fonction stratégique correspondant au mythe fondateur proprement dit et ayant pour corollaire l'importance accordée à la vue, et d'autre part un lien organique et symbolique avec l'organisation de la plaine rizicole environnante. Mais cet ancrage rural allait rapidement subir les nécessaires mutations imposées par le développement d'une véritable ville.

C- La lente et problématique construction d'un modèle urbain original

1- L'ambiguïté de la conception initiale merina de la ville

Une rapide étude linguistique de la notion de ville en malgache permet de mieux comprendre les liens réciproques entre la ville et la campagne. Ville se dit en effet *vohitra*²⁹, ce qui désigne en fait toute installation humaine groupée en hauteur, au sommet d'une colline, ainsi que la colline en elle-même. C'est donc le même terme qui désigne aussi bien la métropole qu'un hameau, et que tout relief collinaire. La campagne se dit *ambanivohitra*, en bas de la ville / de la colline. *Tanàna* est un autre vocable plus usité dans le langage courant, qui désigne indifféremment la ville ou un village. Pour parler d'une ville vraiment grande, on y ajoute l'adjectif *lehibe* (grand), ce qui donne *tanandehibe*, la grande ville.

Ainsi, ville se traduit en malgache approximativement par « gros village en hauteur ». Il n'existe pas de mot spécifique pour « ville ». Réciproquement, des termes en usage dans le monde rural ont été réutilisés en ville : l'habitude de désigner la partie haute ou basse d'un quartier par les locatifs *ambony* (en haut, au-dessus de) et *ambany* (en contrebas, en dessous de). Aller en ville se dit *mandeha hiakatra*, littéralement monter en ville, ce qui traduit bien l'idée de domination topographique du lieu habité.

Ainsi, il n'existe pas dans la langue de solution de continuité entre le village rural et la ville, quelle que soit sa taille (à l'exception de la capitale, voir chapitre II). Les repères spatiaux sont les mêmes. Le caractère problématique de la notion de ville en malgache apparaît donc déjà sur le plan linguistique. On ne sera donc guère surpris que

²⁹ Il s'agit là d'une jolie façon de parler de la ville, plutôt littéraire.

l'organisation originelle de Tananarive ait obéi à des principes identiques à ceux qui régissent les établissements humains dans le monde rural.

2- Une organisation urbaine similaire à celle du village merina

« Pour qui, une première fois, survole à basse altitude le pays merina, et qui (...) voit défiler sous ses yeux sites fortifiés, tombeaux, clochers d'églises et de temples (...), tous ces signes durablement inscrits dans le sol, il devrait sembler d'emblée impossible de saisir la civilisation merina dans ses aspects géographiques hors de la dimension du temps. »³⁰

On comprend à cette évocation que le paysage de Tananarive apparaît comme une réplique du monde rural environnant : on y retrouve les mêmes éléments de base. Cette observation de J.-P. Raison fait puissamment écho à la campagne de photographies aériennes de Y. Arthus-Bertrand sur Tananarive et sa plaine, qui a su saisir cette spécificité et cette confusion des paysages urbain et rural merina, si apparentés³¹.

Le voyageur étranger qui découvre l'Imerina pour la première fois est ainsi en général frappé par la ressemblance entre tous les villages : tous sont construits selon un modèle identique reproduit à l'infini. Le paysage le long de la RN 7 qui mène de Tananarive à Antsirabe (direction nord-sud) offre ainsi une succession impressionnante de villages rouges, dont la plupart des maisons s'ouvrent à l'ouest. Le paysage de l'Imerina est bien un paysage relevant de principes d'organisation rigoureux (voir photo n° 3 et n° 4). Les invariants paysagers du village merina sont³² :

- la colline dominant les rizières en fond de vallée, avec l'installation du village au sommet de celle-ci, ou sur les flancs,
- la délimitation de l'espace habité par un fossé, qui sépare très nettement un intérieur et un extérieur (on parle de « site à fossé »),
- l'organisation linéaire nord-sud du village : la plupart des habitations sont orientées de la même manière, en vertu de directions connotées positivement ou négativement : rejet du sud, maisons ouvertes à l'ouest... En effet, le sud dans un village est considéré entre autres comme étant le lieu des sorciers,
- la stratification altitudinale et horizontale (répartition dans le village) en fonction du statut de chacun : les lignages les plus prestigieux occupent les emplacements les plus valorisés dans l'astrologie merina, chaque position d'une famille par rapport à une autre ayant une signification sociale précise ; le chef du village réside le plus souvent au sommet ou sur une éminence,
- la notion d'un lieu sacré, qui peut se matérialiser par exemple sous forme d'une pierre dressée, d'une esplanade...
- la proximité des tombeaux de l'espace habité : bien que séparé, l'espace tombal jouxte le village.

Tous ces éléments se retrouvent à Tananarive, dont le site permet idéalement la réplique de cette organisation villageoise. Ainsi, il n'existe pas de solution de continuité entre l'organisation spatiale du village merina et de la capitale, la différence entre les deux étant de degré et non de nature. Cette similitude était d'ailleurs déjà pressentie au niveau du choix du site de Tananarive.

³⁰ RAISON J.-P., 1977, *Les Hautes terres de Madagascar*, p. 25.

³¹ Photographies disponibles sur le site Internet de la banque d'images américaine Corbis : <http://pro.corbis.com>

³² Voir RAISON J.-P., 1977, « Perception et réalisation de l'espace dans la société merina », *Annales E.S.C.* n° 3, p. 412-432, et RASAMUEL D., 1984, *L'Ancien Fanongoavana : une capitale princière malgache du XVI^e siècle*.

Carte n° 3 (couleur)

3- La progressive mise en place de fonctions urbaines politiques et économiques

Bien que, ni dans la langue ni dans l'organisation de l'espace habité il n'existe de différenciation fondamentale entre la ville et le village, progressivement apparaissent les conditions d'émergence du fait urbain en Imerina, celui-ci s'élaborant à Tananarive. La ville devient en quelque sorte un laboratoire d'essai du fait urbain, le « gros village en hauteur », de par sa fonction de défense et d'administration de la plaine rizicole se différenciant en fait rapidement des autres villages merina. Grâce à l'essor de fonctions économiques (le marché) et politiques, Tananarive devient simultanément et précocement une ville et une capitale.

C'est tout d'abord l'accroissement de la population de la cité qui crée les conditions d'émergence d'une vie spécifiquement citadine : les habitants ne sont plus tous agriculteurs, il faut donc qu'ils puissent acheter des produits alimentaires, tandis qu'apparaissent des groupes sociaux spécialisés, militaires, fonctionnaires royaux chargés de l'administration du royaume, artisans fournisseurs de la ville... La société et l'économie urbaines s'individualisent donc précocement, accentuant ainsi nécessairement la différence par rapport au monde rural. Les fonctions administratives prennent également de l'importance, surtout à partir de la fin du XVIII^e siècle, lorsque Andrianampoinimerina reconquiert la ville de Tananarive, perdue au cours des décennies précédentes dans des conflits entre rois locaux rivaux. Aussi l'histoire a-t-elle retenu la date de 1794, correspondant au début de la reconquête de Tananarive, comme étant celle de la réelle fondation de la ville en tant que capitale de l'Imerina. D'ailleurs, la plupart des Tananariviens ne connaissent l'histoire de leur ville qu'à partir du règne de ce souverain, qui fait l'objet d'une grande admiration dans l'imaginaire populaire. Il est considéré comme le véritable fondateur de la capitale. La connaissance du passé antérieur de la ville n'est affaire que de spécialistes et d'érudits.

C'est à ce roi qu'on attribue l'organisation des grands marchés urbains. On ne peut qu'être frappé de la vision géographique du souverain, qui plaçait Tananarive au cœur de sa région, valorisant la fonction de centralité qui constitue pour la majorité des habitants actuels la principale légitimation de son statut de capitale :

« Je l'appellerai *Anjoma*³³ [le grand marché], et ce sera le jour de rencontre de toute la population, qu'elle vienne du sud ou du nord, de l'est ou de l'ouest, j'en fais le marché de tous les *Ambaniandro*³⁴, le centre de l'Imerina »³⁵

L'institution de ce marché hebdomadaire joua un rôle considérable dans le développement de la ville et dans l'affirmation définitive de sa supériorité par rapport aux bourgades environnantes. Par ailleurs, au marché est assignée une fonction sociale de toute première importance : c'est le lieu de rencontre, de discussion, de règlement des conflits et, depuis Andrianampoinimerina, d'annonce des décisions royales. En cela, on a pu le comparer à une agora. Le terme de *fithaonana* désigne le type de sociabilité qui s'est ainsi développée autour du marché tananarivien, qui a donc une vocation autre qu'exclusivement économique. Le marché du Zoma s'impose ainsi comme l'un des

³³ Vendredi.

³⁴ Périphrase désignant les Merina. Littéralement « ceux qui sont sous le soleil », désignation qui marque bien le sentiment de domination merina.

³⁵ R.P. CALLET, *Histoire des Rois*, p. 251.

premiers éléments fondateurs d'une citadinité tananarivienne ; c'est le lieu où s'élabore le « vivre ensemble ». On reviendra sur ce rôle au chapitre VII.

Andrianampoinimerina concevait également de grands desseins pour sa capitale : Tananarive fut conçue comme une utopie urbaine du monde merina. Le but était de créer une « ville-image de l'Imerina »³⁶, qui serait comme un microcosme de celle-ci, un échantillon représentatif de la région rurale. D'où les soins accordés à la fondation de la ville, conçue comme une cité planifiée, où rien ne fut laissé au hasard. L'objectif de faire de Tananarive une ville représentative de par la composition de sa population s'étendait même à l'île tout entière, ambition qui souligne bien la vocation éminemment politique assignée à la capitale. Les rois successifs avaient déjà tous prévu d'attribuer un quartier à chaque ethnie de l'île, y compris pour les Antandroy³⁷ qui n'étaient pas encore soumis. Andrianampoinimerina installe des représentants des ethnies récemment conquises, comme les Betsileo et les Sakalava (à Tanjombato et à Manjakaray entre autres).

Si la ville était certes conçue comme un relais du monde rural, ses fondateurs avaient tout autant le souci de créer un nouveau type de ville qui pourrait être dupliqué et s'imposer dans les régions conquises : une visée spécifiquement urbaine était présente dès l'origine de la ville³⁸.

D- Les spécificités d'un modèle urbain original : structuration de l'espace centré sur le Rova et organisé selon le système des « castes »

Profondément ancré dans la société rurale merina, le modèle urbain qui naît à Tananarive se caractérise par le rôle fondamental d'un espace royal, surélevé et sacré, et par une répartition hiérarchique de la population dans l'espace.

1- Le Rova : centre et symbole d'une cité politique, administrative et militaire

Toute la ville s'organise à partir de ce « point focal », à la fois centre temporel et spirituel du royaume merina. Temporel en ce qu'il abrite le siège du gouvernement royal, c'est de là que partent les ordres qui dictent la vie de la cité et de la plaine, mais aussi spirituel en ce qu'il s'agit d'un lieu sacré, investi du *hasina* du souverain : ce dernier est le dépositaire d'un pouvoir d'origine divine. Le Rova est ainsi l'épicentre de la cité sous la royauté : c'est une nécropole sacrée en ce qu'elle accueille les tombeaux des souverains. Une enceinte de cent trente hectares délimite le territoire royal et partage ainsi l'espace entre monde profane à l'extérieur et monde sacré à l'intérieur, où tout est organisé en fonction des significations des points cardinaux. L'accès au palais est strictement réservé. Le caractère sacré du site se manifeste également à l'occasion de la célébration de la fête du *fandroana*, « rituel de consolidation du caractère sacré du pouvoir royal, grande fête de

³⁶ Voir ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », p. 74.

³⁷ Ethnie de la partie sud de Madagascar.

³⁸ A cet égard, la comparaison avec la fondation d'Addis-Abeba s'avère stimulante. On retrouve notamment la volonté de faire de la capitale un lieu de rassemblement des populations du pays. Voir BERLAN E., 1963, *Addis-Abeba, la plus haute ville d'Afrique. Etude géographique*, Grenoble, 219 p.

vie et fête nationale, signifiant le renforcement des liens entre le souverain et ses sujets »³⁹.

Ainsi, le Rova est érigé en espace signifiant et institutionnalisé, fondement de l'organisation politique, sociale et spatiale de la cité merina : l'expression, forgée par J. Bonnemaison, de « centre géosymbolique »⁴⁰ semble ici tout à fait adéquate. Le centre géosymbolique est en effet le lieu par excellence où l'homme communique avec le sacré.

2- L'inscription du système des « castes » dans l'espace urbain

Il est impossible de comprendre l'histoire et l'évolution spatiale de Tananarive sans évoquer la question des « castes » dans la société et dans l'espace urbains. On verra d'ailleurs dans la troisième partie à quel point ce thème est prégnant dans la société tananarivienne contemporaine. Le terme de castes a été introduit par les Européens au XIX^e siècle, par analogie simplifiée avec le monde indien connu. Or, il s'agit là d'une transposition abusive, car le système merina s'avère bien différent : il n'y a par exemple pas d'impossibilité de changer de caste, ni d'identification de l'appartenance à une caste en fonction de l'exercice de métiers déterminés. Trois grands « groupes statutaires »⁴¹ composent la société merina traditionnelle⁴² :

- au sommet de la hiérarchie se trouvent les *Andriana*, caste dotée de privilèges d'autant plus importants que le lien de parenté avec le souverain était proche, et qui pour cette raison a été traduite par « noblesse ». Les *Andriana* sont eux-mêmes subdivisés en groupes, dont l'un seulement a eu accès au pouvoir. Les rivalités entre groupes se sont par exemple réveillées à l'occasion des débats sur la reconstruction du Rova après son incendie en 1995, les descendants de la caste régnante voulant s'en arroger la prérogative.

- les *Hova*, généralement traduits par « hommes libres ». Il s'agissait en fait d'un groupe très hétérogène, qui désignait les personnes qui n'étaient ni *Andriana* ni esclaves. Parmi les *Hova*, se trouvent de grandes familles qui ont progressivement conquis le pouvoir (Premiers ministres) au XIX^e siècle et qui jouissent aujourd'hui encore d'un grand prestige en ville et dans la région de Tananarive : les Tsimiambolahy d'Ilafy et les Tsimahafotsy d'Ambohimanga sont aussi considérés comme faisant partie des groupes les plus prestigieux de l'Imerina⁴³.

- les esclaves ou *Andevo*, astreints à des corvées, soumis à leurs maîtres, n'ayant le droit de posséder ni terres ni tombeaux. On verra ultérieurement l'importance de ces deux interdits dans la société actuelle. A cette catégorie des *Andevo* a été progressivement

³⁹ « La vie à Anatirova », *La Cité des Mille*, p. 75.

⁴⁰ BONNEMAISON J., 1986-1987, *Les fondements d'une identité : territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu*, tome I, p. 187.

⁴¹ Terme plus neutre proposé par F. RAISON-JOURDE dans *Bible et pouvoir*, 1991, p. 67-68 : au terme de caste trop connoté et impropre, elle suggère de substituer celui de « groupe statutaire », tout en reconnaissant que « ce terme est critiquable à son tour, parce que trop neutre. Il existe en effet chez les Merina un solide esprit de caste. » (p. 68).

⁴² Sur la définition précise des castes, voir RAISON J.-P., 1977, *Les Hautes terres de Madagascar*, 1^{ère} partie, chapitre IV, et RAISON-JOURDE F., *Bible et pouvoir*, 1991, p. 66-73.

⁴³ De manière générale, les familles issues de l'Avaradrano, au nord-est de Tananarive, ont fourni les hommes du pouvoir au XIX^e siècle et jouissent aujourd'hui encore d'une grande considération.

intégrée, selon un « amalgame statutaire »⁴⁴ abusif datant du XVIII^e siècle, celle des *Mainty*, anciens serviteurs royaux admis à pénétrer dans l'enceinte du Rova, guerriers prestigieux, musiciens... Ce groupe a été progressivement déclassé et assimilé à celui des esclaves, si bien qu'aujourd'hui *Mainty* est devenu synonyme d'*Andevo*, alors que les personnes concernées souffrent de cet amalgame dévalorisant. On devenait esclave par filiation, pour dettes, ou encore en étant fait prisonnier lors des guerres de conquête hors de l'Imerina.

Ces groupes statutaires se voient assigner dès le XVIII^e siècle des espaces précis dans la ville à l'intérieur des fossés, toujours dans le dessein de rassembler en un lieu unique la diversité des composantes sociales de l'Imerina : au sud du Rova, direction connotée négativement dans la cosmologie merina, sont placés les *Andevo*, et au sud-est les serviteurs royaux ou *Mainty* (à Amparihy). Andrianampoinimerina installe progressivement à l'ouest du Rova les grands lignages *hova*, et au nord et nord-est les différents groupes *andriana*, comme les Andriantompokoindrindra à Ampamaho ou les Andriandranando à Ambohitsiroa⁴⁵. Chaque groupe (*foko*)⁴⁶ de l'Imerina se voit ainsi attribuer un espace qui correspond géographiquement par rapport au Rova à la position de son territoire dans l'Imerina. Certains lignages nobles obtiennent également le droit de se fixer à leur guise. Cette attribution se double d'une répartition altitudinale selon le statut : les groupes *andriana* se voient dotés des points les plus élevés, tandis qu'aux *Andevo* sont attribués des quartiers plus bas sur la colline, voire en plaine. Il existe ainsi une « socio-topographie »⁴⁷ extrêmement rigoureuse qui ne laisse aucune place au hasard dans la ville haute de Tananarive, et dont il subsiste des traces encore importantes de nos jours⁴⁸. Les espaces situés hors des fossés sont nettement moins considérés. Ainsi le quartier d'Ambohimitsimbina, situé au sud immédiat du Rova, fut-il laissé à l'écart car on lui attribuait la résidence des esprits *vazimba*.

Quant à la ville basse, des lignages *andriana* y furent installés le long des routes royales afin de les sécuriser, où ils forment des isolats : c'est le cas à Anosizato, à Isotry, à Soavimasoandro par exemple, où leurs descendants vivent toujours, ou du moins possèdent un terrain reçu en héritage.

De nos jours, de nombreux Tananariviens conservent cette perception hiérarchique de l'espace. On préférera toujours habiter plutôt au sommet d'une colline que sur son flanc, *ambony* que *ambany*, avoir une vue dominante sur le quartier depuis sa fenêtre. « Le regard du détenteur du pouvoir, plus haut placé socialement et topographiquement qui, des

⁴⁴ Sur les *Andevo*, voir RANDRIAMARO J.-R., 1997, « L'émergence politique des *Mainty* et *Andevo* au XX^e siècle », *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, p. 357-377. RAMANANTSOA RAMARCEL B., 1997, « *Mainty* = *Andevo*, un amalgame statutaire de l'Imerina », *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, Actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, p. 147-159.

⁴⁵ Pour plus de détails sur cette question complexe de la territorialisation des lignages dans la ville haute, voir *La Cité des Mille*, chapitre I.

⁴⁶ Sur la notion de *foko*, voir RAISON J.-P., 1977, « Perception et réalisation de l'espace dans la société merina », *Annales E.S.C.*, p. 417-419. L'Imerina compte six *toko*, dont le plus célèbre est celui de l'Avaradrano. Le *toko* correspond à un territoire auquel sont rattachés des lignages, par le biais du tombeau. Le *toko* constitue une référence territoriale très importante dans l'identité de chaque Merina.

⁴⁷ POIRIER J., 1968, p. 97.

⁴⁸ La territorialisation des lignages et des groupes statutaires a été renforcée au XIX^e siècle par la christianisation, certains groupes s'arrogeant la fréquentation d'un temple (cf. *infra*, II, A, 3).

sommets, contemple et domine les groupes de travailleurs soumis »⁴⁹. Cette perception hiérarchisée de l'espace, fondée sur la topographie, perdure aujourd'hui dans la structuration de la perception de la ville. A Soavimasoandro, un homme descendant d'une grande famille *Hova* est resté imprégné de cette vision de l'espace : il évoque le temps où ses ancêtres possédaient tout le quartier, depuis le sommet de la colline où se trouve la propriété familiale, ceinte par un *tamboho*⁵⁰, jusqu'aux rizières en contrebas. Dans ses propos, on perçoit bien l'idée de domination spatiale sur les rizières et sur les descendants d'esclaves, ainsi que la satisfaction visuelle qui découle de sa position en hauteur : c'est toujours encore un peu dominer, même s'il ne reste que des lambeaux de la vaste propriété ancestrale qui couvrait les différents types de terrains étagés. Au fil des générations, il a en effet fallu céder les terrains situés en contrebas.

Ainsi, les grands éléments structurants du pouvoir et de la société merina sont l'existence de groupes statutaires spatialisés, la référence constante à une hiérarchie géographique qui place chacun en fonction de sa situation par rapport au souverain investi d'un pouvoir d'origine divine, lui-même assigné au point le plus haut, et la sacralisation de l'espace⁵¹.

3- Un modèle urbain permanent et conquérant

Le modèle urbain ainsi constitué a acquis assez de stabilité et de vigueur pour s'affirmer et se diffuser, sur un mode conquérant, que ce soit dans les représentations mythiques ou bien dans le réseau urbain des hautes terres.

Tananarive a ainsi nourri de nombreuses créations, mythiques ou réelles, qui témoignent de la force de ce modèle urbain conquérant, et du fait que cette ville procède d'une création idéologique : le but était de promouvoir ce modèle urbain, d'en faire le symbole de la puissance expansionniste merina dans le pays.

La montagne d'Ambondrombe est un site sacré situé à la limite méridionale du Betsileo⁵². Ce site, « Olympe merina », abrite les esprits des souverains merina morts. Selon le mythe, créé par les Merina, Ambondrombe est le lieu d'une ville qui ressemble en tout point à Tananarive dans son agencement : elle est dotée d'un Rova, d'une vaste place publique réservée aux *kabary* (discours) qui évoque celle d'Andohalo, de quartiers spécifiques répartis entre groupes statutaires, d'une organisation militaire royale, de musiciens du roi... Ce sont les Merina qui ont ainsi construit ce mythe urbain lors de la conquête de la région, pour asseoir leur domination, lequel mythe s'est imposé et perdure aujourd'hui. Le modèle urbain de Tananarive est ainsi réinvesti symboliquement au service de la domination :

« La dynamique de cette croyance est donc l'unification politique et idéologique (...). L'unification des croyances merina et betsileo s'opéra par le biais de cette capitale céleste, projection de Tananarive suspendue au dessus du Betsileo et gouvernée par les esprits royaux merina. »⁵³

⁴⁹ RAISON J.-P., 1977, *Les Hautes terres de Madagascar*, p. 86.

⁵⁰ Mur d'enceinte en terre ; voir *infra*.

⁵¹ Ces éléments trahissent des fortes analogies avec le monde indien. Il y aurait sans doute matière à effectuer des recherches intéressantes sur ces parentés dans l'organisation de l'espace royal et urbain. A notre connaissance, l'étude de ces influences indiennes n'a pas été faite pour le moment.

⁵² Sur le mythe d'Ambondrombe, voir RAISON-JOURDE F., *Bible et pouvoir*, 1991, p. 153-155.

⁵³ *Ibid.*, p. 154.

Le modèle tananarivien a également laissé une autre empreinte, bien réelle cette fois : la ville de Fianarantsoa a été créée comme capitale du pays betsileo vaincu, afin d'assurer la domination merina⁵⁴. Les Merina ont ainsi choisi un site similaire (collines étagées), y ont assis un Rova au sommet, ont aménagé un étang qui a été baptisé lac Anosy... Il s'agissait de créer une réplique réduite de la capitale merina. Si bien qu'un ami Tananarivien, apprenant un jour que je me rendais à Fianarantsoa, s'exclama : « *Il n'y a rien à voir là-bas, ce n'est pas une ville, ce n'est qu'une copie idiote de Tana !* ». Cette formulation vive exprime bien la conscience aiguë que Fianarantsoa a été construite comme un décalque de la capitale, en même temps qu'elle trahit le sentiment de supériorité qu'éprouvent les Tananariviens envers leur ville et le mépris corrélatif pour tout ce qu'ils considèrent comme n'étant pas à sa hauteur.

Ainsi, depuis la refondation et la réorganisation de la ville sous Andrianampoinimerina, au début du XIX^e siècle, existe la représentation d'une Tananarive idéale, dont l'essence serait à jamais figée dans les éléments fixés à cette époque : mythe d'un équilibre parfait de la ville, entre son site, sa population et le pouvoir, aux rapports harmonieux. Cette Tananarive idéale repose sur quatre éléments : le Rova, le marché du *Zoma*, la plaine nourricière et la répartition ordonnée de la hiérarchie sociale. Quatre éléments aujourd'hui disparus ou menacés : on voit s'esquisser ici des indices d'une déstabilisation de l'identité urbaine.

Conclusion I

On prend ainsi la mesure de l'importance du fait urbain pré-colonial à Tananarive, non seulement dans l'espace réel mais aussi dans les représentations. Précocement se sont mis en place des éléments structurants fondamentaux et on ne peut qu'être surpris de la remarquable permanence des buts assignés à la ville lors de sa fondation au début du XVII^e siècle et de sa refondation à la fin du XVIII^e siècle : organiser et dominer la plaine nourricière, promouvoir les fonctions politiques et administratives d'une capitale, refléter le caractère sacré du pouvoir royal, et inscrire dans l'espace la hiérarchie extrêmement stricte de la société merina. Aussi comprend-on mieux pourquoi tout à Tananarive renvoie à des références historiques très vivantes et contribue au fait que l'espace y soit signifiant, qualifié. Tananarive est une ville chargée de signes immédiatement déchiffrables pour tous, qui s'inscrit pleinement dans la culture merina.

A la mort d'Andrianampoinimerina en 1810, Tananarive comptait déjà entre dix mille et quinze mille habitants, selon les estimations, ce qui en faisait une ville d'une importance certaine. Les missionnaires du XIX^e siècle ont ainsi eu la surprise de se trouver en présence d'une ville et d'une société très organisées⁵⁵.

⁵⁴ Voir RAZAFINTSALAMA C., 1987, *Fianarantsoa. Des origines à 1950. Du vohitra à la ville*, Tananarive.

⁵⁵ Lors de la prise de la ville par les Français en 1895, elle comptait quelque 50 000 habitants, et environ 200 000 en 1960.

Photos 1 et 2

II- L'INTRODUCTION DE MODELES URBAINS EUROPEENS ET COLONIAUX : LES METAMORPHOSES DE TANANARIVE

Les sources historiques concernant l'évolution de la ville sont beaucoup plus nombreuses et plus fiables à partir du XIX^e siècle, du fait du passage de la langue malgache à l'écrit sous le roi Radama I^{er}, fils d'Andrianampoinimerina. De plus, les témoignages de voyageurs européens se multiplient. Cette période a donc été largement étudiée, et là encore, nous avons considéré qu'il ne relevait pas du cadre de ce travail de reprendre ces études plus fournies ailleurs. Le lecteur curieux d'approfondir le sujet pourra consulter Rajaonah F. 1997, Ramamonjisoa J. 1978, ou divers articles et ouvrages écrits sous la colonisation (Robequain C. 1949, Devic J. 1952...). L'impact de la culture européenne sur la ville est en effet un sujet qui a fasciné les chercheurs, sans doute en raison de la rencontre inédite entre deux modèles urbains.

De cette rencontre, on retiendra surtout son caractère profondément bouleversant pour la pensée merina de l'espace. Si en apparence tout s'est déroulé de façon feutrée, sans affrontement majeur, et si un certain nombre d'apports européens ont été intégrés sans problème par les Tananariviens, on verra qu'en revanche l'évolution même de la structure de la ville n'a jamais été acceptée : c'est la neutralisation de la signification de l'espace qui a eu les effets les plus destructurants et déstabilisateurs pour les habitants, bien plus que les transformations de détail du paysage, comme l'architecture.

A- Les apports européens au XIX^e siècle : évolution rapide et profonde du paysage tananarivien

En quelques décennies, les voyageurs ayant gagné la confiance des souverains (l'épisode de rejet des étrangers et de fermeture du pays sous la reine Ranavalona I^{re} de 1828 à 1863 mis à part) et les missionnaires anglais arrivés dans les années 1810 contribuent à modifier radicalement le paysage urbain, ainsi que les principes socio-politiques et religieux de la société merina (conversion officielle au christianisme de la reine Ranavalona II en 1869). Plusieurs innovations ont bouleversé la physionomie de la cité aux cases en bois blotties autour du Rova, contribuant à faire évoluer le paysage vers celui d'une vraie ville et à le rapprocher de celui des villes européennes : entre la Tananarive d'Andrianampoinimerina en 1810 et celle de Ranavalona III en 1896, l'évolution est saisissante.

1- L'introduction de la brique et l'essor urbain

Plusieurs missionnaires, à la fois architectes et artisans (charpentiers, maçons...) ont exercé une influence considérable sur les souverains de Tananarive et ont contribué à façonner la physionomie actuelle de la ville haute. Les plus célèbres sont l'Anglais James Cameron, arrivé à Tananarive en 1826, le Français Jean Laborde (qui n'est pas missionnaire), présent de 1832 à 1878, le charpentier Louis Gros arrivé au début des années 1820. James Sibree, Hastie, William Pool ont également laissé leur empreinte dans la capitale. Ces hommes ont gagné la confiance des souverains successifs, si bien qu'ils ont fait évoluer en profondeur l'architecture dans l'enceinte même du Rova : Louis Gros édifie le Tranovola (années 1820), Laborde construit le palais en bois de Manjakamiadana

(années 1840), tandis que James Cameron est à l'origine de la construction du revêtement en pierre de la façade (1869). Voir photos n° 5 et 6.

C'est véritablement la levée, en 1869, de l'interdit royal de construire en dur à l'intérieur de la vieille ville, délimitée par les fossés, qui a permis l'essor de l'architecture tananarivienne. Une frénésie de construction commence alors, qui allait modifier du tout au tout l'aspect de la ville haute. Alors qu'auparavant les constructions étaient toutes en végétal⁵⁶, chaque famille disposant des fonds nécessaires entreprend alors la construction d'une maison en briques, réservant la pierre pour le tombeau, choix très révélateur de la hiérarchie des priorités dans la conception merina de l'existence (voir photo n° 9). La pierre a toutefois été utilisée pour les piliers extérieurs des maisons (cf. *infra*, 2). A l'extérieur du Rova, la physionomie de la ville change rapidement : de nombreux temples en pierres sont construits (le premier est inauguré en 1867 à Ambatonakanga). L'invention de J. Cameron, la brique locale, fabriquée à partir de la terre lourde des rizières de la plaine environnante, modifie radicalement les techniques de construction et démultiplie les possibilités de chacun. C'est J. Cameron qui a contribué à donner à Tananarive sa tonalité rouge, qui a particulièrement inspiré les poètes, lorsque le soleil déclinant fait flamboyer les façades. En quelques décennies seulement, la ville de bois devient ville de briques (les habitations) et de pierres (les tombeaux et les édifices religieux).

Parallèlement, le paysage des espaces périphériques, sur les collines environnantes, évolue. Les dignitaires de la Cour reçoivent des terrains en récompense des services rendus. Se constituent ainsi des propriétés en proche périphérie de la ville, en particulier au nord et au nord-est, souvent qualifiées de fiefs. Ces fiefs se composent d'une maison patricienne en terre ou en briques, d'un tombeau en pierre plus ou moins ouvragé, de dépendances pour les *Andevo* et d'une cour ceinte de grands murs en terre, les *tamboho*. Dans les quartiers d'Ankadifotsy, d'Anjanahary, d'Amboditsiry, d'Ivandry, de Manjakaray se multiplient ces vastes propriétés dont les vestiges subsistent aujourd'hui. (voir photos n° 7, n° 8 et n° 9)

2- L'apparition d'un nouveau style de construction, synthèse des éléments européen et merina

La présence missionnaire anglaise stimule la construction de logements. Se met alors en place le style de construction ultérieurement qualifié d'anglo-merina qui caractérise l'architecture du XIX^e siècle. C'est le charpentier Louis Gros qui diffuse la mode des maisons à étage pourvues de véranda, dans les années 1820-1830. Avec Jean Laborde, l'architecte du pouvoir durant une partie du XIX^e siècle, et James Cameron, des influences créole et indienne s'y adjoignent. J. Cameron lance le modèle de la maison à six pièces à Faravohitra, qui connaît un tel succès après 1868 qu'elle est reproduite quasiment à l'identique à des centaines d'exemplaires, couvrant notamment le côté occidental des collines et créant ainsi un paysage urbain unique de par son homogénéité et son originalité.

⁵⁶ Les représentations iconographiques du milieu du XIX^e siècle montrent une cité de cases de bois au toit de chaume à double pente, blotties autour du Rova à l'intérieur du fossé.

Quatre éléments de base sont communs à ces maisons : un soubassement en pierre, une maçonnerie de briques enduites, une couverture de tuiles en écailles, et une varangue, ou véranda, à poteaux de briques. Ainsi, ce qui est désigné aujourd'hui sous le terme de « maison traditionnelle des hautes terres » est en fait le résultat d'un mélange entre de nombreuses influences, les principales étant européennes et merina. Cette greffe architecturale inédite réussit donc au-delà des espérances. Dans le domaine architectural, l'influence étrangère est totalement intégrée, apparaissant aujourd'hui comme un signe de création authentiquement merina. (voir photos n° 10 et n° 11)

Il est d'ailleurs étonnant de constater la vitalité des échanges architecturaux entre la ville et la campagne au cours du XIX^e siècle : Louis Gros s'inspire à l'origine de la maison merina traditionnelle, avec un corps de bâtiment à un étage et un toit à double pente⁵⁷. Il y ajoute la véranda et l'escalier intérieur. La maison missionnaire s'agrémente ensuite de multiples transformations : spécialisation des pièces, piliers extérieurs carrés en briques cuites ou en pierres sculptées, balcons et balustrades ouvragés, toits à plusieurs pentes... Ce modèle de la maison patricienne, transformé par les architectes et artisans urbains, est ensuite rediffusé dans toutes les hautes terres, jusqu'au pays betsileo, dans le moindre bourg, à tel point qu'aujourd'hui encore on ne peut se sentir réellement dépaysé sur le plan paysager, même dans une localité très reculée. Le modèle de la maison urbaine a ainsi essaimé avec une vigueur étonnante, si bien qu'on peut parler de re-ruralisation du modèle architectural citadin⁵⁸ (voir figure n° 3 et photo n° 85, chapitre VI).

Quant à l'habitat du plus grand nombre, il se caractérise alors par des maisons d'une pièce, en pisé avec un toit de chaume, type d'habitation qui existe encore aujourd'hui dans de nombreux quartiers de la ville. Des photographies datant de la fin du XIX^e siècle prises à Andohatapenaka (à l'ouest de la ville, au bord de l'Ikopa) montrent un enchevêtrement de huttes de jonc et de masures en torchis au toit de chaume, et des pirogues qui circulent entre les habitations et la terre ferme : le paysage n'a guère changé depuis. (voir photos n° 12 et 13)

3- La christianisation du paysage urbain et des rapports sociaux

Le paysage urbain se couvre durant cette période de temples et d'églises, si nombreux qu'ils constituent aujourd'hui encore une curiosité dans la silhouette de la ville qui frappe tout nouvel arrivant, et contribuent à créer un réseau de signes visuels qui incitent l'Européen à se croire en terrain connu : Tananarive compte environ cent quarante clochers. Tous sont édifiés en pierre. F. Raison-Jourde souligne ainsi que ces constructions sont « des morceaux d'Angleterre implantés dans la capitale »⁵⁹, tant la similitude architecturale est forte (voir photo n° 6).

L'explication de cette prolifération d'édifices religieux dans les trente dernières années du XIX^e siècle tient aux particularités de la société tananarivienne et à ses rivalités intestines. En effet, les différents groupes statutaires, *Andriana* et *Hova*, mais aussi les grandes familles internes à ces groupes, se livrent une concurrence acharnée pour édifier

⁵⁷ La morphologie de la maison merina à un étage correspond à une réponse à l'insécurité qui a régné durant plusieurs siècles sur les hautes terres : on accédait à l'étage par une échelle extérieure qu'on retirait ensuite.

⁵⁸ Voir ACQUIER J-L., 1997, *Architectures de Madagascar*, Paris, p. 86.

⁵⁹ RAISON-JOURDE, 1991, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle*, p. 356.

un temple dans leur quartier et ainsi marquer leur présence sociale. Il y a donc dès le début une dimension spatiale de la question religieuse dans la ville haute, ce qui explique la grande proximité géographique de certaines églises : Ambohitantely et Ambavahadimitafo, ou bien les temples autour de la place d'Andohalo. Participer financièrement à la construction d'un temple, faire don du terrain sur lequel il sera érigé, et être pasteur deviennent ainsi « une manière nouvelle de se situer dans l'échelle sociale (...). Le déplacement des cultes sur la ville haute activait des solidarités de quartier, donc fréquemment de groupe ; (...) dans ces temples s'instaurait donc un système de patronage par quelques familles puissantes »⁶⁰. On aura l'occasion de voir à quel point cette hiérarchie religieuse inscrite dans l'espace culturel a perduré jusqu'à nos jours (chapitre VIII, III ; voir aussi carte n° 28).

L'implantation du christianisme affecte également la connotation de l'espace dans la ville haute, et ébranle pour la première fois l'organisation ancienne. En effet, la carte traditionnelle de la valeur conférée à l'espace, selon l'orientation par rapport au Rova, se trouve partiellement neutralisée : Ranavalona II fait édifier le temple du palais au sud-ouest du Rova, direction connotée éminemment négativement ; l'une des quatre *Memorial churches* consacrées au souvenir des premiers martyrs chrétiens est construite à Ambohipotsy, à l'extrémité méridionale de la colline. Pour une fraction des Tananariviens qui adhère avec entière conviction au christianisme, la connotation de ces directions perd de son sens.

Par ailleurs, la christianisation de Tananarive a des répercussions considérables sur les rapports sociaux entre la ville et la campagne et sur les représentations des ruraux par les Tananariviens. Ainsi, F. Raison-Jourde analyse le mécanisme par lequel la diffusion de la nouvelle religion permet d'instaurer une hiérarchie entre la ville et la campagne, du fait que le christianisme a d'abord été à Madagascar une religion spécifiquement urbaine. Un nouveau type de rapports émerge entre ville et campagne, fondés sur l'idée d'une supériorité de la ville, celle-ci ayant un message à transmettre aux ruraux et étant investie d'une mission évangélicatrice. Se développe ainsi un discours qui marque pour la campagne la nécessité d'une aide extérieure, et l'affirmation d'une dépendance, d'une sujétion par rapport à la ville, dont les principaux thèmes sont les suivants :

Ville :	Campagne :
Lumières	Obscurité
Savoir	Ignorance
Nouveauté	Archaïsme
Parents	Enfants ⁶¹

Dès le XIX^e siècle sont ainsi scellées les relations de domination culturelle entre la ville et la campagne, qui expliquent notamment la tradition de fréquentation des temples ruraux par les citadins⁶², ainsi que les représentations des Tananariviens envers les ruraux. La nature des rapports et des représentations entre les deux mondes n'a au fond guère évolué depuis un siècle. Les temples de Tananarive sont toujours, dans les représentations collectives, les « mères de temples ruraux »⁶³ de l'Imerina.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 345.

⁶¹ D'après RAISON-JOURDE F., 1991, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle*, p. 392-393.

⁶² Voir chapitre IV.

⁶³ *Op. cit.*, p. 473.

Au total, à la fin du XIX^e siècle, le paysage urbain des collines de Tananarive ne devait plus connaître de mutation majeure. Les photographies de la fin du XIX^e siècle de la ville haute⁶⁴ témoignent de la permanence de la « *skyline* » de Tananarive, qui n'a subi aucune altération majeure. Les quartiers d'Antsahatsiroa, d'Andohalo, d'Ambatovinaky, de Faravohitra, d'Ambohitovo, d'Amparibe, d'Ambatonakanga... avaient déjà leur allure générale actuelle (voir photos n° 14 et n° 15).

⁶⁴ Sources : agence ANTA et FTM.

Photos 5 et 6

Photos 7, 8 et 9

Photos 10 et 11

Photos 12 et 13

Photos 14 et 15

Verso 14 et 15

L'architecture « traditionnelle » de Tananarive laisse ainsi le champ ouvert à l'imagination et aux comparaisons les plus inattendues : certains évoquent les vieilles villes malaises (la parenté culturelle étant manifeste), d'autres les villes mexicaines, péruviennes ou boliviennes. C'est dire si ce paysage urbain déroute tout à la fois, et fait appel à de subtiles réminiscences culturelles. C'est peut-être là la vocation d'une « architecture métisse »⁶⁵, au carrefour de multiples influences, certaines très anciennes (austro-nésienne) et toutes très disparates géographiquement (anglaise, malaise, indienne, créole...). Il faut y ajouter la rencontre de ces influences culturelles avec des principes de construction merina et des contraintes climatiques⁶⁶ et topographiques. Tout s'est conjugué à Tananarive pour produire une architecture unique et unanimement fascinante.

B- L'impact de la colonisation française (1895-1960) sur les paysages, les pratiques et les représentations de Tananarive

En quelques années, à partir de 1896 et sous l'impulsion française, l'aspect de Tananarive se modifie en profondeur. Les récits de l'époque et les documents iconographiques (cartes postales, photographies) témoignent de la rapidité et de l'ampleur de ces changements. Pour s'imprégner de la frénésie qui agite Tananarive durant ces premières années de la colonisation, la lecture du journal du général Gallieni s'avère une introduction stimulante⁶⁷.

1- La mutation rapide du paysage urbain : différenciation et extension de la ville

Les grands travaux sous la colonisation

L'administration coloniale prend tout de suite conscience de la particularité du site de la ville et du parti qu'elle pourrait en tirer : il s'agit de promouvoir Tananarive au rang de « perle de l'Empire français », d'en faire une capitale superbe qui flatte la fierté de la France d'outre-mer.

Outre ces considérations esthétiques dictées par la recherche du prestige, les Français souhaitent, comme partout, imprimer leur marque urbaine, qui implique la notion d'un « espace urbain hiérarchisé (...), contrôlable (quadrillé, organisé, policé) et hygiéniste »⁶⁸ ainsi que sa segmentation en quartiers commerciaux, administratifs, et résidentiels. Il s'agit de contrôler la ville en lui imposant une lisibilité de type occidental. Dans cette optique, de nombreuses réalisations sont effectuées, en particulier dans les années vingt et trente, qui entraînent de profondes mutations de la morphologie et du paysage urbains⁶⁹ :

⁶⁵ NATIVEL D., 2001, « Architecture et métissage en Imerina au XIX^e siècle », communication à la Table Ronde des 23 et 24 novembre 2001, Laboratoire SEDET, non publié.

⁶⁶ Par exemple, le toit à double pente trouve son origine dans la forte pluviosité de la région (1 200 mm par an).

⁶⁷ Général GALLIENI, 1908, *Neuf ans à Madagascar*, Hachette, Paris, 372 p.

⁶⁸ KIPRE P., 1988, p. 41.

⁶⁹ Sur les transformations de Tananarive jusqu'aux années trente, voir ESOAVELOMANDROSO F., 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux guerres », *Cahiers du CRA*, n° 7.

- percement de voies carrossables pavées (35 km de voirie ouverts entre 1896 et 1903), aménagement de la route circulaire, sur laquelle le général Gallieni circule en bicyclette dès 1901 (elle est bouclée en 1924),
- creusement des tunnels sous les collines (1924 : tunnel Garbit vers Anosy, 1938 : tunnel d'Ambanidia vers les quartiers sud-est),
- aménagement de places à l'europpéenne (place de France à Antaninarenina, la Pergola),
- aménagement de lieux récréatifs comme le théâtre de verdure, les jardins publics (Ambohijatovo, Andohalo), le lac Anosy. Les jardins publics, avec une pelouse et des parterres fleuris, abritent un kiosque à musique, une esplanade pour jouer aux boules... Sur le lac Anosy est construit un petit abri portuaire sur l'eau, recouvert de sable, en forme de pinces de crabe formant une plage, avec des bancs.
- construction de nombreux bâtiments d'architecture européenne, pour l'essentiel en briques : Lycée Gallieni sur la ville haute, Collège jésuite Saint-Michel au bord du lac Anosy, Ecole de Médecine, bâtiments administratifs comme la Résidence générale à Ambohisorohitra⁷⁰, de style Renaissance... Comme toutes les métropoles coloniales françaises, Tananarive est un champ privilégié d'expérimentations architecturales, surtout dans les années trente. Outre l'Avenue Fallières⁷¹, de nombreux bâtiments témoignent de cette période faste, comme le bâtiment des Postes à Analakely, l'immeuble du Printemps à Antaninarenina..., qui contribuent à donner un cachet nouveau à Tananarive, lui conférant par endroits comme un faux air de Casablanca. Voir photos n° 16, 17 et 18 .
- aménagement de la ville basse (cf. *infra*), où les Français procèdent à l'assèchement, puis au remblai du marécage situé au pied de la ville haute et moyenne, correspondant aujourd'hui aux quartiers d'Analakely, de Tsaralalana, d'Antsahavola et d'Antanimena. Ces travaux s'imposaient en raison de la croissance démographique de la ville : la conquête des terres inondables était devenue une nécessité. Les quartiers ainsi viabilisés sont dotés d'un plan en damier, ce au pied même de la vieille ville merina.

Par ailleurs, la période de la colonisation se caractérise par un essor urbain. De 1910 à 1960, avec une accélération du processus dans l'entre-deux guerres, l'urbanisation gagne les espaces vacants entre des villages satellites de l'agglomération, qui se retrouvent ensuite absorbés dans le tissu urbain. C'est le cas d'Ankadifotsy, d'Andravoahangy, d'Ampanrana, ou encore d'Anosipatrana. Corrélativement, la conquête de la plaine inondable se poursuit.

Les interdits coloniaux

Outre les travaux d'aménagement, qui visent à maîtriser l'espace urbain et à lui imposer le modèle occidental, les Français ont également édicté des interdits qui marquent le paysage urbain. Ainsi, à partir de 1926, les Malgaches n'ont plus le droit d'enterrer leurs morts à l'intérieur du périmètre urbain (délimité par la route circulaire), ce qui crée des réticences dues à leur attachement au tombeau familial. Cette décision a eu des répercussions importantes sur le rapport des habitants à la ville. En effet, certains tombeaux ayant dû être transférés en très proche périphérie, ces lieux sont devenus le nouveau *tanindrazana*, scellant ainsi l'attachement indéfectible à la ville. D'autres

⁷⁰ Le bâtiment a servi ensuite de Présidence de la République sous la I^{re} République, puis a été abandonnée par le Président Ratsiraka. En état de grand délabrement intérieur, il a été cédé à la Mairie d'Antananarivo dans les années quatre-vingt-dix. Le maire élu en 1999 a choisi de s'y installer et de réhabiliter les lieux.

⁷¹ L'actuelle Avenue de l'Indépendance, cf. *infra* 3.

resserrent les liens avec le tombeau ancestral sis à la campagne, revivifiant du même coup les relations entre la capitale et ses campagnes (voir chapitre IV).

Photos 16, 17 et 18

Verso 16 17 et 18

Une fraction de la population, marginale toutefois, perd également à cette époque la coutume du tombeau, comme en témoigne l'essor du cimetière communal, situé en périphérie nord-est de la ville à Anjanahary, créé au tout début de la colonisation. Celui-ci est toutefois désigné par les Tananariviens par l'expression *fasam-bahiny* (le tombeau des étrangers) ou *fasam-bazaha* (le tombeau des blancs), ce qui montre bien que cette pratique d'enterrement demeure perçue comme étrangère.

La vieille ville épargnée ?

Délaissant le cœur historique de la ville, les Français se sont reportés sur l'espace le plus proche susceptible d'être ainsi aménagé. Le caractère escarpé du site incitait certes peu à se lancer dans de coûteux travaux, mais il y a également eu la volonté de laisser la ville merina telle quelle. Sans doute les Français n'ont-ils pas osé toucher ouvertement à un site sacré qui ne présentait guère d'intérêt pour eux, et auquel toute atteinte risquait de leur faire perdre leur crédit auprès de la population. Ainsi, le seul plan global d'aménagement de la ville, le plan Géo Cassaigne⁷² en 1924, stipulait-il :

« Quant à la vieille Analamangé [la colline du Rova], il faut la laisser momentanément se consumer par le temps, perchée sur ses hauteurs, après avoir développé et dirigé grâce au plan régional l'exode de la population européenne et indigène vers la banlieue jardin satellite. »⁷³

De même, il était tout à fait possible techniquement d'ouvrir une route au sud de la colline du Rova, reliant le quartier d'Ambohipotsy à la route circulaire. C'est sans doute par respect tacite de la culture merina, qui vouait cet espace méridional à être une marge perçue négativement et peu peuplée, que rien n'y a été entrepris.

Toutefois, la colonisation laisse son empreinte paysagère sur la colline du Rova, en construisant le lycée Gallieni à Andohalo, dont la silhouette massive (un très long bâtiment en briques le long de la colline) devait explicitement éclipser celle du Rova, étant sensé être plus visible que le palais de loin. C'est la seule réalisation d'envergure et ouvertement hostile aux symboles de la monarchie merina qui ait été entreprise en ville haute. (voir photo n° 17)

C'est en fait dans des actions plus subtiles, car moins visibles, qu'il faut rechercher l'impact déstabilisateur de la colonisation dans la ville haute. La plus importante est l'abolition du système des castes dès 1896. Les esclaves libérés se trouvent désormais libres de s'installer où bon leur semble. Beaucoup quittent la ville haute pour s'installer dans les quartiers récents de plaine comme à Isotry, d'autres choisissent de rester au service de leurs anciens maîtres, ce qui leur assure protection et droit au tombeau. Quoi qu'il en soit, la « socio-topographie » de la ville haute s'en trouve ébranlée dans ses fondements idéologiques.

Les Français ont également bouleversé cette répartition de la population, figée depuis le début du XIX^e siècle, par le biais beaucoup plus banal de l'introduction du jeu spéculatif dans le marché immobilier. Des colons achètent et revendent des maisons sur la ville haute, procèdent à des destructions, bouleversant en cela la territorialisation traditionnelle : par intérêt, certaines familles n'hésitent pas à vendre leur propriété

⁷² Voir RAJAONAH F. V., « Modèles européens pour une ville malgache : Antananarivo XIX^e-XX^e siècles », *La ville européenne outre-mer, XV^e-XX^e siècle*.

⁷³ Archives de la RDM, Fonds Mithridate, n° 9.

ancestrale. Des emplacements prestigieux proches du Rova sont ainsi cédés aux étrangers, ou bien sont acquis par des familles enrichies en quête d'une adresse prestigieuse.

La ville haute connaît donc des mutations ponctuelles mais qui modifient fortement la structure d'ensemble. En cela, la présence française a joué un rôle non directement agressif, mais néanmoins puissamment déstructurant.

L'exception tananarivienne : l'absence de ségrégation raciale à l'échelle de la ville

Fait unique dans l'histoire coloniale française, Tananarive est la seule ville qui n'ait pas connu de ségrégation raciale inscrite dans la morphologie urbaine. Quelques projets de séparation des quartiers indigènes et européens ont vu le jour mais n'ont jamais connu d'application concrète⁷⁴, pour des raisons diverses qui tenaient notamment aux contraintes du site, à la modestie des moyens financiers de la municipalité, et à l'organisation et à la capacité de résistance de la société malgache, porteuse de solides traditions urbaines. L'épidémie de peste de 1921, ainsi que de récurrentes épidémies de paludisme, servirent de prétexte pour proposer un plan de ségrégation entre Malgaches et colons, mais l'argument hygiéniste ne suffit pas à vaincre les oppositions et le projet fut relégué au rang des utopies urbanistiques⁷⁵. Il n'y eut donc jamais à Tananarive de ville blanche, situation éminemment originale à Madagascar où la différence entre ville blanche et ville indigène se lit encore aisément aujourd'hui dans nombre de trames urbaines⁷⁶. Il n'y eut même jamais de quartier blanc à Tananarive, les Français résidant dans la ville haute ou dans les quartiers nouvellement lotis.

Cette absence de ségrégation spatiale a eu des conséquences capitales sur le paysage urbain. Il n'existe pas à Tananarive de dualité du tissu urbain. La grille de lecture coloniale de l'espace urbain ne permet donc pas de rendre compte de l'organisation spatiale de Tananarive. Un paysage urbain inédit et déconcertant s'est progressivement mis en place, Tananarive ne ressemblant à aucune autre ex-capitale coloniale. On ne saurait même dire de Tananarive qu'il s'agit d'une ville coloniale, exception faite des quartiers créés *ex nihilo* par les Français, seuls endroits où Tananarive présente des similitudes paysagères avec d'autres villes coloniales françaises. Significativement, c'est dans ces quartiers (Antaninarenina, Isoraka, Analakely) que se concentrent les hôtels haut de gamme et les restaurants pour étrangers, où ces visiteurs se sentent le plus à l'aise et se reconnaissent très rapidement : les repères spatiaux y sont aisés. Il n'en reste pas moins que ce centre créé par les colons a très tôt été fréquenté par les Malgaches qui en ont rapidement apprécié les commodités et l'ont intégré dans leurs pratiques de sociabilité (cf. *infra*, 3).

2- Résistances malgaches au modèle urbain occidental

⁷⁴ Evoquons le projet de « Rakatoville » (littéralement, « la ville de Dupont », Rakoto étant un nom désignant un individu lambda) en 1944. Voir ESOAVELOMANDROSO F., 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux guerres », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 86 *sqq.*

⁷⁵ Le plan Géo Cassaigne envisageait ainsi de créer des « cités-jardins satellites » pour les Européens et des « villages-jardins satellites » pour les indigènes.

⁷⁶ A Tamatave, à Diego Suarez, à Tuléar...

Cependant, les Français se sont heurtés à une forme de résistance, certes passive, voire imperceptible aux yeux des dirigeants, mais bien réelle et extrêmement efficace. En effet, les Français se contentent le plus souvent, dans les quartiers populeux, de percer quelques voies sans toucher au tissu urbain interstitiel⁷⁷. Se maintiennent ou se développent ainsi de très nombreux quartiers impénétrables, c'est-à-dire uniquement accessibles à pied, et constitués d'un dédale de ruelles, de sentiers et d'escaliers. La métaphore du labyrinthe est souvent utilisée pour caractériser ce type de quartier morphologiquement replié sur lui-même, fermé à l'étranger. Ces quartiers permettent le maintien d'un mode d'urbanisation spécifiquement malgache ; ils répondent à un besoin sécuritaire et identitaire face au colonisateur. Cette organisation spatiale reflète donc la résistance des Malgaches à la menace d'irruption étrangère et d'occidentalisation de la ville. Ces pôles de résistance se sont révélés particulièrement efficaces puisqu'ils ont été effectivement abandonnés par les urbanistes coloniaux, car leur aménagement aurait été trop coûteux en expropriations. L'exemple le plus marquant est celui du quartier d'Ankadifotsy, ceint de grandes percées à l'intérieur desquelles le tissu urbain ancien n'a pas été altéré⁷⁸. Les artères se bordent de vastes demeures, souvent dotées d'une tourelle carrée couverte d'un toit de tôle élané à quatre pentes, fantaisie architecturale et signe d'aisance, tandis que l'intérieur du quartier conserve une physionomie plus traditionnelle. Ainsi, les collines n'ont guère été affectées par des mutations urbanistiques, à l'exception du percement des routes. (voir carte n° 4)

S'esquisse à ce propos une géographie différenciée des pratiques de la ville, entre les quartiers que l'on traverse en empruntant des sentiers et des escaliers, et les quartiers modernes, créés sous la colonisation, qui ne sont constitués que de routes. Entre la « Tananarive des sentiers » et la « Tananarive des routes », selon la formulation poétique de J.-P. Raison, ce sont en fait deux modes parallèles d'appréhension de la ville qui se développent. Les habitants des deux types de quartiers ne construisent pas le même rapport à la ville, les premiers se déplaçant et s'orientant comme dans un village, les seconds comme dans une ville occidentale. On reviendra sur ces pratiques du quartier de nos jours dans le chapitre V, où l'on constatera la permanence de ces deux modes de circulation.

Le maintien de quartiers malgaches dans leur composition sociale et dans leur morphologie (quartiers-labyrinthes) a puissamment contribué à la faible différenciation paysagère entre les quartiers de la ville. En effet, les critères d'identification sont peu nombreux et ne permettent pas réellement de classer les quartiers selon une typologie paysagère. Dans tous les quartiers anciens, on retrouve ainsi un enchevêtrement de maisons cossues de style traditionnel, de constructions modestes en brique ou en pisé, une grande anarchie apparente du tissu urbain, des différents types de construction, récentes ou anciennes, aisées ou modestes... De même, il n'existe généralement pas de spécialisation selon les activités par quartier. Ce caractère disparate s'est maintenu jusqu'à nos jours et c'est sans doute ce qui rend aussi difficile de se repérer dans les quartiers de la ville pour ceux qui ne la connaissent pas : « *tout se ressemble* » est d'ailleurs un argument

⁷⁷ Voir ESOAVELOMANDROSO F., 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux guerres », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 101 *sqq.*

⁷⁸ Voir ESOAVELOMANDROSO F., 1985, « Aménagement et occupation de l'espace dans la ville moyenne d'Antananarivo pendant la colonisation (l'exemple du quartier d'Ankadifotsy) », *Cahiers d'études africaines*.

fréquemment avancé par les personnes originaires des autres provinces pour décrire la ville.

Plus largement, il est possible d'interpréter cette relative indifférenciation paysagère comme une traduction des heurts entre les conceptions européenne et merina de la ville, cette dernière étant précisément fondée sur une absence de solution de continuité entre ville et campagne. Aussi, « les Européens habitués à penser les relations ville-campagne en termes de conflit ne pouvaient guère reconnaître l'idée malgache de ville-microcosme, représentative de

Carte n° 4

la société et de l'espace merina tout entier. »⁷⁹ La prégnance des références au monde rural dans la structuration des quartiers urbains est sans doute à l'origine de la perception de ceux-ci comme des répliques du village merina idéal. Le « quartier-village » correspond à la fermeture sur soi, au rejet de l'administration étrangère. On aura l'occasion au chapitre V de constater l'extraordinaire pérennité de ce schéma.

3- La mise en place de pratiques urbaines d'inspiration occidentale

« L'impression que laisse la capitale pendant la première moitié du siècle est celle d'une ville qui respire de plus en plus l'aisance. Nouvelles rues, squares bien aménagés, bâtiments publics récemment construits lui donnent fière allure. D'imposantes habitations et des maisons plus modestes mais coquettes témoignent de la richesse des notables (...). Un mieux-être apparent frappe qui se promène en ville. »⁸⁰

On s'efforcera ici d'en identifier quelques signes, sélectionnés par leur permanence dans les pratiques et les représentations de la ville (voir photo n° 23).

L'émergence de la notion de centre-ville moderne, situé en plaine

Les déplacements successifs du grand marché hebdomadaire du Zoma depuis deux siècles témoignent de l'évolution de la centralité de la ville. Originellement sis à Andohalo, au cœur de la ville haute, il est ensuite déplacé à Antaninarenina en 1896, puis enfin à Analakely quelques années plus tard, où il devait trouver sa place définitive. Analakely, après son aménagement par les Français, devient ainsi de façon irrévocable le centre de la ville. Plusieurs éléments concourent à cette évolution géographique majeure.

Les pavillons d'Analakely tout d'abord, construits dans les années trente, abritent des commerces qui deviennent rapidement très populaires auprès des élites tananariviennes, car ils correspondent à une forme malgache traditionnelle de vente, caractérisée par le marchandage exercé dans la discrétion et dans une atmosphère feutrée : « La zone des pavillons apparaît comme un espace privilégié d'une sociabilité typiquement malgache. »⁸¹ De nos jours, les pavillons abritent des commerces divers (tissus, vêtements importés) et pratiquent des prix élevés qui sélectionnent la clientèle. Ils ont su maintenir leur statut à part dans le commerce tananarivien. (voir photo n° 19)

L'aménagement architectural de l'Avenue Fallières à la même période, par Collet du Cantelou, contribue à lancer définitivement cet espace, où des repères durables et puissants se mettent en place : la gare (construite dès 1910), l'hôtel de ville et les arcades, achevés en 1936. L'avenue monumentale, large de quatre-vingts mètres, longue de six cents mètres, est garnie de deux rangées d'arbres, de pelouses et de parterres, et bordée par un ensemble architectural parfaitement homogène ; la perspective est fermée au nord par la gare, typique de l'architecture ferroviaire coloniale de l'époque. L'ensemble exerce alors un pouvoir d'attraction et de fascination jamais démenti depuis. Pour les anciennes générations, les arcades sont synonymes de promenades du dimanche, de flâneries devant les magasins de nouveautés, de dégustation de pâtisseries. Un habitant évoque les

⁷⁹ FREMIGACCI J., 1989, *Cahiers du CRA*, n° 7, avant-propos.

⁸⁰ RAJAONAH F. V., 1996-97, *Elites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XX^e siècle*, p. 246.

⁸¹ *Ibid.* p. 507.

concours de vitrines la nuit tombée, les défilés des nouveautés automobiles... (voir photo n° 20)

L'hôtel de ville constitue un repère d'une puissance considérable : près de trente ans après sa disparition dans un incendie en 1972 (voir chapitre VII, I), de nombreux habitants le citent encore comme symbole de la ville, évoquant abondamment le lieu de rendez-vous qu'il représentait, les fêtes qui s'y déroulaient (même s'ils n'y avaient jamais assisté), les mariages qu'on y célébrait... Pour de nombreux Tananariviens qui l'ont connu, l'hôtel de ville reste associé à des souvenirs heureux. Sa disparition a constitué un déchirement et la plaie reste vive. Les Tananariviens ont l'impression d'avoir été dépossédés de l'un de leurs repères fondamentaux. (voir photo n° 21)

La gare était également devenue le support d'une forme de sociabilité urbaine et un repère spatial fort (voir photo n° 22). Les Tananariviens affectionnaient les trains et leur entrée en gare. Nombreux sont ceux qui aujourd'hui regrettent amèrement la quasi-disparition, après une lente agonie, du trafic ferroviaire de voyageurs à partir de Tananarive. Il existait ainsi une poésie ferroviaire à Tananarive. Lucien, âgé d'une soixantaine d'années, évoque le temps où il se rendait avec sa famille sur l'Avenue :

« *L'Avenue de l'Indépendance, avant, on allait s'y promener le dimanche. On allait voir les arrivées des trains à la gare, on aimait bien ça, celui de 21 h 30 qui arrivait d'Antsirabe, on faisait une petite promenade.* » (Ivandry, n° 39)

Les Tananariviens attachés à leur ville supportent mal ce vide au cœur de celle-ci, nouveau bâtiment fantôme qui fait comme un écho au terrain vague occupé par l'ancien emplacement de l'hôtel de ville. Il n'est sans doute pas anodin qu'un chanteur se soit fait récemment filmer, pour promouvoir une de ses chansons à la télévision, sur une plateforme circulant sur la voie de chemin de fer qui ceinture Tananarive de la gare centrale jusqu'au sud, en passant par les quartiers populaires de l'ouest⁸².

Ainsi, sous la colonisation, se développe un nouveau quartier, Analakely, qui séduit rapidement l'ensemble des Tananariviens, que ce soit les élites qui y font leurs courses ou les simples badauds qui se contentent d'admirer le paysage et les nouveautés européennes. Les Tananariviens se sont approprié cet espace, pourtant si différent de leur mode d'organisation de l'espace urbain. Le nouveau centre n'est pas resté celui des Français, mais est bien devenu un lieu fréquenté par l'ensemble de la population. La raison de cette si facile acceptation du nouveau centre est toutefois liée au déplacement et à l'organisation du marché du Zoma à Analakely : si les Tananariviens ont adhéré à cet aménagement colonial, c'est essentiellement parce que l'esprit même du marché a été conservé, c'est-à-dire sa fonction de lieu de sociabilité et d'agora. Les Tananariviens n'ont pas perdu ce repère fondamental, son déplacement géographique n'ayant pas altéré sa vocation première. Le respect par les Français de l'esprit originel du Zoma a donc fortement contribué à la bonne acceptation du nouveau quartier colonial d'Analakely.

Une nouvelle sociabilité urbaine

Durant la première moitié du XX^e siècle, se développe chez les élites de Tananarive une forme d'art de vivre, qui s'identifie aux possibilités nouvelles offertes par la capitale

⁸² Il s'agit de Mily Clément, pour la chanson *Ho meva*.

et à une volonté d'occidentalisation marquée, motivée essentiellement par la perspective d'une naturalisation⁸³.

⁸³ Vivre à l'européenne constituait l'un des critères exigés pour obtenir la nationalité française. L'administration évaluait la nature de l'alimentation, de l'habillement, la fréquentation religieuse, la maîtrise du français, etc.

Photos 19 20, 21, 22

Photos 23 et 24

Une nouvelle sociabilité urbaine⁸⁴ se met en place, jouissant des innovations européennes. Sa géographie se circonscrit aux quartiers aisés de la ville haute, Isoraka, Antaninarenina, Ambatonakanga, ainsi qu'aux nouveaux quartiers d'Analakely, avec l'avenue Fallières. Les lieux de plaisir favoris sont les cinémas (le plus célèbre étant le Rex, à proximité du tunnel d'Ambohidahy), les salons de thé qui foisonnent sur l'Avenue. Du temps où Tananarive se voulait la perle de l'empire colonial français, les femmes malgaches rivalisaient avec les Européennes en matière d'habillement. Les magasins de nouveautés d'Antaninarenina importaient les dernières modes de Paris, on se montrait sur la place Colbert, sur l'Avenue Fallières. (voir photo n° 24)

Ces pratiques de la ville ont toujours été logiquement l'apanage des élites, comme en témoignent les photographies exposées par l'agence de presse ANTA en mai 2000 à Analakely : pour illustrer la vie à Tananarive dans les années cinquante, des photographies représentant des concours d'élection de Miss, des défilés de mode, « l'élégance automobile » comme l'indiquaient les légendes de l'époque (figurant des voitures sportives conduites par des jeunes filles modernes, sur l'Avenue) ont été choisies. Elles reflètent une époque insouciant pour la jeunesse dorée tananarivienne, où la fascination pour les capitales européennes se traduisait par le désir frénétique de les imiter. Un parfum d'années folles régnait alors à Tananarive, comme en témoigne avec nostalgie une femme d'une soixantaine d'années qui vivait à Isoraka dans les années cinquante :

« Avant, l'Avenue c'était les Champs Elysées, il y avait des arbres, on y circulait à pied avec aisance sans craindre les pickpockets, il y avait des magasins de mode. Analakely était un très beau quartier, on aimait y descendre le vendredi, ça faisait partie de notre vie, c'était agréable, c'était un lieu de rendez-vous, à la tranompokonolona⁸⁵, on allait voir des ballets... Ce sont des bons souvenirs du Zoma, c'est toute une génération, on n'oublie pas. »

De nouvelles manières d'habiter

Cet art de vivre des élites, très fortement inspiré des modes de vie occidentaux, trouve également son expression dans le logement. Une manière bourgeoise tananarivienne d'habiter se développe dès la seconde moitié du XIX^e siècle. Elle s'exprime tout d'abord dans l'ameublement et la décoration intérieure : les familles de notables équipent les intérieurs de somptueux parquets et escaliers en palissandre, de belles cheminées, les vérandas sont ornées de balcons en bois ou en fer forgé ouvragés. Les meubles en bois précieux suivent le style en vogue en Europe à la même période et se spécialisent : coiffeuses, secrétaires, liseuses... Les objets raffinés font leur apparition dans les ménages : argenterie, services en cristal, porcelaine, linge fin, mais aussi beaux livres... Les inventaires après décès du milieu du XIX^e dépouillés par D. Nativel⁸⁶ constituent un témoignage éloquent de l'ancienneté et de la profondeur de l'acculturation occidentale dans les modes d'habiter. Chez les notables, il était tout à fait possible de se croire dans une maison européenne. Il est particulièrement émouvant aujourd'hui de pénétrer dans l'une de ces altières demeures patriciennes souvent délabrées et d'y

⁸⁴ Voir ESOAVELOMANDROSO-RAJAONAH F., 1992, « Les espaces de sociabilité dans l'Antananarivo coloniale », *Cahiers du CITE*, n° 1, Antananarivo, p. 17-28.

⁸⁵ Salle de spectacle.

⁸⁶ NATIVEL D., 1997, *Maisons royales, demeures des grands. L'inscription de la réussite sociale dans l'espace urbain de Tananarive au XIX^e siècle*, p. 263 et annexes.

découvrir un vestige de la grandeur familiale passée, des portraits, ou bien des meubles anciens, fragiles témoins d'une époque révolue.

Figure n° 3

Conclusion II

L'héritage de la colonisation se révèle ambigu en matière d'impact sur les représentations urbaines. Certains apports sont intégrés au point d'être perçus comme indigènes et propres à l'identité de la ville alors que d'autres sont très vite rejetés : le nouveau style architectural, le nouveau quartier d'Analakely trouvent rapidement leur place dans les représentations des Tananariviens, tandis que le lancement de l'urbanisation en plaine est nettement moins accepté car il est perçu comme un reniement de la cohérence originelle de la ville, comme on va le voir.

Corrélativement, cette période correspond à un renforcement du fait urbain à Tananarive, la différenciation par rapport au modèle rural d'origine s'accroissant. Dans le même temps, la nouvelle Tananarive, plus moderne, s'éloigne de plus en plus de la Tananarive idéale d'Andrianampoinimerina, au point que cet écart entre une représentation parfaite et sa réalité est vécu comme une véritable perte du sens.

III- LA PERTE DU SENS : LA REMISE EN CAUSE DE L'ORGANISATION TRADITIONNELLE DE L'ESPACE URBAIN

A- L'évolution spatiale depuis la colonisation : l'éclatement du site

1- De l'urbanisation spontanée aux mesures d'aménagement de la plaine

A partir du lancement des grands travaux d'aménagement coloniaux, la ville a rapidement débordé de son site perché originel : les collines de la ville moyenne, puis la plaine du Betsimitatatra ont été conquises en quelques décennies.

En effet, l'implantation d'industries autour de la gare et dans les quartiers adjacents, et l'émergence corrélative d'une population ouvrière spécifiquement urbaine ont contribué à un fort accroissement de la population tananarivienne. Les collines ne suffisant plus à loger ces nouveaux arrivants, et la proximité des lieux de travail étant recherchée, les quartiers de plaine ont alors logiquement connu un vigoureux essor : Isotry, Antanimena, Behoririka, Andravoahangy... Par ailleurs, un fort mouvement de spéculation sur les terrains agricoles de la plaine est lancé depuis le début du siècle, avec la perspective de l'implantation de la gare et des emprises ferroviaires : de nombreuses expropriations avaient été réalisées. Cette spéculation foncière allait conduire à une urbanisation de la plaine, jamais démentie depuis.

Les nouveaux quartiers se développent de manière spontanée et anarchique, sans plan d'ensemble, et sans attendre la dotation en équipements. C'est ainsi que des quartiers comme Isotry croissent sur des rizières remblayées à la hâte, ce qui explique les problèmes chroniques d'inondation rencontrés à chaque saison des pluies. Ces quartiers peuplés, peuplés d'ouvriers, d'artisans, de petits commerçants, concentrent une population défavorisée qui suscite crainte et répulsion de la part des habitants des collines (on y reviendra au chapitre V, II). Déjà se met en place le divorce entre ville collinaire et quartiers de plaine.

Ce mouvement d'urbanisation spontanée a par la suite été relayé par une action volontariste de l'Etat malgache à partir des années soixante, qui s'est poursuivie jusqu'au milieu des années soixante-dix à travers de grands projets d'aménagement en plaine. Le lancement de cette politique a pour origine les très graves inondations de 1959, qui ont entraîné la destruction de nombreuses habitations. La cité d'Ambodin'Isotry, accolée à Isotry, a ainsi été construite pour reloger les habitants ayant perdu leur logement. Dans le prolongement de cette action étatique de création de logements pour les plus mal logés de la ville, sont réalisés les ambitieux programmes des 67 hectares, ainsi que de la cité et du complexe scolaire d'Ampefiloha. Il faut y ajouter la création du quartier administratif d'Anosy : ministères, bibliothèque nationale, hôpital... En quelque quinze ans, les Tananariviens ont ainsi vu se transformer totalement ces espaces naguère voués aux rizières ou aux marécages (voir carte n° 15, chapitre V). Un Tananarivien évoque ainsi le temps où il allait jouer dans les rizières sur l'emplacement des 67 hectares, tandis qu'une femme se rappelle s'y rendre avec ses parents pour prélever de la terre glaise, destinée à la fabrication de jouets domestiques.

Ainsi, il apparaît nettement que les dirigeants malgaches ont volontairement orienté le développement de la ville en contradiction flagrante avec les principes

traditionnels d'organisation de l'espace. Sans doute cette politique s'inscrivait-elle dans une volonté de modernisation affichée du pays, qui devait s'incarner avant tout dans la capitale. Dans les années soixante et soixante-dix, il s'agissait avant tout de hisser Tananarive aux normes de la modernité internationale. Les références traditionnelles merina étaient mises à l'écart, comme autant de marques résiduelles d'un passé archaïque indignes d'un Etat moderne. De surcroît, il était pour ainsi dire impossible de tenter tout aménagement dans les quartiers anciens, tant l'espace y était investi de significations sacrées ou symboliques. Le Président Tsiranana (1958-1972), originaire du nord de Madagascar et donc non-Tananarivien d'origine, a ainsi préféré développer l'espace urbain dans des quartiers « neutres » de plaine, afin de ne pas s'aliéner les vieilles familles tananariviennes et de respecter la hiérarchisation de l'espace.

2- La persistance des contraintes liées au site

Ainsi, l'extension en plaine n'a pu se faire qu'au prix d'un assèchement et d'un remblai des zones marécageuses. Cependant, ces travaux d'aménagement, entamés dès le XIX^e siècle, ne mettent pas la plaine alluviale à l'abri des inondations, car elle est fermée au nord-ouest par le seuil rocheux de Bevomanga-Farahantsana qui freine l'écoulement des eaux vers l'aval. La pente de l'Ikopa qui draine la plaine est extrêmement faible, de l'ordre de 0,15 %. Cela entraîne d'une part des dépôts d'alluvions considérables dans la plaine (jusqu'à trente mètres d'épaisseur) et donc la formation de marécages, et d'autre part des inondations très importantes à la saison des pluies, de décembre à mars. La plaine devient alors « miroir d'eau » et l'eau monte dans la ville basse, en dépit de la construction de digues, envahissant les habitations jusqu'à un mètre de hauteur. L'extension de l'agglomération dans la plaine pose donc de redoutables problèmes à la population qui y réside et constitue un défi pour les aménageurs. Si les programmes lancés à partir des années soixante visaient à affranchir les quartiers de plaine des risques d'inondation, force est de constater que les travaux d'assainissement entrepris n'ont pas été à la hauteur des ambitions. Les nouvelles cités connaissent régulièrement des inondations plus ou moins importantes, de quelque cinquante centimètres en moyenne. A chaque saison des pluies, des milliers de personnes résidant dans la plaine sont contraintes de quitter leur logement pendant plusieurs semaines et à trouver abri auprès de la famille.

Un organisme public subventionné par la Banque mondiale, le BPPA⁸⁷, tente de remédier à ce problème en aménageant des bassins-tampons, en préservant les zones naturelles de réception des crues (marais du Masay et de Laniera, au nord de la ville), en curant les canaux de drainage et en les rendant à leur vocation initiale, en limitant les remblais qui restreignent les capacités d'absorption des crues par la plaine, pourtant protégée en partie par la route-digue construite sur la rive droite de l'Ikopa (fin des années soixante). A l'intérieur de la route-digue, le risque réside essentiellement dans le déversement des eaux des collines. Le BPPA prévoit alors d'y organiser le pompage et le relevage des eaux. De vastes projets sont actuellement en cours, mais il est à craindre que les moyens ne soient pas suffisants, notamment en ce qui concerne la limitation des remblais. Ainsi, au nord de la ville, le quartier d'Ankorondrano connaît des remblais accélérés (établissements industriels et commerciaux), ce qui accentue la fréquence des

⁸⁷ Bureau du Projet de la Plaine d'Antananarivo. Sur son action, voir par exemple CHARDON K., 1997, *Alimentation en eau d'une capitale d'Afrique tropicale, Antananarivo, Madagascar. Implications socio-économiques du développement du réseau d'eau.*

inondations. Il en va de même dans la principale zone industrielle de la ville au sud, à Tanjombato⁸⁸. A l'instar de Bangkok, Tananarive demeure donc menacée par l'eau.

Par ailleurs, la ville a aussi conquis les collines de l'est, en particulier depuis les années quatre-vingt. Celles-ci présentent l'avantage d'être à l'abri des inondations, mais, de part leur profil escarpé, elles sont difficiles à aménager et ne peuvent accueillir de grandes concentrations de population. De plus, nombre d'entre elles sont entaillées de *lavaka*⁸⁹ dans lesquels l'érosion est active, entraînant des glissements de terrain, des coulées de boue en saison des pluies : par endroit les pentes atteignent 20 %. Les habitations situées sur les flancs de ces *lavaka* sont donc très vulnérables. Même sur la ville haute, ces phénomènes se produisent, là où le substrat cristallin est recouvert de formations latéritiques. Des torrents boueux se forment, les sols gorgés d'eau emportent fréquemment des habitations aux fondations fragilisées, des murs de soutènement s'effondrent, des blocs de roches en équilibre instable s'écroulent et roulent le long de la pente, menaçant les constructions en contrebas (voir photos n° 25 et n° 26).

Ainsi, le site de Tananarive se présente comme éclaté entre les collines formant le Y des villes haute et moyenne, la ville basse et les collines de l'est : il est caractérisé par des ruptures spatiales qui rendent problématiques tant l'aménagement urbain que les déplacements intra-urbains. Chaque type de site présente de considérables inconvénients. A l'évidence, Tananarive est désormais trop étendue. Son site, tout à fait adapté à une fonction défensive et à une faible population, se révèle aujourd'hui inadapté à l'accueil convenable de plus d'un million d'habitants.

B- La perte des repères traditionnels : le malaise suscité par l'évolution spatiale de la ville

1- Le thème du rejet de l'urbanisation en plaine

L'urbanisation en plaine, considérée comme contraire au sens même de la conception merina de l'espace, fait l'objet d'un rejet plus ou moins ouvertement formulé. Il est fréquent de lire des propos véhéments contre l'extension de la ville vers l'ouest, qui irait à l'encontre de la culture merina et qui est donc rejetée comme étant le produit des décisions coloniales. S'il est exact que ce sont les Français qui ont lancé le développement de l'implantation en plaine, il est tout à fait probable que le phénomène se serait produit sous la pression démographique de la même manière. En effet, les digues comme celle de Besarety ou d'Ankazomanga ont été précocement occupées, et le mouvement d'étalement aurait logiquement suivi.

Parmi les diatribes contre l'urbanisation en plaine, les plus médiatisées sont celles, récurrentes, du chroniqueur VANF dans le quotidien *L'Express de Madagascar*. Relevons par exemple : « Après des années d'errements urbanistiques dans la plaine du Betsimitatatra et les marais au nord de la ville, les plus récentes occupations spatiales reviennent aux principes traditionnels avec la construction de lotissements sur les sites

⁸⁸ On examinera en détail ce processus de remblai de la plaine au chapitre VII, II.

⁸⁹ Creusement par érosion pluviale des collines à partir du sommet. Un *lavaka* est en fait une grande et profonde ravine.

collinaires de l'est d'Antananarivo ». VANF exprime bien ici une forte opposition entre urbanisation en plaine

Photos n° 25 et 26

Verso photos 25 26

et urbanisation collinaire, la première étant considérée comme aberrante, et la seconde comme positive car elle correspond aux principes anciens d'organisation de l'espace.

Or, s'il est vrai que ce sont ces lointaines collines périphériques qui polarisent actuellement l'urbanisation, ce n'est nullement en vertu d'un quelconque respect de la tradition comme voudrait le penser VANF, mais tout simplement en raison de l'attractivité de leur localisation (air pur, vue dégagée, à l'abri des inondations, fort impact de la localisation du nouveau Lycée français à Ambatobe). Fort logiquement, les bâtisseurs de villas récentes fuient la plaine inondable et peuplée pour les espaces agrestes et aérés. Il est d'ailleurs piquant de constater que le quartier du Lycée français était naguère un repère de bandits, un lieu craint (présence de sorcières, de phénomènes occultes autour des tombeaux...) : il s'agissait d'une marge de la ville, très dévalorisée dans la perception de l'espace. On murmure d'ailleurs que si le lycée a pu acquérir un terrain aussi vaste, c'est précisément parce que personne n'en voulait. Or, depuis son implantation, un véritable renversement de la valeur de cet espace marginal s'est opéré : de nombreux lotissements sont en construction, aux noms calqués sur des programmes français, « Les Jardins d'Ambatobe », « Belle vue »... Désormais, c'est la valeur spéculative des terrains qui s'impose face à leur connotation dans la perception traditionnelle tananarivienne. On assiste très nettement à une banalisation de l'espace et à une rationalisation économique de son utilisation. Ce mouvement va très exactement à l'opposé de ce que voudrait y déceler VANF, à savoir un retour vers l'urbanisation collinaire merina.

Toutefois, il est vrai que de nombreux Tananariviens résidant sur les hauteurs perçoivent négativement cette urbanisation en plaine, que ce soit pour des raisons objectives (risques d'inondations, moindre salubrité) ou bien pour des motifs plus confus, certainement ancrés dans une vision traditionnelle de l'espace qui laisse son empreinte, souvent inconsciente. Ainsi, lors des enquêtes a-t-on souvent entendu que l'interlocuteur n'aimait pas la ville basse « *parce que c'est trop bas / trop plat* ». Tina n'aime pas les 67 hectares car elle ne s'y repère pas en raison du quadrillage géométrique des rues. A Ivandry (enquête n° 13), une femme explique : « *A Majunga, tout est plat. A Tana, même la nuit, on voit les lumières qui dessinent les collines* ». L'urbanisation en plaine, contraire à la conception merina de l'espace car elle introduit la notion d'une indifférenciation spatiale, déstabilise ainsi souvent les Tananariviens : la hiérarchie n'y est plus lisible dans l'espace, tout le monde se trouve au même niveau.

2- Le recul du Betsimitatatra rizicole sous la progression de l'urbanisation

C'est sur la question de l'environnement rizicole de la ville que le thème de l'urbanisation en plaine suscite le plus de réticences. De très nombreux auteurs insistent sur la place des rizières et des marécages dans l'environnement de la ville. Son site ne pouvait se comprendre à l'origine sans la présence de ces espaces amphibies qui s'étendaient jusqu'au pied des collines et qui nourrissaient la ville. En 1826, un voyageur et peintre français, Coppalle, décrit les environs immédiats de la ville :

« Une plaine immense de riz, divisée en carreaux plus ou moins verts suivant le degré de maturité ; de nombreux villages plantés comme des îles au milieu de cette mer verdoyante ; une infinité de canaux et de rivières. »⁹⁰

Aujourd'hui, il ne reste que des vestiges de cette osmose entre la plaine et les collines : le lac Anosy, celui de Behoririka, les canaux de la plaine, ainsi que, comme un témoignage d'un passé révolu, les pirogues qui acheminent habitants et produits dans les quartiers de l'ouest, à Andohatapenaka, à Ambodirano, à Ankasina... Il subsiste quelques dizaines d'habitations exclusivement accessibles par ce moyen, même en saison sèche. La vue de ces pirogues glissant au milieu des jacinthes d'eau, des détritiques et des eaux polluées par les huiles de vidange et autres rejets industriels, prend une dimension quelque peu pathétique. (voir carte n° 5)

Henri Ratsimiebo, architecte et conseiller municipal, insiste sur la nécessaire revalorisation du caractère de Tananarive comme « ville d'eau »⁹¹ : il faut selon lui respecter le régime hydraulique de la plaine, redonner vie aux rizières, restaurer les digues... Il évoque le temps où les pirogues accostaient à Analakely, au pied de la colline de Faravohitra, image dont témoignent des photographies d'époque (début de siècle). Le chroniqueur VANF, dans un article intitulé « Ma ville collinaire au milieu des rizières »⁹², développe quant à lui l'idée selon laquelle l'association des collines et des rizières est constitutive de l'identité paysagère de Tananarive, depuis sa fondation. Une comparaison avec l'Asie du sud-est est également menée :

« Quand on regarde vers notre aire culturelle d'origine, comment ne pas s'extasier devant la maîtrise de l'eau à laquelle aboutirent les souverains khmers d'Angkor, il y a près d'un millénaire ? »

La référence asiatique permet ici de mieux rejeter les apports européens qui ont conduit à l'urbanisation de la plaine et à la déstructuration corrélative de son fonctionnement hydraulique.

Lors des enquêtes, à la question concernant la présence des rizières en ville, quelques personnes ont fait allusion à ce paysage historique :

« *Il faut garder les rizières en souvenir du Betsimitatatra, ça fait partie de l'histoire* »

(67 hectares n° 19),

« *Ça rappelle la Tana d'antan : il reste quelque chose du temps où Tana n'était entourée que de*

rizières » (Sylvia),

« *C'est une image nostalgique de Tana avant* » (Ankadifotsy n° 17),

« *J'aime les rizières : c'est Andrianampoinimerina qui les a faites* » (67 hectares n° 17).

Il existe ainsi un courant de pensée à Tananarive qui véhicule une vision traditionnelle de l'organisation de l'espace. La progressive disparition de la plaine rizicole, entamée au début du XX^e siècle, sous les remblais, l'urbanisation et l'industrialisation de celle-ci suscitent un profond malaise. Le processus change toutefois

⁹⁰ Cité par OBERLE P., 1976, *Antananarivo et l'Imerina*, p. 63.

⁹¹ Entretien du 19 mai 1999.

⁹² *L'Express de Madagascar*, 21 mai 2001.

d'envergure depuis quelques années, en raison d'une certaine reprise économique, aussi sera-t-il étudié dans le cadre de la troisième partie (chapitre VII).

CONCLUSION CHAPITRE PREMIER

On partira tout d'abord de l'importance de la thématique de la capitale pré-coloniale⁹³. Tananarive présente l'originalité d'être une ville importante avant même l'arrivée des premiers missionnaires européens au XIX^e siècle. Le fait urbain à Madagascar est ancien par rapport à la plupart des autres pays colonisés au XIX^e siècle. Cette caractéristique a contribué à façonner de manière très forte et précoce l'identité urbaine : aujourd'hui encore, les Tananariviens et une grande partie des Malgaches se réfèrent à ce prestigieux passé royal qui s'est incarné dans la capitale, et ils en retirent une fierté certaine. En un sens, la fondation pré-coloniale de la cité permet d'asseoir un sentiment d'appartenance à la ville beaucoup plus solide que dans les capitales créées *ex nihilo* : chacun connaît le roi Andrianampoinimerina et les grandes lignes de son action urbaine. La référence urbaine n'est pas étrangère mais bien exclusivement autochtone, ce qui semblerait être un héritage beaucoup plus aisé à gérer.

Or, tel ne semble pas être le cas. Tananarive se présente comme une ville tournée vers son passé, lequel se révèle envahissant dans les représentations actuelles. Le passé, c'est avant tout la Tananarive idéalisée d'Andrianampoinimerina, la ville-acropole autour du Rova, ordonnée, et dominant la plaine agricole. Il s'agit là des grands invariants fondateurs de la ville, véhiculés aussi bien dans les discours que dans les poèmes, chansons populaires, œuvres littéraires... Tananarive est donc dotée d'une légitimation originelle extraordinairement forte, ce qui permet de mieux comprendre pourquoi tout changement survenu ultérieurement a pu être perçu comme une altération de l'identité première de la ville : les Tananariviens aujourd'hui se sentent perdus dans un monde urbain déstabilisé et inquiétant. F. Esoavelomandroso exprime cette tension, de manière très sobre mais très concise : Tananarive est « une ville où le modernisme et l'héritage de l'histoire ne font pas toujours bon ménage. »⁹⁴ Certes, certains aspects de la greffe étrangère aux XIX^e et XX^e siècles ont remarquablement réussi : la ville a été prise dans un mouvement de modernisation et d'ouverture sur l'étranger souvent bien accepté par les Tananariviens, notamment sur le plan paysager, à tel point qu'un paysage urbain unique se constitua à la fin du XIX^e siècle. Cependant, ce mouvement de modernisation lancé au XIX^e siècle et la croissance démographique de la ville, renforcés par les grandes orientations urbanistiques coloniales, ont engendré une rupture avec la conception originelle d'une ville massée sur sa colline et ceinte de rizières, ainsi qu'avec l'organisation symbolique, sacrée et hiérarchisée, de l'espace en dépendant.

Le bilan de l'évolution de la ville depuis deux siècles se révèle donc extrêmement ambigu : il oscille entre l'idée d'une perte générale du sens et celle d'une marche en avant positive. Toutefois, malgré la réussite du métissage architectural, malgré l'acceptation de

⁹³ Des comparaisons entre capitales pré-coloniales restent à faire. Le cas de Kampala a semblé particulièrement intéressant à cet égard. Kampala présente en effet de surprenantes analogies avec Tananarive : une ville à 1 200 m d'altitude, composée de collines séparées par des bas fonds marécageux. Le pouvoir royal avait créé une ville où le roi avait attribué des quartiers aux clans, et où le palais royal était installé au sommet de la colline centrale. Ce palais structure la ville. De plus, la ville polarise et organise le monde rural environnant. B. Calas s'interroge en ces termes : « Il est légitime de se demander si les Etats centralisés africains pré-coloniaux ne produisent pas, au niveau des capitales, un modèle urbain similaire, dont on trouverait des traces aujourd'hui encore » (CALAS B., 1998, *Kampala – La ville et la violence*, p. 41).

⁹⁴ ESOAVELOMANDROSO F., 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux guerres », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 85.

certaines formes de la modernité occidentale, la distance n'a cessé de s'accroître entre la Tananarive idéale des origines et, partant, les fondements merina de la conception de l'espace, et la réalité d'une ville en constante évolution. Il semble ainsi que ce soit l'idée d'une déstabilisation de la perception de la ville qui doit être retenue, comme le confirme l'étude de l'ambiguïté du statut de capitale à Tananarive, qui fait l'objet du chapitre suivant.

A propos du poème de Jean-Joseph Rabearivelo, « Iarive », *Sylves*

« Iarive » est sans doute le poème le plus célèbre sur Tananarive ; c'est celui qui est systématiquement cité dans les ouvrages de vulgarisation pour illustrer la beauté de la ville et célébrer sa gloire. Il a été écrit en français par le plus célèbre des poètes malgaches, au milieu du XX^e siècle.

*Salut, terre royale où mes aïeux reposent,
grands tombeaux écroulés sous l'injure du temps :
et vous, coteaux fleuris, que des fleuves arrosent
avec leurs ondes d'or aux reflets éclatants !*

*Salut, village rouge aux tuiles primitives
sur lesquelles, parfois, bondit le beau levant ;
vieux murs que, le matin, de leurs chansons plaintives,
les filles de l'Imerne animent en rêvant !*

*Je vous salue aussi, montagnes éternelles,
immuables témoins de notre âge aboli,
où l'on cherche à savoir ce que cachent en elles
les pierres-des-anciens au fronton démoli !*

*Je voudrais divertir mes pensées et mes rêves
parmi vos grands débris et vos charmes mourants,
et jouir près de vous de mes heures de trêves,
ô Pays d'Inconnus, de Héros et de Grands !*

*Au lever du soleil, les pâtres, les bergères
chanteront au dehors, précédant leurs troupeaux ;
les gammes de leurs chants ; naïves et légères,
berceront mollement mon somme et mon repos.*

*Et, lorsque soufflera la brise matinale
à travers ma fenêtre en bois minces et bleus,
je sortirai humer de la fleur virginale
l'encens doux et naissant et le parfum frileux ;*

*Puis vers d'autres plaisirs s'en iront mes délices,
et je viendrai bientôt, parmi les paysans,
acclamer la moisson et fêter les prémices,
en agitant dans l'air nos épis mûrissant.*

*Mais, soudain, me viendront les grandes faims mystiques,
car vos ombres, mes morts, émigreront en moi,
et, près de nos tombeaux aux murailles antiques,
je courrai murmurer ces mots remplis d'émoi :*

*« O mon vain cœur, c'est là, sous ces vastes ruines
sur lesquelles s'abat un essaim de corbeaux,
c'est là qu'enveloppé d'un manteau de bruines,
un jour tu pourriras ! C'est là, dans ces tombeaux ! »*

*Vainement je tairai les sanglots de mon âme,
ô pays de repos, de trêve et de loisirs ;
trouverai-je jamais le magique Dictame
qui puisse, un long moment, combler mes déplaisirs ?*

« Iarive » est un hymne lyrique à la ville, présentée dès la première strophe comme le *tanindrazana* : l'auteur affirme l'existence d'un lien affectif très fort entre lui et la ville. Le poème s'ouvre sur une double évocation, l'une historique (« terre royale ») et l'autre mortuaire (« où mes aïeux reposent ») : d'emblée sont posés les thèmes fondamentaux de la culture merina, la sacralisation de la terre et le rapport privilégié aux ancêtres. La ville apparaît donc comme remplissant avant tout la fonction de *tanindrazana*, elle abrite les tombes des ancêtres et des plus prestigieux d'entre eux, les souverains. C'est poser avec force le caractère sacré de la ville et sa transcendance historique : il ne s'agit pas d'une ville banale mais d'un espace auquel a été conféré un poids sacré.

Ce n'est que dans la deuxième strophe qu'intervient une évocation paysagère de la ville. Cette strophe est d'ailleurs celle qui est toujours citée pour exalter la beauté de Tananarive. L'auteur insiste sur le caractère ancien du bâti urbain, le seul qui ait de la valeur : « tuiles primitives », « vieux murs ». La troisième strophe glorifie le site : « montagnes éternelles », en référence aux collines sacrées qui entourent la ville.

Ainsi, ce poème qui porte en titre le surnom affectueux que les Tananariviens donnent à leur ville (« Iarivo »), ne parle en fait quasiment pas de la ville. Les éléments géographiques d'identification discernables renvoient tous au monde rural : « village rouge », « acclamer la moisson et fêter les prémices »... ainsi qu'au thème de l'importance du tombeau dans la qualification de l'espace, et celui de la sacralisation de l'espace par la monarchie.

Au total, quelques thèmes majeurs se dégagent de « Iarive », qui témoignent de la vision de la ville chez le poète : ville *tanindrazana*, ville sacrée parce que royale, et ville en symbiose avec les campagnes. Il s'agit là de références qui sont à la fois fondatrices de la ville et toujours vivantes de nos jours.

CHAPITRE II - TANANARIVE CAPITALE ?

En langue malgache, la définition du statut de Tananarive semble aller de soi, puisque l'expression de *renivohitra*¹, ou « ville mère », est utilisée pour désigner à la fois la fonction de capitale au sens politique du terme et la métropole qui possède une primauté économique incontestée. Cette notion de *renivohitra* sous-entend de surcroît l'idée d'un rôle de matrice exercé par Tananarive, cette ville servant en quelque sorte de modèle à toutes les autres, placées en situation de sujétion par rapport à cette référence ultime. Pour les Malgaches, Tananarive est donc une capitale dans toutes les acceptions possibles du terme, et, en ce sens, paraît incontestable.

Or, s'il va de soi que Tananarive occupe une place tout à fait à part dans le réseau urbain malgache, de par sa taille aussi bien que par son rayonnement, sa perception en tant que capitale est loin d'être aussi évidente qu'il ne le semble de prime abord : tantôt idéalisée, tantôt honnie, voire niée, cette ville ne laisse personne indifférent, et son statut alimente de nombreux débats. Alors qu'elle présente tous les attributs classiques d'une capitale, sa position dans le pays et dans les représentations se révèle éminemment paradoxale. L'objet « Tananarive capitale » est loin d'être aussi évident à identifier qu'il n'y paraît. Par capitale, on retiendra donc ici une définition la plus large possible, qui inclut à la fois la fonction politique et administrative, et la fonction plus spécifiquement métropolitaine de rayonnement économique ou culturel. On tentera donc au cours de ce chapitre de cerner au plus près cet objet dans toutes ses acceptions et toutes ses ambiguïtés.

I- LES APPARENANCES D'UNE CAPITALE METROPOLITAINE

Au niveau économique, culturel, et bien sûr politique, Tananarive s'impose² sans contestation possible en tant que capitale et métropole exerçant une domination sur le reste du réseau urbain du pays dans tous les domaines. Dans son paysage, la ville porte avec force visibilité tous les attributs de son rang et de son statut.

A- Une activité économique hypertrophiée par rapport au reste du pays³

1- Une suprématie économique incontestable...

Pour qui revient à Tananarive après un voyage dans les différentes régions de Madagascar, l'évidence s'impose : cette ville développe une intense activité économique et concentre l'essentiel des fonctions économiques et commerciales du pays. Il n'est qu'à se promener dans les grandes zones industrielles situées aux périphéries nord (à Ankorondrano et Andraharo) et sud de la ville (à Tanjombato) pour prendre la mesure de ce rôle économique : usines, entrepôts, grandes surfaces, sièges de grandes entreprises

¹ Cette métaphore maternelle est fréquente en malgache pour désigner un objet situé au sommet d'une hiérarchie par sa taille. Ainsi, l'Ikopa passant à Tananarive est *renirano*, « fleuve mère ».

² « S'imposait » serait plus exact, puisqu'entre le moment où ces lignes ont été écrites et la fin de ce travail, Tananarive est depuis contestée en tant que capitale politique nationale. Cf. *infra*.

³ Le rôle économique de Tananarive n'est évoqué ici que pour poser des jalons nécessaires à la compréhension des représentations qui s'attachent à la ville. Pour une analyse détaillée des fonctions économiques de la capitale, voir « Population et fonctions urbaines », *La Cité des Mille*, RAMAMONJISOA J., p. 139-146.

malgaches et étrangères... La puissance économique de Tananarive s'est renforcée depuis quelques années avec la création de nombreuses usines en zone franche, qui employaient en 2001 environ 90 000 personnes dans l'agglomération. 90 % des zones franches de Madagascar sont concentrées à Tananarive. C'est d'ailleurs de très loin le premier centre industriel du pays, l'agglomération accusant une forte macrocéphalie dans ce domaine (elle réalise environ les deux tiers du PIB de Madagascar).

Ce phénomène est également visible dans le décalage entre le nombre de véhicules immatriculés dans la province de Tananarive et dans les autres provinces. Alors que dans celle de Tananarive, les immatriculations en sont à AD en 2001⁴, on n'atteint que la lettre B à Majunga et à Diego Suarez (soit moins de 20 000 véhicules immatriculés dans la province entière), et la lettre D à Tamatave (soit moins de 40 000 véhicules). On dispose là d'un bon indicateur de l'écrasante supériorité de Tananarive en terme de développement économique et un signe de sa forte macrocéphalie.

Cette prééminence économique s'explique essentiellement par la concentration de la population d'une part, et des voies de communications d'autre part. En effet, l'agglomération de Tananarive regroupe quelque 1,5 million d'habitants, seule concentration urbaine capable de fournir des effectifs suffisants à l'industrie. Rappelons que la deuxième ville du pays, Tamatave, ne compte que 250 000 habitants.

Les communications de l'île convergent en étoile sur Tananarive. La route la plus importante est la RN 2 qui relie Tamatave, le principal port du pays et la seule véritable interface internationale, et Tananarive. Sur cette route circulent toutes les importations du pays, dont celles, vitales, en hydrocarbures. Quand elle est coupée en saison des pluies, les effets s'en font ressentir au bout de quelques jours seulement sur l'approvisionnement des stations services de Tananarive, mais aussi sur le fonctionnement des usines, privées d'intrants. L'importance stratégique de cette route est donc cruciale pour l'activité économique du pays. Aussi serait-il sans doute plus exact de parler de doublet urbain Tananarive-Tamatave, la première ne pouvant vivre sans la seconde⁵. Quant à l'aéroport international d'Ivato, il est le seul à Madagascar à entretenir des liaisons longue distance avec l'Europe, l'Afrique du Sud et l'Asie (Singapour).

Les services financiers se concentrent également dans la capitale : tous les sièges sociaux des banques et des assurances y sont localisés. On y trouve aussi la totalité des activités économiques liées à la fonction culturelle du pays, regroupées à Tananarive : imprimeries, maisons d'édition ; il s'agit de plus du lieu unique de parution de la presse nationale⁶.

La primauté économique de Tananarive se manifeste également dans l'offre en télécommunications. C'est le lieu qui concentre la majorité des lignes téléphoniques du pays (environ les deux tiers), tous les fournisseurs d'accès à Internet⁷ et l'essentiel des

⁴ Les plaques d'immatriculation portent tout d'abord la lettre de la province, T pour Tananarive, M pour Majunga, par exemple, suivies d'une lettre à laquelle est attribué un numéro allant de 0001 à 9999. Il y a donc 9999 véhicules immatriculés pour chaque lettre. Par exemple : 4567 TV désigne la 4567^{ème} voiture immatriculée dans la série V dans la province de Tananarive. C'est la seule province du pays où, toutes les lettres ayant été attribuées, il a fallu recommencer une série en TAA, TAB, TAC...

⁵ Depuis début 2002, la route est coupée par des barrages montés par des partisans du président Ratsiraka, pour asphyxier la capitale, qui se trouve donc isolée. Le carburant en provenance de la raffinerie de Tamatave ne passe plus qu'au marché noir. Cet épisode illustre bien la dépendance entre Tananarive et Tamatave, et la vulnérabilité de la capitale.

⁶ Les journaux dans les grandes villes de province ne sont en général disponibles que le lendemain, signe de la difficulté des communications nationales.

⁷ Ce qui rend les connexions déplorables et très longues depuis les rares postes connectés en province. En juillet 2001, les fournisseurs viennent d'être autorisés à s'installer en province, ce qui devrait changer cette

abonnés⁸. En revanche, Tananarive a perdu sa primauté en matière de communications filaires, puisque l'entreprise nationale Telma⁹ a modernisé son réseau, désormais automatisé et connecté avec l'international dans la plupart des grandes villes du pays. De même, le réseau de téléphonie portable s'étend rapidement aux principales villes de province. Depuis quelques années, il n'est plus nécessaire de venir à Tananarive pour communiquer convenablement avec l'étranger.

Ainsi, Tananarive polarise un certain nombre de services rares et d'offres de consommation exclusives, qui contribuent à renforcer sa perception en tant que capitale économique incontestée du pays. Pour les acteurs économiques malgaches (chefs d'entreprise, commerciaux, etc.) comme pour les cadres expatriés, la question ne se pose même pas : Tananarive est la capitale incontestée et la seule ville où l'activité économique ait une réelle envergure dans le pays.

2- ... qui se traduit dans le paysage urbain

De ce fait, Tananarive semble correspondre aux critères économiques classiques d'une capitale métropolitaine. La comparaison avec les autres grandes villes du pays renforce cette impression première. C'est la seule ville qui peut prétendre correspondre aux critères paysagers habituels d'un grand centre économique¹⁰ : nombreuses rues revêtues, circulation automobile conséquente, tissu urbain dense et relativement continu, concentration de commerces et d'industries... Ce n'est qu'à Tananarive que l'on trouve des immeubles dépassant les cinq étages : les buildings sont inconnus dans le reste du pays. Tananarive s'enorgueillit ainsi de l'immeuble de la télévision à Antaninarenina, de l'immeuble Ramaroson à Soarano, de l'hôtel Panorama et de l'hôtel Hilton au bord du lac Anosy, véritable symbole visuel de la modernité occidentale à Tananarive de par sa silhouette de gratte-ciel¹¹. Voir photos n° 27 et n° 28.

Il existe donc une différence considérable entre Tananarive et les autres villes de province, auxquelles il est même possible de contester le statut de ville en tant que centre polarisant des activités économiques. Tuléar, frappée par la crise économique, connaît une contraction de ses fonctions économiques¹² ; Tamatave ne déploie qu'une activité industrielle réduite, la raffinerie mise à part. En se promenant dans les rues défoncées et fantomatiques de la ville, il est difficile de s'imaginer qu'il s'agit du principal port du pays¹³. Ainsi, sur le plan économique comme sur le plan paysager, Tananarive n'a pas de concurrent possible dans le pays. Les autres centres urbains ne jouent qu'un rôle économique mineur.

situation.

⁸ Environ 10 000 à Madagascar fin 2001.

⁹ Telecom Malagasy.

¹⁰ En vertu de ces critères, le paysage urbain de certaines capitales africaines s'avère beaucoup moins structuré : Niamey, N'Djamena...

¹¹ On pourra toutefois s'interroger sur la modestie de cette liste : Tananarive est une ville basse, où les hauts immeubles sont très rares. Il s'agit là d'une particularité paysagère sur laquelle on reviendra.

¹² Voir HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 1994, « La Cité sans la ville : Tuléar », *Géographie et Cultures*, n° 11, et FAUROUX E., KOTO B., 1993, « Les migrations mahafale dans le processus de ruralisation de la ville de Toliara (Madagascar) », *Cahiers des Sciences Humaines*.

¹³ Une étude synthétique reste à faire sur Tamatave. La question du contraste entre l'importance économique de la ville pour le pays et son atonie ne laisse pas de surprendre.

B- La frénésie commerciale et culturelle d'une capitale : pratiques tananariviennes

Voir carte n° 6

1- La vitrine commerciale et moderne du pays

Tananarive est la seule ville de Madagascar qui possède un éventail exhaustif des commerces modernes de type occidental. C'est donc surtout dans le domaine commercial que la capitale exerce une traditionnelle domination. Tananarive est la seule ville du pays où l'on trouve de tout, essentiellement depuis la libéralisation des années quatre-vingt-dix : tous les produits de consommation occidentaux y sont disponibles, voitures, équipement électroménager, outils, vêtements, etc. Pour de nombreux achats spécifiques, les résidents de province sont toujours contraints de venir à Tananarive, ce qui nécessite un déplacement long et coûteux¹⁴.

Les Tananariviens sont devenus en quelques années des consommateurs passionnés. Ils aiment flâner devant les vitrines, fouiller dans les cartons des magasins, s'arrêter devant les marchandises proposées à même le trottoir. C'est à la veille des fêtes que la frénésie d'achat se manifeste le plus, lorsque les rues commerçantes sont noires de monde, à Analakely, à Behoririka, à Andravoahangy. Les occasions les plus prisées sont Noël, la fête des Mères, et le 26 Juin. Ces trois manifestations donnent lieu à une véritable soif de consommation dans toute la ville, qui touche toutes les catégories sociales sans exception. Les plus démunis achètent un lampion pour le 26 Juin, un petit objet pour Noël. L'offre surabondante de produits chinois qui inondent le marché tananarivien depuis quelques années contribue largement à cet essor de la consommation populaire : devant les magasins chinois, des revendeurs cèdent fleurs artificielles, vaisselle, ustensiles de cuisine, piles, réveils, chaussures, vêtements, etc. Désormais, nombre d'objets sont accessibles au plus grand nombre en raison de leur prix très modique. Tout au long de l'année, les Tananariviens aiment bien faire du shopping, sans forcément acheter, et tous les samedis après-midi ces hauts lieux du petit commerce attirent une foule dense.

La fréquentation des supermarchés¹⁵ entre dans ce type de pratique. En effet, le supermarché de grande taille n'existe qu'à Tananarive¹⁶, ce mode de consommation demeurant l'apanage de la capitale. La ville en a vu fleurir une dizaine en quelques années¹⁷, dont le plus grand est Cora (6 500 m² de surface), le seul hypermarché du pays, ouvert en

¹⁴ Depuis quelques années, un développement économique certain se manifeste toutefois à Antsirabe, qui se traduit par un timide essor de l'offre de consommation.

¹⁵ Tananarive compte en 2001 dix supermarchés : cinq en périphérie, visant une clientèle essentiellement motorisée, et cinq en centre-ville (trois malgaches, de taille modeste, et deux Champion, l'un à Antaninarenina où il a remplacé le célèbre Prisunic, et l'autre, ouvert en 2000, à Analakely).

¹⁶ Les quelques supermarchés des villes de province sont plutôt de grandes supérettes, à part le récent Champion de Tamatave.

¹⁷ Le premier supermarché moderne du pays a été ouvert en 1993.

2000, situé à Ankorondrano, au nord de la ville. Cora ne laisse pas de séduire et d'étonner les Tananariviens qui n'ont jamais quitté Madagascar, tandis que ceux qui ont voyagé à l'étranger retrouvent un type de commerce apparenté aux pays développés (voir photos n° 29 et n° 30).

Ces supermarchés sont fréquentés par deux types très distincts de population. S'y rendent bien sûr les catégories aisées de la capitale, en belle voiture ou en 4x4 (le parking de Cora le samedi après-midi ressemble à une foire d'exposition automobile !). Ces ménages y font les provisions de la semaine, achètent en grosse quantité, grâce à la possession d'un réfrigérateur et à la possibilité financière de constituer des stocks¹⁸. Ils achètent beaucoup de produits importés. Outre ce type de clientèle, banal, on côtoie également au supermarché une clientèle très modeste, mal vêtue et souvent pieds nus, qui vient pour deux raisons. Ces personnes pauvres viennent tout d'abord pour acheter les rebuts de la boucherie et de la poissonnerie (os, carcasses, têtes de poissons...) à des prix très attractifs. Mais nombreux sont ceux pour qui le supermarché constitue un simple but de promenade occasionnelle : on vient entre frères et sœurs regarder les rayons, les parents emmènent leurs enfants afin de les distraire...

Ainsi, les supermarchés sont devenus un lieu de détente à Tananarive. Ils expliquent pour partie la fascination pour la grande ville qu'éprouvent les provinciaux, urbains ou ruraux : à travers les supermarchés, c'est une forme de modernité qui s'exprime. C'est également leur présence qui permet en partie de comprendre le statut particulier de Tananarive dans les représentations et pourquoi la ville est ainsi considérée comme une vitrine du monde occidental. Ils séduisent d'autant plus que leur entrée est totalement libre, à l'inverse des magasins de centre-ville, beaucoup plus intimidants : on peut aller à plusieurs au supermarché, y flâner des heures. Ainsi, les supermarchés sont beaucoup plus fréquentés que le niveau de vie moyen de la population ne pourrait le laisser supposer. Ils constituent un reflet particulier de la fonction de capitale économique du pays.

Lors des enquêtes, les gens qui n'ont pas les moyens de s'y approvisionner régulièrement déclarent s'y rendre de temps à autre, à l'occasion d'une fête (jour férié, anniversaire d'un enfant...) pour y faire un achat exceptionnel ou pour en faire profiter les enfants (les supermarchés sont ainsi très fréquentés avant Noël) : entre un quart et un tiers des personnes déclarant aller au supermarché y vont uniquement dans ce but. L'épouse d'un universitaire, qui reçoit souvent des hôtes venus de tout Madagascar, résume bien ces pratiques et cette découverte de la curiosité que constitue le supermarché : « *Quand il y a des visiteurs de la province, on y va par curiosité, pour se promener* ». Plus révélateur de la place nouvelle occupée par les grandes surfaces dans les représentations urbaines, deux jeunes femmes habitant des quartiers isolés et modestes de la ville haute les citent comme étant le symbole de Tananarive (enquêtes n° 43 et 44, femmes de 20 ans et 30 ans), alors qu'elles ne s'y rendent que très rarement.

Toutefois, il faut se méfier des effets grossissants des discours : si les Tananariviens connaissent tous l'existence des supermarchés, la proportion effective de ceux qui s'y rendent régulièrement reste faible. Seuls les plus aisés y vont fréquemment, tandis que pour les plus pauvres, il ne s'agit que d'une fréquentation de proximité : la très grande majorité des habitants des quartiers populaires de la plaine, où ne se trouvent pas

¹⁸ En raison du très faible pouvoir d'achat de la grande majorité de la population et du mode de rentrée d'argent au jour le jour, nombreux sont ceux qui ne s'approvisionnent qu'auprès des épiceries de quartier (voir chapitre III).

de supermarchés, n'y vont jamais. A Isotry, seulement 10 % des personnes interrogées y vont parfois. On constate donc une surreprésentation des formes modernes de commerce dans les discours, en décalage avec les pratiques réelles. Tananarive offre des grandes surfaces, qui entrent dans la perception de la ville en tant que capitale économique, mais qui, pour la grande majorité de la population, ne constituent qu'une vitrine : on est fier d'avoir des supermarchés dans sa ville, mais on ne s'y approvisionne pas car les contraintes financières demeurent trop fortes ; au mieux, on va s'y promener : « *c'est loin et c'est cher* » résume une habitante de la ville haute (n° 31).

Un premier décalage entre les représentations de la ville comme capitale moderne, et les pratiques de ses habitants, restées beaucoup plus traditionnelles, est ainsi mis en évidence. La consommation à Tananarive, en termes de pénétration et de volume global de chiffre d'affaires, est très loin de correspondre à celle d'une agglomération de 1,5 million d'habitants : la grande distribution ne représenterait que moins de 10 % de la distribution sur la capitale, selon le directeur général de Cora.

2- Tananarive s'amuse et se met en scène

Tananarive joue également un rôle évident de capitale sur le plan culturel¹⁹. De nombreux concerts sont organisés, en particulier une fois la saison des pluies achevée, au théâtre de verdure d'Antsahamanitra (entre Antaninarenina et le lac Anosy), ainsi qu'au Palais des Sports et de la Culture de Mahamasina, construit par les Chinois en 1995. Il s'agit de la seule grande salle de spectacles de la ville et du pays qui soit couverte et aux normes internationales. Elle a accueilli le chanteur français Jean-Jacques Goldman en 1999, ce qui représentait un défi pour la ville, car l'artiste s'était déjà produit dans les années quatre-vingt dans des conditions de sécurité déplorable qui avaient fait interrompre son spectacle. La presse de 1999 affiche donc la fierté de Tananarive d'avoir une structure capable d'accueillir dans les normes des artistes étrangers²⁰. Le stade de Mahamasina accueille également des concerts, ainsi que des salles de taille plus modeste : stade Malacam d'Antanimena, centre culturel français (CCAC), Alliance française, entre autres. Les artistes malgaches attirent une foule conséquente lors de leurs prestations, essentiellement composée d'adolescents et de jeunes ménages, alors que les concerts dans les autres villes de Madagascar demeurent rares et souvent liés à un événement particulier (fête de la bière à Morondava, concerts à l'occasion de l'éclipse en juin 2001 dans le centre-sud du pays...).

Toutefois, force est de relativiser, là encore, le poids de Tananarive : aussi importante qu'y soit l'offre culturelle par rapport aux villes de province, elle n'en demeure pas moins extrêmement limitée (pas de cinéma permanent, ni de salle de concert classique par exemple). De surcroît, elle ne touche qu'une fraction marginale de la population, celle qui a les moyens de payer entre 5 000 et 40 000 Fmg²¹ pour un spectacle. Qui plus est, pour cette fraction favorisée, il ne s'agit que d'une pratique exceptionnelle,

¹⁹ Voir chapitre VIII, pour ce qui concerne les liens entre les fonctions culturelles de la ville, en fort développement depuis quelques années, et la reconstruction de la cidadinité tananarivienne.

²⁰ La présence d'artistes étrangers demeure cependant rare à Madagascar. Depuis J.-J. Goldman, le seul chanteur français à être venu est Patrick Bruel en 2001.

²¹ En 2001, 1 000 Fmg valaient environ 0,18 euro (environ 1,13 FF). Le salaire moyen est inférieur à 250 000 Fmg.

relativement déconnectée du quotidien : un couple d'universitaires déclare n'aller au spectacle qu'une fois l'an. Pour les Tananariviens qui disposent d'un réel pouvoir d'achat, c'est au contraire la pénurie d'offre culturelle qui est perçue : ils s'ennuient à Tananarive, évoquent avec envie les sorties parisiennes, déplorent le fait que leur ville soit moins bien dotée qu'une ville moyenne de province française.

Une femme au foyer, originaire de la campagne, installée à Tananarive depuis 1994, résume bien ce décalage entre pratiques culturelles et représentations (ville haute n° 17) : elle apprécie la ville en raison de son offre culturelle, dit aimer les spectacles car « *ça ouvre l'esprit des enfants* ». Or, depuis sept ans, elle n'a assisté qu'à un spectacle de *hira gasy* au stade des cheminots. Elle survalorise donc le rôle culturel de la ville dans sa vie : celui-ci est en fait tout à fait marginal. Elle explique par ailleurs ne sortir que rarement de son quartier pour aller en ville.

En apparence il existe donc bien une offre culturelle réelle, nettement perçue au niveau des représentations, mais qui demeure marginale au regard des pratiques quotidiennes des Tananariviens, aussi bien pour les classes populaires que pour les milieux supérieurs éduqués. Ainsi, la dimension capitale de Tananarive sur le plan culturel ne s'inscrit que faiblement dans les pratiques des habitants, comme si ces représentations semblaient pouvoir exister indépendamment de tout fondement réel.

3- L'élégance tananarivienne : « *haingo diso an'iarivo* »²²

C'est peut-être l'un des domaines des pratiques de la ville où la spécificité de Tananarive par rapport au reste du pays s'exprime de la manière la plus frappante. Il existe en effet à Tananarive depuis le XIX^e siècle, et plus encore depuis la colonisation, une tradition d'élégance qui joue un rôle très important dans l'image de la ville et dans la manière dont ses habitants perçoivent le fait d'être Tananarivien, d'habiter en ville et plus encore dans la capitale²³. Il s'agit là d'un élément fondamental de différenciation de Tananarive par rapport au reste du pays, même si ces préoccupations ne concernent qu'une minorité de personnes.

L'influence missionnaire et anglaise du XIX^e siècle a favorisé cet essor de l'élégance comme signe social distinctif. A partir de 1874, la Reine décide que toute personne l'approchant devait être vêtue à l'européenne ; de là découle la diffusion de vêtements européens, dont l'adoption a donc été précoce²⁴. Pantalons, redingotes, souliers vernis, crinolines, châles... font leur apparition dans la bonne société. A l'occasion du culte dominical, le temple devient à partir de cette époque un haut lieu de l'élégance où il faut être, voir et être vu. Les femmes y rivalisent d'élégance, arborant leurs plus beaux *lamba*, seule pièce traditionnelle de l'habillement malgache qui ait survécu à l'occidentalisation des vêtements. Aujourd'hui, pour les élites protestantes de la capitale, cette tradition se perpétue, il est de rigueur de s'habiller avec force élégance le dimanche (robes en velours, chaussures vernies pour les femmes par exemple, costume sombre pour les hommes). La sortie d'un temple de la ville haute ou moyenne ne laisse pas de surprendre un observateur étranger non averti. Même dans les milieux populaires, il est de coutume de s'endimancher, au sens premier du terme : de nombreuses femmes très

²² « Si tu ne portes pas tes beaux vêtements à Tana, alors où les mettras-tu ? », dicton populaire.

²³ Voir ANDRIANTSIETENA F. R., 1994, *Se vêtir à Antananarivo à la fin du XIX^e siècle*.

²⁴ Voir RAISON-JOURDE F., 1991, *Bible et pouvoir*, p. 668-669.

modestes ne possèdent bien souvent que deux tenues, l'une pour la semaine, l'autre pour le dimanche ; les hommes d'un certain âge arborent un chapeau de feutre fatigué. On croise dans les rues des quartiers populaires des petites filles habillées de robes en tissu synthétique importées de Chine, avec force volants, tulles et rubans, de couleurs criardes (rose bonbon, blanc éclatant...), des garçonnets flottant dans une veste de costume achetée en friperie, trop grande pour eux.

Les préoccupations d'élégance avaient disparu avec la II^e République et la crise économique. Se distraire et se montrer n'étaient plus des priorités pour personne, d'autant plus que l'orientation socialiste de l'Etat n'était pour le moins pas favorable à de telles pratiques. Ce n'est que depuis le début des années quatre-vingt-dix que l'on assiste à un renouveau de manifestations variées qui témoignent d'une renaissance de la volonté de se démarquer à la fois tant de la campagne que du petit peuple, car c'est en partie de cela qu'il s'agit.

Les Tananariviens sont ainsi friands de concours d'élection de Miss. De nombreux défilés de mode sont organisés, par exemple dans la galerie commerciale à l'européenne créée il y a quelques années à côté du supermarché Cora, la galerie Zoom. Une fois par an, la manifestation *Manja* connaît un vif succès : créée dès 1986, c'est une plate-forme de rencontre entre couturiers, stylistes, maroquiniers, modistes et bijoutiers de la capitale. En raison des difficultés économiques et politiques du pays, elle n'eut pas lieu de 1988 à 1992.

Les magasins de mode se multiplient depuis quelques années, présentant des vitrines avenantes, repeignant leur devanture, se dotant de vitres fumées. On les trouve dans les quartiers traditionnellement dévolus à cette activité depuis des décennies, à Antaninarenina, à Isoraka, quartiers chics et centraux de la ville moyenne, et plus récemment à Ankadifotsy sur l'avenue Lénine, à Behoririka, à Antanimena (citons en particulier le révélateur « Le chic de Paris ») et sur la route circulaire vers Ankadivato, Antsakaviro, Bel-Air. Il s'agit de quartiers résidentiels où habitent des Malgaches dont le niveau de vie s'est amélioré ces dernières années (directeurs d'entreprises, employés de banque, fonctionnaires des douanes...), des Indiens ou des Européens. Quant aux adresses de magasins de mode et de stylistes données dans le guide *Tana Cultures 2000*, elles se concentrent dans les quartiers aisés de la ville haute et moyenne (Faravohitra, Ambohitato, Ankadifotsy), ou bien dans les quartiers chics centraux et péri-centraux (Antsahavola, Tsiadana). Ainsi renaît progressivement un certain snobisme caractéristique de l'identité des élites tananariviennes.

Le meilleur endroit pour percevoir cet état d'esprit est certainement l'aéroport d'Ivato, à l'heure de l'arrivée d'un avion d'Air Madagascar en provenance de France : les Tananariviens viennent y accueillir des membres de la famille résidant à l'étranger, qui parfois reviennent pour la première fois depuis plusieurs années à l'occasion d'un décès, d'une succession à régler... On se déplace le plus souvent à plusieurs car c'est un événement important, et surtout il convient de bien s'habiller « *car à Ivato, quand même, on peut croiser du monde* » me disait un jour une Tananarivienne qui m'accompagnait pour aller chercher une connaissance venue d'Europe. Pour l'occasion, qui ne la concernait de surcroît qu'indirectement, elle avait revêtu un tailleur, fait relativement rare pour elle. Le fait qu'il s'agisse de l'aéroport n'est pas neutre : il s'agit en effet de l'espace où se rencontrent ceux qui sont restés au pays, voire qui ne l'ont jamais quitté, et ceux qui vivent *an-dafy* (outré-mer), dans les pays développés, où l'on a les moyens de s'acheter de

beaux vêtements, où l'on est au courant de la dernière mode. Les Tananariviens souffrent ainsi d'un complexe provincial lié à l'insularité et à l'isolement de Madagascar, et ne parviennent toujours pas à s'affranchir d'une crainte d'être ridicules ou « pas à la hauteur », ce qui entraîne une certaine surenchère dans leur apparence extérieure. L'aéroport est en quelque sorte la porte ouverte sur les magasins de mode parisiens, c'est-à-dire sur un rêve.

Toutefois, la configuration de la ville impose ses limites à l'élégance tananarivienne, mise à mal par l'état des rues²⁵. En effet, il s'avère périlleux de marcher avec des talons hauts sur les trottoirs de la ville, tantôt défoncés, tantôt sableux, tantôt boueux. Les femmes s'y tordent la cheville et abîment leurs chaussures, aussi les élégantes évitent-elles par tous les moyens possibles la marche à pied : elles se déplacent en voiture particulière avec chauffeur quand elles en ont les moyens, ou bien en taxi. Mais pour celles, nombreuses, qui ne peuvent se le permettre, des stratégies sont déployées pour s'entendre entre amies dont l'une peut disposer de la voiture de fonction du mari, par exemple. Afin d'échapper à la rue, tous les moyens sont bons. Les Tananariviens se comportent comme les personnages du Paris de Balzac, qui craignaient de tremper de boue leurs chaussures.

La meilleure illustration de cette aversion envers les rues de la ville est encore une fois à chercher le dimanche. Les familles protestantes se rendent au temple exclusivement en voiture personnelle, ou à défaut en taxi. Le dimanche est ainsi souvent l'occasion de circuler pour de très vieilles voitures immatriculées dans les années cinquante ou soixante, qui ne sortent que ce jour : 403, Dauphine, antiques mais toujours altières 203... Comme tout le monde est bien habillé et bien chaussé, il est impensable de prendre le risque de se salir ou d'abîmer ses chaussures par la marche à pied. Ce petit détail, pratique à l'origine, participe ainsi à la surenchère de dépenses occasionnées par le dimanche tananarivien et entraîne une conséquence inévitable : il est mal vu de ne pas venir motorisé au temple. Pour nombre de familles en vue dans la capitale, il est inenvisageable de s'y rendre à pied ou en minibus, alors même qu'elles n'ont bien souvent pas les moyens de ces dépenses. Une femme dispose de deux voitures, l'une pour la semaine, servant à faire les courses, et l'autre, une Mercedes, utilisée exclusivement pour aller au temple le dimanche.

Ainsi, depuis quelques années, les Tananariviens renouent avec une des activités favorites d'une époque fastueuse et révolue : se montrer. L'élégance tananarivienne est une réalité qui joue un rôle important dans l'identité de la ville et de ses habitants, et qui s'identifie pleinement à la fonction de capitale : on ne retrouve pas les mêmes phénomènes dans les villes de province, sauf peut-être dans une moindre mesure à Antsirabe. La recherche de l'élégance demeure à Madagascar une préoccupation presque exclusivement tananarivienne.

Il n'en demeure pas moins que cette recherche de l'élégance se heurte rapidement à la réalité : problème de la voirie, manque d'occasions de la mettre en pratique (il n'y a pas à Tananarive de salle de spectacle où se montrer, comme l'opéra, pas de restaurant véritablement chic, pas d'hippodrome...), et surtout problèmes financiers des habitants. C'est sans doute la contrainte financière, la plus forte, qui vient rappeler le principe de réalité aux Tananariviens en quête d'élégance. Faute de moyens, les hommes sont

²⁵ Déjà, au début du siècle, les élégantes à la mode de Paris, portant des robes à crinoline, faisaient l'objet de récits amusés de la part des contemporains, tant cette tenue était inadaptée à la topographie tananarivienne.

contraints de porter le même costume pendant des décennies ; les femmes courent toute la ville pour acheter du tissu à moindre coût et se confectionner elles-mêmes leurs vêtements ; on raccommode autant de fois que possible les pièces usagées²⁶... A y regarder de plus près, il apparaît donc que l'élégance tananarivienne est pour une large part une élégance cache-misère, qui s'explique par une volonté de paraître sur laquelle est fondée la sociabilité tananarivienne²⁷. Il existe en effet un contraste saisissant entre l'aspect extérieur de nombreuses familles fréquentant le temple, et leur niveau de vie réel.

Apparaît ici une des motivations les plus fortes de cette recherche effrénée de l'élégance : dissimuler coûte que coûte ses difficultés financières. Prétendre à l'élégance, c'est pour le Tananarivien qui a subi de plein fouet la crise économique, et qui a donc vu son pouvoir d'achat se réduire dramatiquement, manifester désespérément sa volonté de se démarquer de la masse paupérisée qui l'entoure : dans une société dont le niveau de vie d'ensemble a baissé, et où les écarts entre les couches sociales moyennes et modestes se sont réduits, il s'agit de marquer le plus possible sa distance par rapport aux plus pauvres, largement majoritaires. Ce souci est particulièrement celui des familles nobles ruinées, qui s'efforcent de maintenir vis-à-vis de l'extérieur le même niveau de vie. Plusieurs dictons tournent en dérision cette attitude : « Sur la ville haute, on s'habille comme à Paris, mais on mange des brèdes » ; les nobles sont des « gens attachés au paraître », des « gens propres du dehors »²⁸. Ces familles préfèrent se priver sur la nourriture, sur des commodités comme le téléphone ou l'eau chaude par exemple, et consacrer de l'argent à l'habillement, au mode de déplacement (la voiture dont il serait économiquement bien plus rationnel de se défaire). Ainsi la recherche de l'élégance correspond à une volonté de préserver coûte que coûte un mode de vie menacé par les difficultés économiques : la référence est le Tananarive des années cinquante et soixante, à l'époque où la ville était prospère et où il était possible de se vêtir de façon élégante au quotidien pour une partie importante de la population (couches aisées et moyennes). Depuis cette époque, les Tananariviens sont devenus comme schizophrènes, s'efforçant à tout prix de dissimuler la dégradation de leur niveau de vie.

Aussi peut-on dire que l'élégance tananarivienne existe, qu'elle est très profondément ancrée dans les représentations de chacun (les plus pauvres se sentent mal vêtus et en ressentent de la gêne), mais qu'il existe un profond décalage avec les pratiques réelles : au travail, dans les entreprises ou les administrations par exemple, les gens sont souvent mal habillés (vêtements troués, mal assortis...). A l'analyse, l'élégance demeure finalement circonscrite aux marges temporelles (le dimanche) et spatiales (Ivato, le temple) des pratiques des Tananariviens. La prétention d'élégance relève donc d'une transposition de la représentation idéale de la ville et de la citoyenneté : être Tananarivien, c'est vouloir être élégant, à défaut de pouvoir l'être. Tananarive a des prétentions qui

²⁶ La fête organisée par l'ambassade de France le 14 Juillet est l'occasion de mesurer ce phénomène : de nombreux Malgaches possédant la nationalité française y sont présents. On voit alors ces tenues élimées, démodées, hors d'âge, qui peut-être ne sont sorties qu'une fois l'an, pour cette occasion particulièrement importante, notamment aux yeux des anciens combattants.

²⁷ Sur la dialectique entre l'être et le paraître à Tananarive, voir la thèse de RAZANADRAKOTO L., 2000, *Quartiers urbains à Madagascar : l'apparence et le quotidien. Contribution à l'interprétation de l'activité sociale*.

²⁸ *Olonia tia sehoseho, olona madio ivelany*. D'autres dictons se concentrent sur l'aspect alimentaire, soulignant les privations que s'imposent les nobles désargentés pour sauver les apparences : ils « se remplissent la moitié de la panse » (*manao sakafo tapa-kibo*), « se gavent de bouillon de riz » (*milettra vary soasoa*). Sur ce sujet de la perception réciproque des *Mainty* et des *Fotsy*, voir RANDRIAMARO J.-R., 1997, *PADESM et luttes politiques à Madagascar*, p. 385-386. On reviendra en détail sur cette question, chapitre VIII, III.

forment un contraste détonnant avec la réalité. Il est pour le moins surprenant de déceler des comportements aussi marqués par le snobisme dans une ville aussi défavorisée. Il faut dire que la référence à Paris n'y a nulle part été aussi forte : les Tananariviens sont les héritiers des ambitions de splendeur d'une ville qui se voulait la capitale la plus belle de l'Empire français, un second Paris. Le décalage entre les représentations que chacun essaie de projeter de soi et la réalité quotidienne se fait donc saisissant.

C- Une tentative d'affirmation de la supériorité citadine : le mépris des ruraux

Cette recherche permanente de l'élégance pourrait enfin correspondre à une ultime motivation : se différencier le plus possible des masses rurales, alors même que la crise a renforcé les liens entre citadins et ruraux, les premiers ayant besoin des seconds (voir chapitre III, III). Cette stratégie prend alors la forme d'un discours relatif aux ruraux qui est l'occasion de se trouver un commun terrain d'entente, un motif de dérision, et d'affirmer ainsi un sentiment de supériorité citadine.

Les ruraux de passage sont en effet immédiatement reconnus en ville, à leur démarche hésitante tout d'abord : ils éprouvent de la difficulté à s'orienter, ont peur de traverser les rues²⁹. Lorsqu'ils demandent des renseignements pour s'orienter, on raille le fait qu'ils ne s'expriment qu'en termes de points cardinaux, alors que de très nombreux Tananariviens font de même...

Il existe également un mépris citadin pour les manières vestimentaires des ruraux présents en ville : on se moque du *malabary* des hommes, alors qu'ils ne le portent quasiment plus³⁰, exception faite des paysans se rendant au marché. Ils arborent un chapeau, souvent de paille, en toute circonstance, alors que cet attribut vestimentaire a presque disparu de Tananarive ; peu portent des chaussures, tout comme beaucoup de citadins pauvres. Toutefois, les migrants installés durablement en ville abandonnent en général ces attributs trop voyants de leur origine. Par contre-coup, les jeunes ont pris l'habitude d'acheter des vêtements ostentatoires chez les commerçants chinois, qu'ils croient être représentatifs de la mode citadine : blouson avec des broderies (dragons...), gros ceinturon, casquette à reflets brillants, tee-shirts aux couleurs criardes, grosses chaussures... Cet ensemble tape-à-l'œil ne manque pas de provoquer l'effet inverse de celui recherché : les néo-citadins sont la cible de moqueries. Mais ce type de vêtements ne séduit-il que cette clientèle ? Il est possible d'en douter.

La langue tananarivienne n'épargne pas les paysans, à l'instar de toutes les villes du monde. Il existe ainsi de nombreux termes péjoratifs pour les désigner. Par exemple, les migrants merina originaires du sud de la province sont surnommés les « 104 » car ils proviennent d'une région située autour du kilomètre 104 sur la RN 7, d'où sont originaires de nombreuses bonnes travaillant à Tananarive. Un autre type de moquerie consiste à s'adresser à un rural avec une fausse déférence : on dira *Razoky* (Monsieur mon aîné) par dérision en parlant à un migrant plus jeune que soi. La structure même de la langue

²⁹ Une nouvelle écrite par un Français, qui se déroule à Tananarive, met en scène un paysan récemment arrivé : « Liva ne voulait parler à personne. Il n'osait pas regarder autour de lui de peur de passer pour un touriste. Il fixait le trottoir, seulement le trottoir. » (KAUFFMANN A., 2000, *Mauvais numéro*, Arléa, p. 91)

³⁰ Longue chemise arrivant aux genoux. Il est resté proverbial, un peu comme le béret basque en France.

malgache comporte cette idée de la supériorité de la ville sur la campagne : celle-ci est désignée par le terme *ambanivohitra*, qui signifie littéralement « sous le/en contrebas du village ». La campagne est donc l'espace dominé topographiquement par la ville, ou du moins toute agglomération. Comme d'ailleurs dans de nombreuses langues, on « monte » en ville. Enfin, les paysans sont fréquemment désignés par le terme dépréciatif *tambanivohitra*, ceux qui sont en-dessous. L'expression péjorative *tanavo vao miakatra* est également employée, signifiant littéralement « les paysans qui sont montés récemment », pour désigner les migrants originaires de l'est de la province, installés au bord de la RN 2 à l'entrée est de la ville, et enrichis dans le commerce du bois et des minibus.

Il existe donc un réel mépris des ruraux qui recoupe largement la conscience d'une nette supériorité citadine. Toutefois, le trait semble grossi outre mesure : on tient trop à se démarquer des ruraux pour que la question des rapports avec les citadins soit aussi transparente qu'on veut bien le faire croire. Cette attitude ne correspondrait-elle pas aussi à un désir de creuser les distances avec des ruraux, qui, au fond ne sont pas aussi différents des Tananariviens que ceux-ci aimeraient le penser ? Ce mépris des ruraux pourrait en effet avoir également pour origine la trop grande proximité entre ruraux et urbains, les liens étant extrêmement étroits : chaque Tananarivien, ou presque, a de la famille à la campagne. Il n'est donc pas sûr qu'il faille voir dans la mise à distance des ruraux seulement une marque univoque d'affirmation citadine : ce mépris peut également renvoyer à une citadinité peu sûre d'elle-même, qui essaierait de forcer la différence avec des origines rurales au fond demeurées très proches (voir chapitre IV, II). Avouer une trop grande proximité avec la campagne reviendrait à affaiblir l'image de modernité que Tananarive veut projeter sur l'extérieur et à fragiliser sa représentation en tant que capitale : que penser d'une capitale dont les habitants seraient très liés à des paysans pauvres et non éduqués ? Se moquer d'eux aide à les tenir à distance dans les représentations de la capitale. Ainsi, de même que la recherche de l'élégance servirait à masquer la pauvreté d'une capitale déchuée, le mépris des ruraux dissimulerait et trahirait en même temps une citadinité encore empreinte de ruralité.

D- L'inscription du statut de capitale dans l'espace tananarivien

A Tananarive, jamais l'espace n'a été neutre, il a toujours été déchiffré en termes de pouvoir, depuis l'époque de la monarchie³¹. Aussi n'est-il pas étonnant que dans la ville actuelle, les lieux dépositaires du pouvoir ou investis d'une symbolique forte fassent l'objet d'enjeux et de débats passionnés. Tananarive est ainsi jalonnée de terrains « minés », sièges de luttes de pouvoir ou de prestige, et également révélateurs de l'identité complexe de la capitale.

1- La fête nationale à Tananarive : l'inscription urbaine du fait national

Tananarive, en sa qualité de capitale, se doit de se montrer à la hauteur de l'importance de la fête nationale du 26 juin, sans doute la principale de l'année pour

³¹ Voir chapitre premier, I.

l'ensemble des Malgaches. Dans ce pays formellement très patriote, commémorer l'indépendance constitue un élément fondamental de l'unité nationale, un événement autour duquel tous les Malgaches se retrouvent. Tananarive le célèbre avec éclat. La ville est choyée, à la fois par le pouvoir national et par la municipalité, tandis que les habitants participent à leur manière à la fête.

Dans les quartiers tout d'abord, règne une atmosphère de liesse inédite, avec une grande animation nocturne dans les rues habituellement désertes : des pétards sont tirés ; dès le début du mois de juin, les vendeurs de rues commencent à en proposer, ainsi que des lampions colorés qui sont promenés le 25 juin au soir par les enfants de chaque *fokontany*³². Certains *fokontany* organisent des festivités particulières, comme celui des 67 hectares nord-est qui, en 2001, a monté un podium où se sont produits des artistes ; un carnaval de lampions et une course de pousse-pousse ont également eu lieu. Dans toute la ville, tous les bâtiments et maisons sans exception pavoisent et en surajoutent parfois en accrochant plusieurs drapeaux, témoignant ainsi d'un patriotisme vigoureux et ostentatoire.

Quant aux autorités, elles gâtent les Tananariviens. Un défilé militaire³³ est organisé, qui frappe souvent les spectateurs : au cours des enquêtes, certains citent Analakely comme centre-ville pour cette raison, tandis que d'autres, souvent d'origine rurale, évoquent leur peur de la foule ce jour-là. Sous la II^e République et depuis le retour du président Ratsiraka au pouvoir en 1996, le défilé a lieu au stade de Mahamasina, où se tient également un grand concert public, le concert du gouvernement. Un feu d'artifice municipal est tiré le 25 juin au soir du lac Anosy, tandis que le gouvernement en organise un sur la colline du Rova³⁴. Des bals populaires sont également organisés, et des podiums musicaux sont installés sur les grandes places de la ville, à Andohalo, à Analakely et aux 67 hectares. Des guirlandes d'ampoules multicolores sont tendues dans les rues³⁵ commerçantes du centre et dans des lieux publics, comme au jardin d'Ambohijatovo, à la gare...

Ainsi, l'organisation de la fête nationale peut donner l'impression que Tananarive endosse sans problème son statut de capitale nationale, que les Malgaches y communient dans une même entente. Le 26 Juin peut accréditer l'image de la capitale heureuse et paisible d'un pays fier de célébrer son indépendance et donc son unité. Mais certains

³² Il est frappant de constater que les éléments constitutifs du folklore du 14 Juillet ont été repris quasiment à l'identique.

³³ De 1991 à 1996, il a eu lieu sur l'Avenue de l'Indépendance, signe de la démocratisation de la vie publique. Le choix du stade de Mahamasina, symbole de la puissance étatique et militaire depuis la monarchie, est révélateur de la conception de l'Etat de Didier Ratsiraka.

³⁴ Cela est très récent : il n'y a pas eu de feu d'artifice entre la fin de la Première République et 1999, sauf exceptionnellement. Il s'agit là d'un signe fort de la volonté de la municipalité et de l'Etat (avec également l'expression d'une certaine concurrence entre les deux) de restaurer l'éclat de la ville, de lui redonner un statut digne d'une capitale, et de restaurer un certain vouloir vivre ensemble et un sentiment d'appartenir à une communauté citadine (voir chapitre VIII).

³⁵ Il s'agit de guirlandes de Noël françaises, indiquant « joyeuses fêtes », et décorées de feuilles de houx. Vision pour le moins saugrenue en pays tropical, que dénonce avec virulence le pourfendeur de l'occidentalisation du pays, le chroniqueur VANF : il critique les pères Noël en manteau en plein mois de décembre, torride à Tananarive, la célébration de la fête de la musique en plein solstice d'hiver austral, les « singes culturels » qui perpétuent une « survivance de la colonisation culturelle », en un mot « l'inconscience festive » des Malgaches qui perdent selon lui leur identité dans l'adoption de ces pratiques occidentales. (chronique du 22 juin 2001, *L'Express de Madagascar*)

éléments discordants dans ce tableau idyllique attisent la curiosité : il faut sans doute aller plus avant pour découvrir l'envers du décor et les failles du discours officiel...

2- La géographie du pouvoir présidentiel

Au rang des lieux les plus chargés de sens politique et symbolique se trouve le palais présidentiel. Après l'indépendance, son siège a d'abord été le palais d'Ambohitsorohitra, construit sur la ville moyenne (juste derrière Antaninarenina ; voir photo n° 31) à la fin du XIX^e siècle, qui accueillait le Gouverneur général sous la colonisation. Ce choix s'inscrivait dans la logique de la I^{re} République, née en 1958, et restée très étroitement liée à la France. Installer le siège du pouvoir du jeune Etat malgache dans l'ancienne Résidence générale française, c'était affirmer une continuité entre les deux, refuser une rupture symbolique dans l'espace³⁶.

Le président de la II^e République a quant à lui voulu rompre complètement avec les symboles de la période coloniale, tout en manipulant dans des sens contradictoires les principes traditionnels d'organisation de l'espace, ce qui a abouti à un résultat pour le moins déconcertant. En effet, dans les années soixante-dix, Didier Ratsiraka a entrepris la construction de son palais à Iavoloha, une localité située à treize kilomètres au sud de la capitale, sur la RN 7. Ce choix s'expliquerait par la volonté du président de s'éloigner d'une capitale qu'il sait, dans son ensemble, hostile : le but était de mettre la Présidence à l'abri des mouvements de foule³⁷. Le président évite d'ailleurs le plus possible toute incursion dans la capitale. Pour se rendre de l'aéroport à Iavoloha, il se déplace en hélicoptère ou bien en empruntant la route-digue qui contourne la ville. L'une de ses dernières apparitions publiques en ville a eu lieu à l'occasion de l'intronisation du Gouverneur de la province autonome en juin 2001. Sinon, pour toute autre occasion officielle, le président se fait systématiquement représenter.

Choisir le sud pour le palais présidentiel était une provocation à l'encontre des Merina et de Tananarive, car il s'agit de la direction connotée la plus défavorablement dans l'organisation traditionnelle de l'espace, et « à l'opposé de la direction cardinale symbolisant le pouvoir »³⁸. Rappelons que le sud est la direction des sorciers, celle où l'on installe les esclaves, où sont déposées les ordures. Les environs du palais présidentiel (la commune d'Andoharanofotsy notamment) connaissent depuis quelques années un fort essor immobilier, avec la prolifération de villas cossues appartenant aux proches du régime. Ce sont souvent des non-Merina qui s'y installent, car les Merina sont réticents à s'installer au sud. Ils préfèrent de loin les quartiers de l'Avaradrano, comme Ivandry, les villages sur la RN 3, les quartiers de la périphérie nord-est... : « L'idéal d'un pouvoir

³⁶ Cette résidence d'Ambohitsorohitra connaît une nouvelle fortune, car, début 2002, Marc Ravalomanana en a fait le siège de son pouvoir présidentiel et y a installé son gouvernement, en attendant de récupérer les autres lieux officiels encore tenus par le gouvernement de Didier Ratsiraka. Depuis la nomination du gouvernement par M. Ravalomanana, la presse utilise l'expression « à Ambohitsorohitra », comme on dit « à l'Elysée » : très rapidement, ce lieu s'est imposé comme le symbole du nouveau pouvoir. Sans doute s'agit-il d'une manifestation symbolique de reconquête de Tananarive par l'Etat.

³⁷ En 1991, le régime chuta à la suite d'une manifestation pacifique, le 10 août, qui rassembla peut-être quelques centaines de milliers de participants, et qui prit la forme d'une marche de Tananarive à Iavoloha. Le président ordonna des lâchers de grenades par hélicoptère, et des manifestants périrent sur les mines posées dans la zone interdite autour du palais qu'ils avaient envahie. Le nombre de morts, inconnu, est souvent estimé à quelques centaines.

³⁸ BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, p. 206.

régulé, policé, hiérarchisé, reste lié au nord, le sud représentant le lieu de la violence des esprits sauvages et batailleurs. »³⁹

Mais Didier Ratsiraka sait manipuler les symboles et les renverser : au sud de la ville donc, il fait ériger un bâtiment dont l'architecture est... à l'image du Rova ! Le « bunker »⁴⁰ de Iavoloha est ainsi orienté de la même manière que le Rova, c'est un bâtiment moderne blanc, cubique, flanqué de quatre tours entre lesquelles émerge un toit en bois à quatre pentes, entouré d'éléments plus bas, disposant d'une enceinte. La similitude architecturale a été poussée aussi loin que possible. Toutefois, les Tananariviens sont peu sensibles à cette imitation de façade, et raillent dans leur ensemble ce palais méridional. Mais Didier Ratsiraka en a rajouté dans la surcharge symbolique du lieu, faisant appel à des géomanciens nord-coréens⁴¹ : à Iavoloha furent ainsi incorporés des éléments d'orientation coréens (adossement du palais à une colline, ouverture vers le nord...).

Le palais se présente donc comme une composition relevant de principes idéologiques contradictoires, d'origines culturelles disparates, incorporant et transgressant tour à tour les principes tananariviens d'organisation des lieux de pouvoir. Il y a là un paradoxe fascinant et déroutant, mais difficile à analyser en l'absence d'écrits sur le sujet. Par ailleurs, on peut s'interroger sur le sens de la dissociation géographique entre la capitale et le palais présidentiel : le pays est dirigé par une ville où le président ne réside pas, voilà qui peut fragiliser la situation de Tananarive au niveau national (cf. *infra*, II) et nous permettre de nous interroger sur les rapports entre le pouvoir et la ville : d'ores et déjà, l'existence de relations pour le moins ambiguës se profile.

3- L'espace public disputé et sous contrôle

L'examen de la notion d'espace public à Tananarive confirme cette impression d'étrangeté. Singulièrement, ce sont les espaces vides, comme les places et les terrains vagues, qui jouent à Tananarive un rôle considérable dans l'espace politique. Tout espace non construit fait l'objet d'enjeux d'appropriation, de luttes de pouvoir qui reflètent toute la complexité du jeu politique, à la fois tananarivien et malgache.

L'espace faisant sans doute l'objet du plus de controverses à Tananarive est le terrain vague, le trou béant au beau milieu de l'Avenue de l'Indépendance laissé par l'incendie de l'hôtel de ville, le 13 mai 1972. Le lieu, qui porte cette date comme nom, a inspiré de nombreux projets depuis vingt-cinq ans. Il a d'abord été question de reconstruire l'hôtel de ville, puis des marchands s'y sont installés illégalement, qui ont été expulsés dans le cadre de l'assainissement du Zoma en 1997 (voir chapitre VII). La municipalité Razanamasy (1995-1999) prévoyait la construction d'un immeuble abritant à la fois les services municipaux, un hôtel et des commerces de luxe, mais le projet a été gelé par le maire élu en novembre 1999. Depuis, le terrain vague est clôturé par des plaques de tôle bleues et jaunes, les couleurs de la ville. Cette place du 13 Mai est un lieu où tout événement prend immédiatement des proportions considérables, car c'est à la suite de l'incendie de l'Hôtel de Ville que la I^{re} République chuta. C'est également en ce lieu

³⁹ *Ibid.*, p. 206

⁴⁰ Terme souvent employé par les Tananariviens pour désigner le bâtiment. Il est interdit de le photographier.

⁴¹ Sous la II^e République socialiste, des collaborations étroites ont été nouées avec les pays communistes, dont la Corée du Nord, partenaire privilégié.

que les événements qui devaient conduire à la chute du régime de Ratsiraka en 1991 débutèrent. La moindre manifestation s’y tenant est soupçonnée d’ébranler le régime⁴². Il existe ainsi une symbolique politique très forte conférée à cette place. (voir photo n° 32)

Depuis 1998 et jusqu’en juin 2001, elle était décrétée « zone rouge », ce qui rendait illégale toute réunion publique ou manifestation à cet endroit : la municipalité craignait les débordements qu’elles occasionnent. Etaient également décrétés zones rouges le jardin d’Ambohijatovo, le quartier d’Antaninarenina, et celui de Behoririka (voir carte n° 11, chapitre v). Cette géographie de l’interdiction de réunion publique, qui cible tous les espaces libres du centre, montre bien la méfiance du pouvoir envers la rue tananarivienne. La levée des zones rouges par Marc Ravalomanana le 27 juin 2001, le lendemain de la fête nationale, a été perçue comme un défi lancé à l’Etat : en vertu de l’application de ce principe des zones rouges, le préfet de Tananarive avait voulu empêcher la Mairie d’installer un podium musical à l’occasion de la fête nationale, sans succès. L’idée d’un accès libre et égal de l’espace public à tous est loin d’être acceptée à Tananarive. Tout rassemblement non officiel est perçu comme suspect et subversif, non seulement par les autorités quelles qu’elles soient, mais aussi par la population.

La vocation particulière de la place du 13 mai s’est révélée durant les grandes manifestations de contestation des résultats de l’élection présidentielle de décembre 2001 qui se sont déroulées durant deux mois, de janvier à mars 2002, sous la direction de Marc Ravalomanana. Le principal candidat contre Didier Ratsiraka contestait en effet les résultats officiels ne lui accordant que 46,44 % des suffrages, contre 40,61 % à son rival, alors que ses propres sources lui indiquaient une victoire dès le premier tour. Le maire de Tananarive a ainsi réussi à mobiliser quotidiennement contre le président sortant une foule de Tananariviens de quelques centaines milliers de personnes. La presse a relaté l’atmosphère de kermesse qui régnait durant ces manifestations : les manifestants chantaient, dansaient, jouaient, priaient (les Eglises s’étant massivement engagées auprès du maire de la ville), sans aucun débordement de violence. Voir photo n° 33 a.

Ainsi, les enjeux et débats autour de l’espace public à Tananarive illustrent bien à quel point l’espace tananarivien est convoité, contesté, et cristallise un certain nombre de questions politiques de premier ordre non résolues : les libertés publiques, les prérogatives respectives des différents niveaux de pouvoir (national, municipal, et depuis peu provincial) et leur interférence dans le contrôle de l’espace urbain, l’ambiguïté du rôle représentatif de Tananarive, entre capitale régionale et nationale. En apparence, l’espace de Tananarive est bien celui d’une capitale, et cette adéquation parfaite entre la ville et son statut politique et mental n’est jamais aussi évidente que le 26 Juin. Or, le 26 Juin est précisément un jour extraordinaire. Que se passe-t-il un jour ordinaire, qu’en est-t-il de la réalité de l’inscription du fait de capitale dans la vie quotidienne de la ville ? On observe alors de multiples dysfonctionnements : un palais présidentiel excentré, des espaces vides au cœur de la ville à la fois convoités et redoutés, autant de signes qui traduisent une rupture entre la ville et le champ politique. Apparaît alors un hiatus entre Tananarive capitale sûre d’elle-même le 26 Juin et la réalité de la pratique politique quotidienne de la ville, une ville que l’on tente de vider de tout contenu politique et dont on essaie de réduire l’influence au minimum.

Conclusion I

⁴² « C’est ce pouvoir mystérieux de la place du 13 mai qui attire l’opposition, persuadée que c’est là que se font et défont les régimes. », *Midi Madagascar*, 08 avril 2001, O. Rasamizato.

A Tananarive, tout trahit donc une différence entre l'image que la ville essaie de donner d'elle-même (prospère, élégante, cultivée et politiquement dominatrice), qui correspond à des critères classiques d'identification d'une capitale, et la réalité des pratiques des habitants : cette image renvoyée par la partie des Tananariviens qui construit les discours sur la ville ne résiste pas à la réalité évidente d'une ville profondément paupérisée, en proie à de multiples maux urbains, au développement économique et culturel somme toute très modeste.

Si les représentations correspondant au statut de capitale sont précisément si fortes, ce pourrait donc être aussi parce qu'elles constituent pour les Tananariviens le meilleur et le seul moyen de compenser, de dissimuler, une vie quotidienne incertaine et fragilisée, moins marquée par la citoyenneté qu'on ne se complaît à l'affirmer. Toutefois, de ce divorce entre des représentations ambitieuses et rassurantes, et un quotidien dans lequel elles ne s'inscrivent que faiblement, pourrait résulter à la longue une déstabilisation de la perception de Tananarive comme capitale.

Photos 27 et 28

photos 29 et 30

photos 31 et 32

photos 33a et 33b

II- UNE CAPITALE CONTESTEE

A- La capitale cachée ?

1- La surprenante discrétion de l'architecture du pouvoir à Tananarive

Plusieurs bâtiments officiels témoignent du statut de Tananarive comme capitale nationale, mais ils s'avèrent beaucoup moins porteurs de sens que le palais présidentiel, aussi bien par leur localisation, souvent excentrée, que par leur architecture, souvent banale et peu ostentatoire.

C'est tout d'abord le cas de l'Assemblée nationale, installée dans un bâtiment moderne sans grand caractère, dans le quartier plutôt périphérique de Tsimbazaza. Les ministères, quant à eux, sont disséminés en périphérie, ou concentrés dans le quartier récent d'Anosy, qui n'était jusqu'à l'indépendance occupé que par des rizières et des marécages. Il s'agit d'un quartier à vocation exclusivement administrative, qui n'entre pas dans les représentations des Tananariviens : il ne symbolise pas le pouvoir, n'est presque jamais cité en tant que centre-ville. Dans l'esprit des Tananariviens, le quartier d'Anosy n'a qu'une fonction purement utilitaire. Le quartier s'est étoffé d'un nouveau bâtiment inauguré en mai 2001, le Sénat, Madagascar venant de se doter de cette institution début 2001. Son architecture a soulevé de nombreuses critiques : il s'agit d'un bâtiment moderne semi-circulaire, à la façade recouverte de plaques de vitres fumées, et dont l'entrée est marquée par deux colonnes corinthiennes blanches de taille modeste (voir photo n° 33b). L'ensemble est unanimement considéré comme inesthétique. Il s'agit en fait de la récupération par le pouvoir central d'un bâtiment inachevé depuis plusieurs années, appartenant à un entrepreneur indien ; le chantier, interrompu durant de longues années, n'a repris qu'en 2000. La vocation initiale de ce bâtiment n'était donc évidemment pas d'accueillir une institution officielle, mais plus vraisemblablement un centre d'affaires ou une galerie commerciale. Il est pour le moins étonnant que le pouvoir n'ait pas saisi l'occasion de marquer de son empreinte la construction d'un nouveau bâtiment au rôle important et d'envergure nationale.

Tananarive semble ainsi souffrir d'un déficit de visibilité publique des bâtiments du pouvoir, ce qui est déroutant pour les Malgaches, habitués, on l'a vu, à une association visuelle entre le pouvoir et son lieu d'exercice. Le palais de Iavoloha est isolé et se dérobe à la vue, l'Assemblée nationale est dissimulée dans la verdure du parc de Tsimbazaza, le Sénat ressemble à une salle de conférences, la Haute Cour Constitutionnelle s'est installée dans une grande bâtisse inspirée de la maison traditionnelle des hautes terres⁴³, dans le creux ombragé d'une colline... Alors que toute architecture et tout choix d'un lieu font sens à Madagascar, les lieux du pouvoir se dérobent singulièrement à cette logique.

On formulera ici l'hypothèse que cet état de fait est lié à la perception même de la ville au niveau du pays tout entier : Tananarive serait en quelque sorte une capitale honteuse d'elle-même, n'assumant pas ouvertement son statut de capitale nationale. Il n'existe à Tananarive aucun monument construit après l'indépendance auxquels les Malgaches dans leur ensemble puissent s'identifier. Il y a donc un défaut manifeste de lisibilité du pouvoir national à Tananarive. A l'inverse, celui-ci bénéficie d'une visibilité beaucoup plus marquée dans les principales villes de province, comme Majunga, Tamatave ou Tuléar par exemple, où de grands bâtiments ont été construits en plein

⁴³ L'ancien Consulat de France, situé à Ambodidahy, au-dessus du lac Anosy.

centre. C'est dans ces villes que la plupart des investissements en la matière ont été réalisés, comme si l'Etat avait tenu à ne pas trop favoriser Tananarive et à ne pas trop mettre en valeur sa fonction de capitale nationale. L'Etat n'aurait pas souhaité promouvoir une image arrogante d'une capitale déjà mal acceptée en province, en raison de la perception des Merina comme des colonisateurs, perception qui trouve son origine dans les épisodes de conquête du XIX^e siècle.

2- L'ombre persistante d'Ambohimanga

Ambohimanga⁴⁴ est un petit village, qui abrite un *rova*, situé à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Tananarive. Ce lieu, en apparence modeste, est en fait l'endroit d'où le roi Andrianampoinimerina, qui y résidait, est parti en 1794 pour reconquérir la ville de Tananarive, tombée aux mains de princes rivaux. Ambohimanga constitue donc le point de départ de la restauration de l'unité merina sur l'ensemble du territoire historique de la région, ainsi que celui de la conquête d'une partie du pays. L'expansionnisme merina trouve ici son origine géographique, mais aussi politique, légitimé par un mythe soigneusement entretenu. La colline d'Ambohimanga est sacrée, au même titre que l'enceinte du Rova à Tananarive, car elle abrite les tombeaux des souverains de l'Imerina. De plus, les deux sites présentent d'évidentes analogies dans leur organisation spatiale⁴⁵.

Depuis quelques années, le site d'Ambohimanga fait l'objet de soins particuliers, il est au cœur d'enjeux politiques et sociaux considérables. Des associations d'*Andriana* y tiennent des réunions, le nouvel an traditionnel merina, l'*Alahamadibe*, y a été célébré avec faste en 1994⁴⁶, des cultes traditionnels s'y déroulent. Significativement, c'est depuis l'incendie du Rova en 1995 qu'Ambohimanga reprend de l'importance dans l'imaginaire merina : « *C'est tout ce qui nous reste* », explique un *Andriana*. Il existe ainsi un phénomène de « capitalisation » historique et symbolique autour d'Ambohimanga, qui s'exprime notamment à travers l'énergie dépensée pour inscrire le site au patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO (la procédure est en cours en 2001) : il existe un très actif lobbying *andriana* en la matière.

Tout cela resterait marginal pour notre propos si les personnes gravitant dans cette mouvance favorable à la conservation et à la promotion d'Ambohimanga ne développaient corrélativement une vision géopolitique particulière autour du site. En effet, chez certains idéologues merina, l'idée qu'Ambohimanga est la seule véritable capitale de l'Imerina, et donc de Madagascar, fait son chemin. Tananarive aurait perdu son aura avec l'incendie du Rova, et désormais seule Ambohimanga pourrait prétendre au rang de capitale, car elle a conservé son *hasina* ; dépositaire d'une identité merina immuable, elle incarne l'image rassurante d'un passé idéalisé et figé. Ambohimanga serait ainsi seule légitime pour remplir le rôle de capitale⁴⁷.

⁴⁴ Sur Ambohimanga, voir KUS S., 1989-1990, « Ambohimanga : state formation and the symbolic organization of space », *Omalay sy Anio*, n° 29-32, p. 43-53.

⁴⁵ Voir la comparaison des deux sites dans BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, p. 146-149.

⁴⁶ On reviendra sur ce sujet au chapitre VIII, III.

⁴⁷ « Ambohimanga, voyez-vous, ce n'est pas seulement un magnifique point de vue. Ambohimanga, c'est une idée, une vision, un projet, qui s'est transmis entre la fin du XVIII^e et le début du XX^e siècle. Ambohimanga, c'est un principe d'aménagement du territoire et de gouvernance des hommes que nous

Cette idée demeure circonscrite à un petit cercle d'intellectuels merina, *andriana* ou bien *hova* originaires d'Ambohimanga, comme les prestigieux Tsimahafotsy ayant permis la victoire d'Andrianampoinimerina, mais ayant refusé par la suite l'anoblissement que le souverain leur proposait. Elle est toutefois révélatrice d'un courant de pensée qui dénie à Tananarive sa vocation nationale, voire régionale. Elle se fonde sur une vision tournée exclusivement sur le passé pré-colonial, niant toutes les évolutions politiques et sociales qu'a connues le pays depuis le début du XIX^e siècle.

A cette volonté de promouvoir Ambohimanga aux dépens de Tananarive, on peut associer la vision de la province de Tananarive propagée par les plus radicaux de ses dirigeants. Il existe en effet chez certains penseurs merina le thème du rejet pur et simple de la ville et donc de la capitale. L'étude des discours sur la région de Tananarive révèle significativement que la ville n'apparaît que comme un élément secondaire, en tout cas accessoire par rapport à l'Imerina, dans la pensée des dirigeants de cette région : toute réflexion sur l'avenir de l'Imerina en tant que province autonome élude totalement la question du statut national de Tananarive sur ce territoire, ainsi que le fait même qu'il existe un organisme urbain de première importance dans cette province : tout se passe comme si certains idéologues merina n'avaient qu'une vision exclusivement rurale de la région, la ville n'étant qu'un corps étranger greffé sur les campagnes, dénaturant l'essence même de l'Imerina, de toute éternité paysanne. Ainsi, lors d'une interview au quotidien *L'Express de Madagascar*⁴⁸, le député Andrianaivo Ramamonjisoa n'évoque l'avenir de la province qu'en termes généraux, sans jamais citer la ville de Tananarive. Tout se passe comme si la province de Tananarive était perçue comme exclusivement agricole. La négation de Tananarive constitue ainsi le point le plus abouti de la pensée traditionaliste merina, qui préfère porter son attention sur un petit village que sur une grande métropole, trop tournée vers la modernité et trop représentative d'une unité nationale perçue comme vaine et néfaste.

B- La remise en cause de la tradition de centralisation administrative et du statut de capitale nationale

On a vu que la colonisation française avait confirmé le statut de Tananarive en tant que capitale nationale et encouragé la centralisation administrative de l'île. Depuis l'indépendance, la politique de centralisation a été maintenue, Tananarive n'étant pas remise en cause en tant que capitale nationale⁴⁹. Sous la II^e République, l'orientation socialiste a favorisé le maintien de cet état de fait. C'est depuis la libéralisation politique des années quatre-vingt-dix que diverses voix se font entendre pour remettre en cause d'une part la centralisation et d'autre part le statut même de Tananarive au sein du pays.

1- La création des provinces autonomes

avons égaré en chemin » (VANF, chronique du 05 mai 2000, *L'Express de Madagascar*).

⁴⁸ Journal du 27 novembre 2000.

⁴⁹ Madagascar fait partie de la dizaine de pays d'Afrique n'ayant jamais changé de capitale. Voir sur le sujet MARGUERAT Y., 1991, « Capitales en balade. Remarques historico-géographiques sur les changements de capitale en Afrique noire », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 175, p. 217-242. Y. Marguerat propose, pour des villes comme Tananarive, capitales depuis toujours de leur Etat, le concept de « capitale matricielle ».

Le président Ratsiraka a lancé en 1998 le projet d'autonomie des provinces, qui a commencé à être mis en application en mai 2001. Il s'agit de concéder des prérogatives de l'Etat, en matière de police, d'éducation, d'infrastructures, le tout par le biais d'une décentralisation financière (collecte des impôts, budget)⁵⁰ aux six provinces de Madagascar. Ce projet a fait l'objet de nombreuses critiques, fondées notamment sur le risque de creusement des inégalités entre les provinces, celle de Tananarive étant de très loin la plus riche. Nombreux sont ceux qui redoutent également un regain de tensions entre les populations de l'île et une fragilisation du précaire équilibre national, si vulnérable aux crises (voir chapitre VIII, II). Les vives tensions de début 2002, qui se traduisent par une césure entre Tananarive et le reste du pays, confortent cette crainte : dès l'investiture de Marc Ravalomanana comme président le 26 février, en réponse, les partisans de Didier Ratsiraka ont érigé des barrages sur les principales routes nationales, organisant ainsi un blocus de Tananarive et une pénurie, en particulier de carburants, visant à asphyxier économiquement la province. Plus encore, les gouverneurs des cinq provinces autres que celle de Tananarive ont proclamé Tamatave comme leur capitale (début mars), et ont commencé à déclarer leur indépendance ainsi que leur volonté de créer une confédération qui isolerait l'Imerina. Certains analystes politiques considèrent d'ailleurs que la création des provinces autonomes a été conçue par le président Ratsiraka comme un moyen d'isoler la province de Tananarive et de s'appuyer sur les autres en cas de défaite à l'élection présidentielle de décembre 2001, en faisant intervenir ses partisans hostiles aux Merina.

La défiance du pouvoir central à l'égard de la capitale s'est également manifestée lors de la proclamation des résultats officiels de cette élection, le 25 janvier 2002 : l'organisme chargé de cette tâche, la Haute Cour Constitutionnelle, avait été déplacé pour l'occasion à Mantasoa, une station de villégiature située à une cinquantaine de kilomètres de Tananarive, et installé dans un hôtel isolé, aux accès faciles à contrôler. Le pouvoir souhaitait ainsi éviter toute réaction de la part de la population tananarivienne, à la suite de la proclamation de résultats considérés comme truqués en défaveur de Marc Ravalomanana.

Par ailleurs, il a été décidé de céder aux provinces autonomes le territoire de chaque *faritany*⁵¹ dans sa configuration actuelle, qui date de 1946, ce qui pose de redoutables problèmes d'incohérence territoriale de certaines provinces qui rassemblent des régions très disparates. En ce qui concerne celle de Tananarive, l'ambiguïté de sa définition territoriale apparaît à travers de nombreuses propositions, plus ou moins fantaisistes, mais bien révélatrices d'un sentiment de malaise⁵². Ainsi, la *Revue de l'Océan Indien Madagascar* d'avril 2000 s'interroge-t-elle sur les sujets suivants :

- faut-il intégrer l'enclave du palais présidentiel de Iavoloha au *fivondronana* d'Antananarivo-Renivohitra ? Suggestion étonnante qui voudrait valoriser le rôle de capitale nationale, mais qui souligne l'incongruité de la situation actuelle.
- faut-il détacher Tananarive de sa province autonome en raison de son statut de capitale nationale, à l'instar de Washington D.C. ?

⁵⁰ A l'heure où ces propos sont rédigés, les dispositions légales de transfert de compétences restent totalement indéterminées. Le pays se trouve dans une situation de flou institutionnel dont nul ne saurait dire quand elle se résoudra.

⁵¹ La province (*faritany*) d'Antananarivo est divisée en trois *fivondronana* (traduit approximativement par district) : Antananarivo-Renivohitra, Antananarivo-Atsimondrano (Antananarivo Sud) et Antananarivo-Avaradrano (Antananarivo Nord).

⁵² En 2001, il a été décidé que pour le moment, la ville serait à la fois capitale nationale et capitale provinciale.

- comment répartir les compétences entre le Maire de la ville et le Gouverneur de la province ?

Alors que le gouverneur de la province de Tananarive a été investi en juin 2001, aucun siège n'a été attribué pour le gouvernorat, qui occupe donc pour le moment les anciens locaux inconfortables de la présidence du *faritany* à Ambohidahy. C'est pour combler ce vide que le chroniqueur VANF, fervent partisan de l'autonomie merina et de la valorisation de l'identité provinciale, proposait, à la suite de l'investiture du gouverneur de la province, d'installer le siège de ce gouvernorat dans la gare centrale de Soarano, presque désaffectée⁵³. Cette proposition, fondée sur des arguments d'aménagement urbain (redonner vie à ce joyau architectural, humaniser le centre...), se révèle à l'analyse très subtile : si le pouvoir provincial tananarivien disposait d'un siège monumental tel que la gare de Soarano, son inscription dans le paysage urbain deviendrait beaucoup plus visible que celle du pouvoir central éclaté en ville et en périphérie. Proposer la gare comme siège du gouvernorat, c'est mettre fortement en avant le rôle provincial de Tananarive par rapport à son rôle national, ainsi minimisé. Il s'agit là d'une suggestion à forte connotation symbolique, beaucoup moins anodine qu'elle ne semble l'être de prime abord.

A priori, avant les événements déstabilisants de 2002, la province de Tananarive avait tout à gagner à cette autonomie provinciale, de par sa richesse relative. Ce nouveau statut avait permis la relance d'une tentation ancienne et récurrente, celle de l'insularisme de Tananarive. En effet, la capitale s'est toujours montrée frondeuse sur le plan politique par rapport au reste de l'île. Ainsi, il est fréquent que le résultat d'élections dans la capitale soit l'inverse de celui constaté à l'échelle nationale⁵⁴. Tananarive cultive ainsi une sorte d'exception que l'autonomie pourrait bien développer : nombreux sont les Merina qui attendaient depuis longtemps cette occasion de gérer eux-mêmes le développement de leur province. En effet, l'autonomie des provinces suscite un puissant regain de l'affirmation de l'appartenance au territoire, mouvement déjà amorcé sous la crise économique. Donner l'autonomie à la province de Tananarive, c'est en quelque sorte ressusciter l'Imerina tant regrettée du XIX^e siècle, ce qui conforte tous les espoirs des partisans radicaux d'une « mérinité » revendicatrice⁵⁵. « L'irrédentisme merina »⁵⁶ connaît actuellement un contexte porteur. C'est d'ailleurs en ce sens qu'a été interprétée par certains hommes politiques non-Merina la décision de Marc Ravalomanana de s'autoproclamer président de la République : nombreux sont ceux qui ont considéré cet acte comme une volonté de Tananarive de s'ériger en « République indépendante et irrédentiste ».

2- Tananarive, l'Imerina et la nation malgache

⁵³ *L'Express de Madagascar*, 14 juin 2001.

⁵⁴ Echec relatif de l'AREMA, le parti du président, à l'élection du gouverneur de la province, avec seulement 36 conseillers élus sur 76, vote négatif au référendum sur l'autonomie des provinces en 1998, vote en faveur d'Albert Zafy en 1993... La marque la plus spectaculaire de cette contestation du pouvoir est bien sûr le vote massif en faveur de M. Ravalomanana à l'élection présidentielle de 2001, avec 75% des voix (voir chapitre VIII).

⁵⁵ Voir DOMENICHINI J-P., 1988, « Antananarivo, passé d'une capitale », *La lettre mensuelle de JURECO*, n° 20-21, août-septembre, p. 22-40. Cet article d'un intellectuel français a relancé le courant de pensée de la mérinité.

⁵⁶ ROUBAUD F., 1997, *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo. Facteur de division ou richesse culturelle ?*, p. 12.

Depuis une dizaine d'années, les initiatives visant à remettre en cause la hiérarchie de l'organisation territoriale du pays foisonnent.

Il existe tout d'abord un courant hostile à la nation, qui prône le déplacement de la capitale de Madagascar à Antsirabe. Les arguments avancés sont le désengorgement de Tananarive, la promotion d'un autre centre urbain... En un mot, cette proposition répondrait à un souci d'aménagement du territoire. Les partisans de cette idée sont en fait de fervents défenseurs de la mérinité, qui considèrent que Tananarive n'a que faire d'un rôle national, et qu'elle devrait se cantonner au rôle de capitale de l'Imerina, c'est-à-dire revenir à son statut historique pré-colonial. Il s'agit là d'une vision radicale et passéiste de l'organisation territoriale, qui ne recueille toutefois qu'une audience marginale⁵⁷. Néanmoins, débarrasser l'Imerina et Tananarive de toute forme de lien politique avec le reste du pays reste ainsi une chimère qui en dit long sur l'état d'esprit d'une fraction de la population de la capitale. Quelques exemples relevés dans les enquêtes illustrent bien cet état d'esprit. Une femme me confiait ainsi en juillet 2001 que depuis l'instauration des provinces autonomes, Tananarive ne représentait plus vraiment Madagascar, que son rôle de capitale nationale s'était affadi, sans que ce changement ne l'émeuve particulièrement. Réaction d'autant plus symptomatique à l'époque de l'entretien que la mise en place des provinces autonomes était toute récente et encore très virtuelle. Autre exemple, un descendant de famille royale juge nécessaire que le Ministre de la Culture soit originaire de Tananarive « *pour mieux comprendre la valeur culturelle du Rova et des autres sites* » (ville haute, n° 40) : c'est dénier à un « étranger » toute compétence dans la gestion des affaires culturelles de la ville, c'est vouloir dissocier la gestion tananarivienne du pouvoir national.

A l'inverse, les détracteurs de la capitale et du pouvoir merina en général préconisent, à coups d'articles de presse, le transfert de la capitale de l'Imerina cette fois, toujours à Antsirabe. Cette proposition constitue une véritable provocation : il s'agit de proposer, comme capitale de la région historique, une ville créée par les Français, de plan et d'architecture purement coloniaux, et de surcroît située en périphérie méridionale de la province. Là encore, il est fait appel aux considérations d'aménagement du territoire pour justifier cette proposition. Le chantre de la mérinité, le chroniqueur VANF, réagit avec véhémence à cette proposition, dans un article qui résume bien toutes les composantes de la pensée territoriale merina :

« Il n'y a pas si longtemps, quelqu'un proposa Antsirabe comme capitale de l'Imerina. Antsirabe est certes une belle ville, mais de conception manifestement étrangère (...). L'histoire de l'Imerina est articulée autour des rites accomplis sur les douze collines sacrées, au nombre desquelles on ne compte pas Antsirabe. Proposer une translation de la capitale merina ailleurs que dans l'Avaradrano, et ailleurs que sur une des douze collines, c'est un divorce avec tous les repères qui firent l'Imerina (...). C'est un séisme qui ébranle le Rova de chacune des douze collines (...). C'est une conspiration qui décapite les collines pour les jeter en remblais dans le Betsimitatatra... »⁵⁸.

Il semble donc bien que « le poids de l'histoire limite la vocation nationale de Tananarive »⁵⁹, et ce de manière très forte, si bien qu'on peut s'interroger sur le statut

⁵⁷ Thématique véhiculée notamment par le très radical hebdomadaire *Feon'ny Merina* (La voix des Merina).

⁵⁸ *L'Express de Madagascar*, chronique de VANF, 20 mai 2000.

⁵⁹ ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 76-77.

même de capitale pour la ville⁶⁰. Tananarive ne serait-elle pas plutôt la capitale souhaitée par les seuls Merina ?

C- Tananarive, capitale nationale ou capitale merina ?

Si la place de Tananarive apparaît pour le moins problématique sur le plan politique, les racines de cet état de fait peuvent être recherchées dans la composition particulière de la population tananarivienne et dans un certain nombre de traits originaux de la ville, comme la nature particulière de son immigration, à la fois régionale et modérée.

Tableau n°1 : La population de Tananarive. Etat des lieux des estimations

	Nombre d'habitants d'Antananarivo-Renivohitra	Nombre d'habitants dans l'agglomération
Géopolis (1990)		1 300 000
INSTAT (estimation 1998, à partir du RGPH 1993)	819 766	
INSTAT (Recensement annuel 1996)	752 000	977 000
MADIO (1998)	858 000	1 106 000
Banque mondiale (1995)	-	995 000
RGPH ⁶¹ 1993, actualisé à 3 % par an (1997)	799 377	-
Données des 192 <i>fokontany</i> (1997)	895 144	-

1- Une croissance urbaine modérée et peu consommatrice d'espace

Tananarive constitue un cas très particulier pour une capitale d'un pays en développement : elle connaît en effet une « urbanisation tranquille », et n'a jamais atteint les taux de croissance observés dans les grandes villes du Tiers Monde.

Le taux de croissance annuel de l'agglomération est estimé à 3,9 % par an sur la période 1960-1995⁶², taux nettement en deçà de celui des métropoles africaines, où le taux est fréquemment supérieur à 5 %⁶³. Les sources se révèlent très contradictoires en la matière, l'éventail allant de 2,26 % à 6,5 %, ce dernier chiffre semblant tout à fait improbable de par son ampleur. A part cette statistique, toutes les autres sources semblent converger vers une même conclusion : la croissance urbaine de Tananarive reste modérée, est moins importante que celle des grandes villes de province (selon l'INSTAT, le taux de croissance de la capitale est le deuxième plus faible des grandes villes du pays), et

⁶⁰ Les manifestations de 2002 ont mis à jour cette ambiguïté : les manifestants défendaient leur candidat à l'élection présidentielle, soulignant ainsi le rôle moteur de la capitale dans un mouvement national, les manifestations en province ayant été bien plus modestes, quand elles n'ont pas été interdites ou réprimées par les gouverneurs favorables à D. Ratsiraka. Mais par ailleurs, ce candidat est Merina et Tananarivien, ce qui peut tout aussi bien expliquer l'extraordinaire mobilisation des Tananariviens en sa faveur, en vertu d'un réflexe identitaire. La vocation nationale de la capitale est dans cette optique singulièrement estompée.

⁶¹ Recensement général de la population et de l'habitat.

⁶² Source : Banque mondiale.

⁶³ La population de Kampala a été multipliée par treize entre 1950 et 1990. Sur la même période, Yaoundé connaît un taux de croissance annuel de 8 %.

moindre que celle de la plupart des grandes métropoles africaines. En tout état de cause, les flux migratoires vers la capitale restent limités.

Tableau n° 2 : estimations des taux de croissance urbaine

Source	Taux de croissance annuel d'Antananarivo-Renivohitra	Taux de croissance annuel de l'agglomération
Habitat II-1996	absence de données	6,5 %
MADIO (1995-1998)	absence de données	5,9 %
INSTAT (1995)	4,1 %	4,8 %
ONG Secaline (1996)	absence de données	2,26 %

Pour qui connaît les grandes métropoles des pays en développement, le paysage urbain de Tananarive présente des particularités qui ne laissent pas de surprendre. Si l'on considère ses limites administratives, Tananarive est relativement peu étendue : le district administratif d'Antananarivo-Renivohitra, qui couvre la ville au sens strict sans les communes satellites, s'étend sur 79 km², soit moins que Paris intra-muros. De surcroît, les espaces urbanisés de façon à peu près continue s'étendent sur environ 9 km du nord au sud (d'Ambohimanarina à Ankadimabahoaka), et seulement sur 6 km d'ouest en est (de la digue de l'Ikopa à la colline de l'Université). Cette faible extension spatiale s'explique par l'urbanisation modeste du reste du territoire communal, occupé par des espaces agricoles, des marécages ou des collines encore faiblement peuplées. Le tissu urbain est ainsi interrompu à plusieurs reprises par des espaces agricoles ou non habités, ce qui explique la faible densité brute de la commune : environ 12 000 hab/km². La structure même de la commune de Tananarive se présente donc comme très lacunaire, faite de ruptures spatiales dans l'urbanisation.

De fait, la faible extension spatiale des espaces intégralement urbanisés frappe de prime abord : vus d'avion, les espaces urbanisés font apparaître Tananarive comme une agglomération peu étendue, que l'on peut embrasser d'un seul coup d'œil. Tout étranger apprenant que l'agglomération de Tananarive compte 1,5 million d'habitants exprime donc sa surprise, pensant naturellement que la population de la ville est nettement moins nombreuse. En effet, une vue de la ville à quelques kilomètres de distance ne laisse pas présager une telle concentration de population : la faible densité du paysage à proximité immédiate du centre est trompeuse. Cependant, si la densité brute a peu de sens, la densité relative des espaces effectivement urbanisés s'avère en revanche souvent élevée. L'espace réellement urbanisé de Tananarive se présente donc comme peu étendu, à l'exact opposé des grandes villes africaines ou sud-américaines, lacunaire, mais les densités de population effectives y sont beaucoup plus élevées que ne le laisse supposer cette faible densité brute de 12 000 hab/km², peu significative.

Les ruptures spatiales dans l'urbanisation conduisent à une perception très fragmentée de l'agglomération par les Tananariviens. Les communes limitrophes, comme Ambohibao, Alasora, Itaosy par exemple, sont perçues comme des localités rurales et périphériques, situées loin et nettement hors de la ville du fait qu'elles en sont séparées par des espaces vides, rizières ou marécages : on parle de « là-bas » pour les désigner, en sous-entendant une distance perçue comme importante. Lors des enquêtes, plusieurs personnes ont désigné ce type de communes comme étant la campagne à laquelle elles sont rattachées, c'est-à-dire où elles disposent d'une maison, souvent de rizières, et bien sûr d'un tombeau familial.

L'autre spécificité du paysage urbain tananarivien par rapport aux grandes villes des pays en développement est la faiblesse du processus de bidonvillisation. En effet, contrairement aux villes sud-américaines fréquemment dotées d'une ceinture de bidonvilles, il n'existe pas à Tananarive d'espaces vastes continûment occupés par des bidonvilles : plus que d'un phénomène d'explosion massive, il s'agit à Tananarive d'un grignotage du tissu urbain⁶⁴. Les quartiers d'habitat précaire se localisent (voir carte n° 17, chapitre V) :

- à proximité du centre-ville, dans les espaces vides du tissu urbain, comme le long de la voie ferrée à Ampefiloha ou bien dans les espaces non constructibles. Ces bidonvilles intra-urbains s'immiscent donc dans les interstices de la ville.
- à proximité immédiate des gares routières, des routes nationales et des grands marchés (Anosibe, le marché de gros de la capitale, Andravoahangy...).
- autour des cités planifiées construites dans les années soixante et soixante-dix, dont les équipements modernes ont attiré des squatters : la cité des 67 hectares est ainsi entièrement ceinturée de constructions illicites, qui se sont d'ailleurs durcifiées au fil des années.
- dans les espaces dangereux du point de vue topographique, souvent situés en périphérie, comme les *lavaka* des collines orientales, où les habitations risquent d'être emportées par un glissement de terrain ou par un éboulement à la saison des pluies.

En raison de leur éclatement sur ces différents sites, les bidonvilles ne forment jamais d'ensemble très important numériquement ni spatialement. D'ailleurs, aucun *fokontany* n'est composé uniquement de bidonvilles, signe d'une volonté des autorités de ne pas marginaliser ces quartiers et de les intégrer au même titre que des espaces légaux. Les *fokontany* délivrent des certificats de résidence aux habitants des logements illicites. Ces derniers paient des impôts sur la propriété bâtie et peuvent bénéficier d'un abonnement à la JIRAMA (eau et électricité)⁶⁵. De plus, du fait de la pérennisation de l'installation de ces bidonvilles, nombre de ces habitations ont été transformées en dur par leurs occupants, ce qui contribue à une hétérogénéité croissante du bâti de ces quartiers. En 1985, on ne comptait que 115 hectares d'habitat illicite⁶⁶, dont seulement une partie est occupée par des bidonvilles.

Il existe enfin un type d'habitat précaire et temporaire, très peu important numériquement, mais visible dans la ville : il s'agit des abris de fortune, en plastiques et en cartons, édifiés à la nuit tombée le long des trottoirs du centre-ville, adossés à un mur. Ils servent d'abri nocturne pour des familles sans domicile. On les trouve en particulier dans les rues autour du pont de Behoririka, un quartier naguère fortement investi par des constructions illicites et précaires⁶⁷.

Ainsi, Tananarive présente un paysage urbain pour le moins original et déconcertant, ne correspondant que peu aux grands caractères communs aux autres métropoles des pays en développement.

⁶⁴ Selon RAMAMONJISOA J., RAFIRINGA G., RAKOTOARISOA P.-E., 1985, *La bidonvillisation ou l'habitat sous-intégré de l'espace tananarivien*.

⁶⁵ D'après RAFIRINGA ANDRIANILAINA G., 1996, *Essai de typologie des habitats illicites d'Antananarivo*.

⁶⁶ Selon RAMAMONJISOA J., RAFIRINGA G., RAKOTOARISOA P.-E., 1985, *La bidonvillisation ou l'habitat sous-intégré de l'espace tananarivien*.

⁶⁷ Jusqu'en 1996, le lac de Behoririka, lac artificiel en plein centre-ville aménagé sous la colonisation, était cerné par une ceinture de bidonvilles ; il servait alors d'égout. La municipalité a fait raser les habitations. Voir chapitre VII pour davantage de détails.

2- Une capitale merina

La composition ethnique particulière de la population tananarivienne

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs, dont le principal est la composition de la population tananarivienne, tout à fait atypique pour une capitale nationale d'un pays pauvre. Un chiffre résume à lui seul l'originalité de Tananarive : 89 % de sa population est composée de Merina. En ajoutant les Betsileo, souvent rapprochés des Merina sur le plan culturel, c'est 95 % de la population tananarivienne qui est composée d'originaires des hautes terres. Il s'agit là d'un cas remarquable d'homogénéité ethnique pour une capitale nationale. Cette situation est tout à fait atypique. Dans de nombreux pays africains, la capitale nationale a joué le rôle de creuset des différentes composantes de la population du pays. L'ethnie en provenance de la région où est implantée la capitale est beaucoup moins représentée en proportion qu'à Tananarive où sa domination est écrasante. Les trois exemples suivants illustrent la singularité de Tananarive :

- Yaoundé (Cameroun) : 36 % de Beti (l'ethnie locale) et 40 % de Bamiléké
- Dakar (Sénégal) : 41 % de Wolof (idem)
- Kampala (Ouganda) : 62 % de Baganda (idem)

L'appel d'air provoqué par l'indépendance nationale et la création corrélative de postes de fonctionnaires a permis ce brassage urbain dans les capitales. Au contraire, à Tananarive, l'évolution de la population urbaine a été toute différente. La composition ethnique majoritaire de la population a connu une étonnante stabilité, puisqu'on comptait déjà 86 % de Merina en 1960 et que la part de cette population s'est accrue. Or, à l'échelle de Madagascar, les Merina ne représenteraient qu'environ un peu plus d'un tiers de la population, soit quelque quatre millions de personnes⁶⁸.

Tableau n°3 : l'évolution de la composition ethnique de Tananarive

	1960	1997
Merina	86 %	89 %
Betsileo	2,7 %	5,1 %
Autres Malgaches	2,2 %	5,3 %
Etrangers	8,6 %	0,8 %

Source : MADIO, 1997

Ce tableau contraste très curieusement avec la perception de l'évolution de la composition de la population par les Tananariviens : très nombreux sont ceux qui déclarent que la ville a « noirci », signifiant par là que la part des Merina a baissé, ce qui est inexact. Par contre, il est vrai que les non-Merina se sont accrus numériquement, remplaçant pour ainsi dire les étrangers qui ont massivement quitté le pays dans les années soixante et surtout après les événements de 1972. Leur part est aujourd'hui réduite à une portion congrue, puisqu'ils ne représentent guère plus de dix mille personnes. Or, bien que les Tananariviens aient la nette perception que leur ville est « envahie » par les autres

⁶⁸ Il n'existe pas de statistique officielle concernant le décompte des ethnies à Madagascar. Le chiffre généralement avancé de quatre millions de Merina s'appuie sur la population de la province de Tananarive, très homogène, ainsi que sur une évaluation des Merina résidant dans les autres provinces de l'île.

ethnies et par les étrangers (voir chapitre VIII, II), il n'en est rien : Tananarive reste une ville presque exclusivement merina : ce fait est d'une importance considérable dans les représentations de la ville et dans la construction de son identité.

Les autres Malgaches sont issus des régions côtières, en particulier de celle de Tamatave. Les étrangers sont composés d'Indo-pakistanaï⁶⁹ (ou *Karana*), de Comoriens, et de ressortissants de différents pays⁷⁰, chaque communauté comprenant tout au plus quelques milliers de membres.

Les Comoriens à Tananarive (d'après le mémoire de Maîtrise de ALI NOUHOU A., 1997, *Contribution à l'étude de la population immigrée d'origine comorienne à Antananarivo*)

La communauté comorienne à Tananarive compterait quelque mille trois cents membres en 1997. Elle s'est étoffée depuis les années soixante-dix, à la suite d'émeutes anti-comoriennes sanglantes à Majunga qui ont entraîné l'exode des Comoriens de cette ville, ainsi qu'avec le développement des liaisons aériennes avec les Comores. Elle présente un certain nombre de traits caractéristiques qui en font une communauté facilement identifiable dans l'espace urbain :

- les Comoriens sont majoritairement de jeunes adultes, à 80 % de sexe masculin, et célibataires pour l'essentiel.

- 80 % sont étudiants. Les actifs se concentrent sur trois activités principales pour lesquelles ils sont renommés :

. ils sont gardiens, domestiques ou plantons, grâce à leur réputation d'honnêteté attachée à la religion musulmane. Les Comoriens sont ainsi employés par les riches Malgaches et les *Karana*, ce qui leur a valu d'être désignés comme « les gardiens de Tana » par l'un des présidents des Comores.

. nombreux sont ceux qui exercent dans le commerce informel des dérivés de la noix de coco (brosse-coco, huile, bonbons). Cette spécialité est leur apanage et fait leur réputation. Ils tiennent également de nombreuses échoppes de brochettes, de friture de bananes et de patates douces, installées la nuit dans les quartiers peuplés.

. certains sont devins-guérisseurs (« *marabouta* ») selon la tradition islamique. Leur clientèle est souvent malgache.

Il s'agit en général d'une communauté défavorisée, aux revenus modestes et irréguliers. La plupart sont mal logés, dans des habitations collectives suroccupées.

- Une forte concentration géographique :

Le pôle de la communauté comorienne à Tananarive est le quartier péri-central d'Isotry et ses environs immédiats (Ambodin'Isotry, Tsaralalana, Andranomanalina, Antohomadinika, Manarintsoa et 67 hectares). Plus de la moitié des Comoriens y résident, les autres logeant dans les cités universitaires périphériques. Dans ce pôle d'attraction religieux et commercial, on trouve deux mosquées comoriennes et de nombreuses boucheries musulmanes, qui marquent le paysage. Isotry est ainsi le centre d'attraction de la population comorienne, chacun s'y rendant presque quotidiennement, que ce soit pour prier, se ravitailler, ou pour rendre visite à un membre de la famille ou à un ami. Isotry se trouve ainsi au cœur d'un intense réseau relationnel.

- Une communauté solidaire :

Les mosquées jouent un rôle important dans l'hébergement et l'aide temporaire aux nouveaux arrivants ou à ceux en difficulté matérielle ; elles animent des écoles coraniques. Il existe de multiples

⁶⁹ Dans la mesure où la communauté *Karana* est à l'origine de crispations identitaires à Tananarive, son cas spécifique sera étudié dans la troisième partie, chapitre VIII.

⁷⁰ Tananarive abrite des ressortissants étrangers, Européens, Américains, Japonais, Mauriciens et Africains notamment. Il s'agit de populations qui ne résident dans la plupart des cas que quelques années à Tananarive (membres des organismes internationaux, membres des délégations diplomatiques, enseignants, coopérants, hommes d'affaires, etc.), c'est pourquoi il n'est pas apparu opportun de les inclure dans le cadre de cette étude. Plus particulier est le cas de la communauté dite *zanatany*, qui désigne les ressortissants français nés à Madagascar. Il s'agit aujourd'hui d'une communauté extrêmement réduite, peu visible en ville (à la différence du milieu rural), et dont l'existence discrète n'a aucune influence sur l'identité tananarivienne, ainsi que sur les pratiques et représentations urbaines.

associations villageoises qui fonctionnent comme des caisses de secours par le biais de cotisations. Les trois clans socio-politiques présents à Grande Comore sont reconstitués à Tananarive. Ils organisent les cérémonies en cas de mariage, de décès, ainsi que l'assistance.

Une immigration majoritairement merina

La très forte homogénéité ethnique s'explique par la nature particulière de l'immigration, très polarisée sur la région de Tananarive, l'Imerina. Ainsi, 73 % des migrants installés en ville sont Merina⁷¹. La grande majorité des migrants qui s'installent dans la capitale chaque année sont originaires de l'Imerina (47 %), auxquels s'ajoutent 20,8 % d'originaires du Betsileo (province de Fianarantsoa). Il s'agit d'une immigration rurale, mais souvent polarisée et organisée par un centre urbain local jouant le rôle de sas, et alimentée par une tradition locale ancienne, parfois depuis plusieurs générations. Du fait de l'ancrage dans la longue durée de ces phénomènes migratoires, la plupart des migrants viennent en famille à Tananarive, trait tout à fait particulier par rapport aux grandes villes du Tiers Monde. Ainsi, il n'existe que très peu de grands foyers d'hommes célibataires migrants à Tananarive. Même si les migrants comptent rentrer chez eux à la retraite, la plupart s'installent avec leur famille pour quelques décennies dans la capitale.

Certaines régions de l'Imerina sont ainsi particulièrement réputées à Tananarive pour leur dynamisme migratoire, qui fonctionne selon des stratégies familiales ancrées dans le long terme : c'est le cas des migrants d'Ambatolampy et du Vakinankaratra (sud de la région), d'Anjozorobe et du Vakiniadiana (nord-est), de Manjakandriana (est). Chacun a choisi une localisation privilégiée dans l'agglomération tananarivienne, le plus souvent en périphérie, à proximité de la gare routière qui dessert sa région d'origine, ou bien de la route nationale qui y mène. Ainsi, les originaires de Manjakandriana se localisent dans le quartier de Mahazo, au bord de la RN 2, tandis que les migrants originaires du sud de la province ont choisi le quartier d'Anosibe, où se trouve la station de taxi-brousse desservant le sud, ou bien les communes périphériques méridionales comme Tanjombato ou Andoharanofotsy. Une femme interrogée à Isotry (enquête n° 10), originaire du pays Betsileo, souhaiterait ainsi déménager à Tanjombato :

Emilienne aime Tananarive car, arrivée il y a vingt ans, elle y a eu tous ses enfants. Cependant, elle aimerait beaucoup retourner vivre à la campagne ; c'est d'ailleurs ce qu'elle compte faire si la vie continue à être aussi dure. Sa région d'origine lui manque ; elle souffre de ne pas pouvoir s'y rendre plus souvent, notamment quand il y a un deuil. Elle souhaiterait habiter plutôt dans un quartier périphérique pour faire plus d'élevage et de l'agriculture. Elle cite significativement comme endroit préféré Tanjombato, pour une raison purement géographique : cette localité est située au sud de la ville, c'est-à-dire plus près de chez elle.

Au niveau national, l'immigration vers la capitale demeure donc relativement modeste en termes de flux numériques. Seuls 18,9 % des Tananariviens sont des migrants. L'immigration non-merina est tout aussi ancrée dans le temps, puisque la moitié de ces migrants allogènes réside à Tananarive depuis plus de dix ans⁷².

L'immigration en provenance des autres provinces est essentiellement une immigration de nature urbaine, du fait de la motivation des migrants. En effet, la capitale

⁷¹ ROUBAUD F., 1997, *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo. Facteur de division ou richesse culturelle ?*

⁷² *Ibid.*

concentrant une offre en certains services rares, nombreux sont ceux qui choisissent de s'y installer pour en bénéficier : c'est le cas pour l'université et les équipements sanitaires. De très nombreux étudiants des provinces préfèrent venir étudier à Tananarive, dont le niveau de l'université est réputé meilleur. L'attraction universitaire constitue ainsi un phénomène relativement important numériquement.

Eric, 67 hectares nord-est, enquête n° 19

Eric a 40 ans. Il vit avec sa femme, leur fils et la nourrice dans une pièce de 10 m² dans le Centre d'accueil des 67 hectares : ce vaste hangar était à l'origine prévu pour devenir un restaurant universitaire. Or depuis 1994, il est divisé en deux parties, d'un côté (à l'ouest) l'église catholique et de l'autre (à l'est) des logements qui abritent environ soixante étudiants, dont quatre avec leur famille. L'endroit est sommairement aménagé : des cloisons en bois séparent les chambres, sans toutefois monter jusqu'au plafond, ce qui fait qu'on entend tout ce qui se passe dans l'ensemble du bâtiment. L'intimité est inexistante, la promiscuité intense, et la cohabitation difficile. Eric évoque les vendeurs de drogue, les prostituées qui reçoivent dans leur chambre, mais aussi la musique qui hurle, le tapage nocturne, autant d'éléments pénibles auxquels on ne peut échapper. En dépit de tous ces inconvénients, Eric et sa femme restent car ils ne disposent ni l'un ni l'autre de revenus fixes (ils travaillent en free-lance pour des missions de conseil en environnement), le loyer étant dérisoire : 3 500 Fmg par mois avec l'eau et l'électricité comprises. Ils ont toujours habité en cité universitaire. De par son expérience, il trouve qu'il y a trop de migrants à Tananarive, notamment chez les étudiants, ce qui crée des heurts.

Les fonctionnaires constituent l'autre catégorie de migrants fortement représentée à Tananarive, la ville employant plus du tiers de ceux du pays. Il s'agit dans ce cas d'une population tournante, les fonctionnaires étant affectés dans toute l'île au cours de leur carrière.

Quasi absence de ségrégation ethnique mais forte visibilité des non-Merina

Contrairement aux grandes villes de province et plus généralement aux capitales africaines, il n'existe pas à proprement parler de territorialisation des ethnies dans l'espace urbain tananarivien. Aucun quartier n'est composé exclusivement de membres d'une ethnie, même si certains sont plus ou moins marqués par l'une d'elles qui représente alors une minorité importante et visible, comme les originaires de la région de Diego Suarez aux 67 hectares nord-ouest⁷³. La notion de quartier ethnique est donc inconnue à Tananarive, ce qui constitue une puissante originalité.

Toutefois, il existe des phénomènes localisés d'organisation territoriale fondée sur une base ethnique, essentiellement au sein des cités universitaires. Les blocs d'habitation sont en effet répartis entre membres d'originaires d'une même région, par exemple ceux

⁷³ En revanche, certains quartiers sont fermés *de facto* aux non-Merina, par de subtiles stratégies élaborées par les résidents. Voir chapitre VIII, II.

de Diego, les Betsimisaraka, les Sakalava... Cette ségrégation spontanée s'est organisée précocement car les uns et les autres ne souhaitaient pas cohabiter⁷⁴. Les cités universitaires constituent ainsi le seul endroit où l'ensemble des ethnies malgaches est représenté. Tout se passe comme si elles constituaient un microcosme du pays tout entier. Ce serait en quelque sorte là que la vocation nationale de Tananarive s'incarnerait. Or, paradoxalement, c'est également le seul lieu où s'affiche une ségrégation ethno-spatiale.

Si ce n'est donc pas la localisation en ville qui sert de désignation transparente de l'origine ethnique, il existe d'autres moyens subtils élaborés par la population tananarivienne autochtone pour identifier tout individu de façon certaine.

Le premier des critères invoqué est de nature physique : la couleur de la peau (plus ou moins foncée) et la nature des cheveux (plus ou moins lisses) suffisent souvent à identifier de façon certaine les originaires des régions côtières de Madagascar. De plus, certaines personnes portent des vêtements qui indiquent leur origine, les femmes portant par exemple le *lamba oany* (pagne coloré). Elles peuvent également arborer des coiffures nattées élaborées, ainsi que des masques de beauté caractéristiques des côtes. Enfin, le dialecte parlé par les non-Merina les rend aisément identifiables, en particulier ceux de l'extrême nord et de l'extrême sud de l'île. Ainsi, il existe une forte visibilité en ville de ces minorités allogènes pour lesquelles il est impossible de se fondre dans la masse.

Il s'agit là de phénomènes banals dans toute ville où des minorités sont aisément identifiables par des critères extérieurs. Ce qui est plus particulier à Tananarive, c'est que la visibilité de ces minorités ethniques est renforcée par la très forte homogénéité de la population de la capitale. Dans une ville où plus de neuf personnes sur dix sont originaires des hautes terres, celles qui viennent d'ailleurs n'en sont que plus aisément repérables. C'est la raison pour laquelle les Tananariviens de souche ont tendance à surestimer la présence numérique en ville de ces minorités allogènes.

Conclusion II

Ainsi, le statut de Tananarive en tant que capitale nationale semble relativement peu assuré et beaucoup plus instable que la suprématie économique ne le laisserait supposer : la symbolique paysagère de la capitale est faible, sa population est représentative de la région et non du pays tout entier. Tananarive s'apparente beaucoup plus à une ville merina qu'à une capitale nationale. Cette ambiguïté essentielle prend actuellement une résonance toute particulière en raison de la redéfinition des enjeux politiques dans le pays : la question de l'autonomie des provinces, la résurgence depuis quelques années d'un « nationalisme » merina, et l'antagonisme entre le pouvoir central et la ville de Tananarive lors des événements de contestation électorale de début 2002, contribuent à donner soudainement beaucoup plus de visibilité à des controverses minoritaires sur le statut de Tananarive. Désormais, débattre de savoir si Tananarive est capitale nationale ou régionale, les deux, ou ni l'une ni l'autre, n'est plus uniquement affaire d'idéologues ; les Tananariviens s'emparent du débat. A ce titre, l'objet « Tananarive capitale » mérite une étude plus avant dans le champ des représentations visuelles et des discours des Tananariviens.

⁷⁴ On reviendra sur la cohabitation dans les cités universitaires au chapitre VIII, II, B.

III- DISCOURS SUR TANANARIVE ET IMAGES DE LA VILLE : DES REPRESENTATIONS TRADUISANT L'AMBIGUÏTE DU STATUT DE CAPITALE

A- L'ambivalence des regards extérieurs portés sur la ville : entre valorisation et diabolisation

On s'intéressera tout d'abord aux représentations les plus extérieures qui soient, celles fournies par les observateurs étrangers, qui ne connaissent que superficiellement la ville et son contexte culturel. Cette approche « naïve » est riche d'informations sur Tananarive et sur l'image que la ville projette à l'étranger : comment celle-ci est-elle perçue ? Il s'avère qu'il existe deux types de représentations diamétralement opposées, mais qui souvent coexistent sous la plume des mêmes auteurs, semblant indiquer que la perception de Tananarive n'est pas univoque. Ce sentiment dépasse le simple constat selon lequel existent, comme dans toute ville, des aspects positifs et d'autres négatifs : à Tananarive, tout se passe comme si c'était l'essence même de la ville qui provoquait à la fois fascination et rejet. Tananarive est perçue comme nécessaire et monstrueuse, à la fois comme un joyau et comme une verrue urbaine sur un substrat rural idéalisé.

1- La valorisation de Tananarive dans les représentations promotionnelles et esthétiques

L'image d'une capitale moderne de niveau international

L'étude de la vision de la ville par ceux qui la gèrent et la promeuvent se révèle une excellente introduction à celle des observateurs étrangers, car il est frappant de constater à quel point ces acteurs locaux plaquent sur la capitale des conceptions internationales, conformes à une sorte de norme universelle de la capitale nationale, qui ne tient pas compte des spécificités culturelles du pays. Nombreux sont ceux qui souhaitent normaliser Tananarive, lui conférer un visage lisse et présentable aux standards internationaux⁷⁵.

Ainsi, Tananarive est très souvent présentée conformément à sa vocation première, fortement affichée, de capitale nationale. Or, de ce fait, cette ville a un rôle à jouer et un rang à tenir, aussi les représentations officielles promeuvent-elles ce rôle en dressant un portrait de la ville conforme à ses ambitions. C'est ainsi que Tananarive apparaît sur toutes les brochures touristiques relatives au pays, sur les calendriers des entreprises malgaches, etc. Il s'agit avant tout de présenter la ville comme capitale, sans ambiguïté ni contestation possible. Cette préoccupation se traduit par la diffusion d'une vision idéalisée et très aseptisée de la ville : le but des acteurs de la promotion urbaine est d'en faire une vitrine pour l'ensemble du pays, un symbole attrayant, souci tout à fait banal et non spécifique de Tananarive.

La volonté de valoriser la capitale en tant que symbole national se manifeste tout d'abord dans l'accueil du visiteur étranger, et s'incarne donc classiquement dans la route de l'aéroport, qui a fait l'objet d'une remise à neuf en 2000 (voir chapitre VII, II, A). La valorisation du paysage tananarivien se manifeste également à propos de l'Avenue de l'Indépendance : la principale artère de la ville, ayant subi une dégradation constante depuis plusieurs décennies, a fait l'objet d'une rénovation en 1997, qui a été largement

⁷⁵ Cette préoccupation connaît un développement accéléré depuis quelques années, en raison de la reprise économique, aussi y reviendra-t-on au chapitre VII, II.

médiatisée (idem). Dans le même ordre d'idées, certains écrits évoquent le CBD de Tananarive, sans qu'il soit possible de l'identifier avec certitude entre Antaninarenina et Analakely : ce concept anglo-saxon est manifestement inadapté à Tananarive, où il existe un éclatement des quartiers d'affaires. Outre les deux quartiers centraux évoqués, certains espaces jouent également un rôle moteur en ce domaine : le doublet Ivandry-route des hydrocarbures, où se trouvent un certain nombre de sièges sociaux, ainsi que Tanjombato au sud de l'agglomération.

C'est donc la Tananarive moderne, aux ambitions de métropole mondiale, qui est ainsi promue, fût-ce au détriment de ses particularités culturelles.

Tananarive, reflet d'un paysage merina éternel

Les atouts esthétiques de la capitale sont également mis en avant dans les représentations, afin de montrer la ville sous son meilleur jour. Tananarive vit en effet sur son « fonds de commerce » touristique, habilement mis en scène. Cette image se construit à partir d'éléments visuels du paysage tananarivien, considérés depuis la période coloniale comme pittoresques et typiques de la ville. Ces éléments forment ainsi un « capital touristique », fondé sur :

- les marchés, en particulier les parasols blancs de l'ancien Zoma, et le marché aux fleurs, (voir photo n° 34)
- les grandes maisons traditionnelles de style anglo-merina, fixé dans la seconde moitié du XIX^e siècle : maison en briques, à un ou deux étages, avec une véranda à l'étage, et des piliers de briques ou de pierre ornant la façade (voir chapitre premier, II, A), voir photo n° 35,
- la ceinture de jacarandas autour du lac Anosy (arbres qui fleurissent en violet en novembre). Voir photo n° 36.

L'ensemble figure sur de nombreuses cartes postales ainsi que dans des œuvres picturales, dont le thème tananarivien semble figé dans une idéalisation intemporelle. Ainsi, lors d'une exposition de photographies de paysages et de scènes de la vie à Madagascar à l'Alliance française en mai 2000, sur cinq photographies consacrées à Tananarive, quatre représentaient le lac Anosy sous ses aspects les plus favorables (les jacarandas en fleur, le lac au coucher de soleil...) et la cinquième un arc-en-ciel sur le Rova. Les guides de voyage se font également l'écho de cette vision de la ville : « C'est une capitale verdoyante, ombragée de jacarandas et de frangipaniers, une ville où il fait bon se promener (...). Les cieux y sont d'un bleu intense. » (guide Gallimard)

Cette représentation très idéalisée de la ville est fondée sur une forte valorisation esthétique de quelques éléments paysagers, mais qui sont en fait isolés du reste du contexte urbain. En effet, on en oublie vite que le lac Anosy abrite des constructions précaires sur l'une de ses rives, que des détritiques jonchent la promenade des jacarandas, lesquels souffrent de la pollution, ou que nombre de ces altières maisons pâtissent d'un manque d'entretien parce que les propriétaires n'ont pas les moyens d'effectuer des travaux pourtant indispensables. De même, le ciel est rarement d'un bleu sans nuage, en raison du climat et de l'altitude !

L'autre message implicite de ce corpus de représentations est une mise en valeur de la tradition et du patrimoine urbain : Tananarive est une ville éternelle, où rien ne change, et où l'on peut évoluer dans un cadre intemporel. Pour un Merina, ces images sont

rassurantes et elles renvoient d'abord au souvenir des personnes ayant connu la ville avant le début de sa dégradation, dans les années soixante. Elles magnifient surtout des éléments identifiables immédiatement par tous et qui ne relèvent pas spécifiquement du paysage urbain : les parasols blancs sont présents sur tous les marchés des hautes terres, de même que le modèle

Photos 34 35 et 36

Verso 34 35 36

des maisons patriciennes a essaimé dans toutes les localités de la région. Tananarive incarnerait ainsi l'Imerina tout entière, c'est du moins cette idée que contribuent à promouvoir les représentations touristiques de la ville. De surcroît, celles-ci insistent sur l'aspect asiatique de la ville, exaltant les valeurs qui lui sont implicitement rattachées, douceur, calme, tranquillité... : « L'atmosphère y est incroyablement paisible, harmonieuse, pleine de réserve. Quelque chose d'asiatique imprègne les lieux (...). Le marchandage se pratique toujours avec grâce » (Guide Olizane, p. 108).

Tananarive, populeuse et pittoresque

Or, Tananarive est tout sauf une ville qui correspond à cette description, sauf peut-être dans la ville haute : elle est bruyante, polluée et populeuse jusque dans ses quartiers centraux. Paradoxalement, certains guides touristiques prennent également en compte cette dimension de la réalité urbaine, tout à fait contradictoire avec le tableau idyllique dressé ci-dessus, évoquant toutefois les maux urbains sous forme poétisée et donc éthérée. Ainsi, l'auteur de *Tsanga-Tsanga*⁷⁶, un journal de voyage, utilise la métaphore empruntée à Boileau, évoquant « les embarras de Tana » (p. 9). Tous les guides de voyage insistent sur le pittoresque de l'anarchie urbaine, idéalisant le désordre automobile voire paysager : « Les moteurs vrombissent, fument, prêts à rendre l'âme ; les portes tiennent avec des ficelles. Les bonnes vieilles deux-chevaux rafistolées mais toujours guillerettes qui crachotent en montant les lacets des collines, suivies par les 4L increvables qui se transforment en taxis. » (Guide Olizane, p. 99). Ces descriptions tendent à gommer le caractère pénible de cette anarchie urbaine : les inconvénients sont tournés en aspects positifs, comme étant autant d'éléments qui participent de la vie de toute grande métropole moderne. Tananarive, étant la capitale de Madagascar, se doit bien de souffrir de quelques problèmes classiques inhérents aux grandes villes des pays pauvres.

Au total, les discours extérieurs sur la ville tendent à mettre en valeur des éléments en fait étrangers aux spécificités tananariviennes, tant culturelles que paysagères. Elle est en effet présentée soit comme une grande métropole moderne, soit comme un reflet idéalisé du monde rural merina, ou encore comme une grande ville pittoresque typique du Tiers Monde et de ses maux. C'est donc soit la dimension culturelle malgache qui est gommée, au profit d'une représentation banalisée de Tananarive, soit le fait même qu'il s'agit d'une ville, qui présente à ce titre des spécificités paysagères ; dans ce cas, les représentations insistent sur la parenté entre Tananarive et le monde rural, niant l'originalité de la capitale.

2- La nouvelle Babylone ?

Corrélativement, dans les discours des « étrangers » (au sens de non-résidents) sur la ville, existe une tendance opposée qui consiste à dévaloriser systématiquement Tananarive, en insistant sur ses problèmes. Ce thème de la dévalorisation se focalise sur les conditions de la vie en ville, qui concentrerait des maux modernes, uniquement présents à Tananarive, le reste du pays en étant miraculeusement préservé. Tananarive est ainsi présentée comme une « nouvelle Babylone », en rupture avec le reste du pays

⁷⁶ PLANES J.-M., 1999, *Tsanga-tsanga*, Fragments malgaches, Mollat, 85 p.

demeuré vierge, proche de la nature, authentique (voir introduction générale). On touche là au mythe du bon sauvage et au thème de la ville corruptrice. Ainsi, nombreux sont ceux qui décrivent la présence visible de la prostitution dans la capitale, de trafiquants (de pierres précieuses en particulier) ; la ville est également décrite comme sale et surtout comme très peu sûre. Le thème de l'insécurité tananarivienne est devenu proverbial. Enfin, c'est sur la pollution que les anathèmes pleuvent sur la ville : Tananarive serait la deuxième ville la plus polluée au monde, selon des articles de journaux.

Toutes ces représentations qui décrivent un enfer urbain, qui émanent aussi bien d'étrangers que de Malgaches n'aimant pas Tananarive, vont dans le sens d'une dramatisation de la situation. Cette dramatisation vise en fait à donner de la vigueur au thème de l'opposition ville/nature, très prégnant dans la perception du monde malgache, développé aussi bien par les Malgaches eux-mêmes, on y reviendra, que par les étrangers qui n'aiment pas la ville : en effet, pour une partie des Occidentaux, on a vu que le pays s'identifiait à sa nature et à son monde rural idéalisé, la ville étant niée et rejetée. Il existe ainsi toute une thématique de la « ville-repoussoir » : se développe un phénomène de cristallisation sur les thèmes de la pollution, de la saleté et de l'insécurité. Or, ces problèmes sont également présents, sous une forme différente, dans le monde rural : les campagnes malgaches sont confrontées à la question de la pauvreté, bien plus importante qu'en ville car généralisée, ainsi qu'à une très forte insécurité⁷⁷. La campagne malgache n'est pas un monde idyllique, un paradis terrestre, où les habitants seraient préservés.

De nombreux résidents européens de province, avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir lors de voyages (hôteliers, retraités...), affichent leur aversion envers Tananarive : ils déclarent par exemple ne s'y rendre qu'en cas d'extrême nécessité, et si possible uniquement pour prendre l'avion pour quitter le pays. D'ailleurs, c'est ce type de clientèle qui préfère séjourner dans les hôtels proches de l'aéroport d'Ivato, lesquels se multiplient depuis quelques années, afin d'éviter tout contact avec la ville. Tous affirment limiter leur séjour dans la capitale au strict nécessaire. Décrire Tananarive en province est devenu un thème de plaisanterie sur lequel tout le monde s'accorde. On se plaint des embouteillages, de la pollution, de la foule, et du crachin persistant qui caractérise les fraîches journées hivernales de la capitale et qui contraste avec un climat littoral idéalisé.

La capitale de Madagascar est ainsi souvent présentée comme la Babylone du pays, qu'il faut fuir aussi bien sur le plan moral que pour le bien-être physique de chacun.

Les discours et les représentations produits sur Tananarive révèlent donc à quel point la ville s'avère déroutante pour qui l'observe ou la vit. Le plus souvent, est valorisée la modernité du paysage urbain, c'est-à-dire les traits qui apparentent Tananarive aux grandes métropoles internationales, éventuellement quelques éléments esthétiques disparates du paysage, ce qui contribue à ancrer la ville dans le champ d'une proximité culturelle rassurante avec le monde occidental. Mais en même temps, c'est la référence à un monde rural idéalisé qui sert, en contrepoint, d'argument à la dévalorisation de la ville, voire à sa négation. Non seulement Tananarive nourrit des représentations instables et concurrentes, mais celles-ci ont en commun d'opposer modernité urbaine et authenticité malgache, comme si l'une ne pouvait qu'exclure l'autre. Qu'il s'agisse d'une représentation positive ou négative, on formulera ici l'hypothèse que Tananarive n'est pas

⁷⁷ L'insécurité dans les campagnes a été particulièrement forte dans les années quatre-vingt, durant la période où l'Etat n'assumait plus ses fonctions de base : vols de zébus et de récoltes, attaques de bandits, routes peu sûres... Depuis quelques années, la situation s'est considérablement améliorée, tout en demeurant préoccupante.

perçue comme représentative du pays, mais est toujours considérée comme une exception. Cette exception est présentée tantôt comme radicalement étrangère au reste du pays de par son aspect moderne, tantôt comme un organisme monstrueux sur un corps rural idéalisé. Tananarive la grande ville peut-elle être perçue comme la capitale d'un pays qui se voit comme exclusivement rural ?

B- La capitale vécue et perçue par les Tananariviens : entre fascination et rejet

Les Tananariviens eux-mêmes partagent cette perception ambivalente de la ville, tantôt la valorisant en tant que capitale, et tantôt la rejetant comme pervertie et gangrenée par la corruption morale. On tient sans doute là la clef pour comprendre la fragilité du statut de capitale dans les représentations.

1- De la fierté d'être Tananarivien

Il suffit en général de converser quelque peu avec un Tananarivien pour s'apercevoir à quel point il est attaché à sa ville, et plus encore à quel point il en est fier. La très grande majorité des Tananariviens a le sentiment d'avoir la chance d'habiter dans la capitale de Madagascar. Ce sentiment est partagé par les originaires des autres provinces, qui déclarent qu'ils aiment vivre à Tananarive parce que c'est la capitale nationale.

Les réponses aux questionnaires déposés dans les classes de septième des écoles primaires de la capitale sont riches d'enseignement. De nombreux enfants déclarent aimer leur ville, et plusieurs évoquent comme motif le fait qu'elle est la capitale de Madagascar. Sur une classe de quarante à cinquante élèves, il est fréquent d'obtenir une petite dizaine de cette réponse. A l'EPP⁷⁸ d'Analakely, 18 sur 47 aiment Tananarive car c'est la capitale du pays (44 sur 47 aiment) : il s'agit du plus fort score de cette réponse, ce qui s'explique sans doute par le fait qu'il s'agit d'un quartier central. Des réponses de ce type ont été fréquemment relevées :

« *Tiako satria izaho Malagasy* » (Sainte-Thérèse n° 7) : j'aime car je suis Malgache

« *Tiako satria izy no renivohitrako* » (Sainte-Thérèse n° 1) : j'aime car c'est ma capitale.

A l'EPP d'Anosipatrana, 31 élèves sur 32 aiment la ville. Leur dessins montrent une forte perception du statut de capitale. Tous les attributs de la capitale y sont en effet figurés. Il s'agit d'éléments qui n'existent qu'à Tananarive, qui permettent de l'identifier avec certitude, et qui ne se retrouvent dans aucune ville de province. Ainsi, un dessin a fait figurer sur un plan simplifié de la ville (voir figure n° 4) :

- le Ministère de l'éducation (quartier d'Anosy)
- la Radio nationale malgache (idem)
- l'hôtel Hilton (idem)
- Le parc de Tsimbazaza
- le stade de Mahamasina

⁷⁸ Ecole Primaire Publique.

- le Rova
- le jardin d'Ambohitovo, l'Avenue de l'Indépendance et la gare
- le palais du Premier Ministre à Mahazoarivo
- le fleuve Ikopa

figure n° 4

Sont donc représentés des bâtiments d'envergure nationale (sièges du pouvoir, monuments historiques, gare centrale), des lieux de loisirs connus dans tout le pays (stade, parcs), et le seul hôtel d'architecture internationale à Madagascar, le Hilton. On a bien là tous les attributs visuels de la capitale. Un élève de l'EPP d'Ankadifotsy (n° 31) a dessiné un Hilton géant, le Rova tout petit à côté, le stade et le lac Anosy encore plus petits. Le stade de Mahamasina, le seul véritable grand stade du pays avec des tribunes, est nettement perçu comme un attribut de la capitale, d'autant plus que s'y déroulent les manifestations sportives d'envergure nationale, de grands concerts, ainsi que le défilé militaire du 26 Juin : tout événement d'importance nationale se déroule à Mahamasina, et bénéficie généralement d'une diffusion télévisée qui fait connaître le stade dans tout le pays. C'est d'ailleurs là que Marc Ravalomanana a organisé la cérémonie d'auto-proclamation à la présidence le 22 février 2002 (voir figure n° 4, dessin n° 34).

Il semble donc qu'il existe une forte sensibilité des enfants tananariviens au fait qu'ils habitent dans la capitale de leur pays. Pour un certain nombre d'entre eux, cette sensibilité passe par la dimension visuelle, les enfants identifiant des éléments du paysage qui sont autant d'indicateurs du statut de capitale. Cette éducation se fait essentiellement à l'école, à travers les cours d'histoire-géographie et d'éducation civique, à l'occasion de la préparation d'événements importants comme la fête de l'Indépendance ou la commémoration de l'insurrection de 1947.

Les enquêtes auprès des ménages ont également permis de faire apparaître une réelle fierté d'habiter la capitale : « *C'est le centre de tout Madagascar et tous les gens des provinces viennent ici* » (ville haute n° 23). Georges, aux 67 hectares (n° 28), déclare que Tananarive est une belle ville : « *Ça ne s'explique pas, c'est dans le cœur, c'est la capitale, l'histoire de Madagascar* ». A Ankadifotsy (n° 5), un homme critique le manque de tenue des habitants de la ville, arguant qu'ils devraient se comporter d'une manière convenable du fait qu'ils ont le privilège de résider dans la capitale : selon lui, habiter à Tananarive crée des devoirs envers cette ville, qu'il considère avec déférence : « *Tana a une histoire digne des contes des mille et une nuits. Elle est bâtie sur un site très original, ce qui en fait la beauté. Mais les habitants sont loin de donner l'image que mérite une capitale.* »

Ces résultats semblent donc accréditer l'hypothèse selon laquelle Tananarive est bien acceptée en tant que capitale nationale : elle a trouvé toute sa place dans les représentations de ses habitants. Mais il ne s'agit là que d'une représentation guidée par des discours extérieurs et convenus (l'école, les commémorations officielles...). Dès que l'on s'intéresse aux représentations plus personnelles des Tananariviens, la vision lisse d'une capitale sûre d'elle-même s'estompe...

2- Des manifestations vives de rejet de la grande ville

Il existe en effet chez les Tananariviens un fort sentiment de rejet de la vie dans la capitale, qui se fonde sur une comparaison avec le monde rural. Le héros d'une des nouvelles d'A. Kauffmann, un jeune rural, s'exprime en ces termes révélateurs d'une perception très négative de la grande ville :

« La capitale ! Tu plaisantes ! Cette fourmilière ! Ce charbon ! Plutôt crever ! »⁷⁹

Le premier des reproches adressés à Tananarive par les Tananariviens eux-mêmes est sa taille excessive. De nombreux habitants gardent à l'esprit la notion d'un « équilibre » démographique de la ville qui aurait été rompu à partir des années soixante-dix, période à partir de laquelle la ville a connu une accélération de sa croissance. Ainsi, lors des enquêtes, de nombreuses personnes déclarent ne pas aimer la ville car elle est trop peuplée :

« *Il y a trop de monde* »,

« *C'est trop dense* »,

« *Quand j'étais petite, Tana était belle, mais maintenant il y a trop de monde* »

(femme de 40 ans, ville haute n° 32),

« *Tana est sale. Je n'aime pas le centre, pas la ville même : il y a des voitures, du bruit, de la pollution, des bagarres, de l'insécurité* » (femme de 89 ans habitant un quartier périphérique).

Les Tananariviens ont ainsi la notion d'un seuil critique qui aurait été dépassé et développent la phobie de la saturation de la ville. Ce type de réaction témoigne d'une hantise du déséquilibre avec la campagne, d'une répulsion instinctive envers les trop grandes concentrations humaines. La pensée malgache semble réfractaire à l'existence d'un organisme urbain hypertrophié, en ce qu'il rompt une certaine harmonie de l'organisation de l'espace et de sa hiérarchisation : c'est sur le thème d'une ville aux dimensions humaines qu'Andrianampoinimerina avait conçu Tananarive. Spontanément, les Malgaches dans leur ensemble, et la grande majorité des Tananariviens, réprouvent l'idée de l'existence même de Tananarive sous sa forme actuelle. Le fondement même de la citadinité, c'est-à-dire la concentration humaine, est rejeté. Habiter dans la capitale est alors perçu comme un inconvénient majeur, un mal nécessaire dont on se passerait volontiers.

L'envergure de Tananarive déroute les Tananariviens. Il est fréquemment arrivé, au cours des enquêtes, que la concentration humaine soit citée comme symbole de la ville. Ce constat, étonné pour les migrants ruraux récents, exaspéré pour nombre de citadins de souche, s'exprime par des termes vagues qui traduisent bien le sentiment de démesure ressenti : « *la foule* », « *beaucoup de monde* », « *les gens partout* », « *le monde dans les rues* ». Les Tananariviens, quelle que soit leur origine, se sentent comme écrasés par la taille de leur ville. Rares sont ceux pour qui ce constat est perçu comme positif, et pour qui la taille de la ville est alors synonyme de modernité et de primauté économique.

La taille excessive de la ville est perçue de façon plus concrète à travers la question des déplacements intra-urbains et celle de la pollution.

Tananarive est en effet en proie à d'importants embouteillages, qui sont en général considérés comme insupportables par les habitants, en raison du temps qu'ils font perdre, des nuisances sonores qu'ils occasionnent (« *Tana est trop bruyante* », Ivandry n° 7), et de la pollution atmosphérique qu'ils créent⁸⁰.

La question de la pollution se focalise très significativement sur le thème des rizières en ville : celles-ci sont assimilées au mode de vie et aux paysages ruraux, elle figurent un monde idéalisé, perçu comme pur et respectueux de la nature. Or, en ville, les rizières sont polluées par les effluents industriels des usines bordières, ainsi que par les

⁷⁹ *Mauvais numéro*, p. 85.

⁸⁰ Sur les embouteillages et la croissance du parc automobile, voir chapitre VII, II.

rejets sauvages effectués par les habitants (huiles de vidange automobile, ordures, objets encombrants...) et surtout par le déversement des eaux usées. C'est pourquoi de nombreux habitants ne les apprécient pas car elles ne correspondent plus à leur vocation initiale : « *C'est sale et nauséabond* », « *Ce qu'on y produit empoisonne* » sont des critiques fréquemment entendues.

La pollution atmosphérique constitue un phénomène très visible en ville, par la fumée noire crachée par les pots d'échappement des véhicules mal réglés. Les réponses des enfants ont particulièrement mis en relief ce problème : « *En ville on étouffe* », « *Je n'aime pas Tana, il y a beaucoup de voitures, c'est pollué* », « *Je n'aime pas parce qu'il y a beaucoup de voitures, de saleté et de gens* », « *Maloto ny rivotra sady be fiarakodia* » (l'air est sale et il y a beaucoup de voitures). A l'école catholique d'Isotry, 11 élèves sur 48 n'aiment pas Tananarive, tous pour la même raison : c'est sale et pollué, les deux caractéristiques étant systématiquement accolées. C'est à Andohalo, sur la ville haute, que les enfants ont la perception la plus négative de la ville : 58 % d'entre eux n'aiment pas la ville, la première des raisons invoquées étant la pollution (vingt citations). Une élève est particulièrement virulente à l'encontre de la ville : « *Maimbo, maloto, be mpanendaka sy mpangalatra* » (Ça pue, c'est sale, il y a beaucoup de détrousseurs et de voleurs).

Enfin, le rejet de la grande ville se fonde sur le plan moral : la ville est perçue par un certain nombre de personnes comme un lieu de dépravation, de corruption morale, surtout pour les jeunes : « *J'aime de moins en moins Tana car la ville s'est trop étendue, la population aussi. Elle est polluée dans tous les sens du terme, aussi bien humainement qu'à cause des voitures.* » Ce point de vue n'est pas l'apanage des personnes d'un certain âge ; certains jeunes interrogés le partagent. Les arguments invoqués sont :

- les mauvaises fréquentations, surtout dans les quartiers mal famés où habitent des délinquants. Ce mauvais voisinage peut inciter les jeunes à boire, à fumer du chanvre, ou bien à rester oisifs.
- les tentations exercées par la ville, à travers l'offre de consommation qui crée des sentiments de frustration chez les jeunes. N'ayant pas les moyens de s'offrir ces produits, ils sont prêts à tout pour obtenir quelque argent. Ainsi, un chauffeur de taxi se plaignait du fait que de plus en plus de jeunes filles se prostituent pour acheter des vêtements ou des objets chez les commerçants chinois de Behoririka.

Lors des enquêtes, de nombreux habitants ont exprimé ce sentiment. Landy (Soavimasoandro n° 38), âgé de 20 ans, explique :

« *Tana, Tamatave, c'est pareil, ce sont des villes, c'est mauvais pour l'éducation, ça a une mauvaise influence* ». Il évoque ensuite sa frustration envers les tentations de la ville : « *en ville il faut être riche, sinon on est frustré de ne pouvoir consommer. Depuis que les Chinois sont là, ça suscite encore plus d'envie. Ça sert à rien d'aller dans les magasins, avec 50 000 Fmg, on ne peut rien faire. A Analakely, j'y passe seulement, c'est pas pour moi, c'est pour les riches.* »

Une institutrice de la ville haute (n° 27) s'inquiète de l'avenir de l'éducation des enfants et craint un déclin de l'autorité parentale :

« *Il y a un laisser-aller dans l'éducation avec des répercussions sur la vie sociale, des vols, du vandalisme. Tana est une ville vitrine et tentatrice. Les parents ne peuvent pas tout offrir à leurs enfants, qui se débrouillent.* »

Le projet d'Eric (67 hectares n° 28) : le retour à la campagne

Face aux difficultés financières de son couple, dues à l'instabilité professionnelle, le projet d'Eric est de s'installer à la campagne, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tananarive, où habitent ses beaux-parents. Il souhaiterait reprendre l'activité agricole familiale en investissant, car il en a « *marre de la pollution, des problèmes urbains. A Tana c'est là qu'il y a de l'argent, mais c'est perturbant : beaucoup de déplacements sont nécessaires, la vie est instable, les dépenses sont exorbitantes pour la nourriture, les frais de scolarité...* ». En tout cas, tant qu'il vit à Tananarive, il ne souhaite pas s'installer en périphérie car la sécurité est meilleure en ville et les déplacements moindres. Il considère les longs déplacements quotidiens comme mauvais pour l'éducation de son fils et pour la santé en général.

Eric exprime bien ce rejet de la grande ville, perçue comme corruptrice.

Conclusion III

Il apparaît donc nettement que les Tananariviens sont plus ou moins consciemment hostiles à la notion de grande ville, fondamentalement étrangère à la pensée merina de l'espace. Par conséquent, Tananarive ne peut pas être perçue comme représentative de Madagascar : une ville aussi grande ne saurait prétendre incarner le pays. Significativement, lorsque Tananarive est valorisée par ses habitants, c'est uniquement dans ses aspects étrangers, non malgaches : la modernité paysagère, l'offre de consommation... S'il existe un discours positif et objectif sur la ville (grand centre économique, pôle commercial moderne, pôle culturel...), celui-ci reste dans une large mesure convenu et relevant d'un certain opportunisme : il est bien pratique de trouver à Madagascar une ville offrant tous les avantages de la modernité occidentale.

Mais à y regarder de plus près, il apparaît bien que les Tananariviens rêveraient plutôt d'une ville de taille moyenne, circonscrite aux collines et à Analakely. Pour être considérée comme authentiquement malgache et non plus seulement comme une ville marquée par l'influence occidentale, Tananarive est présentée comme un reflet, mais très imparfait, du monde rural, lui-même idéalisé. La valorisation de la ville est dans ce cas réduite à quelques éléments paysagers pittoresques et isolés. Les Tananariviens partagent en fait dans leur ensemble la conviction selon laquelle leur ville sous sa forme actuelle constitue une anomalie historique : depuis Andrianampoinimerina, la ville a grandi exagérément et s'est corrompue, au point de devenir un organisme considéré comme hypertrophié et invivable.

CONCLUSION CHAPITRE II

Tananarive ne s'impose pas comme une capitale évidente : on constate bien l'instabilité de la notion de capitale, qui pose problème dans la définition de l'identité tananarivienne. Cette instabilité revêt deux aspects. D'une part, tantôt Tananarive s'affirme comme capitale et revendique son statut, par exemple dans le domaine de la primauté économique, tantôt ce rôle national est nié, en particulier dans le domaine politique, où l'idée d'une vocation nationale est souvent rejetée. D'autre part, Tananarive fait l'objet par ses habitants soit d'une idéalisation et d'une fierté, du fait précisément qu'elle est capitale, soit au contraire elle est dévalorisée par les inconvénients qu'elle présente, sur le plan de la vie quotidienne ou bien sur le plan moral.

Ces deux oscillations, qui fondent l'instabilité des représentations en tant que capitale, s'expliquent par trois facteurs principaux. Tout d'abord, les Tananariviens manifestent un goût, voire une fascination incontestables pour la vie urbaine et pour ses avantages, mais ces aspirations se heurtent aux conditions économiques réelles du pays : Tananarive est une capitale où chacun rêve de vivre comme dans les capitales européennes. Cependant, l'offre de consommation et les moyens de ses habitants, dans le contexte de crise économique, ne le permettent pas. Les Tananariviens souffrent ainsi de ne pas avoir les moyens de vivre aux standards qu'ils jugent être ceux d'une véritable capitale.

En outre, la question de la représentativité de Tananarive par rapport à Madagascar s'avère éminemment problématique, à la fois par la composition de sa population, très majoritairement merina, et par ses ambitions politiques, parfois plus régionales que nationales. L'idée selon laquelle Tananarive ne représente pas le pays, et ne souhaite pas le faire, est très présente dans les esprits, et sans doute jamais tant que durant la période troublée du début 2002 qui voit se cristalliser un divorce entre la capitale et le reste du pays. Cette ville a été promue capitale politique sans jamais réellement l'accepter, ou en tout cas se vivre comme telle.

Enfin, les Tananariviens sont partagés entre la fascination pour les aspects modernes de leur ville, et leur méfiance pour tout ce qui la rend trop voyante, trop grande, trop « cosmopolite », trop trépidante, en un mot trop urbaine. Ils ne parviennent pas à considérer comme représentatif de leur pays un organisme urbain aussi étranger à leur conception de l'espace : la grande ville pose problème dans la pensée traditionnelle de l'espace, qui valorise plutôt le monde rural et ses bourgades, comme en témoignent les nombreuses manifestations de rejet dans les représentations de la ville. C'est donc cette fois l'envergure de la capitale en tant que métropole qui contribue à son instabilité dans les représentations de ses habitants.

Pour toutes ces raisons, Tananarive en tant que capitale constitue donc un objet éminemment instable. L'accession à l'indépendance n'a aucunement résolu les problèmes posés par la définition du statut représentatif de la ville. La crise économique qui frappe la ville à partir des années soixante-dix n'a fait que renforcer ce sentiment de déstabilisation de l'identité tananarivienne. Des repères forts allaient se brouiller, être Tananarivien devenir de plus en plus difficile à définir.

CHAPITRE III – VIVRE LA CRISE A TANANARIVE : L'ALTERATION DES PAYSAGES, DES PRATIQUES ET DES REPRESENTATIONS DE LA VILLE

A partir du début des années soixante-dix, Madagascar a connu une grave crise économique qui a eu des répercussions dans tous les domaines de la vie du pays. La capitale n'a pas été épargnée, subissant directement les effets de cette crise. Toutefois, il ne s'agit pas spécifiquement d'une crise urbaine, au sens où les causes et manifestations seraient particulières à l'espace urbain : à l'instar de l'analyse menée par B. Calas sur Kampala¹, on préférera parler des effets urbains de la crise. Cependant, depuis quelques années, le mouvement de dégradation économique et sociale s'est stabilisé, certains indicateurs signalant même une légère amélioration de la situation générale. Ce sont en particulier les études menées par l'organisme MADIO² qui ont mis en évidence ce phénomène, qui fait par ailleurs l'objet d'une contestation par d'autres observateurs. On verra donc qu'il faut manipuler avec prudence ces signes de sortie de crise.

La crise à Madagascar a nourri une abondante littérature, essentiellement consacrée au monde rural. Elle a également été abordée de manière systémique dans certaines villes comme Tuléar. Curieusement, aucune entreprise similaire n'a vu le jour sur Tananarive. D'autre part, s'il existe de très nombreux rapports, études, comptes-rendus d'ateliers, etc., réalisés par des organismes internationaux, des ONG ou des bureaux d'études, il n'existe pas en revanche d'essai d'interprétation de l'impact de la crise sur les représentations urbaines. Toute la littérature se concentre sur les manifestations concrètes de la crise, qui sont il est vrai les plus frappantes et les plus choquantes. Ainsi, si les questions de la malnutrition, du sous-équipement urbain, de la détérioration du système de santé, du chômage... sont relativement bien traitées, essentiellement par les travaux de MADIO et par la littérature grise disponible à Tananarive, nul ne s'est penché sur les Tananariviens eux-mêmes, sur leur perception de cette crise qui a bouleversé leur mode de vie dans tous les domaines (éducation, santé, alimentation, loisirs, déplacements, relations familiales...). Or, à les écouter parler de la crise, il apparaît rapidement que les gens ont subi des traumatismes, peut-être plus que les ruraux dont le cadre de vie n'a guère évolué pendant la crise : ils ont eu à subir une dégradation de leur niveau de vie, mais ce n'est pas l'ensemble de leurs références spatiales qui ont été altérées, ni tous les domaines de leur vie quotidienne. On partage ici l'opinion de J.-P. Raison, qui peut sembler paradoxale dans un pays rural où règne l'insécurité alimentaire, selon laquelle « la principale victime de la crise est peut-être la société urbaine »³. Pour les Tananariviens, c'est bien leur monde dans son ensemble qui a été ébranlé : dégradation très forte de l'aspect de la ville, restriction, voire disparition, des loisirs et des déplacements, perte d'un certain art de vivre en ville. C'est pourquoi on a considéré qu'il était important de se pencher sur cette perception traumatique des effets de la crise pour cerner ce que signifie vivre à Tananarive aujourd'hui : l'identité de la ville a été profondément altérée. Le sentiment de citoyenneté, que l'on étudiera en détail dans la deuxième partie, ne peut se comprendre qu'à l'aune des mutations engendrées par la crise de la ville. On s'intéressera donc de façon privilégiée

¹ Voir CALAS B., 1998, *Kampala – La ville et la violence*, introduction.

² Madagascar-DIAL-INSTAT-ORSTOM est un organisme basé à Tananarive, qui bénéficie de financements divers (Union européenne, Ministère français de la Coopération et du Développement entre autres) et de coopérations entre ces organismes de recherche. MADIO a pour objectif d'aider les autorités malgaches à gérer au mieux le processus de transition économique en leur fournissant des données statistiques adéquates. *Madio* signifie « propre » en malgache. Faut-il y voir un clin d'œil relatif à la volonté de transparence en matière de statistiques affichée par l'organisme ?

³ Géographie Universelle, *Les Afriques au sud du Sahara*, Belin Reclus, 1994, p. 436.

aux représentations de la crise par les Tananariviens, ainsi qu'aux nouvelles pratiques spatiales apparues au fil des années. Entrée par effraction dans les représentations des Tananariviens, la crise est devenue un objet envahissant, obsédant, qui s'est immiscé dans la plus anodine des remarques : rares sont ceux qui ne se sont pas sentis concernés personnellement. On tentera donc ici de montrer à quel point les Tananariviens ont vécu la crise comme une attaque contre leur ville, comme un nouveau coup qui pourrait lui être fatal : c'est bien le pessimisme tananarivien qui a nourri tout discours sur la crise. Les propos de P. Péliissier et de G. Sautter concernant le monde rural malgache s'appliquent tout aussi bien à la situation urbaine :

« Si la décennie quatre-vingt fut, dans l'ensemble de l'Afrique tropicale, une période de crise, nulle part celle-ci ne fut ressentie aussi sévèrement qu'à Madagascar, aussi globalement synonyme d'appauvrissement mais surtout de désespérance... »⁴.

I- DE LA CRISE ECONOMIQUE A LA DESTRUCTURATION URBAINE

Une approche globale de la crise : aspects de la dégradation généralisée du niveau de vie des Tananariviens

Les conditions de vie générales des Tananariviens ont connu une évolution très négative depuis une trentaine d'années, évolution dont on tentera ici de rassembler les éléments les plus importants, de manière à donner au lecteur une idée d'ensemble.

L'impact de la crise peut tout d'abord s'apprécier sur le plan démographique. Tous les indicateurs témoignent de la dégradation d'une situation déjà médiocre à l'origine. En 1997, la mortalité infantile à Tananarive est de 56 ‰ (Madagascar : 100 ‰), et la mortalité infanto-juvénile atteint le très mauvais taux de 110 ‰ (Madagascar : 157 ‰) ; en 1974, le taux était identique (mortalité infantile de 55,6 ‰, contre 45,7 ‰ en 1972 : en deux ans, la dégradation a été nette). La taille moyenne de la population tananarivienne n'a pas augmenté depuis quarante ans (1,59 m)⁵. L'indice de développement humain pour Tananarive est également préoccupant, bien qu'indiquant classiquement une situation meilleure que dans le reste du pays :

IDH en 1997 (Source : PNUD) :	Madagascar	0,373 (152 ^e rang mondial)
	Zones urbaines	0,474
	Zones rurales	0,316
	Tananarive	0,552 (contre 0,531 en 1993)

De nombreux organismes ont évalué le niveau de pauvreté dans l'agglomération tananarivienne. MADIO fait état de 75 % de personnes en dessous du seuil de pauvreté⁶. 75 % des Tananariviens disposeraient de moins de 2 100 Kcal/jour et 62 % de moins de 1 810 Kcal/jour, ce qui correspond au seuil minimal défini par l'OMS. La consommation annuelle par habitant a baissé en volume de 48 % de 1960 à 1995. La Banque mondiale évoque une baisse du pouvoir d'achat des Tananariviens de 40 % entre 1971 et 1991. Le

⁴ RAISON J.-P., préface de *Paysanneries malgaches dans la crise*, p. 5.

⁵ Source : *Enquête démographique et de santé*, Madagascar 1997, INSTAT-DHS.

⁶ Pour plus de détails sur la question, voir par exemple RAVELOSOA J. R., 2001, *Dynamique de la pauvreté urbaine. Un bref aperçu du niveau de vie des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo*, et RAVELOSOA J. R., ROUBAUD F., 1996, *Dynamique de la consommation des ménages d'Antananarivo sur la longue période : 1960-1995*.

tableau suivant montre bien la baisse spectaculaire de la consommation de certains produits courants :

Tableau n° 4 : l'évolution de la consommation de quelques produits de première nécessité depuis 1960

Postes budgétaires	1961	1977/1978	1993/1994	1994/1995	1997/1998	Evolution (1961/1998)
Riz (kg/an)	135,4	112,4	113,4	107,3	131,8	- 2,7 %
Pain (kg/an)	11,9	7,7	19	6,9	12,8	+ 7,6 %
Viande de bœuf (kg/an)	18,9	13,8	10,4	8,0	9,8	- 48,2 %
Viande de porc (kg/an)	8,7	5,2	3,2	2,1	4,2	- 51,7 %
Sucre (kg/an)	8,6	5,4	6,1	4,1	5,5	- 36,1 %
Valeur calorique (Kcal)	1 700	1 348	1 399	1 213	1 541	- 9,4 %

Source : RAVELOSOA J. R., 2001, *Dynamique de la pauvreté urbaine. Un bref aperçu du niveau de vie des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo*, p. 9

C'est donc l'image d'une ville massivement paupérisée qui se dégage. En 2000, une enquête⁷ sur l'aisance financière des ménages met bien en évidence ce sentiment de précarité de l'existence :

« vous vivez bien » : 1,1 % de la population tananarivienne

« ça va à peu près » : 28,5 %

« ça va mais il faut faire attention » : 18,8 %

« vous vivez difficilement » : 51,6 %

Le domaine de l'emploi a naturellement été fortement touché par la crise. Des entreprises industrielles ont fermé ou licencié massivement dans les années quatre-vingt. De nombreux travailleurs sont contraints à la double, voire à la pluri-activité, notamment les fonctionnaires particulièrement mal rémunérés. MADIO estime par ailleurs que le secteur informel représente 60 % de l'emploi total, taux très élevé mais non spécifique de Tananarive : des taux d'informalisation analogues sont observés dans les grandes villes africaines par exemple.

Enfin, dernière conséquence sociale qu'on abordera dans le cadre de cette présentation très générale, l'apparition en ville de sans-abri, appelés 4'mis⁸, qui inspirent crainte et répulsion aux Tananariviens. Les 4'mis survivent essentiellement des activités de récupération des déchets et de micro activités artisanales (portage, gardiennage de voitures dans le centre-ville...), ainsi que de la mendicité⁹.

⁷ RAVELOSOA J. R., 2001, *Dynamique de la pauvreté urbaine. Un bref aperçu du niveau de vie des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo*, p. 11.

⁸ Terme forgé par la langue tananarivienne pour désigner les sans-abri. L'origine du terme serait les quatre maux dont sont supposés être affectés les gens vivant dans la rue : **miloka** (parier), **mifoka** (se droguer), **misotro** (boire), **mijangajanga** (se prostituer). On perçoit bien le présupposé idéologique présent derrière cette terminologie, sur lequel on aura l'occasion de revenir, au chapitre VIII. D'ailleurs, le terme a connu un glissement de sens, puisqu'il désigne aujourd'hui les sans-abri, sans qu'il ne préjuge de leurs activités : ce ne sont par exemple pas les 4'mis qui alimentent le marché de la drogue ni celui de la prostitution.

⁹ Sur les 4'mis, voir ASA (Association pour l'accueil des sans-abri), WING KONG L. et TRONCHON J. (dirs.), 1995, *Les sans-abri à Antananarivo*. Par ailleurs, on ne peut évoquer la question des 4'mis à Tananarive sans citer le nom du père Pedro, qui a mis en place une association humanitaire de grande

Pour conclure, on dressera une rapide chronologie des années de crise. Très schématiquement, de 1972¹⁰ au milieu des années quatre-vingt, le pays a connu une très forte dégradation de sa situation économique. Le tournant libéral pris alors a eu des répercussions très dures sur la vie des Malgaches, jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix. Depuis cette date, il semble que le pire ait été dépassé et que la conjoncture économique présente des signes encourageants.

Dans le détail, des études récentes ont montré que la crise avait été particulièrement forte pour les citoyens dans les années quatre-vingt. Les conséquences des restrictions se sont fait particulièrement sentir dans les années 1985-1989, où la mortalité augmente, surtout chez les jeunes adultes, où l'espérance de vie régresse : une étude récente parle de « famine ignorée » de 1985 à 1987, en raison de la hausse spectaculaire du prix du riz, après sa libéralisation¹¹. Si la situation s'améliore lentement dans les années quatre-vingt-dix, les Tananariviens perdent encore 10 % de leur pouvoir d'achat entre 1993 et 1995¹². Les années 1994-1995 ont également été très difficiles en raison du flottement du Franc malgache, décidé en 1994, qui s'est traduit par une dévaluation de quelque 50 %. L'inflation a été très importante : + 36 % de 1995 à 1996, + 48 % de 1996 à 1997. En dépit d'une amélioration certaine, marquée en particulier par le ralentissement de l'inflation depuis quelques années (+6 % entre 1997 et 1998), les salaires ne suivent pas la hausse des prix qui touche essentiellement les produits de première nécessité (PPN). Un salaire moyen, de quelque 250 000 Fmg¹³, ne permet pas de faire vivre une famille, sans parler même du SMIG, fixé à 170 000 Fmg en 2001, souvent non respecté. On estime généralement qu'il faut environ un revenu mensuel d'un million de francs malgaches pour faire vivre correctement une famille de quatre personnes à Tananarive. L'évolution des prix de quelques PPN entre 1997 et 2001 permet de comprendre que la dégradation du pouvoir d'achat se poursuit :

Prix moyen	1997	2001
Riz (kg)	2 100 Fmg	2 700 Fmg
Viande de bœuf (kg)	5 000 Fmg	8 000 Fmg
Viande de porc (kg)	8 000 Fmg	12 000 Fmg

Les hausses de prix continuent, même si elles n'ont pas la même ampleur que précédemment¹⁴. Ainsi, le pain a augmenté de près de 30 % en mai 2000, passant de 600 à 750 Fmg. Si les indicateurs macro-économiques semblent donc indiquer une amélioration

envergure qui accueille depuis 1990 environ 20 000 personnes. On reviendra sur son action au chapitre VIII.

¹⁰ Il semble qu'il existe des signes très nets de début de crise économique dès les dernières années de la I^{re} République. Toutefois, aucune étude n'étant disponible sur le sujet, nous n'entrons pas dans le détail de cette question, par ailleurs très polémique car elle remet en cause la responsabilité univoque attribuée aux régimes ayant succédé à la I^{re} République dans le déclenchement de la crise.

¹¹ CANTRELLE P., GARENNE M., RALIJAONA O. et WALTISPERGER D., 2001, « Impact démographique d'une famine ignorée », *Economie de Madagascar*, n° 4.

¹² RAVELOSOA R., ROUBAUD F., 1996, *Dynamique de la consommation des ménages d'Antananarivo sur la longue période : 1960-1995*, MADIO.

¹³ Rappelons qu'en 2001, 1 000 Fmg valaient environ 0,18 euro (environ 1,13 FF).

¹⁴ Sur l'évolution précise dans les années quatre-vingt-dix, voir GUENARD C., 1997, *Evolution de la structure des prix et impact sur les inégalités de niveau de vie à Antananarivo de 1990 à 1997*.

de la situation des ménages¹⁵, les discours des Tananariviens permettent de s'interroger sur la réalité de celle-ci.

A- La crise au quotidien : la multiplication des restrictions

1- Limitation et simplification du régime alimentaire

Le premier domaine concerné par les restrictions est naturellement l'alimentation : la consommation alimentaire a baissé de 13 % en volume entre 1961 et 1998 (MADIO). La question de la malnutrition à Tananarive a fait l'objet de très nombreuses études, en particulier chez les enfants. C'est pourquoi on se concentrera ici sur les résultats des enquêtes personnelles. On privilégiera donc une approche plus qualitative de la question, dans le but de donner un aperçu de situations personnelles significatives.

La frustration la plus souvent exprimée à propos des restrictions alimentaires concerne la viande. Ce produit est en effet particulièrement apprécié des Malgaches ; il est normalement présent à chaque repas pour ceux qui en ont les moyens, y compris au petit déjeuner sous forme de *kitoza* (viande fumée et séchée). Or, depuis les années soixante-dix, la consommation de viande a connu une forte régression chez la plupart des ménages tananariviens : - 50 % par rapport aux années soixante (MADIO). Chez les plus pauvres, elle n'est consommée qu'exceptionnellement, pour une grande occasion, pour un jour de fête. Nombre de ménages enquêtés déclarent n'acheter que 250 g à 1 kg de viande par semaine, pour toute la famille, environ cinq à six personnes. Les ménages démunis n'achètent de la viande qu'une fois par mois, lors de la paye. « *La viande s'est enfuie* », résume bien une Tananarivienne : ceux qui en mangent quotidiennement font figure de privilégiés. Certains déploient des stratégies de substitution, comme le fait de faire cuire des os pour parfumer le *ro* (jus) accompagnant le riz. On accompagne également le riz de différents *laoka*¹⁶ bon marché. Une jeune femme d'Isotry, employée chez des Français, explique : « *On essaie de varier, on achète des haricots secs, des brèdes¹⁷, des légumes, des pommes de terre, et un peu de viande* » (Isotry n° 7). Certains consomment également des tripes et des abats, des carcasses ou des têtes de poisson, produits achetés très bon marché aux rebuts dans les grandes surfaces. Dans les quartiers proches du supermarché Cora, nombreux sont ceux qui ont recours à cet expédient, à raison d'un achat par semaine en moyenne. Dans les quartiers périphériques, certaines familles ont la possibilité de pêcher dans les rizières environnantes, qui fourmillent de petits poissons d'eau douce.

Quant à la consommation de volaille, elle est réservée aux grandes occasions, comme les jours de fête, un anniversaire, une circoncision... Les plus démunis n'ont l'occasion d'en manger que si on leur en offre, soit lors d'une distribution de charité pour Noël par exemple, ou bien lors d'une cérémonie familiale à laquelle ils sont invités.

¹⁵ MADIO a mis en évidence, depuis 1995, et plus nettement depuis 1998, une reprise de la consommation et une amélioration du pouvoir d'achat ; le taux de pauvreté se réduit ; le revenu moyen d'activité augmente ; les créations d'emploi reprennent dans le secteur formel. Voir MADIO, 1998, *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo 1995-1998 : la reprise se confirme*, et MADIO, 1998, *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*.

¹⁶ L'accompagnement du riz.

¹⁷ Les brèdes sont des plantes potagères aux feuilles comestibles, consommées cuites (bouillies). Elles sont comparables d'aspect à nos épinards.

Mais c'est la question du riz qui s'avère la plus cruciale. Pour la grande majorité de la population, la consommation est assurée, que ce soit par la production personnelle ou bien par l'achat avec les revenus du ménage. Mais pour la fraction la plus démunie de la population, la présence de cet aliment de base fait défaut. Le riz est alors bien souvent éliminé du petit déjeuner, au profit d'une simple tasse de café ; on sautera le repas du midi. Le soir, on privilégiera la préparation de *vary sosoa*, car cela permet d'utiliser moins de riz (on mange plus de bouillon). A l'extrême, les tubercules, le manioc, les légumes secs, le maïs, voire les brèdes se substituent au riz. Certaines personnes rencontrées ont même déclaré ne consommer certains jours que de l'eau bouillie dans la marmite du riz pour se remplir l'estomac.

Manquer de riz constitue certes une très importante contrainte alimentaire, mais cela représente également une intense frustration mentale : le riz est perçu comme faisant partie intégrante de l'identité malgache. En manquer, c'est en quelque sorte ne plus faire vraiment partie de la communauté ; une telle restriction est perçue comme infamante. De surcroît, un Malgache qui n'a pu avoir assez de riz lors d'un repas ressent une impression de faim ; la satiété se ressent en fonction de la consommation jugée suffisante de riz¹⁸. Ceux qui doivent se restreindre sur le riz sont véritablement malheureux. Une famille explique qu'elle ne peut en acheter régulièrement pour toute la famille ; on mange alors des brèdes. Lorsqu'il n'y a pas assez de riz pour tout le monde, ce sont les enfants qui n'en mangent pas (Ivandry n° 45).

Le fait que certains Tananariviens puissent manquer de riz était inimaginable avant la crise : une telle situation demeurerait circonscrite à la campagne, pendant la période de soudure de début d'année en particulier. Ainsi, l'évolution de la consommation de riz est révélatrice de la réduction des écarts de niveau de vie entre la capitale et les campagnes environnantes : les plus démunis en consomment moins, ce qui les rapproche des ruraux très pauvres (dans certains villages, on doit consommer des tubercules, du maïs, faute d'une production suffisante de riz). Mais ce rapprochement entre consommation urbaine et rurale est sensible pour une partie beaucoup plus importante de la population. En effet, dans de nombreux ménages au niveau de vie modeste ou moyen, le *laoka* est simplifié et réduit, ce qui conduit à consommer proportionnellement plus de riz, surtout pour les familles qui le reçoivent de la campagne, c'est-à-dire qui ne le paient pas. Cela constitue donc un recul des acquis de l'urbanisation : à Tananarive, la consommation de riz par habitant avait fortement diminué, témoin de la diversification de l'alimentation par rapport au monde rural (plus de légumes, de fruits...). Dans de nombreux ménages, on mange désormais plus de riz pour se rassasier. Le régime alimentaire urbain s'est donc simplifié avec la crise, allant dans le sens d'une homogénéisation à la fois sociale et géographique, par rapport au monde rural¹⁹.

Au total, la grande majorité des Tananariviens ressent des privations sur la nourriture, que cela ne concerne que le superflu ou qu'il s'agisse d'une véritable sous-nutrition. Pouvoir manger à satiété et ce que l'on souhaite est devenu le privilège des plus

¹⁸ La quantité pour parvenir à satiété est variable. Pour les ruraux, elle atteint un *kapoaka* par personne et par repas, soit environ 300 g. En général en ville, cette quantité est moindre, mais elle est au minimum de 100 g par repas. Un *kapoaka* est une mesure de lait concentré. 3,5 *kapoaka* correspondent à 1 kg de riz.

¹⁹ Il s'agit d'un phénomène classique en période de crise. B. Calas l'a également observé à Kampala. Voir CALAS B., 1995, « L'impact de la crise ougandaise sur le ravitaillement de Kampala », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, p. 222-233.

aisés. « *On n'est plus voky²⁰ comme autrefois* » exprime bien ce sentiment de frustration chez une femme d'une cinquantaine d'années (ville haute n° 20). Acheter de la nourriture pour la famille constitue donc la première préoccupation de la plupart des Tananariviens. A la question « Quels sont vos principaux problèmes dans la vie quotidienne ? », plus de 90 % des personnes interrogées évoquent les problèmes d'insuffisance de nourriture, ou d'argent quand les revenus sont légèrement supérieurs. Cela témoigne du fait que, même quand ce n'est pas le poste alimentation qui souffre le plus, le niveau de vie général est atteint, car la part du budget consacrée à l'alimentation n'a cessé d'augmenter. Pour un ménage moyen, l'alimentation représente jusqu'aux deux tiers des dépenses (dont les trois quarts pour le riz), d'après MADIO. Même lorsque les ménages aux revenus légèrement supérieurs avaient réussi à accéder à une consommation plus diversifiée, la crise, en faisant augmenter la part du budget consacré à l'alimentation, est venue remettre en cause cette amorce de différenciation entre consommation urbaine et rurale.

Tableau n° 5 : L'évolution des coefficients budgétaires depuis 1961

Postes budgétaires	1961	1968/1969	1977/1978	1993/1994	1994/1995	1997/1998
Alimentation	37,8	39,1	47,6	50,0	47,3	49,1
Habillement	9,5	4,9	6,2	6,3	6,4	6,6
Santé, soins personnels	4,5	4,0	4,8	2,5	4,2	4,7
Autres	48,2	52	41,4	41,2	42,1	39,6
total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : RAVELOSOA J. R., 2001, *Dynamique de la pauvreté urbaine. Un bref aperçu du niveau de vie des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo*, p. 8

Un exemple des conséquences de la crise sur les pratiques de sociabilité collective : l'évolution du menu lors de la grande réunion des membres d'une association familiale.

L'association familiale Rainz's²¹ tient son assemblée générale le 15 août. Cette manifestation rassemblait quelque 650 personnes dans les années soixante-dix, contre seulement 300 aujourd'hui. Selon le responsable de l'association, la baisse de la fréquentation est le signe des difficultés financières de chacun, mais aussi des contraintes croissantes imposées par la vie urbaine, comme le travail les jours fériés en zone franche et le manque de temps en général.

Il y a trente ans, l'association disposait de « grosses marmites » familiales en fonte, apportées la veille sur le lieu de la réunion, dans lesquelles on faisait cuire d'énormes dindes. Devenues trop chères, les dindes ont été remplacées dans les années soixante-dix par un mélange de bœuf et de porc. Puis, dans les années quatre-vingt, la viande elle-même a été supprimée du menu : l'association ne fournissait plus que des fruits, chaque participant devant apporter lui-même sa nourriture. Ce n'est que depuis 1997, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'association, que les grosses marmites ont été ressorties : on a pu acheter un zébu entier qui a été partagé. Le responsable évoque avec émotion le retour symbolique de ces marmites, témoins d'un temps révolu, qui ont même servi d'emblème pour les autocollants de l'association.

2- L'éducation et la santé, deux domaines classiquement affectés par la crise

²⁰ *Voky* signifie rassasié. Ce terme exprime un sentiment de satisfaction après un repas copieux, où l'on a eu assez de riz.

²¹ Entretien du 10 août 2001 avec le secrétaire général de l'association, Six Andrianilaina. Voir également chapitre IV, II, B, 2, sur la vie et le rôle de l'association.

L'éducation et la santé constituent deux domaines de la vie des Tananariviens qu'on a choisi de ne pas aborder en détail lors des enquêtes et de ne pas traiter de façon exhaustive. Il s'agit en effet de sujets très riches et très complexes à appréhender, qui exigent une étude à part entière. En ce qui concerne l'éducation, de nombreuses études sont disponibles à Tananarive, qui concernent des thèmes aussi variés que la déscolarisation pendant la crise, le développement spectaculaire des écoles primaires privées en langue française, de l'enseignement préscolaire, le poids économique de l'éducation dans le budget des ménages, etc²².

En revanche, on s'est intéressé aux choix des Tananariviens en matière d'offre de santé, de manière à identifier le rôle joué par la médecine traditionnelle, dans une ville où le recours à la médecine moderne est très largement développé depuis longtemps, dans toutes les couches de la société : dans le domaine de la santé, l'acculturation est très forte à Tananarive. Les pratiques traditionnelles n'y ont longtemps joué qu'un rôle résiduel, pour plusieurs raisons, à commencer par l'implantation précoce d'équipements sanitaires créés au XIX^e siècle par les missionnaires, puis sous la colonisation (hôpitaux, dispensaires...). Les Tananariviens sont également massivement utilisateurs de médicaments occidentaux. L'existence d'une industrie pharmaceutique malgache qui produit nombre de médicaments génériques de base permet à une population nombreuse de se soigner à un coût modique (100 Fmg le comprimé d'aspirine, 125 Fmg celui de sulfaguanidine pour le traitement des diarrhées, par exemple). L'offre de soins est par ailleurs assez diversifiée et permet aux plus pauvres de se soigner d'une manière ou d'une autre : médecins libres percevant des honoraires réduits, dispensaires tenus par des Eglises ou par des ONG (cf. *infra*, III). Beaucoup de salariés et de fonctionnaires sont par ailleurs pris en charge par des dispensaires de médecine du travail (OSTIE²³) et bénéficient d'une sécurité sociale minimale (CNAPS²⁴).

Or, alors même que l'offre de soins modernes est très importante à Tananarive et qu'elle est très sollicitée par la population, le questionnaire a permis de mettre en évidence la résurgence et la diffusion de pratiques de substitution à la médecine occidentale. En effet, pour de très nombreux ménages, se soigner est devenu trop coûteux²⁵, notamment en raison du prix des médicaments importés : même si certains sont produits sur place, de nombreux médicaments n'existent que produits par des laboratoires occidentaux et sont vendus au même prix qu'en Europe. Le moindre imprévu de santé met en péril l'équilibre du budget du ménage et contraint souvent à s'endetter. Des choix sont alors opérés : on va plutôt au dispensaire que chez le médecin, mais les gens déplorent la médiocre qualité des soins, et pour certains, les plantes médicinales remplacent les médicaments, en raison de leur coût bien moindre.

Certaines maladies sont ainsi soignées de façon privilégiée avec des plantes, comme la grippe, les douleurs articulaires, les problèmes d'estomac. Pour la plupart des

²² COURY D., 1996, *Le phénomène de déscolarisation dans l'agglomération d'Antananarivo : l'investissement scolaire est-il encore rentable ?*, MADIO, brochure, 50 p. Pour une approche détaillée de la question de la santé à Tananarive, voir MADIO, *L'état de santé de la population et la demande de soins dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 : premiers résultats de l'enquête SET-97*.

Scolarisation et demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo. premiers résultats de l'enquête SET97, MADIO, Antananarivo, 56 p.

²³ Organisation Sanitaire Tananarivienne Inter Entreprise. Les employés cotisent à hauteur de 1,5 % de leur salaire.

²⁴ Caisse Nationale de Prévoyance Sociale.

²⁵ Selon MADIO, en 1997, le coût moyen d'un épisode morbide était de 36 000 Fmg. Les dépenses de santé des ménages ont baissé de 24 % en volume entre 1961 et 1998.

personnes interrogées qui déclaraient utiliser des plantes, c'est l'argument financier qui est le plus souvent avancé, loin devant une quelconque volonté de respecter la tradition. Dans les quartiers enquêtés, environ la moitié des personnes interrogées (sans différence notable entre les quartiers) déclarent utiliser des plantes médicinales de temps à autre, en alternance avec des médicaments. Rares sont celles qui n'emploient que des plantes ; dans ce cas, il s'agit de personnes qui connaissent un guérisseur dans la famille. Il n'en demeure pas moins qu'une fraction croissante de la population choisit un retour partiel aux pratiques traditionnelles, tout en avouant bien souvent son peu de connaissances en la matière (le dosage des plantes est délicat) et en redoutant une moindre efficacité de ce type de médecine : on avoue n'utiliser les plantes que pour les « *petites maladies* », « *quand ce n'est pas grave* ». Plus inquiétant, il semble qu'une partie de la population ne se soigne plus du tout, renonçant à acheter des médicaments ou à consulter. En ce sens, dans ce domaine également, on assiste à une certaine réduction de l'écart entre la ville et la campagne : de plus en plus de gens sont mal soignés en milieu urbain.

De même, un certain nombre de maladies qui avaient reculé en ville ont connu une résurgence plus importante que la normale durant les années de crise, comme le paludisme, la peste dans les quartiers de plaine en saison des pluies (déclin des campagnes de désinfection à domicile), ou la tuberculose, par exemple. Là encore, l'écart avec les campagnes se réduit, les avantages de l'urbanisation se font moins évidents en raison de la crise qui conduit à un renchérissement du coût des soins et à une dégradation des politiques publiques de santé.

Le cas du paludisme²⁶ est particulièrement exemplaire. Les hautes terres en général, et la capitale en particulier, ont connu un épisode de recrudescence de la maladie à la fin des années quatre-vingt. A Tananarive, ce sont les quartiers périphériques proches des rizières qui ont été particulièrement affectés (Ivandry, Tanjombato, Ambohibao...). La poussée a été favorisée par la décision politique de ne pas effectuer de pulvérisation intra-domiciliaire de DDT dans les quartiers définis comme urbains, même s'ils sont situés à proximité de zones agricoles. L'effet de cette décision a été renforcé par l'arrêt de l'aide gouvernementale aux centres de nivaquinisation dans le pays. L'épisode a été particulièrement fort en termes de mortalité car, à ces causes favorisant la résurgence des gîtes d'anophèles, se sont ajoutés les effets de la crise : l'impact a été aggravé par l'inaccessibilité des médicaments, due d'une part à leur rareté (effet de décisions politiques) et d'autre part à leur coût (effet de la paupérisation).

3- Les loisirs : un recul très péniblement vécu

Les loisirs constituent un domaine qui a été particulièrement affecté par la crise. Les loisirs des Tananariviens se sont fortement modifiés, c'est-à-dire à la fois raréfiés et dégradés. Les possibilités offertes par la ville ont progressivement disparu ou se sont fortement appauvries.

Ainsi, alors que la ville comptait sept cinémas dans les années soixante²⁷, les salles ont fermé les unes après les autres, la dernière ayant survécu jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Certaines salles sont demeurées en l'état, tandis que d'autres ont été rachetées et transformées, à l'instar du cinéma de Behoririka désormais occupé par le magasin d'électroménager Décorama. Les salles de spectacle municipales, comme la

²⁶ D'après « Le paludisme à Antananarivo : évaluation d'une situation post-épidémique », *Cahiers Santé*, n° 8, 1998, p. 257-264.

²⁷ Aux noms évocateurs : le Rex, le Ritz, le Roxy, le Palace...

tranompokonolona d'Analakely, ont également fermé ou ont fortement réduit leurs activités. Le théâtre de verdure d'Antsahamanitra a été plus ou moins laissé à l'abandon. Les squares ont disparu ou ont été considérablement dégradés. La piscine d'Ankadifotsy ne fonctionne plus, des terrains de sport de quartier ne sont plus entretenus, comme celui du COUM aux 67 hectares, récupéré pour y installer un marché en 1997. On pourrait ainsi multiplier les exemples de réduction des espaces de loisirs à Tananarive. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, les habitants ont donc perdu l'habitude de sortir en ville pour se détendre, sauf exceptionnellement, à l'occasion des jours de fête par exemple.

Certaines structures ont néanmoins joué un rôle de soupape pour les citoyens prisonniers de leur ville : les Eglises et les fêtes familiales ont puissamment contribué à faire sortir les Tananariviens de la ville le week-end, ou à leur fournir des loisirs. En effet, les Eglises proposent de nombreuses occasions d'évasion, en particulier aux jeunes : le scoutisme, particulièrement actif à Tananarive, leur permet de passer des séjours à la campagne. La chorale constitue également un loisir fédérateur, qui implique toutes les générations : très nombreux sont les Tananariviens qui chantent le dimanche dans leur temple ou église. Les chorales les plus célèbres de la ville organisent des tournées en province. Dans un autre registre, les réunions et les cérémonies à caractère familial sont devenues une des rares occasions de sortir de la ville : les *famadihana*, les assemblées générales annuelles des grandes associations familiales, les fêtes religieuses organisées dans l'église rurale à laquelle sont rattachées la plupart des familles protestantes de la capitale (voir chapitre IV, II). Pour l'immense majorité de la population, ces manifestations religieuses ou familiales sont les seules occasions de quitter la capitale.

4- Contraction spatiale et réduction des déplacements intra-urbains

Les restrictions nées de la crise économique affectent également les déplacements des gens. On s'intéressera ici plus spécifiquement aux conséquences purement géographiques de la baisse du niveau de vie : il apparaît que la crise influe directement sur les rapports des individus à l'espace.

En effet, avec la hausse du coût de la vie, nombre de déplacements naguère familiers et rythmant la vie des citoyens deviennent impossibles. Les déplacements intra-urbains sont ainsi très affectés par une contraction des distances et de leur fréquence. En mai 2000, le prix des taxi-be²⁸, seul moyen de transport collectif dans l'agglomération, est passé de 500 Fmg à 1 000 Fmg, pour suivre la hausse du prix des carburants consécutive à la privatisation de l'entreprise pétrolière nationale en 2000, la SOLIMA. Seules quelques lignes ont maintenu le tarif antérieur, ainsi que les minibus desservant la ville haute, au tarif toujours fixé à 750 Fmg la montée et à 500 Fmg la descente. Cette augmentation a eu des répercussions considérables sur la vie quotidienne des Tananariviens. Toutefois, elle n'a fait que renforcer une tendance à la réduction des déplacements sensible depuis quelques années : 500 Fmg représentaient une charge financière importante pour les familles et ce tarif imposait déjà des choix et des aménagements dans la vie quotidienne.

²⁸ Un taxi-be, littéralement « grand-taxi », est un minibus qui sert au transport en commun, d'environ quatorze places assises. Les minibus, également appelés buxis, représentent la quasi-totalité des bus circulant dans la capitale, car la configuration des rues leur est plus favorable qu'aux grands bus, qui ne passent pas dans de nombreuses rues étroites. La plupart des minibus sont de fabrication japonaise. Nombreuses sont également les camionnettes, ou fourgonnettes, transformées à la hâte pour accueillir des passagers, dans de mauvaises conditions de confort.

Les stratégies choisies par les habitants varient, selon les déplacements qu'ils ont à effectuer. Le changement le plus marqué concerne le recul de la pratique du retour au domicile le midi : de plus en plus de Tananariens déjeunent désormais à l'extérieur. Ce choix a entraîné l'émergence de nouvelles pratiques alimentaires : pour répondre à la demande des travailleurs, ou bien des écoliers à qui les parents ne peuvent plus payer deux aller-retour quotidiens, les commerces offrant une restauration rapide se sont multipliés depuis quelques années. Près des quartiers à forte densité de bureaux, d'établissements scolaires, d'usines, des gargotes se sont ouvertes, proposant des plats de riz bon marché (1 000 à 2 000 Fmg en moyenne). On propose souvent un demi-plat, moins cher²⁹. On mange debout, rapidement, d'où l'apparition dans la langue tananarivienne du terme « *varimitsangana* », littéralement « le riz que l'on mange debout » (voir photo n° 37). On trouve aussi des gargotes où l'on peut s'asseoir, sur des bancs étroits, souvent tournés vers un mur, en bordure de route bruyante (voir photo n° 38). Certains de ces lieux de restauration s'apparentent plus à une cuisine familiale en plein air qu'à un restaurant proprement dit. Par exemple, à Ankaditapaka, sur la ville haute, à l'arrêt des minibus, des femmes ont investi l'édifice de l'ancienne vigie avec leurs cocottes en fonte : elles fournissent un repas sommaire, mais chaud et consistant, aux gardiens et ouvriers des quartiers environnants, dans un quartier où les lieux de restauration sont rares. Toutefois, bien que de plus en plus de Tananariens aient recours à ce type de restauration, celui-ci n'est guère apprécié. On préférera toujours rentrer chez soi le midi³⁰. De plus, ces gargotes ont mauvaise réputation : on les dit peu hygiéniques, on accuse les restaurateurs d'ajouter du bicarbonate lors de la cuisson du riz pour le faire gonfler artificiellement, ce qui provoquerait des douleurs d'estomac.

Toutefois, l'alimentation de rue remplit également un autre rôle : elle pallie le manque de nourriture à la maison. Lorsque les revenus familiaux sont insuffisants pour préparer un repas satisfaisant, certains membres de la famille prennent alors leurs repas à l'extérieur, en gargote ou auprès des *kantina*, ces gargotiers ambulants. On achète ainsi, selon l'heure et selon les moyens du moment, une tasse de café, une soupe, un morceau de manioc cuit ou de pain, un plat de riz... Ces pratiques nouvelles, qui touchent de plus en plus de monde, participent d'un mouvement d'individualisation³¹ : on prend l'habitude de se nourrir hors du foyer, seul, ou avec des collègues ou des amis. La crise a donc favorisé dans ce domaine l'apparition de nouvelles pratiques de consommation alimentaire, spécifiquement urbaines, et qui tendent, de manière paradoxale dans un contexte de paupérisation, à se rapprocher de celles des pays développés.

Autre stratégie mise en œuvre, celle de la marche. De plus en plus de personnes effectuent un long trajet pédestre quotidien, supérieur à une heure l'aller. Un ouvrier en zone franche, habitant aux 67 hectares nord, se rend à pied à l'usine située à

²⁹ Signe tangible de la dégradation du niveau de vie, un demi-plat dans les années cinquante équivalait à la quantité proposée pour un plat entier aujourd'hui. Sur ce thème de l'essor de l'alimentation de rue, voir la passionnante étude de BLANC-PAMARD C., 1998, « La "moitié du quart". Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina (Madagascar) », *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 6, n° 4, p. 20-32.

³⁰ Lors des grandes manifestations quotidiennes de contestation des résultats électoraux, un journaliste commente placidement au journal télévisé, le 29 janvier 2002 : « *Certains grévistes ont choisi de rentrer le midi pour manger et de retourner l'après-midi sur la place du 13 mai pour manifester.* » Cette anecdote est très révélatrice du mode de vie tananarivien, bien peu sensible aux événements extérieurs !

³¹ Une tendance similaire a été observée dans de nombreuses grandes villes d'Afrique. Voir sur ce sujet BRICAS N., 1996, « L'effet de la crise sur l'alimentation des populations urbaines en Afrique ».

Analamahitsy, ce qui correspond à 1 h 30 de marche. Les retraités, plus libres de leur temps, n'hésitent pas à traverser la ville à pied pour rendre visite à leur famille. La marche à pied constitue donc souvent la seule alternative à la hausse du coût du transport. La généralisation de sa pratique a un impact sur l'emploi du temps des Tananariviens : nombreux sont ceux qui doivent lui consacrer plusieurs heures par jour. Le temps quotidien consacré à la marche est en augmentation ; cette répartition du temps tend à se rapprocher de celle de la campagne où les ruraux sont contraints à des marches quotidiennes de plusieurs heures. Les Tananariviens assistent à un recul des déplacements motorisés. A l'inverse de la plupart des grandes villes où les citoyens sont soumis à une pression temporelle croissante en raison de l'offre en transport qui dilate les déplacements, les Tananariviens reviennent à un rythme ralenti, qui conduit à effectuer moins d'actes dans une même journée et à les étaler sur plusieurs jours.

Les Tananariviens et le coût du transport : quelques exemples

- Une femme habitant à Soavimasoandro, à quelques kilomètres au nord du centre-ville, choisit désormais ses destinations en fonction des bus qu'elle sait être restés à 500 Fmg. Elle ne fréquente donc plus les mêmes quartiers qu'auparavant.
- Landy, 20 ans, résidant dans le même quartier, explique : « *Pour aller en ville, c'est 2 000 Fmg, et même 4 000 si tu dois prendre deux minibus. Avec 2 000 Fmg, tu paies le laoka, alors on réfléchit bien si ça vaut vraiment le coup d'y aller.* »
- A Ivandry : « *Ça coûte 4 000 Fmg par personne aller-retour pour emmener les enfants à Tsimbazaza [le parc zoologique situé au sud de la ville], c'est trop cher, on n'y va plus.* »
- Une femme résidant en ville haute : « *Pour aller à Tanjombato, je dois payer 3 000 Fmg, c'est plus qu'un kilo de riz* » (ville haute n° 26)
- Une femme, machiniste en zone franche à Soanierana, résidant en ville haute, se rend à son travail en bus et revient à pied. Sinon, deux aller-retour par jour, afin de déjeuner à domicile, lui coûteraient 4 000 Fmg, alors que son salaire mensuel est de 200 000 Fmg.

En raison du poids excessif qu'ils représentent dans leur budget, de plus en plus de Tananariviens délaissent donc les transports en commun. A part les travailleurs, qui ont dû trouver leurs propres stratégies d'adaptation, la hausse du prix du ticket en 2000 s'est donc traduite par une modification des comportements : soit on se déplace moins souvent, soit on va moins loin. Les répercussions sur les relations sociales sont multiples : moindre fréquentation entre les membres d'une famille, délitement de liens amicaux, déclin de l'activité d'associations... On assiste donc à un phénomène de repli, à la fois sur le quartier et sur la sphère privée (voir chapitres V et VI). La restriction des déplacements participe activement de la dégradation de la citoyenneté.

Ankadifotsy n° 2 : portrait d'un jeune père de famille

Sam a 30 ans. Il exerce deux métiers (agent de sécurité et employé dans une pharmacie) et sa femme est institutrice. Il déjeune en gargote le midi. Ils ne mangent de la viande qu'une à deux fois par semaine. Autre privation dans la vie quotidienne, les loisirs : « *on ne peut pas bouger de Tana.(...) C'est bien que les filles aient des activités à l'église car on ne peut rien leur offrir d'autre* ». Ils se rendent deux fois par an seulement à la piscine privée d'Antanimena. Sinon, leur principal loisir est la télévision.

Augustin, Isotry n° 1

Cheminot à la retraite, sa pension est insuffisante pour suffire aux besoins de la famille. Ils se privent sur la viande (« *un petit morceau chaque jour* »), ils ne consomment plus de fruits. Ils s'offrent de la volaille à l'occasion d'une fête. Ils limitent les *famadihana* car cela coûte trop cher. En ville, Augustin se déplace à pied, à Anosibe pour rendre visite à un frère invalide, à Anosizato et jusqu'à Tanjombato

(plusieurs kilomètres aller). Il date la dégradation de leur pouvoir d'achat de l'arrivée au pouvoir de Didier Ratsiraka en 1975.

La précarité de l'existence vue par un chauffeur de taxi

Solo a 45 ans, il est marié et a deux enfants ; il est chauffeur de taxi. Il a racheté sa 4L à son ancien patron français, dont il était le chauffeur. Il lui rembourse encore les traites. Il gagne à peu près autant qu'avant en tant que chauffeur de taxi. Pourtant, il tremble devant l'insécurité de la vie quotidienne. Il estime qu'à moins de 600 000 Fmg de revenu mensuel par ménage, on ne peut pas vivre correctement : il faut payer le loyer, le charbon de bois, les frais de scolarité des enfants, le riz (il détaille : à raison de 2 kg par jour, cela fait 5 000 Fmg, soit 150 000 par mois), le transport... Il dit y arriver tant bien que mal, mais sa hantise est que quelqu'un de la famille tombe malade : c'est alors une catastrophe. Il ne peut faire aucune économie.

Verso 37 et 38

L'examen de l'évolution des pratiques dans les domaines dans lesquels les conséquences de la crise se sont fait particulièrement sentir conduit au même constat : qu'il s'agisse des pratiques alimentaires, d'éducation et de santé, de loisirs ou de transport, toutes ont connu des restrictions qui contribuent à dégrader le mode de vie urbain et à réduire l'avantage urbain : par rapport au monde rural merina, l'évolution des trente dernières années s'est traduite par un rapprochement, certes relatif, des modes de vie, alors qu'auparavant l'écart se creusait. Beaucoup de ce qui participait d'une nette supériorité de la qualité de vie en ville s'est dégradé : les « avantages comparatifs » de la ville se sont réduits, si bien qu'un certain ralentissement de l'exode rural a pu être observé. Pour certaines personnes, la dégradation de leurs conditions de vie en ville a atteint un point tel qu'il est désormais envisageable d'aller s'installer à la campagne, où la possibilité de produire est considérée comme une panacée³². En effet, de plus en plus de citadins ne profitent plus des avantages de la ville, qui leur sont devenus inaccessibles : il faudrait payer l'école privée pour que l'éducation des enfants soit correctement assurée, avoir recours au secteur privé pour être bien soigné, déboursier 10 à 20 % du salaire pour aller à un spectacle... On a donc assisté à un recul des acquis de l'urbanisation pour une partie croissante de la population tananarivienne, les classes moyennes ayant été particulièrement touchées (cf. *infra*).

Cette perception du rapprochement avec le monde rural s'est particulièrement cristallisée sur la question de l'insécurité urbaine. En effet, jusqu'aux années soixante-dix, Tananarive était une ville très calme. Avec la crise, des phénomènes d'insécurité sont apparus : vols à la tire, cambriolages, agressions dans les rues... Quoique nettement moins importants en nombre comme en gravité que dans de nombreuses villes africaines ou sud-américaines, ces signes ont été perçus très négativement par les Tananariviens pour qui l'insécurité était un phénomène qui ressortissait uniquement du monde rural (vol de bœufs en particulier)³³. Traditionnellement, le monde urbain était précisément conçu comme un îlot de sécurité au milieu de campagnes peu sûres, comme en témoigne le choix de l'habitat groupé et perché, le creusement de fossés. La ville se devait d'apporter la sécurité à ses habitants. L'irruption de phénomènes d'insécurité au cœur de la capitale a donc été vécue comme un traumatisme : désormais, la ville n'assurait plus la protection, le monde y était devenu aussi inquiétant et instable qu'à la campagne. Pour les citadins, il s'agit d'une perte de repères considérable, d'une déstabilisation importante, qui s'ajoutent aux sentiments de frustration qu'ont fait naître l'appauvrissement de l'alimentation, la raréfaction des loisirs, la difficulté accrue des déplacements. Une véritable psychose s'est développée et l'insécurité a pris des proportions étonnantes dans les discours des citadins. Toutefois, dans la mesure où la perception de l'insécurité doit être avant tout interprétée comme l'un des signes traduisant la crispation de l'identité tananarivienne, l'étude de ce phénomène sera poursuivie au chapitre VIII.

³² Dans les pays d'Afrique en crise, certains indicateurs témoignent de l'émergence d'une tendance, encore modeste, à l'exode urbain. C'est par exemple le cas en Côte-d'Ivoire : voir la thèse de BEAUCHEMIN C., 2000, *Le Temps du retour ? L'émigration urbaine en Côte-d'Ivoire, une étude géographique*, Université Paris X.

³³ Sur la perception de l'insécurité dans les campagnes merina et l'apparition de stratégies analogues en milieu urbain (la généralisation de la clôture par exemple), voir BLANC-PAMARD C., 1989, « Au voleur ! Economie de crise et tactiques paysannes. Le cas du manioc sur les Hautes Terres malgaches », *Tropiques, Lieux et liens*, ORSTOM, Paris, p. 198-208.

5- Les classes moyennes : « On n'avait pas une vie comme ça » (Georgette, 60 ans)

« La classe moyenne est, dans le Tiers Monde, le lieu et le véhicule de la diffusion des modèles dominants de consommation et elle joue à ce titre un rôle essentiel. »³⁴

Les classes moyennes, composées entre autres de fonctionnaires, employés, petits entrepreneurs, enseignants... constituent le groupe qui a été le plus touché par la crise et par la dégradation du pouvoir d'achat. En effet, on partira de l'hypothèse formulée par B. Kayser, qui souligne le rôle des classes moyennes dans la définition de la citoyenneté : même minoritaire, ce groupe marque les pratiques et les représentations de la ville, si bien qu'il acquiert une sorte de surreprésentation dans la vie d'une ville³⁵. A Tananarive, ce phénomène est tout à fait observable : ce sont ces classes moyennes qui construisent et projettent l'image de la ville à l'extérieur, les catégories très aisées vivant en fait souvent de façon très étrangère à la ville³⁶.

La plupart ont connu un effondrement de leur niveau de vie, si bien que la majorité des ménages de classes moyennes tentent de satisfaire leurs besoins avec un budget qui va de 1 million à 2 millions de francs malgaches pour une famille. C'est suffisant pour manger à sa faim, pour assurer un logement décent, la scolarité des enfants (mais celle-ci coûte de plus en plus cher proportionnellement, car ces ménages envoient leurs enfants dans de bonnes écoles privées, voire à l'étranger après le baccalauréat), pour entretenir une très vieille voiture, mais pas pour accéder à une consommation réellement diversifiée, ce qui place ces ménages moyens dans une situation de frustration permanente et leur impose de compter chaque dépense. Ont d'abord été supprimés, ou fortement limités : le téléphone, l'habillement³⁷, le journal quotidien³⁸ ; on surveille la consommation d'électricité, on économise les déplacements en bus. La dégradation du niveau de vie se manifeste ensuite dans la suppression du superflu dans l'alimentation : ont progressivement disparu du quotidien les produits laitiers (on n'achète des yaourts³⁹ qu'une fois par semaine, en guise de dessert ; le fromage, même de fabrication locale, est un luxe, on n'achète plus de beurre, mais de la margarine ; le lait, à environ 5 000 Fmg le litre, est inabordable), les fruits, les chocolats et autres sucreries. De même, dans de nombreux ménages, on consommera plutôt du bœuf que du porc, celui-ci étant pourtant beaucoup plus apprécié, mais beaucoup trop cher. Une retraitée résume la situation : « *Ce*

³⁴ KAYSER B., 1985, « Pour une analyse de la classe moyenne dans les pays du Tiers Monde », *Revue Tiers Monde*, t. XXVI, n° 101, janvier-mars, p. 7-31.

³⁵ J'ai d'ailleurs été marquée par ces pratiques et discours de la classe moyenne, puisque la plupart des personnes que je connais en faisaient partie (mes hôtes, mes interlocuteurs dans les administrations, à l'université...). De ce fait, beaucoup de remarques dans mon travail relèvent sans doute d'observations faites à propos des classes moyennes, notamment en ce qui concerne les représentations. Cependant, on fera remarquer que les classes moyennes occupent précisément une place privilégiée dans la construction des discours sur la ville.

³⁶ Ces personnes ne s'y déplacent qu'en voiture et presque jamais à pied, s'approvisionnent dans les supermarchés périphériques ou font faire les courses par le personnel, quittent Tananarive pour l'étranger dès qu'elles en ont la possibilité, ne participent à aucune manifestation populaire comme un concert, fréquentent des clubs sportifs privés, etc. Etudier le rapport à la ville de cette catégorie très riche serait sans doute intéressant.

³⁷ On porte les mêmes vêtements depuis vingt ans, on rapièce, on coud soi-même de nouveaux habits, voire on achète en friperies, alors même que ce type de commerce était méprisé des classes moyennes : c'est un signe de leur paupérisation.

³⁸ A 1 000 Fmg le journal, un ménage moyen ne peut s'offrir cette dépense.

³⁹ Un yaourt coûte environ 1 000 Fmg, soit le prix d'un ticket de bus.

que nous mangeons a beaucoup changé : c'est rare de manger de la volaille, on mange de la viande en quantité deux fois moindre qu'autrefois » (Ankadifotsy n° 26).

Enfin, ce sont les loisirs qui ont fortement régressé, en particulier la pratique du départ en vacances, qui a reculé depuis trente ans. Jadis, les classes moyennes de la ville quittaient la capitale pour passer quelques jours à Antsirabe, ville d'eau au climat plus clément l'été, pour aller à la plage sur la côte orientale, ou bien à Majunga. Désormais, partir en vacances en famille est devenu impossible en raison du coût des transports et de l'hébergement. Seuls les plus aisés peuvent se le permettre. L'une des traditions tananariviennes les plus ancrées était le pique-nique le jour de Pâques à Antsirabe : pendant longtemps, cette pratique était en fort déclin. Ce n'est que depuis quelques années qu'on assiste à un regain de fréquentation. De nombreux Tananariviens évoquent avec nostalgie le temps où il était possible de partir ainsi, fût-ce pour une journée. Ils se sentent enfermés dans la ville, ce sentiment se traduisant par le besoin d'aller de temps à autre dans la proche campagne, à défaut de pouvoir partir plus loin : Georges, habitant aux 67 hectares, part pique-niquer chaque week-end dans les environs avec sa famille « *pour sortir de l'étouffement de Tana, du stress* ». Les Tananariviens, qui dans leur ensemble souffrent de la vie urbaine (bruit, pollution, promiscuité...), regrettent amèrement de ne pouvoir y échapper plus souvent.

Ainsi, pour s'adapter à la crise, les classes moyennes ont dû sacrifier des pratiques qui relevaient plus du superflu que de l'indispensable. Cependant, pour une partie d'entre elles, les privations sont plus fortes encore, et se traduisent par la dégradation des conditions de logement (certains ménages vivent dans des taudis) ou encore de santé.

Depuis la crise, les classes moyennes tananariviennes ont donc été confrontées à un déclassement social très important, qui nourrit craintes et rancœurs : rancœurs envers les nouveaux riches, d'origine sociale souvent moins prestigieuse, mais dont le niveau de vie est désormais largement supérieur (ils possèdent une voiture récente, habitent une villa moderne ou un appartement confortable, disposent d'équipements comme un magnétoscope, un ordinateur, un téléphone portable...), et hantise d'une paupérisation accentuée qui conduirait ces ménages déjà fragilisés à se rapprocher plus encore des classes populaires qu'ils méprisent. Qui plus est, la situation des classes moyennes tananariviennes est très particulière, puisque les personnes qui en font partie appartiennent en fait à un groupe valorisé du fait de son origine statutaire, et dominant dans la définition de l'identité citadine : en très grande majorité d'origine *Andriana* ou *Hova*, les ménages des classes moyennes vivent d'autant plus mal leur déclassement social. Leur appartenance à des grandes familles prestigieuses en ville les conduit d'ailleurs à fréquenter des individus qui peuvent être très aisés ou proches du pouvoir, par le biais des associations familiales ou du temple par exemple, ce qui rend d'autant plus insupportable leur baisse de niveau de vie. La situation des classes moyennes constitue ainsi un indicateur fiable de la déstabilisation profonde et irréversible de la citadinité qu'a engendrée la crise. On aura de nombreuses occasions d'y revenir, en particulier au chapitre VIII.

B- La perception individuelle de la crise urbaine : du logement au quartier

1- Le logement : densification et dégradation

Comme d'ailleurs dans de très nombreuses grandes villes du Tiers Monde, évoquer la crise du logement et de l'habitat à Tananarive est devenu un lieu commun. Les Tananariviens, dans leur immense majorité, sont mal logés. La situation, déjà mauvaise pour les plus démunis avant la crise⁴⁰, n'a cessé de se dégrader depuis, mais désormais, c'est l'ensemble de la population qui est touchée, les plus aisés et ceux qui se sont enrichis pendant la crise mis à part⁴¹.

L'évolution la plus importante est sans doute la hausse de la densité moyenne d'occupation des logements. C'est aussi celle la plus vivement ressentie par les Tananariviens. Tous les types de logements ont connu une densification, des maisons traditionnelles aux cités des années soixante et soixante-dix. Selon le PNUD, la surface habitable disponible par habitant a baissé de 12 % entre 1985 et 1994. Le logement tananarivien abrite de plus en plus fréquemment plusieurs générations et des membres collatéraux : la cohabitation se généralise, aussi bien sous forme inter-générationnelle qu'intra-générationnelle. L'offre de logements n'a quasiment pas évolué depuis les années soixante-dix, alors que la population urbaine s'accroissait pendant cette période de plusieurs centaines de milliers d'habitants : aucun logement public n'a plus été construit, la crise a paralysé la construction individuelle jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix ; seul l'habitat illicite s'est développé. La pénurie de logements ne s'est pas traduite par une bidonvillisation massive comme cela a été le cas dans d'autres pays du Tiers Monde (5 à 8 % de la population loge dans une habitation sommaire en carton ou en planches), mais par un repli sur la solution familiale : les Tananariviens ont choisi de partager leurs habitations.

De multiples formes de cohabitation ont vu le jour : on partage une maison traditionnelle par étages, voire par pièces, on cède une pièce en location à une partie de la famille, les jeunes mariés s'installent chez les parents... Il est ainsi devenu très rare qu'un ménage nucléaire occupe seul l'ensemble de l'habitation. Dans les maisons, les Tananariviens ont dû s'habituer au partage du lavoir et des toilettes dans la cour, souvent utilisés par plus de dix personnes, de la cuisine, de la véranda où l'on cuisine ou bien où l'on se lave. Chez les plus modestes, on s'entasse à plusieurs dans une petite pièce : une pièce de 8 à 10 m² abritant de cinq à sept personnes est un cas de figure rencontré fréquemment au cours des enquêtes.

L'exiguïté est en effet la conséquence logique de la densification croissante des logements. 60 % des ménages vivaient dans une seule pièce, selon MADIO. Les enquêtes ont montré que, selon les quartiers, entre 40 et 70 % des ménages vivent dans moins de 20 m², la taille moyenne d'un ménage étant de cinq personnes : la promiscuité dans les logements est donc très forte à Tananarive. A l'échelle de la ville entière, la moyenne est de dix personnes par unité d'habitation (source MADIO). Une étude plus ciblée sur les maisons traditionnelles construites au XIX^e siècle⁴² indique que les deux tiers de celles qui n'ont pas d'étage abritent plus de onze personnes, et 45 % de celles à étage également.

⁴⁰ Pour une évocation des conditions de vie à Tananarive dans les années soixante, voir DONQUE G., 1968, « Les problèmes fondamentaux de l'urbanisme tananarivien », *Revue de Géographie de Madagascar*, DONQUE G., 1968, « Population et sociétés tananariviennes », *Bulletin de Madagascar*.

⁴¹ Les Tananariviens dénigrent ceux qui ont fait construire « les maisons du marché noir », grâce aux profits réalisés pendant les années quatre-vingt, les *riso-riso* (pots de vin). Il s'agit de grandes et luxueuses villas qui ont fleuri dans de nombreux quartiers de la ville. D'autres ont également bâti leur fortune sur la corruption, notamment dans les grandes entreprises publiques, et lors de la libéralisation de l'économie, à partir du milieu des années quatre-vingt.

⁴² *Rapport d'enquête sur les maisons anciennes de la ville haute de Tananarive*, CARPS, 1995.

Dans le *fokontany* d'Ambatovinaky⁴³, sur la ville haute, composé exclusivement de maisons, on compte 330 toits et 3095 habitants (en 1999) : le taux d'occupation moyen de chaque maison est donc très élevé, de l'ordre de dix personnes.

Plutôt qu'une longue étude sur les problèmes du logement à Tananarive, que le lecteur curieux pourra trouver dans des publications spécialisées⁴⁴, on a préféré livrer ici quelques exemples caractéristiques rencontrés lors des enquêtes, qui illustrent comment les Tananariviens vivent la crise de l'habitat au quotidien.

Exemple 1 : la dégradation d'une maison familiale

Augustin a 64 ans. Il habite depuis son enfance dans la maison familiale, que son grand-père cheminot a construite en 1920, à Isotry. C'est une maison traditionnelle à l'origine, transformée au fur et à mesure en fonction des besoins de chacun. Augustin explique que le contraste entre sa physionomie actuelle et son aspect dans les années cinquante est saisissant : la maison a été subdivisée pour abriter plus de ménages, tous membres de la même famille (douze au total), mais dont certains sont locataires. Plus personne n'a les moyens de l'entretenir convenablement : à travers les dalles pourries du plafond, on voit la tôle du toit qui laisse s'infiltrer l'eau de pluie, les murs sont humides. Du temps des parents d'Augustin, sa mère interdisait toute construction sur la terrasse au dernier étage, vouée uniquement à abriter des plantes et des fleurs : à présent s'y trouvent la douche et une cabane en bois pour les WC, à fosse septique, pour toute la maisonnée. La subdivision de la maison est marquée par la présence d'une porte en bois munie d'une serrure qui barre l'escalier du premier au second. Les parents d'Augustin occupaient les deux derniers étages ; à leur mort en 1985, il est venu s'y installer, quittant ainsi le rez-de-chaussée (installation symbolique des plus âgés en haut de la maison), mais il n'a pu conserver qu'un seul étage. Néanmoins, la maison n'est pas suroccupée par rapport à d'autres : il y a six pièces habitables pour douze personnes.

Exemple 2 : la maison de charbonniers à Ankadifotsy

Andry a 30 ans, il est brocanteur à Andravoahangy et vend du charbon là où il habite, au bord d'une ruelle à Ankadifotsy. Il a toujours habité cet endroit, mais auparavant il vivait dans une maison en briques crues, qui s'est écroulée pendant une saison des pluies, il y a quelques années. 17 personnes vivent ici : 4 frères avec leurs femmes et leurs enfants. La famille a reconstruit à la hâte sur le terrain un logement précaire d'environ 20 m² : le sol est en terre battue, les murs en bois et en carton, et le toit en tôle. Il n'y a bien sûr ni eau ni électricité (quand ils n'ont pas d'argent pour acheter du pétrole, ils vivent dans le noir), pas de cuisine non plus : un âtre, composé de briques et sur lequel est posé un *fatapera*, se trouve près de la porte d'entrée. Parce qu'on cuisine à l'intérieur, les murs et le toit sont gras. Le logement est enfumé. Il fait très sombre dans la pièce unique, car il n'y a qu'une étroite fenêtre. Le mobilier est extrêmement réduit : trois grands lits, des matelas recouverts de housse en *gony*⁴⁵ entreposés dans un coin. Lors de l'entretien, onze personnes, adultes et enfants, étaient présentes, semblant inoccupées, assises sur les lits, à défaut de sièges.

La densification des logements a logiquement entraîné leur dégradation matérielle. En effet, en raison de la baisse de leur pouvoir d'achat, la plupart des propriétaires ont sacrifié l'entretien de leur logement, celui-ci étant relégué à un rang secondaire dans leurs priorités. La liste des dégradations subies par les habitations est longue. En ce qui concerne les vieilles maisons, évoquons les fissures dans les murs, les trous dans la toiture, les huisseries vermoulues, les charpentes rongées par les termites, les planchers en palissandre aux lattes cassées, les escaliers branlants... De surcroît, pour répondre à la crise du logement, les vieilles maisons ont subi des évolutions morphologiques. La plus fréquente consiste à clôturer la véranda de planches de bois afin de la transformer en une

⁴³ Enquête auprès du président du *fokontany*, juin 2000.

⁴⁴ Voir par exemple ANIZON A., BOUCHAUD C. et RABARIHARIVELO M. *et al.*, 1988, *Economie de la construction à Antananarivo*.

⁴⁵ Toile plastique destinée à l'emballage du riz.

ou plusieurs pièces supplémentaires. Selon les besoins, ces vérandas ont été aménagées en cuisine, en salle de bains, ou en pièce à part entière, en général peu agréable car il y fait chaud l'été et très froid l'hiver (courants d'air). Quelques précieux mètres carrés sont ainsi gagnés. (voir photo n° 39)

Dans les habitations plus modestes, comme les maisons de plain-pied comportant une ou deux pièces, la dégradation a des conséquences beaucoup plus concrètes sur la vie quotidienne des habitants. La généralisation du toit de tôle en remplacement de la tuile génère des nuisances : bruit assourdissant quand il pleut, chaleur étouffante l'été ; en saison des pluies, il pleut dans le logement au moindre trou dans la toiture ; l'hiver, il est traversé de courants d'air glacés, surtout pour ceux qui offrent une prise au vent d'est. Nombreux sont également les Tananariviens impuissants contre l'humidité de leur logement. Dans les quartiers de plaine, une odeur persistante de moisi envahit les maisons pendant plusieurs mois par an. Il arrive fréquemment que l'eau sourde par le sol en terre battue. Ceux qui habitent une maison en adobe ou en briques crues rêvent de la reconstruire en briques cuites ou en béton, afin de se mettre à l'abri de l'humidité et d'un éventuel effondrement à la saison des pluies. Chaque année, ce sont en effet plusieurs dizaines de maisons qui s'effondrent brutalement, gorgées d'eau, faisant parfois des victimes. (voir photo n° 40)

Les problèmes des locataires : un cas aux alentours des 67 hectares (Ankasina, n° 42)

Marie-Louise et son mari ont choisi ce quartier par hasard, alors qu'ils cherchaient un logement. Ils louent donc, dans un environnement insalubre, une petite maison de deux pièces à un étage, pour « 150 000 Fmg par mois, sans eau, sans cuisine, sans WC », ce qu'elle juge exorbitant, à juste titre. La cuisine est à l'extérieur, sous la véranda. Il manque des tuiles, le toit fuit : ils doivent tout déplacer dans la maison quand il pleut. La saison des pluies est particulièrement « pénible », car il pleut dans la maison, la ruelle est boueuse, le quartier sent mauvais. Il y a des fissures dans les murs : elle craint que la maison ne s'écroule, tout comme le plancher du premier étage qui bouge dangereusement. Le propriétaire ne veut rien entendre et ne compte faire aucun travaux. Ce cas illustre bien la situation des locataires à Tananarive, contraints de payer trop cher des logements de médiocre qualité, tant la pression est forte sur le marché immobilier.

2- La dégradation de l'environnement quotidien des Tananariviens

Pour de nombreux habitants, c'est également l'environnement proche qui a subi une dégradation, rendant la vie quotidienne particulièrement pénible, en raison du caractère obsédant de ces problèmes pratiques. Dans de nombreux quartiers, en particulier ceux de plaine, l'absence d'entretien des équipements existants et le manque d'investissement pour en créer de nouveaux, rendus nécessaires par la croissance démographique, se sont traduits par la dégradation du cadre de vie. Les problèmes classiques inhérents aux grandes villes du Tiers Monde s'accumulent⁴⁶ : réseau d'égouts vétuste et totalement insuffisant (construit sous la colonisation, il représente 83 km d'égouts, et touche moins de 10 % de la population), mauvaise évacuation des eaux usées qui se dirigent dans les canaux, les rizières ou bien stagnent, ordures imparfaitement ramassées... Les problèmes d'assainissement sont aggravés en saison des pluies : les quartiers sont alors inondés, rues et ruelles d'accès aux habitations se transforment en cloaques⁴⁷, les berges des canaux restent humides durant des mois. Les canaux constituent une source majeure de nuisances. Ils servent désormais d'égouts ; en cas d'inondation, ils

⁴⁶ Sur le sujet, voir par exemple CHARDON K., 1997, *Alimentation en eau d'une capitale d'Afrique tropicale, Antananarivo, Madagascar. Implications socio-économiques du développement du réseau d'eau.*

⁴⁷ Fin avril 1999, il y avait toujours 20 cm de boue à hauteur du passage à niveau d'Isotry, et la cour de l'école publique était transformée en une mare d'eau stagnante.

débordent ; le reste du temps, ils dégagent une odeur fétide particulièrement pénible pour les habitants quand il fait chaud. Par ailleurs, ces quartiers de plaine souffrent d'un manque d'équipements qui aggrave ces problèmes : en raison de l'insuffisance des WC publics, les gens qui ne disposent pas de latrines chez eux urinent dans la rue ou dans les canaux. Les ordures sont jetées n'importe où, faute de bacs à ordures en nombre suffisant. Les conditions d'hygiène de ces quartiers sont donc très mauvaises. L'insalubrité contribue à la propagation des maladies. C'est à Manarintsoa-Isotry que le choléra a fait officiellement

Photos n° 39 et 40

Photos 41 et 42

son apparition à Tananarive en 1999 ; chaque année en saison des pluies, la peste fait quelques dizaines de victimes, toujours dans ces quartiers de plaine où les rats prolifèrent.

La question des bornes-fontaines est révélatrice de la place occupée dans la vie quotidienne des Tananariviens par le manque d'équipements ou par leur mauvais fonctionnement. Faute de bornes-fontaines en quantité suffisante dans chaque quartier, de très nombreux Tananariviens sont en effet contraints à aller en chercher loin, à y faire la queue parfois pendant plusieurs heures. C'est dans les quartiers périphériques que la carence se fait le plus sentir. Ainsi, au village d'Ivandry, une unique borne-fontaine dessert le quartier. Les habitants adaptent leurs horaires en fonction de la queue : certains se lèvent à quatre heures du matin, d'autres se couchent à vingt-trois heures, après y être allé. C'est un quartier où certains habitants disposent d'un puits, mais celui-ci est fréquemment pollué par les WC à fosse perdue des voisins. La commune compte quelque 700 bornes-fontaines, dont un certain nombre ne fonctionnent plus, soit qu'elles aient été victimes de dégradation de la part des habitants, soit qu'elles aient été fermées par la JIRAMA (compagnie d'eau et d'électricité).

L'évocation des maux urbains constitue là encore un thème classique, largement étudié⁴⁸. C'est pourquoi, plutôt qu'une longue étude sur le sujet, on a préféré laisser la parole aux habitants et présenter quelques photographies qui illustrent les conditions de vie dans les quartiers de plaine (voir photos n° 41 et 42).

Isotry Manarintsoa n° 28

Ernestine a 52 ans. Elle habite le quartier depuis son mariage il y a quarante ans. « *avant c'était bien, maintenant c'est dégueulasse.* » (depuis les débuts de la II^e République). Il y a de la pauvreté, de la pollution (venue du canal), des querelles de gens saouls ; le quartier manque d'équipements (bac à ordures, lavoir) et il y a « *beaucoup de bidons* ».

L'exemple de la dégradation des 67 hectares

La cité des 67 hectares illustre particulièrement bien ce problème de la dégradation des équipements. Construite dans les années soixante-dix par les pouvoirs publics, elle semblait alors répondre aux attentes de la population en matière de logement. Elle est spacieuse, constituée de 3 000 logements en location ou en location-vente, allant du une pièce avec cuisine et sanitaires communs pour trois logements, à la maisonnette de 80 m² avec trois pièces, dotée de tout le confort, en passant par des appartements de trois pièces entièrement équipés.

Tous les occupants vivant ici depuis l'origine soulignent la qualité de la vie initiale dans la cité. Puis, avec la crise, les individus se sont entassés dans les logements. Tous dénoncent la suroccupation, qui entraîne une promiscuité difficilement supportable dans les appartements, et la dégradation des équipements. Les sanitaires sont devenus insalubres, les eaux usées des étages supérieurs refoulant dans la cuvette des toilettes. Les canalisations ont depuis longtemps éclaté : elles charrient désormais les eaux usées à ciel ouvert. La cité offre aujourd'hui un paysage dégradé, insalubre, et pollué. Les habitants ont largement conscience de cette dégradation de leur environnement : les deux tiers des personnes interrogées dénoncent l'exiguïté de leur logement ; quant à la pollution, elle est considérée comme un problème majeur par 75 % des habitants.

On mesure bien ici le problème posé par les équipements modernes dans un environnement inadapté (mauvais drainage) et dans un contexte économique qui n'a plus permis leur entretien régulier.

⁴⁸ DONQUE G., 1968, « Les problèmes fondamentaux de l'urbanisme tananarivien », *Revue de Géographie de Madagascar*, donne un bon aperçu de la situation dans les années soixante. Pour la situation actuelle, voir ECR, 1999, *Etude de mise en place d'un profil environnemental de la ville d'Antananarivo*, O.N.E., 1997, *Rapport sur l'environnement urbain. Cas de la zone d'Antananarivo*, et PNUD, 1991, *Régions et développement. Faritany Antananarivo*.

RAHARIJAONA S., 1960, *Population et habitat dans un quartier populaire de Tananarive, Manarintsoa-Isotry. Résultats d'une enquête socio-économique*.

C- « Tananarive a perdu son lustre d'antan » : de la perception collective exacerbée de la crise

Les Tananariviens subissent donc les conséquences de la crise économique dans leur environnement quotidien. Mais cet aspect de la crise n'était pas celui qui revenait le plus souvent dans les discours, lors des enquêtes : c'est surtout sur la question de la dégradation de l'aspect de la ville que les gens étaient les plus disert, et que leur souffrance s'exprimait. Si la dégradation du niveau de vie est perçue avec un certain fatalisme, en revanche celle de la ville n'a jamais été acceptée et s'apparente à un traumatisme : les Tananariviens développent un discours qui pourrait faire accroire que leur ville a connu des destructions consécutives à une guerre.

1- La perception dramatisée de la dégradation du paysage urbain

Une dégradation douloureusement perçue, mais surestimée

Les faits peuvent être appréhendés de manière objective. Il est incontestable que Tananarive a changé d'allure. Citons pêle-mêle la dégradation de la voirie, du mobilier urbain, du bâti, l'abandon de l'entretien des parcs et jardins, l'essor des constructions illicites jusqu'au cœur de la ville, l'absence de respect des horaires et même des jours de marché... La comparaison des mêmes lieux avec des photographies des années cinquante et quatre-vingt-dix témoigne d'une évolution saisissante, par exemple à Andohalo⁴⁹, à Antaninarenina, sur l'Avenue de l'Indépendance. Les lieux les plus attractifs du paysage urbain ont ainsi tous subi une forte dégradation, due au manque d'entretien. Pendant plus de trente ans, rien ou presque n'a été entrepris dans la capitale en matière d'amélioration esthétique. Seuls les temples et églises ont significativement échappé à ce délabrement général. La modification de certains éléments paysagers très ponctuels a particulièrement frappé les Tananariviens. Ainsi, la disparition du square situé derrière l'immeuble du Prisunic à Antaninarenina est fréquemment évoquée. Il semble donc incontestable que Tananarive est devenue une ville moins belle qu'elle ne l'était dans les années soixante : de nombreux éléments du paysage sont moins bien entretenus, un certain nombre d'endroits plaisants ont disparu, les constructions modernes se sont multipliées y compris sur les collines couvertes de maisons traditionnelles, comme celle de Faravohitra, défigurant parfois une perspective ou une impression d'ensemble, les arbres ont disparu de l'Avenue de l'Indépendance⁵⁰, les rues sont mal entretenues.

Mais si l'on se départit des discours catastrophistes pour observer la réalité, force est de constater que le paysage d'ensemble est demeuré en l'état et n'a pas tant subi les outrages de la crise : les vieilles maisons, bien qu'abîmées, sont toujours là, les grands éléments paysagers n'ont pas disparu (palais, tombeaux, emplacements des parcs, bâtiments historiques...), Tananarive ne s'est pas massivement couverte de constructions modernes, son allure générale ne s'est pas modifiée. Ce n'est que dans le détail que la dégradation est visible, mais il suffirait d'une remise à niveau et d'un entretien régulier pour que les lieux retrouvent leur aspect d'autrefois. Par exemple, les escaliers

⁴⁹ Où le square colonial a été transformé en terrain de football informel par les lycéens.

⁵⁰ « Autrefois, deux rangées majestueuses de camphriers ornaient l'Avenue de l'Indépendance » (FAYET H., *Inventaire des végétaux à Antananarivo*).

monumentaux reliant Antaninarenina à Analakely n'attendent qu'une réfection. Il en va de même pour de nombreux endroits, qui n'auraient besoin que d'une remise en état plus ou moins importante pour retrouver leur aspect d'antan. On peut donc s'interroger sur les raisons pour lesquelles les Tananariviens ont une perception aussi dramatique de l'évolution de leur ville. En effet, le discours paraît excessif au regard des outrages réellement subis. Tananarive est certes une ville paupérisée, mais toujours une belle ville, du moins une ville qui présente de nombreuses particularités esthétiques (son site, son architecture, certains de ses monuments, la présence des rizières). Le décalage entre les représentations catastrophistes et la réalité paysagère se fait ici criant.

En effet, les Tananariviens développent avec complaisance des discours qui tout à la fois dramatisent la situation actuelle et idéalisent le passé. Dans les propos sur l'évolution paysagère de la ville depuis une trentaine d'années, on trouve ainsi une dévalorisation systématique conjuguée à l'évocation d'un âge d'or de la ville. Il s'agit certes d'une forme de discours très banal dans les grandes villes du monde (sur la disparition du Paris populaire par exemple), mais qui revêt à Tananarive une acuité toute particulière et qui de surcroît ne s'explique qu'imparfaitement par l'évolution paysagère de la ville. L'examen des discours des Tananariviens devrait nous aider à expliquer cette perception si forte de la dégradation urbaine.

Quelques déclarations de Tananariviens sur la dégradation de leur ville :

- « *C'était une ville charmante, bien entretenue, avec beaucoup de fleurs, où il faisait bon vivre* », déclare avec nostalgie un homme d'une cinquantaine d'années.

- « *Avant, sous la Première République, on vivait bien, il n'y avait pas de mendiants, pas de pauvreté, la ville était belle, propre, fleurie, les gens sortaient le soir, il n'y avait pas d'insécurité* » (Solo, chauffeur de taxi).

- « *C'était une très belle ville. Elle l'est encore dans les quartiers anciens.* » (Georgette)

- Annette se souvient avec regret de l'aspect de la ville : « *Tana avant c'était joli, propre, à Tsaralalana, à Antaninarenina. Avant, on pouvait prendre les petits chemins, maintenant ça sent mauvais, c'est sale. Il y avait un petit square derrière Prisunic⁵¹, avec une fontaine* ».

- « *Avant, le lac Anosy, c'était propre, il y avait des promeneurs, des touristes* » (Ankadifotsy n° 28).

- « *Du temps de Tsiranana⁵², on pouvait sortir librement et tout était propre* » (femme de 94 ans, Ankadifotsy n° 30).

- « *Autrefois c'était une belle ville. Depuis 1980, il y a des embouteillages, de la pollution, la saleté avec les ordures partout et tout ça, les 4'mis... ça continue de se dégrader* » (Ivandry n° 2).

- « *C'est pas beau, c'est sale, trop peuplé, il y a trop de voitures. Depuis quelques années, ça s'enlaidit car c'est plus sale, il y a beaucoup d'embouteillages, de désordre* » (femme originaire de la campagne, ville haute n° 42)

Lorsqu'on examine de près ces discours, on s'aperçoit qu'ils désignent en fait plus des facteurs de dégradation que la dégradation en elle-même.

Le thème récurrent du recul de la présence végétale en ville domine. Les Tananariviens regrettent les parterres fleuris, les pelouses des squares, les arbres. Ils rêvent d'une ville verte, et il est vrai que la végétation dans les espaces publics a beaucoup cédé de terrain en ville. La crise économique et la dégradation constante des soins accordés à l'aménagement urbain ont eu raison des efforts de végétalisation déployés sous la colonisation. Ainsi, la majorité des arbres a disparu de l'Avenue de l'Indépendance ; ceux qui subsistent sont en mauvaise santé. Les jacarandas autour du lac Anosy souffrent de leur vieillissement et de la pollution automobile très importante. Les jardins

⁵¹ L'actuel Champion.

⁵² Philibert Tsiranana était le Président de la I^{re} République.

d'Andohalo et d'Ambohitovo sont très dégradés, n'abritant plus que quelques arbres et une pelouse lacunaire en très mauvais état. Les espaces verts jadis les plus remarquables de la capitale n'offrent plus aujourd'hui qu'un piteux aspect. L'ensemble de la végétation souffre d'ailleurs de la pollution en saison sèche : elle est rabougrie, les feuilles des bananiers, caoutchoucs, papayers et autres bougainvillées sont recouvertes d'une pellicule de poussière qui ternit leur éclat, de nombreux arbres paraissent malades ou bien dépérissent. Aussi la présence de la végétation dans le paysage paraît-elle moins visible, tant elle tend à se fondre dans la grisaille qui affecte aussi les constructions. Cet état s'observe surtout dans le centre. Par contre, sur les collines, la situation est nettement plus favorable au développement de la végétation, qui présente alors un aspect plus riant, comme en témoigne le luxuriant jardin de l'Institut Pasteur, à l'est de la ville.

Mais la place de la végétation ne constitue qu'un élément, certes très visible, mais relativement accessoire, de l'ensemble du paysage urbain : il est étonnant que les discours sur la dégradation de la ville se concentrent à ce point sur cet élément. A vrai dire, les Tananariviens éprouvent bien du mal à identifier avec autant de précision d'autres composantes du paysage urbain qui se soient dégradées. Le discours se fait alors plus vague, plus généralisateur : on évoque les marchés, les rues, sans spécifier ce qui s'est concrètement dégradé. On s'en tient à des propos assez généraux, englobant indistinctement l'ensemble du paysage urbain dans un discours qui apparaît somme toute comme assez convenu. Il semble donc que les Tananariviens aient pour une large part construit le mythe de l'âge d'or de leur ville, celui-ci étant relégué à « l'avant-crise ».

Le mythe de l'âge d'or

Or, rien ne prouve que les Tananariviens des années soixante ressentaient cette impression d'apogée du bonheur citadin, et qu'ils ne nourrissaient pas eux-mêmes l'image d'un passé idéalisé. Il existe aujourd'hui une image très cohérente et très forte du Tananarive des années cinquante et soixante : une ville pas trop étendue ni trop peuplée, propre, bien entretenue, sûre, prospère, fleurie, avec des lieux de sociabilité bien établis, à la fois d'inspiration malgache (les marchés) et européenne (les salons de thé⁵³, les boutiques).

Sans entrer dans des détails qui exigeraient une étude historique approfondie, on tentera de déconstruire certains éléments de ce mythe. Il semble bien, en effet, que cette vision de la ville doive être circonscrite géographiquement aux quartiers centraux de collines et aux nouveaux quartiers créés sous la colonisation (Antaninarenina, Analakely, Tsaralalana pour l'essentiel). Ailleurs en effet, c'est l'image d'une ville pauvre, aux quartiers peuplés et mal assainis, qui s'impose⁵⁴. Sous la colonisation, les rapports

⁵³ « On allait en traction à la confiserie d'Antaninarenina, en face de la poste, chez Z'Antoine. On disait chez Z'Antoine, tout le monde disait ça. Ça aussi, ça a disparu. » (Fara, 60 ans).

⁵⁴ Le quartier d'Isotry, au sens large, rassemble dans les années soixante environ 50 000 habitants, soit le quart de la population de la ville. Il est décrit par G. Donque comme étant « la partie la plus sordide, la plus misérable de l'agglomération » (p. 20). Sont également décrits les « minuscules maisons de briques crues avec un toit de chaume ou de tôle », les sentiers boueux et « malodorants » (à Ankadifotsy également d'ailleurs), la cohabitation des habitants avec les porcheries, parcs à bœufs et autres poulaillers... Comme on est loin, dans cette évocation apocalyptique, des boutiques de nouveautés et des salons de thé d'Antaninarenina... D'après DONQUE G., 1968, *Les grandes villes d'Afrique et de Madagascar : Tananarive*. Des Français ayant vécu à Tananarive dans les années soixante confirment : « Il y a trente ans, le lac de Behoririka était déjà un dépotoir ! » me disait J.-P. Raison, dans une volonté de relativiser les discours mélioratifs sur la ville.

d'hygiène ne cessent de pointer les insuffisances du réseau d'assainissement, les problèmes posés par l'urbanisation. Les paysages des quartiers de plaine n'ont guère évolué depuis un siècle, si ce n'est qu'ils se sont fortement densifiés. C'est donc bien le centre de Tananarive qui concentre toutes les représentations valorisantes⁵⁵. Tananarive était déjà une ville pauvre : seuls les quartiers centraux et ceux de la ville haute avaient un bel aspect, au rôle de vitrine soit historique, soit moderne.

Cette construction d'un âge d'or de la ville nous renvoie au constat des chapitres premier et II : les Tananariviens vivent fondamentalement dans le passé, plus ou moins lointain selon le sujet, ce qui les conduit à dévaloriser, voire à rejeter, le présent. Ainsi s'explique la perception très exagérée de la dégradation urbaine. Tananarive n'a connu ni bombardements, ni guérilla urbaine, ni siège, aucun événement dramatique comme Kampala ou Freetown, ou, plus loin, Beyrouth ou Phnom Penh, ont pu en vivre, pour ne citer que des villes ayant subi de considérables altérations paysagères. A Tananarive, les seules ruines sont celles laissées par les incendies, événements éminemment corrélés aux crispations tananariviennes (voir chapitre VII). Alors que la ville ne s'est dégradée que faute d'entretien, ses habitants en ont reconstruit une image catastrophiste qui traduit bien à quel point le passé est prégnant, jouant comme un écran entre le regard sur la ville et la réalité. (voir figure n° 6)

Un autre axe d'analyse se profile. En effet, deux types d'explications de la dégradation coexistent chez les Tananariviens. L'une, rationnelle, qui permet d'appréhender le phénomène de dégradation d'un point de vue cohérent, qui replace le visage actuel de la ville comme une étape dans un processus historique réversible, et qui conduit à faire vivre une image, parfois enjolivée, mais néanmoins plutôt réaliste dans ses grandes lignes, du Tananarive « d'avant », sachant qu'une telle image tend, on l'a vu, à plaquer le cas particulier des quartiers centraux, sur la perception de l'agglomération dans son ensemble : c'est l'explication qui consiste à imputer la responsabilité à la II^e République (cf. *infra* II) et à l'absence de politique urbaine pendant vingt-cinq ans.

Mais il existe également un autre type d'explication, qui ne désigne pas les dirigeants, mais qui s'avère beaucoup plus confuse, beaucoup moins rationnelle : c'est l'évolution même de la population tananarivienne qui est mise en cause. En effet, le thème de la saleté revient comme un leitmotiv obsédant dans les discours sur la ville : les Tananariviens de vieille souche urbaine attribuent à d'autres Tananariviens la responsabilité de la dégradation de leur ville, qui proliférerait comme un cancer incontrôlable. Ce n'est donc plus ici la crise en elle-même qui est mise en cause, mais certains de ses corollaires : l'exode rural, très largement surestimé et diabolisé, et la paupérisation, les deux phénomènes étant intimement liés dans les représentations collectives. A l'image du paysan se superpose celle du pauvre, les deux étant porteurs d'un mode de vie jugé incompatible avec un idéal de citoyenneté. On reviendra en détail sur ce sujet central dans la définition de la citoyenneté tananarivienne et dans sa crispation actuelle (voir chapitre VIII, II).

⁵⁵ Là encore, la description de G. Donque s'avère riche d'enseignements sur la perception dichotomique de la ville, scindée entre le « centre » et le reste : « ... buildings aux alléchantes vitrines, aux appartements et aux bureaux confortables qui rivalisent, la nuit venue, de néons et d'enseignes lumineuses (...)... Supermarchés, librairies, grands magasins spécialisés dans les articles de Paris et les articles de mode (...). Hôtels, restaurants, cinémas, salons de thé, cafés, night-clubs abondent dans ce secteur [Analakely] » (*ibid.*, p. 18-19). L'accent est volontairement mis sur la similitude avec une ville européenne.

La crise agit comme un révélateur et comme un catalyseur de tensions qui traversent la société tananarivienne. L'étude de la perception de l'évolution paysagère constitue donc un moyen efficace de mettre en évidence des enjeux sociaux cachés.

Figure n° 6 (BD)

2- La perception très négative de l'évolution de la structure de la ville

La perception aussi négative qu'ont les Tananariviens de l'évolution de la structure de leur ville reflète de semblables crispations. Les discours sur la croissance urbaine se confondent d'ailleurs souvent avec ceux sur la modernisation du paysage urbain. On a vu (chapitre II, III, B) que les Tananariviens dans leur majorité sont hostiles à la croissance de leur ville, aussi bien sur le plan démographique que spatial, car cela rompt un certain équilibre. En entrant dans les détails de cette croissance, on met en évidence les mêmes réticences.

Depuis quelques décennies, à l'instar de la plupart des grandes villes du Tiers Monde, l'agglomération tananarivienne a connu une croissance démographique et spatiale certaine, quoique nettement inférieure à celle observée dans ces mêmes grandes villes (voir chapitre II, II, C). Cette croissance se traduit par des phénomènes classiques : extension des espaces urbanisés au détriment des espaces agricoles périphériques dans la plaine du Betsimitatatra, développement visible de l'habitat illicite puisqu'il s'installe sur des terrains publics vacants, proches du centre (voir chapitre II, II, C), installation de bidonvilles le long de la voie ferrée, des canaux ou des cités par exemple.

En fait, Tananarive connaît un phénomène très banal d'urbanisation anarchique et polymorphe : les quartiers récents juxtaposent habitat précaire, habitat traditionnel en torchis et au toit de chaume, petites maisons en briques, petits immeubles en béton, grandes maisons construites pour la location par un propriétaire enrichi, sur un terrain naguère laissé en friche. Un paysage urbain composite est donc né de cette urbanisation spontanée, fruit d'initiatives individuelles, que l'on peut observer dans des quartiers comme Andavamamba, Ampasampito, Mahazo... Dans les quartiers plus centraux, ce phénomène a pris la forme d'une densification extrême de l'espace urbain, y compris à l'intérieur de chaque parcelle, ce qui se traduit par une impression de saturation du paysage : tout semble construit. Des quartiers péri-centraux à forte composante artisanale ou commerciale, comme Andravoahangy ou Besarety, ont ainsi connu une densification extrême de leur paysage, au point que les habitations anciennes semblent à la fois isolées et noyées dans un ensemble hétérogène de constructions de toutes natures et de tous âges.

C'est précisément cette évolution paysagère que de nombreux Tananariviens rejettent, y compris, paradoxalement, des jeunes. Une jeune fille explique ainsi : « *Ce n'est pas une belle ville car on trouve juxtaposés des maisons traditionnelles, des immeubles modernes... Il n'y a pas d'unité architecturale, c'est trop diversifié* ». Un enfant de septième n'aime pas la ville car « *il n'y a pas d'ordre* » (*tsy misy filaminana*). Il existe ainsi un rejet très fort du désordre paysager, c'est-à-dire des constructions hors normes, de la localisation illicite, mais aussi de la mixité architecturale, perçue comme remettant en cause une homogénéité rassurante, patiemment édifiée au cours du temps. Georgette exprime bien ce sentiment de la corruption de l'identité paysagère de la ville par les constructions modernes, de quelque nature qu'elles soient : « *Ailleurs, ça été construit n'importe comment, ça a perdu son cachet. Il ne reste plus de verdure, tout est construit partout. (...) Même Isoraka [où elle a grandi], ça a changé. Tous les quartiers ont changé, sauf la haute ville. A Isoraka, il y a des constructions nouvelles en béton, de la tôle. Des vieilles maisons ne respectent plus les matériaux ancestraux, le cachet ancestral n'est plus respecté. Voir tout ça, ça me fait mal au cœur chaque fois que j'en parle* ». Or, Isoraka est encore un quartier résidentiel assez chic où dominent les grandes

maisons traditionnelles. Elles y sont d'ailleurs mieux entretenues qu'ailleurs car les propriétaires y sont plus aisés.

Des universitaires semblent également prisonniers de cette vision dépréciative de l'évolution urbaine. J. Ramamonjisoa, spécialiste de Tananarive, écrit ainsi : « Laissée à elle-même, l'urbanisation de la capitale va connaître un développement débridé où les occupations illicites seront l'aspect marquant du paysage »⁵⁶. Or, s'il est vrai que l'habitat illicite s'est développé, sa place dans l'habitat tananarivien demeure marginal, aussi bien en termes d'emprise spatiale que numériquement. De surcroît, il est nettement moins important que dans de nombreuses autres villes du Tiers Monde, submergées par l'occupation illicite, comme Dakar. Ce propos traduit bien une perception exacerbée de la question.

Les Tananariviens semblent donc rétifs à toute évolution du paysage urbain. Là encore, leur référence est celle du Tananarive d'il y a un demi-siècle, avant l'essor de la circulation automobile (dont le développement est perçu comme manifestement inadapté dans une ville où les rues sont si peu nombreuses et si étroites), avant l'urbanisation de la plaine jusqu'à l'Ikopa, avant la quasi-disparition des rizières, avant la pollution sous toutes ses formes, avant l'arrivée des migrants dans les quartiers périphériques, avant le développement du petit commerce de quartier, souvent perçu comme proliférant à l'excès et surtout n'importe où. « N'importe où » et « n'importe comment » sont deux expressions qui reviennent souvent chez les Tananariviens pour caractériser le développement de leur ville : « *Ça s'est développé n'importe comment* », « *On construit n'importe où* »... Ces remarques traduisent en fait la référence à un ordre considéré comme antérieur et supérieur. Tananarive, la ville d'Andrianampoinimerina, a été fondée selon des principes rigoureux, auxquels il est mal venu de déroger. Les Tananariviens ont horreur du désordre. Or, la crise a précisément exacerbé cette anarchie paysagère.

La sortie de crise actuelle⁵⁷ se traduit par une reprise très visible de la construction en ville, aussi bien de bureaux que d'habitations : immeubles de plusieurs étages à Antanimena, nombreux chantiers de particuliers partout en ville. Il est tout à fait probable que, dans quelques années, ce ne sera plus la crise qui sera mise en accusation, mais la « libéralisation » ou la « reprise économique », processus qui seront certainement encore moins respectueux de l'homogénéité architecturale de la ville. Si les Tananariviens n'étaient pas préparés à supporter les conséquences paysagères de la crise économique, ils sont probablement encore moins à même de tolérer la modernisation du paysage urbain, comme on le reverra au chapitre VII.

⁵⁶ *La Cité des Mille*, p. 127.

⁵⁷ Laquelle sera examinée en détail au chapitre VII.

La dégradation du patrimoine architectural

Pour les Tananariviens, la dégradation du patrimoine architectural ne revêt pas la même importance que celle des autres éléments du paysage urbain. En effet, cet aspect patrimonial n'entre pour ainsi dire pas dans leurs représentations : les habitants, dans leur immense majorité, ne perçoivent pas la valeur esthétique des maisons traditionnelles, leur originalité architecturale et leur si singulière osmose avec le site collinaire. Lors des entretiens, seules quelques personnes ont évoqué ces maisons comme un patrimoine à protéger, la plupart répondant « il n'y a rien à protéger » et certaines ne voyant que les grands bâtiments publics comme la gare, l'école de médecine... Cette absence relative d'intérêt s'explique sans doute par le fait que les Tananariviens ont bien d'autres préoccupations, mais il est également probable que la maison soit avant tout perçue dans sa fonction d'habitation, c'est-à-dire comme tournée vers le domaine privé, et ne relève donc pas à ce titre d'une appréciation esthétique externe (voir chapitre VI). Le discours sur la préservation du patrimoine demeure donc affaire de spécialistes ou d'amoureux de la ville, de son histoire et de sa culture, regroupés en associations comme Mikoly, ou l'Association des Amis du patrimoine de Madagascar par exemple. La mairie de Tananarive a par ailleurs lancé depuis plusieurs années des programmes de recensement et d'expertise du patrimoine qui ont donné lieu à la production d'expositions et de nombreux rapports techniques⁵⁸.

Le patrimoine tananarivien subit de nombreuses dégradations⁵⁹. Ce processus n'est pas nouveau, mais il s'est accéléré depuis une trentaine d'années sous l'effet de la crise ; certaines dégradations sont en effet simplement liées au temps, de nombreuses maisons ayant plus de cent ans. L'évolution préoccupante des grandes maisons patriciennes a été mise en évidence : elles sont affectées par des causes aussi diverses que les assauts climatiques (forte pluviosité, contrastes thermiques...), les risques d'éboulement ou de glissement de terrain et la fragilisation des murs de soutènement, les vibrations créées par le trafic automobile, la disparition des savoir-faire du XIX^e siècle... La crise économique aggrave certains problèmes : renchérissement des matériaux, d'où absence de réalisation des travaux même indispensables⁶⁰, suroccupation des maisons accélérant la dégradation, mouvement de clôture des vérandas, développement d'extensions ou annexes disgracieuses, densification des parcelles, substitution de la tôle aux tuiles traditionnelles, entre autres.

A l'extérieur comme à l'intérieur, l'état de ces grandes bâtisses se dégrade, parfois à un degré tel qu'elles en deviennent partiellement ou totalement inhabitables (par exemple, on ne peut plus marcher sur la véranda tant le plancher est vermoulu : cas de la maison de Rainisoavahia à Tanjombato, la plus belle de la ville). L'exemple le plus célèbre, car sans doute le plus révélateur et le plus pathétique pour toute personne attachée au caractère de l'architecture tananarivienne, est celui de la propriété de Rainimboay à Ankadifotsy⁶¹. Cette grande maison construite au XIX^e siècle, qui appartenait à un officier du palais, ceinte d'un *tamboho* et comportant un tombeau dans la cour, est aujourd'hui dans un état de dégradation tel qu'il est impossible de la sauver. Les héritiers se disputent, ce qui a conduit depuis des années au statu quo : les travaux nécessaires n'ont pas été entrepris pour tenter de sauver la maison, qui est donc laissée à l'abandon⁶². (voir photos n° 43 et n° 44)

⁵⁸ Voir RAVELOMANANTSOA H. et al., 1993, *Etude du patrimoine architectural et urbain d'Antananarivo*, et *Rapport d'enquête sur les maisons anciennes de la ville haute de Tananarive*, CARPS, 1995.

⁵⁹ Le lecteur intéressé trouvera dans *La Cité des Mille* un chapitre détaillé consacré à cette question du patrimoine urbain, qui fournit une bonne synthèse : « Antananarivo, un patrimoine délaissé ? », RAHARINIRINA J. et RABARIHARIVELO M., p. 147-157.

⁶⁰ A Antsahatsiroa, le propriétaire de l'une des dernières maisons en bois de la ville haute explique qu'il n'a pas les moyens d'acheter le bois nécessaire aux réparations indispensables : il s'agit d'un bois devenu rare et donc hors de prix.

⁶¹ HY AIS M-C., 1971, « Le tombeau de Rainimboay », *Bulletin de Madagascar*, n° 304.

⁶² Il s'agit « d'un des derniers témoignages dans Tananarive même de la configuration originelle des grandes propriétés du XIX^e siècle (...). La hautaine demeure dont l'ampleur ne sera jamais égalée pour une résidence roturière » (RAVELOMANANTSOA H. et al., 1993, *Etude du patrimoine architectural et urbain d'Antananarivo*). La responsabilité de l'indivision foncière est patente dans ce cas précis, ses effets se conjuguant avec ceux de la crise. On examinera cette cause majeure de dégradation des vieilles demeures au chapitre VI.

Quelques chiffres, tirés d'une enquête⁶³ réalisée sur un échantillon de 150 maisons du XIX^e siècle de la ville haute, donneront une idée de la situation :

- 11 % des vérandas sont clôturées pour gagner de l'espace,
- 10 % des maisons sont en partie aménagées pour une activité économique (école, atelier, commerce),
- 50 % ont un toit de tôle,
- 37 % comportent des fissures, ont une charpente qui pourrit ou des termites,
- en moyenne, on compte cinq héritiers par maison (jusqu'à vingt).

Soulignons qu'il s'agit d'un quartier relativement préservé des évolutions morphologiques modernes (peu de constructions récentes), et où les propriétaires manifestent de l'intérêt pour leur maison, fussent-ils désargentés. Ces précisions permettent de relativiser ces chiffres : il est très probable que les indicateurs de dégradation du patrimoine sont beaucoup plus élevés dans les autres quartiers de la ville, comme à Ankadifotsy, Andravoahangy ou Amparibe par exemple.

Ainsi, les grandes demeures, qui font partie de l'image de marque de la ville, sont actuellement menacées. Cette situation évoque des analogies avec d'autres pays traversant une grave crise économique. Ainsi, à Haïti, les « *gingerbread* » de Port-au-Prince, villas bourgeoises du XIX^e siècle, connaissent des problèmes similaires : suroccupation, rafistolage en guise de réparations, subdivision, sous-location⁶⁴... Il s'agit là d'un phénomène commun à de très nombreuses vieilles villes des pays pauvres. A Tananarive, pour le moment, aucune activité ne vient inverser la tendance, comme la transformation en chambres d'hôtes, par exemple : cette formule aurait certainement du succès, mais les Tananariviens sont en général très réticents au fait d'ouvrir leur maison à des étrangers, qu'ils soient Malgaches ou non d'ailleurs (voir chapitre VI). Les exemples de transformation de grandes maisons familiales en lieux commerciaux sont rares. Citons néanmoins les deux restaurants haut de gamme Le Restaurant à Behoririka et Villa Vanille à Antanimena (voir photos n° 47 et n° 48), ainsi que La Feuille de vigne à Tanjombato : cette maison restaurée accueille les hommes d'affaires travaillant dans les entreprises situées aux alentours.

Exemple 1 : la maison de M. et M^{me} R. à Ankadifotsy

Les R. habitent à Ankadifotsy, dans une grande maison traditionnelle en bord de route. C'est une « *tranon-drazana* »⁶⁵ qui a été construite en 1912 par le père de M. R., qui y vit depuis cinquante ans. Ils habitent au premier étage, tandis que le rez-de-chaussée est occupé par l'un de ses frères et sa femme. Le rez-de-jardin abrite une école primaire appartenant à la famille du rez-de-chaussée, ouverte en 1984, en pleine crise économique. Elle leur fournit un revenu assuré.

La maison est vieille : des termites rongent les huisseries et la charpente, les pans de bois de la véranda jouent. La véranda est clôturée, une partie abrite la cuisine, l'autre la salle de bains et les toilettes. Il y fait froid l'hiver car les planches de bois ne sont pas jointives. M. R. aimerait d'ailleurs, s'il en avait les moyens, durcifier cette véranda « *pour que ce soit plus joli* ».

Exemple 2 : la « maison des poussins » à Tsaralalana, Madame Reine

Le cas de M^{me} Reine illustre particulièrement les affres financières dans lesquelles se débattent les grandes familles désargentées qui possèdent une grande maison traditionnelle.

Elle est en procès depuis 1992 avec les voisins de derrière à propos de la délimitation de la propriété. Le procès et l'entretien de la maison coûtent très cher, aussi a-t-elle dû ouvrir une école maternelle dans la maison, « la maison des poussins ». Elle souhaiterait également faire des chambres d'hôtes, car la maison est située dans le quartier très central de Tsaralalana, tout en disposant d'un grand et magnifique jardin. Elle est de surcroît très vaste : douze pièces. Mais en raison du coût des réparations nécessaires, elle ne fait rien pour le moment.

⁶³ Rapport d'enquête sur les maisons anciennes de la ville haute de Tananarive, CARPS, 1995.

⁶⁴ Voir GODARD H., 1985, « Port-au-Prince (Haïti) : les "quartiers" et les mutations récentes du tissu urbain », *Cahiers d'Outre-Mer*, janvier-mars.

⁶⁵ Littéralement la « maison des ancêtres ». Synonyme de maison de famille.

Photos 43, 44, 45 et 46

Photos 47 et 48

II- LES CAUSES DE LA CRISE

A- La croissance démographique

1- L'ambiguïté de l'approche statistique : de l'incertitude à l'interprétation

A l'instar de nombreux pays en développement, l'information statistique se révèle très défailante à Tananarive, bien qu'il s'agisse de la capitale. Les sources fournissent des données souvent contradictoires et incohérentes, comme on a pu le constater en ce qui concerne le taux de croissance de la ville. Elles émanent soit d'organismes nationaux comme l'INSTAT (Institut national de la statistique), qui procède par recensement ou par enquêtes⁶⁶, soit des structures administratives de base, les *fokontany*, qui font remonter l'information aux *firaisana* (arrondissements). Le plus souvent, ce sont les statistiques des 192 *fokontany* qui sont utilisées par les études réalisées sur la ville, car les analystes partent de l'*a priori* selon lequel ces petites structures sont au plus près de la population et appréhendent une réalité à taille mesurable.

Or, ces statistiques s'avèrent particulièrement mauvaises. En effet, nombreux sont les *fokontany* qui manquent de moyens et qui se débarrassent donc rapidement de leurs tâches administratives. Dans certains d'entre eux, la collecte des données a été plus ou moins abandonnée pendant plusieurs années, et un président nouvellement nommé décide de remettre à plat le recensement, ce qui conduit par exemple à un triplement de la population décomptée en un an. De manière générale, ce travail de collecte est mal effectué car il nécessite de la main-d'œuvre, du suivi et de la rigueur, ainsi qu'un équipement minimal, ce dont la plupart des bureaux ne disposent même pas. Ainsi, pour le *fokontany* d'Ankaditapaka-nord, le président m'a donné le chiffre de 1 874 habitants en 1999, présenté comme incontestable, alors que l'étude de la DINIKA⁶⁷ en précise 2 273 en 1997 ; or, il s'agit d'un quartier péri-central, où il est tout à fait impossible que la population ait diminué de la sorte. Prenons aussi l'exemple du II^e arrondissement de la capitale. Les statistiques officielles, présentées dans un rapport réalisé par la DINIKA, donnent l'évolution suivante de l'accroissement annuel total :

1970-1980 : + 4,7 %
 1980-1993 : + 2,1 %
 1993-1996 : +11,6 %

L'étude souligne la nécessité de manipuler avec la plus grande précaution ces taux, en particulier celui de 11,6 %, tout à fait improbable dans un arrondissement tranquille (autour du quartier d'Ambanidia), à la croissance manifestement modeste si l'on se fonde sur l'évolution paysagère (paysage peu dense, espace urbanisé à seulement 60 %) et sur la faiblesse de l'immigration. Le bureau d'études ayant réalisé le rapport signale d'ailleurs que, pour le décompte des bornes-fontaines en ville, les chiffres ne sont pas cohérents. Même la JIRAMA qui les gère ne connaît ni leur nombre exact ni leur localisation⁶⁸.

⁶⁶ Une personne ayant été recrutée en 1993 pour effectuer des enquêtes pour le recensement national à Tananarive m'expliquait un jour la méthode appliquée par la plupart des enquêteurs : pour une enquête effectivement réalisée, ils en inventaient neuf autres. Ce comportement était motivé par le caractère dérisoire de leur rémunération.

⁶⁷ DINIKA International, 1997, *Monographies des six arrondissements d'Antananarivo. Identification des réalités communales et diagnostic socio-économique, urbain et financier. Assistance à la cartographie.*

⁶⁸ Un organisme de formation et de recherche en sciences de l'environnement, le CF-SIGE, a réalisé un SIG sur la ville de Tananarive. Actuellement, un chercheur travaille à un relevé cartographique exhaustif des bornes-fontaines de l'agglomération.

Cette carence de l'information statistique a naturellement des conséquences sur la gestion municipale (comment déterminer le nombre de contribuables ? comment décider des besoins en équipement des quartiers ?). Mais ce ne sont pas ces problèmes techniques qui nous intéressent dans le cadre de notre étude : c'est l'interprétation qui peut être faite du flou des données statistiques disponibles qui joue un rôle dans les représentations de Tananariviens sur leur ville. En effet, l'absence de statistiques fiables constitue la porte ouverte aux interprétations les plus fantaisistes sur l'évolution de la population urbaine. On a vu, dans le chapitre II, que les Tananariviens avaient l'impression que la proportion de Merina dans la ville ne cessait de baisser depuis des décennies, alors qu'en fait elle progresse. Même si les chiffres montrent le contraire, ils ont si mauvaise réputation qu'il est aisé de les discréditer et de refuser de les prendre en considération. Il en va de même pour la mesure de l'exode rural. Toutefois, les études indiquent toutes qu'il est relativement modéré en termes numériques. Là encore, il est aisé de prétendre qu'il est beaucoup plus important que les statistiques ne le laissent penser, puisqu'elles laisseraient passer beaucoup de monde entre les mailles du filet. C'est ainsi que j'ai fréquemment entendu des propos de ce type : « *le plus gros problème à Tana, ce sont les migrations, l'exode rural.* ». Or, dans un quartier périphérique et très défavorisé comme celui d'Andohatpenaka, à l'ouest de la ville, la proportion de migrants atteint seulement 30 %⁶⁹ et il est probable qu'il s'agisse là d'un maximum, car peu de quartiers présentent des caractéristiques aussi favorables à la concentration de migrants. On est donc très loin des villes africaines, dont plus de la moitié des habitants ne sont pas originaires de l'agglomération (à Kampala ou à Lomé par exemple).

Ainsi, le médiocre appareillage statistique du pays sert de prétexte au discrédit de tout discours rationnel fondé sur les données disponibles et laisse le champ libre à toutes les crispations identitaires étudiées plus loin.

2- Immigration rurale et accroissement naturel : la pression démographique sur la ville

Quels que soient les problèmes soulevés par ce débat statistique, il n'en demeure pas moins que la capitale connaît depuis plusieurs décennies une forte croissance démographique qui a coïncidé avec la crise économique et a donc contribué à aggraver ses effets sur la vie des Tananariviens. Depuis l'indépendance, en 1960, la population de la ville a été multipliée par un peu moins de cinq, ce qui correspond à une croissance certes forte, mais bien moindre que dans de nombreuses capitales africaines (voir chapitre II, II, C, 1). Depuis le début de la crise, la population a plus que doublé (451 000 habitants en 1975, environ un million en 2000).

C'est essentiellement l'accroissement naturel qui est responsable de cette croissance ; il est estimé à 2,8 % par an, avec un taux de natalité de 35 ‰ et un taux de mortalité de 7 ‰. La part de l'immigration est estimée à 1,5 % par an au maximum. Si l'on se fonde sur ce taux, le solde migratoire est compris entre 10 000 et 20 000 personnes par an, ce qui demeure modeste.

La fécondité en ville est largement inférieure à celle du reste du pays : 3 enfants par femme, contre 4,9 dans les autres villes du pays, et 6 pour l'ensemble de Madagascar. Ce niveau de fécondité suffit toutefois à assurer une croissance toujours importante, en

⁶⁹ Source : Centre de Développement d'Andohatpenaka (CDA), puissante ONG œuvrant dans le quartier.

raison de la proportion de femmes en âge de procréer dans la population totale. Ce dynamisme démographique se traduit par la jeunesse de la population tananarivienne : la moitié des habitants a moins de vingt ans. Cet âge médian très faible est l'une des raisons des difficultés de la ville à juguler la crise.

Figure n° 5 : la pyramide des âges de la population de l'agglomération de Tananarive.
Source : MADIO, 1998, *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo 1995-1998 : la reprise se confirme*, p. 8

Cette forte croissance démographique se traduit en effet par une dégradation accrue des conditions de vie dans les quartiers tananariviens, puisque la croissance des logements et des équipements ne suit pas. La pression sur les équipements existants se fait donc de plus en plus forte, ce qui explique leur dégradation accélérée.

Le quartier de Tsaramasay⁷⁰, situé au nord de la ville, illustre bien les problèmes générés par la forte pression démographique. Il compte en 1997 quelque 4 000 habitants, et le taux de croissance annuel moyen est estimé à 5 % dans les années quatre-vingt-dix. Seulement 10 % de ses habitants sont originaires du quartier : celui-ci est attractif dans l'agglomération car les loyers y sont très bon marché et car il est situé à proximité des zones industrielles d'Ankorondrano et d'Andraharo et pas loin du centre-ville à pied. Il fixe également une importante population originaire de la campagne. Il s'agit d'un quartier récent (quelques décennies tout au plus), qui s'est développé sur une marge de la ville, entre le canal d'Andriantany et une digue, sur des terrains essentiellement marécageux.

Ce quartier est particulièrement défavorisé de par sa localisation géographique : les trois quarts des habitants vivent en bordure ou au milieu de marécages ; le canal traverse le quartier, il déborde à chaque saison des pluies, inondant les logements bordiers dont certains menacent de s'écrouler. Seulement 20 % des maisons disposent de latrines, mais l'évacuation des eaux usées s'y fait très difficilement, en raison du niveau très bas du quartier par rapport à la plaine et au canal (1 248 m). D'ailleurs, les buses souterraines ne sont plus entretenues depuis la I^{re} République : les voies d'évacuation sont toutes bouchées. De surcroît, la multiplication des constructions illicites renforce le problème en limitant l'espace entre les habitations, interdisant de ce fait un écoulement minimal. La densification du quartier rend ainsi de plus en plus criante la carence des équipements collectifs. Le quartier compte seulement quatre bornes-fontaines, pour 4 000 habitants (moins de 10 % des ménages, soit 72 au total, sont abonnés à la JIRAMA pour l'eau courante). Les horaires et les règles d'utilisation du lavoir ne sont plus respectés : faute de douches publiques, des gens viennent s'y laver à la nuit tombée, d'autres s'en servent comme borne-fontaine, ce qui évite des heures de queue... Cela est

⁷⁰ D'après la monographie de quartier réalisée pour le projet PAIQ par CARE International, 1997, *Document de projet de Tsaramasay*, 22 p.

rendu possible par l'absence de contrôle du *fokontany*, débordé, sur l'utilisation des infrastructures publiques. Il existe un bac à ordures, mais étant de taille insuffisante, les habitants entassent les déchets sur les dépôts sauvages le long du canal.

Qui plus est, ce quartier est voué à une destruction programmée depuis plusieurs années, afin de faire passer sur son territoire une nouvelle route de contournement de la ville, le « petit boulevard ». Il est donc probable que le quartier a d'autant plus été laissé à l'abandon qu'il était considéré comme inutile d'y faire des travaux. Toutefois, pendant ce temps, la croissance démographique continue et la pression sur les équipements également...

Ainsi, la croissance démographique a constitué un des facteurs de la crise : la ville n'avait pas les moyens d'accueillir de manière satisfaisante ces centaines de milliers d'habitants supplémentaires, même si la croissance est toujours demeurée relativement modeste. De surcroît, le choix amorcé sous la colonisation d'urbaniser les quartiers de plaine a renforcé les difficultés : le coût des aménagements y est beaucoup plus élevé que sur les collines. Tananarive ne pouvait faire face à l'afflux de populations dans ces quartiers inondables. La ville était beaucoup moins armée pour supporter une croissance démographique importante que de nombreuses autres villes d'Afrique qui disposaient d'importants espaces vacants et qui ont donc pu s'étendre, comme Lomé, Dakar, Kinshasa... Mais, en raison de son rythme tranquille, jamais la croissance démographique seule n'aurait eu de telles répercussions sur la vie des quartiers défavorisés de la capitale. C'est bien l'orientation économique et politique du pays à partir de 1972 qui l'a précipité tout entier, et sa capitale en particulier, dans une crise durable, profonde et multiforme.

B- L'effondrement économique sous la II^e République

Après la chute de la I^e République, le 13 mai 1972, sous la pression de manifestations populaires, le pays traverse trois années assez confuses sur le plan politique, dominées par une volonté très nette de rompre avec la tutelle française, d'affirmer l'identité malgache dans tous les domaines, et d'orienter le pays vers un développement de type socialiste.

La situation se clarifie à partir de 1975, avec l'arrivée au pouvoir de Didier Ratsiraka et l'instauration de la II^e République ou République Démocratique de Madagascar (RDM), qui allait se maintenir jusqu'en 1991⁷¹. Pour la grande majorité des Tananariviens, il est aisé de mettre un nom sur les responsables de la dégradation de leur niveau de vie et de leur ville : c'est ce régime de la II^e République qui est mis en cause. Didier Ratsiraka a en effet entrepris une déroutante révolution socialiste, aux aspects très composites et qui a présenté à la fois des aspects très radicaux et d'autres au contraire très modérés. Ainsi, il n'y a pas eu de collectivisation des terres, mais uniquement des circuits de collecte et de distribution. La planification de l'économie n'a pas non plus été organisée. En revanche, le régime s'est montré très dur envers les entreprises étrangères, qui ont été nationalisées ou chassées, dans des secteurs stratégiques comme l'énergie et les mines, les banques et assurances, et les transports, entre autres.

Dans le but de promouvoir l'économie malgache, une politique d'autarcie rigoureuse a été mise en place, qui a abouti très rapidement, dès la fin des années soixante-dix, à une pénurie généralisée dans la capitale : il est alors très difficile de se

⁷¹ Pour une approche détaillée de la politique économique du pays sous la II^e République, voir dans RAISON J.-P. (éd.), 1994, *Paysanneries malgaches dans la crise*, p. 37-44 (RABEARIMANANA G.) et p. 161-194 (RAMAMONJISOA J.). Il n'existe à ce jour aucun ouvrage de synthèse consacré à la question.

procurer des produits de première nécessité⁷², et pour ainsi dire impossible de trouver des biens de consommation et tout produit importé. Tous les secteurs économiques sont touchés : on ne trouve plus de pièces détachées, la production s'effondre. Entre autres industries, les cimenteries ralentissent leur activité, faute d'intrants. Les matériaux de construction se font alors rares et très chers. Les transports et l'industrie sont paralysés par le manque de lubrifiants. Parallèlement, à partir de 1978, l'Etat lance une très coûteuse politique dite « d'investissements à outrance » pour laquelle il s'endette très fortement. En raison de la faiblesse du réseau de transports et de la pénurie de biens d'équipement, la plupart des grandes usines mises sur pied à cette époque font faillite en quelques années : huilerie à Antsirabe, une usine d'armements à Tuléar...

Le secteur alimentaire est particulièrement touché par les mesures d'étatisation du commerce, prises dès 1973. Le riz est désormais rationné dans la capitale, par le biais des *fokontany*, chargés de la distribution. Cependant, dès le début des années quatre-vingt, devant l'ampleur de la régression économique (effondrement du PIB, de la production agricole et industrielle, des recettes fiscales, baisse spectaculaire de la consommation...), le régime opère un virage libéral brutal. Il fait appel au FMI et à la Banque mondiale, qui mettent en place une politique d'ajustement structurel encore en vigueur. La libéralisation se traduit pour les Tananariviens par une hausse brutale des prix puis par une inflation très forte et continue jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix. Le choc est très dur en 1983 : le prix du riz, libéralisé, double.

Le choix de fermer le pays aux investissements étrangers, de nationaliser les grandes entreprises étrangères et de lancer un développement autarcique a donc précipité le pays dans une crise économique sans précédent et d'une rare ampleur dans le monde.

Ainsi, les causes économiques de la crise relèvent de phénomènes qui ont affecté l'ensemble du pays. Elles ne sont pas spécifiques de Tananarive ni du monde urbain en général. En revanche, la politique générale menée en ville a profondément marqué Tananarive.

C- Facteurs politiques : « *Ce n'était plus la République Démocratique de Madagascar, mais la République Anarchique de Madagascar* » (Annette)

Le régime de Didier Ratsiraka a toujours entretenu des rapports ambigus avec Tananarive (voir chapitre II, I, D, 2). Lors de son accession au pouvoir en 1975, il a maintenu l'orientation communiste prise par le pays depuis 1972 et a par la suite mis en place la révolution socialiste à Madagascar. Mais il ne faut pas oublier que Didier Ratsiraka est arrivé au pouvoir juste après l'assassinat du colonel Ratsimandrava, maoïste convaincu, dont on murmure qu'il aurait effrayé les grandes et influentes familles tananariviennes par la radicalité de ses idées, en particulier son projet de réforme agraire, qui aurait affecté directement les propriétaires terriens tananariviens. Didier Ratsiraka était donc dès le départ fortement limité dans ses ambitions réformatrices : il faut garder

⁷² Des Tananariviens m'ont raconté des souvenirs de levers à quatre heures du matin pour faire la queue au lieu de distribution officielle du riz, des courses dans la campagne environnante pour s'approvisionner en lait, la pénurie de savon, le goût exécrable de l'huile... A bien des égards, la narration de cette période s'apparente à celle des années de guerre en France. Il reste d'ailleurs à écrire une histoire du vécu des Tananariviens durant cette période : une fois encore, le sujet a été très étudié en milieu rural, et n'a pas été abordé en milieu urbain.

présent à l'esprit cette donnée fondamentale pour mieux comprendre les aspects de sa politique dans la capitale, oscillant entre la défiance et le mépris.

L'action urbaine de la II^e République a revêtu deux aspects assez contradictoires si on la replace dans la lignée des autres régimes socialistes dans d'autres pays du Tiers Monde. En effet, la ville a été l'objet d'une forte défiance, ce qui traduit une certaine influence de type maoïste. Cependant, cette défiance ne s'est pas traduite par une politique exagérément répressive ou outrageusement réformatrice, mais par un véritable abandon du pouvoir : la ville a été livrée à elle-même, ce qui explique que rien n'ait été entrepris pour modifier ni ses structures économiques et sociales, ni pour marquer son paysage. Il y a ici une spécificité étonnante de la RDM et de sa politique, ou plutôt absence de politique, à l'égard de la ville.

1- La ville livrée à elle-même

Ce sont bien sûr les conséquences du slogan « *fanjakan'ny madinika* » (le pouvoir aux petits) qui ont eu le plus d'impact sur la capitale. « Le pouvoir aux petits » a été interprété bien au-delà des intentions du gouvernement, comme toujours à Madagascar, où chaque propos est indéfiniment commenté. C'est tout d'abord dans le sens d'un encouragement à l'exode rural qu'il a été entendu : la ville, prospère, concentrant les services de santé et d'éducation, et les emplois, se devait d'accueillir les paysans pauvres, mal soignés et analphabètes. C'est en fait une forme de clientélisme politique qui se met ainsi en place : les hommes du régime se font élire dans les quartiers populaires en promettant de ne pas toucher aux habitations construites illicitement. Ce système a fonctionné jusqu'au début des années quatre-vingt-dix. Des migrants de l'Imerina affluent donc en ville durant la période, sans qu'on puisse réellement parler de déferlante en termes numériques. Toutefois, les Tananariviens l'ont perçu de cette manière, comme une invasion du monde rural retardé dans la ville cultivée et civilisée (voir chapitre VIII, II).

Ces nouveaux arrivants sont ceux qui ont favorisé le développement des occupations illicites en ville. Ils ont parfois conquis des quartiers entiers, comme celui d'Anosibe, les quartiers périphériques au nord-est de la ville, autour de la RN 2, ou encore sur la route de l'université. Il était tacitement admis que ces nouveaux occupants ne seraient pas délogés. Des exemples plus ponctuels existent, témoignant à la fois d'une stratégie d'occupation de l'espace urbain et de la réaction très négative des citoyens. Ainsi, à l'extrémité méridionale de la colline du Rova, à Ambohipotsy, s'est installé un groupe de migrants dans les années soixante-dix. Ils ont progressivement occupé tout le flanc de la colline (voir carte n° 28). Ce lieu, jadis inoccupé car perçu négativement dans l'orientation traditionnelle de l'espace, a été rebaptisé par les Tananariviens « La Cité des imbéciles », expression qui traduit bien le mépris ressenti pour ces nouveaux arrivants. Il existe également une Cité des imbéciles au cœur de la cité des 67 hectares, également très mal perçue par les riverains qui se sentent floués : eux ont payé leur terrain, pourquoi pas leurs voisins ? Ce sont ces nouveaux Tananariviens qui sont désignés comme étant responsables de la ruralisation de la ville (voir chapitre VIII).

Le régime de Didier Ratsiraka s'est donc appuyé sur les masses rurales et les a incitées à s'installer en ville. En ville, en revanche, les appuis du Président ont été beaucoup plus fluctuants et sa politique assez difficile à déchiffrer. Il a joué à la fois sur le groupe numériquement majoritaire des « petits », descendants d'esclaves pour l'essentiel,

les *Mainty*, et sur les grandes familles qu'il fallait à tout prix se concilier. D'où une politique souvent contradictoire et pour le moins brouillonne.

Le soutien aux masses populaires urbaines s'est traduit par un encouragement au laisser-faire, maître mot des années soixante-dix et quatre-vingt⁷³. Les consignes données aux responsables de la ville étaient de ne rien interdire, de laisser les gens se livrer comme bon leur semblait à leurs activités, qu'elles soient commerciales ou bien liées à leur installation. C'est ainsi que, durant la II^e République, les maires successifs de la capitale n'appliquent plus les règlements stricts édictés durant la I^{re} République : la municipalité n'organise plus le ramassage régulier des ordures, n'entretient plus régulièrement les bâtiments et espaces publics, ne surveille plus les horaires des marchés, tolère le commerce informel dans la rue, laisse des constructions précaires s'installer dans les espaces publics comme les jardins. On n'inflige plus d'amendes aux gens qui urinent en public ou qui jettent leurs ordures sur la voie publique, ni aux conducteurs ne respectant plus le code de la route. Les arrondissements délaissent les politiques de prévention dans le secteur de la santé (dératisation, désinfection ; les campagnes de sensibilisation à l'hygiène sont abandonnées), ne font plus d'inspection ni de curage des canaux. Ce ne sont là que quelques exemples, qui reviennent le plus souvent dans les descriptions des Tananariviens pour expliquer ce qui a changé entre la I^{re} République et aujourd'hui. On assiste donc, durant cette période, à un très fort recul des structures d'encadrement municipales. La gestion municipale a été complètement mise de côté pendant plus de quinze ans. Comme dans tout le pays, on assiste à un relâchement de l'autorité administrative. Concrètement, la ville n'est plus gérée.

Ainsi s'explique la rapide dégradation de la ville, aussi bien en ce qui concerne les paysages que les services urbains fondamentaux (voirie, assainissement). En quelques années, cette politique du laisser-faire fait reculer brutalement la ville, anéantissant les progrès importants réalisés sous la colonisation et la I^{re} République en matière d'hygiène, d'assainissement et d'amélioration du cadre de vie. Tout se passe comme si les dirigeants de la II^e République avaient voulu nier la ville, la laisser se décomposer et dépérir, et en permettre une forme de reconquête progressive par le monde rural : ce sont bien des acquis de l'urbanisation qui ont été fortement remis en cause par cette politique, ou plutôt par cette absence délibérée de politique.

Cette progression de « l'anarchie », terme très fréquemment employé par les Tananariviens pour caractériser cette période de l'histoire urbaine, a été très mal acceptée par la population tananarivienne « de souche », c'est-à-dire par les gens qui se sentent et se définissent comme citoyens. Elle a été perçue comme une volonté délibérée d'atteinte à un mode de vie citoyen, sûr de lui-même, à l'identité de la ville, à ce qui faisait sa spécificité et sa supériorité incontestable sur le reste du pays. Cette partie de la population voue une rancune tenace au Président Ratsiraka, à qui elle attribue non seulement la responsabilité de la dégradation à la fois de son pouvoir d'achat, mais aussi de son mode de vie urbain (voir I) :

⁷³ On attribue de manière générale le début de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat à Madagascar à la décision prise en 1972 de supprimer la capitation et la taxe sur les bovidés, deux impôts très impopulaires. Cette décision, aux répercussions importantes dans les campagnes, fut interprétée comme un signe de dépérissement de l'Etat et un symbole de libéralisation et d'incitation à l'autonomie locale. Ce signe a également été perçu en ville.

« *Le monde tananarivien a basculé dans le chaos depuis la II^e République. Le slogan samy mandeha, samy mitady⁷⁴ a fait beaucoup de mal* » (un professeur d'université).

L'emploi du terme de « chaos » est bien révélateur de l'ampleur du choc ressenti par cette population blessée.

La II^e République coïncide en effet avec la paupérisation de l'ensemble de la population tananarivienne (cf. *supra*, I). De surcroît, c'est également durant cette période que l'insécurité a fait son apparition en ville. Son origine est à rechercher pour une large part dans la politique menée : incitation au laisser-faire, non-respect du bien public et donc glissement au non-respect du bien privé, paupérisation, diminution drastique des crédits accordés à l'action de la police, présence d'une population flottant entre la ville et la campagne pouvant facilement se soustraire aux contrôles administratifs, développement du marché noir, etc.

Pour la majorité des Tananariviens, le bilan de la II^e République tient en trois mots : anarchie, pauvreté et insécurité.

2- La ville épargnée

Ainsi, la II^e République a laissé la ville se déliter. Mais c'est tout ! En effet, il est étonnant de constater à quel point ce régime socialiste n'a laissé aucune empreinte sur le paysage urbain, contrairement à de nombreux régimes de ce type dans le monde. Aucun monument n'a été édifié en ville, l'Etat n'a entrepris aucun programme de construction d'habitat collectif, aucun quartier ancien n'a été détruit. La II^e République ne s'en est pas pris aux symboles pourtant omniprésents en ville des régimes antérieurs, qu'ils datent de la monarchie merina ou de la colonisation. Plus étonnant, certains de ces symboles ont été repris par le régime, comme le palais présidentiel conçu à l'image du Rova (voir chapitre II, I, D, 2). Deux explications à ce paradoxe peuvent être avancées.

D'une part, le régime malgache était à cours d'argent : le pays a connu sous la II^e République une réduction dramatique de son PIB, de l'ordre de 40 %. Dans ces conditions, il était difficile d'envisager de mener une grande politique d'aménagement urbain. L'absence d'investissement a caractérisé aussi bien le monde rural qu'urbain.

D'autre part, il est probable que le pouvoir n'ait pas voulu s'aliéner les élites tananariviennes en menant une politique urbaine agressive et d'orientation communiste : à Tananarive, aucune maison n'a été nationalisée, aucune entreprise appartenant à des Malgaches non plus. Le régime n'a pas touché aux symboles de la grande bourgeoisie urbaine, situation éminemment paradoxale pour un régime socialiste, qui s'explique sans doute par un pacte tacite passé entre Didier Ratsiraka et les grandes familles de la capitale. C'est ce qui a sauvé le paysage urbain de Tananarive : ses maisons traditionnelles, ses bâtiments anciens, ses rues, ont été conservés en l'état, subissant seulement une dégradation plus ou moins marquée.

Tananarive a donc paradoxalement eu beaucoup plus de chance que d'autres villes ayant été administrées par un régime socialiste. La comparaison avec la ville de Zanzibar s'avère particulièrement riche d'enseignements.

⁷⁴ « Que chacun se débrouille comme il peut, que chacun fasse ce qu'il veut ».

Durant la période socialiste, la composition de la population de Zanzibar a évolué de façon beaucoup plus marquée qu'à Tananarive : 37 % de la population actuelle de Stone Town est venue s'installer de la campagne ; seuls 44 % des habitants actuels de la ville en sont originaires. La ruralisation de la population a donc été beaucoup plus forte qu'à Tananarive, où le phénomène est malgré tout demeuré faible en proportion de la population totale (moins de 20 % de migrants). De plus, le gouvernement a nationalisé 60 % des maisons particulières de la vieille ville, des maisons ont été divisées et allouées à des résidents au faible niveau de vie. Les loyers, fixés à un montant très bas, ont découragé les propriétaires d'investir. On estime que 85 % du parc immobilier s'est dégradé : les belles maisons d'inspiration arabe datant de la prospérité du sultanat ont subi de plein fouet les conséquences de cette politique délibérée⁷⁵. Enfin, le pouvoir a voulu doter la vieille ville d'un double moderne, inspiré des conceptions urbanistiques en vigueur dans les pays communistes d'Europe : la création de Ng'ambo répond à la volonté de dévitaliser le centre historique de Stone Town, de casser la *skyline* de la vieille ville. A ses côtés a donc été érigée une cité d'immeubles en béton, de barres collectives, « *la banlieue de Varsovie à Zanzibar !* »⁷⁶. L'impact paysager sur l'ensemble de la ville a donc été très fort. Ainsi, Zanzibar a subi à la fois une attaque sur l'habitat privé, par la nationalisation des vieilles demeures, et une modification d'ensemble, par l'accolement d'un paysage moderne et occidental aux portes de la ville ancienne. Ni l'un ni l'autre procédé n'a vu ne serait-ce qu'une ébauche de mise en place à Tananarive. La capitale malgache a été épargnée par les projets urbanistiques habituellement inhérents aux régimes socialistes, ce dont les Tananariviens ne sont aucunement conscients.

Conclusion II

Ainsi, l'orientation politique subie par Tananarive sous la II^e République a puissamment contribué à la dégradation du paysage urbain et à la déstructuration de la citadinité. La ville a surtout souffert du laisser-aller, du sentiment d'abandon, du délitement de l'encadrement politique, dans un pays où le respect de l'autorité est très présent : de ce fait, les Tananariviens se sont sentis désorientés. D'autres villes ont subi des crises économiques, rares sont celles qui en sont sorties aussi exsangues sur le plan moral : par son absence d'action, le régime a en fait atteint la ville là où il pouvait lui faire le plus de mal, en tentant de modifier la composition de la population et en jouant indirectement sur le « vivre ensemble » tananarivien (disparition des lieux de sociabilité, de commerces...). La responsabilité de la II^e République dans la crise économique et morale qu'a connue la capitale semble donc avérée. Bien que l'action du régime ait été très éloignée de correspondre intégralement à celle d'un régime communiste⁷⁷, elle n'en a pas moins constitué un puissant facteur de déstabilisation sociale, en raison d'une double réaction de mépris et de méfiance à l'égard de la ville. Elle a surtout affecté le mode de vie en ville, la citadinité, ne serait-ce que par le brouillage des hiérarchies sociales : il y a eu réduction des écarts de niveau de vie, sauf pour une minorité qui s'est enrichie. « La paralysie économique progressive, la montée de l'insécurité et des épidémies, la

⁷⁵ Voir SHERIFF A., 1997, « La vieille ville de pierre, un héritage en transition », *Zanzibar aujourd'hui*, LE COUR RANDMAISON C., CROZON A. éd., Karthala, Paris, p. 189-200.

⁷⁶ Voir CALAS B., 1997, « Ng'ambo : le double oublié de la *Ville de pierre* », dans *Zanzibar aujourd'hui*, LE COUR RANDMAISON C., CROZON A. éd., p. 203-226.

⁷⁷ F. Raison-Jourde se fait même beaucoup plus cynique et directe : « Avec le recul du temps, il semble que le grand mot de révolution, qui fit passer un frisson dans plus d'un salon tananarivien, se limitait dans les faits à la prise en main par une bourgeoisie nationale, jusque là très frustrée, des affaires de sociétés privées étrangères nationalisées, et à l'entrée dans la carrière d'une nouvelle génération de diplômés ». (BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, p. 391).

paupérisation galopante laminant les petites bourgeoisies urbaines, contribuent à la prise de conscience d'un drame national, d'une décomposition sociale. »⁷⁸

La crise a en effet été facteur de désordre multiforme pour une société tananarivienne hiérarchisée, organisée et éprise de stabilité. Elle a profondément dérouté les Tananariviens, comme en témoignent les stratégies mises en œuvre pour la contrer : celles-ci révèlent à la fois une recherche très ouverte et quelque peu erratique et un repli sur des valeurs ou des modes de fonctionnement traditionnels.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 391.

III- L'IMPACT LIMITE DES STRATEGIES DE REPONSE A LA CRISE

On souhaiterait voir ici quels types de réponses les Tananariviens ont mis en œuvre pour tenter de contrer la crise, en s'intéressant particulièrement aux stratégies sociales, mais aussi spatiales : quels types d'espaces ont été sollicités ? quelles ont été les traductions spatiales de la recherche de réponses à la crise ? Si les Tananariviens ont cherché à mobiliser tous les espaces possibles en jouant sur plusieurs échelles spatiales, on montrera ici qu'ils se sont heurtés à bien des obstacles et qu'ils ont rencontré des déceptions parfois douloureuses, car impliquant des remises en cause profondes de repères anciens.

A- La tradition de culture urbaine, rempart contre la crise ?

1- Le rôle d'amortisseur de la mixité socio-spatiale

Une des grandes particularités de Tananarive est la relative absence de ségrégation sociale résidentielle. Il n'existe pas de « ghettos de riches », à part peut-être quelques îlots très localisés. Dans de nombreux quartiers, on trouve de belles villas, visibles depuis la rue, au milieu de constructions plus modestes, voire franchement pauvres. Même le quartier perçu par les Tananariviens comme étant le quartier chic de la ville, Ivandry, se compose d'une juxtaposition d'espaces à villas et d'espaces populaires. Dans les quartiers de plaine, les villas se font plus rares, et la population y est plus homogène : on peut parler de quartiers à forte dominante pauvre, mais il existe toujours des familles relativement plus aisées qui y résident.

Ainsi, riches et pauvres vivent souvent dans les mêmes quartiers⁷⁹, où ils fréquentent le même marché et les mêmes épiceries, se côtoient au culte ou à la messe dominicale, participent aux activités obligatoires du *fokontany* (cf. *infra*), en un mot, se connaissent et vivent dans le même espace. Il s'agit là d'une caractéristique qui a joué un rôle considérable d'amortisseur de crise, les riches ayant toujours contribué financièrement à soutenir les plus pauvres de leur quartier. C'est en fait un devoir pour les plus aisés d'aider les plus modestes autour d'eux. La plupart des personnes aisées ou qui appartiennent à la classe moyenne, donnent ainsi systématiquement, que ce soit en nature ou en numéraire. Les dons sont modestes, mais réguliers, et peuvent permettre à une famille de survivre. L'échelle spatiale de ce système de dons est extrêmement grande : bien souvent, les gens aident leurs voisins immédiats, ceux que l'on voit de sa fenêtre, ceux que la grande maison domine de ses étages. Les voisins pauvres récupèrent des restes de nourriture, des habits usagés, mais aussi des médicaments en cas de besoin. Parmi les personnes interrogées qui jouissaient d'un niveau de vie supérieur à celui de leurs voisins, toutes ont évoqué spontanément ce système de solidarité de voisinage. Mais, si toutes s'y plient, nombreuses sont celles qui déplorent les abus dont elles sont victimes et qui se plaignent d'être sollicitées en permanence, pour des petites choses, uniquement en raison de leur position sociale dans le quartier. Or, bien souvent, cette position n'est que relative ; les gens éprouvent eux-mêmes des difficultés financières et ressentent cette

⁷⁹ On verra en détail au chapitre v les raisons historiques de cette mixité socio-spatiale : elle tient essentiellement à la territorialisation des lignages et des castes dans les quartiers.

pression comme pénible⁸⁰. Quoi qu'il en soit, ce système spécifiquement tananarivien a relativement bien fonctionné durant les années de crise.

Rares sont les quartiers socialement ségrégués. Cependant, même lorsque cette ségrégation existe, la solidarité s'organise également, administrativement cette fois, à l'échelle du *fokontany*. Le cas du *fokontany* d'Ivandry, un quartier très hétérogène socialement, est riche d'enseignements⁸¹. Entre les habitants des villas cossues, qui figurent parmi les personnes les plus riches du pays, et ceux du village d'Ivandry, les rapports sont limités : les premiers ne se rendent absolument jamais dans les quartiers populaires, tandis que les autres peuvent être employés de maison dans les villas. Cet espace est véritablement ségrégué de fait. Or, ces deux mondes appartiennent au même *fokontany*. Les habitants des villas expliquent que leur seul rapport avec le reste de la population passe précisément par le biais du *fokontany*, qui les sollicite à chaque grande occasion (fête nationale, Noël), en leur demandant soit des contributions financières, soit des dons en nature (collecte de vêtements par exemple). Les dons d'argent servent à des achats de riz ou de sucre qui sont ensuite distribués. Ainsi, l'institution administrative est le seul lien entre les deux types de population, socialement très différenciés. Elle assure ainsi une solidarité minimale : même à Ivandry, fût-ce par l'intermédiaire d'une institution, il existe des transferts des riches aux pauvres. Il n'existe pas de quartier exclusivement composé de riches. La proximité socio-spatiale induit ici des solidarités sociales.

2- L'implication des Eglises et des ONG

Cette mixité sociale n'est pas seule à avoir contribué à limiter l'impact de la crise. A une échelle plus petite, des structures ont joué un rôle important d'amortisseur de crise en ville : les Eglises et les ONG.

Les Eglises exercent une influence très forte sur la population urbaine, puisque, contrairement au reste du pays, la quasi-totalité des Tananariviens est christianisée⁸². De par l'histoire de leur implantation dans la ville⁸³, les Eglises étaient traditionnellement peu portées à une action sociale, et se consacraient essentiellement à leur rôle spirituel et éducatif. La crise a modifié leur place dans la société. Depuis une trentaine d'années, on assiste à une montée en puissance de leur action, dans le domaine sanitaire essentiellement, mais aussi plus généralement dans le domaine social (accueil de familles en détresse...). Du fait de la concurrence entre les différentes Eglises (protestantes et catholique, pour les principales), les quartiers de la ville sont quadrillés par un réseau très dense de dispensaires, d'Eglises effectuant des distributions hebdomadaires de vivres, de vêtements, de médicaments. De nombreuses familles survivent ainsi grâce aux dons des Eglises. En matière sanitaire, il est probable que le réseau confessionnel de structures de

⁸⁰ « Je limite au maximum les relations avec les voisins. Après, si on commence, il y a toujours des gens qui vont défiler à la maison pour demander quelque chose, je ne sais pas, des allumettes, un peu de sucre, des trucs comme ça, et le jour où on dira non, les rapports vont se détériorer. Pour éviter ça, le mieux c'est de ne pas avoir de relations du tout » (ville haute n° 27).

⁸¹ Le cas d'Ivandry constitue une exception à Tananarive où la ségrégation socio-spatiale est très forte. On reviendra sur les particularités de ce quartier au chapitre V.

⁸² Le poids des Eglises dans la société tananarivienne n'est ici abordé que sur le plan social. On reviendra en détail sur leur rôle dans la (re)construction de la citoyenneté, chapitre VIII.

⁸³ Voir chapitre premier, II, A, 3.

soins contribue à éviter une dégradation accrue de la situation. Beaucoup de Tananariviens y ont recours. Au cours des enquêtes, certains, parmi les plus démunis, ont expliqué qu'ils n'hésitaient pas à parcourir plusieurs kilomètres à pied et à faire des heures de queue pour se faire soigner dans un établissement religieux. Depuis quelques années, les sectes investissent à leur tour le domaine médical et caritatif, rencontrant un succès certain auprès des populations les plus fragilisées économiquement et socialement⁸⁴.

La crise a également vu fleurir de nombreuses ONG, le plus souvent locales, qui remplissent ce même rôle d'aide sociale de proximité. L'une des plus célèbres de la ville est le Centre de Développement d'Andohatapenaka (CDA), installée dans un des quartiers les plus défavorisés de Tananarive, à l'extrême ouest de la plaine. Significativement le CDA a été créé en pleine crise, en 1987⁸⁵. Il existe des ONG aux champs d'action très divers dans la plupart des quartiers défavorisés de la ville : micro-crédit, aide aux femmes, encadrement des jeunes, lutte contre un risque sanitaire particulier, planning familial... On reviendra sur le rôle des ONG dans leur substitution progressive aux responsabilités municipales, chapitre VIII.

B- L'activation de valeurs traditionnelles malgaches

1- La mobilisation du *fihavanana*

Le *fihavanana* est une des valeurs fondamentales de la société malgache. Ce terme, qui a pour racine « *havana* » (famille, parents), désigne un système de relations entre les membres d'une même famille au sens large, et plus généralement entre les membres de la société, fondé sur une solidarité réciproque qui peut prendre différentes formes : soutien moral, devoir d'assistance financière, accueil de parents en détresse dans son foyer... Le *fihavanana* constitue une référence morale extrêmement forte, à laquelle tout Malgache déclare adhérer. Il est souvent invoqué pour présenter les vertus de la société malgache aux étrangers : on lui attribue la tradition de non-violence, d'hospitalité, de générosité, de tolérance... Paré de toutes ces vertus, le *fihavanana* était tout naturellement appelé à jouer un rôle de premier plan dans la réponse à la crise : qu'en a-t-il été en ville ?

Pour la quasi-totalité des personnes interrogées, le *fihavanana* constitue une valeur fondamentale à laquelle il est important de se référer. Beaucoup le placent au cœur de leur vie quotidienne, en ce qu'il oriente leurs actions envers les autres. En répondant à la question sur le *fihavanana* au cours de l'enquête, un homme explique que recevoir est déjà pour lui une marque de son application. De nombreuses personnes citent des proverbes qui illustrent à quel point le *fihavanana* est indispensable à la vie⁸⁶. En ville, il en existe deux traductions concrètes.

La première manifestation du *fihavanana* réside dans la solidarité financière. Aider les membres de la famille qui sont dans le besoin constitue un devoir auquel il est difficile de se soustraire. En effet, même en ville, chacun est identifié comme faisant partie d'un réseau familial. Si un membre d'une famille est en difficulté et ne reçoit pas d'aide, cela se saura inévitablement : les membres plus aisés qui dérogent à leur devoir d'assistance

⁸⁴ Voir chapitre VIII, III, C, encart sur le développement des sectes.

⁸⁵ Sur l'action du CDA, voir chapitre VIII, III, D.

⁸⁶ « *Trano atsimo sy avaratra ka izay mahalena ialofana* » : quand deux maisons sont voisines, on se réfugie dans celle dont le toit ne fuit pas.

envers un proche risquent alors d'être montrés du doigt, à l'intérieur de leur propre grande famille. Les transferts financiers entre ménages constituent donc un pan important de l'économie de la ville. Une enquête réalisée par MADIO sur le sujet, ce qui est révélateur de son importance, précise les conditions de ces transferts et leur ampleur⁸⁷. Elle révèle qu'au cours des six mois précédant l'enquête, les deux tiers des ménages tananariviens ont réalisé au moins un transfert avec un autre ménage ; 48 % ont au moins donné une fois, 40 % ont été aidés au moins une fois⁸⁸. Les transferts se concentrent massivement entre générations (parents/enfants) et envers les collatéraux (frères et sœurs) : « L'institution qui garantit le plus la sécurité matérielle des individus reste donc la famille proche. La cohésion sociale de la population de la capitale se cristallise sur la solidarité familiale. »⁸⁹ L'analyse géographique des transferts se révèle étonnante : plus des trois quarts des transferts s'effectuent à l'intérieur de Tananarive et de sa proche périphérie ; le monde rural n'est concerné que par 9 % des transferts. Les solidarités financières s'exercent donc très majoritairement en milieu urbain et ne concernent que marginalement le milieu rural. On mesure ici l'importance des liens familiaux intra-urbains, et la concentration géographique de la famille proche. Les transferts financiers vers le monde rural ne s'effectuent pas prioritairement de manière individuelle, mais par le biais institutionnel, notamment confessionnel (voir chapitre IV).

Ainsi, le *fihavanana* permet une solidarité financière minimale. Certes, l'aide apportée ne permet pas de sortir de la misère, mais elle constitue pour les plus démunis un apport non négligeable, qu'il soit ponctuel ou régulier. Les Tananariviens traduisent également le *fihavanana* en termes de système d'aide au logement : de multiples systèmes d'hébergement lui sont attachés.

En effet, les occasions sont nombreuses d'être en position de solliciter un hébergement temporaire. Il s'agit tout d'abord des cas des ménages dont les logements sont inondés en saison des pluies et de ceux dont les habitations sont endommagées ou détruites lors du passage d'un cyclone. Or, ni la municipalité ni les ONG n'ont les moyens de répondre à cette demande saisonnière, qui est donc prise en charge par les familles. Ainsi, dans les quartiers de plaine inondable, chaque année ou presque, ce sont des milliers de personnes qui quittent leur logement inondé pour aller se réfugier pendant quelques semaines chez des parents résidant en ville, à l'abri. Lors du passage d'un cyclone sur Tananarive, ce qui n'arrive pas tous les ans, certaines personnes voient leur maison s'écrouler ou le toit s'envoler. Or, les habitations les plus touchées sont évidemment les plus vulnérables, donc habitées par des gens modestes qui n'ont en général pas d'économies pour réaliser les travaux. De plus, si elles sont occupées par des locataires, il est très fréquent que les propriétaires rechignent à faire les réparations et fassent traîner la situation. Dans l'attente d'improbables travaux, les sinistrés sont alors hébergés chez des parents. A Ankadifotsy, j'ai interrogé un frère et une sœur d'une cinquantaine d'années dont le logement avait été rendu inhabitable à la suite du passage du cyclone Eline quelques mois auparavant. Ils étaient hébergés chez de la famille, en

⁸⁷ MADIO, 1997, *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 : premiers résultats de l'enquête SET-97*, Antananarivo, brochure, 43 p.

⁸⁸ Soulignons que ces taux de participation sont très nettement inférieurs à ceux observés dans d'autres grandes villes d'Afrique, comme Abidjan ou Yaoundé où des enquêtes similaires ont été menées. Cela s'expliquerait essentiellement par la faiblesse des migrations vers la capitale, ce qui entraîne la faiblesse des transferts vers le monde rural.

⁸⁹ *Op. cit.* p. 19.

attendant le partage d'une maison familiale. Ils considèrent que le *fihavanana* se renforce en période de crise, car ils en bénéficient actuellement. En ville haute, une femme, lavandière, accompagnée de son fils, incapable de payer son loyer aux 67 hectares, a dû quitter son logement : sa mère lui a permis de construire une maison en planches de 6 m² dans sa cour. Très reconnaissante envers sa mère, cette femme souhaite pérenniser son installation, en cimentant les murs et le sol dès qu'elle en aura les moyens.

L'hébergement temporaire concerne également les personnes âgées. Il est très rare à Tananarive d'en rencontrer qui vivent entièrement seules : même si elles disposent de leur propre logement, dans la plupart des cas, un enfant et sa famille vivent à proximité immédiate (à un autre étage, dans la même cour...). Un autre mode de résidence est fréquemment choisi par les personnes âgées : elles changent de domicile plusieurs fois par an, passant quelques mois chez chacun de leurs enfants, afin de ne pas toujours peser sur le même. J'ai plusieurs fois eu l'occasion de rencontrer de ces personnes âgées « itinérantes », ravies de voir différents quartiers et de profiter tour à tour de tous leurs enfants. Cette mobilité géographique intra-familiale relève pleinement du *fihavanana*, dans un pays où il existe seulement deux maisons de retraite et où il est très mal vu d'y placer un parent âgé⁹⁰. Dans les milieux défavorisés, cette sécurité du logement pour les personnes âgées n'empêche néanmoins pas que celles-ci soient obligées de travailler pour participer aux revenus de la famille. A Isotry, une femme de 78 ans, qui tourne chez ses enfants « *pour ne pas toujours fatiguer le même* », doit vendre des journaux tous les jours au petit marché de quartier à côté.

Enfin, chez les plus aisés ou chez les classes moyennes supérieures, il est fréquent d'héberger et simultanément d'aider financièrement des parents dans le besoin. On prendra quelques mois, voire quelques années chez soi le benjamin d'une famille. Une femme, dont le mari est directeur dans une entreprise étrangère, explique avoir pris chez elle une nièce âgée de 18 ans, à qui elle et son mari paient les frais de scolarité pour qu'elle puisse poursuivre ses études, qu'elle aurait abandonnées sinon ; ils l'hébergent toute la semaine, afin qu'elle soit au calme pour travailler : chez ses parents, la famille se serre à six dans une seule pièce où il lui est impossible de se concentrer.

En revanche, j'ai peu rencontré au cours des enquêtes de cas de ces jeunes adultes célibataires venus de la campagne et hébergés parfois pendant des années chez des parents plus ou moins lointains en ville. Le « parasitisme familial », tel qu'il a été identifié dans les grandes villes d'Afrique comme étant un phénomène massif, ne semble exister que de manière marginale à Tananarive. Deux explications sont possibles : tout d'abord la faiblesse numérique de cette situation s'expliquerait par la modestie relative des flux migratoires. Ensuite, il est probable que les quartiers où s'exerce ce type d'accueil soient des quartiers où la proportion de migrants ruraux est forte, c'est-à-dire les quartiers les plus périphériques de la ville, où je n'ai pas mené d'enquêtes. Sur les quelque 250

⁹⁰ Significativement, elles ne se trouvent pas à Tananarive, mais à Antsirabe et à Tamatave, ce qui limite d'autant les possibilités de placement, car la plupart des personnes susceptibles d'être intéressées résident précisément dans la capitale. Il est probable que le pays sera confronté à la question de la résidence des personnes âgées dans quelques décennies, quand le vieillissement aura commencé : actuellement 90 % de la population malgache a moins de 49 ans. Ce processus sera toutefois plus rapide à Tananarive, où les conditions sont largement meilleures que dans le reste du pays et l'espérance de vie nettement plus élevée. Le *fihavanana* résistera-t-il ? L'expérience d'une femme devant s'occuper de son père, âgé de 90 ans, atteint de maladie d'Alzheimer et résidant dans la même cour qu'elle, est riche d'enseignements : elle souhaiterait, en accord avec ses frères et sœurs, le placer dans l'une de ces maisons de retraite, mais elle s'y refuse en raison de la pression familiale et sociale : elle explique que la grande famille, en vue à Tananarive, ne l'accepterait jamais, alors même qu'elle n'est pas concernée directement.

enquêtes, seuls deux cas ont été rencontrés : un hébergé de la campagne (très proche en l'occurrence puisqu'il s'agit d'Ivato) sur la ville haute, un autre à Isotry. Le cas d'Annette constitue un exemple particulier, où le *fihavanana* est érigé en règle de vie et où le fait d'héberger des membres de la famille est vécu positivement et est même recherché :

Annette a 66 ans. D'origine betsileo, elle vit à Tananarive « *presque depuis toujours* », c'est-à-dire depuis 1951. Depuis quelques années, tous les enfants sont partis de la maison, où ils ont vécu jusqu'à quinze. Incapable de s'habituer à vivre seule avec son mari (« *Je n'arrivais pas à acheter correctement les proportions pour le sakafo pour deux !* »), elle a décidé de prendre chez elle deux neveux de la campagne. La jeune bonne fait aussi partie de la famille : ses parents qui gardaient la maison familiale venant de mourir, elle a été recueillie à Tananarive. C'est une habitude ancienne chez eux : aux débuts de leur mariage, comme ils avaient plus de moyens que le reste de la famille, ses parents leur ont confié six enfants à garder qu'ils n'avaient pas les moyens d'élever correctement. Elle explique que « *c'est courant à Madagascar, sauf dans les villes où on adopte l'individualisme* », aussi revendique-t-elle le fait qu'ils forment une famille betsileo traditionnelle, fermement accrochée à ces valeurs de solidarité. Assumant ainsi toujours ce qu'elle considère comme un devoir, elle constate néanmoins que la vie est devenue très chère, aussi fait-elle attention aux dépenses alimentaires.

Ainsi, dans le contexte de crise, il semble que le ressort du *fihavanana* fonctionne dans le domaine de la solidarité financière, encore qu'il soit difficile d'en apprécier l'ampleur exacte en termes numériques, et dans celui de l'hébergement temporaire de parents proches. Le *fihavanana* constitue un filet de sécurité pour de nombreux Tananariviens. La notion peut d'ailleurs s'élargir au-delà du cercle familial. Il est ainsi de tradition de porter assistance au personnel de maison, notamment en cas de maladie : le patron fournit alors des médicaments, paie le médecin, voire l'hospitalisation, etc.⁹¹ Plus étonnant, cette aide, qui se fonde sur des rapports hiérarchiques, peut s'exprimer entre individus n'entretenant que des rapports de travail : un cadre aidera son chauffeur de la même manière que son domestique. Derrière cette assistance, qui joue un grand rôle pour les « petits », se profile en fait la question des rapports entre les castes, dans une société où les membres des castes dominantes doivent toujours secours et assistance aux descendants d'esclaves auxquels ils sont liés depuis plusieurs générations. Dans de nombreux cas, le personnel de maison est d'origine *mainity*, souvent de la campagne, et les liens entre les patrons et les domestiques sont d'une toute autre nature que des rapports strictement de travail. Pour un *Mainity*, être rattaché à une famille *fotsy*, c'est avoir l'assurance de n'être jamais abandonné face aux coups durs de la vie. On reviendra sur cette question, aussi délicate que complexe, dans le chapitre VIII.

2- Les limites du *fihavanana* : un vif sentiment de dégradation

Il est incontestable que le *fihavanana* joue un rôle important dans la cohésion de la société urbaine, et qu'il pallie d'une certaine manière les carences de l'Etat. Mais un autre discours se fait également entendre, qui incite à aller au-delà de l'unanimité de façade : la mise en œuvre du *fihavanana* dans le contexte de crise ne semble pas si aisée qu'on veut bien le faire croire. Il a ainsi semblé utile de modifier la question posée lors des enquêtes, qui était au départ, lors de la phase de test du questionnaire, « Que signifie le

⁹¹ Un dimanche, une personne de ma connaissance a par exemple renoncé à sa sortie à la campagne pour aller chercher en voiture des médicaments à la pharmacie de garde, située à plusieurs kilomètres, pour son boy atteint d'un accès de paludisme.

fihavanana pour vous ? » : elle a été transformée en « Avec la crise, le *fihavanana* se dégrade/se maintient/se renforce ? ». Alors que la première question n'a donné que des réponses convenues (« *C'est le plus important dans la vie* », « *Cela marque la fraternité, que l'on soit dans la joie ou dans le malheur* »), les réponses à la seconde se sont révélées édifiantes : pour près de la moitié de Tananariviens, la crise a entraîné une dégradation du *fihavanana*. Ceux pour qui il se renforce constituent une infime minorité ; la réponse est souvent liée à une expérience personnelle de manifestation de solidarité. Certaines personnes ont d'ailleurs distingué dans leur réponse leur situation particulière et l'évolution générale : dans ce cas, les réponses se faisaient systématiquement dans le même sens, « pour nous ça va », et pour l'ensemble de la société, « ça se dégrade ». Quant à ceux qui évoquent le maintien du *fihavanana*, une certaine inquiétude envers les risques de fragilisation de cette valeur reste perceptible, en arrière-plan de leur réponse.

- pour 50 % des Tananariviens interrogés, le *fihavanana* se dégrade,
- pour 43 % d'entre eux, il se maintient,
- pour 7 % d'entre eux, il se renforce.

Trois causes sont identifiées par les Tananariviens pour expliquer cette dégradation des relations familiales :

- Les contraintes liées à la vie urbaine en elle-même : les gens déplorent le manque de temps, le coût des transports qui limite les déplacements intra-urbains, les horaires décalés de chacun (avec le travail en zone franche) : « *Les coutumes changent, on n'a plus le temps de se voir. C'est dommage, c'est la coutume malgache qui se détériore et se modifie. Avant, on se connaissait tous dans les familles, à des degrés très éloignés. Maintenant, mes filles ne connaissent que les cousines germaines.* » (Ankadifotsy n° 2) « *On n'a plus de temps pour se voir* » a été entendu à plusieurs reprises. C'est le mode de vie urbain qui est considéré comme responsable de la dégradation des rapports familiaux.

- La crise bien sûr, qui impose à chacun de se restreindre, est jugée responsable de la montée de l'égoïsme : on donne moins, on reçoit moins, on prend ses distances avec le reste de la famille. « *C'est chacun pour soi* » a été entendu des dizaines de fois. Les témoignages amers se multiplient :

- « *C'est l'argent qui gouverne tout* »,
- « *Les plus aisés dans les familles prennent leurs distances* »,
- « *Tout est régenté par l'argent* » (Ankadifotsy n° 23),
- « *Le fihavanana, c'est tant pis* » (Ankadifotsy n° 19),
- « *On ne se rencontre plus que pour les deuils* » (Ankadifotsy n° 24),
- « *Les gens sont de plus en plus occupés à chercher à manger* » (ville haute n° 34).

Dans les classes moyennes, des signes de prise de distance par rapport aux pratiques traditionnelles ont été décelés : il est probable que pour ces personnes, le fait que je sois étrangère a favorisé l'expression d'une franchise impossible dans le cadre très contraignant de la société malgache : « *Des fois, il y a des amis ou des membres de la famille qui viennent sans prévenir, on est obligé de distribuer le repas, ça pèse.* » (67 hectares n° 25), « *On a peur d'être exploités. Mais même si on en a envie, on n'ose pas couper les liens.* » (ville haute n° 40, un descendant de la famille royale). Il est probable que ce sentiment soit plus largement partagé qu'il n'a pu être possible de le percevoir : de nombreuses personnes n'ont sans doute pas osé exprimer le fond de leur pensée devant mon enquêteur. Ainsi, il semble bien que la crise ait eu raison, pour une large part, des

manifestations de solidarité. La société tananarivienne tend à se refermer sur elle-même, à être moins solidaire : on donne moins qu'avant, moins fréquemment, on se soustrait à ses obligations qui, si elles étaient entièrement remplies, conduiraient dans bien des cas à mettre en difficulté les ménages sollicités : la dégradation du *fihavanana* n'est bien souvent qu'une traduction de la paupérisation généralisée de toutes les couches de la société. Dans le même temps, il est indéniable que la crise peut constituer un prétexte commode pour couper les ponts avec les commensaux de la famille et pour mieux se consacrer à son ménage. Il est évident que, dans leur grande majorité, les ménages tananariviens aspirent à plus d'autonomie par rapport aux multiples contraintes sociales qui les enserrent.

- Enfin, c'est aux plus pauvres eux-mêmes qu'il faut laisser la parole pour avoir une confirmation de ce développement de chacun pour soi : nombreux sont ceux qui décèlent la montée d'un sentiment de mépris et de rejet des pauvres. Dans une société urbaine paupérisée et frustrée, le pauvre serait celui qu'on ne veut plus fréquenter, qu'on tient à distance des réseaux familiaux. Un homme explique ainsi que ses liens avec sa famille sont tendus : le *fihavanana* se dégrade car, « *avant, pour le 26 Juin, on nous appelait pour recevoir de la viande et du riz, maintenant il n'y a plus rien, c'est à cause de notre niveau de vie, les autres ne veulent plus nous voir.* », constate-t-il avec amertume (Isotry n° 27). Plus cyniquement, une femme explique : « *Les pauvres ne sont pas les parents des riches. On les ignore de peur qu'ils ne deviennent des parasites.* » (Ankadifotsy n° 41).

Ainsi, le *fihavanana* est incontestablement mis à mal par la crise : les rapports familiaux qui mettent en jeu l'argent se tendent (conflits à propos de prêts par exemple), tandis que les liens se distendent au sein des familles élargies. Toutefois, il convient de distinguer dans ce processus ce qui relève strictement de la crise économique de ce qui procède d'un mouvement d'individualisation très banal dans les métropoles du Tiers Monde⁹². Les conditions de vie urbaines (éloignement géographique, coût des transports) favorisent le relâchement physique des liens, tout en permettant d'alléger la pression sociale sur un certain nombre de familles : pour une partie croissante de Tananariviens, le déclin du *fihavanana*, pris dans le sens d'une autonomisation des familles nucléaires par rapport à la famille élargie, constitue un progrès, inavoué du fait d'une certaine mauvaise conscience⁹³. Certains jeunes n'ont pas hésité à l'exprimer clairement : « *mieux vaut les copains !* » s'exclame l'un d'eux. Certes, il s'agit là d'une boutade, mais le propos n'en demeure pas moins révélateur. Le constat effectué en Afrique est tout aussi valable à Tananarive :

« Il existe une tension du discours des citoyens sur les contraintes de redistribution. L'individualisation apparaît à la fois comme un produit de la crise et comme un construit de la ville. »⁹⁴

⁹² Voir par exemple MARIE A. (dir.), 1997, *L'Afrique des individus : itinéraires citoyens dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Karthala, Paris, 436 p.

⁹³ Une amie me disait un jour : « *Il faut que j'aille voir ma sœur, quand même, je ne l'ai pas vue depuis un mois. Et pourtant elle n'habite pas loin, on exagère* ». De tels propos se rapprochent des modes de relations familiales dans les pays développés.

⁹⁴ BRICAS N., 1996, « L'effet de la crise sur l'alimentation des populations urbaines en Afrique », dans COUSSY J. et VALLIN J., *Crise et population en Afrique*, p. 201.

C- Le retour à la terre ?

En période de crise, le recours au monde rural et la mobilisation des liens ville-campagne est un phénomène très classique, largement observé dans de nombreuses grandes villes de pays pauvres ayant connu des problèmes d'approvisionnement. Tananarive n'a pas dérogé à la règle, mais on voudrait montrer ici que cette réactivation de liens territoriaux n'est pas aussi simple qu'il y paraît de prime abord. Pour se faire, on s'appuiera sur une typologie des formes de recours aux activités agricoles mises en œuvre par les Tananariviens.

1- L'intensification des va-et-vient avec la campagne

Les liens entre la capitale et l'Imerina, le plus souvent dans un rayon de quelques dizaines de kilomètres, ont connu un resserrement spectaculaire à partir de la fin des années soixante-dix, quand la pénurie s'est fait ressentir en ville. Les campagnes environnantes ont alors joué un rôle classique d'amortisseur. Dans la plupart des familles, quelqu'un se rendait régulièrement dans la campagne familiale pour s'y approvisionner en riz, en produits maraîchers, en légumes, en volailles... Très classiquement, les rapports entre les ruraux et les citadins s'inversent : ces derniers sont désormais placés en position de demandeurs, ils ont besoin des ruraux⁹⁵.

2- Une timide percée des investissements citadins en milieu rural

Cependant, le resserrement des liens ne se limite pas à ces visites ponctuelles destinées à assurer le ravitaillement. En effet, de plus en plus de citadins choisissent, durant la crise, de réactiver des liens, parfois assoupis, avec leur campagne. Ainsi, nombreux sont ceux qui se tournent vers l'investissement agricole, en s'intéressant de près à des rizières reçues en héritage, qui sont remises en culture. D'autres font immatriculer des terres nouvelles, plus loin de la capitale (dans le Moyen-Ouest par exemple).

Il s'agit le plus souvent de citadins diplômés, frappés de plein fouet par la baisse du pouvoir d'achat, qui disposent éventuellement d'un véhicule : cette agriculture impulsée par les citadins connaît un succès croissant. Certains choisissent des secteurs pointus et porteurs, notamment depuis les prémices de sortie de crise au milieu des années quatre-vingt-dix. Ainsi, Njaka, chauffeur employé dans une entreprise multinationale de location, songe à se lancer dans le « petit élevage » de canards, pour le foie gras, activité très rémunératrice. Sa mère a déjà commencé à élever des canards, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Tananarive. Pour le moment, il ne peut y aller qu'une fois par mois, il souhaiterait y passer plus de temps. On renverra également au cas d'Eric, évoqué

⁹⁵ Nombreux sont les paysans qui ont profité de l'aubaine pour se lancer dans le commerce avec les villes, le cas échéant dans le marché noir, et qui se sont enrichis. Les années quatre-vingt voient ainsi l'apparition des « coqs de village » qui manifestent leur réussite en ville par la construction de grandes maisons modernes autour des marchés de gros de la ville ou aux alentours des gares de taxi-brousse. Ces paysans puissants acquièrent également des terres là où elles sont disponibles, en pleine ville : c'est dans les années soixante-dix que le vallon maraîcher à l'est de la route circulaire, jusqu'alors laissé plus ou moins en friche, est mis en culture. Voir sur le sujet la postface de J.-P. Raison dans RAISON J.-P. (éd.), 1994, *Paysanneries malgaches dans la crise*, Karthala, Paris, 385 p.

au chapitre II (III, B, 2), intellectuel désabusé qui souhaite reprendre une activité agricole avec sa femme à une centaine de kilomètres à l'ouest de la capitale.

Il faut toutefois bien conserver présent à l'esprit que ce type de stratégie demeure marginale : elle ne concerne qu'une petite minorité de citoyens. En revanche, si l'effet s'en fait peu sentir à Tananarive, les changements sont sans doute importants dans les régions rurales qui voient arriver ces néo-agriculteurs.

Verso photo 49

3- Le secteur primaire en ville comme mode de diversification des revenus

Plus proche de la capitale, voire dans les quartiers périphériques, certains espaces ont été reconvertis pour l'agriculture ou l'élevage. A une échelle industrielle, des élevages de poulets se multiplient en périphérie de la ville, dans des *tamboho* réinvestis dans ce but.

Nombreux sont aussi les citoyens pour qui des activités primaires permettent de se constituer un revenu d'appoint en plus de leur travail salarié. Nirina a 31 ans, il habite à Ambohitsoa, un quartier périphérique au sud de la ville. Auparavant chauffeur dans une société nationale, il est à présent employé de bureau. Sa femme est secrétaire dans un ministère. Depuis quelques mois, il a créé un élevage de poules pondeuses dans sa cour pour vendre les œufs à un grossiste. L'activité est exigeante en temps (il faut les nourrir avant de partir au travail le matin), coûteuse en intrants, mais rentable : il fait un chiffre d'affaire de deux millions de francs malgaches par mois, et un bénéfice de quelque 600 000 Fmg, soit un bon salaire supplémentaire.

Dans tous ces cas, il s'agit d'un investissement dans le secteur primaire qui relève d'une stratégie économique de diversification des revenus. Le cas de Tananarive confirme bien les conclusions de B. Calas à propos de Kampala : loin de témoigner d'un investissement de la ville par des migrants ruraux qui se lanceraient dans l'agriculture urbaine, c'est au contraire une activité éminemment citadine. Il faut être bien introduit en ville, disposer le cas échéant de fonds de départ, de réseaux, pour pouvoir développer une activité agricole. De tels moyens ne sont pas à la portée des migrants récents isolés : « Le processus paysager de ruralisation participe [en fait] pleinement à l'affirmation d'une urbanité... »⁹⁶. Si c'est la crise qui a favorisé ces activités, on ne peut pas dire qu'il s'agisse de stratégies de repli : au contraire, ce sont des activités conquérantes qui relèvent pleinement d'une intégration urbaine.

4- Le développement de petites activités primaires d'appoint : du mythe à la réalité

Différent est le cas des basses-cours et des petites parcelles intra-urbaines. Leur développement constitue bien une réponse à la crise, chacun mettant à profit, qui un morceau de cour, qui un jardin, pour y installer quelques cultures potagères ou un poulailler. Il s'agit dans ce cas d'éléments classiques de ruralisation. Au cours des enquêtes, j'ai interrogé à plusieurs reprises des personnes qui élevaient quelques poules, canards, oies, ou lapins dans leur cour, ou qui produisaient des brèdes, des tomates et autres produits de faible rapport. Dans la plupart des cas, ces produits sont auto-consommés. Le surplus est vendu sur le marché de quartier. (voir photo n° 49)

La géographie de ces activités intra-urbaines ne révèle pas de surprise : elles sont beaucoup plus développées dans les quartiers périphériques, là où les gens disposent de plus d'espace disponible. Les cours y sont en effet moins occupées, les parcelles y sont plus vastes que dans les quartiers centraux, il existe des terrains non appropriés qui jouxtent les maisons. Ainsi, dans le quartier d'Ivondry, j'ai rencontré de nombreux ménages qui se livraient à ces activités d'appoint. Dans la perception réciproque des quartiers en fonction de leur localisation, centrale ou périphérique, ce thème de la possibilité de cultiver revient souvent :

⁹⁶ CALAS B., 1995, « L'impact de la crise ougandaise sur le ravitaillement de Kampala », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, p. 222-233.

- pour les habitants des quartiers centraux, un certain nombre, non négligeable, préféreraient habiter en périphérie afin de pouvoir cultiver et élever des volailles.
- les habitants des quartiers périphériques, quand ils déclarent ne pas souhaiter déménager, invoquent souvent comme raison la possibilité qu'ils ont sur place de « *faire un petit élevage et une petite agriculture* », selon la terminologie consacrée.

En revanche, ce qui s'avère beaucoup plus surprenant, c'est le décalage entre la place réelle de ces pratiques et le poids qu'elles occupent dans les discours. Dans les cinq quartiers enquêtés, le phénomène est pour ainsi dire absent des quartiers centraux (Ankadifotsy, Isotry et 67 hectares), alors même que la morphologie de quartiers comme Ankadifotsy permettrait aux habitants d'avoir un poulailler, grâce à la présence de nombreuses cours. Dans un quartier périphérique comme Ivandry, ce ne sont pas plus de 15 % des personnes interrogées qui se livrent à l'élevage ou à l'agriculture d'appoint. En ville haute, un quartier peu dense, on en compte à peine 11 %⁹⁷. Ainsi, la progression de ces pratiques demeure en fait marginale et relève beaucoup plus du discours que de la réalité. On peut alors s'interroger sur les motivations réelles de ceux qui déclarent rêver de s'installer en périphérie pour pouvoir y cultiver : sans doute ne s'agit-il que d'un idéal, d'une représentation de la vie champêtre à laquelle bien peu sont prêts à souscrire en réalité. De plus, on l'a vu, ces activités requièrent du temps et un minimum d'investissement : elles sont beaucoup plus contraignantes qu'elles ne le semblent de prime abord. On peut voir là, dans ce décalage entre les représentations et les pratiques, un reflet d'une habitude constante des Tananariviens d'idéaliser le rapport aux activités agricoles et à la terre, comme on le reverra dans le chapitre IV.

Ainsi, la ruralisation, si elle est visible dans le paysage, et plus encore, présente dans les discours, demeure limitée dans les faits : les Tananariviens ne se sont pas massivement convertis à l'agriculture et à l'élevage domestique. Ces pratiques demeurent marginales et relèvent plus de véritables stratégies économiques inscrites dans le long terme que d'une réponse ponctuelle à la crise. Cela confirme bien que Tananarive est bel et bien une vraie ville et non une agglomération de ruraux en mal d'agriculture, comme certains faits pourraient le laisser croire : ce n'est pas parce que les Tananariviens ont des liens très étroits avec le monde rural (voir chapitre IV) qu'ils se sont convertis massivement aux activités rurales en ville. Plus que dans l'agriculture, c'est dans le commerce informel que les Tananariviens ont cherché de nouvelles sources de revenus : gargotes, vente ambulante de nourriture ou de petits biens de consommation...

D- La crise, facteur paradoxal de repli sur des stratégies strictement urbaines

1- Des liens avec la campagne distendus par la limitation des déplacements hors de la ville

Le recours à la campagne pour contrer la crise est tout d'abord limité par les conséquences de la crise en elle-même. En effet, la question des déplacements entre la ville et la campagne est au cœur d'une éventuelle stratégie de resserrement des liens. Or,

⁹⁷ A Kampala, on compte environ un tiers des citoyens qui pratiquent l'agriculture comme activité d'appoint. Des taux similaires sont observables dans d'autres grandes villes d'Afrique en crise : environ 30 % d'agriculteurs à Nairobi, à Ibadan ou encore à Lusaka, selon FREROT A.-M., 1999, *Les grandes villes d'Afrique*.

beaucoup de ménages tananariviens ne vont plus rendre visite à leur famille à la campagne aussi régulièrement qu'autrefois, en raison du coût des transports, devenu exorbitant pour la majeure partie de la population. Dans le meilleur des cas, on parvient à y aller une fois l'an ou bien tous les deux ou trois ans, mais de nombreuses familles ne peuvent plus du tout se permettre de voyager. A titre d'exemple, en 2001, le transport aller-retour en taxi-brousse Tananarive-Fianarantsoa (située à 400 km de la capitale) coûte 45 000 Fmg par personne, somme qui correspond à un loyer pour une pièce ou bien à 18 kg de riz. Une femme d'Ankadifotsy déclare, amère : « *A Mantasoa⁹⁸, notre tanindrazana, on y allait souvent avant. Maintenant c'est trop cher. On n'y va même pas une fois par an.* » (Ankadifotsy n° 28). Georgette, d'une famille *andriana* désargentée, raconte : « *On va de moins en moins souvent à la campagne car la location d'un taxi coûte trop cher [le tanindrazana est à 18 km sur la route de Majunga]. Avant (il y a vingt ans) on y allait tous les week-ends, maintenant, on n'y va qu'une ou deux fois par an, on essaie de profiter d'une voiture quand quelqu'un de la famille y va.* ». Ce type de restriction est très douloureusement vécu par les Tananariviens car le lien avec la campagne et la famille rurale, resté très fort, est un élément fondamental de structuration de leur vie.

Quant aux Tananariviens originaires des régions plus lointaines, le retour dans la patrie d'origine s'avère extrêmement difficile, car il nécessite dans certains cas de prendre l'avion, seul moyen d'accès (région du nord-est de Madagascar par exemple). Angélique, originaire de Sambava, résidant aux 67 hectares, attend depuis plusieurs années de pouvoir retourner voir ses parents. Elle doit se contenter de voyages par procuration : elle va régulièrement faire des achats en ville pour confier des petits paquets à ceux qui partent sur Sambava et qui serviront d'intermédiaires. Habitant à Tananarive depuis dix ans, elle n'a pu retourner à Sambava qu'une seule fois, en 1997.

Pouvoir se rendre régulièrement à la campagne est donc devenu un privilège. C'est précisément quand on en a les moyens que le fait de pouvoir se déplacer hors de la ville devient un atout majeur : on peut alors se ravitailler à la campagne, surveiller de près ses cultures, organiser du commerce avec la ville, etc. Le recours à la campagne dépend donc étroitement des capacités financières de s'y rendre régulièrement : il ne peut se concevoir dans le cadre de rapports espacés dans le temps. Au cours des enquêtes, de nombreuses personnes ont expliqué qu'elles ne pouvaient plus s'occuper des cultures familiales à la campagne faute de pouvoir s'y rendre ; de ce fait, la part de récolte qui leur revient est abandonnée de fait au reste de la famille. Ces citadins « coincés » dans la ville souffrent de cette mise à l'écart. La crise en est donc aggravée pour eux, puisqu'ils bénéficient moins que d'autres d'apports en nature de la campagne. En fait, c'est pour ceux pour qui le recours à la campagne serait le plus nécessaire qu'il se révèle aussi le plus difficile.

2- Les fêtes familiales se déroulant à la campagne également affectées par la crise

Le recours à la campagne peut également s'apprécier à l'aune du renforcement des liens sociaux entre citadins et ruraux : il semblerait logique que ceux-ci se renforcent, sous-tendus par les exigences économiques étudiées précédemment, qui imposent des rapports plus étroits. Or, là encore, il apparaît que la crise économique est porteuse d'éléments destructurants : alors même que les citadins ont besoin des ruraux, et réciproquement, les occasions majeures au cours desquelles les rencontres entre les deux

⁹⁸ Situé à une soixantaine de kilomètres à l'est de Tananarive.

ont lieu sont frappées de plein fouet par les restrictions financières. Il s'agit des grandes fêtes familiales qui réunissent la famille la plus élargie possible et qui constituent des moments très importants de retrouvailles. On y règle des problèmes de succession, on y discute des conflits familiaux, et affaire en général : toutes les questions qui concernent les rapports économiques entre les membres, qu'ils soient citadins ou ruraux y sont abordées.

Or, la crise économique a eu un impact important à la fois sur la fréquence de ces fêtes, sur leur nature et sur leur envergure : on les espace dans le temps, on les fait durer moins longtemps, on restreint le nombre d'invités...

Le cas des *famadihana*, presque toujours organisés à la campagne puisqu'ils se déroulent au tombeau familial, est particulièrement significatif. Les *famadihana* sont en effet la seule occasion de réunir un maximum de membres de la grande famille : tout le monde se déplacera pour cela, tandis que nombreux sont ceux qui ne le feront pas pour un mariage. Or, pour la grande majorité des gens, un *famadihana* il y a trente ans et aujourd'hui ne se déroule pas du tout de la même manière : il y a moins de monde, on mange en quantité moindre, les musiciens sont moins nombreux... : « *Avant on tuait un zébu, mais maintenant on doit réduire les dépenses : on compte les participants, qui doivent prévenir à l'avance s'ils viennent, puis on achète la quantité de viande en fonction du nombre* » (ville haute n° 27). Le nombre de participants a connu une forte réduction depuis trente ans : alors que la norme était à des centaines de participants, de très nombreux *famadihana* ne réunissent plus à présent que quelques dizaines de personnes. Dépasser la centaine est une marque d'aisance. Certains optent pour la limitation de l'envergure de la cérémonie : « *On essaie de limiter la dépense : on se donne rendez-vous directement au tombeau, on offre des gâteaux et des bonbons, c'est tout. Il n'y a pas de musique.* » (ville haute n° 34)

En effet, organiser un *famadihana* selon les normes traditionnelles s'avère extrêmement coûteux, jusqu'à plusieurs millions de francs malgaches : il faut acheter un ou plusieurs zébus, louer des troupes de *hira gasy*⁹⁹, organiser la nourriture et l'hébergement de centaines de personnes. Cela nécessite donc de faire des économies pendant plusieurs années en prévision de l'événement¹⁰⁰. Dans les milieux populaires, il est extrêmement fréquent que l'essentiel de la modeste épargne soit consacré au *famadihana*. Certains ménages épargnent durant plusieurs années uniquement dans ce but, parfois jusqu'à quatre ans. Un homme évoque sa vision du *famadihana* idéal : « *Il faut nourrir toute l'assistance, inviter toute la famille et tout le voisinage aussi, c'est-à-dire tout le village, payer les musiciens, et faire un bal si on a les moyens. On aimerait bien faire une grande fête comme ça, on a dû se limiter.* » (ville haute n° 26 ; il est maçon, sa femme est lavandière).

Pour les plus touchés par la crise, il est devenu impossible d'organiser un *famadihana*. De nombreux Tananariviens ont abandonné cette pratique en raison de son coût exorbitant : « *On n'a déjà pas d'argent pour les vivants* », déclare, amer, un habitant. La pratique du *mpanararaotra* constitue une stratégie d'adaptation à la crise : elle consiste à profiter du décès d'un parent et de l'ouverture consécutive du tombeau familial pour changer le linceul qui enveloppe le corps. C'est l'occasion de manifester son attention au mort, de réunir quelques membres de la famille proche, tout en évitant les dépenses

⁹⁹ Troupes de chanteurs et danseurs traditionnels.

¹⁰⁰ Un ménage enquêté, résidant dans un bidonville, explique ainsi que leur famille les prévient deux ans à l'avance afin qu'ils économisent, alors que leur situation économique est particulièrement mauvaise et précaire.

fastueuses liées à l'organisation d'un *famadihana*. Dans les familles tananariviennes, cette pratique se répand. Outre son évident avantage financier, elle permet également de constituer une échappatoire facile pour qui n'est pas désireux d'investir toutes ses économies dans le *famadihana*, et qui souhaite prendre ses distances avec cette pratique sans le dire ouvertement et sans subir les critiques de la grande famille. Il s'agit donc d'une pratique dont la diffusion est relativement récente, et spécifiquement citadine. C'est à la fois une réponse à la crise économique et une forme d'adaptation citadine au déclin des traditions funéraires, pesantes pour une fraction croissante de la population, en particulier pour les jeunes. Une jeune Tananarivienne m'expliquait les tensions entre les aspirations de la famille résidant à la campagne et les préoccupations de celle habitant en ville, cette dernière souhaitant limiter les dépenses, alléger la cérémonie en la limitant dans le temps et en invitant moins de personnes. Toutefois, cet argument n'est que rarement avancé ouvertement, la plupart des personnes interrogées préférant arguer du coût financier très lourd : « *On ne peut plus faire le famadihana, on profite des moments où il y a un enterrement pour changer le linceul* » explique un homme.

Parmi les personnes rencontrées au cours des enquêtes, plusieurs ont évoqué de façon franche leur perception du *famadihana* comme une contrainte sociale pesante et mettant en péril l'équilibre financier du ménage : « *On dépense beaucoup et pour rien. Mais on est obligé de respecter les parents.* » (Ankadifotsy n° 40). Il s'agit là d'une réponse directe assez rare, tant le respect des traditions, sous le contrôle de la famille élargie, est prégnant dans l'ensemble de la société. Certains imputent directement à la crise leur désaffection envers ces pratiques traditionnelles : « *La vie devient trop dure, on s'en fiche* », explique sans état d'âme un cheminot retraité (Isotry n° 1).

3- Un exemple de repli sur les possibilités de la ville : l'essor des épiceries

Jusqu'aux années soixante-dix, G. Pourcet¹⁰¹ observe un comportement atypique en matière d'approvisionnement alimentaire des ménages tananariviens. La ville comptait en effet très peu de points de commerce de détail dans les quartiers, car la majorité des Tananariviens préférait s'approvisionner directement à la campagne, à travers des circuits familiaux : « L'urbanisme, portant l'empreinte des rapports de parenté et de castes, privilégie des principes extra-économiques étrangers à ceux de la géographie rationnelle des commerces de détail. » Or, avec la crise, les campagnes sont devenues moins à même de jouer ce rôle à l'échelle de l'ensemble de la ville, en raison de la difficulté des transports, de l'étatisation du commerce du riz... Les pratiques commerciales des Tananariviens ont alors évolué durant les années de crise : il leur a fallu se replier sur des possibilités d'approvisionnement plus urbaines, qui d'une part ne nécessitaient pas de déplacements et qui d'autre part permettaient de répondre à la nécessité d'acheter au détail.

Répondant à cette double exigence, les épiceries de quartier ont alors foisonné. Les quartiers densément peuplés en comptent un nombre impressionnant, une telle concentration ne pouvant s'expliquer que par un émiettement de la consommation des ménages. Ainsi, sur l'avenue Lénine, longue d'environ 1,2 km, qui traverse des quartiers très peuplés (Antanimena, Ankadifotsy), on ne compte pas moins de vingt et une

¹⁰¹ POURCET G., 1986, « Le système d'approvisionnement d'Antananarivo en crise », *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, p. 229-230.

épiceries, quatorze sur un trottoir et sept sur l'autre ; dans l'escalier de moins de cinquante mètres de longueur qui relie cette rue au quartier de Behoririka situé en contrebas, on dénombre cinq épiceries. Un magazine affirme que le nombre de détaillants a augmenté de 40 % entre 1987 et 1997 dans la capitale¹⁰². Cette prolifération du commerce de proximité s'explique par l'impossibilité de la grande majorité des ménages de constituer des stocks, faute de disposer d'argent à avancer. Les épiceries constituent le seul endroit où il est possible de faire des achats en très petite quantité, de l'ordre de 50 g de sucre, d'un demi-verre d'huile, d'une bougie ou d'un morceau de savon¹⁰³. Pour un seul ménage, un ou plusieurs membres de la famille viennent donc à l'épicerie plusieurs fois par jour, à chaque fois pour effectuer un menu achat. Cette pratique multiplie donc l'affluence dans les épiceries, qui sont en permanence encombrées de chalands.

Ouvrir une épicerie de quartier est donc devenu une entreprise lucrative, pour laquelle il suffit au départ de disposer d'un local. On voit donc fleurir des épiceries dans les endroits les plus saugrenus : garages, jardins, rez-de-chaussée d'une maison... Ainsi, l'essor des épiceries de quartier correspond-il aussi bien à une forme d'adaptation à la consommation de crise qu'à une stratégie de sortie de celle-ci par le biais d'investissements fructueux.

Conclusion III

Ainsi, les réponses à la crise mises en œuvre par les Tananariviens mobilisent à la fois des solutions classiques et universelles, et des valeurs spécifiquement malgaches. Il est aussi bien fait appel à des solutions de type social (Églises, ONG) qu'à l'activation des réseaux de solidarité traditionnels. Or, dans les discours, le rôle joué par les premières est souvent minimisé. Face à une étrangère, on préférera toujours insister sur les réponses authentiquement malgaches ou tananariviennes, valoriser le *fihavanana* plutôt que l'ONG du quartier. Peut-être aussi est-ce parce que ces structures confessionnelles ou ces associations caritatives se sont progressivement substituées à l'État, défaillant dans son rôle d'assistance aux populations : dans ce cas, leur action est perçue comme évidente, comme relevant de la protection que doit toute forme d'autorité à ses protégés¹⁰⁴.

Les Tananariviens ont par ailleurs tenté de faire face à la crise en mobilisant tous les types d'espace à leur disposition : la ville, le monde rural, et pour une minorité, l'étranger qui a joué un rôle non négligeable pendant la crise, les émigrés envoyant des fonds et des produits de première nécessité. Mais ces stratégies de lutte contre la crise ont bien plus joué comme un révélateur des mutations irréversibles intervenues dans le monde des Tananariviens. A chaque tentative, ils ont été confrontés aux limites de ces recours.

CONCLUSION CHAPITRE III

¹⁰² Dans *les Média Demain*, n° 494, 1996.

¹⁰³ Sur la réduction de la taille des unités de mesure en période de crise, voir BLANC-PAMARD C., 1998, « La moitié du quart. Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina (Madagascar) », *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 6, n° 4, p. 20-32.

¹⁰⁴ L'expression *ray-amandreny*, qui signifie littéralement « le père et la mère », désigne toute forme d'autorité : parentale d'abord, mais aussi qui vient d'en haut (le chef du village, le maire, le chef de l'État...).

La crise économique qu'a traversée le pays a conduit à un ébranlement profond de la citadinité tananarivienne, de par son caractère multiforme et durable. La société urbaine a été touchée dans son identité et dans ses fondements mêmes.

En effet, ce ne sont pas, comme on pourrait le croire, les conséquences matérielles de la crise qui ont affecté les pratiques quotidiennes qui se sont avérées les plus déstructurantes. Les restrictions en matière d'alimentation, de loisirs, de déplacements relèvent en effet de mutations conjoncturelles, dont les effets peuvent tout à fait disparaître avec le retour à la croissance économique : dans le domaine des pratiques, un retour à la Tananarive d'avant la crise est possible. En revanche, il semble bien que l'impact de la crise ait été beaucoup plus profond et traumatisant pour les Tananariviens dans le domaine des représentations de l'espace urbain, comme en témoigne par exemple leur perception exacerbée de la dégradation du paysage urbain, qui conduit à comparer celle-ci aux ravages causés par une guerre. C'est donc bien la manière de penser la ville et la vie urbaine qui a été ébranlée par la crise, traumatisme qui, à l'inverse des simples privations matérielles, semble irréversible.

Les Tananariviens ont en outre été confrontés à l'impact limité des stratégies mises en œuvre pour lutter contre la crise. Des recours qu'ils pensaient sûrs et inébranlables sont apparus comme affaiblis, voire illusoire : le *fihavanana* a révélé à la fois son déclin et son caractère contraignant, les liens avec la campagne se sont avérés beaucoup plus difficiles à réactiver qu'on n'aurait pu le penser. Les citadins se sont donc trouvés démunis et désorientés, tant les éléments traditionnels sur lesquels ils pensaient pouvoir compter sans défaillance se sont avérés fragiles : ils se sont retrouvés seuls face à la crise. L'unité du monde malgache sur laquelle ils comptaient, fondée sur des solidarités traditionnelles et sur un rapport avec le monde rural figé dans une organisation ancienne, a volé en éclat.

C'est donc la fragilité de la citadinité tananarivienne que la crise a mise en évidence de façon très douloureuse. Cette fragilité s'exprime à travers ce que les Tananariviens croyaient stable et inébranlable : l'appui indéfectible de la campagne, la solidarité familiale, les hiérarchies traditionnelles, alors que la société a promu durant la crise les nouveaux riches et appauvri nombre de familles nobles. La société urbaine a ainsi été déstabilisée dans ses fondements : nombre de certitudes se sont effondrées, si bien que les Tananariviens ont désormais acquis la conviction que plus rien ne sera jamais comme avant. Etre tananarivien aujourd'hui ne peut se comprendre sans avoir pris la mesure de cette évolution, tant les manières de vivre ensemble ont été bouleversées. Si la ville renoue avec la croissance économique, il est probable que certains phénomènes disparaîtront : la ville peut s'embellir, les Tananariviens peuvent redécouvrir certaines pratiques de l'espace, comme les loisirs ou les déplacements, mais le « vivre ensemble » est définitivement ébranlé : la société tananarivienne a changé de manière telle qu'il est désormais impossible de revenir au relatif équilibre des années soixante, où les Tananariviens vivaient ensemble en dépit de leurs différences. Les Tananariviens assistent bien à la fin d'un monde rassurant, homogène et stable, qui avait présidé à la définition de la citadinité jusqu'à la crise : fondée sur une longue tradition urbaine, cette citadinité qui semblait aller de soi a été profondément déstabilisée, permettant ainsi aux clivages internes de se manifester avec plus de vigueur.

Fragilisée, la citadinité tananarivienne a donc été durablement altérée, si bien qu'il faut considérer la crise, non comme un élément conjoncturel, mais bien comme une

donnée structurelle, à l'aune de laquelle il faudra interpréter les éléments composant la citadinité qui feront l'objet des chapitres suivants.

CONCLUSION PREMIERE PARTIE

Des premiers chapitres de cette étude, il se dégage l'impression que la citoyenneté tananarivienne est profondément fragilisée, sous l'effet de plusieurs facteurs conjugués : le poids toujours vivant de l'histoire royale, la colonisation, dont l'action urbanistique n'a jamais été réellement acceptée, l'affirmation ambiguë de Tananarive comme capitale nationale, et plus récemment l'évolution économique catastrophique qui a révélé des tensions de la société urbaine jusqu'alors latentes. La crise a imposé une redéfinition de la citoyenneté, redéfinition qui a largement pris la forme d'une fragilisation, elle-même intervenue dans un contexte d'instabilité originelle. Si le fait d'être Tananarivien s'est toujours exprimé en termes problématiques, ces difficultés se sont nettement exacerbées ces dernières décennies.

En effet, il semble bien qu'il faille conclure à la fragilité des fondements de la citoyenneté tananarivienne : fragilité dans la pensée de la différenciation par rapport au monde rural, instabilité liée à l'évolution de la ville qui l'a sans cesse éloignée du modèle originel et idéalisé institué par Andrianampoinimerina, et ambiguïté de la construction en tant que capitale.

A partir de ces éléments fondateurs instables qui constituent un cadre physique et mental dans lequel vivent les Tananariviens, on aimerait comprendre comment s'inscrit dans l'espace le fait d'être Tananarivien aujourd'hui, comment se construit le rapport à la ville au quotidien. L'examen des pratiques et des représentations de l'espace par les habitants doit permettre de mieux analyser les facteurs de l'ambiguïté essentielle de la citoyenneté tananarivienne. C'est l'objet de la deuxième partie.

DEUXIEME PARTIE

***LA VILLE, LE QUARTIER, LA MAISON :
LES TROIS ECHELLES D'APPREHENSION
D'UNE CITADINITE EN CRISE***

C'est à présent à une « géographie tranquille du quotidien », selon la formulation de G. Di Méo, qu'on convie le lecteur. On se propose en effet d'examiner, tout au long de cette deuxième partie, ce que signifie vivre à Tananarive au quotidien, afin de mieux saisir comment la cidadinité se déploie dans le temps et dans l'espace. Le temps des Tananariviens, c'est aussi bien l'alternance entre vie diurne et vie nocturne, entre semaine et week-ends, que le temps des vacances, le temps libre, le temps des travaux ménagers ou celui du travail : autant d'aspects qu'on s'efforcera de présenter dans leur diversité. C'est également à la question de la spatialité de l'identité individuelle qu'on s'intéressera dans les prochains chapitres : dans quels espaces vivent les Tananariviens, comment s'inscrit la cidadinité dans l'espace ?

Pour ce faire, il est apparu nécessaire d'appréhender la spatialité cidadine à trois échelles différentes, approche qui seule permet de rendre compte de la complexité des espaces mobilisés par les Tananariviens : on examinera donc le rapport des cidadins à la ville, et plus encore la délicate question de leurs liens avec le monde rural, aussi bien réels que symboliques (chapitre IV). Le quartier fera l'objet du chapitre V, où l'on tentera à la fois de présenter la diversité des quartiers tananariviens, leur perception différenciée et leurs pratiques. Enfin, la maison s'affirme comme un niveau géographique premier et indispensable pour cerner l'identité tananarivienne (chapitre VI). Pour chaque niveau spatial, on s'efforcera de mettre en évidence les conflits d'usages et d'images dont ils font l'objet, souvent latents, parfois exprimés, toujours très forts.

A travers ce cheminement concentrique, dont on aimerait que chaque étape géographique nous livre des clés de déchiffrement de la cidadinité, on rencontrera des indices du malaise cidadin mis en évidence dans la première partie. Il s'agit donc dans cette deuxième partie de voir dans quelle mesure le fait de vivre à Tananarive se traduit par des tensions au quotidien. Les trois espaces dans lesquels s'inscrit la cidadinité, la ville, le quartier et la maison, sont en fait traversés de la même déstabilisation des repères identitaires qui rend problématique le rapport des Tananariviens à chacune de ces trois entités spatiales. Il semble bien qu'à la « géographie tranquille du quotidien », il faille substituer une « géographie tourmentée du quotidien ».

CHAPITRE IV- LA VILLE : LE LIEU D'EXPRESSION D'UNE CITADINITE PROFONDEMENT MARQUEE PAR LA RURALITE

Le premier des chapitres de cette deuxième partie consacrée à l'étude de la citadinité tananarivienne se place à l'échelle de la ville tout entière. Il s'agit ici d'examiner comment les Tananariviens vivent leur ville, en s'interrogeant sur des sujets très variés : quels sont les espaces pratiqués ? connus ? aimés ? idéalisés ? quel est le centre-ville, selon les habitants ? quelles sont les limites de l'espace urbain ?... Pour tenter ainsi de mieux comprendre ce que signifie vivre à Tananarive, on a choisi d'appréhender la question à travers trois axes d'analyse classiques du fait citadin, que l'on s'efforcera de confronter entre eux : le paysage et sa perception, les pratiques et la connaissance de l'espace urbain, et les représentations de la ville¹.

Dans le prolongement de ces trois axes d'analyse, deux thèmes majeurs ont été dégagés, qui fonctionnent par couples :

- le thème, fondamental dans la définition de l'identité tananarivienne, d'une citadinité profondément marquée par la ruralité. Cette double échelle spatiale, éminemment originale, s'observe aussi bien au niveau du paysage, que des pratiques et des représentations de la ville par ses habitants. On s'efforcera donc, dans les trois premiers temps de ce chapitre, de cerner au plus près en quoi consiste exactement ce système double de références spatiales pour les Tananariviens. Doit-il être déchiffré en termes d'exclusion réciproque, la citadinité et la ruralité fonctionnant comme des identités et des références concurrentes, ou bien en termes de complémentarité, les deux constituant deux facettes d'une seule et même identité à territorialités multiples ?
- le thème de la connaissance de la ville par ses habitants, en tant qu'indicateur de citadinité. En effet, la question du couple citadinité/ruralité n'épuise pas le fonctionnement spatial des Tananariviens et leur degré d'intégration à la ville. Des individus vivant selon des schémas très ruraux en ville peuvent avoir une excellente connaissance de celle-ci, tandis que des citadins sans contact avec la campagne peuvent tout à fait n'en avoir qu'une connaissance très partielle.

Pour mieux appréhender la citadinité tananarivienne dans sa diversité et pour mettre en évidence certaines de ses ambiguïtés, il faut donc, non seulement s'appuyer sur l'indispensable référence rurale et sur son omniprésence dans la vie de la ville et de ses habitants, mais aussi se fonder sur un examen de la connaissance – ou de la méconnaissance – de la ville. L'étude corrélative de ces deux thèmes majeurs doit permettre d'aboutir à une définition plus précise de la citadinité tananarivienne, et plus exactement des ambiguïtés de celle-ci : on voudrait mettre en évidence dans ce chapitre de nouveaux éléments de l'instabilité de la citadinité tananarivienne.

¹ On se fonde ici largement sur la méthodologie développée par P. Gervais-Lambony dans *De Lomé à Harare*.

I- A LA RECHERCHE DES MARQUES RURALES DANS LE PAYSAGE URBAIN

A- Les hésitations dans la délimitation de l'agglomération : un problème classique

Fixer des limites spatiales à l'agglomération tananarivienne s'avère difficile. Ce constat est en fait très banal : il pourrait s'appliquer à n'importe quelle grande ville du monde. La question de la limite des villes constitue d'ailleurs un champ de recherche privilégié depuis quelques années ; elle conduit à une remise en cause de la dichotomie spatiale ville-campagne. Les études africaines, en particulier, ont insisté sur la nécessité de dépasser l'opposition schématique entre ces deux catégories, pour mettre l'accent sur les complémentarités entre les deux types d'espace. Il n'en demeure pas moins qu'il existe bien une différence paysagère entre la ville et la campagne, aussi subtiles que soient les transitions entre les deux.

Tananarive a longtemps été délimitée par la ceinture de rizières qui l'entourait presque parfaitement. Le premier arrêté de voirie, élaboré par le résident français à Tananarive en 1896, stipule : « Le territoire de Tananarive est délimité par les rizières qui entourent la ville. Les points extrêmes compris dans cette enceinte sont : au nord Mahavoky, au sud Ankadimbahoaka, à l'est Faliarivo, à l'ouest Ambodin'Isotry. »² (voir carte n° 7). La rupture spatiale créée par les rizières était bien perçue par les Européens comme une séparation « naturelle » entre la ville et la campagne, conformément à une conception très européenne de la ville, héritée du Moyen Age, fondée sur la différenciation paysagère.

Aujourd'hui, le critère paysager des rizières n'est plus opérant pour fixer les limites administratives de la commune. En effet, ce n'est qu'au nord que Tananarive est séparé de la commune limitrophe d'Ambohitrahaha par un modeste vallon rizicole. A l'ouest et au sud, c'est désormais l'Ikopa qui fait frontière, tandis qu'à l'est, la limite de la capitale passe par la crête d'une colline. Ce périmètre qui délimite la commune d'*Antananarivo-Renivohitra* englobe toutefois de nombreux espaces agricoles ou marécageux, ce qui montre bien que la continuité du bâti n'est pas considérée comme une condition de délimitation de l'espace urbain. Ces limites administratives ont par ailleurs été fluctuantes au cours du temps, puisque la colline d'Ambohimanarina a tour à tour été incluse et exclue du périmètre urbain, dont elle compose actuellement le 6^e et dernier arrondissement.

Quant à l'agglomération, elle a connu au cours du XX^e siècle une croissance qui a conduit à en repousser sans cesse les limites. Comme toute agglomération, elle comporte des espaces moins urbanisés que d'autres, des terrains agricoles, des terrains vagues : la question du statut des marges de la ville ne pose pas de problème particulier à Tananarive, puisqu'on retrouve ici des problématiques très banales. Ainsi, la question se pose régulièrement de savoir si oui ou non certaines localités relèvent de l'agglomération : le paysage peut donner à penser que non, les lieux d'emploi des salariés et les lignes de transport indiquent que oui... On est là en présence d'un phénomène de périurbanisation classique, le statut des espaces concernés pouvant faire l'objet de discussions infinies.

² Article 1^{er}, Section I. Le projet d'arrêté de voirie est reproduit intégralement dans FREMIGACCI J., 1989, *Histoire et organisation de l'espace à Madagascar*, Cahiers du CRA n° 7, annexe, p. 153-163.

Citons les communes périphériques d'Ilafy, de Sabotsy Namehana, d'Ivato, de Talatamaty, d'Itaosy, de Tanjombato, d'Andoharanofotsy, etc., qui toutes envoient des travailleurs à Tananarive, tout en présentant un paysage mi-rural mi-urbain³.

L'agglomération tananarivienne se présente donc comme une nébuleuse d'espaces urbanisés à partir des collines environnantes. C'est là son originalité : le développement ne s'est pas fait en tache d'huile à l'origine, mais par coalescence progressive de noyaux villageois préexistants. Ce type de développement, observable à l'échelle des quartiers de Tananarive, on le reverra, a fonctionné de la même manière à l'échelle de l'agglomération. Cela explique pourquoi des espaces ruraux ont été pris dans la croissance urbaine et continuent de fonctionner aujourd'hui de façon autonome par rapport à la ville.

Ainsi, le « grand Antananarivo », tel qu'il est défini par les urbanistes et les aménageurs s'avère bien difficile à délimiter⁴. Pour certains, la tentation est d'ailleurs grande de faire coïncider les limites de l'agglomération avec l'urbanisation sur les douze collines sacrées, urbanisation fort inégale par ailleurs. Certaines définitions modernes du concept d'agglomération font ainsi parfois appel à la mythologie du XVIII^e siècle pour se légitimer. On retrouve à ce propos le poids du passé dans les représentations urbaines. Quoi qu'il en soit, le fait que les marges de l'agglomération mêlent des aspects ruraux et urbains n'est que très banal, de même qu'il est tout à fait logique que dans les représentations des habitants ces limites spatiales varient et se révèlent floues et fluctuantes : pour certains, Itaosy ou Ambohibao sont considérés comme « à la campagne », tandis que pour d'autres, ces localités appartiennent sans hésitation possible à l'agglomération tananarivienne, pour les nombreux migrants pendulaires notamment.

On voudrait voir à présent que cette ambiguïté du statut des marges se retrouve en fait au cœur même de la ville, ce qui se révèle beaucoup plus atypique. L'explication en est à rechercher dans le paysage tananarivien, mais aussi dans l'histoire de celui-ci.

B- Le maintien d'un continuum ville-campagne depuis les origines

1- Le statut ambigu de l'agriculture intra-urbaine

Le paysage urbain présente de nombreux endroits marqués par la ruralité, laquelle peut s'apprécier à l'aide de divers indicateurs.

Le plus visible et le plus aisément identifiable est sans doute la présence de l'agriculture intra-urbaine. Dès que l'on quitte les quartiers centraux, il est très fréquent de voir des rizières et des cressonnières : rizières au nord, à l'ouest (quoique souvent dégradées en marécages) et au sud de la ville, cressonnières dans le vallon maraîcher qui longe la route circulaire à l'est ; on se trouve alors à moins d'un kilomètre d'Analakely (voir carte n° 8). Ainsi, au cœur de la ville, se sont maintenus, voire développés avec la crise, des espaces

³ Voir sur le sujet deux études sur des espaces périphériques : l'une dans le prestigieux et historique nord-est (l'Avaradrano) : RAMIARISON C., 1995, *Urbanisation et mutations foncières dans le nord-est d'Antananarivo*, et l'autre sur les communes au sud de Tananarive, qui connaissent d'une part un fort essor économique depuis quelques années (zones franches) et d'autre part bénéficient de la présence du palais présidentiel : THOMAS S., 1995, *Urbanisation de la périphérie et mutations foncières au sud d'Antananarivo. Les fokontany d'Andoharanofotsy et de Mahalavolona (Madagascar)*.

⁴ Voir par exemple le schéma directeur élaboré dans les années 1980 : PNUD-CNUEH, MTP-DGP, 1985, *Développement urbain du grand Antananarivo*, Aura / Groupe Huit Bceom.

Carte n° 8

agricoles assez vastes. Selon le bureau d'études DINIKA, la ville comptait en 1997 environ 1 600 hectares de rizières.

Les propriétaires tananariviens de micro-parcelles, de quelques ares au maximum en général, les font exploiter par des métayers, qui résident en ville et dont l'agriculture est l'activité principale. L'origine de ces propriétés est souvent ancestrale, l'acquisition en ayant été faite à la suite de faveurs royales. De grandes familles de la ville haute possèdent de telles parcelles, tandis que d'autres sont exploitées en faire-valoir direct par des Tananariviens pour lesquels l'agriculture ne constitue qu'une activité d'appoint⁵. Certaines enfin ont été acquises récemment par des paysans enrichis.

Quant aux cultures maraîchères, leur essor date du XIX^e siècle, quand les Européens les ont introduites pour leur consommation. Ces produits ont ensuite été intégrés dans l'alimentation quotidienne des Malgaches, ce qui a stimulé leur production. Le maraîchage est ainsi devenu une composante permanente du paysage urbain tananarivien. Il est essentiellement représenté à Tananarive par des cressonnières.

Riziculture et maraîchage (voir photos n° 50 et n° 51) se situent tout autour du périmètre urbain densément peuplé et dans les espaces interstitiels vacants. Une bande méridienne de rizières et de cressonnières longe ainsi la partie orientale de la ville, entre la colline du Rova et les collines de l'est, le long de la route circulaire qui a matérialisé la limite orientale de la ville jusqu'aux années cinquante.

Toutefois, la plupart de ces espaces agricoles intra-urbains sont menacés par l'urbanisation, et leur superficie ne cesse de décroître. Ainsi, les rizières situées le long des grands axes qui sortent de la ville reculent rapidement : elles sont remblayées à la hâte afin de permettre à des établissements industriels et commerciaux, ainsi qu'à des constructions spontanées, de s'implanter, comme on le reverra au chapitre VII. Néanmoins, alors que la ville ne cesse de s'étendre sous la pression démographique, le maintien de l'agriculture à proximité immédiate du centre constitue un phénomène paysager remarquable.

Cependant, cette présence, visuellement très frappante, ne doit pas masquer le fait que Tananarive n'est pas un grand centre de production agricole, que l'agriculture urbaine n'occupe qu'une fraction marginale des actifs, et que la ville dépend des campagnes pour son approvisionnement : avec quelques milliers d'agriculteurs, la ville produirait environ 2 100 tonnes de paddy par an, soit 1,4 kg de riz par habitant, l'équivalent de la consommation d'une personne en un jour et demi ! Il ne faut donc pas surestimer l'importance économique de ce phénomène.

2- Le village dans la ville ? L'empreinte rurale sur le paysage urbain

L'interpénétration paysagère entre le rural et l'urbain à Tananarive constitue un deuxième critère d'appréciation de la marque de la ruralité en ville. Elle a toujours fasciné les voyageurs et les observateurs. Nombreux sont les textes qui valorisent cet aspect original, s'extasiant sur la présence de la campagne au cœur de la ville. Citons :

« S'il est une ville qui a pu réaliser le vœu d'Alphonse Allais de "bâtir les villes à la campagne", c'est bien Tananarive. Non seulement, les rizières pénètrent presque au cœur de la

⁵ Cela explique la faible proportion d'agriculteurs dans la population active (environ 3,5 %), qui n'est donc pas contradictoire avec l'apparente omniprésence de l'agriculture (cf. *infra*).

ville, mais la plupart des maisons possèdent un jardinet (...). Les campagnards sont chez eux dans la capitale, et les paysannes se rendent nombreuses au marché, portant des canards ou des oies dans leurs paniers »⁶.

Aujourd'hui encore, de nombreux signes visuels témoignent d'une étroite parenté entre le paysage tananarivien et celui des villages de l'Imerina. Dès qu'on s'éloigne de quelques centaines de mètres du centre-ville, l'espace urbain devient de moins en moins dense, l'habitat devient de plus en plus aéré, si bien qu'il est possible de se croire dans un gros bourg de campagne, et non plus dans une capitale métropolitaine.

Cette similitude se manifeste tout d'abord dans la nature du bâti. On trouve en effet encore des maisons construites de la même manière qu'à la campagne, c'est-à-dire en pisé et avec un toit de chaume. Ces *trano bongo* (huttes) se trouvent dans de nombreux quartiers de la ville, y compris non loin du centre : à Tsiadana sur la route de l'université par exemple, à Besarety en bordure du vallon maraîcher, à Ankorondrano sur le principal axe économique de la ville... Lors des enquêtes, j'en ai vu à Ivandry et à Soavimasandro, mais aussi sur le flanc oriental de la ville haute. En revanche, si elles sont présentes dans pratiquement l'ensemble des quartiers périphériques, on ne les trouve presque jamais en nombre très important ni formant un groupe homogène d'habitations : en général, les *trano bongo* ne se comptent que par unités localisées. Ce n'est que dans les quartiers occidentaux de plaine qu'on les compte par dizaines, là où elles constituent la majorité de l'habitat, à Andohatapenaka en particulier (voir photo n° 13, chapitre premier). Ce type d'habitat est en effet adapté aux conditions de vie amphibies de la plaine. Ce sont des familles très démunies qui y logent.

A une échelle plus petite, la morphologie de l'espace tananarivien porte l'empreinte de ses origines rurales : on est en présence d'un habitat groupé et collinaire. La ville s'est développée à partir de noyaux villageois anciens : Ankadifotsy, Anosipatrana, Ambohimananarina..., et elle en porte encore la marque spatiale. Le paysage général de certains quartiers évoque, de loin, celui d'un gros bourg isolé massé sur sa colline (voir photo n° 52).

La voirie tananarivienne constitue un autre élément paysager qui présente des similitudes avec l'espace rural. Dans les nombreux quartiers exclusivement accessibles à pied, les ruelles et les sentiers sont en terre, de même que la plupart des escaliers, taillés dans la latérite des collines. Dans ces quartiers, l'impression de ruralité est renforcée par l'absence totale de circulation automobile. Enfin, dans les quartiers de la ville haute au sud du Rova et sur les collines de l'est, la faible densité du bâti confirme cette impression : le paysage mêle des terrains vagues, des broussailles, et des habitations basses (voir photo n° 53). Les *tamboho* constituent également une empreinte paysagère de la ruralité en ville. Ces vieux murs d'enceinte, qui font partie intégrante du paysage rural des hautes terres, sont encore assez nombreux à Tananarive. Même sous la pression de l'urbanisation, ils n'ont pas tous été détruits (voir photo n° 8, chapitre premier).

Une étude du paysage sonore de Tananarive confirme certaines de ces analogies rurales. En effet, dans de nombreux quartiers, les bruits évoquent ceux de la campagne : on entend les coqs ⁷ ; dans les quartiers non desservis par des routes, on s'interpelle d'une

⁶ OBERLE P., *Antananarivo et l'Imerina*, p. 9.

⁷ La forte présence des coqs en ville n'est aucunement un signe de ruralité : de nombreux Tananariviens en élèvent pour le combat. Il s'agit, outre d'un loisir apprécié, d'une source importante de revenus, car un bon coq vaut très cher. Les coqs de combat peuvent donc servir d'épargne.

maison à l'autre, à travers les ruelles ; les colporteurs circulent en signalant leur présence par leurs boniments. Il règne ainsi une atmosphère « villageoise » dans ces nombreux quartiers à l'écart de l'agitation urbaine. Une géographie tananarivienne du bruit mettrait en évidence une opposition presque caricaturale entre les espaces en bordure de route et ceux en retrait : lorsqu'on pénètre dans une ruelle de quartier, au bout d'une dizaine de mètres, la circulation automobile devient inaudible. L'exemple d'Ankadifotsy illustre bien ces contrastes sonores : le quartier est cerné par des rues où la circulation est très dense (la route circulaire y passe ; à l'est, c'est le marché d'Andravoahangy qui borde le quartier), tandis qu'il est desservi par un réseau de ruelles, dont le calme a souvent servi d'exemple aux auteurs pour illustrer le mode d'urbanisation tananarivien, fondé sur la notion de labyrinthe et de quartier-village (voir carte n° 4). Il est fort probable que c'est le caractère protégé de ce type de quartiers sur le plan sonore qui a servi de support au développement de cette analogie (voir chapitre V, III).

Mais c'est sans aucun doute dans la ville haute, sur la colline du Rova, que l'analogie paysagère rurale ainsi que la valorisation par les habitants d'un paysage sonore de type rural ont été les plus poussées. La ville haute est calme : c'est une caractéristique fondamentale qui la différencie du reste de la ville. L'absence d'activité commerciale notable contribue fortement à ce calme. La circulation automobile, malaisée, en particulier pour les vieilles voitures, est très modeste car les routes étroites et pavées ne desservent aucune zone d'activité. La pollution y est donc très réduite ; on n'y sent pas les gaz d'échappement comme ailleurs en ville. Pour qui descend à pied du Rova à Ankadifotsy par Faravohitra, l'évolution paysagère, sonore et olfactive est saisissante : notre piéton passe de quartiers où il ne croise que quelques rares passants, à des rues où l'on se bouscule sur le trottoir, d'une atmosphère quasi silencieuse aux bruits familiers de la ville (klaxons, passage des voitures et des taxi-be, interpellations des commerçants, discussions sur le trottoir), d'un air agréable à respirer à l'odeur âcre des fumées des véhicules. La ville haute semble ainsi totalement à l'écart de la trépidation du reste de la ville. Le dimanche, elle fait presque figure de ville fantôme : personne n'arpente ses rues, la seule animation se concentre autour des églises. Il règne ainsi dans la ville haute une atmosphère villageoise, soigneusement cultivée par ses habitants, comme on le reverra, *infra C*.

Ainsi, un mode d'urbanisation spécifiquement tananarivien, partiellement préservé, a favorisé un développement paysager très particulier dans les quartiers collinaires : habitat groupé sur des collines, voirie non accessible à la circulation automobile, forte végétalisation des espaces domestiques et des interstices du tissu urbain, présence fréquente d'animaux de basse-cour, prédominance des maisons à cour (voir photo n° 54).

Pour un Européen, ce paysage urbain est souvent déconcertant car il ne correspond pas à ce qui est attendu d'une capitale métropolitaine. Tananarive ne serait pas une vraie ville, en ce qu'elle ne serait pas tout à fait ville. L'interpénétration paysagère du rural et de l'urbain dérange. Mais pour les Tananariviens, elle est le plus souvent perçue comme naturelle : elle s'impose comme une évidence, sauf pour ceux qui ont adopté une vision occidentale de la ville, on le verra. C'est à nouveau dans l'approche historique, indispensable pour appréhender Tananarive, qu'il faut rechercher les clefs de ce fonctionnement paysager si atypique.

3- L'explication historique : la « ville-image de l'Imerina »

Si le paysage tananarivien mêle des aspects ruraux et urbains, c'est précisément car, dès la fondation de la ville, la présence d'espaces cultivés au cœur celle-ci était prévue et conçue comme indispensable. La notion de ville-image de l'Imerina (voir chapitre premier, I, C) impliquait que le paysage de Tananarive soit rassurant pour ses habitants et leur rappelle la campagne, d'où la nécessaire présence des rizières en ville et la volonté de maintenir un tissu urbain lâche, peu dense. C'est ainsi que le roi Andrianampoinimerina avait conçu le développement de sa capitale : les habitants devaient y retrouver les éléments constitutifs de l'Imerina, aussi bien sur le plan de la composition de la population que sur le plan paysager : la célèbre formulation des projets du roi pour Tananarive, « mêler les cheveux de l'Imerina », citée dans les *Tantara ny Andriana*, peut ainsi s'interpréter de cette manière. De là découle le choix de l'organisation collinaire hiérarchisée et de l'attribution de fiefs en fonction de distinctions honorifiques.

De ce fait, pour les habitants de la ville haute et des quartiers-villages comme Ankadifotsy ou Anosipatrana, le sol urbain a pris la valeur de *tanindrazana*, car il a été attribué par le souverain et s'est ensuite transmis de génération en génération⁸. *Tanindrazana* doit être alors compris dans son sens large de « terre des ancêtres », et non dans son acception strictement liée à la présence du tombeau : si pour certains, les deux sont liés car de nombreux dignitaires du régime ont fait édifier des tombeaux en ville au XIX^e siècle⁹, pour la plupart des Tananariviens installés sur le même terrain depuis des générations, le sens en est plus symbolique car le tombeau est sis à la campagne.

C- Des représentations de l'espace urbain traduisant l'interpénétration paysagère entre rural et urbain

1- La qualification « rurale » d'espaces urbains

Bien souvent, les Tananariviens n'hésitent pas à définir comme rural un espace situé en pleine ville. Chacun sait bien sûr qu'il ne s'agit pas réellement de la campagne, mais l'analogie est très forte et permet de se référer à un monde rural considéré comme idéal.

Le critère fondamental pour qu'un espace situé en ville soit considéré comme rural est paysager : il faut que l'espace soit peu dense, aéré, et qu'il puisse permettre de se livrer à des activités d'agriculture ou d'élevage, fussent-elles modestes. Il s'agit également d'espaces faiblement desservis par le réseau routier, bien souvent traversés par une unique route peu fréquentée. Ces espaces au statut ambigu dans les représentations des Tananariviens doivent donc être d'aspect rural.

⁸ Ce processus très long d'attachement au sol urbain et de perception de la continuité profonde entre la ville et le monde rural est expliqué très clairement dans ESOAVELOMANDROSO F. et FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 72 sqq.

⁹ Il subsiste ainsi des tombeaux dans les quartiers collinaires péricentraux (Ankadifotsy, Andravoahangy, Anjanahary, Isotry...). Voir par exemple le cas d'Ankadifotsy, chapitre III, encart sur le patrimoine architectural.

Quels sont-ils ? Il s'agit soit de quartiers périphériques, mais pleinement intégrés de par leur fonctionnement à la ville, soit de quartiers de la ville haute. Dans tous les cas, ce sont des quartiers collinaires : jamais je n'ai entendu des habitants de la plaine dire qu'ils se croyaient à la campagne, en dépit de la proximité de rizières par exemple. Traditionnellement, la notion d'habitat rural en plaine est en effet absurde : les espaces plans doivent être réservés à l'agriculture, tandis que l'habitat doit se trouver sur la colline voisine.

Le cas de la ville haute est particulièrement intéressant : nombreux sont les quartiers où des habitants ont développé une analogie villageoise. C'est le cas de ceux situés sur les flancs est de la colline au sud du Rova (voir photo n° 53), desservis uniquement par un réseau de sentiers et d'escaliers. Ces quartiers sont constitués presque uniquement de maisons individuelles basses ou à un étage. De larges espaces ne sont pas bâtis et sont occupés par des broussailles : l'espace n'est pas occupé au maximum. On connaît la raison de cette relative désaffection : il s'agit d'espaces connotés défavorablement dans la vision traditionnelle de l'espace, situés hors des fossés délimitant la ville royale, au sud du Rova, ou bien sur le flanc oriental de la colline. De surcroît, le relief a joué un rôle limitatif : la falaise d'Ampamarinana interdit très rapidement de construire du côté ouest, tandis qu'à l'est du Rova, des déclivités importantes ne permettraient à l'espace de devenir constructible qu'au prix d'importants travaux de terrassement qui n'ont jamais été entrepris de ce côté-ci de la colline. Certaines personnes ont explicitement développé la thématique d'un espace rural en pleine ville : « *Ici, ce n'est ni central, ni périphérique, c'est la campagne au milieu de la ville* » (ville haute n° 16).

Mais dans les quartiers aisés de la ville haute, les habitants valorisent tout autant le caractère rural du paysage. Un habitant d'Imarivolanitra, à proximité immédiate de la place d'Andohalo, développe ainsi avec force détails cette analogie rurale ; l'idéalisation de la comparaison champêtre est manifeste dans ses propos :

« C'est une tradition chez les Malgaches : dès qu'il y a une cour, il y a des poules, des coqs, des oies, des canards... Il y en a plein dans le quartier ! Des poules passent dans la rue, c'est particulier la ville haute pour ça. Tout le monde se lève à cinq heures avec les coqs, comme à la campagne. On est habitué, on se réveille avec le coq, on ouvre la fenêtre. C'est agréable, c'est la nature. »

Le même phénomène a été observé dans le quartier d'Ivandry-Soavimasandro, situé à quelques kilomètres au nord du centre, bordé au sud par des marécages (le marais du Masay) et au nord par des rizières encore cultivées. « *Ici, c'est ni la ville ni la campagne* » (enquête n° 35), « *Ici, ça ressemble à la campagne* » sont des propos qui ont été entendus à plusieurs reprises.

Plus généralement, dès qu'on s'éloigne de quelques kilomètres seulement du centre de la ville, les gens ont l'impression très nette de ne plus tout à fait habiter « en ville ». Ainsi, une femme habitant Mahazoarivo explique « *Je ne vais pas souvent à Tana* », sous-entendant ainsi qu'elle ne se perçoit pas comme habitant en ville. Elle ajoutait : « *Ici, c'est un peu la campagne, il y a les rizières en bas, je vais chercher mon lait au village.* » Or, ce quartier, où se trouve le bureau du Premier ministre, se trouve totalement intégré dans l'espace urbain, même si par ailleurs il est encore faiblement urbanisé. Pour autant, cette femme ne dirait pas non plus qu'elle habite à la campagne : elle songe plutôt à un lieu qui est « comme la campagne » en ville.

Nombreux sont ainsi ceux qui considèrent des espaces urbains à l'aune de critères ruraux, se fondant sur des aspects paysagers pour justifier leur jugement : le paysage construit la représentation.

2- La perception des rizières en ville

La présence des rizières au cœur de l'espace urbain est ressentie comme un besoin, que la vue satisfait : il faut voir les rizières en ville¹⁰. De manière très significative, plusieurs dessins d'élèves de septième ont fait figurer des rizières sur leurs représentations de Tananarive : pour ces enfants, la présence des rizières en ville est évidente ; elles font partie intégrante du paysage urbain. Les enquêtes ont également permis de mettre en évidence ce phénomène dans les représentations. A la question « Aimez-vous voir les rizières en ville ? Pourquoi ? », la plupart des réponses ont mis en évidence trois éléments¹¹ :

a) le paysage rizicole rappelle la campagne : voir les rizières en ville constitue un référent rassurant, qui permet de replacer la ville dans un ensemble cohérent, sans solution de continuité avec la campagne. Les rizières constituent une sorte de cordon ombilical entre les deux mondes (rural et urbain), qu'il importe de ne pas rompre, en particulier dans un contexte de crise déstabilisant.

« *C'est joli à la saison du riz. C'est la vie, ça ne doit pas disparaître* » (Ankadifotsy n° 1)

« *J'aime bien quand c'est la saison où le riz est mûr* » (Ankadifotsy n° 15)

« *On aime, parce qu'on vient de la campagne* » (Ankadifotsy n° 28)

« *Ça sent la campagne* » (Isotry n° 33)

« *C'est un paysage typique de la campagne, ici en ville* » (ville haute n° 5).

b) ce paysage constitue également une preuve rassurante qu'on ne manquera pas de riz. Les rizières nourricières sont alors perçues comme symbole de vie.

« *Ce sont des promesses de récoltes* » (Ankadifotsy n° 16, un homme originaire de la campagne)

« *Ça fait vivre beaucoup de gens* » (Isotry n° 2, 67 hectares n° 36)

« *Pas de sakafo [repas] sans rizières* » (Isotry n° 21)

« *Le riz est la base de la nourriture du Malgache* » (67 hectares n° 9, n° 34)

« *Même si Tana est une ville, on a besoin de cultiver et je suis fils de paysans* » (67 hectares n° 36)

« *Gardons les rizières pour la production agricole, qui est déjà insuffisante* » (67 hectares n° 38, un migrant récent)

« *Je suis fille de paysan alors il faut qu'elles restent là pour la subsistance* » (Ivandry n° 9)

« *Le riz alimente la ville* » (ville haute n° 5).

¹⁰ L'analogie est forte avec la conception japonaise de l'espace, qui explique également le maintien anti-économique de rizières parfois au cœur de l'espace urbain. Voir par exemple BERQUE A., 1982, *Vivre l'espace au Japon*.

¹¹ Des réponses ont également porté sur l'aspect purement esthétique du paysage rizicole en ville : « *c'est joli* », « *c'est agréable à voir quand c'est vert / quand c'est inondé* », « *ça change des maisons* »... Ces réponses, neutres au niveau de la qualification de l'espace urbain, n'ont pas fait l'objet d'une analyse spécifique.

c) ce paysage symbolise enfin l'identité malgache (réponse plus rare) :

« *Le Malgache et le riz ne font qu'un* » (Ivandry n° 20)

« *Nous sommes Malgaches* » (67 hectares n° 12).

Ainsi, la présence des rizières en ville est considérée comme importante pour des gens qui ne cultivent pas, et qui ne se rendent pas compte que le caractère de producteur rizicole de leur ville est en rapide régression, du fait de la pollution des terrains et du progrès des remblais. C'est d'ailleurs ce constat qui a motivé l'autre partie des réponses, beaucoup plus réalistes et bien souvent désabusées : les rizières doivent disparaître de la ville car le riz produit est pollué, et car cette activité est devenue non rémunératrice. De nombreux Tananariviens sont ainsi conscients du déclin inéluctable de la vocation agricole de leur ville. Quoi qu'il en soit, celle-ci demeure très visible dans le paysage, et occupe à ce titre une place privilégiée dans les représentations de l'espace urbain par les Tananariviens. Pour les citadins de fraîche date en particulier, les espaces agricoles constituent un repère rassurant. Pour les Tananariviens de souche, ils permettent de maintenir un lien symbolique avec un monde rural dont ils craignent que la vie urbaine ne les sépare.

3- Des représentations iconographiques d'une « ville rurale »

Les Tananariviens considèrent donc qu'il existe, sur le territoire défini comme urbain, des espaces spécifiquement urbains et d'autres relevant beaucoup plus du monde rural : des « morceaux » de la ville ressemblent à la campagne. Pour de nombreux Tananariviens, la ville est ainsi semblable à un patchwork qui juxtaposerait des espaces « urbains » et des espaces « ruraux », sans que l'ensemble ne présente d'unité claire. De ce fait, c'est jusqu'au cœur de la ville, géographiquement parlant, que se trouvent des espaces relevant de la non-ville. Ce phénomène révèle donc une instabilité de la notion de ville chez les Tananariviens : la définition de la ville s'avère floue et équivoque. Ou peut-être doit-on plutôt comprendre que la ville n'existerait pas en tant qu'objet construit dans les représentations, comme on en avait déjà eu l'intuition au chapitre premier ?

Certains dessins d'enfants confortent cette hypothèse : plusieurs enfants ont en effet représenté la ville exactement à l'image d'un village (voir figure n° 8). De même, la représentation de Tananarive sur le billet de 2 500 Fmg est pour le moins troublante (voir figure n° 7).

En 2000, les élèves de CM1 et de CM2 de deux classes d'écoles situées en périphérie de Tananarive (sur la route de l'aéroport, au nord-ouest) ont participé à une activité appelée « Clic-Clac Tana » : des appareils photos leur ont été fournis afin qu'ils prennent des clichés de la ville. Les photos les plus réussies (une trentaine) ont été exposées à l'Alliance française. L'analyse des thèmes représentés est riche d'enseignements :

- la ruralité, omniprésente sur de nombreuses photos : chemins de terre, potagers, rizières, *tamboho*, zébus, rue avec du riz séchant au milieu de la chaussée, tri du riz par un enfant, cochon enfermé dans la cour d'une maison traditionnelle, maison au toit de chaume.
- le petit commerce : un marché, une gargote, une boucherie.
- les petits métiers : menuisier, porteurs, tireurs de pousse-pousse, charbonnier, riziculteurs, réparateur de vélo et coiffeur.

- la vie quotidienne : enfants au travail (porteurs d'eau, vendeur d'arrosoir), jeux d'enfants, lessive dans la cour d'une maison, des intérieurs, tous très modestes.
- paysages : un lac, des maisons traditionnelles, et une seule vue du centre de Tananarive (les voitures en matériaux de récupération).

Cette sélection de photos montre ainsi de façon spectaculaire que la ville n'existe pour ainsi dire pas dans les représentations de jeunes citadins résidant dans un quartier très périphérique. Les centres d'intérêt concernent surtout la vie quotidienne et les activités commerciales ou artisanales. Les représentations de paysages renvoient exclusivement à un espace de type rural, peu dense, végétalisé, marqué par les activités agricoles et d'élevage. Ces photos témoignent d'une perception très décalée de Tananarive.

Insérer feuille billet 2500 Fmg
Figure n° 7

LA VISION DE TANANARIVE SELON UN MODELE RURAL PAR DES ELEVES DE SEPTIEME

Insérer Figure n° 8

Verso blanc

Photos n° 50 et 51

Photos n° 52 et 53

Conclusion I

Cette analyse de la nature ambivalente du paysage urbain, aussi bien sur un plan objectif que dans le domaine des représentations, a donc permis de mettre en évidence la faible importance du caractère spécifiquement urbain du paysage dans la définition de la ville. En particulier, la césure visuelle avec la campagne n'a guère de pertinence. Ainsi, en Imerina, la notion de ville doit s'appréhender indépendamment d'un paysage qui mêle aspects ruraux et urbains.

Ainsi, si le paysage tananarivien mêle intimement des éléments urbains et d'autres plus ruraux, ce n'est nullement en raison d'une urbanité intrinsèque moindre de la ville merina : au contraire, c'est en vertu d'une conformité à un modèle idéal de ville aérée, qui évoquerait le monde rural dans sa morphologie et dans son paysage, lequel monde rural constitue la référence unique en matière d'organisation de l'espace. Il est donc important pour les Merina de maintenir dans leur capitale un paysage qui ne se coupe pas du monde rural environnant. Jusqu'à présent, la ville a pu préserver dans une certaine mesure ce caractère particulier. Même si le Betsimitatatra recule, même si Tananarive est moins bordée de rizières, il subsiste des poches de paysage plus rural à l'intérieur même des quartiers, poches qui ne semblent pas prêtes de céder et qui sont explicitement perçues comme rurales : les Tananariviens sont farouchement attachés à la végétation domestique, à la présence d'animaux de basse-cour, au maintien d'un espace non saturé, où chacun puisse vivre au quotidien sans gêner l'autre. La forte densité urbaine gêne les Tananariviens, qui s'efforcent autant que possible de la limiter. Si certains quartiers n'ont pu résister à la pression démographique, d'autres sont parvenus à maintenir un paysage peu dense (ville haute essentiellement), grâce à la mise en œuvre de stratégies d'évitement : ces quartiers se sont fermés aux nouveaux arrivants ; c'est ce qui les a préservés d'une trop forte densification paysagère. Ainsi, une des raisons du maintien d'une interpénétration paysagère entre le rural et l'urbain au cœur de Tananarive serait à rechercher dans un mouvement d'exclusion de l'autre et de fermeture.

Cette interpénétration paysagère de la ville et de la campagne fait toutefois débat, certains la jugeant intrinsèquement liée à l'identité tananarivienne, d'autres n'y voyant qu'une survivance caduque. Le débat sur le paysage est donc centré sur une opposition entre une conception urbaine traditionnelle et merina, qui reste fidèle à une définition originale de la ville, et une conception moderne et occidentale, qui considère la présence de la ruralité en ville comme la marque résiduelle d'un passé révolu.

Rencontre-t-on cette même ambivalence au niveau des pratiques de l'espace ?

II- PRATIQUES SOCIO-SPATIALES CITADINES ET EMPREINTE RURALE

A- Des pratiques typiquement citadines

Les Tananariviens développent, dans leur vie quotidienne et dans leurs rapports à l'espace, un comportement typiquement citadin, similaire à celui observé dans toutes les grandes villes du monde. Ce sont précisément ces traits non spécifiques à Tananarive qu'on souhaite évoquer ici : il s'agit de voir en quoi les Tananariviens sont apparemment des citadins comme les autres.

1- Une sociabilité et des loisirs spécifiquement citadins

Les loisirs pratiqués par les Tananariviens en ville¹² témoignent indubitablement de l'existence d'une citadinité. Les cinémas étaient très fréquentés avant leur fermeture. Les rares spectacles, théâtres et concerts, constituent encore une distraction très appréciée pour les Tananariviens les plus aisés. Le théâtre malgache¹³ se produit essentiellement le dimanche après-midi à la *tranompokonolona* d'Isotry. Plusieurs personnes interrogées l'ont évoqué, qu'elles s'y rendent ou non. Les concerts attirent une clientèle jeune ou familiale : on vient avec ses enfants, son bébé. Les artistes malgaches sont très populaires auprès du public tananarivien ; ils font souvent salle comble. Certaines pratiques illustrent l'ancrage des sorties au concert dans la citadinité tananarivienne. Ainsi, à Antsahamanitra, la grande salle de plein air, une tradition se perpétue : avant la rénovation en 1997, chacun s'asseyait sur des gradins creusés dans la latérite. Pour se protéger, on apportait une feuille de journal, qu'on brûlait ensuite à la nuit tombée. Depuis la rénovation (les gradins sont désormais en dur), cette tradition est demeurée, comme un code unissant les spectateurs : l'amphithéâtre s'illumine toujours de torches vives. Le concert est bien un lieu d'expression de la citadinité.

Les Tananariviens aiment également se retrouver dans les quelques salons de thé de la capitale, entre amis, pour les adolescents, ou en famille. Le samedi après-midi, tous ces salons de thé sont bondés, signe d'une reprise de la consommation pour les classes moyennes et supérieures : les prix, très élevés, sélectionnent fortement la clientèle. Nirina, avec sa femme et leur bébé, viennent en taxi-be tous les samedis à Analakely se promener, regarder les vitrines, et manger une glace. Significativement, tous ces établissements (Honey, Blanche-Neige et La Potinière sur l'Avenue de l'Indépendance, pour citer les plus populaires) ont refait à neuf leur décoration depuis la fin des années quatre-vingt-dix, dans un style américain, aux couleurs pastels (voir photo n° 55). Dans de nombreux quartiers péri-centraux, de petits salons de thé ou des pâtisseries ouvrent, dans des locaux coquettement décorés. Ainsi, dans le quartier d'Ankadifotsy, la chanteuse Bodo a ouvert en 1999 deux snacks-salon de thé. De tels lieux d'agrément se multiplient à Tananarive.

La visite au salon de thé accompagne souvent le lèche-vitrine, au sens tananarivien du terme, qui consiste à s'écraser dans les boutiques chinoises ou à regarder les marchandises proposées à même le trottoir. On a vu au chapitre II (I, B, 1) l'attrait des

¹² On ne s'intéresse pas ici aux pratiques domestiques, qui seront examinées au chapitre VI.

¹³ Le théâtre malgache est né au XIX^e siècle, d'inspiration missionnaire puis coloniale. Il se pose en gardien d'une certaine tradition, exaltant les valeurs traditionnelles malgaches : « *Le public, nostalgique d'un passé et d'un monde bien organisé, se prépare à faire vibrer sa fibre patriotique et son sens moral en venant écouter le verbe et les chants théâtraux.* » (Guide Tana Cultures 2000, p. 43)

Tananariviens pour le commerce et leur frénésie de consommation, exacerbée depuis l'apparition sur le marché

Photos n° 54 et 55

de produits chinois à bas prix, accessibles à de plus en plus de ménages. Les élèves de septième ont fourni une bonne image de ces pratiques. Pour nombre d'entre eux, Analakely fait partie des principaux quartiers connus ou aimés, car c'est le lieu du shopping : les enfants s'y rendent avec leurs parents pour acheter des vêtements, des fournitures scolaires, pour « voir les nouveautés » (*mijery zava-baovao*). Nombreux sont ceux qui y vont pour flâner, même si les parents n'achètent rien : « *j'y vais pour regarder* », « *pour visiter les magasins* » sont des expressions qui reviennent souvent. Cet attrait pour les magasins et les marchandises importées se manifeste dans tous les quartiers, y compris les plus périphériques comme Anosipatrana.

L'essor de la restauration de rue témoigne également de l'existence de pratiques citadines de l'espace. On a vu que l'apparition de ces pratiques était liée à la crise et à la restriction des déplacements (chapitre III, I, A, 4), mais on voudrait insister ici sur leur rôle dans la sociabilité tananarivienne.

Dans les quartiers abritant des usines ou des ateliers, des étals vendant des *masikita* (brochettes) sur la rue attirent les ouvriers qui viennent manger un peu de viande avant de rentrer chez eux, où le plus souvent la viande ne figure pas au repas du soir ; ils s'offrent ainsi un moment de détente après une journée de travail souvent pénible. Les échoppes abondent ainsi le long de la route pavée de Besarety ou bien aux principaux carrefours autour du marché d'Andravoahangy. La consommation du *varimitsangana* (le riz que l'on mange debout) est devenue un rituel du début de soirée. Les petits restaurants populaires, en particulier les restaurants chinois qui se multiplient, où l'on consomme un plat en moins d'un quart d'heure, connaissent aussi un succès grandissant : le long de l'avenue Lénine, on compte ainsi trois gargotes sommaires et cinq petits restaurants simples, récents pour la plupart. Le succès de ces lieux de restauration s'explique largement par le fait que les gens ne mangent pas à leur faim chez eux. Certains ressortent le soir en catimini pour s'offrir des nems, des pâtes, des *sambos*¹⁴...

Les Tananariviens aiment pratiquer le sport ou assister à des matchs : il s'agit là de pratiques éminemment citadines, et tout autant que les précédentes, orientées par des exemples étrangers. Parmi les sports pratiqués en ville, le plus important est sans conteste le rugby¹⁵, très répandu dans les quartiers populaires qui possèdent tous un club. Aller assister à un match le dimanche, au stade des Cheminots le plus souvent, constitue un loisir très apprécié. Si le football ne séduit pas autant qu'en Afrique, les jeunes des quartiers investissent souvent des terrains vagues pour les transformer en terrains de jeu (à Ankaditapaka-Ankadifotsy par exemple). A travers de très nombreuses et actives équipes scolaires, d'autres sports sont également très pratiqués par les jeunes : athlétisme, volley, basket... Des compétitions et des championnats entre écoles, jusqu'à l'université, sont organisés chaque semaine. Ces rencontres sportives font l'objet d'une relation dans les quotidiens nationaux : c'est dire leur importance.

Depuis quelques années, de nouvelles pratiques sportives, calquées sur celles du monde occidental, ont fait leur apparition. Ainsi, à Analakely, les plus sportifs font leur jogging vers cinq ou six heures du matin, avant que la circulation automobile ne reprenne ses droits. Cette appropriation de l'espace public par des sportifs amateurs est nouvelle

¹⁴ Traditionnellement, l'homme ne donne pas tout son revenu pour les besoins du ménage : il en conserve une partie pour sa consommation personnelle : nourriture, alcool, jeu, voire prostitution, très répandue. Zola souligne les mêmes phénomènes dans *L'Assommoir*.

¹⁵ On reviendra au chapitre VIII sur le rôle du rugby dans l'identité tananarivienne.

dans une ville où les équipements sont particulièrement déficients, où il n'existe pas de parcs d'accès libre, et où les seuls terrains d'entraînement sont bien souvent des terrains vagues.

Ainsi, le sport constitue une dimension importante de la vie de nombreux Tananariviens, en particulier des enfants et adolescents scolarisés, ainsi que des hommes, souvent par le biais du travail salarié (équipes d'entreprises). Au cours des enquêtes, un certain nombre d'entre eux ont d'ailleurs déclaré appartenir à une association sportive, dans laquelle ils sont entraîneurs ou bien joueurs (sept réponses à Isotry, six aux 67 hectares, cinq en ville haute par exemple).

Les Tananariviens, quel que soit leur milieu social, sont joueurs : ils aiment parier de l'argent dans des jeux de hasard. Les cartes et le *fanorona* font partie de leurs jeux préférés. Il est fréquent de croiser des groupes, le plus souvent masculins, jouant aux cartes sur le trottoir¹⁶. Le *fanorona* est un jeu qui s'apparente aux dames, pour lequel sont nécessaires une trame quadrillée sur une tablette en bois et des pions de deux couleurs différentes. Le lieu de rencontre des joueurs de *fanorona* est la pergola d'Antaninarenina : des petits groupes s'y forment ; l'endroit, très central, est animé toute la journée. Mais on rencontre également des joueurs improvisés dans n'importe quel endroit de la ville : il suffit de tracer une trame sur le sol avec un morceau de charbon et d'utiliser des cailloux pour jouer. La pétanque favorise également des rassemblements masculins en ville. L'endroit favori est situé au bord du lac de Behoririka, depuis sa restauration en 1996. Chaque jour, plusieurs dizaines de passionnés se rassemblent et organisent des parties. Enfin, les Tananariviens sont férus de combats de coq. Là encore, il s'agit d'une activité spécifiquement masculine. Elle s'exerce dans des lieux définis : à Ambatoroka, et dans quelques communes périphériques comme Ambohibao ou à la sortie sud de la ville. Le combat de coq est une activité exigeante en temps, mais aussi en argent : l'achat et l'entretien d'un coq sont très coûteux, mais peuvent s'avérer très rentables. De nombreux Tananariviens aiment se rendre au combat en tant que spectateurs, le plus souvent le dimanche.

Ainsi, il existe en ville de nombreux espaces où s'exprime une sociabilité spécifiquement citadine, qu'elle soit d'origine malgache ou d'inspiration occidentale : espaces culturels, de restauration, sportifs, de jeu... Ces lieux sont importants, pour les Tananariviens qui les fréquentent bien sûr, mais aussi pour de nombreux habitants qui ne s'y rendent pas de manière habituelle : lors des enquêtes, certaines personnes ont évoqué ces possibilités offertes par la ville, même si elles ne les utilisaient pas directement. Ces pratiques, qui indiquent une citoyenneté vivante, ne sont donc pas marginales. Elles font partie de la vie quotidienne des Tananariviens, ou du moins, d'un quotidien désiré.

2- Une occidentalisation marquée des pratiques vestimentaires et alimentaires

Les pratiques vestimentaires des Tananariviens présentent une très forte et ancienne occidentalisation, qui a commencé avec la présence européenne au XIX^e siècle. On rappellera ici l'importance de la recherche de l'élégance pour les Tananariviens (voir

¹⁶ Lors des événements de début 2002, la télévision française a montré des groupes de veilleurs de nuit jouant aux cartes.

chapitre II, I, A, 3). L'acculturation vestimentaire pour l'ensemble de la population s'est généralisée sous la colonisation, de façon assez rapide, en quelques décennies seulement. Aujourd'hui, le *malabary* des hommes n'est plus porté que par les ruraux, tandis que le *lamba* des femmes est devenu un signe d'élégance et de distinction. Seules les femmes d'un certain âge le portent encore systématiquement pour sortir dans la rue. Il n'existe donc plus de tenue traditionnelle malgache portée en ville. De même, de plus en plus de femmes portent des pantalons. Toutefois, il s'agit de femmes qui appartiennent aux couches moyennes ou supérieures de la population et qui ont un certain niveau d'éducation.

La quasi-totalité des Tananariviens a donc adopté les vêtements de style occidental, quel que soit leur niveau social (voir chapitre premier, II).

Beaucoup plus complexe est la question des pratiques alimentaires. En effet, elles présentent une forte acculturation à l'alimentation occidentale, mais aussi une persistance de modes de consommation peu différenciés du monde rural.

L'influence occidentale se fait sentir dans la consommation de pain, de légumes et de fruits non tropicaux introduits à partir du XIX^e siècle, et dans les à-côtés dont raffolent les Tananariviens : viennoiseries, bonbons, fromage, biscuits apéritifs, les « caca-pigeons »¹⁷ et autres cacahuètes, vendus absolument partout, du supermarché à l'étal de rue en passant par les épiceries. D'ailleurs, tous ces produits sont fabriqués à Madagascar, signe de l'existence d'une demande notable : évoquons la chocolaterie Robert, les bonbons et biscuits Socobis, et les produits laitiers de l'entreprise Tiko¹⁸ (yaourts, glaces individuelles, laits aromatisés, etc.). Ces produits agroalimentaires sont entrés dans l'alimentation quotidienne des Tananariviens, en particulier par l'intermédiaire des enfants. Le goûter des écoliers, traditionnellement composé de tubercules sucrés (morceaux de taro ou de manioc chauds, arrosés de lait concentré et de sucre), évolue de plus en plus vers les biscuits, immédiatement consommables sans préparation. Les petits Tananariviens les plus aisés consomment des biscuits importés ou des tartines de Nutella, signes manifestes d'aisance.

De manière générale, l'adoption des habitudes alimentaires françaises est également assez nette en ce qui concerne le petit-déjeuner : traditionnellement, les Malgaches consomment du *vary sosoa*¹⁹. Or, à Tananarive, ils sont de plus en plus nombreux à avoir adopté le petit-déjeuner à la française : café ou thé, pain et beurre - margarine en réalité ; certains prennent à la fois du *vary sosoa* et du café. Les raisons de l'abandon du petit-déjeuner malgache sont tantôt gustatives (dans ce cas, ce sont souvent les enfants qui incitent les parents au changement ; il est aussi fréquent que dans une famille, parents et enfants ne consomment pas les mêmes aliments au petit déjeuner), tantôt liées au mode de vie : dans de nombreuses familles, ceux qui travaillent ont dû adopter le petit-déjeuner à la française, car il est plus rapide à préparer et à manger. On peut même prendre son petit déjeuner dans la rue, auprès des marchands ambulants ou des

¹⁷ Les caca-pigeons sont des biscuits à base de farine, frits dans l'huile.

¹⁸ Depuis l'élection du PDG de Tiko à la mairie d'Antananarivo, en novembre 1999, cette entreprise ne cesse de progresser dans la capitale : distribution de produits à prix cassés durant la campagne électorale, importante publicité par voie d'affiches, présence très forte dans le réseau de distribution des épiceries de quartier...

¹⁹ Le *vary sosoa* est une préparation à base de riz, additionnée de cacahuètes pilées, de morceaux de viande séchée pour parfumer ou de petits poissons frits.

nombreuses gargotes qui proposent café et pain beurré. Cette pratique se répand de plus en plus.

Une différenciation doit toutefois être faite selon le niveau social des Tananariviens : plus on monte dans l'échelle sociale, plus l'alimentation est occidentalisée et plus on consomme des produits importés ou des équivalents de fabrication malgache. Chez les plus modestes, ces éléments ne se retrouvent qu'au niveau du pain, moins cher que le riz pour le petit déjeuner. Leur consommation alimentaire étant beaucoup moins diversifiée, elle s'apparente plus à l'alimentation traditionnelle malgache : riz, brèdes, le cas échéant viande, pas de fruits ni de produits laitiers.

Dans les quartiers enquêtés, environ la moitié des personnes interrogées prennent un petit déjeuner malgache, environ 30 % un petit déjeuner à la française et 20 % un mixte des deux, selon les jours ou selon les disponibilités financières. En revanche, dans les classes moyennes et supérieures, le petit déjeuner à la française s'impose dans la quasi-totalité des ménages. Dans les cinq quartiers enquêtés, le petit déjeuner à la française (en partie, de temps à autre ou systématiquement) s'impose pour plus de la moitié des enquêtés dans quatre quartiers, sans différences significatives. En revanche, à Isotry, il ne concerne que 37 % des personnes interrogées : dans ce quartier très populaire, il semble que le petit déjeuner constitue un bon indicateur de la relative faiblesse de l'acculturation occidentale. Toutefois, la faiblesse numérique de notre échantillon ne permet pas d'aller plus avant dans ces interprétations des différences entre quartiers.

Toutefois, si l'on excepte le cas du petit déjeuner et celui du goûter des enfants, la grande majorité des Tananariviens reste contrainte, du fait du coût de la vie, à une alimentation qui s'apparente à celle du monde rural, peu diversifiée (voir chapitre III, I, A, 1). Et si l'on s'intéresse de plus près aux pratiques des classes moyennes et supérieures, qui semblent très occidentalisées, des signes de maintien d'habitudes rurales demeurent là encore perceptibles. Ainsi, la place du riz dans l'alimentation est révélatrice : cette céréale en représente toujours la base, quel que soit le milieu social. Il en va de même pour la consommation de brèdes. Certaines habitudes témoignent de l'influence rurale sur l'alimentation urbaine : ainsi, en entrée, de nombreux ménages au niveau de vie moyen consomment des crudités assaisonnées de vinaigrette ; or, l'habitude est restée de les manger avec le plat de riz et son *laoka*, chauds, comme à la campagne où il n'existe qu'un plat unique. De même, la cuisine porte toujours les marques de ses origines rurales. Deux des plats favoris des Malgaches, le *ravitoto* et le *romazava*, sont des ragoûts à base de riz, de viande de porc et de zébu, accompagnés de feuilles de manioc pilées ou bien de brèdes. Il s'agit donc de plats simples, consistants, très adaptés au mode de vie et aux ressources des paysans. Le milieu urbain n'a apporté aucune amélioration notable à la cuisine rurale traditionnelle : pour simplifier, on peut dire que les citadins malgaches²⁰ mangent soit comme les ruraux, soit comme des Français. Il n'existe pas de cuisine citadine spécifique.

Les techniques de cuisine non plus n'ont guère évolué. Les Tananariviennes préfèrent souvent faire cuire leurs plats et le riz sur le petit fourneau bas à charbon de bois, le *fatapera*, plutôt que sur la cuisinière à gaz, quand elles en possèdent une. Ce type de fourneau, inséparable de la cocotte en fonte, est l'ustensile de cuisson universellement utilisé à Madagascar. On le voit partout, du moindre hameau aux rues de Tananarive, il sert à tout, et présente l'avantage d'être peu coûteux, pratique car peu encombrant et transportable à loisir.

²⁰ Certaines minorités ont une cuisine spécifique : les *Karana* et les Comoriens notamment.

Ainsi, l'analyse des pratiques alimentaires tananariviennes s'avère ambiguë : d'un côté l'occidentalisation semble marquée, en particulier chez les élites, mais d'un autre côté ces pratiques présentent encore de fortes analogies avec celles de la campagne. Les différences s'expliqueraient par des critères sociaux, mais aussi par l'ancienneté de la résidence en ville : les néo-citadins conserveraient plus des pratiques rurales, c'est du moins ce que les enquêtes ont semblé indiquer. Mais la non-représentativité de notre échantillon incite à considérer ces résultats avec prudence : on n'a curieusement pas enregistré de différences vraiment significatives selon les quartiers enquêtés, par exemple, le cas du petit déjeuner à Isotry mis à part. Il serait intéressant de mener une étude de grande ampleur sur ce thème, afin de déterminer dans quelle mesure les pratiques alimentaires des Tananariviens dépendent des quartiers de résidence, de l'origine, de l'âge... Quoiqu'il en soit, la question de l'alimentation nous invite à considérer plus en détail certaines pratiques, qui semblent bien s'apparenter plus au milieu rural qu'au milieu urbain...

B- Des pratiques présentant des traits persistants du monde rural

1- Quelques pratiques spatiales tananariviennes typiquement rurales

C'est tout d'abord la rue tananarivienne qui présente des analogies avec le monde rural. En effet, en ville comme dans les villages merina traversés par une route ou une piste, il est de coutume de s'installer en bordure de cette route, potentiellement fréquentée d'acheteurs, pour y proposer tout ce qui peut se vendre : artisanat local, produits alimentaires... Ainsi, de nombreuses rues tananariviennes sont envahies de petits marchands sans patente. Ils s'installent sur les trottoirs quand ils existent, ou bien directement sur la chaussée. Ce commerce de rue permet à tout un chacun de s'approvisionner à peu près partout où il se trouve en ville, ce qui réduit les déplacements inutiles. Les Tananariviens ont ainsi l'habitude d'effectuer de menus achats tout au long de la journée, en allant au travail, voir le médecin... L'offre, pléthorique, permet un choix infini. Pour ceux qui sont motorisés, la pratique est similaire : les marchands ambulants viennent à eux, les sollicitant aux arrêts obligés aux carrefours et dans les embouteillages. Nombreuses sont les femmes actives qui font ainsi leurs courses sur le chemin du travail.

Les petits marchés de quartier évoquent eux aussi, à bien des égards, les marchés ruraux : même habitude d'étaler les marchandises à même le sol sur un morceau de plastique, les produits vendus à terre étant moins chers que ceux placés sur un étal, ou bien sur un petit étal démontable en bois, de s'abriter sous un parasol blanc, et, ainsi installé, d'attendre le client assis par terre, en bavardant avec les marchands voisins, en épluchant des légumes, des tubercules, en triant le riz dont il faut ôter les cailloux, ou en préparant le repas. De nombreux marchands s'enveloppent dans une couverture quand il fait froid et portent un chapeau de paille, ce qui accentue la similitude avec les marchés ruraux. Il en était de même au Zoma. Une sociabilité particulière imprègne donc les marchés tananariviens ; il y règne une atmosphère paisible, qui tranche avec l'agitation urbaine. Les marchés tananariviens quotidiens, quelle que soit leur taille, ressemblent donc fortement à leurs analogues ruraux (voir photo n° 76, chapitre V).

Quelques autres éléments disparates, mais néanmoins significatifs, ont retenu notre attention au cours de pérégrinations tananariviennes. L'importance de la marche à pied à l'échelle de la ville tout d'abord (voir chapitre III, I, A, 4), et son corollaire, frappant pour une Européenne, la proportion importante de personnes marchant pieds nus. Cette observation m'a conduite à me poster à trois reprises à trois endroits socialement très différents de la ville, afin de déterminer cette proportion²¹ :

Tableau n° 6 : les chaussures des passants

% de passants portant	Antaninarenina	Gare de Soarano	Isotry
de bonnes chaussures	85 %	52 %	41 %
des tongues, des sandales en mauvais état	11 %	32 %	40 %
pieds nus	4 %	16 %	19 %

La situation est donc très différente entre le quartier central d'Antaninarenina, à forte densité de bureaux, où les passants sont bien chaussés, et les quartiers de ville basse, où la proportion de passants mal ou non chaussés atteint entre 50 % et 60 %. On peut bien sûr établir une corrélation étroite entre le niveau social des quartiers et le port des chaussures. Dans ce cas, il faut imputer la forte proportion de personnes marchant pieds nus à la gare et à Isotry à la pauvreté : pour ces personnes, l'achat d'une paire de chaussures n'est soit pas possible, soit pas prioritaire. Mais une autre interprétation est envisageable : marcher pieds nus correspond au mode usuel de déplacement dans le monde rural, où le port de chaussures est très rare. On peut donc interpréter ce phénomène en ville comme une marque de ruralité, en supposant que ce sont plutôt les migrants récents qui sont concernés. Une femme, arrivée à Tananarive deux mois avant l'enquête de la région d'Ambatondrazaka, déclare être surprise par les voitures, le rythme des Tananariviens, et elle cite enfin un petit détail qui l'étonne particulièrement : les Tananariviens portent des chaussures, alors qu'à Ambatondrazaka, une petite ville de province, « *tout le monde va pieds nus* » (67 hectares n° 38).

L'utilisation des *sobika* (paniers) par les Tananariviens a également retenu notre attention : de même que les campagnards, ils les utilisent dans une variété étonnante de situations. La *sobika* sert ainsi indifféremment au transport de marchandises (toujours sur la tête), au stockage dans les logements (de vêtements, de linge, de produits alimentaires...), de panier à provision... La *sobika* est ainsi un objet fondamental de la vie quotidienne des Tananariviens.

2- Des fonctionnements sociaux de type villageois

Les rapports sociaux à Tananarive présentent des similitudes avec le monde rural, en ce qu'ils sont essentiellement marqués par le rôle de la parenté, par l'absence

²¹ Le 04 mai 1999 à Antaninarenina, de 15 h à 15 h 30, 737 personnes passant devant moi ont été comptabilisées.

Le 05 mai 1999, devant la gare, de 8 h 30 à 8 h 55, 719 personnes ont été comptabilisées.

Le 18 mai 1999, au passage à niveau à Isotry, de 15 h à 15 h 30, 1026 personnes ont été comptabilisées.

La présence d'une Européenne notant sur un papier des informations a suscité à chaque fois de l'étonnement ou de l'amusement, et une curiosité certaine.

d'anonymat, par un important contrôle social sur les membres de la communauté, en l'occurrence les habitants de la ville, ainsi que par une tendance à la méfiance et à la dissimulation.

Contrôle familial et associations

Pour la plupart des Tananariviens, la « grande famille », selon l'expression consacrée, demeure la structure fondamentale dans laquelle s'inscrit la vie sociale. Le rôle de la famille dans la sociabilité tananarivienne mériterait une étude sociologique à part entière, qui ne relève pas de notre propos ici²² ; aussi nous proposons-nous d'évoquer seulement certains traits illustrant ce rôle. On a vu par ailleurs le rôle du *fihavanana* dans les rapports entre membres d'une grande famille, ses buts, ses actions mais aussi ses limites (voir chapitre III, III, B). On verra, lors de l'étude des déplacements des Tananariviens (voir *infra*, III), la place considérable occupée par la pratique du *famangiana* dans les relations sociales de chacun. On souhaiterait enfin s'attarder ici sur la question des associations familiales en ville, qui semblent institutionnaliser la place primordiale de la parenté dans le fonctionnement de la société tananarivienne.

Soulignons tout d'abord que la participation à une association familiale ne concerne pas l'ensemble des Tananariviens. Dans l'ensemble des quartiers, environ un quart des enquêtés en moyenne ont déclaré appartenir à une association familiale, ce qui semble relativement faible. Cependant, il est probable que ce taux soit sous-estimé car de nombreuses personnes n'ont pas pensé spontanément à citer de type d'association lorsque la question posée était « Appartenez-vous à une association ? », si l'enquêteur n'a pas ensuite systématiquement insisté et proposé plusieurs types d'association. Quoiqu'il en soit, le phénomène des associations familiales concerne une partie importante des Tananariviens. Elles exercent des activités diverses et assument des rôles variés. Parmi les principaux identifiés, évoquons :

- la perception de cotisations pour l'entraide lors d'un deuil (acheminement du corps au tombeau notamment, organisation de la veillée funéraire²³), lors d'un mariage, et l'organisation des grandes réunions. Il s'agit là d'une activité majeure de ces associations, qui remplissent un rôle de gestion matérielle et d'organisation des rapports entre les membres. Des petites réunions se tiennent régulièrement, où l'on détermine par exemple qui doit apporter quoi lors de la grande réunion annuelle de la famille, le montant des cotisations, ou encore les « tours de mariage » : chaque ménage est invité par roulement quand un mariage a lieu dans la grande famille. Ce système est indispensable car les mariés n'ont pas les moyens d'inviter l'ensemble de la famille.

²² Se pose également la question centrale de la place de l'individu dans la société urbaine. En Afrique, des processus d'individualisation ont été mis en évidence (voir par exemple MARIE A., 1997, *L'Afrique des individus : itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine*), et les études sur les villes ont souvent insisté sur l'aspect libérateur de la vie urbaine par rapport aux structures traditionnelles (famille, ethnie, village...), en particulier pour les migrants ruraux. La question semble délicate à Tananarive, où il existe un contrôle social très fort sur chacun, à la fois familial, religieux (place des Eglises dans la vie quotidienne) et villageois. Chacun se sent pris dans un réseau d'obligations, souvent perçu comme pesant. Il serait intéressant de creuser ce sujet et d'effectuer des comparaisons avec d'autres métropoles africaines.

²³ Lors d'un décès, chaque ménage doit envoyer un représentant pour présenter les condoléances aux proches du défunt. Si l'on est proche de la famille du défunt, quelqu'un assiste également à la veillée, où chacun apporte de la nourriture pour tout le monde. La veillée est donc l'occasion de se retrouver et de ressouder les liens. L'enterrement mobilise le plus grand nombre de personnes possible, même s'il faut se déplacer loin à la campagne. Au moins un représentant de chaque ménage est indispensable.

- l'organisation de départs en vacances pour les enfants. L'association joue alors un rôle d'intermédiaire entre la ville et le milieu rural, où les enfants sont systématiquement envoyés lors des grandes vacances. Il s'agit là d'une structure qui permet aux citadins de pouvoir quitter la ville pour partir en vacances. Les réponses des enfants de septième ont confirmé cette habitude : dans dix des douze classes enquêtées, plus des trois quarts des enfants se rendent régulièrement, c'est-à-dire au moins une fois par mois, ou plus, à la campagne.

- les réunions pour gérer le patrimoine commun, par exemple pour contrecarrer la vente de rizières à l'extérieur de la famille. On voit là le lien étroit entre l'association et le monde rural. Il s'agit d'éviter que les citadins ne se détachent de la gestion du patrimoine foncier familial.

- le rôle d'arbitre des conflits familiaux, quel que soit leur motif : problèmes conjugaux, litiges fonciers, problèmes de succession...

Annette, 66 ans, d'origine Betsileo, résume bien ces différents rôles joués par l'association : « *On se réunit tous les deux mois, pour prendre des décisions, pour juger les erreurs, pour régler les conflits. C'est une structure de réunion, pour que les enfants n'oublie pas leurs racines.* » Elle insiste sur la nécessité de gérer de manière collective les rapports familiaux, et sur la volonté de transmettre aux nouvelles générations un ensemble de valeurs jugées fondamentales. La famille est bien placée au cœur des devoirs et de la vie de l'individu.

L'association Rainz's²⁴ : un réseau étendu, des liens étroits.

L'association Rainz's a été fondée en 1927 par les descendants d'un couple de fonctionnaires royaux Hova du XIX^e siècle, qui a eu neuf enfants. On en est aujourd'hui à la neuvième génération. L'association comptait 2063 membres en 1997, lors du dernier décompte, disséminés entre Madagascar, la Réunion, la France, et d'autres pays du monde, dont les Etats-Unis, et des membres chinois à Hong-Kong.

Le centre géographique de la famille est situé à Tananarive, dans le quartier d'Anjanahary, au nord-est de la ville. Un terrain y a été attribué aux ancêtres fondateurs par faveur royale, en récompense des services rendus. Ce fonctionnaire royal y a édifié dans un *tamboho* une maison et un tombeau, qui subsistent encore aujourd'hui. Cependant, le site d'Anjanahary est devenu trop étroit pour accueillir les participants aux réunions annuelles.

L'association tient une assemblée générale tous les 15 août, à laquelle environ 300 personnes assistent. Une salle est louée pour l'occasion. La journée est chargée : un culte est célébré, le rapport moral et financier est lu, un moment de recueillement pour les décédés de l'année est organisé, ainsi qu'une séance de félicitations pour les mariés, les diplômés et les baptisés, qui reçoivent chacun une petite enveloppe. Une kermesse est organisée, ainsi qu'une *vokatra*²⁵ afin de récolter des fonds. Le but est, selon le secrétaire général, de « *transmettre les traditions, le savoir-vivre, un code moral, et aussi de se connaître, c'est très important* ».

Au cours de l'année, lors d'un événement (baptême, mariage, et surtout deuil), le secrétaire général se charge de prévenir tout le monde par le biais d'un faire-part. En ville, c'étaient naguère les enfants qui étaient chargés de la distribution des faire-part, mais aujourd'hui, le téléphone a tendance à remplacer ces petits messagers, qui cependant remplissent encore parfois ce rôle pour prévenir les membres de la famille géographiquement très proches (échelle du quartier).

²⁴ Entretien du 10 août 2001 avec le Secrétaire général de l'association, Six Andrianilaina. Le nom exact de l'association est : « *Terak'Itompokolahy Rainizafimantsoa Ralaidimby sy Itompokovavy Rafara Rahaliva* » (que l'on peut traduire approximativement par « descendants de M. Rainizafimantsoa Ralaidimby et de M^{me} Rafara Rahaliva »). Voir également chapitre III, I, A, 1, l'évocation des conséquences de la crise économique sur la vie de l'association.

²⁵ Vente aux enchères.

Cette association est donc très active et très développée : la plupart des associations familiales ne dépassent en général pas quelques dizaines de membres. Il s'agit de plus d'un cas particulier d'ancrage citadin d'une association.

Absence d'anonymat et méfiance

L'absence d'anonymat se manifeste par l'impossibilité de sortir en ville sans y rencontrer quelqu'un de sa connaissance. Cela tient d'une part à la taille modeste de la ville, et d'autre part au caractère très étendu des réseaux de parenté et de relations de chaque Tananarivien. Il est pratiquement impossible de se livrer à des activités qu'on souhaite discrètes. Qui plus est, cette absence d'anonymat, qui rappelle la situation des villes de province en France, est souvent renforcée par des comportements que l'on pourrait qualifier de « villageois ». En effet, la curiosité envers les faits et gestes d'autrui constitue l'une des activités favorites de nombre de Tananariviens. On interrogera ainsi sans vergogne, mais d'ailleurs sans malveillance, son voisin, un membre de sa famille, ou un collègue de travail sur les raisons de sa présence à tel endroit la veille, sur la manière dont il a financé une nouvelle acquisition, sur le lieu d'où provient son habit, etc. Il ne s'agit là que d'une forme amusante de la curiosité tananarivienne.

Mais celle-ci peut se faire beaucoup plus insistante, dérangeante, quand elle prend la forme d'un contrôle social rigoureux. Les rapports de voisinage sont ainsi empreints de tensions, souvent tues, liées à l'observation des uns par les autres. La jalousie constitue d'ailleurs un moteur très puissant de la curiosité. Toutes les personnes interrogées, qui se démarquaient un tant soi peu de leurs voisins, ont déclaré souffrir d'une forme de dénigrement : quiconque se montre innovant, réussit mieux que les autres, n'adopte pas exactement le mode de vie du quartier, est immédiatement stigmatisé. Cela prend en général la forme de remarques : « *Ça devient terrible, tout le monde regarde ce que tu manges et se demande comment tu l'as payé* » (ville haute n° 19), ou d'allusions désagréables à une réussite matérielle immédiatement perçue comme suspecte. A Soavimasoandro, une femme a monté un petit élevage qui marche bien ; or, les voisins sont jaloux car « *on se débrouille mieux qu'eux* », ce qui donne lieu à des disputes fréquentes (Ivandry n° 40), voire à de petites représailles, telles le vol de volailles, très fréquent.

Lucien (Ivandry n° 39)

Lucien, propriétaire traditionnel (descendant d'un dignitaire du régime du XIX^e siècle à qui a été attribué le terrain), est en butte à la jalousie et aux « racontars » du voisinage. Sa femme a le teint très clair, aussi raconte-t-on dans le voisinage qu'elle est fière parce qu'elle a une peau de *vazaha*. Il a été le premier à électrifier sa maison dans le quartier, ce qui a également provoqué moqueries et jalousie. Il dénonce ainsi le refus de toute innovation, qui est également apparu à propos d'un projet qu'il a voulu monter dans le quartier : il a voulu construire une route d'accès à travers le quartier, mais personne n'a voulu l'aider. « *Voilà la mentalité* » commente-t-il, désabusé.

Ainsi, toute forme d'innovation, ou d'effort pour améliorer ses conditions de vie, est mal perçue par un voisinage très présent. On retrouve ici les traits d'une mentalité paysanne hostile au changement, à la différenciation sociale, à l'originalité, et marquée par la méfiance. Cette méfiance est très présente à Tananarive. En tant que *vazaha*, j'en ai souvent fait l'expérience : même en plein cœur de la capitale, l'étranger est toujours objet de curiosité, est systématiquement repéré et interpellé par des passants. Ainsi, même dans une ville qui accueille depuis plus de cent cinquante ans un nombre important

d'Européens, leur présence ne s'est toujours pas banalisée. Plus significative encore, cette expérience vécue lors d'une séance d'enquêtes menées à Soavimasoandro, un quartier périphérique demeuré assez rural par certains aspects : alors que je me promenais dans un sentier, un enfant accompagné de sa grande sœur, s'est mis à hurler et à pleurer en me voyant, et sa sœur lui a répondu, en plaisantant : « *Fais attention, la vazaha va te manger !* », faisant ainsi allusion à un mythe très répandu dans les campagnes merina depuis le XIX^e siècle, celui du *vazaha* mangeur de cœur (*mpaka fo*²⁶). La réaction de cet enfant à ma vue et la remarque de sa sœur sont ainsi révélatrices d'une société où la méfiance est toujours de mise à l'égard de l'étranger *a priori* suspect.

La prégnance d'une mentalité de type paysan peut également se déceler dans le rapport des Tananariviens à leurs revenus en riz (cf. *infra* C pour la provenance de ce riz). En effet, à force de réaliser des enquêtes, j'ai fini par me rendre compte que la plupart de mes interlocuteurs sous-évaluaient systématiquement l'apport en riz qu'ils percevaient de la campagne. A la question « Recevez-vous du riz ? », de très nombreuses personnes ont répondu : « *un peu* », « *quelques sacs* », « *pas grand chose* », laissant penser à un apport modeste. Or, en leur demandant ensuite quelle quantité elles percevaient concrètement, celles qui répondaient franchement déclaraient entre un tiers et la totalité de leurs besoins annuels ! Pour se dérober à la réponse, on avancera très souvent l'argument suivant : ce n'est pas nous qui cultivons, c'est la famille sur place, ils gardent tout, on n'a plus droit à notre part, quand on y va, ils nous nourrissent gratuitement et nous donnent des produits à rapporter. Dans cette volonté de dissimuler ses revenus en nature, on voit là un réflexe classique de méfiance envers autrui, et la volonté de ne pas révéler à ses voisins ses avantages et son niveau de vie. Le premier réflexe du Tananarivien est donc de sous-déclarer ses revenus en riz. Il faut bien sûr rapprocher cette attitude des années de crise, où chacun avait intérêt à être le plus discret possible ; mais sa persistance montre bien qu'il s'agit d'un comportement très développé et considéré comme naturel.

Enfin, la peur de l'inconnu, et plus encore la nuit, est partagée par de nombreux Tananariviens. Les gens qui connaissent mal la ville répugnent à se rendre dans certains quartiers, en raison de leur réputation de quartiers dangereux, ils hésitent à quitter les parcours habituels et développent un discours craintif envers ce qu'ils ne connaissent pas. Mais on reverra ces questions en détail dans la troisième partie de ce chapitre, en abordant les représentations de la ville chez les Tananariviens. Là encore, cette peur éprouvée à l'égard de leur environnement rapproche les Tananariviens du monde rural.

La rumeur à Tananarive

Tananarive est la ville où circulent en permanence de multiples rumeurs, exactement comme dans n'importe quel village malgache. La rumeur (*honohono*) peut jouer un rôle important dans la sociabilité tananarivienne, dans les rapports sociaux, mais aussi dans le domaine politique²⁷. A Tananarive, tout se sait, tout se dit, se commente, se

²⁶ Sur le mythe des *mpaka fo*, voir RAISON-JOURDE F., 1991, *Bible et Pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle*, p. 774 sqq.

²⁷ Les Tananariviens ne cessent de faire courir les rumeurs les plus folles sur le Président Ratsiraka : sur sa santé, sur ses déplacements aussi mystérieux que répétés en France, sur les recoins secrets de son palais ... Lors des événements de début 2002, la rumeur a couru en ville que l'eau du lac de Mandroseza, qui approvisionne Tananarive en eau potable, avait été empoisonnée.

déforme indéfiniment. Dans une ville où les loisirs sont limités, où les occasions de sorties sont restreintes, la conversation sur les gens, le climat, les événements constituent autant de distractions appréciées. Ces phénomènes sont banals en soi, mais ils sont par contre étonnants dans une métropole d'un million et demi d'habitants. La rumeur peut porter sur n'importe quel sujet : une maison réputée hantée, une femme possédée, un lieu connoté négativement... Toutefois, il apparaît que la rumeur privilégie le plus souvent les thèmes ayant trait au surnaturel. Tout événement, aussi mineur fût-il, sera interprété en termes de destins, d'astrologie, de champs de forces et de sorcellerie : accidents de la circulation, incendies, problème de santé²⁸... Dans un quartier défavorisé de la ville haute (Ambatomitsangana), un couple en proie à des difficultés financières régulières explique que le voisinage raconte qu'ils ont reçu un mauvais sort en vertu duquel ils ne peuvent parvenir à conserver de l'argent chez eux et donc à gérer correctement leur ménage. Il s'agit d'un couple originaire de la campagne, installé depuis 1994 seulement dans le quartier, ce qui peut expliquer la méfiance à leur égard (ville haute n° 17). A Isotry, une femme a peur de sortir dans la rue et de croiser des voisins, car elle craint qu'ils ne lui jettent des sorts (Isotry n° 39)²⁹. La rumeur peut tout aussi bien frapper le moindre détail de la vie de chacun. Ainsi, un ami me disait un jour, d'un ton aussi péremptoire que méprisant, que la propriétaire française d'un restaurant en vue dans la capitale, allait elle-même s'approvisionner au marché de gros d'Anosibe, considéré comme l'endroit le plus sale et le plus dangereux de la ville !

C- Le maintien de liens très étroits avec le monde rural

Les Tananariviens et les ruraux entretiennent des liens étroits et intenses, comme on a déjà eu l'occasion de le voir à propos de la crise. On souhaiterait à présent examiner le fonctionnement spatial de ces liens et leurs fondements sociaux, car on pressent qu'ils sont au cœur de la définition de l'identité tananarivienne.

1- Des liens terriens, familiaux et sociaux très imbriqués et très développés

Pour certains Tananariviens, les liens terriens peuvent prendre la forme d'un investissement en argent et en temps dans la propriété rurale. Aussi adoptent-ils un système de migrations alternantes, selon lequel ils passent quelques mois par an à la campagne. La différence entre citadin et rural devient ici spécieuse. Sans doute pourrait-on dire qu'il s'agit de personnes qui vivent dans des espaces différents selon les périodes de l'année, participant en cela d'une identité à double facette³⁰.

Mamy (67 hectares sud, cité des imbéciles, n° 21) : la migration alternante entre Tananarive et la campagne

²⁸ L'empoisonnement est toujours une pratique redoutée et répandue, comme dans le monde rural où il représente un moyen radical de régler les différends.

²⁹ Il semble donc que la sorcellerie joue un rôle considérable dans les rapports de voisinage, mais aussi familiaux, ce qui contribue à réduire singulièrement la distance culturelle entre Tananarive et les campagnes merina, fortement imprégnées de ces questions. Il y aurait là à creuser un sujet d'approche délicate en raison des réticences des intéressés, mais sans doute passionnant.

³⁰ A l'inverse, passée la moisson, nombreux sont les ruraux des villages proches qui viennent passer quelques semaines dans la capitale afin d'y trouver un travail temporaire. Ils sont notamment employés sur les marchés et sont logés dans la famille.

A Tananarive, Mamy est fabricant d'huile de cuisine, il travaille au rez-de-chaussée de son logement. Mais on découvre qu'il est également agriculteur lorsqu'il explique que ses conditions de vie se sont détériorées depuis deux ans à cause de l'impact de la sécheresse sur sa production. Il a ses rizières à Antanifotsy, où il est né et où se trouve son *tanindrazana*, à 100 km au sud de Tananarive. Il y passe un cinquième de l'année. A la saison du riz, il fait même la navette entre les deux. Cependant, quand il quitte la capitale, il se sent dépaysé, il se dit très attaché à sa ville. Un de ses loisirs lui permet de faire le lien entre son village d'origine et Tananarive : il joue au football dans le cadre d'une association d'originaires de son village.

Sans aller jusqu'à cet extrême, assez minoritaire, de nombreuses personnes passent quelques jours par mois à la campagne, ou bien s'y rendent pour une journée quand c'est possible, le plus souvent une à deux fois par mois. Les Tananariviens sont nombreux à faire des aller-retour fréquents et réguliers à la campagne. Ces liens ont toutefois été altérés par la crise (voir chapitre III, III, C).

En effet, presque chaque ménage tananarivien connaît des gens à la campagne, le plus généralement parce que des membres de la grande famille y résident. Bien souvent, ce sont les parents âgés qui sont partis à la retraite dans leur village d'origine³¹. Dans ce cas, les ménages citadins rendent fréquemment visite aux *havana* (parents au sens large) demeurant à la campagne, notamment lors des jours fériés, ou le week-end si le village est situé à proximité de Tananarive. Les enfants des ménages citadins sont presque systématiquement envoyés chez leurs grands-parents ou chez d'autres membres de la famille résidant à la campagne, chaque fois que possible. Ainsi, par le biais de ces visites familiales institutionnalisées, ruraux et citadins d'une même famille se connaissent bien : ce système permet de limiter le choc de l'écart culturel et de niveau de vie. Dès l'enfance, les Tananariviens savent comment on vit à la campagne, participent aux corvées de la vie quotidienne et aux travaux des champs. Par ce biais, les citadins ont donc une connaissance approfondie du monde rural.

Le système des « bonnes »³² constitue ensuite un des moyens de contact les plus réguliers et les plus étroits entre ville et campagne. La bonne tananarivienne est choisie presque exclusivement en milieu rural (car on prête aux campagnardes des vertus de docilité, des exigences salariales plus modérées et une moindre propension que les filles de la ville à être tentées par les séductions urbaines), soit dans la famille, soit par simple recrutement. L'aire privilégiée de recrutement des bonnes de Tananarive est la région d'Ambatolampy, à une soixantaine de kilomètres au sud de la capitale³³. Dans tous les cas, il s'agit de très jeunes filles (à partir d'une dizaine d'années), le plus souvent pauvres et analphabètes, hébergées dans le logement de leurs patrons, avec lesquels elles partagent tout le quotidien. Il est ainsi fréquent que la bonne habite avec le ménage dans la pièce unique. Des dizaines de milliers de jeunes femmes originaires de la campagne vivent ainsi

³¹ Le village d'origine est défini, rappelons-le, non par le lieu de naissance, mais par la présence du tombeau. Ce village est en fait le lieu du *tanindrazana*.

³² « Bonne » est le terme en vigueur pour désigner toute personne au service d'un ménage urbain, nullement péjoratif. Presque chaque ménage tananarivien a au moins une bonne à son service, en raison de leur très faible rémunération : même des ménages modestes peuvent en avoir une (elles peuvent ne percevoir que 40 000 Fmg par mois, en étant logées et nourries) ; cela n'est pas du tout perçu comme un signe de distinction sociale. C'est plutôt une manifestation de solidarité avec la famille rurale démunie : on la soulage en prenant une jeune fille chez soi, en ville.

³³ Ce système de recrutement, entre la capitale et une région rurale défavorisée, évoque les liens entre Paris et la Bretagne au XIX^e siècle. On observe ainsi une certaine universalité de modes de fonctionnement socio-spatiaux.

en ville pendant quelques années, avant de rentrer chez elles, à moins de s'installer à Tananarive.

Derrière ce thème de la circulation des bonnes se profile une question de rapports de domination : le plus souvent, de tels rapports employeurs/employés se calquent sur la hiérarchie castes libres (les *Fotsy*) / descendants d'esclaves (les *Andevo* ou *Mainty*³⁴). Il existe en effet des liens très étroits et très subtils qui unissent les descendants d'esclaves ruraux et les *Fotsy* citadins. Après la suppression de l'esclavage en 1896, une partie des esclaves libérés sont restés en tant que métayers au service de leurs anciens maîtres. En Imerina, cette situation s'est pérennisée au fil des générations, si bien que la situation sociale des campagnes n'a guère évolué³⁵. Evoquons brièvement les principales caractéristiques des droits et devoirs réciproques des propriétaires urbains absentéistes et des métayers³⁶ :

- les descendants d'esclaves, liés à une famille *fotsy*, sont chargés de la garde et de l'entretien du tombeau, ce qui leur vaut le surnom péjoratif de *valala fiandry fasana*, littéralement « les sauterelles qui gardent le tombeau ». Cette fonction leur confère un pouvoir symbolique très important : les propriétaires citadins sont contraints d'entretenir des rapports étroits avec ces personnes, d'apporter régulièrement des cadeaux (vêtements, médicaments, etc.)... En cas de négligence prolongée dans l'entretien de ces liens, l'accès au tombeau pourra leur être refusé ou compliqué. Ainsi s'explique le fait que les Merina vivant à l'étranger se précipitent dans le village où se trouve leur tombeau, à peine arrivés à Madagascar au bout d'une absence de plusieurs années.

- outre ce rôle éminemment symbolique, les métayers s'occupent naturellement des rizières. Les propriétaires viennent régulièrement surveiller les travaux agricoles et toucher leur part de récolte le moment venu, très variable selon les cas (elle est parfois purement symbolique). De nombreux propriétaires de rizières, reçues en héritage, participent eux-mêmes à la récolte. Tananarive est donc une métropole dont tous les habitants sans exception connaissent parfaitement la manière de cultiver le riz : le savoir paysan est profondément ancré chez les citadins.

Ainsi, la grande majorité des ménages *fotsy* de la capitale entretient ce type de liens avec un village. Tous évoquent l'importance des rapports sociaux, insistant sur le fait que les métayers leur sont indispensables et qu'il faut donc les ménager : Tina, *andriana*, explique que sa famille a des métayers à Imerinamanjaka (10 km au sud sur la RN 7) :

« On va à la campagne pour aider ceux du village : on apporte de l'argent, de la nourriture, des vêtements. Ce ne sont pas des havana mais des "gardiens du village", ce sont des métayers³⁷ »

³⁴ Voir chapitre VIII, introduction du III, pour ces précisions terminologiques.

³⁵ De nombreux Malgaches voient dans ce système qui maintient les rapports de domination de génération en génération la cause principale du blocage du développement rural : le métayage bloquerait toute innovation, d'autant plus que les descendants d'esclaves préféreraient leur statut actuel, qui leur garantit la protection et l'assistance des propriétaires *Andriana* ou *Hova* en cas de coup dur, à une autonomie jugée trop incertaine, dans un pays où il n'existe aucune forme de protection sociale pour les paysans.

³⁶ On ne détaillera pas ici cette question qui ne relève pas directement de notre propos : on préférera se concentrer sur ses aspects géographiques. A notre connaissance, il n'existe curieusement pas d'ouvrage sur la question des rapports entre propriétaires urbains et métayers. On formulera ici l'hypothèse que la question demeure, si ce n'est taboue, du moins très délicate à aborder dans la société malgache. Le lecteur intéressé trouvera toutefois une approche du sujet dans la thèse de C. RAMIARISON, 1995, *Urbanisation et mutations foncières dans le nord-est d'Antananarivo*.

³⁷ L'entretien a eu lieu en français. On notera que jamais mon interlocutrice, appartenant à une élite cultivée, ne prononce le terme d'*Andevo*, considéré comme choquant. « Métayers » est un euphémisme couramment utilisé par les élites tananariviennes pour remplacer ce terme jugé trop péjoratif par certains.

qui s'occupent des terres depuis plusieurs générations. Comme on n'a pas de famille à la campagne, ce sont eux qui nettoient le tombeau pour un enterrement ».

Mieux, les métayers sont également indispensables aux citadins, mais en ville cette fois : leurs « patrons » font appel à eux dans de multiples circonstances, en particulier quand ils ont besoin de main-d'œuvre. Plutôt que de solliciter des artisans de la ville, on fait venir de la campagne un ou plusieurs hommes, qui pour effectuer quelque réparation dans la maison, qui pour remplacer temporairement un boy ou un gardien défaillant, qui pour donner un peu d'aide pour organiser une fête. Quand un propriétaire citadin décide de faire construire en ville, il fait systématiquement appel aux métayers ruraux, moins chers et surtout jugés plus fiables ; les risques de vols, fréquents sur un chantier, sont ainsi contrés car ces rapports sont fondés sur la confiance mutuelle. Ils se transforment alors en tâcherons, et sont logés et nourris durant toute la durée de leur séjour en ville. Ainsi, alors que le citadin africain fait construire dans son village d'origine en faisant venir des artisans de la ville, le Tananarivien fait construire en ville en faisant venir de la main-d'œuvre de la campagne. La contrepartie de ce système est une lenteur caractérisée des chantiers, dépendant des transports avec la campagne, de la disponibilité des tâcherons (au moindre problème familial, ils rentrent chez eux pour une durée indéterminée)... Mais le Tananarivien préfère toujours que les choses traînent plutôt que d'embaucher des inconnus. On retrouve là la volonté de fonder tous les rapports sociaux sur un vaste réseau de connaissances. Les Tananariviens ne détestent rien tant que l'inconnu et les rapports anonymes.

Cependant, l'ensemble des Tananariviens n'est pas concerné par ce système. Il existe des ménages qui n'ont aucun lien avec la campagne : ils n'y ont ni production agricole, ni famille ; ils ne s'y rendent jamais. Ainsi, en ville haute, sept personnes interrogées étaient dans ce cas. Il existe plusieurs explications à cette situation de citadins totalement coupés du monde rural.

Tout d'abord, il peut s'agir de descendants de *Mainty*, qui ne possèdent pas de terres du fait de leur statut. Toutefois, les enquêtes menées n'ont pas suffisamment permis de mettre en évidence ce phénomène : on a rencontré des *Mainty* qui possédaient des terres ; quant aux personnes sans lien avec la campagne, il n'a pas toujours été possible d'établir si elles étaient ou non *Mainty*³⁸. En revanche, il existe de manière indubitable une autre catégorie de Tananariviens qui n'a aucun lien avec la campagne : il s'agit de personnes qui se rencontrent surtout chez les élites de la capitale. La rupture des liens peut être très récente et liée à la crise, chez des nobles paupérisés par exemple : l'impossibilité de se déplacer a pu conduire à l'abandon pur et simple de toute prétention sur les terres familiales. Si pour certains, cette distension des liens est subie, pour d'autres, la crise a servi de prétexte à une rupture en douceur de liens perçus comme pesants. Pour certains Tananariviens, l'absence d'attaches rurales peut également s'expliquer par la proximité du *tanindrazana*, situé à Tananarive ou dans ses environs immédiats. Cette situation a été rencontrée dans chaque quartier. Enfin, il existe des Tananariviens qui, depuis plusieurs générations, n'ont plus aucune attache rurale. Ce sont des familles exclusivement citadines. Caroline, consultante, explique ainsi : « *Moi, je n'ai aucun rapport avec la campagne. Il n'y a pas de paysans dans mes ancêtres, ma famille est totalement citadine. On n'a jamais travaillé nos terres, on n'a jamais eu aucun contact physique avec la*

³⁸ La question de la caste n'a pas été posée directement. Une discussion avec l'enquêteur après l'enquête a parfois permis de la déterminer, mais pas systématiquement.

terre. » Dans ses propos, on voit bien que Caroline perçoit sa situation comme atypique. Ces personnes, peu nombreuses il est vrai, ouvrent-elles la voie à la société tananarivienne de demain, une société qui serait purement citadine et qui aurait rompu ses attaches avec le monde rural ? Cette hypothèse semble peu vraisemblable. Il semble plutôt qu'il faille voir là des situations marginales, résultant d'histoires familiales particulières, et témoignant le cas échéant d'une certaine arrogance citadine de grandes familles envers un monde rural méprisé.

En dépit de ces exceptions, les Tananariviens dans leur ensemble sont très attachés à ces liens agricoles avec la campagne. Ils racontent complaisamment qu'ils aiment le goût du riz qui provient de leur rizière, qu'ils ont besoin de voir leurs terres régulièrement, que cela constitue pour eux un « *retour aux sources* », une manière de « *ne pas se couper de ses racines* »³⁹. Le cas de Patricia illustre particulièrement bien la nature de ces liens, souvent idéalisés. Patricia est expert-comptable, elle a environ cinquante ans. Lors de l'entretien, son attachement immodéré pour tout ce qui touche au monde rural et son idéalisation de celui-ci sont ressortis avec vigueur. Elle explique ainsi que pour la cuisson, elle utilise du charbon de bois et le *fatapera* car « *on préfère le goût de la nourriture et on a l'habitude de la campagne. On le met sur la terrasse* ». De même, elle rapporte des produits de la campagne, comme le *ravitoto* « *qui est meilleur quand il vient de chez nous !* ». Elle évoque ensuite l'existence de liens qu'elle qualifie de traditionnels avec la campagne : « *La campagne ? la campagne, c'est d'abord la campagne familiale* ». Le système de métayage (terres situées à 22 km à l'ouest de Tananarive) procure un apport en riz « *appréciable* ». Elle raconte : « *On y va en grande famille, on loue un minibus. On y va pour le marché* ». Par ailleurs, les liens se prolongent en ville, avec l'emploi de domestiques venus de la campagne. Des tensions se manifestent parfois car le personnel des voisins étrangers est mieux payé, mais « *chez nous, ils habitent ici, on leur paie tout, ils font partie de la famille* » : Patricia insiste ainsi sur la nature particulière de ces rapports avec la domesticité, différents d'un simple rapport économique.

Les enquêtes ont permis d'approcher la question de l'intensité des liens avec la campagne. Selon les quartiers, entre un tiers et deux tiers des personnes interrogées ont déclaré avoir une production agricole en milieu rural ou bien percevoir en nature des produits, par l'intermédiaire des métayers ou bien de membres de la famille⁴⁰. Une certaine opposition se dessine, entre les quartiers centraux (Isotry, Ankadifotsy et 67 hectares) et les quartiers « *périphériques* » ou du moins plus en retrait de l'agitation urbaine (Ivandry et ville haute) : dans les premiers, moins de la moitié des enquêtés reçoivent des produits agricoles, de quelque manière que ce soit (un tiers seulement à Isotry, environ 45 % à Ankadifotsy et aux 67 hectares), tandis que dans les seconds, c'est plus de 60 % des personnes interrogées qui en reçoivent. On pourrait donc formuler l'hypothèse selon laquelle les liens agricoles avec le monde rural sont d'autant plus étroits que les quartiers sont demeurés soit plus traditionnels, comme la ville haute, soit sont plus proches de la campagne, géographiquement comme dans leur composition sociale (voir carte n° 9). Là encore, l'absence d'échantillon représentatif nous empêche d'aller plus loin.

³⁹ Jadis, lors de la naissance d'un garçon dans une grande famille tananarivienne, ses parents lui achetaient une rizière. Cette tradition a quasiment disparu de nos jours.

⁴⁰ Depuis plusieurs décennies, les quantités reçues ne cessent de diminuer, en raison de la parcellisation accrue des terres à la campagne, liée à l'émiettement consécutif aux partages successoraux. Une partie des Tananariviens ne reçoit d'ailleurs plus du tout de riz pour cette raison.

Les échanges ville-campagne vus à l'échelle d'une famille tananarivienne :

Madame Rajensena, 70 ans, est originaire du village de Farazato, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Tananarive, sur la RN 3. Farazato est un village familial, fondé par le défunt mari de M^{me} Rajensena, qui compte environ 70 habitants. Elle y possède des rizières, une maison, et tous ses frères y résident. Elle habite à Tanjombato, la ville à la sortie sud de Tananarive. Elle passe quelques jours par mois à Farazato, jamais plus car le problème est qu'elle ne peut laisser trop longtemps vide sa maison à Tanjombato ; de plus, ses deux fils, qui vivent avec elle, ont besoin d'elle pour qu'elle prépare les repas. Dans ses voyages mensuels, ses fils l'accompagnent en voiture. Ils vont prendre leurs sacs de riz, ou en achètent aux autres membres de la famille, quand leur quota est épuisé. Tout le riz consommé en ville provient donc de Farazato. Ces voyages sont également l'occasion de rapporter des *voandalana* (cadeaux) donnés par les villageois : lait, miel, haricots, tubercules, maïs, etc. Réciproquement, des villageois se rendent fréquemment à Tananarive, profitant du passage de la voiture, pour acheter des marchandises qu'ils revendront à la campagne (des postes de radio par exemple), pour s'occuper de la maison de Tanjombato où ils sont hébergés... Ils séjournent entre quelques jours et quelques semaines dans la capitale.

M^{me} Rajensena est la seule de la famille qui ait fait des études : elle était institutrice. Sa petite-fille est professeur, alors que ses cousins germains sont paysans. Ce système d'échanges intenses et réguliers permet donc de ne pas couper les ponts entre les citadins plus instruits et le reste de la famille au village.

Carte n° 9

Ainsi, les Tananariviens dans leur très grande majorité font partie d'un système socio-spatial qui les lie intimement à un village merina. Ce système se fonde sur la pérennité de l'organisation sociale pré-coloniale (permanence des rapports hiérarchisés entre les « castes », doublés de rapports de domination économique), sur une circulation intense entre Tananarive et la campagne merina (et réciproquement), et sur une participation active de la bourgeoisie tananarivienne à l'activité agricole du monde rural merina⁴¹.

2- Des liens symboliques très forts

Les Tananariviens ne se contentent pas de régler des affaires avec leur village : une partie importante de leur vie sociale et religieuse au sens large se déroule également à la campagne.

Les campagnes de l'Imerina accueillent tout d'abord les « fêtes ancestrales » ou cérémonies traditionnelles : *famadihana*, circoncision parfois, enterrement. On a vu au chapitre III (III, D, 2) que ces fêtes étaient l'occasion de déplacements familiaux de grande ampleur. Elles mobilisent également l'épargne citadine. Les fêtes organisées par les citadins animent donc et font vivre de nombreux villages durant l'hiver austral.

Les pratiques chrétiennes constituent également un facteur de maintien de liens très particuliers et très étroits de la capitale avec le monde rural. Le champ des personnes concernées est cette fois plus restreint, car seuls les protestants sont liés à des temples ruraux. De plus, ce sont souvent des familles relativement aisées qui participent à ces pratiques : il existe dans l'esprit des Tananariviens une association entre la bourgeoisie et le protestantisme, association qui, bien qu'elle ne soit pas systématique, reste néanmoins valable en grande partie. Les élites protestantes sont donc liées à un temple rural, et ce depuis le XIX^e siècle (voir chapitre premier, II, A, 3). Ces liens revêtent des formes diverses.

Tout d'abord, un certain nombre de ménages tananariviens fréquentent exclusivement un temple sis à la campagne, souvent dans un rayon d'une dizaine de kilomètres au maximum autour de Tananarive. Cette pratique, assez minoritaire, est considérée comme très snob par les Tananariviens, y compris par les autres protestants. Toutefois, dans chacun des cinq quartiers enquêtés, quelques personnes se sont trouvées dans ce cas : jamais plus de cinq par quartier, soit moins de 10 % des personnes interrogées.

D'autres fréquentent habituellement un temple tananarivien, mais le délaissent pour les grandes fêtes religieuses, au profit du temple rural auquel ils sont rattachés, le plus souvent de manière familiale. La fréquentation des citadins est pour ces paroisses rurales le seul moyen de financer des travaux d'entretien des édifices culturels, et de recueillir des fonds pour les villageois. Aussi la participation des citadins est-elle sollicitée par divers moyens, notamment à l'occasion des fêtes chrétiennes. Pour la plupart des protestants de la capitale, ces fêtes sont l'occasion de donner encore plus de faste qu'à l'ordinaire au culte dominical, mais cette fois à la campagne⁴². Des centaines de personnes

⁴¹ En revanche, l'activité citadine en matière de développement est très faible. Contrairement à ce qui se pratique dans d'autres pays pauvres, la bourgeoisie tananarivienne n'a que très exceptionnellement financé l'électrification, l'installation de pompes, etc.

⁴² Où l'on assiste alors au spectacle cocasse de Tananariviennes qui abîment leurs escarpins dans la latérite des chemins.

affluent alors vers ces églises rurales, assistent au culte et à une vente aux enchères (la *vokatra*, destinée à rassembler des fonds pour la paroisse), puis partagent un repas. Bien souvent, des réunions de préparation organisées par les associations familiales ont déterminé la participation de chacun à ce repas et aux enchères de la *vokatra*. Les festivités peuvent parfois s'étaler sur deux jours, comme lors de la Pentecôte. Ainsi, pour les protestants tananariviens, les fêtes religieuses constituent un moment fort de la sociabilité. Les pratiques religieuses se déroulent donc à la fois à la ville et à la campagne et ne peuvent se concevoir sans ce volet rural. A l'inverse, certaines églises tananariviennes ont intégré des pratiques typiquement rurales, comme la célébration de la fête des prémices du riz. Le cas a été évoqué par des personnes interrogées sur la ville haute.

Ces pratiques religieuses rurales des citadins s'appuient également sur une autre structure, tout aussi fondamentale dans la vie des Tananariviens : ce sont les associations de *zanaka ampielezana*, littéralement « les enfants de ceux qui sont dispersés ». Les *zanaka ampielezana* rassemblent en fait toute la diaspora d'un village. De ce fait, ces associations d'originaires sont souvent fondées sur une base familiale, mais pas exclusivement. Les *zanaka ampielezana*, très actives, comptent des dizaines, voire des centaines ou des milliers de membres, dispersés entre Tananarive, le reste de Madagascar, et l'étranger, d'où l'association, si elle est puissante, organise le rapatriement du corps des défunts. Elles organisent des réunions régulières, des bals à Tananarive pour recueillir des fonds destinés au village, fonds qui serviront à des œuvres de bienfaisance ; elles s'investissent dans l'organisation des grandes fêtes chrétiennes⁴³. Leur puissance peut s'apprécier à l'aune de leur capacité à lever des fonds : l'association d'originaires de Namehana, un village prestigieux (site royal) situé à quelques kilomètres au nord-est de Tananarive, permet au temple d'avoir un budget de trois à quatre millions de francs malgaches par mois, selon les estimations de L. Ravelojaona. Pour financer la construction d'une tribune à l'intérieur du temple, douze millions de francs malgaches ont été rassemblés en une matinée de collecte : il s'agit d'une somme considérable. Selon L. Ravelojaona, les participants rivalisent pour exhiber leur aisance et leur dévouement pour le village.

Les *zanaka ampielezana* peuvent même jouer un rôle politique. Ainsi, le maire de Tananarive, Marc Ravalomanana, s'investit beaucoup dans son village natal, Imerinkasinina, situé à une quinzaine de kilomètres à l'est de Tananarive. Il s'agit d'un village qui compte moins de cent habitants, mais qui vient de voir son église, surdimensionnée, entièrement rénovée, et dotée de bancs en palissandre coûtant un million de francs malgaches l'unité (entretien avec le gardien de l'église, juillet 2001). On ne peut comprendre l'envergure de cette église ni l'intérêt dont elle fait l'objet si l'on ignore le phénomène de la *zanaka ampielezana* qui la remplit à chaque grande occasion, et si on méconnaît qu'un homme politique puissant en est originaire. Le petit village d'Imerinkasinina a été au centre de l'actualité en juillet 2001 car Marc Ravalomanana l'a choisi pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de fin 2001, devant une église comble : une candidature nationale a été lancée depuis le seuil de l'église d'un petit village merina. On voit à quel point le milieu rural et son réseau chrétien sont intégrés à la vie de la capitale.

⁴³ Sur les associations d'originaires d'un village, voir la maîtrise de L. RAVELOJAONA, 2001, *Les enfants en dispersion par rapport à leur village d'origine : l'exemple de Namehana*, Université Paris VII.

Il apparaît donc très nettement que la participation de nombreux citoyens à des associations d'originaires ne les coupe aucunement de la vie citadine, bien au contraire : être membre oblige à un certain nombre d'activités qui se déroulent en ville, qui imposent des réunions, des déplacements, le cas échéant des démarches (comme louer une salle par exemple). Les *zanaka ampielezana* ne contrarient donc pas du tout le développement de la citadinité, comme on aurait pu le penser de prime abord et comme ce peut être le cas en Afrique, ainsi que le montre P. Gervais-Lambony à propos des associations villageoises de Lomé⁴⁴. A Tananarive, on voit une fois encore que les pratiques empruntent aux deux espaces, rural et urbain. Ce sont même les personnes les plus intégrées socialement en ville qui participent le plus activement à ces associations : c'est le cas de la grande bourgeoisie protestante tananarivienne. L'affirmation de liens étroits avec la campagne constitue un élément fondamental de la citadinité tananarivienne.

D- La nuit tananarivienne, révélatrice de l'ambiguïté des pratiques

La nuit reflète toutes les ambiguïtés des pratiques spatiales des Tananariviens. Si l'on compare Tananarive au reste de Madagascar, en particulier aux autres villes, l'affirmation de son urbanité, de sa vocation métropolitaine et de son ancrage dans une modernité occidentale apparaît avec vigueur. Mais si l'on compare Tananarive à d'autres grandes villes du monde, c'est au contraire la modestie de sa vie nocturne qui surprend : la nuit révèle Tananarive, entre ambition métropolitaine et modestie réelle, et fait apparaître la bourgade rurale derrière la grande ville.

1- La nuit dans une capitale métropolitaine

Pendant la II^e République, la nuit à Tananarive était un temps mort, sauf pour les rares actifs nocturnes, chiffonniers et gardiens notamment. Rares étaient les voitures à circuler et personne ne sortait le soir. Dès la nuit tombée, tout le monde rentrait vite chez soi, par peur de se faire agresser dans des rues mal éclairées. Une traversée nocturne de la ville offrait alors un paysage sombre avec peu de lumières, des rues désertes et pour seul bruit les aboiements des chiens errants. Les Tananariviens aisés et les touristes se rendaient exclusivement en voiture et de préférence en groupe dans le centre-ville, où se trouvent les boîtes de nuit fréquentées par les prostituées. La nuit n'appartenait plus aux habitants.

Depuis 1995, de nets progrès ont été réalisés en matière de sécurité, aussi bien dans le centre-ville en raison d'une vigoureuse politique municipale d'expulsion des 4^emis (sans-abri) et de renforcement de la présence policière, que dans les quartiers où de réels efforts ont été réalisés en matière d'éclairage des escaliers et ruelles, où des rondes de nuit ont été mises sur pied par des *fokontany*. En quelques années, la situation a donc nettement évolué. Désormais, jusqu'à environ vingt heures, les rues commerçantes des quartiers peuplés restent très animées, les habitants fréquentant les épiceries pour y boire

⁴⁴ « Ces associations de ressortissants sont un facteur d'intégration en ville parce qu'elles permettent aux citoyens de s'insérer dans un réseau social urbain, mais elles sont aussi un facteur bloquant une citadinisation véritable puisqu'elles sont souvent calquées sur des structures villageoises (...) et qu'elles sont par nature plus tournées vers la région d'origine que vers la ville (...). A travers l'association, c'est surtout le lignage villageois qui exerce son influence sur les citoyens. » (GERVAIS-LAMBONY P., 1994, *De Lomé à Harare : le fait citadin*, p. 279).

du rhum, effectuant des achats alimentaires ; les étals de *masikita* (brochettes) polarisent également l'animation. Ainsi, en quelques années, les Tananariviens ont gagné sur la nuit un début de soirée quelque peu agréable et parfois synonyme de détente. La vie nocturne à Tananarive connaît donc une nette évolution vers la normalité.

Cette impression se confirme quand la soirée avance. Des bars-restaurants musicaux appelés « cabarets », fréquentés par les Tananariviens aisés, sont ouverts en soirée, comme le Misty, célèbre cabaret de jazz sur la route circulaire, ou le Caveau, institution tananarivienne et déjà haut-lieu nocturne sous la colonisation. Le plus célèbre est sans doute Le Glacier sur l'Avenue de l'Indépendance, repère des aventuriers de toute sorte, où des concerts de *salegy*, musique dansante du nord de Madagascar, sont organisés tous les week-ends. Le guide *Tana, Cultures 2000* souligne bien ce renouveau de la vie musicale nocturne à Tananarive, inconnue depuis les années soixante : « Renaissance de la vie nocturne, ou faire le manala azy. Pour renouer avec une tradition, ou bien parce que c'est agréable de sortir le soir, les cabarets invitent les noctambules (...) à écouter de la musique sous toutes ses formes. » (p. 39)

Dans certains quartiers populaires, de plus en plus de bars sont ouverts jusqu'à minuit environ. Les 67 hectares sont particulièrement animés en raison de l'importance numérique des côtiers, qui vivent plus tard que les Merina. Ainsi, de nombreuses gargotes *sakalava*⁴⁵ ou comoriennes proposent des plats de poisson frit au carry très réputés pour seulement 3 000 Fmg. C'est devenu une sortie appréciée des Tananariviens des environs.

Dans quelques quartiers centraux très spécifiques se concentre la vie nocturne de la cité, autour des bars, boîtes de nuit, et des épicerie-bars et gargotes. Ces quartiers nocturnes animés sont Antaninarenina, Tsaralalana, Behoririka, Mahamasina, et Andohalo (voir carte n° 10). « *La tournée d'un groupe de jeunes, toujours en voiture, commence à Behoririka, où l'on s'approvisionne en alcool pour la nuit : on fait le plein en bouteilles que l'on charge dans la voiture, dans des épicerie ouvertes toute la nuit, puis on arrête la voiture, on fait hurler la musique et on boit à l'intérieur* », explique un jeune homme. La voiture est alors garée à Antaninarenina, où les voisins sont peu nombreux. Il s'agit d'un mode de distraction apprécié, dont plusieurs hommes ont fait état dans les enquêtes, à Ankadifotsy et aux 67 hectares. Plus tard dans la nuit, les noctambules vont se restaurer, dans les petites échoppes (*hôtely*) qui occupent l'escalier qui relie Antaninarenina à Analakely, proposant des *masikita* et des plats de riz jusqu'à quatre ou cinq heures du matin. Certains se rendent ensuite en boîte de nuit, ou fréquentent les prostituées, qui hantent les jardins d'Antaninarenina et d'Andohalo, rares espaces urbains propices à cette activité, le quartier de Tsaralalana, et enfin, à Antanimena, le club CCN. A Tsaralalana, la prostitution est très structurée : elle se déroule aux alentours de la discothèque Indra, à la réputation sulfureuse, de l'hôtel Mellis, ou dans l'avenue bordée de palmiers à Antsahavola, réservée aux jeunes filles récemment arrivées à Tananarive, issues des provinces ou de la campagne ; les gardiens y louent leur abri en bois pour quelques heures. Antaninarenina est le lieu de rencontre des travestis et des homosexuels. Ceux qui n'ont pas trop bu vont à Mahamasina à plusieurs voitures, pour « faire la pointe », activité qui consiste à faire des tours de stade le plus rapidement possible. L'Avenue de l'Indépendance est également prisée pour ces rodéos, qui entraînent parfois de violentes collisions relatées dans les quotidiens du lendemain. A Mahamasina également, se trouvent des épicerie et des bars ouverts la nuit et fermés le jour. Certains terminent leur nuit à Behoririka, le long de la rue qui passe sous le pont, où des *hôtely* proposent des

⁴⁵ Ethnie de la côte ouest de Madagascar.

têtes de porc appelées « *loaks* », met extrêmement gras et dont la consommation est associée dans l'esprit de tout Tananarivien aux souleries nocturnes. Pouvoir ainsi se restaurer en pleine nuit constitue un signe tangible d'une urbanité développée.

Toute cette évolution date de moins de dix ans, depuis la libéralisation politique et sociale et l'autorisation d'ouverture de nuit. De plus en plus de bars et gargotes sont ouverts, souvent par des fonctionnaires qui ont besoin d'un revenu complémentaire. L'animation autour d'Antaninarenina, de Behoririka, de Mahamasina témoigne bien d'un renouveau de la vie nocturne, d'une certaine libéralisation, et d'une aisance économique pour une petite minorité de Tananariviens.

Carte n° 10

Les bruits de la nuit reflètent également l'évolution socio-économique de la ville : alors que la circulation était limitée aux camions, qui n'ont l'autorisation de traverser la ville qu'entre vingt heures et six heures du matin, on entend désormais des voitures puissantes faire des pointes de vitesse sur les routes remises en état, ainsi que des deux-roues qui font leur apparition dans la jeunesse aisée de la capitale. Les taxis circulent désormais toute la nuit. La circulation nocturne évolue ainsi lentement vers un niveau normal pour une capitale, alors qu'on se serait cru naguère dans une bourgade de province.

Pour beaucoup de Tananariviens, en particulier ceux originaires de la campagne, le symbole de la ville est ses lumières : dans les enquêtes, l'expression « *Antananarivo mirehitra jiro* » (ville lumière, qui brille de mille feux) revient fréquemment. Le contraste est en effet saisissant entre la capitale et les campagnes bien sûr, pour l'essentiel plongées dans l'obscurité, mais aussi avec les autres grandes villes du pays où l'éclairage est indigent, voire inexistant⁴⁶. Plusieurs personnes interrogées déclarent que Tananarive est une belle ville... surtout la nuit.

Or, cette fascination ne s'explique qu'à l'échelle de Madagascar. En effet, pour un observateur extérieur, c'est au contraire la faiblesse de l'éclairage urbain qui frappe. Peu de monuments publics sont éclairés, et rares sont les bâtiments privés qui le sont (quelques sièges sociaux, l'hôtel Hilton). Quand on arrive de nuit à Tananarive par la route de l'aéroport, qui offre une vue sur toute la longueur des collines de la ville, c'est bien le manque de lumière qui frappe : loin de ressembler à une capitale ou à une ville d'importance moyenne, la *skyline* de Tananarive évoque plutôt celle d'une petite ville européenne. Tananarive la nuit est une ville sombre, où la consommation de lumière est réduite au minimum. Nul ne ressent le besoin de valoriser le paysage nocturne de la ville. Pour quel public cela serait-il fait, il est vrai ? En effet, l'évocation de la vie nocturne qui précède ne doit pas conduire à surestimer l'importance de celle-ci. Les Tananariviens ont tout d'abord tendance à exagérer l'activité nocturne dans les années soixante, idéalisées comme un véritable âge d'or, comme pour ce qui relève du paysage urbain. En effet, à cette époque déjà, la vie nocturne était très limitée et les sorties, peu nombreuses, ne concernaient qu'une élite. L'offre actuelle de distractions nocturnes n'a en fait pas de précédent : progressivement, une fraction des Tananariviens s'approprie la nuit, attitude inédite. Ces pratiques nouvelles sont toutefois marginales à l'échelle de l'ensemble de la population. La nuit tananarivienne porte bien des marques très fortes de ruralité...

2- La persistance nocturne de marques de ruralité

Passé vingt heures, c'est une impression de ville morte qui prévaut, sauf dans les quelques quartiers centraux évoqués ci-dessus : l'activité cesse brutalement, tout le monde est rentré, le calme règne⁴⁷. Significativement, les concerts d'artistes populaires auprès des

⁴⁶ Dans la plupart d'entre elles, il faut se promener à la nuit tombée avec une lampe électrique, même en plein centre-ville, comme à Fort Dauphin, à Morondava...

⁴⁷ L'atmosphère nocturne des rues après l'auto-proclamation de Marc Ravalomanana comme Président a singulièrement contrasté avec d'habitude. Les journaux ont relaté les veillées sur les barrages de fortune érigés dans les rues menant aux endroits stratégiques de la ville, comme la résidence de M. Ravalomanana : installation de buvettes et de barbecues, organisation de prières collectives, de chants et de danses, de parties de cartes... On a ainsi assisté au paradoxe d'une ville sous couvre-feu, qui n'avait jamais été tant animée la nuit.

jeunes ont toujours lieu vers dix-sept heures, jamais dans la soirée. De même, le centre culturel français, qui pourtant accueille un public motorisé, programme ses films à dix-neuf heures, et les représentations de théâtre classique malgache à la *tranompokonolona* d'Isotry ont lieu le dimanche après-midi : l'insécurité, mais aussi le mode de vie tananarivien, ont laissé leur empreinte sur l'horaire des manifestations culturelles.

A l'instar des ruraux, les Tananariviens ont en effet conservé l'habitude de se coucher très tôt, entre vingt heures et vingt et une heures pour la plupart, et bien avant pour une importante minorité (vers dix-neuf heures, parfois) : c'est la raison principale qui explique la morosité de la vie nocturne à Tananarive. A Ankadifotsy, à Isotry, et plus encore à Ivandry (dans la partie populaire, pas chez les habitants des villas) et en ville haute⁴⁸, plus des deux tiers des personnes interrogées se lèvent avant cinq heures trente et se couchent avant vingt et une heures. La nuit appartient désormais à nouveau aux brocanteurs, aux marginaux et aux fêtards. Il est très mal vu pour une jeune fille ou une femme d'être seule dehors passé vingt heures. Les quartiers sont alors très calmes, calme renforcé par le manque fréquent d'éclairage public.

La nuit est enfin le domaine des *mpamosavy*, ces femmes qui sortent nues, le corps oint d'huile pour échapper à leurs éventuels poursuivants, et qui vont danser sur les tombeaux. Inoffensives, elles hantent l'imaginaire populaire et participent à la peur de la nuit perceptible chez de nombreux Tananariviens, sans toutefois que cette répulsion atteigne la terreur des ruraux, littéralement paralysés à l'idée de sortir de chez eux la nuit⁴⁹. On accuse souvent toute vieille femme pauvre vivant seule d'être ainsi une « sorcière ». Certains quartiers en abritent plus que d'autres et sont connus pour cela : Tsiadana, et Ankatso naguère, avant que le quartier ne s'enrichisse et ne se couvre de belles villas, où il ne fallait pas passer à pied dès la nuit tombée. On en trouve également à Isotry. Il apparaît donc que ce phénomène s'identifie de manière privilégiée aux quartiers *mainty* et défavorisés, ou bien à ceux en marge de la ville. Les quartiers proches du cimetière d'Anjanahary sont également concernés : à Soavinandriana, les habitants ont peur de sortir la nuit et de croiser des *mpamosavy*. Une *mpamosavy* arrêtée la nuit par plusieurs personnes risque d'être assassinée, lapidée et rouée de coups. Toutefois, la fréquence d'apparition de ces « sorcières » aurait décliné depuis vingt ou trente ans, sans que les gens puissent bien expliquer pourquoi. Une femme raconte l'exemple suivant : il y a une vingtaine d'années, elle recrutait des jeunes filles de la campagne pour garder ses enfants. Or, elle habite dans une grande maison traditionnelle en pleine ville, avec un grenier. Les jeunes filles quittaient toutes la maison au bout de quelques jours, terrorisées par les dimensions de la maison qui était, selon elles, un repère de *mpamosavy*.

La nuit s'achève tôt à Tananarive, bien avant le lever du jour, comme à la campagne, sans que le mode de vie urbain ne le justifie vraiment : dès trois heures trente, on s'active dans certaines maisons, et vers cinq heures trente, on peut considérer que la plupart des gens sont levés. Se lever plus tard est considéré comme une anomalie. Ce petit matin voit se déployer une activité intense, mais lente et silencieuse : les femmes préparent le petit déjeuner en faisant cuire le riz, partent faire la queue pendant parfois une heure à la borne-fontaine dans certains quartiers, commencent à balayer la maison ; les

⁴⁸ En ville haute, c'est 80 % des enquêtés qui se lèvent entre 4 h et 5 h et se couchent entre 18 h (un cas, exceptionnel, n° 5) et 20 h.

⁴⁹ Les Merina, aussi bien ruraux que citadins, développent en effet une véritable phobie de la nuit, domaine des esprits nuisibles et des marginaux (bandits...).

lavandières s'activent aux lavoirs publics. Beaucoup de temps est ainsi consacré à ces activités matinales traditionnelles, sans qu'une nécessité impérieuse n'y préside : la plupart des gens se lèvent très tôt par habitude. A part les gargotiers et les commerçants dans les marchés, peu de gens ont réellement besoin de commencer leur journée aussi tôt, celle-ci réservant par la suite de vastes temps morts. Ainsi, des activités de nature urbaine s'intègrent dans une grille horaire demeurée très proche de celle du monde rural.

Conclusion II

Au regard de certaines pratiques de l'espace des Tananariviens, il apparaît qu'il existe bien une manière citadine de vivre la ville et que celle-ci est assez largement partagée. Des migrants récents peuvent faire partie d'associations sportives, la plupart ont adopté les critères vestimentaires citadins, toutes les catégories sociales s'adonnent au lèche-vitrine la veille des grandes fêtes, etc. Mais il existe en même temps une manière rurale de vivre la ville, qui s'incarne de multiples manières et qui en général apparaît rapidement à l'observateur étranger tant elle est présente dans la vie quotidienne des Tananariviens.

Or, ce qui fait précisément l'originalité de l'identité tananarivienne, c'est que ces deux types de pratiques, empruntant à la fois au monde urbain et au monde rural, ne sont pas antithétiques, au contraire : ces deux volets constituent en fait deux modalités de vivre la ville, non concurrentes mais complémentaires. Chaque Tananarivien, ou presque, vit au quotidien avec ces deux échelles spatiales, passant sans le savoir de l'une à l'autre. Ainsi, les pratiques rurales sont intégrées dans un mode de vie par ailleurs pleinement citadin. C'est ainsi que des assertions valables pour des villes d'Afrique noire s'avèrent fausses à Tananarive : « C'est parmi ceux qui n'ont pas de liens avec une zone rurale ou qui rejettent ces liens que l'on rencontre les comportements les plus nettement citadins » écrit P. Gervais-Lambony à propos de Lomé⁵⁰ : on ne peut absolument pas transposer ce constat à Tananarive, où l'un n'exclut aucunement l'autre. Les Tananariviens jouent en fait sur les deux types d'espace. Cette identité qui fonctionne à plusieurs échelles spatiales participe de l'originalité de Tananarive par rapport aux villes d'Afrique.

Il faudrait toutefois se garder d'une conclusion trop rapide, qui postulerait que cette double spatialité des pratiques est vécue sans tensions ni contradictions par les Tananariviens. Deux éléments, que l'on avait mis en évidence au chapitre II, nous conduisent à écarter cette hypothèse : le sentiment de supériorité citadine par rapport aux ruraux, et la volonté farouche de se démarquer de ces attaches rurales vis-à-vis de l'extérieur, comme la recherche de l'élégance le prouve. Si les pratiques tananariviennes sont marquées par la ruralité, une partie importante des citadins tente ainsi de minimiser cette empreinte et s'efforce de mettre en avant des attitudes considérées comme spécifiquement citadines. Les Tananariviens développent donc un comportement ambigu sur cette question de la différenciation par rapport au milieu rural, tantôt valorisant la proximité des deux mondes, tantôt s'efforçant de creuser la distance culturelle. Ces ambiguïtés, révélatrices d'une citadinité peu sûre d'elle-même, mal affirmée par rapport à la ruralité, se retrouvent également au niveau des représentations de la ville, qui révèlent des concurrences au niveau des références spatiales, mais aussi dans les pratiques et représentations du quartier (chapitre V) et de l'espace domestique (chapitre VI). Pour

⁵⁰ *Ibid.* p. 228.

l'heure, c'est au domaine de la confrontation des différentes représentations de l'espace urbain qu'on va s'intéresser.

III- L'AMBIVALENCE DES REPRESENTATIONS SPATIALES IDEALES DES TANANARIVIENS

L'examen des paysages (*supra*, I) et des pratiques de l'espace (*supra*, II) a révélé à quel point les différences entre ville et campagne, et entre citadinité et ruralité, s'avéraient délicates à manipuler à Tananarive. Ce n'est pas parce que le paysage semble rural qu'on ne se sent plus en ville, ni parce que les Tananariviens adoptent des pratiques rurales qu'ils ne se sentent pas citadins à part entière. Bien au contraire, ce qui rend fascinant l'examen des pratiques et des représentations de l'espace à Tananarive, c'est bien le fait que les Tananariviens se trouvent pris dans des contradictions parfois inextricables : plus que nombre de citadins africains, ils aiment leur ville, le mode de vie qu'elle offre par ses facilités et ils en profitent. Il existe une véritable citadinité tananarivienne qui s'exprime de multiples manières. Tananarive n'est pas pour ses habitants « le monde des autres »⁵¹, mais bien leur ville, qui correspond à un mode de vie malgache. On pointe donc ici une distorsion entre les pratiques quotidiennes de la ville d'une part, et les représentations idéales de l'espace d'autre part : entre le concret et le symbolique, les Tananariviens développent des discours contradictoires, qu'il faut tenter d'explicitier. On voudrait donc ici vérifier la cohérence entre les pratiques de la ville et ses représentations : il semble bien plutôt qu'il faille souligner le décalage important entre les deux. Les espaces dont rêvent les Tananariviens ne correspondent que très imparfaitement à ceux qu'ils vivent.

A- La valorisation de la ville : la reconnaissance des avantages urbains

1- Un attachement indéniable aux avantages de la ville

Les Tananariviens développent un vif intérêt pour les avantages offerts par la ville, dont ils ont pleinement conscience. On se fondera ici sur les réponses aux questions : « Si vous en aviez la possibilité, aimeriez-vous vivre à la campagne, pourquoi ? », « Aimez-vous vivre à Tana, pourquoi ? », et « Trouvez-vous que Tana, c'est beau ? ».

80 % des personnes interrogées, tous quartiers confondus, ont déclaré aimer vivre à Tananarive. Ce taux de satisfaction très élevé, même s'il comprend un certain nombre de réponses convenues ou de réponses données faute d'opinion clairement formulée, n'en est pas moins significatif : les Tananariviens aiment leur ville, on l'avait déjà vu à propos de la perception du statut de capitale (voir chapitre II, III, B, 1), et plus encore, ils aiment y vivre.

La première des raisons avancées est qu'on peut bien y gagner sa vie et y trouver du travail. Les Tananariviens ont une conscience aiguë des avantages urbains en matière économique, qu'ils soient résidents de souche ou migrants récents : tout le monde sait à quel point la vie est difficile et précaire à la campagne, où la subsistance alimentaire n'est pas toujours assurée. Cette préoccupation est à un tel point présente qu'elle occulte souvent toute autre considération sur la ville. Ainsi, la question « Trouvez-vous que Tana, c'est beau ? » n'a bien souvent pas été comprise : pour nombre de mes interlocuteurs, la question de l'aspect esthétique de la ville n'a pas de sens ; ils ont alors compris la question ainsi : « Trouvez-vous que la vie est facile à Tana ? », la beauté de la ville s'apparentant

⁵¹ « Le phénomène urbain n'est pas assumé comme une dimension de l'existence. Dans ce sens, nous sommes des étrangers dans nos villes » (ELA J.-M., 1983, *La Ville en Afrique noire*, p. 70).

pour de nombreux Tananariviens défavorisés aux possibilités économiques qu'elle offre. En contrepoint, la difficulté de la vie à la campagne a été soulignée : il est très difficile d'y gagner de l'argent. « *Tana me fait vivre* » (Ankadifotsy n° 18, un charbonnier) est un point de vue largement partagé.

Gagner de l'argent, disposer de trésorerie, permet surtout d'accéder à un certain nombre de produits et de services que seule la ville peut offrir. De nombreux Tananariviens ont ainsi justifié leur préférence pour la vie en ville par la proximité et la densité des équipements sanitaires, alors qu'à la campagne, il faut souvent marcher plusieurs heures pour se rendre au dispensaire ou chez le médecin, par l'accès généralisé à l'éducation pour les enfants (conscience de la variété de l'offre, en dépit du coût de la scolarité), par les possibilités d'éveil qu'offre la ville pour les enfants : des mères de famille ont expliqué qu'elles étaient contentes des activités pratiquées (chorale, scoutisme, spectacles gratuits organisés de temps à autre par la municipalité...). L'idée que la ville permet un meilleur développement humain (meilleure alimentation, meilleure santé, meilleure éducation, plus d'éveil, plus de distractions, moindre propension à l'oisiveté...) est largement partagée ; ce y compris dans les milieux les plus modestes et chez la plupart des migrants ruraux, même ceux qui ne sont venus que dans l'optique d'économiser avant de retourner à la campagne et qui envisagent donc la ville d'un point de vue utilitariste. « *Il y a plein de ressources possibles, il y a des choses que tu ne vois pas ailleurs, l'éducation des enfants y est meilleure* » explique une femme (ville haute n° 38), « *Il y a toujours des nouveautés qui enrichissent notre connaissance et notre savoir* » (67 hectares n° 20, étudiante originaire de la région d'Antsirabe).

La ville offre également des opportunités d'accès à un confort inconnu à la campagne. L'électricité tout d'abord : environ les deux tiers des foyers tananariviens y sont branchés. « *Là-bas [à la campagne], c'est le noir, il n'y a pas de lumière électrique le soir* » (67 hectares n° 10) : ce propos exprime bien cette conscience de l'avantage urbain, dans un pays où l'électrification des campagnes n'est qu'embryonnaire⁵². Avoir l'électricité, c'est non seulement conquérir le début de soirée sur les ténèbres qui obligent à se coucher dès la nuit tombée, mais c'est aussi avoir la possibilité de posséder un téléviseur, objet encore fortement identifié au monde urbain. L'eau est en ville facilement accessible pour la quasi-totalité de la population, alors qu'à la campagne, il faut souvent déployer d'importants efforts pour s'en procurer, du fait de l'éloignement fréquent de la source. De plus, l'eau délivrée par la JIRAMA est potable et ne présente aucun risque d'infection. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cet accès à l'eau pour la population tananarivienne, gratuit de surcroît ; même pour ceux qui sont tributaires d'une borne-fontaine, la situation est infiniment meilleure qu'à la campagne, où l'eau peut par exemple être polluée, ou bien rationnée de fait. Le sentiment bien naturel de chacun est donc que « *la ville, c'est mieux équipé que la campagne* » (Ankadifotsy n° 45).

Le confort apporté par la ville, c'est aussi la sécurité, élément fondamental dans un pays traumatisé par les exactions commises en milieu rural au cours des années noires de la II^e République, quand l'Etat s'était effacé, cédant la place aux pillards et aux bandits : des vols de récolte sur pied aux grandes rafles de zébus, les paysans ont tremblé des années durant. Un homme résume bien le point de vue de nombreux Tananariviens, qui ont tous entendu des récits de ces pratiques qui ont déstabilisé le monde rural : « *A la*

⁵² De nombreux villages situés en bordure des principales routes nationales du pays, comme celle reliant la capitale à Tamatave ou la RN 7, ne sont pas encore électrifiés, ce qui donne une idée du retard du pays en la matière.

campagne, ce que tu as amassé en trente ans, un dahalo⁵³ peut le détruire en un jour » (ville haute n° 28).

Plus classiquement, Tananarive représente pour ses habitants un potentiel de consommation et de distraction inégalable dans le pays. On a vu, au chapitre II (I, B), cette fascination exercée par le rôle de vitrine commerciale de Tananarive. Rappelons-en les principaux éléments : des possibilités d'achat considérées comme illimitées en regard de la situation du pays, une grande variété des types de commerce, l'accès à des pratiques de loisirs de type occidental : fêtes foraines, terrains de sport, salle de spectacles moderne, salles vidéo de quartiers, salles de jeux vidéo, casinos... C'est en fait la diversité que la grande ville offre à ses habitants qui suscite autant d'envie et de fascination : à Tananarive, on ne s'ennuie jamais, il y a toujours quelque chose à faire, on peut toujours regarder, même si on n'a pas les moyens d'acheter. La circulation automobile peut elle-même constituer un spectacle. Elle est le témoin quotidien et vivant qu'on est en ville, au cœur de la vie, et non isolé comme à la campagne. Dans un pays insulaire, il ne faut pas sous-estimer ce rôle de Tananarive : tout ce qui rapproche Tananarive des métropoles étrangères est apprécié et valorisé, comme un fil ténu qui témoignerait que Madagascar n'est pas un bout du monde oublié de tous. Le sentiment d'isolement est un syndrome dont souffrent de nombreux Malgaches, alimenté par les émissions télévisées qui retransmettent des programmes du monde entier⁵⁴. Pour justifier leur attachement à la vie urbaine, les Tananariviens ont ainsi multiplié les déclarations :

« *C'est la ville* » (Ankadifotsy n° 24, n° 27, n° 31, Isotry n° 35, Ivandry n° 19...)

« *En tant que ville, on y trouve beaucoup de choses* » (Isotry n° 21)

« *C'est animé, il y a beaucoup de gens* » (Ankadifotsy n° 19, 67 hectares n° 2)

« *Il y a de grands immeubles, beaucoup de voitures, c'est développé* » (Isotry n° 35, un rural, et Ankadifotsy n° 34, un Tananarivien de souche : la fascination pour la modernité du paysage urbain n'est pas l'apanage des migrants récents)

« *C'est une grande ville où il y a tout ce qu'on veut / tout ce dont on a besoin* » (Ankadifotsy

n° 18, femme rurale, Ankadifotsy n° 36, Isotry n° 17, 67 hectares n° 7, Ivandry n° 34).

« *J'aime Tana parce qu'on y voit beaucoup de choses, même si je ne peux pas les acheter* »

(Ivandry n° 30)

« *Il y a beaucoup de choses à faire, de choses à acheter, beaucoup de distractions* » (jeune femme originaire de Sambava, 67 hectares n° 13).

La valorisation de la vie à Tananarive s'est également exprimée par la dévalorisation corrélative du mode de vie rural, considéré comme trop monotone, peu stimulant culturellement, en retard par rapport à celui de la ville :

« *A la campagne, il n'y a rien à faire* » (Isotry n° 23)

« *La campagne est trop calme* » (67 hectares n° 47).

2- Le refus d'une « ville rurale »

Dans la logique de la juste appréciation par les Tananariviens des avantages de la vie en ville par rapport à la campagne, il existe un discours qui valorise ce qu'il y a de

⁵³ Bandit voleur de zébu.

⁵⁴ Une amie, enseignante à l'université, me disait un jour : « *J'aime Tana, on y trouve tout ce qu'on veut, même si Madagascar est au bout du monde.* »

spécifiquement urbain dans la ville. A propos de la beauté de la ville, des Tananariviens, nombreux, ont ainsi évoqué les aspects modernes du paysage : les immeubles, le Hilton, le stade de Mahamasina. Les enfants des classes de 7^e se sont montrés sensibles à cette modernité paysagère, incarnée dans ces bâtiments célèbres, les immeubles, l'omniprésence des véhicules (un enfant a représenté un accident de la circulation) et la voirie ; des lignes électriques sont également figurées. C'est en général ce paysage urbain moderne que les enfants ont choisi de dessiner, quand ils n'ont pas privilégié un monument symbole de la ville comme le Rova ou l'une des colonnes commémoratives de la ville, ou bien plutôt un plan de la ville⁵⁵. Voir figure n° 9

Nombreux sont les Tananariviens pour qui leur ville se doit d'être une « vraie » ville, c'est-à-dire de correspondre à des critères étrangers à la culture merina et donc inspirés des conceptions occidentales. La question sur la présence des rizières en ville a permis d'identifier ces « Modernistes ». Pour ces Tananariviens, les rizières n'ont pas leur place dans une ville moderne. En vertu de ce principe, elles doivent disparaître.

« Une ville doit être construite, elle ne doit pas avoir de rizières. » (Joseph)

« Ça va contre le développement de la ville, c'est naturel qu'elles disparaissent. » (ville haute n° 46)

« Elles disparaîtront un jour ou l'autre, c'est dans l'ordre des choses. » (Ankadifotsy n° 47)

« Tana est la capitale, il ne doit pas y avoir de rizières. » (67 hectares, n° 7)

« Il faut différencier les activités de la campagne et celles de la ville. » (ville haute n° 24).

Ainsi, l'argument principal pour rejeter la présence des rizières en ville est qu'elles sont contraires à l'urbanité : le concept de ville exclut toute vocation agricole, « *C'est contradictoire en ville* » (ville haute n° 30). Pour ces Tananariviens, la ville doit correspondre à ce qu'on attend d'elle ; il ne doit pas y avoir d'ambiguïté possible avec la campagne. Position qui va manifestement à contre-courant de l'évidence paysagère : pourquoi certains habitants n'aiment-ils pas cette confusion paysagère entre l'urbain et le rural ? Il est probable que s'esquisse à nouveau la question du positionnement du Tananarivien par rapport à l'Autre : la polarisation sur une question d'ordre paysager pourrait bien dissimuler une volonté farouche de se démarquer du monde rural et de marquer sa différence de manière crispée et exclusive.

On trouve également des Hygiénistes, qui souhaitent la disparition des rizières intra-urbaines pour des raisons de salubrité : zones humides, elles apportent moustiques et maladies. De surcroît, polluées, elles produisent des denrées impropres à la consommation et potentiellement dangereuses pour la santé. Dans chaque quartier, une dizaine de personnes ont avancé ce type d'argument, témoignant d'une réflexion sur la vocation des espaces agricoles en ville. Toute approche subjective est ici bannie, ce qui est assez rare sur des questions aussi sensibles que le paysage.

Enfin, parmi les Modernistes se trouvent les Utilitaristes, pour qui les rizières stérilisent de l'espace constructible, alors qu'elles produisent peu et mal ; leur remblaiement est alors souhaité au nom de la rationalité économique. Ces Utilitaristes, conscients de la crise du logement à Tananarive, prônent alors une vaste politique publique du logement, qui verrait la construction de cités dans la plaine, comblée jusqu'à l'Ikopa.

⁵⁵ Sur les dessins renvoyant au statut de capitale de Tananarive, voir chapitre II, III, B, 1.

Quelles que soient les motivations, ce type de position demeure assez rare : en général, moins de 20 % des personnes interrogées se sont rangées dans le camp des Modernistes.

Figure n° 9

B- L'idéalisation de la campagne

A l'opposé des exemples précédents, le discours de nombreux Tananariviens sur le monde rural révèle l'existence d'un très fort courant qui valorise le mode de vie rural. La proportion de Tananariviens déclarant être prêts à s'installer à la campagne est très forte⁵⁶ :

Pourcentage des personnes interrogées se déclarant prêtes à vivre à la campagne :

Ankadifotsy : 69 %
Isotry : 82 %
67 hectares : 50 %
Ivandry : 38 %
Ville haute : 57 %

L'étude des réponses des Tananariviens à cette question a permis de distinguer quatre types d'arguments.

1- L'argument écologique

C'est le plus banal des arguments avancés, en ce qu'il n'est pas spécifique de Tananarive : des citadins des grandes villes du monde pourraient très bien développer le même type d'argument, alimenté par une nostalgie paysagère de la verdure et par les nuisances environnementales en ville. Les Tananariviens évoquent ainsi complaisamment la volonté de retrouver « l'air pur », « le calme », « l'espace », éléments qui forment un corpus universel de valeurs positives attribuées au monde rural. Ces attributs sont manifestement idéalisés : on oublie facilement qu'il faut parfois marcher plusieurs heures après un trajet en taxi-brousse pour gagner son village, qu'il est plongé dans l'obscurité dès dix-huit heures, qu'il faut aller puiser l'eau parfois loin... Toutes les contraintes matérielles sont ainsi gommées par ceux qui aiment à rêver d'une vie champêtre.

L'argument écologique porte aussi, classiquement, sur la nourriture : les produits de la campagne sont considérés comme plus frais, plus savoureux, plus sains (voir le sentiment de pollution du riz et du cresson produit en ville) et... moins chers ! Chaque Tananarivien se rendant à la campagne en revient chargé de produits frais⁵⁷. Ceux pour qui la campagne est proche de la capitale s'y rendent une fois par semaine pour faire leur marché. Tina, enseignante, explique : « *Quand je vais voir ma mère, à Itaosy [à quelques kilomètres à l'ouest de la ville], je fais le plein : c'est moins cher et c'est de meilleure qualité. Dans le temps, j'y allais exprès. Depuis cinq ans, avec les embouteillages, c'est devenu infernal.* »

Mais ces Tananariviens qui valorisent la vie à la campagne, en vertu d'une idéologie ruraliste, sont-ils véritablement prêts à renoncer à la ville et à ses avantages ? Il semble bien qu'il s'agisse là d'une forme de discours convenu, alimenté par de brefs séjours à la campagne, durant les vacances par exemple, qui sous-estime les contraintes du mode de vie rural car elles ne sont vécues que temporairement. D'ailleurs, parmi ces Ecologistes, nombreux sont ceux qui ont avoué bien vouloir vivre à la campagne... pour

⁵⁶ Il faut bien sûr tenir compte du décalage entre discours et réalité. Néanmoins, ces pourcentages demeurent étonnamment élevés, même compte tenu de ce biais.

⁵⁷ Là encore, il s'agit d'un phénomène universel dans les sociétés urbaines qui craignent de se couper de leurs origines rurales. Il suffit de penser aux Parisiens qui font vivre de très nombreux marchés ruraux le week-end dans les régions abritant des résidences secondaires.

quelque temps seulement ! Il s'agit bien là d'une perception pittoresque et folklorisée de la vie rurale.

2- L'argument économique

Plus intéressant est l'argument économique avancé par certains Tananariviens, pour qui la vie à la campagne apparaît comme une solution aux difficultés rencontrées en ville. Ces Tananariviens déclarent souhaiter s'installer à la campagne pour pouvoir se livrer à des activités agricoles. Le projet est rarement formulé explicitement : s'agit-il de produire pour l'autoconsommation familiale ? pour le marché tananarivien dont on resterait proche ? pour se distraire en vivant d'autres revenus ? Cette volonté de « retour à la terre » semble donc, elle aussi, bien floue tant le projet semble souvent peu réaliste. Ces intentions relèvent plutôt d'une stratégie de lutte contre la crise économique : si on devient producteur, on ne sera plus obligé de dépenser de l'argent pour tout acheter en ville, entend-on souvent. La campagne est perçue comme un monde où les échanges monétaires sont réduits au maximum, où chacun vit à la fois dans une sorte d'autarcie et dans un réseau de solidarité villageoise sans faille.

Mais les arguments s'avèrent réversibles quand les Tananariviens se trouvent face à la contradiction dans leur discours : en ville, il faut tout acheter, tout se monnaie (l'eau, les brèdes, que l'on peut produire soi-même à la campagne...) ; mais ils avouent également qu'à la campagne, le problème est précisément le manque de numéraire : on ne dispose que de ses produits agricoles qui se vendent mal, et on n'a pas d'argent. Or, les besoins existent : santé, transports, vêtements... Les personnes interrogées ont souvent buté sur cette contradiction.

Ces Tananariviens développent donc une vision idéalisée de la vie rurale, où l'argent serait moins présent et où les rapports entre les gens seraient différents, plus solidaires et plus chaleureux. Significativement, ce sont soit les plus défavorisés qui développent ce genre d'argument (migrants n'ayant pas réussi en ville, couches urbaines paupérisées par la crise), pour qui la campagne constitue un refuge, soit des intellectuels ou des membres des couches moyennes supérieures (professeurs, cadres...) qui ont une perception avant tout intellectuelle de la vie rurale, fortement teintée de nostalgie. L'idéologie sous-jacente est qu'il est bon de renouer avec ses origines, de mener une vie saine, plus proche de la nature, plus équilibrée qu'en ville. On retrouve à ce sujet le thème de la ville corruptrice (voir chapitre II, III, B, 2).

3- L'argument moral

De l'argument économique, le glissement est donc aisé vers l'argument moral, qui pose la supériorité de la campagne sur la ville. Il existe un discours qui valorise les valeurs attachées au monde rural, pour insister en contrepoint sur les maux de la ville corruptrice. Les Tananariviens se montrent ainsi très rousseauistes dans leur comparaison des deux modes de vie. Selon eux, à la campagne, les rapports humains seraient naturels, plus francs, l'individualisme n'y règnerait pas comme en ville ; chacun se connaît, on y vivrait dans une communauté solidaire et harmonieuse⁵⁸, dans un monde limité, à taille humaine,

⁵⁸ Il est ici fait allusion à la notion de *fokonolona*, cette communauté villageoise soudée et hiérarchisée selon des schémas très anciens. Le *fokonolona* fait l'objet d'une forte idéalisation chez les Tananariviens, qui plaquent sur cette organisation sociale la vision éthérée d'un monde rassurant et structuré.

connu et donc rassurant ; on ne devrait se méfier de personne, la sécurité y serait assurée, du moins entre membres du village. Ce serait également un monde joyeux, animé par les fêtes ancestrales qui y conserveraient toute leur vigueur et tout leur éclat, contrairement à la ville, où l'on s'éloignerait de ses racines et de sa culture. Les ruraux seraient gais, ils chanteraient et danseraient en toute occasion, alors que les Tananariviens seraient plus austères, plus sérieux.

Cette idéologie ruraliste très répandue se fonde donc essentiellement sur la valorisation de l'authenticité prêtée à la campagne. Le monde rural est perçu comme le support d'un rapport simple et naturel, à la fois au monde et aux êtres. Ces promoteurs de l'authenticité merina rejettent corrélativement la modernité urbaine, vécue comme un mal nécessaire. Pour ces personnes, au fond, les avantages matériels apportés par la ville ne sont rien en rapport des maux que celle-ci engendre. Ils se disent même prêts à y renoncer sans difficultés. Patricia, cadre supérieur, développe une telle vision idéalisée de la campagne : elle y a été élevée par ses grands-parents, à qui elle a été confiée lorsque ses parents sont partis vivre à l'étranger. Elle nourrit une forte nostalgie, empreinte d'admiration, à l'égard de ce mode de vie rural : « *C'est calme, il y a de l'espace, les gens sont simples, il y a une ferveur religieuse, une joie des gens de la campagne* ». Elle dit souhaiter s'y installer à la retraite. On retrouve dans son propos le jugement de valeur sur les ruraux, ici assimilés à des enfants⁵⁹, qui seraient dans la vérité, et qui constitueraient un modèle pour les citadins désorientés en quête de valeurs.

4- L'argument ultime : la valeur symbolique de la campagne

L'explication de la formidable attraction exercée par le monde rural sur les Tananariviens est à rechercher dans le domaine symbolique : c'est à lui que renvoient, plus ou moins directement, tous les autres arguments avancés. Pour tous les Tananariviens dont le tombeau familial se trouve à la campagne, c'est-à-dire la très grande majorité d'entre eux, les liens avec la campagne, de nature affective, sont extrêmement forts, si bien que la plupart se déclarent prêts à se rapprocher du tombeau à la retraite, afin d'être assurés de mourir à proximité. Florence explique ainsi que finir ses jours au *tanindrazana* est un rêve pour elle et son mari. La campagne, « *C'est plus calme, on y est bien. On vient de là, c'est typiquement malgache, il faut être près du tombeau. C'est pour ça que les Malgaches âgés n'aiment pas voyager* »⁶⁰. Ça ne les gênerait pas de se priver du confort urbain (eau courante, électricité) ; ils viendraient se ravitailler une fois par semaine en ville. Florence, fonctionnaire et employée dans une pharmacie, parle aussi d'élever des poules, pour se distraire : elle a une vision très idéalisée du mode de vie rural, alors qu'elle est d'une famille citadine et qu'elle a toujours vécu en ville. Au cours des enquêtes, j'ai rencontré plusieurs personnes âgées pour qui le seul déménagement souhaité et envisageable est celui vers le *tanindrazana*. Le tombeau constitue bien un point focal d'une étonnante puissance d'attraction. Un penseur a bien résumé ce lien si particulier, à la fois territorial et symbolique, avec le tombeau :

⁵⁹ Voir la diffusion du christianisme en Imerina, des villes aux campagnes, les premières ayant toujours considéré les secondes selon un rapport de domination culturelle. Voir chapitre premier, II, A, 3.

⁶⁰ Effectivement, en général, les Malgaches n'aiment guère quitter leur pays et effectuer de longs voyages, surtout quand ils deviennent âgés. La hantise de mourir à l'étranger est très forte. La Mutuelle de Madagascar vante ainsi, dans son prospectus, sa formule de rapatriement du corps à Madagascar, afin d'être « certain d'être inhumé sur la terre de ses ancêtres ».

« *Quand vous demandez à un Malgache d'où il vient, il ne vous répond jamais où il est né ni où il vit, mais où il sera enterré, c'est-à-dire où il va* »⁶¹.

Ainsi, l'attachement à la « terre des ancêtres » relève à un point tel d'un lien charnel que les Tananariviens sont prêts à sacrifier leur confort en ville, le cas échéant leur relative aisance financière, pour s'en rapprocher. La distinction ville/campagne devient alors non pertinente pour appréhender leurs représentations dans l'esprit des Tananariviens : c'est la notion de *tanindrazana* qui seule demeure significative, brouillant toutes les autres catégories spatiales.

C- La périphérie de la ville : un espace de compromis ?

C'est donc bien le monde rural qui constitue symboliquement le référent spatial le plus fort. Mais les Tananariviens ont également derrière eux une longue tradition citadine, qui fait qu'une partie importante d'entre eux ne sont pas prêts à renoncer à la ville et au mode de vie qu'elle propose. Aussi les Tananariviens composent-ils avec leur représentation idéale d'une ville rurale : le seul espace qui permette de jouir des avantages des deux mondes est naturellement la périphérie urbaine, qui occupe une place particulière dans les représentations.

1- Le cumul des avantages

Les discours des Tananariviens sur les espaces qu'ils préfèrent en ville révèlent souvent une survalorisation des quartiers périphériques ou des communes limitrophes situées dans l'orbite de la capitale. Pour justifier leur propos, ils développent des arguments contradictoires, que l'on peut schématiser ainsi : ces espaces périphériques sont tout à la fois comme la campagne mais mieux que la campagne, et comme la ville mais mieux que la ville. Ils réussiraient donc à réunir les avantages respectifs des deux types d'espace.

L'analogie rurale

Les espaces périphériques présentent de nombreuses analogies avec la campagne merina. Analogies paysagères tout d'abord, comme on l'a vu (*supra* I). Les Tananariviens apprécient particulièrement dans le paysage des périphéries urbaines la forte présence de la verdure : rizières, arbres fruitiers, jardins potagers... D'ailleurs, un certain nombre de personnes ont déclaré aimer les rizières en ville en mettant en avant leur rôle paysager : « *Ce sont les jardins de la ville* » a été entendu à plusieurs reprises. Pour les Tananariviens qui ont besoin de verdure, la périphérie permet de répondre à ce besoin, sans nécessiter de voyage à la campagne. Par ailleurs, il va de soi que toute représentation d'un quartier périphérique est celle d'un quartier sur une colline, car à la campagne, les villages ne sont pas situés en plaine mais sur une hauteur : les quartiers périphériques de

⁶¹ Elie Rajaonarison, *L'Express de Madagascar*, 05 mai 2000. Cela se vérifie effectivement dans la vie quotidienne, où la première question que se posent deux Malgaches qui se rencontrent est « d'où es-tu ? ». En fonction de la réponse, l'autre est instantanément identifié et catalogué, positivement ou négativement. J'ai pu faire cette expérience à de nombreuses reprises, en présentant des personnes les unes aux autres. On verra au chapitre VIII ce qu'une telle attitude peut avoir d'exclusif.

plaine n'existent absolument pas dans les représentations. Ce sont donc les collines entourant la plaine de Tananarive qui sont potentiellement convoitées.

La périphérie est bien sûr rapprochée de la campagne par les possibilités qu'elle offre de se livrer à l'agriculture (voir chapitre III, III, C). Mais là encore, l'idéalisation est manifeste : seuls 11 % des personnes interrogées à Ivandry-Soavimasoandro se livrent à ces activités. Or, cet argument est sans doute celui le plus fréquemment cité pour justifier un désir de s'installer en périphérie. Ce décalage entre la représentation et la pratique de ces activités s'explique sans doute par le fait que les Tananariviens savent bien que le travail agricole est souvent très pénible physiquement, très exigeant en temps et ingrat : on aimerait bien faire un peu d'agriculture, mais pas trop car on ne sait que trop à quel point c'est difficile, à voir la vie des parents paysans.

Les Tananariviens développent également l'analogie entre la périphérie et la campagne sur le plan des rapports sociaux, idéalisés dans les deux cas : « *Ici tout est argent, là-bas, vous pouvez compter sur l'entraide* » (Ankadifotsy n° 42) explique un homme à propos de la périphérie, où il souhaite s'installer pour cette raison. De nombreuses personnes interrogées ont justifié leur attachement pour la périphérie ainsi : les rapports entre les voisins y sont plus harmonieux, il y a moins de bagarres, moins de conflits, on y est plus tranquille... La quiétude de la périphérie est très valorisée, aussi bien par ses habitants que par ceux des quartiers centraux. Elle semble d'ailleurs correspondre à une certaine réalité, puisque les habitants du quartier d'Ivandry-Soavimasoandro se plaignent beaucoup moins du bruit et des problèmes de voisinage que ceux des quartiers centraux.

Enfin, on prête à la périphérie des vertus sanitaires et morales, calquées sur celles de la campagne (voir *supra*, B) : la vie en périphérie serait plus saine, plus proche de la nature. Sam, d'Ankadifotsy, aimerait bien déménager, « *à l'écart de la ville, en périphérie, car l'environnement est meilleur, ici on a la maladie de la ville, des allergies...* ». De plus, les transports y sont accessibles, et il pourrait « *revenir à la terre* » en faisant un potager. Sam réunit ainsi de nombreux clichés sur la vie en périphérie, qu'il idéalise manifestement.

La ville quand même, mais en mieux...

Ces Tananariviens en mal de verdure, d'agriculture, d'espace et de rapports plus harmonieux avec leurs voisins, rechignent toutefois à renoncer aux avantages de Tananarive (cf. *supra*, A) : la périphérie leur apparaît alors comme un excellent compromis leur permettant de concilier les deux. En effet, la périphérie présente des avantages décisifs, à la fois sur la ville et sur la campagne :

- avantages matériels tout d'abord : tous les quartiers périphériques de Tananarive et toutes les communes limitrophes sont électrifiés, et généralement reliés au réseau d'eau⁶². De plus, il est aisé de se rendre « en ville », car tous ces quartiers sont desservis par au moins une ligne de taxi-be, qui convergent toutes vers le centre. En moins d'une demi-heure, on peut ainsi atteindre Analakely depuis un rayon d'une dizaine de kilomètres alentours⁶³. Vivre dans un quartier périphérique n'est donc nullement synonyme d'isolement géographique. Seul problème toutefois, parfois soulevé par les enquêtés : le

⁶² Même si l'accès demeure limité, faute de bornes-fontaines en nombre suffisant, des solutions alternatives existent : puits collectifs ou appartenant à un voisin, sources...

⁶³ Le réseau de minibus va jusqu'à Ivato, la commune de l'aéroport international, située à 15 km du centre. Ces lignes desservent des communes périurbaines en forte expansion démographique.

coût du transport, qui peut s'avérer limitatif⁶⁴. Mais le choix n'est souvent pas posé en ces termes : les Tananariviens raisonnent entre s'installer à la campagne, où le prix du transport pour venir en ville de temps à autre est prohibitif, et s'installer en périphérie, où l'on ne compte pas venir plus souvent en ville ; dans les deux cas, on n'envisage qu'une fréquentation épisodique de la ville, pour régler des problèmes administratifs par exemple, pour percevoir une paie ou une pension... Dans cette optique d'un recours relativement rare aux services urbains, il est évident que la solution de la périphérie présente d'incontestables avantages. Pourquoi alors n'observe-t-on pas davantage de mouvements résidentiels en direction de la périphérie ? L'étude du rapport très particulier du Tananarivien à son quartier d'habitation nous fournira la clef de ce paradoxe au chapitre V.

- avantages de qualité de vie sur les quartiers centraux : on subit moins, dans les quartiers périphériques, les problèmes liés à l'assainissement, à la pollution et au bruit, dus à la circulation...

- avantages pour travailler : vivre en périphérie permet d'exercer un emploi en ville ou dans l'orbite de la ville, chose impossible à la campagne où il faut le plus souvent renoncer à tout emploi salarié. Même les agriculteurs habitant dans les quartiers périphériques sont pleinement conscients des avantages de leur localisation. Ainsi, une femme de Soavimasoandro, élevant des poules et des lapins (cette activité génère pour elle des revenus importants) ne quitterait à aucun prix son quartier, où elle est d'ailleurs née, pour la campagne, car « *c'est trop loin du marché, il y a au moins deux heures de marche !* ». « *C'est bien pour les vacances* » ajoute-t-elle (Ivandry n° 40). Un homme, riziculteur, qui se rend pourtant à pied tous les matins au marché de gros d'Anosibe situé à environ 8 km, évoque le même argument : à la campagne, les distances pour livrer sont trop étendues (Ivandry n° 37).

Ainsi, les espaces périphériques semblent parés de tous les avantages : ils permettent de reconstituer un mode de vie qui évoque celui de la campagne, tout en conservant des éléments de confort et des attributs spécifiques de la vie citadine. Cette coïncidence entre des aspirations contradictoires est résumée par cette jeune femme qui vit à Isotry, dans l'un des quartiers les plus défavorisés de la ville, et qui fait construire une maison à Tanjombato avec son mari : elle aime cet endroit car « *c'est toujours la ville et déjà la campagne* ».

2- La présence ambivalente des espaces périphériques dans les goûts des citadins

La valorisation des quartiers périphériques...

La place de la périphérie dans les représentations et dans les goûts de Tananariviens est donc logiquement hypertrophiée. La question « Quels sont vos endroits préférés en ville ? » a donné sur ce sujet des réponses révélatrices quand les intéressés n'ont trouvé aucun endroit aimé en ville. Lorsque la réponse est « *je n'aime rien* », suit en général juste après la citation d'un quartier périphérique ; sinon, ce dernier est cité directement, la personne excluant ainsi dès le départ la ville du champ des réponses

⁶⁴ Voir chapitre III, I, A, 4, les stratégies d'évitement des transports en raison de leur coût.

possibles. « *Les endroits que j'aime ? Aucun ! Si, le lac Mandroseza* [rires]. *Ceux que je n'aime pas ? Tous !* [rires]. *Dans le temps, j'aimais tout* » déclare Jeannette, mère. A de multiples reprises, des Tananariviens ont ainsi cité des quartiers périphériques, voire des communes situées à plusieurs kilomètres de la ville. Le plus souvent, le lieu cité est le seul connu en-dehors de la ville, qui est rejetée : des membres de la famille y résident, c'est le *tanindrazana*, on y a vécu jadis... Une femme âgée de 78 ans explique ainsi qu'elle n'aime aucun quartier de Tananarive, excepté Mahazoarivo, où elle se rend une fois par an, sans parvenir à expliquer pourquoi il lui plaît : « *Je ne sais pas, c'est le seul que je connais, là-bas c'est joli, ce n'est pas comme la ville.* » (Ivandry n° 9)

Il est ainsi révélateur qu'à une question portant sur les endroits préférés dans une capitale métropolitaine, une partie importante des habitants citent des espaces qui ne font pas partie de la ville à proprement parler. On met ici en évidence une instabilité, déjà décelée, de la notion de ville : *a priori*, les personnes n'aimant aucun quartier de la ville, ce qui est tout à fait possible, devraient dans ce cas ne citer aucun quartier de substitution. Le fait qu'elles fassent référence à la périphérie, en fait pour combler l'absence de réponse face à l'enquêteur, montre bien l'importance prise par cet espace dans les représentations.

Les questionnaires auprès des élèves de septième ont également fourni des informations sur la perception de la périphérie par les jeunes Tananariviens. Il est difficile de produire des résultats synthétiques en raison du caractère ouvert des questions posées : « Cite trois endroits que tu aimes bien à Tana » et « Cite trois endroits que tu connais bien à Tana ». Les réponses sont donc extrêmement hétérogènes, parfois incohérentes : l'élève a cru qu'il s'agissait de la province de Tananarive, a cité des villes de province... Aussi a-t-on choisi d'illustrer leurs réponses par une sélection de certaines d'entre elles, les plus significatives.

- A l'école catholique d'Isotry, 25 enfants sur 48 citent au moins un endroit aimé en périphérie. Le cas de l'élève n° 15 est particulièrement intéressant, car elle aime trois quartiers périphériques, généralement perçus comme agréables, et elle dit ne connaître bien que des quartiers immédiatement proches de son domicile, tous situés en plaine, et considérés dans la perception collective comme des quartiers repoussoirs (voir chapitre V). Il en va de même pour l'élève n° 10. Le décalage entre le vécu spatial quotidien et les aspirations est donc très fort.

Elève n° 15 aime :		Elève n° 10 aime :		connaît :	
Ivato	67 hectares	Ivato		Ambalavao-Isotry	
Ambohipo	Isotry	Itaosy		Ampefiloha	
Itaosy	Andavamamba	Tanjombato		Ambodin'Isotry	

- A l'EPP d'Ambanidia, 17 élèves sur 43, soit près de 40 %, citent exclusivement des quartiers périphériques parmi ceux qu'ils aiment.

- A l'EPP d'Ankadifotsy, 30 % des élèves citent également exclusivement des quartiers périphériques parmi ceux qu'ils aiment, alors que l'étude des réponses concernant les endroits connus révèle une forte polarisation sur les quartiers centraux. La périphérie exerce donc un certain attrait, même si elle est mal connue.

Ainsi, les élèves tananariviens semblent séduits, comme leurs aînés, par la périphérie de la ville, même s'il faut se garder de limiter leur perception de la ville à celle-ci : on reverra (*infra*, IV) que les enfants aiment également beaucoup les quartiers centraux.

... mais leur faible attractivité réelle

On pourrait s'attendre à une volonté forte des habitants des quartiers centraux de s'installer en périphérie, conformément aux observations faites ci-dessus. Or, paradoxalement, il n'en est rien : à Ankadifotsy, les trois quarts des habitants n'aimeraient pas y vivre, les deux tiers aux 67 hectares non plus ; à Isotry, encore plus de 40 % d'entre eux non plus. On se trouve donc face à un paradoxe déroutant : dans ces trois quartiers très centraux, les habitants interrogés se sont montrés beaucoup plus nombreux à préférer vivre à la campagne qu'en périphérie, alors qu'ils déclarent bénéficier des avantages de la ville et refuser de s'en éloigner pour cette raison.

On est ainsi en présence de citoyens qui n'aiment pas vivre en ville, tout en refusant de la quitter, et tout en idéalisant la périphérie : les contradictions sont ici multiples et à plusieurs échelles.

Conclusion III

L'étude des représentations des espaces idéaux des Tananariviens révèle donc bien souvent une difficulté à accepter la ville telle qu'elle est réellement. Pour ceux qui adoptent une vision moderniste de la ville, Tananarive ne présente pas tous les caractères urbains en raison de la forte marque rurale ; Tananarive ne serait pas authentiquement urbaine. Pour les autres, la ville ne serait en fait pas assez rurale, si l'on considère que le référent idéal est pour eux le monde rural. On assiste donc à une distorsion entre les modèles spatiaux et les pratiques spatiales. Quelle que soit la position adoptée par chacun, la citadinité tananarivienne se vit nécessairement à l'horizon de la ruralité, qu'elle soit pleinement acceptée, simplement constatée ou rejetée. L'objet « Tananarive » ne peut se penser seul, mais toujours par rapport à la campagne, et chaque Tananarivien se positionne en fonction de ce rapport.

Cependant, on constate également une contradiction entre les idéaux spatiaux et les pratiques résidentielles : les Tananariviens ne déménagent pas massivement en périphérie, ni ne s'installent à la campagne, en dépit des déclarations d'intention. Les chapitres suivants (V et VI) permettront de lever cette contradiction : c'est l'existence d'un lien très particulier au quartier et à la maison qui limite toute mobilité résidentielle. L'ancrage territorial est une notion fondamentale, au cœur de l'identité tananarivienne.

Pour l'heure, on souhaiterait appréhender la citadinité tananarivienne à l'aune d'un autre couple. On quittera provisoirement la dialectique citadinité/ruralité pour s'interroger sur la connaissance/méconnaissance de la ville, ce qui constitue une autre manière de cerner ce que signifie vivre à Tananarive.

IV- LA CONNAISSANCE DE LA VILLE, INDICATEUR DE CITADINITE

A- Une bonne connaissance de la ville

Divers indicateurs peuvent être utilisés pour déterminer dans quelle mesure des citoyens connaissent leur ville. L'étude pionnière de K. Lynch⁶⁵, et celles qui ont suivi dans son sillage, en fournissent de bons exemples. On a choisi pour notre étude de sélectionner trois critères de connaissance de la ville : la maîtrise de la toponymie, la perception du centre-ville, et la connaissance des quartiers en fonction de leur célébrité. Ces trois critères se sont imposés à partir des réponses au questionnaire et des entretiens libres. On justifiera leur choix en les examinant successivement.

1- La toponymie tananarivienne : une dynamique permanente

Tananarive est composée d'une multitude de quartiers ou sous-quartiers, qui sont tous dotés d'un toponyme, chaque toponyme ayant une signification. Le passage de l'un à l'autre est parfois très subtil, passant de part et d'autre d'un sentier, au bas d'une colline... Pour l'heure, seuls les toponymes ont été recensés, par un organisme dépendant de la municipalité⁶⁶, mais ils n'ont pas été cartographiés. On trouvera par ailleurs en annexe une liste des toponymes cités par les élèves de septième.

Ces toponymes sont extrêmement riches d'informations sur la ville, sur son histoire, son site et son développement. Ainsi, dans les quartiers nés sous la monarchie, donc considérés comme authentiquement tananariviens (par opposition aux quartiers créés sous la colonisation et après, aux toponymes souvent plus neutres), la densité des toponymes est très élevée, et leur géographie très subtile. Un quartier comme Ankadifotsy est en fait composé de quatre grandes divisions, au sein desquels existent des toponymes très locaux. Ce qui nous intéresse ici, c'est la manière dont les Tananariviens se les approprient, les utilisent, et les déforment : dans une ville où le moindre lieu a un nom, il a semblé que la connaissance ou l'ignorance de ces noms constituait un aspect fondamental du rapport à la ville.

Cette hypothèse du rôle de la connaissance de la toponymie dans la citoyenneté a été confirmée par des entretiens avec des Tananariviens fiers de leur ville et fiers de montrer leur savoir en la matière. A cet égard, un clivage entre générations est apparu nettement : la connaissance toponymique est l'apanage des plus âgés, tandis que les jeunes s'y intéressent beaucoup moins. Les vieux Tananariviens évoquent complaisamment leur connaissance fine de cette géographie toponymique, tout en insistant sur le fait qu'elle se perd. Ils accusent la modernisation en général d'être responsable d'une simplification de la toponymie. Joseph, 60 ans, résidant depuis cinquante ans à Ankadifotsy et par ailleurs excellent connaisseur de Tananarive, explique ainsi :

« Les gens ne connaissent plus les noms de quartier, ou alors ils les emploient n'importe comment, en les élargissant à tout ce qui est à côté. Par exemple Behoririka, Antanimena, ça ne va pas si loin qu'on le dit aujourd'hui. Ivandry a tout bouffé, tous les autres noms : il y

⁶⁵ LYNCH K., 1971, *L'Image de la cité*, Dunod, Paris, 222 p.

⁶⁶ On trouvera dans DUBACH D. et FOURNIER M. (coord.), 1993, *Antananarivo ? Enigmes et origines d'une capitale*, une liste assez complète des quartiers de la ville avec un essai d'interprétation de la toponymie. La signification de la plupart des toponymes de la ville est expliquée (Ankadifotsy = au fossé blanc, Anosy = l'île, Antaninarenina = à la terre nivelée, par exemple).

avait Mahatony, etc. Il y a aussi des noms de quartier qui disparaissent, qui ne sont plus connus. Par exemple, il y a un tout petit quartier, entre Amparibe et Ambatonakanga, c'est Antsampanimahazo. Qui connaît Antsampanimahazo ? Personne ! Et au-dessus, c'est Ambatovinaky, c'est précis. Il y a aussi Tsiazotafy, juste entre Soarano et Behoririka... ».

Joseph continue ensuite en détaillant la signification de plusieurs toponymes illustres. Toutefois, il ne faut sans doute pas dramatiser la situation : dans chaque quartier, il existe un ou plusieurs historiens amateurs avides de consigner la mémoire locale, même chez les jeunes. La peur que la toponymie ne disparaisse traduit en fait plus l'inquiétude face à la modernisation déroutante de leur ville qu'une réalité.

Cependant, la connaissance toponymique n'est pas seulement tournée vers une nostalgie passiste. Il existe en effet à Tananarive une toponymie vivante, spontanée, qui naît le plus souvent dans les quartiers populaires de plaine et se diffuse ensuite rapidement. Parmi les exemples les plus connus et les plus pittoresques de cette créativité, on trouve :

- Réunion-kely (petite Réunion) : quartier de bidonvilles situé le long de la voie ferrée à Ampefiloha,
- Tamatave-kely : désigne la rue bordée de rangées de palmiers à Antsahavola, évoquant l'avenue principale de la ville côtière de Tamatave,
- Colombie : Isotry, au niveau de la barrière du passage à niveau, du temps où ce lieu était le théâtre de vols à la tire par des bandes organisées.
- la réputation de certains quartiers est devenue légendaire. Ainsi, le pont de Bekiraro, à Isotry, a fait l'objet d'une chanson populaire ; le quartier d'Ankadivato, très résidentiel, est plein de fantômes...

Certains bâtiments publics sont également dotés de surnoms, comme le ministère de l'Intérieur, baptisé « pas de téléphone » en raison de sa silhouette, qui évoque un socle téléphonique sans combiné. La dérision constitue donc un moyen très utilisé par les Tananariviens pour rebaptiser quartiers ou bâtiments. Ces toponymes détournés sont connus de tous, car ils sont véhiculés par la presse, la télévision, ou bien la rue, sur les marchés par exemple. En cela, ils constituent un facteur d'unité entre les citoyens, un signe de reconnaissance.

Il en va de même pour le nom même de la ville. Tananarive bénéficie en effet de surnoms dans la langue malgache, afin de se démarquer du trop officiel Antananarivo. Pour les élites tananariviennes, « Iarivo » est un diminutif à la connotation très littéraire ; il est perçu comme élitiste. « Iarivo » traduit le sentiment de lien charnel entre la ville et ses habitants. Ainsi, le Président de l'Académie malgache, dans son introduction à l'ouvrage *La Cité des Mille*, évoque les poèmes et chansons autour de « *Rehefa tsy hita Iarivo* » (Quand je suis loin d'Iarivo). Sur un parterre de fleurs autour du lac de Behoririka, aménagé en 1996, figure : « *Iarivoko* » (mon Iarivo). Mais pour la grande majorité de Tananariviens, d'autres surnoms sont d'usage, comme *Vohitsara*, périphrase signifiant « ville de beauté ». Ce terme tend à se généraliser dans les catégories populaires, de même que ceux de *Votsa* ou *Votsaka*, considérés comme argotiques⁶⁷.

⁶⁷ Voir SAMBO C., 2001, *Langages non conventionnels à Madagascar. Argot de jeunes et proverbes gaillards*, Inalco-Karthala, Paris, p. 230. Voir également p. 37 l'étonnante carte de « Madagascar en argot ».

C'est donc d'abord à travers la toponymie, souvent très créative, que Tananarive s'affirme dans les représentations de ses habitants, que ce soit à l'échelle des quartiers ou de la ville entière.

2- La bonne perception générale du centre-ville

La question de l'identification du centre-ville par les habitants a semblé importante pour étudier la citadinité tananarivienne. Au début de mes recherches, j'avais formulé l'hypothèse que la crise économique avait déstructuré la citadinité, et que cela devait se traduire par une baisse de la connaissance et de l'attractivité du centre-ville, les Tananariviens se repliant sur leur quartier et ne fréquentant plus le centre, comme cela peut être le cas dans des villes sud-américaines par exemple⁶⁸. Je voulais voir dans la méconnaissance du centre-ville un indice fort de fragmentation urbaine. La question était d'autant plus importante que Tananarive est une ville dotée d'un centre aisément identifiable au sens occidental du terme, créé de toutes pièces sous la colonisation, mais très bien assimilé par les Tananariviens : Analakely.

Certes, ce quartier d'Analakely peut être concurrencé dans son statut de centre-ville par Antaninarenina, qui abrite des bureaux et des administrations, bien sûr par le centre historique qu'est le Rova, ainsi que par le nouveau quartier administratif d'Anosy. Toutefois, aussi bien pour les observateurs occidentaux, les universitaires malgaches, que pour les usagers de la ville, c'est bien Analakely qui s'impose avec force, même si des nuances sont possibles. Le succès de ce centre colonial est sans doute lié au fait que le marché traditionnel lui a été adjoint dès sa création au début du siècle : les colonisateurs ont réussi là un tour de maître, en faisant coïncider des repères purement français (notion d'un centre-ville monumental, avec une avenue imposante, un plan quadrillé...) avec l'un des fondements de l'urbanité merina, le marché (voir chapitre premier). Les enquêtes visaient donc à déterminer comment les Tananariviens avaient réagi à la dégradation du centre-ville d'Analakely : incendie de l'hôtel de ville, fermeture de nombreux magasins et lieux de distraction, et bien sûr disparition du Zoma. Le centre a-t-il été marginalisé dans les représentations citadines ?

Le questionnaire comportait donc la question : « Où est le centre-ville de Tana selon vous ? Pourquoi ? ». Les réponses sont éloquentes : dans chacun des cinq quartiers enquêtés, plus de 75 % des personnes interrogées ont cité Analakely. Les autres réponses se partagent entre Antaninarenina, le quartier de résidence des enquêtés (quelques réponses par quartier, jusqu'à sept en ville haute : le phénomène reste très minoritaire), et d'autres réponses, plus ou moins fantaisistes (jamais plus de trois personnes par quartier). Il y a enfin la catégorie de ceux qui ne connaissent pas le centre-ville : dans chaque quartier, ce ne sont jamais plus de trois ou quatre personnes qui se sont trouvées dans ce cas. La conclusion s'impose avec force : le centre-ville de Tananarive est très bien identifié, quel que soit le quartier de résidence, l'âge, le sexe ou même l'ancienneté de résidence en ville : les migrants récents connaissent Analakely, souvent par ouï-dire. Dans ce cas, les réponses ont été formulées ainsi : « *C'est Analakely, je crois, c'est ce qu'on dit* ». Autant il peut être intéressant d'examiner dans le détail qui ne connaît pas le centre-

⁶⁸ Voir BABY-COLLIN V., 2000, *Marginaux et citadins. Construire une identité métisse en Amérique latine. Etude comparée des barrios de Caracas (Vénézuéla) et des villes d'El Alto de La Paz (Bolivie)*, thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse II-Le Mirail.

ville (cf. *infra*, B), autant à l'échelle de l'ensemble des réponses, ces cas ne sont pas significatifs car ils relèvent plus de situations individuelles que de représentations correspondant à un groupe déterminé.

La même question a été posée aux élèves de septième. Les réponses se sont révélées beaucoup plus hétérogènes que chez les adultes. Une approche différenciée selon les quartiers de résidence peut être tentée, avec toutefois des réserves méthodologiques. En effet, dans quelques classes, le caractère stéréotypé des réponses a suscité notre méfiance : il est probable que l'instituteur a voulu aider les élèves ou réduire le temps consacré au questionnaire en orientant, voire en dictant, un certain nombre de réponses. En ce qui concerne le centre-ville, c'est le cas dans deux classes, dont les résultats spectaculairement homogènes ne seront donc pas retenus : à l'école privée d'Ambanidia, et à l'EPP d'Anosipatrana. La discordance avec les résultats de l'autre classe dans le même quartier était trop forte, et tous les élèves ont avancé le même argument, formulé de la même manière. Une fois ce biais éliminé, il reste dix classes, qui se partagent ainsi :

Bonne identification d'Analakely comme centre-ville (entre 60 % et 100 % des réponses)	Faible identification d'Analakely comme centre-ville (entre 12 % et 40 % des réponses)
Mahamasina (école privée) 67 hectares (EPP) Analakely (EPP) Ankadifotsy (EPP et école privée) Andohalo (école privée)	Isotry (EPP et école privée) Ambanidia (EPP) Anosipatrana (école privée)

On peut donc esquisser l'hypothèse que le centre-ville est bien perçu par les enfants dans des quartiers centraux (Analakely, Mahamasina, où les taux maximum ont été observés), péri-centraux (67 hectares, Ankadifotsy) ou de la ville haute (Andohalo). Les autres quartiers sont soit plus périphériques (Ambanidia et Anosipatrana), soit constituent un cas particulier intéressant (Isotry), comme on le reverra en B.

La question posée visait également à comprendre pourquoi le centre cité était identifié comme tel par les Tananariviens. Les justifications à propos d'Analakely sont multiples, ce qui montre bien que ce lieu concentre des représentations diverses qui le constituent en tant que centre (voir carte n° 11). Les arguments rencontrés sont (classés dans l'ordre de leur fréquence dans les réponses) :

- Analakely est un point de rencontre, un lieu de convergence des citadins. Plusieurs personnes ont évoqué les rendez-vous donnés jadis au Zoma, sous l'horloge de la *tranompokonolona*, le rôle du vendredi dans la sociabilité tananarivienne (on venait au Zoma pour régler des affaires), ou encore tout simplement le fait que tout Tananarivien a des chances de rencontrer à Analakely quelqu'un de sa connaissance. On a donc la confirmation par les enquêtes, qu'Analakely, centre créé par les Français, a remarquablement accompli sa mission, au point d'incarner une forme de citadinité malgache.

- si tout le monde converge ainsi à Analakely, c'est parce que c'est un centre commercial de première importance dans la ville. On y trouve des magasins, les pavillons, et le marché, bien que très amoindri depuis la suppression du Zoma. On vient à Analakely pour flâner, pour acheter quelque chose qui sorte de l'ordinaire. C'est un endroit très apprécié. De surcroît, en dépit de la suppression du grand marché, de nombreux Tananariviens continuent à venir de loin pour s'y approvisionner, par habitude ou par commodité (en

prenant le bus par exemple). Ainsi, sur la ville haute, où l'alimentation est chère en raison d'un relatif isolement, d'une accessibilité pénible et de la rareté des points d'approvisionnement, nombreux sont ceux qui font leurs courses quotidiennes à Analakely (au sens large : au marché de Petite Vitesse ou à celui d'Ambohijatovo, aux pavillons...).

- nombreux sont les enquêtés qui ont cité Analakely pour sa fonction de centre géographique : c'est le kilomètre zéro des routes nationales qui partent en étoile de Tananarive, plus précisément de la gare de Soarano. D'autres ont dit qu'à Analakely passaient toutes les lignes de taxi-be, et que n'importe quel trajet à travers la ville y passait forcément. C'est donc la situation géographique d'Analakely qui dans ce cas est valorisée. Cet argument croise d'ailleurs le premier, renforçant ses effets.

- la présence d'équipements et de services importants est également soulignée : on trouve à Analakely la poste, les banques, le lycée Rabearivelo, la gare... Il s'agit là de critères très banals d'identification d'un centre-ville.

- plus spécifique de Tananarive est l'évocation de l'ex-hôtel de ville comme justification du statut d'Analakely. Ce bâtiment, détruit en 1972, continue d'exercer une fascination certaine, peut-être parce qu'il rappelle des souvenirs associés à une période moins dure pour ceux qui l'ont connu (voir chapitre premier, II, B, 3).

- enfin, quelques personnes ont identifié le centre au lieu de déroulement de fêtes d'envergure nationale, comme la commémoration de l'indépendance (voir chapitre II, II, D,1).

Les pratiques semblent rejoindre les représentations. En effet, on a voulu connaître la fréquence à laquelle les Tananariviens se rendaient à Analakely. Malheureusement, la question n'a été intégrée au questionnaire que pour le dernier quartier enquêté, la ville haute. Les réponses y ont montré une fréquentation régulière et intense d'Analakely.

Pourcentage de personnes interrogées résidant dans la ville haute et se rendant à Analakely :

- tous les jours : 20 %
- une à plusieurs fois par semaine : 41 %
- une à plusieurs fois pas mois : 31 %
- quelques fois par an : 0 %
- jamais : 8 %

Ainsi, les Tananariviens identifient Analakely comme étant le centre-ville pour des raisons très objectives et très banales de la définition de la centralité. En cela, la bonne identification du centre dans les représentations permet de conclure à l'existence d'une forme de citoyenneté : les habitants connaissent bien le centre, ils s'y rendent dans leur ensemble souvent ou du moins de temps à autre, et il est le support d'un corpus de représentations fortes et bien identifiées, largement partagées, qui font référence aussi bien à la configuration actuelle du lieu (convergence des lignes de transport, lieu de shopping) qu'au passé (l'hôtel de ville, le Zoma). Usages et images coïncident bien, le centre-ville n'est pas une coquille vide que les Tananariviens ne fréquenteraient pas ; au contraire, il est bien intégré dans leurs pratiques de la ville, ce qui explique sa place dans les représentations.

D'autre part, contrairement à ce qu'on aurait pu penser *a priori*, le centre-ville ne pose pas problème dans les représentations des Tananariviens. Les cas de contestation, minoritaires, sont intéressants mais non représentatifs. Ainsi, dans une ville où l'espace pose problème et fait l'objet d'âpres enjeux symboliques (voir chapitres premier et II), il

est au moins un lieu qui rassemble les Tananariviens. Un homme, cherchant à me faire partager l'évidence de son sentiment concernant le statut d'Analakely, finit par trouver une formule qui pour lui résumait tout : « *Là-bas, c'est notre cour ; on y va souvent* » (ville haute, n° 36).

Carte n° 11 (Analakely, couleur)

Verso carte n° 11

Quelques mots de Tananariviens sur Analakely :

- « *Analakely, c'est ce qui ressemble le plus à une ville* » (Ankadifotsy n° 33) : le paysage urbain comme support de la citoyenneté.
- « *C'est le centre parce que les gens le disent* » : le rôle du ouï-dire dans la connaissance de la ville.
- « *Analakely n'est plus le centre car il n'y a plus le marché* » : la perception paysanne du centre-ville.
- « *Il n'y a plus de centre-ville. Il y a l'Avenue, mais il y a plus d'animation et plus de circulation sur la route des Hydrocarbures* » (Patricia, Ivandry) : Patricia fait ici une réflexion de géographe, constatant l'émergence d'un nouvel espace économique qui polarise des déplacements, mais seulement pour les personnes aisées et motorisées. Toutefois, dans ses représentations classiques, elle se refuse à accorder à cette route, mélange disparate d'usines, de sièges sociaux et de centres commerciaux (boutiques, et surtout hypermarché Cora et galerie commerciale Zoom), le statut de centre-ville.
- « *C'est le lieu de rencontre de tous les Tananariviens* » (Ivandry n° 17) : valorisation de la fonction traditionnelle de sociabilité d'Analakely.
- « *On a écarté les marchands, c'est bien pour montrer à tout le monde que c'est là le centre* » (Ivandry n° 24) : conscience du rôle de vitrine de l'Avenue de l'Indépendance.

3- La connaissance de la ville par les habitants

La connaissance de la ville par ses habitants constitue un bon indicateur de citoyenneté. Pour l'appréhender, il s'est avéré lors du dépouillement des données disponibles que c'étaient les réponses des élèves de septième qui allaient être le plus utilisables. En effet, une des questions posées aux adultes permet plus de cerner des pratiques que des représentations de la ville (« Dans quels quartiers de Tananarive vous rendez-vous régulièrement ? pourquoi ? ») ; on a par ailleurs préféré réserver pour l'étude sur la perception des quartiers (chapitre v, II, B) l'autre question utilisable à ce propos, portant sur les endroits aimés et ceux non aimés dans la ville, car les réponses ont paru plus fécondes sur ce thème que sur celui de la connaissance de la ville : les endroits aimés ou non ne sont pas forcément connus, ils peuvent ne l'être que par ouï-dire, auquel cas leur étude relève plus de la hiérarchie invisible des quartiers. On a au contraire supposé, peut-être à tort, que les enfants citaient plus, dans les quartiers aimés, des quartiers qu'ils connaissaient effectivement.

Quatre lieux se dégagent très nettement des goûts des élèves, toutes classes confondues : Tsimbazaza, Analakely, Mahamasina et Ambohitatovo. Ils ont été cités par de nombreux enfants dans chaque classe, par 25 % à 85 % des élèves selon les écoles. Il s'agit d'espaces qui correspondent à la vie d'un jeune Tananarivien :

- Tsimbazaza est le parc zoologique, le seul véritable espace vert que comporte Tananarive. Il est le but de nombreuses sorties scolaires : on y croise en permanence des nuées d'enfants arrivés en bus bondés, à la recherche des lémuriens et autres animaux. Il est donc tout à fait logique que le parc fasse partie des lieux favoris des jeunes Tananariviens en ville (cité par 35 % à 50 % des élèves).
- Analakely est pour les élèves le lieu du shopping, des sorties en famille le week-end pour ceux dont les parents peuvent se le permettre, le cas échéant le lieu des grandes festivités nationales (cité par 30 % à 85 % des élèves).
- Mahamasina est identifié au loisir (cité par 25 % à 60 % des élèves). Même si peu d'enfants se rendent réellement au stade, à l'occasion d'un match, ils peuvent suivre les rencontres à la télévision. Le Palais des Sports accueille également des manifestations

médiatisées et largement ouvertes au public, comme des braderies ou des salons qui se veulent très populaires, comme le Salon de l'habitat, qui propose des stands délivrant des conseils pour édifier des constructions très modestes. De plus, en 1999, une aire de jeux, « City Game », a ouvert à Mahamasina, dans l'enceinte du Palais des Sports, proposant des manèges, des auto-tamponneuses... Cette petite fête foraine, unique en ville, est ouverte en fin d'après-midi, le mercredi après-midi, le week-end toute la journée, ainsi que durant les grandes vacances. Un article de presse souligne bien l'aspect novateur de cette installation : « A Tana intra muros, il faut remonter aux années soixante, lors des fêtes de l'armée, pour retrouver les animations des parcs d'attraction. Pour les enfants de la capitale, il s'agit ainsi d'une grande nouveauté. »⁶⁹

- A Ambohijatovo se situe enfin le parc du centre-ville, lieu de promenade prisé le dimanche. Les Tananariviens profitent également des jours fériés pour s'offrir les services d'un photographe ambulant (la plupart des gens ne possédant pas d'appareil photographique) qui fixera le souvenir de cette sortie familiale dans un décor consacré, au pied de la stèle commémorative des événements de 1947, entourée d'un parterre fleuri. Ambohijatovo est donc associé, dans l'esprit des enfants, à une sortie familiale quelque peu exceptionnelle et festive (cité par 15 % à 35 % des élèves).

Ce « quatuor de tête » mis à part, les jeunes Tananariviens semblent avoir une relativement bonne connaissance de leur ville, ou en tout cas une connaissance spatialement étendue de celle-ci, comme en témoigne le grand nombre de toponymes cités : près d'une centaine au total, toutes écoles confondues (voir liste en annexe). Toutefois, on peut également interpréter ce grand nombre de quartiers connus comme un signe de relatif éparpillement de la perception de la ville, où il n'y aurait guère de points saillants dans les représentations, les quartiers du centre et ceux précités mis à part. Les réponses des élèves sont atomisées en de très nombreux quartiers, connus pour des raisons toutes personnelles et répartis dans toute l'agglomération.

L'étude des dessins des élèves de septième révèle également une connaissance générale de la ville, chez un certain nombre d'entre eux. Ceux qui ont dessiné la ville dans son ensemble ont en effet fait figurer de nombreux éléments du paysage urbain, souvent situés à des endroits divers, ce qui témoigne d'une connaissance assez large de la ville, même si celle-ci se focalise naturellement sur les grands éléments frappants du paysage.

⁶⁹ *Madagascar Tribune*, 01 juin 2000.

Tableau n° 7 : Fréquence d'apparition des lieux représentés dans les dessins ou les plans des élèves de quatre écoles

Lieux dessinés ou figurés sur un plan	% des élèves les ayant représenté
Lac Anosy	45,5 %
Analakely, Avenue de l'Indépendance	40 %
Stade de Mahamasina	24 %
Rova	24 %
Ambohijatovo (colonne commémorative de 1947)	21 %
Gare	20 %
Hilton	13 %
Tsimbazaza	10 %
Ambohijatovo (jardin)	9 %
voitures	9 %
marché	7 %
Ikopa (fleuve)	6,5%
Mahazoarivo (palais du Premier ministre)	5 %
une église	4 %
des rizières	2 %
Palais d'Andafiavaratra	1 %
Ivato (aéroport)	1 %
Iavoloha (palais de D. Ratsiraka)	1 %

Source : d'après questionnaires auprès des classes de 7^e (1999)

NB : on a choisi les quatre écoles où le nombre de dessins était suffisant pour être significatif, et où le dessin produit était exploitable (dans plusieurs classes, c'est un plan de la province de Tananarive qui a été fourni) : Saint-Etienne à Ambanidia, l'EPP d'Ankadifotsy, l'EPP d'Anosipatrana, l'EPP d'Isotry.

Ce tableau met en évidence une connaissance spatialement étendue de lieux en ville. Les principaux endroits célèbres pour les adultes sont présents dans les dessins : Anosy, Analakely, Mahamasina, la gare, Ambohijatovo, le Rova. Ce qui est plus spécifique aux représentations enfantines, c'est la forte valorisation de la modernité : l'hôtel Hilton, les voitures, mais aussi Analakely ou le stade (voir figures n° 4, chapitre II, et n° 9). En revanche, les éléments traditionnels du paysage tananarivien, souvent thèmes d'inspiration des peintres, sont pour ainsi dire délaissés : les marchés, les églises, les maisons traditionnelles. De même, il est intéressant de constater que le Rova n'apparaît qu'en quatrième position et ne figure que sur un quart des dessins.

Ainsi, il existe de nombreux Tananariviens qui ont une relativement bonne connaissance de leur ville. L'étude des trois critères identifiés pour appréhender celle-ci invite donc à se garder de toute conclusion hâtive concernant une éventuelle fragmentation de la société tananarivienne. Cette hypothèse, qui peut s'avérer séduisante au regard de certaines pratiques spatiales, doit donc être écartée pour Tananarive : l'objet ville existe bel et bien en tant qu'objet cohérent, perçu et vécu par les habitants. Toutefois, des éléments de fragmentation pourront être décelés, notamment au regard du fort recul des espaces publics dans la ville depuis la crise (voir chapitre VII, I).

B- La méconnaissance de la ville

De même que pour la connaissance de la ville, plusieurs critères de méconnaissance de celle-ci feront ici l'objet d'une étude détaillée. Outre les trois critères sélectionnés, il est bien sûr possible d'en distinguer d'autres (méconnaissance des toponymes, des bâtiments publics, par exemple), mais ceux choisis se sont imposés lors du dépouillement des enquêtes. On voudrait donc donner ici une idée de la perception de la ville par les personnes qui la connaissent mal.

1- Des cas ponctuels de méconnaissance du centre-ville

Ne pas connaître le centre-ville, ou en citer un manifestement erroné, a été interprété comme un signe net de méconnaissance de la ville. On ne s'intéressera pas ici aux réponses du type Rova, Anosy, Mahamasina..., qui peuvent tout à fait se justifier. En revanche, on a relevé dans les enquêtes :

- l'hôtel Pullman cité comme centre-ville car « *il y a beaucoup de vazaha là-bas* » : cette réponse insolite a été fournie par une femme habitant dans le quartier (le village d'Ivandry), âgée de 21 ans, qui n'en sort presque pas (enquête n° 10). Elle a donné cette réponse dans un deuxième temps, après avoir dit qu'elle ne connaissait pas le centre-ville. Définir le centre comme le lieu où se concentrent les Européens témoigne d'une conception coloniale et duale de la ville tout à fait rare à Tananarive.
- un homme, résidant sur la ville haute, originaire de la campagne et installé depuis quelques années à Tananarive, nostalgique de la II^e République, place le centre-ville à Iavoloha. Le centre est donc assimilé au pouvoir politique.
- quelques personnes ont cité Anosibe. Anosibe est un quartier situé en périphérie sud-ouest de la ville, où se trouve le marché de gros. Citer Anosibe comme centre-ville, c'est considérer la ville d'un point de vue paysan : la ville est identifiée à son marché, elle est limitée à sa fonction d'approvisionnement.

Toutefois, force est de constater que ces réponses demeurent très minoritaires. Elles illustrent plus des situations particulières que des images collectives.

Les élèves, logiquement, ont une perception moins affirmée du centre-ville que leurs aînés, car ils connaissent moins la ville et se déplacent moins. La proportion de réponses fantaisistes est donc nettement plus élevée. On a ainsi relevé :

- Ivato : deux citations à l'EPP d'Ankadifotsy, une à l'EPP d'Ambanidia, quatre à l'école privée d'Anosipatrana... La présence de cette localité dans les représentations enfantines s'explique aisément : l'aéroport constitue un puissant pôle d'attraction et fait rêver beaucoup de jeunes garçons ; de plus, Ivato est un lieu de distraction dominical : présence de lacs, d'une « ferme aux crocodiles », lieu de pique-nique.
- Fenoarivo, un village proche de Tananarive : « *Si on cherche quelque chose, il faut y aller* », explique l'élève pour motiver son choix. La distorsion entre une définition tout à fait correcte de la centralité et son incarnation est très étonnante. D'autres élèves ont cité des villages situés dans un rayon d'un trentaine de kilomètres autour de Tananarive :

Ambohimambola par exemple. Ces citations sont en fait le reflet de pratiques familiales très centrées sur le lien avec la campagne (cf. *supra*, II).

Le tableau suivant récapitule les réponses données pour le centre-ville dans les quatre écoles où Analakely est cité dans moins de 40 % des cas :

Tableau n° 8 : les lieux identifiés comme centre-ville par les élèves (en nombre de citations)

Quartier cité comme centre-ville	EPP Ambanidia	EPP Isotry	Ecole privée Isotry	Ecole privée Anosipatrana
Analakely	9	18	6	12
Rova	12	2	3	7
Anosy	3	3	5	5
Mahamasina	2	9	1	-
Anosibe	2	-	-	-
Ivato	1	-	-	4
Ambanidia	3	-	-	-
Andravoahangy	-	2	-	-
Isotry	-	2	17	-
67 hectares	-	1	5	-
Behoririka	-	1	-	-
Ampefiloha	-	1	-	-
Antanimena	-	-	1	-
Anatihazo	-	-	1	-
Ambohijanahary	-	-	-	1
Ambohijatovo	-	-	-	1
Iavoloha	-	-	-	1
Alarobia	-	-	-	2
Ne sait pas	6	1	4	-
Nombre d'élèves par classe	43	48	48	40

NB : on a exclu les réponses hors de la ville (à part Iavoloha).

Source : d'après questionnaires auprès des classes de 7^e (1999)

Le cas d'Isotry est particulièrement atypique : plus de la moitié des élèves de l'école privée citent Isotry, ou des quartiers immédiatement limitrophes (Ambodin'Isotry, 67 hectares, Anatihazo), comme centre-ville. Isotry est donc perçu comme un quartier plus ou moins autonome dans la ville, qui fonctionne avec tous les équipements et services nécessaires, si l'on intègre à cet espace les 67 hectares, où se trouvent de nombreux services publics et des commerces (grand marché...). A Isotry, la perception du centre est donc décalée sur ce quartier. On peut vivre à Isotry sans en sortir.

C'est véritablement dans le quartier périphérique d'Anosipatrana que les enfants ont livré le plus de réponses hétérogènes et incongrues, citant des quartiers très périphériques (Alarobia, Iavoloha...) ou d'autres peu connus (Ambohijanahary). Leur perception du centre-ville est donc beaucoup moins nette que dans les quartiers plus centraux. La même analyse peut être menée à propos des élèves d'Ambanidia.

2- Pour en finir avec le mythe du sens de l'orientation des Malgaches

L'examen de dessins réalisés par des élèves a permis de mettre en évidence une conclusion inattendue, qui remet en cause une caractéristique traditionnelle prêtée aux

Malgaches par les Européens, à savoir leur sens très développé de l'orientation. J.-P. Raison a créé, à propos des campagnes du Moyen-Ouest, la célèbre formule de « société géographique », dont la société rurale malgache constitue l'exemple par excellence. En ville, il était donc très tentant d'extrapoler ce constat et de projeter la réalité des sociétés rurales sur le monde urbain, en privilégiant un déterminisme culturel au détriment d'une approche différenciée selon les milieux : ce qui s'explique dans le contexte du milieu rural malgache perd de son sens en milieu urbain. Or, nombre d'observateurs étrangers ont développé ce thème, considéré étant partagé par tous les Malgaches (guides de voyage, récits de voyage et autres évocations de Tananarive) : on prête aux Tananariviens un sens inné de l'orientation, doublé d'un savoir qui se transmettrait de génération en génération. Les citadins seraient ainsi dotés d'une sorte de mystérieux sixième sens qui les guiderait dans le dédale apparent de leur ville collinaire, aux fameux « quartiers-labyrinthes » (voir chapitre premier, II, B, 2).

Or, les enquêtes ont permis de mettre en évidence qu'il s'agissait en fait d'un mythe : les nostalgiques du monde rural ont plaqué sur la ville une vision séduisante, mais fautive, de la représentation de l'espace par les Malgaches. En effet, plusieurs expériences de discussions avec des Tananariviens autour d'un plan de la ville se sont soldées par des échecs, les personnes étant incapables de s'y repérer. Elles mettaient un temps assez long pour repérer l'Avenue de l'Indépendance ou le Rova, qui sont pourtant de grands points structurant les représentations. Elles étaient également incapables de désigner leur quartier de résidence sur le plan, ne fût-ce qu'approximativement en situant la zone : certaines personnes ne savent pas si elles habitent au nord ou au sud de la ville. Cela tient sans doute au fait que le plan est en deux dimensions, alors que les Tananariviens appréhendent leur ville par sa topographie très marquée, et se repèrent visuellement en fonction d'elle (on a déjà évoqué les personnes désorientées dans les villes côtières au plan quadrangulaire), ainsi qu'au manque de familiarité avec ce support. Ce comportement n'en demeure pas moins significatif, notamment quand il apparaît chez les personnes ayant fait des études supérieures, par exemple.

Les élèves de septième ont aussi largement contribué à démythifier ce sens de l'orientation. En effet, certains ont choisi de représenter leur ville sous forme de plan, ce qui a permis de voir dans quelle mesure ils maîtrisaient sa configuration spatiale. Les résultats sont éloquents : les plans sont le plus souvent mal orientés (les points cardinaux sont mal placés), déforment considérablement les distances, et centrent la ville, soit sur leur quartier, soit pas du tout. (voir figure n° 10)

Certains enfants s'orientent donc très mal dans Tananarive, ce qui montre bien que l'apprentissage de l'orientation, prioritaire en milieu rural, a complètement disparu de l'éducation des petits citadins.

Figure n° 10 (plans)

3- La méconnaissance de la ville en général

En dernier lieu, on souhaiterait aborder la méconnaissance globale de la ville par certains Tananariviens. On ne développera toutefois pas ce sujet, car il sera traité dans le chapitre V : qui connaît mal la ville dans son ensemble vit en fait sur des espaces connus à échelle beaucoup plus grande, dont l'étude peut s'appréhender à l'aune du thème de l'atomisation urbaine en quartiers. On se contentera ici d'en évoquer quelques traits caractéristiques.

La citation de quartiers ou de communes périphériques pour répondre à des questions portant sur la ville constitue un bon indicateur de méconnaissance de celle-ci. Ainsi, plusieurs personnes interrogées n'évoquent que des endroits de ce type au cours de l'enquête (pour les endroits fréquentés, les endroits aimés). Voir également sur ce sujet *supra*, III.

Par ailleurs, dans chaque quartier, il s'est trouvé des personnes complètement déconcertées par la question portant sur les endroits aimés et mal aimés : c'était le cas de 10 personnes à Ankadifotsy, 5 à Isotry, 7 aux 67 hectares, 10 à Ivandry, 7 en ville haute. Soit entre 10 % et 20 % des personnes interrogées, ce qui représente une proportion relativement importante. Il s'agit de personnes qui n'ont aucun avis sur leur ville, qui la subissent en quelque sorte : l'espace urbain leur est soit inconnu, soit indifférent. Certaines personnes ont d'ailleurs dit : « *tout est pareil partout* », « *tout se ressemble* ». D'autres ont explicitement déclaré s'en moquer. Leur rapport à la ville est purement utilitariste : travailler, s'approvisionner, effectuer les démarches indispensables...

Enfin, une réponse a toujours suscité l'amusement moqueur de mes enquêteurs : quand la personne interrogée cite comme unique endroit aimé en ville le parc zoologique de Tsimbazaza (entre deux et sept citations par quartier). En effet, pour un Tananarivien « de souche », la fréquentation de Tsimbazaza est assimilée à une pratique rurale de la ville : seuls les ruraux récemment installés en ville s'y rendent, le dimanche ou les jours fériés. Les Tananariviens qui ont les moyens de s'offrir d'autres loisirs boudent ce parc trop étroit, trop artificiel, et sans doute trop visité durant l'enfance. Fréquenter régulièrement et à peu près exclusivement Tsimbazaza constitue donc une marque assez sûre de méconnaissance de la ville.

Ainsi, nombre de citoyens n'ont qu'une perception extrêmement fragmentaire de la ville. On reviendra sur ce thème dans le chapitre V, où l'on verra qu'en fait ces Tananariviens qui ne maîtrisent pas leur ville vivent essentiellement à l'échelle de leur quartier, voire d'un îlot spatialement très restreint.

C- Les facteurs de connaissance ou de méconnaissance de la ville

1- Des facteurs favorisant la connaissance de la ville

Les migrations résidentielles

Très logiquement, le lieu de résidence influe sur la connaissance de la ville. Une personne ayant toujours vécu dans le même quartier aura moins de chances d'en connaître d'autres. La question se pose donc de savoir si les Tananariviens sont mobiles ou non à

l'intérieur de leur ville. Pour cela, on s'est fondé sur les résultats à la question « Depuis combien de temps habitez-vous dans le quartier ? »⁷⁰. Tous quartiers confondus, environ 50 % des personnes interrogées habitaient depuis plus de vingt ans dans le quartier où elles se trouvaient lors de l'enquête. Ce qui nous intéresse ici, c'est donc qu'environ la moitié des personnes interrogées ont vécu ailleurs : dans des villes de province (cas des fonctionnaires en général), à la campagne, ou bien dans d'autres quartiers de Tananarive. Il existe bel et bien une mobilité intra-urbaine.

Celle-ci concerne tout d'abord les femmes, qui déménagent lors de leur mariage pour s'installer chez leur mari. Dans ce cas, la mobilité n'est pas nécessairement synonyme de connaissance de la ville, car bien souvent les femmes quittent leur quartier pour un autre, duquel elles ne bougeront guère plus que de celui où elles ont grandi. Les originaires de la campagne apparaissent également assez mobiles : ils déménagent fréquemment, de location en location, en fonction des aléas de la vie. Enfin, ce sont les personnes les plus fragiles économiquement et socialement qui sont le plus sujettes à changer de quartier : à l'occasion d'une expulsion, de la destruction de leur logement (incendie, opération de « déguerpissement »...), d'un problème familial ou de voisinage. Ainsi, dans la plupart des cas, la mobilité intra-urbaine apparaît plus subie que souhaitée : les Tananariviens recherchent avant tout la stabilité dans tous les domaines, y compris résidentiel.

Le choix géographique de tel ou tel quartier semble souvent dicté par le hasard. Plusieurs enquêtés ont déclaré avoir choisi de s'installer dans le quartier car ils y avaient trouvé un logement dont le montant du loyer leur convenait ; de plus, la pénurie de logements est telle qu'il est risqué de faire le difficile : mieux vaut prendre le premier qui se présente. Aussi convient-il de ne pas surinterpréter les réponses données par les personnes interrogées : bien souvent, la mobilité résidentielle est très contrainte, socialement et géographiquement ; on ne peut guère y lire des indices de bonne ou de mauvaise connaissance de la ville.

Il existe toutefois une forme de mobilité résidentielle à Tananarive qui favorise la connaissance de la ville : appelons cette pratique « fluidité résidentielle ». La fluidité résidentielle consiste à changer de domicile, que ce soit ponctuellement ou bien pour plusieurs années. Cette caractéristique nous est apparue à force de constater la grande difficulté de très nombreuses personnes enquêtées à répondre à la question, qui me semblait simple, « Combien de personnes y a-t-il dans le ménage ? » : très souvent, la personne s'est montrée embarrassée, a réfléchi, voire en a discuté avec d'autres personnes présentes, qui le cas échéant la contredisaient ou lui faisaient repréciser la réponse. La discussion était parfois âpre et longue ! J'ai alors constaté que de nombreuses personnes habitaient temporairement dans le logement où se déroulait l'enquête. On a vu le cas des personnes âgées, qui illustrent bien cette notion de fluidité résidentielle (voir chapitre III, III, B, 1). Mais cela peut aussi concerner des couples qui passent quelques mois chez les parents de la femme à l'occasion d'un accouchement (cas très fréquent), des personnes hébergées temporairement en dépannage : dispute conjugale, difficulté financière passagère, maladie nécessitant des soins importants à la maison, tout événement rompant le cours ordinaire de l'existence donne lieu à ces pratiques résidentielles. J'ai ainsi

⁷⁰ Des réserves méthodologiques s'imposent pour interpréter les réponses. En effet, il est apparu que des personnes, qui sont nées et qui ont grandi dans le quartier d'enquête, mais qui l'ont quitté parfois pendant des années voire des décennies, omettent de le signaler : pour elles, elles sont là depuis toujours. L'entretien n'a pas toujours permis de faire apparaître et de corriger ce type de biais.

interrogé plusieurs personnes qui n'habitaient pas en permanence dans le logement où se déroulait l'enquête, mais qui ne l'ont expliqué qu'au bout d'un long moment, au hasard d'une question : la situation était pour elles tout à fait naturelle.

A une échelle de temps plus large, les situations de fluidité résidentielle sont également fréquentes. Les cas de personnes commises à garder une maison familiale vide sont nombreux. Le mécanisme est toujours le même : une personne, contrainte de laisser son logement tananarivien, quand elle est mutée en province, le plus souvent, fait venir un membre de sa famille qui occupera le logement jusqu'à son retour. Ce travail de « gardien » n'est pas rémunéré ; en échange, les « gardiens » bénéficient d'un logement gratuit, pour une durée indéterminée. Une jeune femme, originaire de la côte, a ainsi été interrogée aux 67 hectares : elle occupait depuis deux ans l'appartement d'une cousine ; à Ankadifotsy, cela faisait cinq ans qu'une femme avait quitté Tamatave avec ses deux enfants pour occuper la maison de son frère. Ce système permet donc à des personnes originaires de la campagne ou de villes de province de passer quelques années dans la capitale. Il fonctionne essentiellement à un niveau familial.

Il existe également des gardiens de terrains, rémunérés cette fois : ils édifient une construction précaire sur un terrain appartenant à un propriétaire qui ne le construit pas, afin d'éviter que des squatters ne s'y installent. Leur seul rôle est donc d'occuper le terrain, de manifester son appropriation. Un exemple pathétique des conséquences sclérosantes de ces pratiques a été rencontré à Ivandry : un homme de 57 ans avec sa famille, soit sept personnes au total, gardent un terrain depuis ... dix-huit ans. Le propriétaire, ruiné, ne fera jamais construire ; le gardien n'est plus rémunéré depuis des années, mais l'homme reste pour le logement, une petite maison en briques de 8 m² qu'il a construite, et car il ne sait pas quoi faire d'autre ni où aller. Pour cette famille, l'avenir semble bloqué (enquête n° 34).

Ces cas particuliers mis à part, la fluidité résidentielle, assez répandue à Tananarive, favorise donc la connaissance de différents quartiers de la ville.

Les déplacements intra-urbains

Le travail, ou la recherche d'un travail, constitue l'une des motivations principales des déplacements des adultes tananariviens. On a vu au chapitre III (I, A, 4) que de nombreux travailleurs étaient contraints à de longs trajets quotidiens, aussi n'insistera-t-on pas sur ce sujet ici. Le travail impose donc une connaissance minimale de l'espace urbain, en particulier pour ceux qui empruntent une ou plusieurs lignes de bus. C'est ainsi qu'Analakely fait partie de l'espace pratiqué quotidiennement par de nombreuses personnes, qui y passent par nécessité. Les travailleurs à leur compte doivent également beaucoup se déplacer, notamment pour aller chercher des pièces détachées, aux marchés d'Isotry, d'Andravoahangy, dans les quincailleries de Mahavoky... ; les couturières et les brodeuses doivent s'approvisionner en tissus et autres fournitures (pavillons d'Analakely, marché d'Ambodin'Isotry, de Camp Pochard...) ; les commerçants vont se ravitailler à Anosibe, les épiciers chez les grossistes...

Le recours aux services administratifs impose également des déplacements. De nombreuses personnes ont ainsi indiqué ne se rendre dans un quartier particulier que pour une raison très précise. C'est le cas des retraités, qui doivent se déplacer pour percevoir

leur modeste pension, mais aussi des salariés de nombreuses entreprises, qui perçoivent leur paye à un endroit différent de leur lieu de travail⁷¹. Les formalités administratives sont ainsi très complexes à Tananarive, imposant souvent de longs déplacements et une perte de temps et d'énergie importante : il faut attendre, parfois revenir, se rendre à plusieurs lieux différents pour régler un seul problème... De surcroît, de nombreux services étatiques ne sont pas déconcentrés à l'échelle de la ville : il faut donc obligatoirement se rendre au ministère concerné, par exemple pour obtenir un permis de construire.

Faire les courses ne constitue pas à Tananarive une cause importante de déplacement, tant les pratiques demeurent centrées sur la proximité immédiate du domicile : marché de quartier, commerçants de rue. Seuls ceux qui disposent d'un véhicule privé (moins de 10 % des ménages) peuvent élargir leur aire d'approvisionnement en se rendant dans les grandes surfaces situées soit en périphérie, soit en plein centre. Les observations faites sur les personnes rencontrées au cours de mes séjours m'incitent à penser que les choix de ces catégories aisées s'orientent plutôt vers les supermarchés de périphérie, pour éviter les embouteillages du centre, et pour disposer d'un parking. On assiste ainsi à l'émergence de nouvelles pratiques, très inspirées d'une conception américaine de l'espace urbain.

Les loisirs et les pratiques associatives favorisent les déplacements : pratique d'un sport, assistance à des matchs, participation à une chorale, à une association, pratique de l'évangélisation au sein d'une Eglise, etc.

L'affiliation religieuse constitue un bon moyen de connaître la ville. En effet, les Tananariviens protestants ne fréquentent pas nécessairement le temple le plus proche de leur domicile, mais bien souvent le « temple des ancêtres », c'est-à-dire le temple de la famille depuis parfois plusieurs générations. Nombre de Tananariviens se rendent ainsi dans des quartiers parfois éloignés de plusieurs kilomètres de chez eux ; selon les quartiers, entre 30 % et 50 % des personnes interrogées sont dans ce cas⁷². C'est en particulier le cas des Luthériens, pour qui il n'existe que deux églises, l'une située sur la ville haute à Ambatovinaky, et l'autre aux 67 hectares, mais aussi de tous ceux qui sont affiliés à un temple sur la ville haute. Les membres des sectes doivent également se rendre au lieu de culte principal : à Ankorondrano pour la puissante secte *Jesosy Mamonjy* (Jésus sauveur), par exemple⁷³. Aussi les minibus du dimanche matin sont-ils pris d'assaut. Enfin, les Eglises tananariviennes, quelle que soit leur nature, sont très actives dans l'action sociale, on l'a vu à propos de la crise. Il fait donc partie des devoirs des fidèles de participer régulièrement à des opérations de porte-à-porte, à l'organisation de réunions publiques, voire, pour les plus investis, à l'aide aux sans-abri, à l'accueil de prostituées, de drogués... Dans ce cas, ces fidèles qui déploient autant d'activité au sein de l'Eglise acquièrent par ce biais une connaissance fine de la ville, fréquentant aussi bien l'espace paroissial que les bas quartiers mal famés, où ils n'auraient sinon aucune raison de se rendre.

⁷¹ Une partie infime de la population est bancarisée. La paye est délivrée en liquide, en général par quinzaine ou mensuellement.

⁷² Le maximum est à Ankadifotsy (la moitié des personnes interrogées était concernée) : cela s'explique par la présence de personnes appartenant à des lignages anciens et prestigieux dans ce quartier, affiliées à des temples de la ville haute. Ce n'est d'ailleurs que dans la ville haute qu'on ne trouve que 12 % des personnes interrogées qui fréquentent un lieu de culte situé hors du quartier. La faiblesse de ce taux s'explique par la concentration d'églises dans le quartier et par leur prestige historique.

⁷³ On reviendra sur l'émergence des sectes en milieu citadin dans le chapitre VIII, III.

Enfin, les visites à la famille et aux amis constituent un motif de déplacements particulièrement développé à Tananarive. En ce qui concerne les amis, il s'agit d'un mode de relation qui concerne peu les adultes, dont le réseau de sociabilité est avant tout fondé sur la famille. Les jeunes scolarisés (lycéens et étudiants) en revanche, n'hésitent pas à rendre visite à des amis, même s'il faut pour cela prendre le bus. En effet, comme il n'existe guère à Tananarive d'endroits où se rencontrer, les jeunes – du moins ceux des catégories moyennes et aisées – préfèrent se recevoir les uns chez les autres, dans la journée (il n'y a pas de bus la nuit) : Tananarive manque de parcs, de bars bon marché et conviviaux⁷⁴. Dans les enquêtes, la plupart des jeunes ont fait apparaître ce rôle des fréquentations amicales dans leur vie sociale. Celles-ci peuvent être insérées dans un cadre institutionnel : association lycéenne ou étudiante, groupe de jeunes des Eglises, scoutisme... Pour une minorité aisée, sortir le week-end en boîte de nuit, aller au concert ou au restaurant, sont des activités qui font partie de leur vie habituelle : les jeunes Tananariviens aisés ont un mode de vie qui s'apparente à celui des jeunes occidentaux. Leur connaissance de la ville se trouve renforcée de ces nombreuses activités et sorties.

Les visites familiales occupent une place considérable dans la sociabilité des Tananariviens adultes et dans leurs déplacements intra-urbains. C'est bien souvent la principale raison de déplacement en-dehors du quartier. Comme dans de nombreuses sociétés traditionnelles, le réseau familial est très développé. Son entretien exige des relations régulières et assez intenses. On s'intéressera ici à la pratique des *famangiana*, ou visites de courtoisie, très caractéristiques de la sociabilité tananarivienne. Les *famangiana* se font à l'occasion d'un décès, d'une maladie, ou de tout événement heureux ou malheureux qui touche une personne. Les *famangiana* se pratiquent essentiellement à l'intérieur de la famille, mais aussi chez les personnes proches : collègues de bureau, voisins immédiats, et même à l'intérieur du *fokontany* (on le reverra à propos du fonctionnement social du quartier, voir chapitre V, I-C et III-B). En raison du réseau étendu de connaissances, en particulier familiales, un ménage peut avoir à se rendre à un *famangiana* entre une à plusieurs fois par mois. La plupart des personnes interrogées ont donc cité des quartiers qu'elles ont dit connaître car elles s'y rendent régulièrement pour voir des membres de leur famille. La parenté et le mode de sociabilité qui lui est attaché représentent donc de puissants facteurs de connaissance de la ville.

Toutefois, l'ensemble des facteurs de connaissance de la ville qui viennent d'être évoqués ne doit pas conduire à surestimer le phénomène : le quotidien de très nombreux Tananariviens se vit à l'échelle du quartier, et non de la ville. Les déplacements à l'échelle de la ville sont souvent ponctuels, motivés par un but unique, subis et non désirés, et bien souvent les gens ne s'y intéressent guère. Ce n'est pas parce qu'on traverse toute la ville en bus qu'on la connaît pour autant. De même, se rendre dans une administration une fois de temps en temps, ou aller chercher des pièces détachées toujours dans la même quincaillerie ne signifie pas pour autant qu'on va en profiter pour voir autre chose. La faiblesse des loisirs proposés à l'échelle de la ville constitue bien un facteur limitant les déplacements et les occasions de mieux la connaître.

⁷⁴ Un ami, l'un de mes enquêteurs, m'a confié un jour qu'il était très surpris que je lui donne rendez-vous pour discuter en ville, dans un café en général, et non chez mes hôtes : l'idée de se rencontrer dans un lieu public est totalement étrangère à la pratique de la ville des Tananariviens.

Enfin, très peu de personnes connaissent vraiment bien la ville dans son ensemble. On pourrait définir cette bonne connaissance de la ville par la capacité à localiser avec une relative précision les quartiers connus dans la ville : on peut estimer qu'il y en a au moins une centaine (voir liste en annexe). Ne pas connaître ces toponymes ni leur localisation, même approximative, constitue un indice assez fiable de méconnaissance de la ville dans son ensemble. Or, à l'aune de ce critère, qui semble être celui qui permet de cerner le mieux la perception qu'ont les Tananariviens de leur ville, il apparaît qu'une faible proportion des habitants ont en fait une connaissance globale de la ville. C'est essentiellement l'apanage des catégories aisées, qui ont les moyens de se déplacer en ville, et qui ont des raisons de le faire non exclusivement utilitaristes. C'est également le cas des chauffeurs, qu'ils soient chauffeurs de particuliers, d'entreprise⁷⁵, de taxi ou bien de lignes de transport.

Si aussi peu de personnes connaissent bien la ville dans son ensemble, c'est bien qu'il existe des facteurs qui bloquent le processus de découverte de l'espace urbain. Quels sont-ils ?

2- Les facteurs de méconnaissance de l'espace urbain

La principale cause de méconnaissance de la ville tient bien sûr aux difficultés de transport dans l'agglomération. On ne s'attardera pas ici sur ce sujet déjà évoqué et on se contentera d'en rappeler les principaux aspects.

Tananarive est tout d'abord une ville au site complexe, présentant des dénivellations nombreuses et importantes. Devoir gravir une côte pénible peut constituer un facteur limitant les déplacements. De même, pour traverser la ville d'est en ouest, il faut monter et redescendre successivement les deux collines qui encadrent le vallon d'Analakely, ce qui constitue un exercice pénible ; pénibilité renforcée de surcroît par les contraintes pesant sur la marche à pied : trottoirs très endommagés, encombrés de marchands, ou bien trop étroits ; traversée de chaussées dangereuses⁷⁶... Tananarive n'est pas du tout une ville propice à la marche à pied. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles de nombreux habitants ont tendance à considérer comme lointain un quartier situé à plus d'un ou deux kilomètres de leur domicile.

Le coût du transport constitue également un facteur limitatif très puissant (voir chapitre III, I, A, 4). Le manque de moyens contraint de très nombreux Tananariviens à des déplacements exclusivement pédestres, et limite leur champ de mobilité.

La difficulté des déplacements à Tananarive n'épuise pas la question et ne permet pas de comprendre pourquoi tant d'habitants ne connaissent pas la ville. Il faut alors avoir

⁷⁵ Le métier de chauffeur est en plein essor à Tananarive car de plus en plus de Tananariviens aisés répugnent à conduire dans les embouteillages ou à chercher une place. De plus, il peut être risqué de laisser la voiture sans surveillance. Enfin, pour certaines personnes, il est recommandé de s'offrir les services d'un chauffeur, pour des raisons de sécurité : les Indiens surtout, mais aussi certains Européens, expliquent avoir peur d'être impliqués dans un accident de la circulation, auquel cas la réaction des témoins peut être imprévisible : l'hostilité envers un étranger, responsable d'un accident ayant causé des victimes malgaches, peut se muer en violence collective.

⁷⁶ Les journaux relatent plusieurs fois par semaine les décès de piétons renversés par un véhicule en ville. Les accidents se concentrent sur les axes où la circulation est la plus rapide : la route des hydrocarbures, l'Avenue de l'Indépendance, le tour du lac Anosy et du stade de Mahamasina.

recours à une approche de type sociologique. Cinq types d'individus n'ayant qu'une connaissance médiocre de la ville ont pu être distingués à partir des enquêtes.

1- Les personnes âgées. De manière assez banale et sans doute universelle, les personnes âgées ne se déplacent plus guère hors de leur quartier, voire de leur îlot résidentiel ou de leur maison. Au cours des enquêtes, un nombre conséquent de personnes âgées ont été interrogées, car elles sont plus souvent présentes au domicile durant la journée, ce qui a permis de mettre en évidence quelques caractéristiques de leur maîtrise de l'espace urbain. Le plus souvent, ces personnes ne connaissent pas les changements intervenus en ville ces dernières années, n'ont pas d'endroit préféré en ville, ne peuvent citer un symbole de Tananarive. Leur principal centre d'intérêt est la proximité du tombeau où elles seront enterrées : il faut à tout prix éviter de s'en éloigner. Une femme de 75 ans n'a ainsi répondu à aucune question sur la ville, sauf à celle concernant les endroits aimés : elle cite Itaosy, une commune périphérique, en justifiant sa réponse par la présence du tombeau familial dans cette localité. L'espace perçu des personnes âgées de Tananarive est donc très polarisé par le *tanindrazana*. Il s'agit là d'une particularité culturelle remarquable.

2- Les enfants peuvent mal connaître la ville, pour des raisons qui tiennent à l'éducation qu'ils reçoivent, laquelle limite souvent l'autonomie. C'est du moins le cas au sein des classes moyennes et supérieures : les enfants sortent peu seuls et passent l'essentiel de leur temps libre à l'intérieur de la maison. L'éducation assez rigoureuse encadre strictement les déplacements et loisirs des enfants. Une femme explique ainsi que dans son enfance, ses parents ne lui laissaient faire seule que le trajet de la maison à l'école ; le reste du temps, elle devait rester chez elle. Elle dit avoir alors contracté l'habitude de ne pas sortir beaucoup de chez elle, habitude qui ne l'a pas quittée depuis. Le mode d'éducation constituerait donc une explication au fait que les gens sont nombreux à ne sortir de leur périmètre quotidien (dans un rayon de quelques centaines de mètres) que s'ils y sont contraints.

L'examen des réponses des enfants de septième à la question portant sur leurs activités en dehors de l'école tend à confirmer cette analyse. Par ordre décroissant de citation, les enfants ont déclaré apprendre leurs leçons, jouer à la maison, aider leur mère dans les travaux ménagers, se promener, regarder la télévision, et pratiquer un sport (basket, volley, jouer au ballon ou au football – quelques citations seulement sur le total des réponses). Les trois dernières réponses ont été beaucoup plus rares que les trois premières. Si l'on peut estimer que la réponse « apprendre les leçons » est convenue, il apparaît néanmoins une forte polarisation des activités sur l'intérieur : le jeu et l'aide aux travaux ménagers semblent bien occuper l'essentiel du temps libre des jeunes Tananariviens. Les enfants évoquant des activités extérieures ont été très peu nombreux.

3- La question du genre se pose au regard de l'éducation reçue par les enfants. De manière générale, les femmes sortent moins que les hommes, et vont moins loin. On a vu qu'il était mal vu pour une femme de sortir seule le soir dans la rue. De même, les principaux lieux extérieurs de sociabilité sont essentiellement masculins : épiceries-bars, PMU, terrains de sports... La grande majorité des conducteurs sont des hommes, les femmes qui conduisent appartenant à une minorité très aisée. Il semble toutefois qu'il faille nuancer selon le milieu social : la faible mobilité concerne avant tout les femmes des milieux les plus modestes ; dans les milieux plus favorisés, de nombreuses femmes exercent un travail salarié et jouissent d'un statut enviable au regard de la situation dans de nombreux

autres pays pauvres. Néanmoins, au cours des enquêtes, ce sont souvent les femmes qui ont exprimé des difficultés à répondre aux questions sur la ville, le paysage, son évolution, sur leurs goûts, le symbole de la ville, etc. Ce sont également en grande majorité des femmes qui ne sortent jamais de leur quartier : la quasi-totalité des personnes interrogées se trouvant dans ce cas étaient des femmes, et ce quel que soit le quartier ! Enfin, parmi les élèves de septième qui ont déclaré aider leur mère à la maison, la très grande majorité sont des filles (quand ce sont des garçons, ils participent en fait à l'activité économique des parents, s'ils sont commerçants par exemple). La participation à l'activité ménagère limite donc la mobilité féminine dès l'enfance. Une fillette résume bien une situation sans doute assez répandue : « *Je reste à la maison* », écrit-elle pour évoquer ses activités extra-scolaires.

4- Les néo-Tananariviens originaires de la campagne constituent une population qui en règle générale connaît moins bien la ville, pour des raisons tout à fait évidentes et banales, sur lesquelles on ne s'attardera pas : insertion au sein d'un réseau de connaissances polarisé géographiquement (regroupement dans un quartier des originaires d'un même village ou d'une même région), manque d'occasions de se déplacer, méconnaissance des potentialités de la ville, temps consacré au travail souvent très important dans le but d'économiser au maximum, etc. Là encore, les enquêtes ne permettant pas une approche statistique, on a préféré livrer des portraits de migrants illustrant le mode de vie de ces néo-citadins.

Ankadifotsy n° 41 : portrait d'un migrant connaissant peu la ville

Rakoto a 35 ans. Il vit à Tananarive depuis sept mois. Il s'y est installé après avoir quitté Itaosy, situé à quelques kilomètres seulement à l'ouest de la ville, en y laissant sa femme et ses enfants. Son but est de gagner de l'argent et de rentrer chez lui dès que possible.

Sa vie à Tananarive n'est pas facile. Il a ouvert une gargote dont il loue le local, ce qui l'oblige à se lever entre 3 et 4 h du matin et à se coucher entre 22 et 23 h. Il se dit fatigué. Il n'a pas le temps d'avoir de loisirs, à part la fréquentation du temple, situé à Andavamamba, dans la ville basse : il appartient à une nouvelle Eglise, de type évangélique. C'est le seul quartier dans lequel il se rend en dehors des environs immédiats d'Ankadifotsy : il va à Behoririka et à Andravoahangy pour faire les courses. Il rentre tous les week-ends à Itaosy, notamment pour s'occuper de sa production agricole : riz, maïs, manioc.

Il n'aime pas la vie en ville : « *Ici j'ai de l'argent mais je dépense beaucoup. A la campagne, j'ai des produits mais je dois les vendre pour avoir de l'argent. A Tana, on trouve de tout, mais la vie en ville je n'aime pas du tout.* » Il préférerait habiter dans un quartier plus périphérique à cause du bruit. Comme symbole de la ville, il cite d'ailleurs significativement le fait qu'il y ait « *trop de monde* ». Il a peu d'avis sur la beauté de la ville (« *ça dépend des quartiers où on se trouve* »). Comme endroit préféré, il cite le parc zoologique de Tsimbazaza, qui est en général le seul endroit que connaissent les ruraux dans la ville. Le centre-ville est Analakely car le jardin est bien soigné, le quartier bien entretenu. A propos de la disparition du Zoma, il considère que c'est plus propre et plus joli, mais « *c'est un malheur pour les gens de la campagne qui venaient vendre leurs produits.* »

Ankadifotsy n° 16 : portrait d'une migrante bezanozano⁷⁷ peu intégrée en ville

Hanta habite depuis 1992 à Tananarive. Elle ne fréquente dans le quartier que les autres habitants de la cour, pour des petits services quotidiens. De même, les *famangiana* ne concernent que les personnes de la cour. Elle connaît donc très mal son quartier et les voisins.

Elle a peu de loisirs, sauf les jours fériés, où elle va se promener à Tsimbazaza. De temps en temps, elle va rendre visite à de la famille, à Isotry ou dans un lointain quartier périphérique. Elle a peur de la grande ville : il y a trop de gens, elle craint des manifestations de rue, et la foule. Venue de la campagne pour gagner de l'argent, elle souhaite y retourner car l'air y est pur, et car la nourriture

⁷⁷ Ethnie de l'est de l'Imerina, localisée autour de la ville de Moramanga sur la RN 2.

coûte moins cher qu'à Tananarive. Elle ne peut pas désigner le centre-ville. Son quartier préféré est le sien car il est sûr, tandis qu'elle n'aime pas Andavamamba, Isotry, à cause des voleurs, mais y a-t-elle réellement été ? La prégnance des schémas ruraux s'exprime à propos de l'avis sur les rizières en ville : « *Ce sont des promesses de récoltes* ».

Isotry n° 35 :

Tovo a 65 ans, il est venu il y a vingt ans d'un village près d'Ambatolampy (65 km au sud de Tananarive) pour « *trouver un moyen de subsistance*. » Il s'est installé à Isotry il y a huit ans, pour suivre ses enfants, qu'il aide : il s'occupe des petits-enfants, garde la maison et fait la cuisine, pendant qu'ils tiennent un commerce (quincaillerie) à proximité, au marché d'Isotry.

Son seul loisir est une sortie à Tsimbazaza de temps en temps et une visite à son village une fois par mois. L'église qu'il fréquente est d'ailleurs là-bas et non en ville (faible enracinement citoyen). Il connaît très mal la ville : il ne cite que Tsimbazaza et le quartier voisin de Tsaralalana où il se rend deux fois par mois pour l'achat de marchandises. De même, il aime Tananarive parce que c'est « *une grande ville* ». Il aimerait retourner vivre à la campagne « *parce que c'est chez moi* ». L'aspect moderne de la ville le fascine : elle est belle car « *il y a beaucoup d'immeubles, beaucoup de voitures* », Analakely, qu'il désigne comme le centre-ville, est son endroit préféré car « *c'est moderne* ». Il envisage la suppression du Zoma du point de vue exclusif d'un paysan : les gens ont perdu leur gagne-pain.

Enfin, le cas d'Emilienne (Isotry n° 10) nous invite à penser que l'échelle de la ville n'est pas nécessairement la plus pertinente pour appréhender le degré d'intégration citadine des migrants. On a là l'exemple d'une migrante très investie dans la vie de son quartier, mais ne connaissant que très mal la ville.

Emilienne a 56 ans. Cela fait vingt ans qu'elle habite à Isotry, depuis son arrivée de la province de Fianarantsoa. Elle ne connaissait pas Tananarive, elle s'y est habituée et maintenant elle se plaît bien dans son quartier. Emilienne a peu de loisirs, à part la télévision. Elle ne sort quasiment jamais du quartier, où elle a par contre des activités nombreuses. Elle est par exemple chef-quartier de sa paroisse catholique : elle est chargée de collecter de l'argent quand il y a un deuil. Elle est également membre du Comité de salubrité du *fokontany*. Ayant également été chef du secteur du *fokontany*, elle dit connaître tout le monde et passer beaucoup de temps à discuter avec les voisins.

Elle aime Tananarive car elle y a eu tous ses enfants, elle s'y est donc enracinée. Cependant, elle aimerait beaucoup retourner vivre à la campagne. Sa région d'origine lui manque, elle souffre de ne pas pouvoir s'y rendre plus souvent, notamment quand il y a un deuil.

Elle ne peut tout d'abord pas citer le centre-ville, avant d'évoquer Analakely, à cause de la présence de l'hôtel de ville, qui a brûlé en 1972 et qu'elle n'a donc pas connu.

Tovo comme Emilienne, bien que résidant en ville de manière permanente depuis vingt ans, ne la connaissent que bien imparfaitement et ne manifestent aucun désir d'approfondir cette connaissance. Pour autant, on ne saurait dire qu'ils vivent selon des schémas exclusivement ruraux en ville. Emilienne en particulier est très bien intégrée dans son quartier. Il faut donc rechercher d'autres échelles de fonctionnement et d'intégration des individus dans la ville, ce qui fera l'objet de l'étude des deux chapitres suivants.

5- Enfin, les personnes les plus défavorisées n'ont, tout à fait logiquement, qu'une connaissance très fragmentaire de la ville. La partie la plus pauvre de la population ne se déplace pour ainsi dire jamais. Pour ces personnes, l'existence se résume au travail pour assurer la subsistance ; elles n'ont aucun loisir (si ce n'est le culte) et ne manifestent aucun intérêt pour leur ville. Leur horizon oscille entre le lieu de travail et la maison. Des individus nés à Tananarive et n'étant jamais sortis de leur quartier ont été rencontrés ; ils attribuent cette attitude à un manque de curiosité de leur part, à un manque de moyens ou

bien à un manque de temps. Une femme de quarante ans, née à Isotry, avoue n'être jamais sortie de ce quartier, pourtant seulement situé à dix minutes à pied du centre-ville. Découvrir la ville est un comportement totalement étranger à l'univers mental d'une fraction de la population : « *Qu'est ce que je vais aller faire là-bas, il y a tout ici* », commente laconiquement une femme de 35 ans habitant à Ivandry.

Tableau n° 9 : proportion de personnes interrogées ne quittant jamais ou exceptionnellement le quartier :

Quartier enquêté	
Ankadifotsy	12 %
Isotry	22 %
67 hectares	9 %
Ivandry	25 %
Ville haute	16 %

Source : questionnaires (2000-2001)

Remarque : il s'agit presque toujours de femmes.

A la lecture de ce tableau, il semble intéressant de rapprocher le cas d'Isotry et d'Ivandry, les deux quartiers où près d'un quart des personnes interrogées ne sortent jamais ou presque du quartier de résidence. Isotry est un quartier très défavorisé, où plusieurs des facteurs identifiés ci-dessus se conjuguent : pauvreté importante engendrant des situations de détresse morale, et proportion de migrants plus élevée que dans la moyenne de la ville. A Ivandry⁷⁸, un quartier périphérique, l'enracinement dans le quartier est encore plus élevé. Les mêmes facteurs se cumulent : pauvreté, forte présence de migrants, et de plus éloignement du centre-ville. Dans ces quartiers défavorisés, la mobilité intra-urbaine est donc fréquemment quasi inexistante. Pour une fraction importante de la population, l'espace vécu se limite au quartier et le besoin d'en sortir ne se fait nullement sentir. De surcroît, plusieurs personnes âgées font partie de cette fraction. Rares sont, parmi ces personnes qui ne sortent jamais de leur environnement immédiat, celles qui en ressentent de la frustration ou qui expriment des regrets. La question ne se pose tout simplement pas.

Conclusion IV

Tout à fait classiquement, il existe au sein de la population tananarivienne des degrés très divers d'appréhension de la ville, sur un axe qui irait d'une méconnaissance presque totale à une connaissance très fine, aussi bien géographiquement qu'historiquement. Ce constat de diversité de la connaissance d'une ville par ses habitants pourrait être très banal et relevé universellement, si l'on ne prêtait pas attention aux extrêmes. En effet, de part et d'autre de l'axe, on rencontre, en nombre relativement important, des individus qui, soit ne connaissent presque rien en ville (très peu de noms de quartiers, pas le centre-ville...), soit au contraire sont intarissables sur la question. Se dessine ici une distorsion considérable entre ces extrêmes, distorsion étonnante et rare

⁷⁸ Il s'agit bien sûr de résultats qui concernent le village d'Ivandry, et pas du tout les villas. Rappelons que ce quartier est socialement extrêmement hétérogène et ségrégué de fait entre les espaces « villageois » et les villas.

pour une capitale métropolitaine : il est pour le moins surprenant qu'autant d'habitants connaissent aussi mal leur ville, tandis qu'une connaissance étonnamment érudite est partagée par un nombre de personnes assez important pour qu'elle ne soit pas considérée comme exceptionnelle et réservée à une élite intellectuelle ou à des cénacles d'amateurs passionnés.

La coexistence de ces deux attitudes est en fait parfaitement révélatrice de l'ambiguïté de l'identité tananarivienne telle qu'elle est perçue par ses habitants. Tananarive est une ville ancienne, fière d'elle-même, dont le présent s'enracine au plus profond de l'histoire malgache, et dont la perception actuelle se lit encore à travers le prisme d'un modèle urbain ancien et prestigieux (voir chapitre premier). Cet enracinement dans l'histoire explique que la ville soit considérée comme un objet digne d'être connu et fasse donc l'objet d'un discours construit et sophistiqué. Cette connaissance raffinée de la ville ne constitue donc que le prolongement ultime du mythe urbain originel. Ceci explique qu'elle reste malgré tout étrangère à la majorité de la population. Comme toujours, doivent être distinguées deux Tananarive, la Tananarive du mythe et la Tananarive réelle. Tananarive est aujourd'hui une ville de plus d'un million d'habitants. Or, l'intégration à la ville d'une grande partie de ces personnes très pauvres n'est que partielle : on l'a vu, certains migrants ont une perception de l'espace limitée à leur domicile ou à son environnement immédiat ; pour d'autres, l'intégration citadine méconnaît l'échelle de la ville et ne se joue véritablement qu'au niveau du quartier. Les masses paupérisées n'ayant qu'un faible ancrage citadin ne se sentent en rien concernées par l'image qu'offre la ville, encore moins par son histoire et se révèlent donc incapables de formuler un jugement personnel à ce sujet. La maîtrise ou non de la connaissance de la ville constitue donc un excellent révélateur de la fracture qui divise la société tananarivienne, entre des gens pour qui la ville est dépositaire d'un sens quasi sacré, et ceux qui ne l'appréhendent que d'un point de vue strictement utilitaire. La question de la connaissance de la ville est donc loin d'être anodine : elle permet de mettre en évidence des enjeux identitaires, qui sont au cœur de la manière de vivre la ville, et d'être Tananarivien.

CONCLUSION CHAPITRE IV

Au terme de ce chapitre, fondamental dans notre essai d'approche de la citoyenneté tananarivienne, deux grandes conclusions se dégagent.

Il apparaît tout d'abord de manière assez claire que la citoyenneté tananarivienne ne trouve sa définition que dans l'inclusion d'une large part de ruralité. Elle fonctionne en fait à deux niveaux spatiaux : celui de la ville et celui de la campagne. Ces deux niveaux sont, dans l'esprit des Tananariviens, largement complémentaires et souvent indissociables. Pour la plupart des Tananariviens, il n'existe en fait pas d'opposition fondamentale entre ville et campagne, que ce soit au niveau des paysages, des pratiques ou des représentations de l'espace. Dans aucun de ces domaines, il n'existe de solution de continuité entre les deux mondes. Constat pour le moins déroutant pour des non-Malgaches que celui de cette identité citadine qui ne se déploie pleinement qu'en intégrant des composantes rurales. Le vécu géographique des Tananariviens s'inscrit donc à double échelle et se caractérise par un double ancrage spatial. Cette situation originale s'explique

par des traits à la fois évidents (Madagascar est encore un pays à près de 80 % rural) et par des aspects culturels (la mystique du sol). Au fond, si l'on caricaturait pour rendre plus limpide le propos, on pourrait dire que la question de la différence entre ville et campagne n'a que peu d'importance, voire peu de pertinence, pour un Tananarivien : la valeur intrinsèque d'un lieu tient avant tout au fait qu'il ait le statut de *tanindrazana*. A partir de là, s'organise la qualification et la différenciation de l'espace, et non à partir de la dichotomie ville/campagne, en fait peu opérante en Imerina.

Cette approche en termes de fonctionnement à deux échelles spatiales ne permet toutefois pas d'épuiser la complexité de l'identité tananarivienne. En effet, ce système de double appartenance géographique ne s'avère pas toujours aisé à assumer pour les citoyens : il engendre une complexité irréductible au quotidien, mais aussi des distorsions entre les pratiques et les représentations, un décalage constant entre un modèle citadin inspiré des conceptions occidentales, finalement beaucoup plus prégnant qu'on ne pourrait le croire, et un modèle urbain merina si original. Il existe bien dans les références des Tananariviens l'idée qu'une ville ne doit pas être rurale, et cette idée introduit fréquemment une sorte de gêne envers Tananarive : l'ambivalence de son identité pose problème, car aujourd'hui la référence n'est plus exclusivement merina, comme du temps d'Andrianampoinimerina. Les Tananariviens sont écartelés entre deux conceptions radicalement différentes de la ville. Ils souhaitent ne pas penser l'opposition ville/campagne, tout en y étant confrontés dans le contexte d'une vie moderne, dont les caractéristiques sont plus ou moins implicitement définies par le monde développé. On ne peut donc occulter la difficulté de vivre ce système à double échelle spatiale, qui puise ses racines dans des références culturelles très anciennes, dans la confrontation avec le reste du monde. Les Tananariviens oscillent entre deux conceptions de la ville : c'est bien ce qui explique l'instabilité de la définition de la citadinité et les multiples ambiguïtés dont elle est empreinte. La citadinité tananarivienne est écartelée entre des modèles culturels contradictoires, ce qui la rend éminemment instable.

On peut dès lors s'interroger sur la pertinence même de l'échelle de la ville pour cerner l'identité tananarivienne : n'y aurait-il pas dans les oscillations entre des références malgaches et d'autres occidentales l'explication du rejet de la ville tant observé, et du refuge à l'échelle du quartier, lequel est si souvent représenté en fonction de l'analogie rurale avec le village ? Finalement, pour les Tananariviens, n'est-il pas plus satisfaisant intellectuellement, plus cohérent, de négliger le niveau urbain pour inscrire ses usages et ses images de l'espace à l'échelon plus rassurant et plus homogène du quartier ? Cette question est au cœur du chapitre suivant.

CHAPITRE V - LE QUARTIER, UN ESPACE HIERARCHISE ET CLOISONNE, ELEMENT FONDAMENTAL DE STRUCTURATION DE L'IDENTITE CITADINE

Si le quartier mérite qu'on lui consacre un chapitre à part entière, c'est bien parce qu'il est au cœur des pratiques et des représentations de la ville. Lors d'une discussion avec un Tananarivien sur sa ville en général, très rapidement il est fait appel à différents quartiers pour illustrer n'importe quel propos : sur des thèmes comme la pauvreté, les équipements collectifs ou la gestion municipale, notre interlocuteur va argumenter en prenant des exemples précis de quartiers, et non en parlant de la situation générale à l'échelle de la ville.

Quelle réalité géographique recouvre donc cette notion si centrale de quartier ? Dans le souci d'une approche ethnogéographique, il a semblé logique de poser comme principe de ne pas partir d'une définition pré-construite, mais de se fonder sur ce que pouvait recouvrir le terme dans l'esprit des Tananariviens. On appellera donc quartier ce qu'ils désignent comme tel : c'est au « quartier vécu » qu'on s'intéressera ici.

Or, le choix de cette définition suscite des problèmes. Pour les Tananariviens en effet, la notion de quartier est à la fois très subtile, dans sa délimitation géographique par exemple, et assez floue, en ce qu'elle peut être mouvante dans son extension. Par exemple, chacun sait où se trouve Isotry et pourrait en donner une délimitation très précise, au pâté de maison près ; mais en même temps, l'extension géographique du toponyme est à géométrie variable, selon le contexte évoqué et selon les interlocuteurs. Chacun peut ainsi délimiter précisément les quartiers, et cependant ces limites ne sont pas les mêmes pour tout le monde.

Le second problème de définition tient à la différence de perception du quartier entre ses habitants et ceux qui lui sont extérieurs. En général, pour les habitants, le « quartier » occupe un espace restreint de quelques hectares tout au plus, ce qui constitue une taille que l'on retrouve dans la plupart des villes du monde. Le critère classique du rayon de cinq cents mètres autour de l'habitation semble ainsi convenir. Le problème se pose alors de la dénomination des espaces occupant plusieurs dizaines d'hectares, comportant un toponyme générique et subdivisés en plusieurs « quartiers ». Prenons l'exemple d'Ankadifotsy : pour ses habitants, ce toponyme désigne une réalité trop vaste pour qu'ils la désignent sous le nom de quartier (*faritra*¹ en malgache) ; en revanche, pour les Tananariviens qui n'y habitent pas et qui ne connaissent pas bien les *faritra* qui le composent, Ankadifotsy est bel et bien désigné comme un « quartier » unique, au sens de portion de l'espace urbain dotée d'une identité affirmée. J'aurais donc pu refuser à des espaces comme Ankadifotsy la désignation de quartier, pour la réserver aux seuls *faritra* vécus par les habitants, mais cela aurait gommé la perception des grandes subdivisions de la ville pour les habitants d'autres subdivisions. J'ai donc fait le choix de désigner par le même mot de quartier aussi bien les grandes entités comme Ankadifotsy que les micro-entités locales ou *faritra*, les deux correspondant en fait à deux niveaux emboîtés de perception de la ville. A partir de cette acception, il devient intéressant de confronter les rapports entre les deux échelons, entre le grand quartier toponymique qui constitue un indicateur de localisation de résidence par rapport à l'extérieur, et le petit quartier, dans lequel s'inscrit le vécu et qui peut être le support d'une identité. En se plaçant

¹ *Faritra* signifie en fait « limite ». Le terme est employé par défaut au sens figuré pour désigner le quartier, dont le concept comporte alors l'idée d'une délimitation. Il n'existe pas de terme précis pour dire « quartier », ce qui renvoie au caractère flou du vocabulaire de la ville en malgache.

délibérément à l'échelle de ces grands quartiers (Ankadifotsy, Isotry, 67 hectares, Ivandry-Soavimasandro et ville haute), les enquêtes ont permis :

- de mettre en évidence l'existence de ces petits quartiers, au cœur de la citadinité tananarivienne, d'étudier leur fonctionnement, leur rôle dans la sociabilité,
- de comparer entre eux les grands quartiers, car il existe des points communs entre les différents petits quartiers qui les composent : chaque grand quartier dispose d'une identité spécifique.

Cette précision terminologique effectuée, on comprend mieux selon quels mécanismes géographiques a pu se développer à Tananarive le thème de l'analogie entre le quartier et le village : le *faritra* constitue en effet l'échelon idéal pour servir de support à cette comparaison, le quartier à échelle humaine, la reconstitution de l'idéal perdu du village merina en harmonie avec l'existence humaine dans toutes ses dimensions, géographiques, sociales et culturelles. On souhaiterait donc dans ce chapitre examiner ce mythe, très classique par ailleurs, de l'analogie avec le fonctionnement villageois, et le confronter à la réalité du vécu des Tananariviens.

I- LE QUARTIER, CADRE PRIVILEGIE DE LA CITADINITE TANANARIVIENNE

Le quartier est l'échelon auquel les Tananariviens vivent véritablement la ville et éprouvent le fait d'être citadin. Le quartier semble investi de significations beaucoup plus importantes que dans de nombreuses autres grandes villes du monde. On souhaite ici exposer les manifestations de cette importance du quartier d'habitation, et tenter d'en comprendre les raisons : comme souvent à Tananarive, il faudra se tourner vers le passé pour les identifier.

A- Une forte structuration des références spatiales en quartiers

On a déjà eu l'occasion d'évoquer l'étonnante finesse de la connaissance des quartiers de leur ville par des Tananariviens, chez qui la maîtrise de plus d'une centaine de toponymes n'est pas rare (voir chapitre IV, IV).

Le quartier constitue en effet le seul et unique moyen utilisé pour se repérer en ville. La plupart des Tananariviens ne connaissent pas le nom des rues, même des principales. On pourrait même avancer que le seul nom de rue vraiment connu par une très grande majorité de la population est celui de l'Avenue de l'Indépendance. L'exemple de l'avenue Lénine, qui traverse la ville moyenne à l'est, est significatif : alors que chacun des quartiers que traverse cette large avenue ouverte sous la colonisation est bien connu, son nom en lui-même demeure largement méconnu.

Les habitants n'utilisent en effet que très rarement les noms de rues, ce qui explique l'importance de la structuration des références spatiales en quartiers. Cela tient à une attitude ancienne, pré-coloniale : la ville s'est constituée par quartiers, et sans rues. Lorsque les Français sont arrivés à Tananarive, seuls quelques très rares chemins faisaient office de rues, cinq tout au plus. Ce système des sentiers s'est maintenu dans les pratiques et la perception de l'espace (voir chapitre premier, II, B, 2). Par conséquent, les Tananariviens s'expriment toujours en termes de quartiers pour s'orienter, puis utilisent des points de repères à l'intérieur du quartier de destination (un temple, une école, une

épicerie...) pour trouver leur chemin. L'espace tananarivien est ainsi divisé en de très nombreux quartiers, lesquels se subdivisent encore en plusieurs entités, des « sous-quartiers » en quelque sorte. Nommer une de ces entités de base, c'est donc déjà donner une indication relativement précise ; ne reste plus

Photos n° 56, 57 et 58

Verso photos 56 57 68

ensuite qu'à spécifier rapidement où se trouve la maison cherchée. Les subdivisions sont parfois très subtiles : au nom du quartier, déjà précis, on accole *ambany* ou *ambony* (en bas ou en haut), *avaratra* ou *atsimo* (au nord ou au sud), etc.

Il est donc logique que les Tananariviens soient déstabilisés face à un plan de leur ville. Dans leur grande majorité, ils s'y repèrent très mal, du fait que seules les rues carrossables y sont représentées, et non la multitude de ruelles, ni les noms des « sous-quartiers ». La complexité de la structure urbaine est donc niée par le plan d'inspiration occidentale, inadapté à la perception malgache de l'espace. La connaissance toponymique de ces quartiers relève donc exclusivement d'une approche orale.

Le système d'orientation dans les quartiers de collines formés de ruelles, sentiers et escaliers fait par ailleurs appel à des connaissances accessibles uniquement aux Tananariviens. En effet, l'orientation dans ces quartiers s'avère d'autant plus problématique qu'il n'existe aucun point de repère net car les ruelles et les escaliers n'ont pas de nom. Pour les habitants de ces quartiers, cette structure en dédale ne constitue pas un handicap, au contraire. Ils s'approprient ainsi leur espace qui se ferme aux « étrangers » au quartier. La ville apparaît donc nettement partagée : aux autochtones du quartier, l'appropriation de la trame labyrinthique et aux étrangers les rues carrossables qui le délimitent. Un habitant de la ville haute explique que le fait de ne pas habiter au bord d'une route ne le gêne pas : ce sont les étrangers (les Occidentaux) qui en ont besoin, selon lui. Les Tananariviens s'approprient également l'espace du quartier grâce à la connaissance de ses *elakelatrano* (littéralement, l'espace entre deux maisons). Les *elakelatrano* sont en fait des raccourcis qui permettent de traverser un quartier par le biais de ses ruelles et escaliers, en évitant les rues carrossables. Un piéton qui les emprunte peut ainsi gagner beaucoup de temps et s'éviter une marche pénible dans un cadre bruyant (voir photos n° 56, 57 et 58). Qui ne connaît pas les *elakelatrano* est donc pénalisé dans sa pratique pédestre de la ville. La connaissance de la ville ne se partage pas, chacun doit en faire son apprentissage. En effet, rares sont les personnes qui connaissent en fait les *elakelatrano* à l'échelle de la ville, en-dehors de leur quartier ; de ce fait, quand elles se déplacent dans un autre quartier que le leur, elles sont souvent contraintes d'emprunter les rues carrossables : par ce système, c'est bien la ville tout entière qui devient étrangère, car atomisée en quartiers « opaques ».

Ainsi, s'orienter constitue un exercice difficile pour tout individu étranger à la ville. Les ruraux, les côtiers et les étrangers s'y sentent perdus car ils n'ont pas de repères nets. On a ébauché l'hypothèse que la société tananarivienne fonctionne comme un microcosme, fermé sur l'extérieur et réticent à toute intrusion étrangère susceptible d'en menacer l'identité. Il apparaît ici que la structure même de la ville crée une exclusion de fait pour tous ceux qui ne la connaissent pas bien. De par l'organisation spatiale de la ville, savoir s'orienter en ville, et plus encore s'orienter dans le quartier, constitue un critère discriminant de l'intégration au monde urbain.

B- Les facteurs de la valorisation du quartier tananarivien

1- Un mode d'urbanisation très particulier : le poids de l'histoire pré-coloniale dans la morphologie des quartiers et dans leur organisation sociale

C'est à partir du XIX^e siècle qu'apparaissent les premiers quartiers urbains, qui se structurent alors selon des principes restés largement valables de nos jours.

A cette époque, sous l'impulsion royale, tout le Betsimitatatra se développe. De nombreux villages juchés sur des hauteurs dominant la plaine rizicole connaissent alors un accroissement de leur population. Le moteur du processus est politique : des dignitaires du régime reçoivent des terrains en récompense des services rendus ; d'autres sont attribués à des lignages *andriana* ou plus souvent *hova*, notamment pour sécuriser des routes royales ou tout simplement pour fidéliser ces familles, dont le soutien était crucial pour le régime. De nombreux villages se développent ainsi dans l'orbite de Tananarive, mais de manière indépendante. Chacun forme sa propre hiérarchie sociale et reconstitue le modèle du village merina : installation des lignages dominants sur les hauteurs, des esclaves sur les pentes les plus basses, proximité des tombeaux et des habitations, entre autres. Des villages célèbres connaissent alors leur heure de gloire : Ankadifotsy, Ambohimanarina, Ambatoroka, Anjanahary... Les notables ainsi installés édifient de vastes domaines, composés de leur élégante demeure, des dépendances pour les domestiques, du tombeau, le tout ceint dans un *tamboho* ; s'y ajoutent des rizières (voir chapitre premier, II, A, 1).

A partir de la fin du XIX^e siècle, la croissance spatiale de l'agglomération se fait par l'urbanisation interstitielle des espaces lacunaires entre la ville haute et ces différents villages périphériques, comme Ankadifotsy, encore isolé de la ville haute à cette période par des rizières et des marais. Il y a donc eu un processus d'urbanisation polynucléaire, par coalescence de noyaux de peuplement. Aussi serait-il erroné de parler de quartiers périphériques, au sens occidental de faubourgs ou de banlieues absorbées par la croissance de la ville-mère : F. Esoavelomandroso et J. Frémigacci proposent le terme de « villages-noyaux »². On est ici en présence de quartiers qui ont conservé dans une certaine mesure la mémoire de ce passé prestigieux, qui se fonde sur des éléments toponymiques et morphologiques. Toponymiques par le maintien de désignations faisant référence au dignitaire à qui a été attribué le terrain : par exemple, Antanimena, un quartier encore vide au XIX^e siècle, signifie « le domaine que l'on a offert » (par Andrianampoinimerina à une famille *hova*). Éléments morphologiques également, la structure « labyrinthique » de ces quartiers historiques s'expliquant par le partage successoral des grands fiefs au fil des générations, partage qui a entraîné un morcellement foncier extrême.

De nos jours, quelques éléments résiduels témoignent de cette ancienne organisation territoriale. Dans le paysage, on voit ainsi des vestiges de *tamboho* dans de nombreux quartiers, des tombeaux, plus ou moins en ruine et désormais cernés par les habitations (nombreux à Ankadifotsy, à Anjanahary, à Ambatomainty... voir photo n° 9, chapitre premier), ainsi que les demeures patriciennes édifiées à cette époque. On évoquera à nouveau le cas si célèbre de la maison de Rainimboay à Ankadifotsy, officier au service du Premier ministre de la reine Rasoherina (1863-1868) : sa maison, son

² ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 73. Voir l'ensemble de l'article pour une analyse de la formation des quartiers de Tananarive.

tombeau, son *tamboho* permettent de se faire une bonne idée de la configuration socio-spatiale de ces quartiers développés sous la monarchie merina (voir photos n° 44 et n° 45, chapitre III).

Un homme interrogé lors d'une enquête, descendant d'un haut dignitaire *hova* de la monarchie, Raihinimarivelo, à qui avaient été attribués des terrains à Soavimasoandro, a expliqué sa conception de l'espace : son cas illustre à la perfection ce que pouvait être cette société hiérarchisée du XIX^e siècle. Toute la famille de cet homme, Lucien, se trouve « dans le *tamboho* et au-delà ». Cinq grandes maisons se trouvent dans l'enceinte, qui abrite en tout quelque cent cinquante personnes. Au départ, explique Lucien, la colline tout entière appartenait à la famille : « *Par oui-dire, je sais bien que ça nous appartient* ». D'ailleurs, il possède des rizières résiduelles en contrebas de la colline, qu'il fait cultiver par un membre de la famille. Il ne s'est pas véritablement adapté à la nouvelle configuration socio-spatiale du quartier, consécutive à la vente de nombreux terrains, soit à des descendants d'esclaves, soit à des « étrangers » qui construisent des villas modernes. Il exprime sa nostalgie et son sentiment d'être dérouté par ces évolutions foncières qui ont modifié en profondeur l'équilibre traditionnel dans lequel il a été élevé : « *Je connais bien le quartier, c'est à moi ça* », dit-il, accompagnant son propos d'un geste ample, alors même que sa famille ne possède plus guère de terrains en dehors du *tamboho* et de quelques rizières peu productives.

Le quartier est ainsi devenu le lieu où le passé est vécu au quotidien, car il est inscrit dans le paysage, dont il participe de sa structuration invisible. En ce sens, le quartier urbain représente pour les Tananariviens le lieu où s'exprime le mieux le sentiment d'appartenance à une communauté fondée sur des liens historiques. Ce sentiment se fonde également sur les liens familiaux, qui s'inscrivent aussi à l'échelle du quartier.

2- Le rôle des lignées familiales dans la formation des quartiers

De nombreux quartiers collinaires se sont développés à partir de l'attribution à une famille de vastes terrains. La particularité tananarivienne réside dans la volonté farouche de maintenir, autant que possible, le maximum de terres au sein de la famille. Cette volonté, qui s'explique par l'attachement au sol et à son statut de *tanindrazana*, s'est traduite pendant des décennies par un phénomène très marqué de rétention foncière : on ne vend qu'en dernière extrémité, et quand on y est contraint. Tout est fait pour que le terrain ou la maison ne sorte pas de la lignée familiale. On fera alors appel à l'association familiale, quand elle existe, pour faire circuler l'information et trouver un éventuel client.

Jusqu'à une date récente, vendre à un étranger à la famille était ainsi très mal vu, en particulier dans les quartiers les plus proches du centre historique de la ville (ville haute et ville moyenne notamment). Cependant, sous la pression foncière, qui se traduit par une forte demande de terrains proches de Tananarive, de plus en plus de familles ont cédé leurs terres, en particulier dans les villages du nord-est de l'agglomération, le fameux Avaradrano. C. Ramiarison³ a étudié ce processus de mutations foncières et de recul de la place des originaires dans les villages autour d'Ambohitrarahaba : dans la « course à la terre » qui prend forme, le *tanindrazana* perd de sa valeur symbolique ; on n'hésite plus,

³ RAMIARISON C., 1995, *Urbanisation et mutations foncières dans le nord-est d'Antananarivo*, Thèse de doctorat.

soit à construire dessus et à mettre la maison en location, soit à la vendre, par nécessité économique. « La logique économique née de la proximité de la ville a supplanté la logique traditionnelle d'organisation de l'espace », conclut-elle (p. 113).

Néanmoins, de nos jours, de nombreux quartiers anciens portent toujours l'empreinte de cette organisation spatiale. L'aspect le plus frappant est la concentration, dans un rayon d'une centaine de mètres, de personnes appartenant à la même famille. Ce phénomène a été aisément mis en évidence dans un quartier historique comme Ankadifotsy, car la plupart des personnes interrogées l'ont évoqué spontanément. Plus rares ont été ceux, comme Lucien, qui se sont référés à un ancêtre illustre. A une échelle très grande, il est possible de parler d'« îlot familial résidentiel » : autour d'une ruelle, sur une parcelle, ou bien autour d'une cour de *tamboho* aujourd'hui disparue sous les constructions, tous les ménages sans exception font partie de la même famille. Cette configuration spatiale est parfois récente et s'explique par la crise économique : le partage des grands domaines fonciers a pu constituer une réponse à la pénurie de logements et à l'incapacité de nombreux ménages de payer un loyer. C'est ainsi que nombre de personnes interrogées ont déclaré avoir jusqu'à vingt ménages appartenant à leur famille à proximité, ce qui peut représenter plus de cent personnes. « *Tout le monde est parent à des degrés divers sur un pourtour de six maisons aux alentours* » (Ivandry n° 32) est un cas de figure fréquent.

Ainsi, une configuration spatiale moderne résultant de mutations foncières n'a en rien occulté une configuration mentale plus ancienne, toujours vivante, à travers laquelle le Tananarivien vit son attachement à un lignage. Le quartier urbain demeure bel et bien le lieu où s'exprime ce sentiment : là encore, c'est la fonction d'enracinement du quartier qui se manifeste.

3- L'attachement indéfectible au quartier : une mystique du sol

Il existe donc à Tananarive un sentiment d'attachement extrêmement fort au sol urbain, qui s'exprime à l'échelle du quartier, mais aussi à celle de l'habitation, comme on le verra au chapitre VI. C'est ce lien qu'on pourrait qualifier de charnel qui explique l'importance du référent du quartier pour de nombreux Tananariviens, tel qu'on l'a souligné ci-dessus.

Ce rapport au sol prend tout d'abord la forme de l'identification du quartier urbain au *tanindrazana*. C'est le cas de ceux qui sont nés et qui ont toujours vécu dans le même quartier (sauf éloignement contraint, pour des raisons professionnelles par exemple, éloignement toujours perçu comme accessoire), qui bien souvent l'assimilent à un second *tanindrazana*, auquel ils ont un rapport affectif. Le cas est fréquent dans les quartiers prestigieux de la ville haute ; ainsi, à Antsahatsiroa, situé en contrebas ouest du Rova, un membre d'une illustre famille noble déclare : « *C'est le quartier des ancêtres, c'est pourquoi j'y suis attaché* » (enquête n° 30). C'est également le cas de personnes pour qui le quartier est vraiment le *tanindrazana*, en tant que lieu du tombeau familial. Ces personnes n'ont alors plus que des liens distendus avec le milieu rural, puisque c'est le tombeau qui suscite les liens les plus étroits. Douze personnes ont ainsi cité Ivandry comme étant leur *tanindrazana*, soit près d'un quart des personnes interrogées. Alors que dans les quartiers centraux, on ne trouve plus de tombeaux que de manière résiduelle, du

fait de l'interdit d'en construire dans le périmètre urbain, sous la colonisation, ils sont nombreux dans des quartiers périphériques comme Ivandry. La configuration traditionnelle où l'habitation jouxtait le tombeau a pu être observée à plusieurs reprises.

- Une femme âgée de 78 ans exprime bien ce rôle de l'attachement au sol : « *Je me suis installée à Ivandry en 1948, pour suivre mon mari après notre mariage. Je vis ici depuis longtemps, je suis en quelque sorte une tomponany⁴* ». Elle ne pourra toutefois pas être enterrée dans la cour de sa maison, où son mari est déjà inhumé : il y est enterré avec sa première épouse ; elle devra donc aller dans le tombeau de ses parents (enquête n° 9).

- Lucien (cf. *supra*), 60 ans, s'est installé il y a dix ans sur le terrain qui appartient à sa famille depuis deux siècles. Il n'envisage plus de déménager car « *ici, c'est ma place définitive, je ne vais plus bouger, sauf pour aller au tombeau qui est là, dans la cour !* » (enquête n° 39).

- un couple, âgé d'une soixantaine d'années, ne souhaite pas quitter sa maison sur la ville haute (quartier d'Ambaravambato, sur le flanc ouest) car « *on est déjà âgés. Si on meurt à la campagne ou ailleurs, c'est difficile de faire déplacer le corps jusqu'au tombeau qui se trouve à Tana, ça coûte cher. Alors on ne veut plus bouger d'ici.* » (ville haute n° 23)

On a là trois exemples qui illustrent bien le lien particulier à la terre qui existe pour tous les Malgaches, et qui se manifeste encore dans certains quartiers tananariviens.

Plus classiquement, de très nombreuses personnes se sentent enracinées dans leur quartier, et n'envisagent pour rien au monde de le quitter. Ce sentiment est apparu très fortement à Ankadifotsy, mais aussi à Isotry, un quartier très défavorisé et unanimement très pénible à vivre : le contraste est saisissant entre les manifestations de rejet du quartier, qui se fondent sur des réalités objectives (le bruit, les inondations, l'insalubrité, la pauvreté...), et l'attachement des habitants à ce quartier. Les arguments invoqués sont : j'y suis né(e), j'y ai grandi, mes enfants y sont nés et y ont grandi, toute la famille y réside. Tous ces arguments renvoient à l'existence d'un lien supposé avec le lieu ; si on le quitte, ce lien sera rompu, et la personne se retrouvera sans racine, sans référence dans l'espace, en un mot, perdue. La tradition d'enterrer le placenta dans la cour de la maison où une femme a accouché constitue peut-être l'exemple le plus abouti de sacralisation du rapport de l'homme à l'espace⁵, rapport qui n'est pas l'apanage des quartiers ayant une longue histoire : des remarques identiques ont été relevées aux 67 hectares, ce qui montre bien qu'il s'agit là d'un trait culturel très marqué. Dès lors que des événements importants de la vie personnelle d'un individu ont eu pour cadre le quartier, ce rapport se crée : accouchement, deuil, maladie grave...

Deux questions ont permis d'appréhender le rapport au quartier : « Aimez-vous votre quartier ? », « Si vous en aviez la possibilité, aimeriez-vous habiter dans un autre quartier ? » Les réponses obtenues sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau n° 10 : attachement au quartier et enracinement géographique

Proportion de personnes interrogées	Ankadifotsy	Isotry	67 hectares	Ivandry	Ville haute
-------------------------------------	-------------	--------	-------------	---------	-------------

⁴ « chef de la terre » : désigne une forme d'autorité conférée par l'ancienneté de résidence dans le lieu.

⁵ De telles conceptions du lien intrinsèque entre l'homme et le lieu appellent des comparaisons avec les conclusions de Joël Bonnemaïson sur le Vanuatu (le concept de « l'homme-lieu », la métaphore de l'arbre comme symbole du lien à la terre, entre autres). Voir BONNEMAISON J., 1986-1987, *Les fondements d'une identité : territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu*, Travaux et documents de l'ORSTOM, n° 201, Paris, tome I : *L'arbre et la pirogue*, 540 p., tome II : *Les hommes-lieux et les hommes-flottants*, 618 p.

déclarant :					
aimer leur quartier	88 %	67 %	77 %	100 %	100 %
refuser de le quitter	71 %	32 %	50 %	85 %	62 %

Source : enquêtes personnelles (2000 et 2001)

Ce tableau montre bien l'attachement au quartier de résidence : entre les deux tiers et la totalité des personnes interrogées ont déclaré l'aimer. Bien sûr, il faut tenir compte du fait qu'il existe des réponses convenues : devant un interlocuteur étranger, on préfère répondre qu'on aime son quartier « parce qu'il le faut »⁶. Quant à un éventuel désir de changer de quartier, il n'a pas de sens pour la grande majorité des personnes interrogées, surtout dans les quartiers historiques et/ou collinaires (Ankadifotsy, Ivandry et ville haute⁷). Aux 67 hectares et à Isotry, beaucoup plus de gens seraient prêts à déménager : aux 67 hectares car ce quartier n'a que vingt-cinq ans d'existence, et à Isotry car le taux d'insatisfaction est très élevé, le cas particulier et minoritaire des personnes pour qui le quartier est *tanindrazana* mis à part. Dans les trois quartiers qui correspondent à la conception traditionnelle de l'espace et où la population est largement enracinée depuis des générations, la question du changement de quartier n'a, au fond, pas de sens : la supposition même qu'ils puissent jamais quitter le quartier-*tanindrazana*, support de leur identité, est ressentie par les gens comme profondément absurde. Bien des personnes ont d'ailleurs trouvé la question « Aimeriez-vous changer de quartier ? » sans objet, répondant, un peu déroutées : « *Mais où irais-je ?* », « *Ici c'est mon quartier, c'est chez moi* ». L'enracinement territorial, qui s'inscrit dans une lignée générationnelle, prime de très loin les aspirations personnelles : peu importe que l'on aime ou non les conditions de vie qu'offre son quartier. Une large part de la population est donc vouée à une stabilité résidentielle permanente, qui peut être subie quand le quartier ne plaît pas, ce qui n'empêche pas qu'elle soit pleinement assumée.

L'ancienneté de résidence dans le quartier apparaît donc comme un reflet de cet enracinement :

Tableau n° 11 : l'ancienneté de résidence dans le quartier

Durée de résidence dans le quartier de la personne interrogée	moins de 5 ans	entre 5 et 20 ans	plus de 20 ans	depuis toujours
Ankadifotsy	15 %	30 %	35 %	20 %
Isotry	15 %	40 %	25 %	20 %
67 hectares	30 %	40 %	30 %	-
Ivandry	13 %	42 %	30 %	15 %
Ville haute	20 %	32 %	5 %	43 %

Source : enquêtes personnelles (2000 et 2001)

En moyenne, dans les cinq quartiers enquêtés, c'est près de la moitié des personnes interrogées qui vivent depuis plus de vingt ans, ou depuis leur naissance, dans le même

⁶ P. Gervais-Lambony a fait la même observation à Lomé, où la très grande majorité des habitants déclaraient aimer leur quartier, par conformisme. A Tananarive, beaucoup de personnes ont répondu : « il faut l'aimer », « j'y habite alors je l'aime »...

⁷ Le taux plus faible observé pour la ville haute (62 %) s'explique par l'échantillon choisi : ce sont en majorité des personnes habitant dans les quartiers défavorisés et dévalorisés de l'est de la colline qui ont été interrogées, ce qui explique un moindre enracinement. Dans les quartiers historiques prestigieux de la ville haute, le taux de refus de quitter le quartier a été beaucoup plus élevé : à Antsahatsiroa, à l'ouest du Rova, la question a été ressentie comme particulièrement absurde (trois enquêtes).

quartier : cette proportion est très élevée et témoigne bien du degré d'enracinement dans celui-ci. Partout, sauf aux 67 hectares, moins d'un cinquième des personnes interrogées résident dans le quartier depuis moins de cinq ans : on a là un bon indicateur de la stabilité résidentielle des Tananariviens, d'autant plus que parmi ce cinquième, une part importante est constituée de migrants non-originares de Tananarive, ce qui limite d'autant plus la proportion de Tananariviens qui ont effectivement changé de quartier au cours de leur existence⁸. Le cas des 67 hectares doit être mis à part car il s'agit d'un quartier récent ; d'ailleurs, c'est celui où la proportion de personnes installées depuis moins de cinq ans est la plus forte (30 %), ce qui témoigne bien de sa vocation d'accueil toujours actuelle.

L'enracinement territorial dans le quartier de résidence est donc un phénomène très fort, qui puise ses origines dans l'histoire du développement urbain et qui est aujourd'hui vécu intensément par une partie importante des Tananariviens. Il existe avec le quartier des liens symboliques très puissants qui attachent la personne au lieu, mais aussi à l'histoire. Le quartier apparaît comme le lieu d'enracinement mêlant les dimensions de l'espace et du temps, en tant que lieu d'appartenance à une communauté historique, à une famille et à une terre. Au niveau symbolique, le quartier constitue bien le lieu où s'inscrit l'identité des Tananariviens. Ces liens symboliques se vivent également au quotidien et de manière très concrète, à travers des pratiques spatiales très centrées sur le quartier.

C- Le quartier, centre de l'espace connu et vécu

1- L'inscription de la vie quotidienne dans le quartier

Comme dans de très nombreuses grandes villes du monde, la vie quotidienne s'inscrit avant tout dans le cadre du quartier. Parmi les activités quotidiennes qui se déroulent au sein du quartier, figure en premier lieu le travail, en particulier pour ceux qui exercent des petits métiers : artisans, commerçants, gargotiers, lavandières, personnels de maison par exemple. Les loisirs et des visites familiales s'inscrivent également dans le quartier, notamment en raison de la proximité résidentielle déjà signalée de ménages appartenant à la même famille, dans un rayon souvent très restreint. L'approvisionnement des ménages se fait également très largement dans le quartier, pour plusieurs raisons : très faible taux de motorisation, diffusion très limitée des réfrigérateurs permettant de constituer des stocks, difficultés financières des ménages contraignant à des achats en très faible quantité (voir chapitre III). De surcroît, la suppression du grand marché central du Zoma en 1997 a privé les Tananariviens de la possibilité de faire leurs courses à l'échelle de la ville. Les ménagères ont dû se reporter sur les marchés de quartier, ainsi que sur les grands marchés hebdomadaires qui ont pris de l'importance depuis 1997 (voir chapitre VII, II). L'échelon du quartier a connu un renforcement inattendu depuis lors.

⁸ Il serait particulièrement intéressant de mener une grande enquête statistique sur les migrations résidentielles. Nos résultats ne nous permettent en effet que d'indiquer des tendances, qu'il faudrait préciser. Cela permettrait d'effectuer des comparaisons avec d'autres métropoles, africaines par exemple. A Lomé, P. Gervais-Lambony a relevé un taux de 20 % de personnes vivant depuis plus de vingt-cinq ans dans le même quartier, et il conclut à une forte stabilité résidentielle : que dire alors de Tananarive où ce taux atteint 50 % selon nos estimations !

Il est donc possible de ne sortir que très rarement de son quartier de résidence. Parmi les personnes interrogées, quelques-unes ont fondé leur perception de la ville sur une survalorisation de leur quartier : le centre-ville cité est leur quartier car, selon ces personnes, on y trouve tout et il n'est pas nécessaire d'en sortir pour effectuer toutes les démarches de la vie quotidienne. Pour un homme habitant Ankadifotsy, le centre-ville, c'est Ankadifotsy/Behoririka, car « *il y a des supermarchés, il y avait des cinémas (l'ESCA, celui de Behoririka), la mairie d'arrondissement à Soarano* »... Pour un autre, ce sont les 67 hectares qui sont le centre-ville car on y trouve divers services administratifs (les assurances, la banque, la poste, la JIRAMA...), le marché, le terrain de sport, et une piscine, qui pourtant ne fonctionne déjà plus depuis longtemps.

2- L'ancrage territorial : le *fokontany*

Les études sur la ville utilisent souvent l'échelon administratif de base que constitue le *fokontany*, pour des raisons de commodité statistique (les *fokontany* produisent des données) mais aussi parce qu'il s'agit d'un niveau administratif de proximité : la capitale en compte 192, ce qui permet de descendre à un niveau géographique assez fin⁹ (voir carte n° 12).

Le *fokontany* a été créé au début de la II^e République, en 1976. C'était une structure administrative rurale, qui a été transposée en ville pour des raisons idéologiques évidentes dans un contexte de révolution socialiste : volonté d'encadrer la population urbaine à la base, imposition d'une structure à tonalité plus ou moins collectiviste, entre autres. A cette époque, des débats très vifs ont eu lieu sur cette question du découpage administratif de la capitale. Le thème central des discussions était le concept de *fokonolona*¹⁰, ou communauté territoriale rurale, que des dirigeants proches du maoïsme voulaient imposer en ville. Il se dit d'ailleurs que le colonel Ratsimandrava, chef de l'Etat, aurait été assassiné en 1975 pour avoir promulgué un texte instituant cette structure à Tananarive. Les débats se sont depuis calmés. Le *fokontany* s'est imposé, si bien qu'aujourd'hui il fait partie de la vie quotidienne des Tananariviens, en particulier pour de nombreuses formalités administratives¹¹ : déclarations de décès, de naissance, certificats d'hébergement, de résidence... La meilleure preuve de l'attachement des Tananariviens à cet échelon administratif s'est révélée sous la III^e République, lorsque les dirigeants ont voulu le supprimer : la population a alors manifesté son opposition, et le *fokontany* a été maintenu, avec quelques indispensables réformes. Toutefois, de manière récurrente, la question de l'indépendance par rapport au pouvoir politique est évoquée : les présidents des *fokontany* ne sont pas élus, mais nommés par l'Etat, ce qui suscite des critiques.

Les quartiers¹² tananariviens sont donc administrés de la même manière que les villages malgaches. Pour les Tananariviens qui se sentent mal à l'aise dans la grande ville, qui la connaissent mal, qui en ont peur, le *fokontany* constitue ainsi un repère rassurant : il

⁹ On trouvera dans RAMAMONJISOA Josélyne, 1983, « L'extension urbaine de Tananarive - Nouveaux visages », *Madagascar, revue de Géographie*, une étude détaillée, ainsi qu'une typologie, des *fokontany*.

¹⁰ Voir sur le sujet CONDOMINAS G., 1960, *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina*.

¹¹ Toutefois, il reste un cadre administratif. Un Tananarivien ne se définira pas par rapport au *fokontany*, mais bien par rapport au quartier.

¹² Au sens administratif du terme.

rappelle des fonctionnements villageois, qui s'inscrivent à une échelle perçue comme humaine.

La première des analogies avec le monde rural est l'existence d'une *dina* du *fokontany*, ou *dinam-pokontany*, convention orale ou écrite qui détermine les règles de la vie en communauté. Là encore, il s'agit d'une réalité rurale transposée en ville, la *dina* étant traditionnellement l'unique mode de gestion de la vie en communauté dans les villages, partout où l'Etat central n'a guère de prise. La *dina* est théoriquement décidée collectivement, par l'ensemble des membres du *fokontany* qui se réunissent et la votent. Le plus souvent, la *dina* prévoit un ensemble de sanctions pour le non-respect de règles relatives à l'hygiène et à l'ordre public. La *dinam-pokontany* d'Antohomadinika-Atsimo (près d'Isotry) prévoit ainsi 5 000 Fmg d'amende pour chacune des infractions suivantes : non respect des heures de dépôt d'ordures, ou dépôt en-dehors du bac, rejet d'ordures dans les canaux, foyer sans WC, cour sale et détérioration des bornes-fontaines¹³. Il s'agit donc d'un système assez répressif, qui vise à encadrer strictement les actions des individus sur l'environnement collectif. Nombreux sont les *fokontany* qui s'efforcent de sensibiliser la population aux exigences de propreté, par le biais de la *dina*. Mais le plus souvent, ils n'ont pas les moyens financiers de la faire appliquer correctement.

De nombreux *fokontany* développent également une action sociale, assez limitée toutefois car là encore, les moyens manquent, et le plus souvent, ce rôle est assumé par des associations caritatives (chrétiennes ou ONG). Dans le *fokontany* d'Antohomadinika-Atsimo, il existe toutefois des cours gratuits de soutien scolaire pour les enfants en classe d'examen, des cours d'alphabétisation pour les adultes, et des cours de couture délivrés par une association de femmes. D'autres *fokontany* font des dons pour les personnes âgées, collectés notamment lors de bals organisés par le bureau, qui attirent les habitants du quartier. A l'occasion de la fête nationale du 26 juin, de nombreux *fokontany* accordent des dons aux plus nécessiteux, et distribuent également bonbons, lampions et bougies aux enfants.

La population perçoit aussi le rôle du *fokontany* à travers l'entretien d'un certain nombre d'équipements publics, comme les bornes-fontaines, les WC, douches et lavoirs publics. L'environnement du *fokontany* est également pris en charge : curage des canaux et du réseau d'évacuation des eaux usées en ville basse, débroussaillage en ville haute par exemple.

Certains *fokontany* assument un rôle de surveillance nocturne, par l'organisation de rondes menées par le comité de vigilance, qui recrute des habitants, rémunérés grâce aux cotisations de l'ensemble de la population. Cette action, qui rappelle le mode de surveillance dans les villages, est très appréciée des habitants.

Mais c'est sans doute l'existence de rapports humains particuliers entre le *fokontany* et la population qui constitue la spécificité de cette institution, et qui permet de comprendre à quel point il joue un rôle dans la citadinité tananarivienne. M. Rabetokotanon, président du *fokontany* d'Ambatovinaky sur la ville haute, explique ainsi le rôle qui, selon lui, incombe à son statut¹⁴ : son principe est que le *fokontany* se doit d'être très présent dans la vie quotidienne de ses administrés. Pour cela, le président quitte son domicile vers 4 h 30 du matin pour faire sa tournée, au cours de laquelle il vérifie la propreté et la sécurité. Il joue surtout le rôle d'un *ray aman-dreny* respecté : les gens qui

¹³ Source : entretien avec le président du *fokontany*, le 14 juin 2000.

¹⁴ Source : entretien avec le président du *fokontany*, le 03 mai 2000.

ont des problèmes personnels viennent le trouver pour qu'il arbitre, ou les conseille. Il n'est ainsi pas rare qu'on vienne le chercher en pleine nuit pour régler une dispute conjugale, ou bien un conflit de voisinage qui s'envenime. Ce rôle très important de médiateur, nullement prévu dans les statuts, s'apparente aux rapports sociaux à la campagne, où l'on s'en remet à une autorité morale extérieure pour régler les litiges familiaux. Une telle implication du président du *fokontany* dans la vie de ses administrés a été signalée à plusieurs reprises dans différents quartiers. C'est ainsi qu'une jeune femme originaire de la campagne et installée à Tananarive depuis dix ans explique l'action de son *fokontany* en ces termes : « *Il mobilise le fokonolona*¹⁵ ». Pour elle, la notion de communauté territoriale n'a donc pas perdu de son sens en ville (Ivandry n° 11).

Enfin, ce lien humain très particulier entre le représentant de l'autorité locale et les habitants prend toute son expression dans la prise en charge par le *fokontany* des événements personnels qui touchent un ménage : les décès essentiellement. Dans de nombreux *fokontany*, lorsqu'une personne est décédée, il est d'usage qu'un représentant passe dans les rues et ruelles du quartier muni d'une cloche, afin d'avertir tout le monde. A Ankaditapaka-Ankadifotsy¹⁶, le président déclare maintenir cette tradition. Il se rend également au domicile de la famille du décédé, où il prononce un *kabary*, discours rituel traditionnel délivré par les *ray aman-dreny*. Tous les *fokontany* organisent à l'occasion d'un décès une collecte de fonds destinée à la famille ; cette participation financière, bien que modeste (moins de 500 Fmg par ménage), est obligatoire, de sorte que chacun se sente impliqué dans la vie de la communauté. Il est également d'usage dans la société malgache d'aller présenter ses condoléances à la famille, même si on ne la connaît pas, en vertu de ce principe de bon voisinage. Dans de nombreux *fokontany*, c'est le bureau qui organise cette visite, en fixant le moment avec la famille du décédé. Il est alors mal vu de ne pas envoyer au moins un représentant de chaque ménage. Dans d'autres, la cotisation suffit et seul un représentant du *fokontany* se déplace. Quoi qu'il en soit, d'une manière ou d'une autre, chaque ménage d'un *fokontany* s'investit dans une manifestation de solidarité envers une famille frappée d'un malheur.

Pour toutes ces actions, sociales ou d'entretien, le *fokontany* prélève une modeste participation : entre 50 et 200 Fmg par mois par ménage.

Certains *fokontany* sont donc très traditionnels, essayant d'animer une communauté dans un cadre urbain peu propice, réactivant des modes de solidarité traditionnelle et impliquant le plus possible les habitants. D'autres sont au contraire plus distants, auquel cas les habitants le perçoivent très négativement, comme cela est apparu dans les enquêtes. Nombreux sont ceux qui ont déploré et critiqué sévèrement le manque d'action du *fokontany*, ou son manque de moyens. En outre, il est apparu que les habitants attendaient beaucoup du *fokontany*, dans tous les domaines : plusieurs personnes sans travail ont ainsi déclaré que c'était au *fokontany* de leur en fournir ou de mettre en place des formations professionnelles. Enfin, la proximité du dirigeant est considérée comme indispensable. Un homme, paysan installé à Tananarive depuis quelques années, par ailleurs très nostalgique de la II^e République, regrette qu'il y ait trop de distance entre la population et le président du *fokontany*. Pour de nombreux Tananariviens, l'administration de proximité doit être fondée sur des relations humaines particulières. En effet, de nombreux présidents de *fokontany* ne jouent qu'un rôle très modeste, par désintérêt ou bien parce que leur activité professionnelle ne leur laisse pas assez de temps. La très faible

¹⁵ La communauté présente sur le *fokontany*.

¹⁶ Source : entretien avec le président du *fokontany*, le 15 mai 2000.

rémunération des présidents et leur non-éligibilité n'incitent pas, il est vrai, au zèle. Dans ce cas, les habitants se sentent délaissés, abandonnés face à tous les problèmes du quartier (insécurité, propreté, conflits de voisinage...).

Les Tananariviens ressentent donc bien ce besoin d'une structure de proximité, sur laquelle ils peuvent compter. En ce sens, en dépit de ses insuffisances, le *fokontany* a su trouver sa place dans la vie des Tananariviens. De par son existence, il contribue puissamment à renforcer l'échelle du quartier dans les pratiques de la ville, ou l'échelle immédiatement supérieure, pour les *fokontany* qui regroupent plusieurs quartiers¹⁷. Plus encore, l'institution du *fokontany* renvoie à des fonctionnements ruraux : le quartier est ainsi vécu de manière idéalisée.

¹⁷ Un *fokontany* peut compter jusqu'à sept ou huit quartiers. C'est le cas sur la ville haute, où ils sont assez étendus. Celui d'Ambatovinaky compte sept quartiers, celui d'Ambohipotsy cinq.

Conclusion I

Le quartier apparaît bien comme l'espace constitutif de l'identité tananarivienne. C'est en effet le lieu où se superposent plusieurs types d'ancrage pour les citadins, superposition qui fait sens une fois saisie dans sa totalité. Le quartier, c'est tout d'abord le lieu où se vit le lien avec l'histoire merina, et par conséquent avec une communauté territoriale trans-générationnelle, même si la cohésion originelle des quartiers a connu bien des vicissitudes. C'est ensuite le lieu où le lien familial s'inscrit dans l'espace. Habiter dans un quartier ancien, c'est ne pas être seul, mais prendre part à un réseau familial, même s'il est très lâche. Enfin, c'est le lieu où peut s'exprimer en ville l'attachement à la terre, au point qu'une véritable mystique a pu s'y développer.

Pour toutes ces raisons, le quartier constitue une entité autonome, qui forme un ensemble de références très fortes et très stables pour les Tananariviens, ce qui explique l'importance prise par cet échelon territorial dans les pratiques et dans les représentations des citadins. Très nettement, la limite du quartier recoupe la limite entre monde connu et inconnu, entre intérieur et extérieur, entre sécurité et danger potentiel. Le quartier est bien l'échelle privilégiée pour appréhender le vécu des Tananariviens.

On comprend alors que la perception de la ville se construise à partir de la somme des quartiers et de leurs positions relatives, et non de manière globale. L'objet ville doit être appréhendé à partir d'une étude de l'ensemble de ses parties. C'est ce à quoi on va à présent se consacrer.

II- DE LA TYPOLOGIE RATIONNELLE DES QUARTIERS A LEUR PERCEPTION HIERARCHISEE

De ce qui précède, il semble bien qu'il faille retenir une donnée méthodologique majeure si l'on prétend vouloir comprendre Tananarive : ce n'est pas l'échelle de la ville qui est la plus pertinente pour appréhender celle-ci, mais celle du quartier, car c'est là que se joue pour une large part la structuration de la citadinité. Ainsi, pour appréhender la ville, il faut en fait appréhender la somme de ses quartiers, car c'est bien ainsi que cet organisme urbain fonctionne, que ce soit au niveau des paysages, des pratiques ou des représentations. La ville est vécue et perçue comme un agrégat de dizaines de quartiers parfaitement identifiés. Aussi est-il pleinement justifié de tenter une approche de la citadinité par les quartiers : leur hiérarchie relative fait l'objet de cette seconde partie, tandis que la différenciation des pratiques selon les quartiers sera examinée dans la dernière partie de ce chapitre.

Préalablement, il était indispensable de présenter les quartiers de Tananarive, comme dans toute grande ville du monde. Pour cela, il a semblé de prime abord logique de se fonder sur une typologie tout à fait classique, qui agrège des critères paysagers (topographie, habitat, densité), géographiques (localisation dans l'agglomération), et socio-économiques (niveau de vie moyen dans les différents quartiers) afin de parvenir à un découpage de l'agglomération en plusieurs types de quartiers, dont la somme rend compte de la diversité de l'ensemble. Mais, on le verra très vite, cette typologie rationnelle, qui procède d'une approche purement géographique sur le plan méthodologique, ne parvient que très imparfaitement à rendre compte de la réalité du vécu spatial des Tananariviens et de leur perception de la ville. C'est pourquoi on a choisi de présenter dans un premier temps cette typologie rationnelle des quartiers urbains, pour ensuite mieux pouvoir la confronter à la typologie des Tananariviens, qui correspond à la structuration perçue de l'agglomération : on souhaiterait montrer que les deux typologies sont loin de correspondre. C'est bien la mise en évidence d'une géographie invisible de la ville que l'on vise ici.

A- Une typologie géographique des quartiers

Comme dans toute grande ville, la morphologie urbaine a été largement étudiée¹⁸, aussi s'efforcera-t-on d'adopter ici une approche volontairement synthétique du sujet, en s'appuyant sur des cartes et des photos. Il est toutefois indispensable de présenter les grands éléments de cette morphologie urbaine, afin de la comparer à celle qui existe dans les représentations des Tananariviens.

De manière générale, six grands types de quartiers sont identifiés dans la ville de Tananarive. La présentation suivra, dans la mesure du possible, leur développement chronologique. Quand cela était possible, on a choisi d'illustrer un type par un portrait des quartiers qui ont fait l'objet d'enquêtes.

¹⁸ On renverra le lecteur désireux d'approfondir sa connaissance des quartiers de Tananarive à divers ouvrages généraux. *La Cité des Mille* fournira une bonne synthèse. Pour une approche plus détaillée, voir RAMAMONJISOA J., 1978, *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, DONQUE G., 1968, *Les grandes villes d'Afrique et de Madagascar : Tananarive*, Notes et Etudes Documentaires.

1- Les quartiers collinaires anciens : l'originalité de Tananarive

Sur le plan topographique, ces quartiers forment la fameuse « pince de homard » qui constitue le berceau historique de Tananarive (voir chapitre premier, I, B, 2). Toutefois, au-delà de cette localisation collinaire et de cette ancienneté, leur homogénéité n'est pas évidente : quoi de commun entre la paisible ville haute et le trépidant quartier d'Ankadifotsy ? Sur le plan paysager, il semble bien que le seul point commun soit la forte concentration de grandes demeures traditionnelles édifiées à flanc de colline. Il ne faut toutefois pas surestimer l'importance architecturale des marques du passé dans ces quartiers. Dans ceux qui ont été le plus soumis à la pression démographique, les constructions modernes se sont multipliées ces dernières décennies. Des quartiers comme Ankadifotsy, Ambondrona ou Ambanidia ont ainsi perdu de leur cachet architectural.

La composition socioprofessionnelle de ces quartiers est extrêmement variée. Si la ville haute a la réputation d'être un espace plutôt aisé, elle comporte aussi de nombreux quartiers très démunis, en particulier au sud du Rova : Ambaravambato, Amparihy, Ampamaho, par exemple. Quant aux quartiers de la ville moyenne, toutes les catégories sociales y sont représentées, avec une présence assez forte des classes moyennes et des ménages modestes, mais qui disposent de revenus réguliers. A l'école publique d'Ankadifotsy, les parents des élèves sont en majorité commerçants, artisans, gardiens, chauffeurs ou militaires ; les professions d'employé, d'instituteur, d'infirmière ou de comptable sont également citées¹⁹. La composition est sensiblement la même à Ambanidia.

Ce niveau de vie moyen relativement correct se traduit dans les équipements des logements. Ainsi, dans le *fokontany* d'Ankaditapaka-Ankadifotsy, seules deux maisons sur cent cinquante-cinq n'ont pas d'abonnement électrique, et quatre n'ont pas de WC. La population de ces quartiers est également beaucoup plus âgée que la moyenne de l'agglomération : dans ce même *fokontany*, un quart de la population a moins de vingt ans, alors que dans les quartiers de plaine, c'est le cas de la moitié de la population. En 1998, l'âge médian dans l'agglomération est de vingt ans, selon MADIO.

Ankadifotsy, l'archétype du quartier de ville moyenne²⁰ (voir photos n° 59, n° 60 et n° 61)

Le quartier d'Ankadifotsy est assez étendu : environ cinquante hectares. Il comprend plusieurs sous-quartiers, dont les principaux sont Ankaditapaka, Befelatanana, Mandialaza, Antanifotsy et Ambatomitsangana. Il s'agit d'un quartier cher au cœur des Tananariviens, ancien et prestigieux. Au cours des enquêtes, la valorisation du site du quartier par ses habitants est apparue comme un élément important : sur la colline, on jouit d'une situation dominante, la vue est belle, et on est à l'abri des inondations. La proximité du centre-ville a également été souvent valorisée. De manière plus anecdotique, « les filles d'Ankadifotsy » sont réputées jolies, bien élevées, cultivées, de famille aisée, et de bonne naissance (grandes familles *andriana* ou *hova*) : tous les hommes rêvent d'en épouser une, me confiait un ami. C'est également un quartier où les habitants sont fortement enracinés, certains depuis son origine. Ainsi, l'arrière-grand-père d'une personne interrogée est né dans la maison où celle-ci réside encore, qui est l'une des premières construites dans le quartier, au sommet de la colline, près du château d'eau.

Ankadifotsy est un quartier très densément peuplé, où les constructions de toutes natures et de toutes époques se serrent sur la colline. A l'anarchie architecturale répond une intense mixité sociale,

¹⁹ Source : enquêtes personnelles auprès des élèves de septième, 1999.

²⁰ Voir, sur l'histoire d'Ankadifotsy, ESOAVELOMANDROSO F., 1985, « Aménagement et occupation de l'espace dans la ville moyenne d'Antananarivo pendant la colonisation (l'exemple du quartier d'Ankadifotsy) », *Cahiers d'études africaines*, n° 99, p. 337-361.

des familles aisées – minoritaires – voisinant avec des charbonniers, des lavandières ou de modestes gargotiers. Toutefois, il existe une forte opposition socio-géographique dans le quartier, entre :

Photos n° 59 60 et 61

Photos 62 et 63

. le haut, autour du château d'eau (Antanifotsy) : plus aisé, essentiellement habité de propriétaires, d'origine *hova*, où se trouvent de nombreuses maisons à tour, datant de la colonisation, souvent moins partagées qu'ailleurs et en relativement bon état.

. les flancs et le bas de la colline (vers le nord et le sud : Ambodivona, Befelatanana) : plus pauvres, plus denses, moins bien entretenus, ces espaces s'apparentent plus aux quartiers populaires de Tananarive. On y trouve des ménages *mainity*.

Il existe donc à Ankadifotsy une stratification sociale altitudinale, comme à l'échelle de toute la ville, qui est perçue par les habitants mais est également visible dans le paysage.

D'après les habitants, les problèmes du quartier sont l'insécurité et le bruit. Les deux cinquièmes des personnes interrogées considèrent l'insécurité comme un problème, et un tiers d'entre elles se plaignent du bruit, sous différentes formes : querelles conjugales, disputes de personnes ivres, et musique trop forte. Cette forte perception du bruit comme nuisance dans le quartier témoigne bien de la promiscuité qui y règne, aussi bien à l'intérieur des habitations que dans les îlots résidentiels.

2- Les quartiers centraux aménagés à l'époque coloniale

Voir carte n° 13, et photos n° 62 et n° 63

Les Français ont entrepris l'aménagement du vallon d'Analakely et des terrains adjacents dans les années trente²¹. Aujourd'hui, la trame urbaine porte la marque de cet urbanisme colonial : plan en damier presque parfait à Tsaralalana, rues rayonnant à partir du lac artificiel de Behoririka, homogénéité architecturale du quartier des cheminots à Soarano et de celui des maisons de commerce et autres entrepôts à Antanimena, et bien sûr ensemble de l'Avenue de l'Indépendance, avec son alignement de maisons jointives à un étage, avec pergolas, et ses arcades le long du trottoir. La largeur des rues tracées contraste singulièrement avec l'étroitesse de la voirie dans le reste de la ville. Antanimena est ainsi un quartier à l'atmosphère quelque peu fantomatique, où de grands entrepôts bordent des avenues désertes. Ça et là, des bâtiments datant des années trente surgissent, témoins incongrus d'un passé révolu : grandes villas longeant la voie ferrée à Soarano, belle façade isolée d'un immeuble...

Dans tous ces quartiers, le bâti résidentiel, ancien, est constitué de petits immeubles, ce qui explique leur paupérisation actuelle : il a été aisé de subdiviser les appartements. Tsaralalana, réputé coquet dans les années cinquante, a été peu à peu déserté par les catégories aisées, dont les Français, pour céder la place aux entreprises et aux commerces qui appartenaient à des *Karana*, lesquels se sont installés dans les étages supérieurs. Tous ces quartiers connaissent ainsi aujourd'hui une très forte densité et une dégradation du bâti, qui s'accompagnent de nuisances inhérentes au centre-ville : bruit, circulation automobile intense, absence d'espace disponible. En dépit de ces difficultés, leur situation exceptionnelle explique le maintien d'une importante population.

Bien différente est la situation des quartiers coloniaux édifiés sur la ville moyenne, Antaninarenina et Isoraka essentiellement. Ces deux quartiers ont été conçus dans une optique de prestige : à Antaninarenina, de grands bâtiments ont été construits pour abriter services de haut niveau (banques) et administration ; à Isoraka, c'est la vocation résidentielle qui a été privilégiée, d'où une trame quadrangulaire lotie, où de riches Tananariviens, Français comme Malgaches, ont fait construire de belles maisons à tour. De nos jours, ces deux quartiers conservent peu ou prou cette vocation originelle.

²¹ Voir chapitre premier, II, B. On renverra également le lecteur aux photos présentées dans ce premier chapitre.

Antaninarenina est reconnu comme un centre administratif et financier, tandis qu'Isoraka est considéré comme un quartier aisé et agréable à vivre, proche du centre-ville. Antaninarenina abrite des ambassades, des sièges de grandes ONG internationales, des hôtels et des restaurants réputés, fréquentés essentiellement par des Européens. Les résidents sont des Malgaches aux revenus confortables : directeurs d'entreprise, hauts fonctionnaires, professions libérales... Ces quartiers coloniaux de ville moyenne sont incontestablement plus agréables que ceux de plaine : ils sont plus aérés, moins étouffés par la circulation automobile, leur patrimoine architectural semble en meilleur état, ils comportent de beaux bâtiments, les commerces hauts de gamme sont attrayants. Quand ils sont connus des citadins, ces quartiers jouissent d'ailleurs d'une excellente réputation.

3- Les faubourgs peuplés : la marque de la « tiers-mondisation » de Tananarive

Ces quartiers, développés à partir des années vingt, corrélativement à l'industrialisation de la capitale et à l'arrivée massive de migrants ruraux, se caractérisent aujourd'hui par une occupation très dense, une population dans son ensemble pauvre et une intense activité artisanale et commerciale (voir carte n° 13).

Morphologiquement, ces quartiers présentent une trame anarchique, témoin d'un développement rapide et incontrôlé. Les constructions, datant pour la plupart d'avant les années cinquante, constituent un ensemble architectural hétéroclite et dégradé, où la densité est très élevée. La population de ces faubourgs est essentiellement composée d'ouvriers, de petits commerçants, d'artisans (couturiers, ébénistes, carrossiers...), de petits fonctionnaires et employés, et d'une foule d'inactifs. Au total, le niveau de vie y est très bas.

Il s'agit de quartiers animés toute la journée car ils abritent de très nombreux petits commerces et souvent un grand marché. Les Tananariviens viennent parfois de loin pour se fournir dans ces quartiers, les moins chers de la ville. Ainsi, outre le grand marché polyvalent, se tient à Isotry le marché au bois ; le quartier est également spécialisé dans la vente de petite mécanique de récupération. A l'est de la ville, le quartier d'Andravoahangy abrite quant à lui toutes les activités relatives à la quincaillerie. Par ailleurs, les petits artisans, dont les ateliers se réduisent souvent à une cabane en planches, sont également très nombreux dans ces quartiers, contribuant ainsi à leur animation. A Besarety, des forgerons actionnent encore d'impressionnants soufflets²² (voir photos n° 64 et n° 65).

Isotry, concentré des maux tananariviens (voir carte n° 14 et photos n° 66 et n° 67)

De même qu'Ankadifotsy, Isotry est un toponyme impérialiste, qui s'est imposé pour désigner des quartiers situés au-delà de sa délimitation originelle. Ainsi, parler d'Isotry, c'est inclure des quartiers tels que Andranomanalina, Ambalavao, ou Manarintsoa, pour les Tananariviens comme pour nous. Des quartiers plus éloignés, comme Anatihazo ou Andavamamba, sont souvent considérés comme faisant partie d'Isotry mais pour des raisons d'amalgame dans les représentations (« Isotry » a fini par désigner tout quartier de plaine mal famé) ; aussi ne les retiendra-t-on pas ici.

Isotry est un faubourg né dans la première moitié du XX^e siècle, qui s'est développé en raison de la proximité de la voie ferrée. Le quartier s'est considérablement dégradé au cours des décennies, avec la hausse de la population, qui a entraîné surdensification et subdivision des logements, frappés

²² Merci à Gabriel Rantoandro pour cette visite étonnante. Il est frappant de constater à quel point des éléments du décor urbain, valorisés dans les pays du Maghreb (on pense à la médina de Fès et à ses artisans traditionnels) comme faisant partie intégrante du charme des villes, sont totalement méconnus à Tananarive.

par la taudification. Selon une *ray aman-dreny* (enquête n° 11), le quartier était jadis un quartier calme, tranquille, agréable : il y avait des vergers, des arbres, et même de la vigne, des jacarandas derrière le terminus des

Carte n° 14 Isotry

342

Photos n° 64 et 65

Photos n° 66 et 67

trains, avec un petit jardin. Il y a encore une trentaine d'années, on pouvait laver le linge dans le canal qui est aujourd'hui un égout à ciel ouvert, dans lequel les riverains jettent les ordures. En se promenant au bord du canal d'Andriantany, on voit les peaux de bananes voler par-dessus les clôtures !

Le bâti est hétérogène : grandes maisons dégradées, masures en terre, bidonvilles, petits immeubles taudifiés... Le paysage urbain d'Isotry est assez désolant. L'état de la voirie renforce cette impression : ruelles boueuses une large partie de l'année, routes pavées défoncées, berges du canal bourbeuses. Isotry présente ainsi manifestement tous les attributs d'un « paysage de la pauvreté » (Gervais-Lambony P., 1994, p. 54 sqq.).

Les habitants ont une conscience aiguë des problèmes du quartier. Le principal est le bruit : les trois quarts des personnes interrogées s'en plaignent, évoquant les rixes nocturnes entre ivrognes, en particulier les jours de paye, les 15 et 30 du mois, et des scènes de ménage : ces quartiers sont bruyants et stressants en raison de la promiscuité qui y règne.

La pollution engendrée par la mauvaise évacuation des eaux usées (stagnation, absence d'égouts, situation exacerbée en saison de pluies) est également très mal perçue par les habitants. A Isotry, inondé une partie de l'année, très mal assaini, les deux tiers des personnes interrogées se plaignent de la pollution et de la saleté.

Enfin, l'insécurité est considérée comme un problème important pour 50 % des personnes interrogées. Des bandes de voleurs habitent ou circulent dans le quartier, aux alentours du canal. Ils sont d'ailleurs connus : on les voit par exemple jouer au baby-foot au bord du canal. Pour acheter leur « droit de passage » dans les ruelles, ils donnent un peu d'argent ou des produits en nature aux habitants.

4- Les quartiers planifiés : une forte empreinte spatiale et paysagère

Des années cinquante aux années soixante-dix, les dirigeants successifs ont entrepris de donner à Tananarive un visage occidental et moderne, en aménageant des espaces planifiés, considérés comme étant la seule solution au problème du logement et la seule forme d'adaptation possible aux contraintes du site (voir carte n° 15, et photos n° 68, n° 70, n° 71).

Les premiers quartiers planifiés, historiquement, ont été des casernes et des cités militaires, construites sur de vastes espaces, souvent périphériques comme à Fiadanana et Soanierana, sur des collines vides d'habitations, comme à Ampahibe et à Betongolo, mais aussi en plein centre, où les terrains militaires d'Analakely continuent de bloquer les possibilités d'aménagement de ce lieu pourtant d'une importance considérable pour la ville²³. Sans doute faut-il voir là une preuve supplémentaire de la défiance du pouvoir central envers la ville : les troupes stationnées à Analakely peuvent intervenir à tout moment en cas de *rotaka* (émeutes), mouvement populaire spontané particulièrement redouté par le pouvoir, notamment en période électorale. Au total, les terrains militaires occupent de vastes espaces et marquent le paysage, même discrètement.

L'administration française des années cinquante a entrepris la construction de l'université et de son campus, achevés en 1960 sous le nom de Charles de Gaulle. Le site, désormais appelé Ankatso (du nom d'un village voisin), est impressionnant : à quelques kilomètres du centre, ont été construits une route monumentale avec terre-plein central, des bâtiments d'enseignement, des cités universitaires, des terrains de sport, le tout dans un cadre agreste qui évoque les campus américains (voir photo n° 71). Le complexe est invisible dans le paysage car il a été édifié sur le flanc opposé de la colline à laquelle on

²³ Voir carte d'Analakely n° 11, chapitre IV.

accède par la route principale, et borde les limites à la fois de la ville de Tananarive et de son agglomération.

Photos n° 68-69

Photos n° 70 et 71

Les cités édifiées en ville sont beaucoup plus visibles : cités de fonctionnaires, ou bien cités ouvertes à tous en location-vente, construites dans les années soixante et soixante-dix. La plus grande d'entre elle est la célèbre cité des 67 hectares, dont la dénomination d'origine, purement urbanistique, est curieusement restée dans le langage tananarivien : on dit « soixante-sept » tout court en malgache. Les paysages des cités présentent une certaine homogénéité, unique à Tananarive, avec des constructions basses en briques (maisons jointives ou petits immeubles de trois étages maximum), une voirie linéaire et large avec des terre-pleins végétalisés à l'origine, des équipements modernes (sportifs, culturels), et une utilisation peu dense de l'espace. Tous ces éléments inscrivent les cités de Tananarive dans une référence paysagère explicitement occidentale. Toutefois, la forte croissance de la population a souvent entraîné leur dégradation, du fait de la surdensification des logements et de la surexploitation des équipements publics²⁴.

La composition sociale de ces cités est en général assez homogène, lorsqu'il s'agit de cités réservées à des catégories socioprofessionnelles précises, comme les enseignants du supérieur par exemple. En revanche, les 67 hectares ont connu une forte diversification de leur population, dont le niveau social s'étend sur un spectre assez large : on y trouve des ménages aisés et beaucoup de catégories intermédiaires. Les ménages au niveau de vie vraiment modeste n'habitent pas à proprement parler dans les cités, mais dans les habitations spontanées qui se sont développées autour (cf. *infra*, 5). Sur l'échantillon de personnes interrogées, nous avons ainsi recensé un grand nombre d'enseignants (un professeur d'université, des instituteurs, des professeurs), des fonctionnaires (de la police, des douanes, des ministères), des employés d'entreprises privées, des transporteurs, quelques directeurs, des commerçants. Ces ménages, où bien souvent le couple travaille, témoignent de l'émergence des classes moyennes, après des décennies de crise. En 1995, j'avais déjà effectué des enquêtes dans la cité à l'occasion de ma maîtrise. L'évolution entre 1995 et 2000 est saisissante : beaucoup plus de ménages ont désormais accès à une consommation élargie (près de la moitié des personnes interrogées se rendent de temps à autre au supermarché, par exemple) ; de nombreux intérieurs présentent de nets signes d'amélioration du niveau de vie : chaîne hi-fi, magnétoscope, mobilier cossu... Un exemple, anecdotique mais significatif, confirme cette impression : les habitants des 67 hectares se lèvent en moyenne nettement plus tard et se couchent également plus tard que dans les autres quartiers enquêtés. Seuls 30 % se lèvent avant 5 h 30 et se couchent avant 21 h, alors que dans les quatre autres quartiers, cette proportion va de 66 % (Ankadifotsy et Isotry) à 80 % (Ivandry et ville haute). On peut donc avancer l'hypothèse que la cité des 67 hectares constitue aujourd'hui un exemple, rare, de quartier de classes moyennes.

Toutefois, il existe des éléments de différenciation sociale à l'intérieur même des cités. Ainsi, les 67 hectares centre-ouest sont manifestement un quartier plus aisé que les autres : de nombreux occupants ont aménagé des jardinets, plusieurs façades ont été repeintes en couleurs vives, signe d'une réussite matérielle qu'on souhaite rendre visible, des extensions au plan originel ont été réalisées (ajout d'un étage ou d'une pièce supplémentaire à l'arrière de la maison), des balcons aux décorations chargées ont fleuri. Le bâti y présente donc une nette tendance à la diversification ; le paysage, moins homogène, tend à s'éloigner du modèle de la cité uniforme d'origine. Cela est même perceptible dans les rues : les habitants portent des vêtements voyants, emploient avec ostentation leur téléphone portable... Au contraire, aux 67 hectares nord-est, les étroites

²⁴ Voir à ce sujet une évocation de la dégradation des conditions de vie aux 67 hectares, chapitre III, I, B, 2.

maisons mitoyennes sont demeurées en l'état, sans amélioration visible. Les cours sont souvent mal clôturées avec des matériaux de

Carte n° 16

67 hectares

récupération, les extérieurs ne témoignent pas d'efforts de décoration. Le paysage y est beaucoup plus homogène : ce quartier est plus modeste, il comporte moins de propriétaires que le centre-ouest.

Cette rapide comparaison du paysage de deux sous-ensembles des 67 hectares conduit à formuler l'hypothèse qu'au sein de ces vastes ensembles que sont les cités, les habitants ont recréé une forme de diversité, conférant à chaque entité une identité bien marquée. Le modèle tananarivien du sous-quartier s'est reconstitué aux 67 hectares, qui représentaient une entité spatiale beaucoup trop vaste pour les habitants. La cité est donc scindée en plusieurs sous-quartiers, très bien identifiés : les cités aisées des propriétaires, le quartier dit de « Diego », aux 67 hectares nord-ouest, qui accueille une concentration importante de migrants de cette province, les espaces illicites installés au cœur géographique de la cité (Cité des Imbéciles), les cités universitaires...

On entrevoit déjà ici la limite de cette approche typologique des quartiers tananariviens selon une grille de lecture occidentale : même au sein des espaces planifiés d'inspiration occidentale, les habitants ont spontanément reconstitué le mode d'urbanisation du reste de la ville, qui consiste à hiérarchiser les lieux, à les classer en fonction de différents critères. Même si la topographie plane des 67 hectares ne s'y prêtait initialement pas, la variété de la composition de la population (qu'elle soit ethnique, sociale, ou fondée sur la légitimité de l'accès au sol) a suffi à recréer ce mouvement de différenciation de l'espace (voir carte n° 16).

5- Les quartiers spontanés

Le phénomène de l'urbanisation spontanée, sans plan d'ensemble, et souvent sans titre de propriété sur le sol et/ou de permis de construire, est ancien à Tananarive : on croit à tort qu'il est corrélatif de l'explosion urbaine à partir des années cinquante et qu'il est le fait de migrants ruraux. Un examen rapide de l'histoire de l'urbanisation des quartiers de Tananarive montre qu'il n'en est rien²⁵ : sous la colonisation, le percement de nouvelles routes a constitué un puissant moteur pour l'urbanisation spontanée. C'est à cette époque que la ville connaît le début d'une extension spatiale qui n'allait plus cesser.

Ainsi, le long de chaque voie de communication ouverte sous la colonisation, des quartiers nouveaux surgissent : c'est le cas tout le long de la route circulaire à l'est, ouverte à travers des espaces jusqu'alors agricoles ou marécageux, de la route d'Ambohimanarina, et de celle reliant à l'ouest Anosy à Ankadimbahoaka, pour n'en citer que quelques-uns. Cette urbanisation spontanée prend alors la forme de quartiers composés essentiellement de maisons de style traditionnel, sans équipements collectifs. Elle se développe y compris jusque dans les quartiers les plus centraux, là où l'administration ne souhaite pas se lancer dans une coûteuse et délicate politique d'expropriation : c'est ainsi que les flancs de la colline d'Isoraka sont laissés à la libre initiative des Malgaches, alors que son sommet plat a fait l'objet d'un plan d'aménagement (cf. *supra*, 2).

Une partie de ceux qui urbanisent ainsi Tananarive de manière anarchique sont par ailleurs les descendants d'esclaves, qui s'installent dans la plaine de l'ouest : « Ignorant les réglementations de voirie et la notion de terrain domaniale, ils s'installent sur les

²⁵ Voir ESOAVELOMANDROSO F., 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux guerres », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 83-106.

digues » (Rajaonah F. V., 1996-1997, p. 103), sous le regard tolérant de l'administration coloniale.

Mais bien sûr, c'est la seconde vague d'installations spontanées, qui date des années soixante, qui retient aujourd'hui l'attention et alimente les débats sur l'urbanisation anarchique de Tananarive. En effet, ces « nouveaux » installés constituent une population beaucoup plus pauvre et dont les productions de logement se sont beaucoup moins bien fondues dans le paysage tananarivien que celles de la première moitié du XX^e siècle. Ce sont ces personnes qu'on accuse d'être responsables de la dégradation de l'aspect de la ville, comme on le reverra au chapitre VIII.

Sur le plan paysager, il est indéniable que cette urbanisation spontanée a profondément marqué la physionomie de nombreux quartiers, en particulier ceux de la plaine de l'ouest. En ce qui concerne les principes de localisation des quartiers spontanés, on renverra le lecteur au chapitre II, II, C, 1, ainsi qu'à la carte n° 17.

Ces occupations ont commencé pour certaines il y a plusieurs décennies : le paysage y a donc évolué, si bien qu'aujourd'hui seuls le caractère anarchique de la trame urbaine et l'hétérogénéité du bâti permettent d'identifier ces quartiers. Dans beaucoup de ces quartiers spontanés, se trouvent de grandes villas, modernes, raccordées à l'électricité voire à l'eau, des maisons modestes mais en dur, et même des petits immeubles de rapport récents. Depuis quelques années, avec l'embellie économique (voir chapitre VII, II), ces quartiers connaissent d'importantes transformations qui traduisent l'amélioration du pouvoir d'achat de leurs propriétaires : on pense à Ampasampito ou à Andavamamba, par exemple. Si bien qu'il est désormais abusif de les traiter comme un seul bloc homogène : qu'y a-t-il de commun entre l'alignement de maisons en terre sur une digue au milieu des marécages à Ankorondrano, et les maisons cossues qui s'accrochent aux flancs de la colline dans la montée à l'université, à Tsiadana ?

La population de ces quartiers spontanés est loin d'être homogène. L'exemple de l'alignement des habitations illicites le long du canal d'Andriantany, adossé au complexe moderne d'Ampefiloha, est particulièrement représentatif : des enquêtes réalisées en 1995 avaient permis de mettre en évidence une grande diversité de situations socio-économiques et familiales²⁶. La diversité est grande également autour des 67 hectares, dans un quartier comme Ankasina, où des tireurs de pousse-pousse, misérables, côtoient petits fonctionnaires et petits commerçants, qui ont profité de l'opportunité du terrain libre pour construire leur maison. Malgré l'incertitude de leur statut foncier, ces squatters expriment la volonté de s'établir pour une longue durée dans leur mode d'aménagement de l'espace. Cohabitent donc une population laborieuse, assez bien intégrée à la ville, et une population marginalisée, en situation très précaire, à la limite de la survie. La première catégorie habite dans des maisons en dur, tandis que la seconde loge dans des habitations précaires dépourvues du moindre confort, au bord des marécages. Il existe même une ségrégation de fait dans ces espaces squattés : les plus aisés, qui sont aussi les premiers arrivés, il y a quelque vingt ans, se sont installés au bord des routes carrossables, tandis que les plus pauvres doivent se contenter des espaces vacants en retrait, beaucoup plus insalubres.

Quelques exemples rencontrés autour des 67 hectares nord-ouest et nord-est (Ankasina, Antanambao, voir carte n° 16 et photo n° 69) :

- enquête n° 34 : une famille de commerçants habite depuis 1986 dans une petite maison construite en 1978, dont ils se disent propriétaires. Elle est simple mais très correcte : sol cimenté, murs en briques cuites et toit en tôle, le tout faisant environ 20 m². Il y a la télévision et la radio.

²⁶ GUERIN C., 1995, *Habiter à Antananarivo*, mémoire de Maîtrise.

- un jeune couple de tailleurs est arrivé d'Ambatondrazaka il y a deux mois. Ils ont trouvé deux pièces dans une maison en bon état dans la cité des Imbéciles, qu'ils louent pour 150 000 Fmg par mois. Outre les problèmes de voisinage (bruit) et les carences du quartier (absence d'éclairage nocturne, borne-fontaine saturée), ils souffrent de ne pas habiter en bord de route car leurs clients répugnent à emprunter le sentier boueux jusqu'à leur maison.

- La précarité juridique à Ankasina. A proximité du canal, les habitants vivent dans la hantise que le quartier ne soit rasé : des rumeurs en ce sens circulent. Les situations à Ankasina sont très diverses, même à grande échelle : dans la même ruelle, à une cinquantaine mètres de distance, ont ainsi été rencontrés :

- . un couple très démuné : l'homme est machiniste en usine, la femme vend du manioc cuit au marché d'Isotry. Ils louent une pièce exiguë de 5 m², au sol en terre, aux murs en briques et en carton et au toit en carton et en tôle. Le logement donne sur une cour et il est accolé à deux autres masures. Neuf autres ménages membres de la famille vivent dans les environs immédiats, ce qui indique une stratégie géographique d'implantation familiale sur ces terrains appartenant à la SEIMAD²⁷.
- . Marie-Louise est impatiente de racheter son terrain directement à la société publique, la SEIMAD, pour trois millions de Fmg, auquel cas le « propriétaire » de la maison sera obligé de la lui vendre. Marie-Louise, couturière, et son mari policier, ont ainsi une attitude beaucoup plus volontariste : elle souhaite prendre les devants et pérenniser son installation, car elle est très investie dans le quartier et n'apprécie pas les méthodes de son propriétaire, qui exige un loyer exorbitant pour une maison en mauvais état.

De ce bref exposé sur les quartiers spontanés de Tananarive, retenons quelques grands thèmes²⁸ :

- l'extrême hétérogénéité des paysages produits : en plaine ou bien à flanc de colline ; très modestes et essentiellement composés d'habitations en matériaux de récupération ou bien d'aspect relativement moderne et aisé,
- l'extrême hétérogénéité sociale entre des quartiers abritant une population en grande précarité ou bien au contraire très bien intégrée économiquement et socialement, comme ces personnes qui ont bâti leur fortune sur des achats et reventes de terrains illicites et de maisons construites dessus. Certains quartiers réunissent ces deux types de population : l'hétérogénéité se retrouve alors à l'intérieur même des quartiers.
- l'hétérogénéité du degré d'équipement et de la qualité de vie en fonction des données topographiques en particulier.

6- Les quartiers périphériques, entre le rural et l'urbain ?

Par quartier périphérique (voir carte n° 18), précisons que l'on entend presque systématiquement quartier sis sur une colline : en effet, les quartiers de plaine (au nord, au sud et surtout à l'ouest de la ville) relèvent en général des catégories identifiées ci-dessus, que ce soient les faubourgs peuplés ou bien les quartiers spontanés.

On ne reviendra pas sur le paysage caractéristique de ces quartiers : on renverra le lecteur au chapitre IV, I-B et III-C. Il existe une profonde homogénéité paysagère où que l'on se trouve, qui se fonde sur une occupation peu dense de l'espace, la présence de végétation, de rizières, et une forte représentation du bâti traditionnel.

Sur le plan social, il s'agit le plus souvent de quartiers dont la population est à majorité modeste mais pas misérable, tandis que de plus en plus de riches citadins y font

²⁷ La SEIMAD, Société d'Équipement Immobilier de Madagascar, est l'organisme qui a conduit toutes les opérations d'aménagement et de lotissement des cités à Tananarive.

²⁸ En attendant la thèse de doctorat de Gina Rafiringa Andrianilaina, en préparation, consacrée à l'habitat illicite à Tananarive.

construire des villas sur des espaces vacants, créant ainsi une différenciation sociale souvent mal vécue. Il est certain que ces espaces sont actuellement en transition : dans une dizaine d'années, leur physionomie aura très probablement fortement évolué vers l'embourgeoisement. Des prémices de cette évolution sont perceptibles à Soavimasoandro, dans la lignée d'Ivandry, à Andraisoro, quartier naguère réputé mal famé et qui accueille aujourd'hui des chantiers de villas cossues, à Ambatomaro, à Androndra où s'installent des cadres travaillant dans la zone industrielle de Tanjombato, à Ambatobe depuis l'ouverture du lycée français en 1999, etc. (voir photos n° 72, n° 73 et n° 74)

7- L'originalité tananarivienne : la mixité socio-spatiale

On s'est efforcé, autant que possible, d'identifier six types de quartiers dans la ville. Toutefois, comme cela a été souligné à de nombreuses reprises, chacun de ces types se caractérise par une grande hétérogénéité à la fois sociale et paysagère, si bien qu'il est généralement malaisé de caractériser le niveau de vie moyen d'un quartier, quel qu'il soit. Cette confusion s'explique par une caractéristique de l'urbanisation tananarivienne : la mixité sociale résidentielle.

Cette mixité socio-spatiale constitue une puissante originalité de Tananarive. Peu de grandes villes en Afrique la partagent²⁹. Il est en effet difficile de conclure à l'aisance ou à la pauvreté d'un quartier par la seule observation paysagère : de nombreux quartiers se ressemblent, mêlant tous les types d'habitat, du plus modeste au plus aisé. De surcroît, la subdivision et la mise en location des grandes maisons ont contribué à brouiller la lisibilité sociale des quartiers anciens. Dans un quartier comme Ankadifotsy, leur forte concentration ne garantit pas l'aisance financière de leurs occupants. J'ai par exemple interrogé un vieil homme, tailleur, qui louait deux pièces exiguës, avec sa fille et les enfants de celle-ci, dans une grande et belle maison ; son logement ne disposait ni de l'eau, ni de l'électricité, ni d'une cuisine ; une pièce lui servait de surcroît d'atelier de couture (Ankadifotsy n° 11).

La densité des constructions et de l'occupation des parcelles peut néanmoins donner une idée du niveau de vie moyen du quartier, surtout dans les quartiers relativement centraux : plus celle-ci est élevée, plus le quartier a des chances d'être paupérisé. C'est le cas pour Andravoahangy, Ampandranana, ou Mahamasina par exemple. A l'inverse, les quartiers abritant des constructions modernes et demeurés très aérés sont plutôt des quartiers aisés : Ankadivato, Antsahabe, ou Soavimbahoaka. Mais il faut se garder de considérer le critère de la faible densité paysagère comme permettant de discriminer avec certitude les quartiers aisés des autres : en effet, dès qu'on s'éloigne du centre, de nombreux quartiers présentent un aspect peu dense, mais accueillent en fait une population dans l'ensemble modeste. C'est le cas de ceux qui longent la route circulaire au sud, dans un cadre agricole et où de nombreux terrains ne sont pas encore construits : on pense à Manakambahiny, Ambatoroka, Androndra, Ambohitsoa, etc. Dans le même temps, ces quartiers connaissent depuis quelques années une mutation rapide, avec la multiplication de grandes villas, comme dans les quartiers périphériques (cf. *supra*). Un

²⁹ Le cas qui vient à l'esprit est celui de Lomé, où « les paysages sont contrastés et caractérisés par le mélange des types d'habitat » (GERVAIS-LAMBONY P., *De Lomé à Harare*, p. 15). On trouvera dans cet ouvrage une analyse de cette absence relative de ségrégation socio-spatiale.

paysage hétérogène s'y met donc en place, caractérisé par la mixité paysagère, reflet d'une différenciation sociale accrue.

On peut donc être en présence de quartiers à dominante aisée et d'aspect dense (Faravohitra), de quartiers à dominante pauvre et d'aspect aéré (Androndra), de quartiers pauvres et denses (Isotry), ou de quartiers aisés et aérés (Ivandry).

Carte n° 18 quartier périphérique

Verso blanc

Photos n° 72, 73 et 74

Verso photos n° 72, 73 et 74

Les six types de quartiers identifiés permettent de couvrir l'ensemble de l'agglomération tananarivienne. Cette typologie semble donc de prime abord satisfaisante. Mais cette grille de lecture classique ne permet pas de rendre compte de la spécificité de certains quartiers urbains : c'est le cas de certains quartiers de plaine très défavorisés, mais qui sont en fait d'anciens sites royaux prestigieux. De même, les quartiers périphériques correspondent, non à une banlieue satellite, mais bien à d'anciens villages avec leur identité propre et leur structuration sociale ancienne. On pressent donc ici qu'il existe d'autres critères de classement des quartiers par les Tananariviens, qui ne se fondent aucunement sur des données paysagères objectives, sociales ou économiques...

B- De la perception hiérarchique des quartiers : la géographie invisible de la ville

« Il n'y a pas d'espace, dans une société hiérarchisée, qui ne soit pas hiérarchisé » : ce propos de P. Bourdieu³⁰ s'avère particulièrement stimulant pour notre étude de Tananarive. En effet, c'est à présent à une typologie des quartiers tels qu'ils sont perçus par les Tananariviens que l'on va s'attacher. Cette étude de la perception relative des différents quartiers va en fait mettre en évidence un caractère fondamental qui structure les pratiques et les représentations de la ville : Tananarive est une ville profondément hiérarchisée.

Pour étudier ces hiérarchies spatiales, on partira de l'observation la plus évidente, celle qui transparaît dans tous les discours : l'opposition entre la « ville haute » et la « ville basse ». Puis on tentera d'affiner les critères de hiérarchisation des quartiers, afin de montrer que l'espace urbain dans son ensemble est connoté et classé.

1- La dichotomie fondamentale structurant les représentations : l'opposition ville haute/ville basse

Voir carte n° 20

Les « bas quartiers » vus d'en haut

Par « bas quartiers », selon la terminologie en vigueur, les Tananariviens entendent les quartiers de plaine inondables et les quartiers populeux et populaires. Le premier argument (celui de l'humidité) constitue souvent une manière détournée de ne pas évoquer le deuxième, fondé sur la composition de la population. Aussi l'expression « bas quartiers » recoupe-t-elle de manière assez équivoque à la fois une réalité topographique et une désignation sociologique. Parfois, de façon plus crue, on parlera de « là-bas », d'un ton péjoratif qui insiste sur la forte distance entre les quartiers collinaires et ceux de plaine. On s'attachera ici à voir comment se construit l'image négative des bas quartiers : l'explication sociologique de ces représentations fera l'objet d'une étude détaillée dans le chapitre VIII.

³⁰ *La misère du monde*, 1993, Le Seuil, p. 160.

Dans les deux quartiers historiques de la ville collinaire étudiés, Ankadifotsy et la ville haute, les habitants ont exprimé un vif rejet de la ville basse, qu'il soit fondé sur des données objectives, sur des phobies, ou sur une véritable répulsion. Toutes sortes de propos ont été entendus, des plus lissés au plus virulents, mais qui tous traduisent à quel point la dichotomie ville collinaire/ville basse est vive dans les représentations de chacun :

- Joseph, d'Ankadifotsy, n'aime pas les bas quartiers car « *c'est risqué à cause des inondations, et c'est **étouffant** : j'ai toujours habité sur une colline. Anosy, Mahamasina, c'est trop bas, j'aime les hauteurs !* ».
- « *Les bas quartiers, c'est **inhabitable** : il y a les ordures, les canaux bouchés, etc.* » (ville haute n° 35).
- Georgette n'aime pas les endroits où « *il y a beaucoup de monde, ceux où il n'y a pas d'arbres, où la population est trop dense* ». Les endroits dangereux, ce sont « *les bas quartiers* ». Elle ne s'y rend jamais à pied : « *je les évite au maximum* ».
- Un noble d'Antsahatsiroa (n° 29) : « *Tana, c'est beau vu d'ici, mais il ne faut pas descendre dans chaque quartier* ». A propos d'un autre quartier où il aimerait éventuellement habiter : « *surtout pas en ville basse !* ».
- « *Je n'aime pas ce qui est en bas, surpeuplé, où **ça pue**.* » (Ankadifotsy n° 3)
- « *Je n'aime pas la **populace*** », « *Les gens sont **brutaux*** », « *Il y a trop de races, de promiscuité, d'ethnies, de problèmes de voisinage* »
- Un homme à Ankadifotsy : ses endroits préférés sont Andohalo et Faravohitra car « *c'est de là que la vue est vraiment la plus belle. Et puis c'est deux des seuls endroits à Tana encore propres, en dehors des lieux hautement résidentiels* ». Il n'aime pas les bas quartiers, « *sales, surpeuplés et pleins de voyous* » (Ankadifotsy n° 5).
- « *Ma femme, elle est andriana. Jamais elle ne voudrait d'un terrain là-bas, à Andavamamba par exemple, même si on le lui donnait !* » (Hova, habitant Faravohitra)
- « *Isotry, Anosibe, je n'aime pas : les gens qui habitent là-bas sont des **sauvages** !* » (ville haute n° 28)
- « *Mes endroits préférés sont l'Avenue, Antaninarenina. Ceux que je n'aime pas sont les endroits où les gens sont **malhonnêtes, voleurs, bagarreurs** : comme Andavamamba, Isotry, ou Antohomadinika.* » (ville haute n° 25)

Ces quelques propos relevés au cours des enquêtes et des entretiens surprennent par la virulence des termes utilisés (les plus frappants ont été mis en gras). Quelques thèmes, récurrents, cristallisent le rejet des bas quartiers : l'insalubrité, la pauvreté, la saleté, la densité excessive de population, le bruit, le désordre, le fait qu'ils soient des repaires de bandits, et le caractère agressif, voire violent, des habitants. On mesure ici très nettement le passage d'un constat objectif à une appréciation subjective : du constat que les bas quartiers sont effectivement bas topographiquement, et par conséquent sujets aux inondations et peu salubres, le glissement vers le thème du surpeuplement est rapide, et enfin vers celui du jugement qualitatif émis sur la population. Des problèmes objectifs d'hygiène sont ainsi relus dans une perspective hiérarchique qui traverse la population tananarivienne, et plus encore interprétés comme une confirmation de cette vision hiérarchique de la société (voir chapitre VIII).

L'examen des endroits cités comme non-aimés par les personnes interrogées confirme de manière éclatante ce constat du rejet de la ville basse (voir également carte n° 21) :

Carte n° 21 (endroits aimés et non sur 3 quartiers)

Tableau n° 12 : Les quartiers non aimés par les personnes interrogées à Ankadifotsy (en nombre de citations)

QUARTIER NON AIME	ANKADIFOTSY	
Ville basse sans précision	8	Total ville basse : 45 citations
Isotry	23	
Anosibe	6	
67 hectares	3	
Antohomadinika	1	
Anatihazo	1	
Bekiraro	1	
Andavamamba	1	
Andohatapenaka	1	
Andravoahangy	2	Total autres quartiers populaires : 8 citations
Besarety	1	
Manjakaray	4	
Ankorondrano	1	
Total	53 citations	

Source : enquêtes personnelles (2000, 2001)

Tableau n° 13 : Les quartiers non aimés par les personnes interrogées en ville haute (en nombre de citations)

QUARTIERS NON AIMES	VILLE HAUTE	
Isotry	30	Total ville basse : 52 citations
Anosibe	8	
Andavamamba	7	
Bas quartiers sans précision	4	
Antohomadinika	1	
Anatihazo	1	
Andranomanalina	1	
Andravoahangy	5	Total quartiers populaires du nord-est : 9 citations
Besarety	2	
Manjakaray	1	
Ampasampito	1	
Amparihy	1	Total ville haute : 3 citations
Ankaditapaka-ville haute	2	
Total	64 citations	

Source : enquêtes personnelles (2000, 2001)

Ces deux tableaux mettent bien en évidence à quel point la ville basse est rejetée dans les représentations de l'espace urbain. S'y ajoutent les quartiers populaires du nord-est de la ville, comme Andravoahangy, réputé dangereux en raison de son grand marché, Besarety, ou Manjakaray, célèbre pour abriter des voleurs.

Les élèves des classes de 7^e interrogés à Andohalo et à Ankadifotsy confirment les représentations des adultes (voir cartes n° 22).

- à Andohalo, la moitié des enfants citent au moins deux quartiers de la ville haute ou moyenne. Mais c'est la méconnaissance de la ville basse qui est spectaculaire : mis à part les quartiers centraux d'Analakely, d'Anosy et de Mahamasina, presque aucun toponyme de la plaine de l'ouest n'est cité ! On est bien en présence de deux mondes qui s'ignorent : les enfants de la ville haute ne connaissent pas la ville basse.

Carte n° 22

Commentaire des cartes n° 22 :**1^{er} cas : écoles situées en ville basse et/ou à l'ouest :**

- A l'**EPP d'Anosipatrana (a)**, les seuls endroits connus et/ou aimés en ville moyenne et haute sont : Antaninarenina (3 citations), Antsahamanitra (4 citations, mais ce n'est pas significatif car il s'agit d'une salle de concert), Fort Duchesne (2 citations ; de même, c'est un lieu où les Tananariviens se promènent parfois, au Mausolée), Isoraka (1 citation), et le Rova (2 citations ; là encore, il s'agit d'une citation banale qui ne nécessite pas une bonne connaissance de la ville haute). Ainsi, les 32 enfants de cette école ne connaissent pour ainsi dire pas la ville haute, ni les quartiers collinaires situés à l'est de celle-ci : ces quartiers ne concernent que 7 % des citations totales.

- A l'**EPP d'Isotry (b)**, ont été relevées 9 citations en ville moyenne (Ambohijanahary, Ankadifotsy, Antaninarenina) et 6 en ville haute (dont 4 pour le Rova), soit 15 seulement sur 220 citations au total. En revanche, la ville basse est bien connue : Isotry, les 67 hectares, Andavamamba, Ampefiloha... Les élèves connaissent également de nombreux quartiers périphériques, synonymes pour eux d'évasion ?

- Aux **67 hectares nord (c)** : aucun quartier de ville haute n'est cité, quelques-uns le sont en ville moyenne : 3 Ankadifotsy, 2 Antaninarenina et 1 Fort Duchesne.

2^{ème} cas : écoles situées en ville moyenne ou haute :

- **EPP d'Ambanidia (d)** : la ville basse est mal connue (une seule citation pour Isotry), la ville haute et les collines de l'est le sont bien plus.

- **Ecole privée d'Andohalo (e)** : les élèves ne connaissent presque pas la ville basse. Par contre, ils citent beaucoup des quartiers de ville haute et moyenne, dont Antaninarenina, pôle commercial de luxe.

- **EPP d'Ankadifotsy (f)** : mêmes remarques

Ces cartes, construites à partir des toponymes cités spontanément par les élèves, montrent donc de façon spectaculaire une opposition entre « ville haute » et « ville basse », fondée sur une méconnaissance réciproque. La dichotomie fondamentale qui structure les représentations citadines apparaît ici avec vigueur.

Toutefois, on retrouve sur ces cartes les lieux qui fédèrent la vie des jeunes Tananariviens : le centre (Analakely), le stade de Mahamasina, le parc de Tsimbazaza, l'aéroport d'Ivato (voir chapitre IV, IV). Il s'agit de lieux « neutres » dans les représentations, qui échappent à la dichotomie ville haute- ville basse.

- à l'EPP d'Ankadifotsy, sur cent soixante-dix-sept citations totales, seules huit concernent des quartiers de ville basse (Anosibe, Anosizato et Antohomadinika), soit moins de 5 % des réponses.

Ainsi, dans leur très grande majorité, à de rares exceptions près, les habitants des quartiers collinaires historiques ont exprimé leur rejet ou leur méconnaissance de la ville basse. Ils ne s'y rendent quasiment jamais quand ils n'y sont pas contraints, ils la craignent. Au-delà de la répulsion, c'est un sentiment de mépris, doublé d'un sentiment de supériorité, qui est perceptible.

La ville haute vue d'en bas

Pour les habitants des bas quartiers, la distinction entre ville haute et moyenne n'a guère de sens : ils amalgament les deux dans un ensemble d'espaces collinaires inaccessibles pour eux, aussi reprendra-t-on ici cette terminologie de « ville haute » au sens de « quartiers collinaires anciens ».

Les habitants de la ville basse aiment la ville haute, ce qu'ils traduisent en termes de rejet de la ville basse. Ce rejet se fonde sur les mêmes thèmes que ceux exprimés par les habitants des quartiers collinaires. Ces habitants d'en bas ont une nette perception de vivre dans un espace connoté très négativement, aussi reprennent-ils à leur compte les discours de ceux « d'en haut ». Une femme explique posément à l'étrangère que je suis comment est structurée Tananarive : « *Il y a la haute ville et la basse ville. On voit très bien la différence* » (67 hectares n° 11). Au-delà de l'évidence topographique, c'est bien l'ampleur de la différence de considération sociale entre les deux villes que cette femme veut exprimer. Parmi les personnes interrogées, plusieurs d'entre elles ont spontanément exprimé leur représentation de la ville, coupée en deux, entre stigmatisation de la ville basse et valorisation de la ville haute :

- « *J'aime Ankadifotsy, Andravoahangy, Antaninarenina ; je n'aime pas Antohomadinika, les 67, Isotry, ce sont les bas quartiers, surpeuplés et sales* » (homme aux 67 hectares).
- Huguette habite à Isotry (enquête n° 37) depuis son mariage en 1978. Elle n'aime pas du tout ce quartier car elle souffre de la promiscuité. Elle le décrit comme « *sale, bruyant et avec beaucoup de bandits* ». Elle a une perception aiguë de l'opposition ville haute/ville basse : Tananarive est une belle ville « *dans certains endroits comme Antaninarenina, Ankadivato, Ampahibe, la haute ville, où c'est calme et propre* ». Ce sont des quartiers qu'elle aime bien : ils sont « *chics, pas trop bruyants* ». Elle n'aime pas les 67 hectares, Andranomanalina, et Isotry. Remarque : Huguette est *Andriana* ; elle a probablement épousé quelqu'un contre les souhaits de sa famille, ce qui explique cette frustration.
- Georges (67 hectares n° 28) : il aime les « *quartiers résidentiels* » comme Ankadivato, Faravohitra, Ampandrana, qu'il dit calmes et propres, et n'aime pas « *ici [aux 67 hectares], entouré de bas quartiers surpeuplés, comme Andavamamba, Antohomadinika, les gens sont agressifs.* »
- Une jeune femme de 28 ans vit depuis neuf ans à Isotry, depuis son mariage. Elle n'aime pas le quartier, trop bruyant et trop peuplé. Elle rêve d'aller vivre dans un quartier calme et propre, en périphérie ou bien « *au-dessus : à Isoraka, à Ankadifotsy. Je veux quitter les bas quartiers.* » Ces quartiers de la ville moyenne sont ses préférés (Isotry n° 3).

Cette perception positive de la ville haute est somme toute assez banale : il est tout à fait logique que les habitants des bas quartiers préfèrent les quartiers plus salubres, moins denses, plus jolis. En revanche, ce qui est plus significatif, c'est qu'en fait ces habitants ne se représentent finalement que très mal la ville haute. Ainsi, à propos des endroits préférés par les personnes interrogées à Isotry et aux 67 hectares, il est

remarquable que la plupart ne citent pas de quartiers de ville haute, mais plutôt des espaces très centraux ou bien périphériques : à Isotry, seules cinq personnes citent des quartiers de ville haute comme quartiers aimés (voir carte n° 21 c), elles ne sont que sept aux 67 hectares. Cette faible présence des quartiers de ville haute dans les représentations de ceux « d'en bas » traduit le fait que ces individus qui rêvent de ville haute savent bien que ces quartiers leur sont à jamais inaccessibles, aussi bien en terme de prix qu'en terme de prestige social. Leurs réponses témoignent d'une volonté d'adapter leurs désirs à leur statut social plutôt que d'aller contre l'ordre du monde. Tous les quartiers de ville haute ne font pas partie des représentations de la ville de la majorité des habitants de ville basse : c'est pour eux un autre monde, celui des grandes familles tananariviennes, de la bourgeoisie et des « hautes castes ».

De même, mais pour d'autres raisons que les adultes, les élèves de septième présentent la même dichotomie dans les représentations : ils ne rêvent pas de la ville haute ; ils ne la connaissent pas. Dans les écoles des quartiers de plaine (Isotry, 67 hectares), ou bien situés très à l'ouest par rapport au cœur de Tananarive (Anosipatrana), c'est la très faible fréquence de citations de toponymes de ville haute ou moyenne qui frappe. Les cartes n° 22 montrent de manière frappante un contraste saisissant entre les représentations de la ville des enfants d'Andohalo et d'Ankadifotsy, et ceux d'Isotry, des 67 hectares ou d'Anosipatrana. Ils ne vivent pour ainsi dire pas dans la même ville, ne connaissant ni n'aimant les mêmes quartiers. On est en présence d'enfants qui ne vont jamais en ville basse, ou réciproquement en ville haute.

Pour conclure sur cette perception unanimement négative de la ville basse, qu'elle soit exprimée par les habitants de ville haute ou bien de ville basse, on a présenté ci-dessous quelques réponses données par des habitants des différents quartiers. Il s'agit des réponses des mêmes personnes aux questions « Quels sont vos endroits préférés à Tananarive ? », « Quels sont les endroits que vous n'aimez pas ? ». On a conservé la formulation brute.

Personne interrogée :	aime :	n'aime pas :
Ankadifotsy n° 3	Andohalo, Rova	Isotry, Anosibe
Isotry n° 34	Les hauteurs	Isotry
Ville haute n° 24	Les endroits perchés	Isotry, Andavamamba et Ampasampito
Ivandry n° 25	Antaninarenina	Isotry
Ville haute n° 42	Antaninarenina, Avenue	Manjakaray, Anosibe, Isotry
Ankadifotsy n° 7	Ankadifotsy	Andavamamba, Isotry
Ankadifotsy n° 36	Ankadifotsy, Antaninarenina,	Andavamamba, Isotry
67 hectares n° 41	Analakely	Isotry, Antohomadinika, Manjakaray
Ville haute n° 44	Antaninarenina	bas quartiers
Ivandry n° 31	Antaninarenina, haute ville	Andohatapenaka, Besarety, Isotry
Isotry n° 16	Rova	bas quartiers
Ivandry n° 4	Haute ville, Ankadivato, collines de l'est Ivandry	Isotry

On pourrait ainsi multiplier les exemples de réponses comportant cette double polarité : quartier aimés = sur les collines, quartiers non aimés = en plaine.

Les discours officiels et les images construites de la ville alimentent cette dichotomie

Au-delà de la perception aiguë qu'ont les Tananariviens de la césure de leur ville, cette dichotomie imprègne en fait tous les domaines de la vie tananarivienne, qu'il s'agisse de la politique locale ou bien des représentations promotionnelles ou esthétiques de la ville.

Le jeu politique tananarivien se fonde sur l'opposition ville haute/ville basse, les grandes familles qui fournissent le personnel politique municipal résidant toutes dans la ville haute, ce qui suscite rancœurs et frustrations dans les quartiers de plaine. A titre d'illustration, le nouveau maire, élu en novembre 1999, a acquis une maison en haut de la colline de Faravohitra, rachetée à une famille noble sans descendance : il faut habiter en haut et que cela se sache.

Plus encore, les habitants des quartiers de plaine se sont toujours sentis délaissés dans la gestion municipale, tant les problèmes s'accumulent sans qu'aucune politique d'ensemble ne tente d'y remédier³¹. La situation des quartiers de la ville basse est parfois dénoncée dans la presse, à l'instar des propos suivants : « Grâce à la station de pompage d'Ambodimita, tout risque d'inondation de la capitale est écarté, selon les médias. On appelle cela voir le problème de très haut. Car en bas, dans la ville dite basse (où s'aventurent rarement reporters ou techniciens), les habitants sont inondés depuis des semaines. Mais qui s'en soucie "là-haut" ? »³². Le propos utilise ici le terme « haut » selon une double métonymie : il désigne à la fois la ville haute et le pouvoir.

Ce dualisme se retrouve également dans les représentations diffusées de la ville. Ainsi, pour symboliser Tananarive, c'est toujours la même image qui est utilisée : la colline de Faravohitra, qui surplombe Analakely, en fin d'après-midi, quand le soleil fait rougeoyer les façades, toutes orientées vers l'ouest. Cette image est utilisée par les agences de voyage, les guides touristiques, la compagnie aérienne Air Madagascar... Il ne viendrait à personne l'idée de choisir en substitution une image de la ville basse, nettement moins photogénique. C'est donc la ville haute qui véhicule l'image de marque de Tananarive, dans toute l'île et à l'étranger. Or, ce qui pour un observateur occidental apparaîtra comme un choix esthétique évident est en fait profondément signifiant dans les représentations merina de l'espace urbain : c'est la ville historique, le bastion des grandes familles du XIX^e siècle, la colline qui porte les plus belles maisons traditionnelles idéalement ouvertes à l'ouest... Dans le même ordre d'idée, les maigres efforts pour promouvoir localement le tourisme tananarivien axent celui-ci sur la découverte de la ville haute et moyenne. Ainsi, sont proposés des « Cheminements culturels et touristiques à Antananarivo », petite brochure réalisée avec l'appui de la Coopération française comportant sept promenades, toutes presque exclusivement en ville haute (à part Analakely). On y vante le patrimoine architectural, les rares monuments historiques, les panoramas sur la plaine, les édifices religieux. Au contraire, on dénie à la ville basse tout prétention patrimoniale et corrélativement tout intérêt. Certes, cette attitude s'explique aisément, aucune ville n'ayant tendance à promouvoir ses espaces les moins esthétiques. Toutefois, certaines valorisent des aspects populaires de leur paysage en insistant sur leur intérêt ethnographique ou simplement sur leur pittoresque (médiens du Maghreb par

³¹ Un changement semble s'opérer depuis l'installation de la nouvelle équipe municipale. Voir chapitre VIII, III, D, sur la nouvelle gestion de Tananarive.

³² *La Lettre mensuelle de Jureco*, mars 2000, p. 17.

exemple). Or, la ville basse recèle précisément des aspects susceptibles d'intéresser les visiteurs étrangers les plus curieux : marchés populaires, théâtre d'Isotry, tombeaux cernés par les habitations, métiers artisanaux disparus dans nos pays, lavandières au bord de la rivière... Le tout récent site Internet³³ mis en service par la municipalité de Tananarive et significativement réalisé par les services de la Coopération française se fonde également sur cette présentation touristique univoque de la ville, centrée sur la ville haute. A propos de la ville basse, on trouve seulement une évocation du quartier de l'Avenue de l'Indépendance (Zoma, architecture coloniale de la gare et de l'Avenue) et de celui de Mahamasina (lac Anosy et stade municipal). Le reste de la ville, notamment ses quartiers populaires, est totalement occulté dans cette présentation qui se veut générale. La vision de Tananarive qu'offre ce site est donc extrêmement conventionnelle. Ainsi, de manière générale, ce qui est promu de la ville reprend implicitement la dichotomie ville haute/ville basse.

Cette opposition entre ville haute et ville basse est donc fondamentale dans les pratiques de l'espace urbain, et plus encore dans les représentations de celui-ci. Une telle dichotomie s'explique par des références historiques, déjà évoquées (voir chapitre premier, III), mais aussi et surtout par des oppositions hiérarchiques très marquées : l'opposition ne se fonde pas sur la question quartiers riches/quartiers pauvres, car il y a des quartiers pauvres en ville haute, mais bel et bien sur les enjeux statutaires. Pour simplifier à l'extrême, on pourrait dire qu'à la ville haute *fotsy* (*andriana* et *hova*) s'oppose la ville basse *mainty* (descendants d'esclaves). Cette question, au cœur de l'identité tananarivienne, sera étudiée au chapitre VIII. On a en effet voulu ici se limiter à l'observation de la perception réciproque des quartiers, sans entrer dans l'interprétation de ces phénomènes d'exclusion.

Tableau de la ville d'Angoulême au XIX^e siècle

Existerait-il une universalité de la dichotomie socio-spatiale entre villes hautes et villes basses ? Le texte suivant, dans lequel Balzac explore avec délectation la structuration hiérarchique de la ville d'Angoulême au XIX^e siècle, semble le confirmer.

« Ces paroles doivent paraître obscures à ceux qui n'ont pas encore observé les mœurs particulières aux cités divisées en ville haute et ville basse ; mais il est d'autant plus nécessaire d'entrer ici dans quelques explications sur Angoulême, qu'elles feront comprendre Mme de Bargeton, un des personnages les plus importants de cette histoire.

Angoulême est une vieille ville, bâtie au sommet d'une roche en pain de sucre qui domine les prairies où se roule la Charente (...). Sa situation en faisait jadis un point stratégique (...); mais sa force d'autrefois constitue sa faiblesse aujourd'hui : en l'empêchant de s'étaler sur la Charente, ses remparts et la pente trop rapide du rocher l'ont condamnée à la plus funeste immobilité (...). Mais le Commerce avait pris les devants ailleurs. Depuis longtemps le bourg de l'Houmeau s'était agrandi comme une couche de champignons au pied du rocher et sur les bords de la rivière le long de laquelle passe la grande route de Paris à Bordeaux (...). Le faubourg de l'Houmeau devint une ville industrielle et riche, une seconde Angoulême qui jaloua la ville haute où restèrent le Gouvernement, l'Evêché, la justice, l'aristocratie. Ainsi, l'Houmeau, malgré son active et croissante puissance, ne fut qu'une annexe d'Angoulême. En haut la Noblesse et le Pouvoir, en bas le Commerce et l'Argent ; deux zones sociales constamment ennemies en tout lieu ; aussi est-il difficile de deviner qui des deux villes hait le plus sa rivale (...). La plupart des maisons du haut Angoulême sont habitées ou par des familles nobles ou par d'antiques familles bourgeoises qui vivent de leurs revenus, et composent une sorte de nation autochtone dans laquelle les étrangers ne sont jamais reçus. A peine si, après deux cents ans d'habitation, si après une alliance avec l'une des familles primordiales, une famille venue de quelque province voisine se voit adoptée ; aux yeux des indigènes elle semble être arrivée d'hier dans le pays. Les préfets, les receveurs généraux, les administrations qui se sont succédé depuis quarante ans, ont tenté de civiliser ces vieilles familles perchées sur leur roche comme

³³ <http://www.iarivo-town.mg>

des corbeaux défiants : les familles ont accepté leurs fêtes et leurs dîners; mais quant à les admettre chez elles, elles s'y sont refusées constamment. Moqueuses, dénigrantes, jalouses, avares, ces maisons se marient entre elles, se forment en bataillon serré pour ne laisser ni sortir ni entrer personne ; les créations du Luxe moderne, elles les ignorent ; pour elles, envoyer un enfant à Paris, c'est vouloir le perdre. Cette prudence peint les mœurs et les coutumes arriérées de ces familles atteintes d'un royalisme inintelligent, entichées de dévotion plutôt que religieuses, qui toutes vivent immobiles comme leur ville et son rocher (...). Le Commerce est riche, la Noblesse est généralement pauvre. L'une se venge de l'autre par un mépris égal des deux côtés. La bourgeoisie d'Angoulême épouse cette querelle. Le marchand de la haute ville dit d'un négociant du faubourg, avec un accent indéfinissable : « C'est un homme de l'Houmeau ! » En dessinant la position de la noblesse en France et lui donnant des espérances qui ne pouvaient se réaliser sans un bouleversement général, la Restauration étendit la distance morale qui séparait, encore plus fortement que la distance locale, Angoulême de l'Houmeau. La société noble, unie alors au gouvernement, devint là plus exclusive qu'en tout autre endroit de la France. L'habitant de l'Houmeau ressemblait assez à un paria. »

Honoré de Balzac, *Illusions perdues*, I, II, « Madame de Bargeton ».

L'analogie entre l'Angoulême de Balzac et Tananarive est si saisissante qu'on pourrait n'y voir qu'une coïncidence curieuse et amusante. Des thèmes comme la volonté de préserver la cohésion d'une société aristocratique figée et arc-boutée sur ses privilèges, la méfiance envers l'étranger et bien sûr le mépris de la noblesse pour les activités bourgeoises (commerciales et industrielles), constituent des invariants sociaux au-delà des contextes politiques et culturels. Mais là où le propos nous rapproche de la société tananarivienne, c'est dans la définition exclusive d'un groupe social territorialisé (la ville haute), qui fonde son identité sur la nostalgie du passé et sur le rejet de l'Autre (ceux de la ville basse) : l'étymologie indienne et la connotation statutaire attachée au terme « paria » rappellent la stigmatisation des descendants d'esclaves dans la société merina (voir chapitre VIII, III). On retrouve ainsi chez Balzac la mise en évidence d'une citadinité crispée, exclusive et obéissant à une répartition spatiale ancienne et rigoureuse.

2- Les oppositions internes à la ville haute et à la ville basse : une hiérarchisation fine de l'espace

Si la ville tout entière est structurée par la dichotomie ville haute/ville basse, il est possible de distinguer des oppositions internes à chacun de ces ensembles : ni la ville haute ni la ville basse ne forment des espaces homogènes. Les mêmes contrastes se retrouvent au sein même de chacune d'elle.

Espaces valorisés et espaces dévalorisés en ville haute

Il existe une hiérarchie interne à la ville haute, qui se fonde sur l'altitude d'une part, et sur la position cardinale d'autre part (voir carte n° 28, chapitre VIII). A l'échelle de Tananarive, les quartiers les plus prestigieux sont ainsi ceux situés au nord et à l'ouest du Rova : Andrefan'Rova, Antsahatsiroa, Andohalo, Ambohitantely, Ambohitatovo par exemple. Suivent ensuite ceux des autres collines, comme Faravohitra, et enfin ceux de la ville moyenne comme Ankadifotsy, Amparibe ou Ambatonakanga, dont le prestige est avéré, mais sans commune mesure avec celui des quartiers proches du Rova. Au sein de Faravohitra, le flanc occidental, qui offre l'ouverture vers l'ouest et une vue imprenable sur Analakely, est nettement plus valorisé que le flanc oriental, beaucoup moins densément occupé d'ailleurs.

Plus encore, la ville haute ne constitue pas un espace entièrement connoté positivement dans la géographie tananarivienne. Il existe en effet de nombreux quartiers très dévalorisés en raison de leur situation géographique. C'est le cas de ceux du sud et du

sud-est du Rova, où la conception traditionnelle de l'espace joue toujours un rôle structurant. C'est ainsi qu'à Ambohipotsy (à l'extrême sud) se sont installés des ruraux dans les années soixante-dix (la Cité des Imbéciles), tandis que les quartiers situés à flanc de colline à l'est du Rova sont habités par une population défavorisée et à forte présence *mainity*. Dans ces quartiers (Amparihy, Ambatomitsangana, Antsahondra), ce sont des personnes sans attache territoriale particulière en ville qui s'y sont installées relativement récemment, il y a quelques décennies tout au plus. L'occupation du sol, très lâche, témoigne du caractère récent de ces habitations. L'installation dans ces quartiers permet à des ménages aux revenus modestes d'acquérir à moindre coût un terrain ou une maison, et par là même de pouvoir annoncer une adresse dont ils n'auront pas à rougir : vis-à-vis d'un employeur par exemple, il est bien préférable d'habiter dans ces quartiers somme toute peu connus, car isolés et peu peuplés, qu'à Isotry qui fait figure de repoussoir (des habitants d'Isotry se sont plaints d'avoir du mal à trouver un travail stable). De plus, il s'agit de quartiers où les problèmes de voisinage sont limités, où la sécurité est bien meilleure qu'en ville basse, ce qui constitue des avantages certains pour ceux qui s'inquiètent de l'environnement dans lequel ils élèvent leurs enfants, par exemple.

Les hiérarchies internes à la ville basse

Dans les quartiers de plaine, les hiérarchies se fondent sur des phénomènes de rejet réciproque de quartiers voisins : l'idée qui structure les représentations internes à la ville basse est qu'il y a toujours pire que le quartier dans lequel on vit. Le repoussoir se fixe alors, de manière plus ou moins irrationnelle, sur un quartier proche géographiquement, mais duquel on se sent très éloigné.

L'examen des quartiers non aimés par les habitants d'Isotry est ainsi riche d'enseignements. C'est d'ailleurs une des raisons qui a motivé le choix d'Isotry comme quartier d'enquête plutôt qu'un autre quartier de plaine défavorisé : comment les habitants de ce quartier le perçoivent-ils et comment voient-ils la ville, alors qu'ils habitent dans un quartier qui est massivement rejeté dans la perception collective (cf. *infra* 3) : Isotry étant le repoussoir de Tananarive, quels sont les repoussoirs d'Isotry ? Les réponses à la question « Quels sont les endroits que vous n'aimez pas ? » sont présentées dans le tableau suivant : (voir également carte n° 21c)

Tableau n° 14 : Les endroits non aimés par les personnes interrogées à Isotry (en nombre de citations)

QUARTIER NON AIME	Nombre de citations	
Isotry	9	Total citations ville basse : 43
Andranomanalina (partie d'Isotry)	8	
Andavamamba	7	
Antohomadinika	4	
I.V.O. (îlot illicite en face d'Isotry)	4	
Anosibe	3	
Ville basse sans précision	2	
67 hectares	2	
Anatihazo	2	
Andohatapenaka	1	
Bekiraro (Isotry)	1	
Manjakaray	1	

Ambatomainty	1	Total quartiers populaires de l'est de Tananarive : 4
Behoririka	1	
Andravoahangy	1	
Total	47 citations	

Source : enquêtes personnelles (2000)

Plus de 90 % des réponses concernent les environs immédiats d'Isotry, voire Isotry même ou des quartiers qui le composent, comme I.V.O., Bekiraro ou Andranomanalina. Ces réponses font donc apparaître une très forte polarisation sur les quartiers défavorisés de plaine, massivement mal aimés. Les arguments donnés par les habitants pour justifier leur répulsion envers ces quartiers sont les mêmes que ceux des habitants de ville haute : ils sont sales, bruyants, surpeuplés, dangereux et sujets aux inondations. Ainsi, par le recoupement des deux sources de jugement sur ces quartiers de plaine, il semble qu'on puisse en dresser un portrait objectif, ou tout du moins consensuel, puisque confirmé par leurs habitants eux-mêmes : les discours dessinent des quartiers où la vie est très dure, caractérisée par la violence sous toutes ses formes (physique, verbale, morale) et par l'insécurité, également protéiforme (foncière, juridique, physique, familiale...). C'est bien le constat établi par L. Razanadrakoto³⁴, d'après une approche anthropologique de la vie dans ces quartiers.

L'examen des réponses à la même question aux 67 hectares permet de confirmer ce jugement, émis cette fois par des gens habitant un quartier de plaine, mais qui est beaucoup moins connoté qu'Isotry dans la hiérarchie statutaire de Tananarive : si Isotry est avant tout perçu comme un quartier *mainty*, il n'en va pas de même pour les 67 hectares, qui sont plus ou moins considérés comme neutres du fait du caractère très récent du quartier. Pour les habitants de ces cités, qui vivent mal la dévalorisation des quartiers de plaine, le rejet de ceux-ci, auxquels ils sont souvent injustement amalgamés, selon eux, est encore plus marqué et plus unanime :

Tableau n° 15 : Les endroits non aimés par les personnes interrogées aux 67 hectares (nombre de citations)

QUARTIER NON AIME	Nombre de réponses	
Isotry	23	Total des réponses ville basse : 60
Andavamamba	9	
Andranomanalina	6	
Antohomadinika	6	
67 hectares	5	
Anosibe	5	
Ankasina	2	
Ambalavao-Isotry	1	
Andohatapenaka	1	
Anatihazo	1	
Bekiraro	1	
Besarety	1	Total quartiers populaires de l'est : 1

³⁴ Voir RAZANADRAKOTO L., 2000, *Quartiers urbains à Madagascar : l'apparence et le quotidien. Contribution à l'interprétation de l'activité sociale.*

Total	61 citations
-------	--------------

Source : enquêtes personnelles (2000)

Le nombre très élevé de citations concernant Isotry frappe à la lecture de ce tableau (23 sur 61, soit 38 %) : les habitants des 67 hectares rejettent massivement ce quartier voisin. Ils souhaitent à tout prix s'en démarquer et creuser la distance. Pourtant, leur vie quotidienne est très liée à Isotry, puisque, par exemple, plus de la moitié des personnes interrogées s'y rendent tous les jours pour s'approvisionner au marché ! Le marché d'Isotry est en effet réputé pour ses prix très bas et pour la variété des produits qu'on y trouve.

Enfin, l'évolution comparée de cités construites dans la ville basse permettra d'illustrer une dernière forme de hiérarchisation interne. On est frappé aujourd'hui de la différence de composition sociale entre la cité d'Ambodin'Isotry, très paupérisée, et celle d'Ampefiloha, à dominante de catégories moyennes, alors même que la première avait été conçue pour accueillir des classes moyennes lors du lancement du projet au début des années soixante. Il existe en fait une explication à cette évolution sociale très différente qu'ont connue les deux cités : Ambodin'Isotry n'a jamais pu attirer durablement des membres de la classe moyenne car elle était située en pleine zone *mainity*, tandis qu'Ampefiloha a été édifiée sur des rizières, dans une zone non connotée en termes de hiérarchie statutaire³⁵. La première cité a donc été délaissée et a accueilli une population très modeste, ce qui explique sa forte dégradation, tandis que la seconde s'est trouvée prise dans un processus d'embourgeoisement relatif³⁶.

Il existe donc une grande complexité dans la hiérarchie relative des quartiers les uns par rapport aux autres : les deux grands ensembles ville haute et ville basse sont loin de présenter une homogénéité que l'opposition schématique de l'une contre l'autre pourrait laisser accroire. On pressent ici que la structuration de Tananarive obéit à des règles de connotation de l'espace à la fois subtiles et extrêmement puissantes et rigides.

3- Etude de la perception de deux quartiers très présents dans les représentations : Isotry et Ivandry

Pour achever cette présentation de la géographie invisible de Tananarive, on a choisi d'étudier avec plus de précision la manière dont étaient perçus deux quartiers très différents, mais tous deux très célèbres et très présents dans les représentations. Cette notoriété a d'ailleurs joué dans le choix de ces deux quartiers comme terrain d'enquête.

Isotry, le mal aimé des Tananariviens

Le toponyme Isotry est légendaire à Tananarive : dès qu'on le prononce, les Tananariviens s'exclament, expriment leur crainte ou leur répulsion, si bien que « Isotry » est devenu synonyme de bas quartier, sale, mal famé, en un mot infréquentable³⁷. Au

³⁵ Son nom « à la digue », purement géographique, témoigne d'ailleurs de la neutralité de cet espace.

³⁶ Merci à Lucile Jacquier-Dubourdieu pour la discussion éclairante sur ce sujet.

³⁷ Isotry a en quelque sorte la même réputation à Tananarive que le Bronx pour New York. Les personnes me connaissant ont toutes été très surprises et inquiètes que j'aie y mener des enquêtes.

cours des enquêtes, les personnes ne sachant pas quoi me répondre à propos des endroits qu'elles n'aimaient pas ont presque toujours fini par dire, avec des rires qui prouvaient le caractère convenu de la réponse : « Isotry ! ». C'est une jeune femme interrogée dans un quartier tranquille de la ville haute qui a sans doute le mieux exprimé ce sentiment :

« *Isotry ? Be bordel !* » (Isotry ? quel bazar !)

On pourrait ainsi multiplier les citations péjoratives à l'encontre d'Isotry. Les propos se concentrent sur la saleté et l'insalubrité, sur l'insécurité (« *Il y a beaucoup de bandits là-bas* », « *Je ne vais jamais à Isotry, je ne veux pas rentrer en slip à la maison !* »), et sur le comportement réputé agressif des habitants (« *Les gens là-bas sont des sauvages* »). Quel que soit le motif, Isotry est cité comme endroit non aimé en ville dans 20 % à 60 % des réponses :

Tableau n° 16 : Proportion de personnes interrogées dans les quartiers d'enquête citant Isotry comme endroit non aimé

QUARTIER D'ENQUETE	Nombre de citations d'Isotry comme endroit non aimé :	
	au sens strict	au sens large*
Ankadifotsy	43 %	50 %
Ville haute	46 %	46 %
Isotry	20 %	60 %
67 hectares	37 %	62 %
Ivandry	41 %	53 %

Source : enquêtes personnelles (2000-2001)

* : dans « au sens large », on inclut des quartiers comme Andranomanalina, Ambalavao, Manarintsoa, etc.

Il semble que la motivation principale du rejet d'Isotry dans les représentations soit l'insécurité. Ce quartier jouit en la matière d'une réputation désastreuse. On raconte en ville, avec force détails, des histoires de personnes qui se sont fait arracher leur sac, leurs bijoux, leurs lunettes. Certains lieux cristallisent particulièrement l'insécurité : le pont de Bekiraro (« *un cadavre passe dessous chaque jour* » m'a-t-on dit...) ; I.V.O., où mon enquêteur, qui avait pourtant grandi de l'autre côté du canal, n'avait jamais été et ne m'a pas caché sa répulsion à s'y rendre, même accompagné par une personne du quartier ; les nombreuses ruelles et autres corridors qui longent les canaux par exemple, baptisés « couloirs de la mort » en raison de leur dangerosité nocturne ; Ambalavao-Isotry, à la réputation terrifiante. (voir carte n° 14)

A ce tableau apocalyptique, la réalité ne correspond que très imparfaitement. Dans la journée, tous ces endroits ne sont absolument pas dangereux, à peine risque-t-on des pickpockets, comme dans de nombreux autres quartiers de Tananarive. D'ailleurs, Isotry étant en permanence un quartier très passant, c'est précisément l'un de ceux où l'on risque le moins (ce sont les endroits isolés qui sont risqués à Tananarive). Je n'y ai jamais rencontré le moindre problème, ni la moindre forme d'agressivité, impression confirmée par les rares Malgaches de ma connaissance qui s'y rendent de temps à autre. Pourquoi

alors Isotry a-t-il une telle réputation ? On formulera l'hypothèse que c'est parce qu'il s'agit d'un quartier dont la population est à dominante très pauvre, en partie rurale, et d'origine *mainity*, autant de caractéristiques qui alimentent les représentations les plus négatives : les figures du pauvre, du paysan et du *Mainity* constituent tout ce que la société tananarivienne rejette. A partir de là, les rumeurs les plus folles se construisent et se diffusent.

En effet, il semble bien que la perception collective d'Isotry relève plus du mythe que de la réalité. L'image d'Isotry se construit à partir de fantasmes projetés sur sa population : « *A Isotry, les Bemainty³⁸ sont violents* » déclare une femme d'Ivandry, qui assure qu'elle ne s'y rendrait pour rien au monde (enquête n° 16). C'est la rumeur qui nourrit l'image très négative d'Isotry. Parmi la proportion considérable de personnes qui ont cité Isotry comme quartier non aimé (cf. tableau *supra*), combien y sont réellement allées ? A Ankadifotsy, plusieurs personnes interrogées, d'origine rurale, connaissant très mal la ville, ont néanmoins pu citer Isotry comme quartier non aimé, alors qu'elles n'ont pu en citer de bien aimé, ni même parfois le centre-ville. Une jeune femme, qui dit par ailleurs ne sortir que rarement d'Ankadifotsy, qu'elle présente comme son quartier préféré, déclare ne pas aimer Isotry et Andavamamba « *à cause des voleurs* » (enquête n° 16) : on peut s'interroger sur sa connaissance réelle de ces quartiers. Une autre femme du même quartier a exprimé encore plus nettement sa phobie des bas quartiers, qu'elle ne connaît en fait pas :

« Des endroits que j'aime bien ? Je ne sais pas, je ne sors pas beaucoup. Ceux que je n'aime pas ? Je n'aime pas là où il y a des ruelles coupe-gorge : à Andavamamba, Anatihazo, Bekiraro... » (Ankadifotsy n° 36).

La confirmation de ce rôle de la rumeur est à rechercher chez les rares Tananariviens des autres quartiers qui se rendent de temps à autres à Isotry, et en présentent une vision tout à fait dépassionnée. Ainsi, lors de l'entretien, Joseph, interrogé sur les quartiers qu'il considère comme dangereux, explique :

« Tout est dangereux ! Isotry on dit que c'est dangereux mais je ne le crois pas. Il faut être connu dans le quartier, être intégré. Je commence à me sentir bien à Isotry car je connais bien. Ce qui est dangereux, ce sont les quartiers silencieux comme les quartiers résidentiels, trop calmes le soir, et que l'on ne connaît pas. »

Joseph exprime bien ici une composante fondamentale de la perception de l'espace à Tananarive : est perçu comme dangereux ce qui n'est pas connu³⁹. L'espace inconnu est inquiétant et hostile : on rejoint là une des raisons de la faible mobilité intra-urbaine, et de la vie à l'échelle du quartier. Le quartier représente bien la limite entre l'espace connu et inconnu, entre l'intérieur et l'extérieur.

Enfin, une femme a exprimé une vision de la ville qui transcende la dichotomie ville haute/ville basse, et qui n'est pas imprégnée du discours dominant sur le rejet des quartiers de plaine :

« Il n'y a pas de quartier que je n'aime pas. Même Isotry, les 67 hectares, j'y vais pour faire des achats spécifiques (des marmites par exemple), pour voir des hira gasy à la tranompokonolona d'Isotry. Tous les quartiers ont leur charme, leurs particularités. » (Patricia)

³⁸ Les « grands noirs ».

³⁹ Pour des habitants de quartiers très peuplés, un quartier peu dense de villas sera perçu comme dangereux. Plusieurs réponses en ce sens ont été faites, notamment à propos des quartiers périphériques.

Patricia est d'un milieu très aisé ; or, elle n'évoque pas l'insécurité à Isotry, preuve que celle-ci relève pour une large part de la rumeur et du mythe : Isotry est devenu synonyme d'insécurité et le quartier aura du mal à changer de réputation.

Le cas d'Isotry permet donc de mettre en évidence le fonctionnement des représentations de l'espace à Tananarive : la perception d'un quartier se fonde beaucoup plus sur le ouï-dire, sur la composition de sa population, sur sa localisation, connotée positivement ou négativement, que sur la réalité : même si Isotry est effectivement un quartier très défavorisé et insalubre, ce n'est pas cet aspect qui prime dans les représentations. Isotry constitue en fait la face de leur ville dont les Tananariviens ont honte, et dont ils veulent à tout prix se démarquer.

Ivandry, un quartier aisé, archétype de la modernité occidentale et exemple de ségrégation : entre fascination et rejet

« *Ivandry, c'est un ghetto* », « *Les riches vivent entre eux* », « *Ils se barricadent* », « *C'est le Neuilly de Tana* », « *C'est Beverly Hills là-bas* », « *Ivandry, c'est joli. Chaque maison a son jardin, c'est propre, ce n'est pas exigü* ». Ces quelques citations recueillies sur Ivandry montrent d'emblée les représentations contradictoires que nourrit ce quartier : il est à la fois perçu comme un quartier composé exclusivement de ménages riches, ce qui constitue une exception à Tananarive où la mixité socio-résidentielle est la règle (voir chapitre III, III, A, 1), et comme un quartier au paysage agréable, dont la richesse fait rêver⁴⁰.

Le cas d'Ivandry suscite souvent des critiques, comme le soulignent les premières citations présentées ci-dessus. Formellement, les Tananariviens sont en effet réticents à toute manifestation de ségrégation socio-spatiale et affichent leur attachement à la mixité. On a déjà eu l'occasion de voir qu'il s'agit en effet d'un quartier rigoureusement ségrégué, entre les noyaux villageois et les villas (voir carte n° 23). Sur cet espace se concentrent les deux extrêmes des conditions de vie à Tananarive, des plus riches aux plus pauvres.

Si les noyaux villageois ne présentent aucune particularité morphologique par rapport à leurs homologues, ce n'est pas le cas des espaces comportant des villas, qui présentent un paysage unique à Tananarive. Les caractéristiques de ce paysage sont :

- de larges routes bitumées, favorables à la circulation automobile,
- une très faible densité du bâti, les villas étant toutes entourées d'un grand jardin,
- l'aspect moderne de ces villas, qui ont souvent moins de vingt ans,
- la forte présence de la végétation,
- la présence de murs et de portails hauts et opaques, qui ferment le paysage et ne laissent qu'entrevoir les villas. Ces murs sont souvent hauts de deux à trois mètres.
- des éléments qui traduisent le sentiment d'insécurité : haies de *songo-songo*, ou épines du Christ, qui bordent les murs (voir photo n° 90, chapitre VI), poste de police bien visible, gardiens, grilles aux fenêtres... Certaines formes d'organisation collectives rappellent des pratiques en vigueur en Amérique latine ou en Afrique noire : dans le lotissement Bonnet, un des lieux les plus aisés d'Ivandry, il existe une association de riverains qui se cotisent, à hauteur de 150 000 Fmg par an et par ménage, pour entretenir

⁴⁰ On s'intéressera ici exclusivement à la partie d'Ivandry composée de villas. Les espaces villageois ne sont pas connus à l'échelle de la ville.

un poste de police, et pour assurer le nettoyage des parties communes et le ramassage des ordures.

On retrouve là des éléments paysagers typiques des quartiers aisés des grandes villes du Tiers Monde. A Tananarive, ce « paysage de la richesse » (P. Gervais-Lambony) ne laisse pas de surprendre et de déranger : il est perçu comme étranger à la forme de la ville, à ses principes de fonctionnement, à ses normes sociales. Significativement, Ivandry s'est développé sur une colline en marge de la ville, naguère occupée par quelques rares tombeaux et surtout par beaucoup de terrains vagues. Il ne s'agit pas d'un quartier au sens historique du terme. La composition de sa population confirme ce sentiment d'étrangeté au sens propre du terme : Ivandry attire beaucoup de *Karana* et d'Occidentaux en raison de la proximité des résidences des ambassades, du lycée français, et du centre industriel et commercial de la route des hydrocarbures. Mais les Malgaches sont également représentés : directeurs d'entreprise, banquiers, personnel politique de haut niveau...

La question que pose Ivandry est en fait de savoir si ce paysage urbain et ces nouvelles formes de voisinage préfigurent l'évolution future de Tananarive ou bien si au contraire ils sont voués à demeurer une exception. Il est certain que la plupart des Tananariviens qui s'enrichissent souhaitent habiter dans ce type de quartier, calme, aéré, moins pollué qu'en centre-ville, aisément accessible en voiture, et surtout où l'on ne subit pas la pression familiale résidentielle. Parmi les personnes interrogées, la plupart de celles pour qui la question avait un sens ont cité Ivandry comme quartier où elles aimeraient habiter, plutôt qu'un quartier collinaire central et ancien. L'idéal de la maison individuelle moderne avec son jardin semble bien faire son chemin dans les représentations des Tananariviens.

Pour l'heure, Ivandry demeure une exception : c'est le seul quartier abouti qui se soit constitué sur ce modèle ségréatif. La plupart des quartiers qui connaissent une forte croissance depuis le milieu des années quatre-vingt-dix se caractérisent par le maintien de la mixité socio-résidentielle. On pense à des communes périphériques comme Ivato, Ambohibao, Ampitatafika, ou encore Itaosy.

Dans le même temps, des promoteurs acquièrent de vastes terrains inhabités et construisent des lotissements de villas à l'europpéenne, avec un accès unique, qui sera contrôlé. C'est le cas des programmes en cours aux abords du Lycée français, aux noms révélateurs de la conception de l'urbanisme qui est en jeu : Belle Vue, Les Jardins d'Ambatobe. L'initiative individuelle semble également suivre ce modèle dans certaines zones de l'agglomération. C'est le cas des collines naguère inoccupées d'Ambohitrahaha, la commune frontalière de Tananarive au nord, ou de celles d'Andraisoro, où des opérations de terrassement d'envergure considérable étaient en cours en 2001. Dans ces deux cas, le village ancien, cerné par un fossé, blotti au sommet de la colline et associant vieilles maisons et tombeaux, est en voie de marginalisation spatiale : les nouvelles villas le délaissent, allant conquérir les pentes traditionnellement peu occupées, car orientées à l'est par exemple. Les propriétaires sont de riches Malgaches ou bien des Malgaches résidant à l'étranger, qui placent leurs économies au pays en faisant construire une villa qu'ils loueront. Ces nouveaux investisseurs font fi des traditions d'organisation de l'espace, ouvrent des pistes, font venir les réseaux d'adduction d'eau et l'électricité... : ils jouent un rôle d'aménageur de ces espaces naguère voués aux herbes folles. Il sera extrêmement intéressant de voir quelle sera l'évolution dans une dizaine d'années, car ce mouvement, s'il se confirme, pourrait bien remettre en cause l'équilibre traditionnel sur lequel s'est édifiée et fonctionne encore Tananarive.

Conclusion II

La mise en parallèle de ces deux typologies, de conception radicalement différente, l'une construite selon une approche géographique classique, l'autre élaborée à partir d'une approche ethnogéographique, conduit au constat d'une distorsion étonnante entre les deux. Les Tananariviens n'appréhendent manifestement pas l'ensemble des quartiers de leur ville en les classant par des critères fonctionnels.

Bien au contraire, leur lecture de la ville se fonde sur une appréhension dichotomique du paysage urbain, qui trouve ses origines dans une valorisation très importante de l'histoire pré-coloniale et dans la pérennité des références à celle-ci, fût-ce de manière implicite. C'est donc la stabilité extraordinaire des grands éléments du paysage urbain qui apparaît ici, et surtout la stabilité des représentations qui lui sont attachées : depuis le XIX^e siècle, l'opposition entre ville haute et ville basse structure la ville, et cette opposition n'a fait que se renforcer depuis. Celle-ci se fonde essentiellement sur la question des groupes statutaires ou castes : à un groupe statutaire est associée une portion de l'espace urbain, selon une géographie assez rigoureuse, qui a connu certains assouplissements depuis l'abolition des castes il y a un siècle, mais dont les grandes lignes demeurent. Il existe bien une géographie invisible de Tananarive, qui structure pratiques et représentations de l'espace, et qui à cet égard coupe la ville en deux.

« *Il n'y a pas de Brooklyn à Tana* », explique un ancien adjoint au maire de la ville, insistant par là sur l'absence de ségrégation socio-spatiale dans les quartiers de la ville :

Tananarive ne comporte pas vraiment de « ghettos » réservés *de facto* aux populations pauvres ou riches ; une mixité sociale minimale est toujours présente, même si des quartiers comme Ivandry sont à dominante aisée, et d'autres comme Isotry pauvre. Ce responsable insiste donc sur l'absence de territorialisation des milieux sociaux à Tananarive. C'est juste, mais c'est oublier qu'une autre ligne de fracture traverse le paysage, les usages et les images de la ville, ligne omniprésente dans l'esprit de tout Tananarivien : c'est la ligne qui discrimine le partage entre « bons » et « mauvais » quartiers, ces termes étant sans doute les plus à même de traduire ce que pensent précisément les Tananariviens, entre quartiers de ville collinaire et quartiers de ville basse. C'est bien une forme de ségrégation invisible que l'on pressent ici, ségrégation qui traverse la ville tout entière, hiérarchisant de manière très stricte les quartiers et passant même à l'intérieur de chaque quartier. Ce thème, fondamental pour cerner l'identité de la ville, sera abordé dans le chapitre VIII, car il est au cœur même des crispations identitaires de la société tananarivienne. L'espace se fait alors le support de la division inégalitaire de la société. S'il n'y a « pas de Brooklyn à Tana », la ville est structurée selon des divisions autrement plus fortes, par des barrières sociales bien plus infranchissables, par une hiérarchie beaucoup plus insidieuse car beaucoup plus rigide et fixée par la naissance. Cette hiérarchie est beaucoup moins visible qu'une hiérarchie fondée exclusivement sur des critères de richesse ou de pauvreté, inopérante à Tananarive.

Ainsi, la confrontation de la typologie géographique traditionnelle et du classement perçu par les Tananariviens a permis de révéler les enjeux identitaires qui traversent la société urbaine merina : c'est là un apport précieux.

III- VIVRE L'ESPACE DU QUARTIER AU QUOTIDIEN : CHRONIQUE DU QUARTIER-VILLAGE ?

Le quartier constitue l'échelle à laquelle la plupart des habitants vivent la ville : leur quotidien s'inscrit dans cette entité spatiale, souvent de taille très modeste, de quelques hectares tout au plus. C'est pourquoi on souhaiterait à présent se situer à cette échelle d'analyse pour esquisser un portrait de la vie des quartiers tananariviens. C'est en quelque sorte une chronique du quartier qu'on aimerait livrer ici, chronique fondée à la fois sur une observation paysagère, sur des impressions sonores, et sur un essai d'interprétation des pratiques collectives des habitants.

Le quartier, espace dense de relations sociales, cristallise par ailleurs des représentations qui tendent à l'assimiler à un village : cette comparaison éculée a attiré notre attention, et l'on voudrait ici voir si vivre le quartier est comme vivre au village, ou si, comme l'on s'en doute, l'analogie relève de l'idéalisation. Quels sont alors les éléments qui motivent cette thématique du « quartier-village » ?

A- Une sociabilité animée

1- Lieux de sociabilité, lieux de vie

Tous les quartiers tananariviens possèdent des lieux particulièrement fréquentés qui polarisent la sociabilité.

Les plus visibles dans le paysage sont les bornes-fontaines, où des queues se forment souvent bien avant l'aube, et jusque tard dans la soirée. La borne-fontaine semble constituer un pôle de rencontre pour les femmes d'une part, et pour les jeunes enfants d'autre part, rémunérés pour le port de seaux d'eau (voir photo n° 75) ; mais ce lieu n'est pas connoté très positivement : on s'y chamaille pour des questions de place dans la queue, d'usage de la borne (certains viennent s'y laver), ou bien pour toute autre raison totalement annexe, comme des conflits de voisinage qui éclatent. Le lavoir public remplit le même rôle ambigu dans la sociabilité⁴¹ : une lavandière d'Ivandry évoque les conflits entre ceux qui viennent y chercher de l'eau et les lavandières, ainsi qu'entre les anciennes et les nouvelles venues, ces dernières n'étant pas les bienvenues.

En fait, à Tananarive, borne-fontaine et lavoir constituent des lieux connotés négativement, car ils renvoient à une réalité sociale : ils sont fréquentés soit par les femmes de milieux pauvres, soit par les domestiques ; en aucun cas, une femme d'un autre milieu n'acceptera de s'y rendre. Ces lieux sont ainsi assimilés aux *Mainty*, et de ce fait, sont méprisés. Outre les hiérarchies statutaires, on retrouve là la recherche propre aux Tananariviens du moindre contact avec l'extérieur et avec les lieux publics (voir chapitre VI, III). La place de la borne-fontaine et du lavoir est donc tout à fait différente de celle rencontrée en Afrique ou en Asie, où ces lieux ont une connotation positive et constituent des piliers de la vie des quartiers.

Les commerces de quartier constituent des lieux très fréquentés tout au long de la journée. Les marchés, tout d'abord, sont animés dès l'aube. Fournissant exclusivement

⁴¹ Parmi les lavandières interrogées, beaucoup se sont plaintes des tensions qui s'expriment au lavoir. On ne peut s'empêcher de penser à la célèbre scène de *L'Assommoir* d'Emile Zola, dont l'écho tananarivien illustre l'universalité des pratiques liées à certains lieux : le lavoir, lieu féminin et réservé aux plus modestes, cristallise les tensions du quartier.

des produits frais (légumes, fruits, volailles...), ils sont fréquentés par tous les riverains. En effet, quel que soit le niveau social moyen du quartier, tous les ménages sans exception s'y approvisionnent. Même ceux qui disposent d'une voiture particulière, qui leur permet de se rendre au supermarché, persistent à fréquenter en parallèle le marché de quartier, et ce, de surcroît, tous les jours : les ménages possédant également un réfrigérateur ont tous déclaré continuer à se rendre quotidiennement au marché le plus proche pour s'approvisionner en produits frais. Ainsi, une famille très aisée résidant à Ivandry explique faire les courses à Cora et à Conquête (un petit supermarché malgache situé à Antanimena), ainsi qu'« *au petit marché pour les fruits et les légumes* ». De manière générale, les Tananariviens sont très attachés au marché de quartier, ils aiment s'y rendre une à plusieurs fois par jour ; des liens se tissent avec les marchands, des discussions se nouent, à propos de la vie à la campagne, du climat, des problèmes d'acheminement des produits... Toutefois, pour les plus aisés, c'est souvent un domestique qui s'y rend. (voir photo n° 76)

Les épiceries constituent un autre haut lieu de la sociabilité de quartier. Leur densité, extrêmement importante, s'explique bien sûr par leur rôle d'approvisionnement en produits introuvables ailleurs si ce n'est en grande surface, mais aussi et surtout par le fait qu'elles exercent également la fonction de débit de boisson. Les enseignes du type « épicerie-bar », « épi-buvette » ou « épi-gargote » fleurissent dans tous les quartiers. Ces épiceries sont fréquentées par des hommes tout au long de la journée, soit des inactifs, soit des ouvriers ou des employés, à l'occasion d'une pause ou au retour du travail. On s'y retrouve entre connaissances, pour consommer des bières ou des verres de rhum, debout, accoudé au comptoir, ou dans la rue quand l'épicerie est trop petite. Une grosse épicerie, bien située, peut ainsi attirer plusieurs milliers de clients par jour. Nombreux sont les habitués qui viennent trois à quatre fois par jour pour prendre une consommation (voir photo n° 77). Les épiceries constituent donc un point névralgique de la vie de quartier.

Les ateliers d'artisans et les gargotes constituent également des lieux très fréquentés. Les premiers sont indispensables dans un pays très pauvre où tout se répare et se récupère et où l'on achète de préférence des produits d'occasion : cordonniers, tailleurs, menuisiers, petits mécaniciens, soudeurs... sont ainsi des métiers très présents dans tous les quartiers. Les habitants font en permanence appel à eux, si bien que ces personnes connaissent bien les riverains. Quant aux gargotes, on a déjà eu l'occasion de voir comment les Tananariviens y avaient recours, à tout moment de la journée (voir chapitre III, I, A, 4). Les gargotiers sont eux aussi de bons observateurs de la vie des quartiers.

La sociabilité de quartier est essentiellement concentrée dans les lieux évoqués ci-dessus. S'y ajoutent d'autres pôles, mais nettement moins importants en termes de fréquentation.

Il s'agit tout d'abord des lieux de loisirs, fréquentés essentiellement par des hommes : les salles vidéo et les lieux où l'on joue. Les salles vidéo se sont développées dans les années quatre-vingt-dix, corrélativement à la disparition des cinémas. Installées dans n'importe quel local sommairement aménagé (des bancs, un téléviseur et un magnétoscope suffisent), elles sont gérées par des privés. Des films asiatiques de karaté y sont projetés, ce qui explique leur attrait auprès des hommes, adolescents ou jeunes adultes. Ces salles vidéo font l'objet de critiques répétées de la part de ceux qui ne les fréquentent pas : on les accuse de banaliser la violence, de diffuser une sous-culture, d'être responsables de l'agitation dans les quartiers

Photos n° 75, 76, et 77

Verso photos 75, 76 77

après les projections, lorsque surviennent des bagarres par exemple. Elles ont très mauvaise réputation et sont assimilées aux pratiques des classes populaires paupérisées.

Autres mauvais lieux qui se développent surtout dans les quartiers populaires : les espaces consacrés aux jeux de hasard, jeux de cartes mais surtout machines à sous clandestines, installées dans des épiceries, ou dans tout lieu interlope, aux abords des lieux de prostitution ou des gares de taxi-brousse. Depuis quelques années, se développent également des locaux consacrés aux jeux vidéo. Ils sont encore peu nombreux car l'accès au jeu est plus coûteux, mais ils cristallisent les mêmes réactions de rejet car ils sont également supposés véhiculer la violence. Tous ces lieux de distraction, connotés négativement et assimilés aux classes les plus défavorisées, sont beaucoup plus représentés dans les quartiers populaires denses, comme Isotry, Andravoahangy ou les 67 hectares. Mais des quartiers réputés plus bourgeois, comme Ankadifotsy, en abritent également, du fait de la demande créée par une jeunesse importante. Il semble que seule la ville haute ne dispose pas de tels lieux de loisirs : le président du *fokontany* d'Ambatovinaky est fier d'annoncer que son quartier ne comporte pas de salles de jeux vidéos, qui « drainent de la violence ».

Le quartier est également le lieu d'expression de loisirs plus traditionnels : dans les ruelles, sur une pierre ou sur un banc, on se rassemble pour jouer au *fanorona*, aux cartes, aux dominos. Des groupes de jeunes se réunissent de manière impromptue autour d'une guitare ou d'un harmonica pour chanter. Toutes ces activités se déroulent à l'extérieur car bien souvent les logements sont trop étroits et inconfortables pour accueillir de manière satisfaisante un petit groupe de personnes. Remplissant le même rôle de substitut à un intérieur trop exigu, les postes téléphoniques installés dans la rue sont devenus, en quelques années seulement, un lieu de rencontre et de discussion pour les jeunes : on y vient entre amis, on y discute en attendant son tour. Ces postes téléphoniques s'imposent désormais comme lieu de sociabilité ou comme point de rendez-vous de première importance dans les quartiers.

L'examen des lieux de sociabilité du quartier conduit donc à esquisser une géographie des genres dans les pratiques de l'espace à Tananarive, assez banale et observable dans nombre de villes du monde. Il existe une démarcation assez nette entre lieux féminins et lieux masculins : bornes-fontaines, lavoirs, marchés sont plutôt féminins, tandis qu'épiceries, salles vidéos et salles de jeux sont plus nettement masculins. Il est rare de rencontrer des femmes qui participent à des jeux de société dans la rue, encore moins à des paris ; il en va de même pour la fréquentation des épiceries, où les femmes se contentent de passer pour acheter des produits. La vie quotidienne des femmes dans le quartier apparaît beaucoup plus centrée sur l'intérieur et sur le fonctionnement du ménage, tandis que celle des hommes est plus tournée vers l'extérieur, vers les loisirs et la fréquentation d'amis. Cela n'est vrai que pour les catégories modestes : chez les plus aisés, les femmes conduisent, sortent entre collègues ou entre amies au restaurant, voire fréquentent les casinos des grands hôtels ! Contrairement à la situation qui prévaut dans les ménages populaires, ces femmes disposent d'une très grande autonomie au sein du ménage.

Il existe enfin des lieux de rencontre des habitants d'un même quartier, structurés par la sphère privée. Le téléphone et la télévision jouent ce rôle. En effet, il est fréquent

d'aller utiliser la ligne téléphonique privée d'un voisin, ce qui est plus pratique qu'une cabine téléphonique où l'attente est souvent longue⁴². Un homme d'Ankadifotsy, disposant d'une ligne, explique que c'est grâce à ce service, qu'il fait naturellement payer, qu'il connaît beaucoup de gens dans le quartier. De même, il arrive qu'on se rende chez des voisins ou des amis pour regarder la télévision, notamment lors d'événements importants (match, fête nationale...).

Il est également fréquent de solliciter ses voisins pour de menus services : fourniture d'allumettes, de bougies, dépannage en sucre⁴³... Dans ces échanges de proximité, ce sont les enfants qui jouent un rôle d'intermédiaire : on les envoie à l'épicerie, au marché, chez les voisins, à la borne-fontaine. De nombreuses personnes interrogées ont évoqué les petits services qu'ils remplissent. Les enfants connaissent beaucoup de monde et sont connus de tous. Significativement, ce sont eux que l'on charge traditionnellement d'aller porter les faire-part de décès ou d'aller annoncer des nouvelles importantes dans une famille.

Tous les quartiers tananariviens, quelle que soit leur nature, se conforment plus ou moins au modèle de sociabilité décrit ci-dessus. En effet, qu'il s'agisse des quartiers centraux ou périphériques, collinaires ou de plaine, historiques ou récents, on retrouve les mêmes pratiques. Naturellement, dans les quartiers périphériques, la densité de ces lieux est plus faible, mais leur fonctionnement est identique. Il n'y a que les quartiers aisés qui échappent à ces formes de sociabilité : dans les quartiers composés uniquement de villas, il n'y a ni borne-fontaine, ni marché de quartier, ni salle vidéo, ni machines à sous ; on y trouve cependant l'indispensable épicerie, qui représente souvent le seul lieu d'animation de ces quartiers mornes (comme Cité Planton, Ankadivato, Ivandry, Soavimbahoaka...).

2- Les structures collectives d'animation du quartier

Les enquêtes ont permis de mettre en évidence la forte présence des associations de quartier. En effet, celles-ci ne font pas l'objet d'un recensement systématique : seules sont relevées par les autorités les associations des institutions religieuses, celles des ONG et celles financées par la coopération étrangère. En revanche, les petites associations animées et financées exclusivement par les habitants des quartiers sont souvent mal connues.

Or, il apparaît que les quartiers sont animés par un réseau associatif dense, qui couvre une multitude d'activités. Tout d'abord, la plupart des Eglises animent des actions à l'échelle du quartier : cours de couture, aide à la lutte contre l'alcoolisme, distribution de vivres aux plus démunis, organisation de bals pour collecter des fonds, etc. Nombreux sont les Tananariviens qui, à travers leur Eglise, participent ainsi à la vie de leur quartier.

Les associations sportives sont également très actives. Elles s'efforcent d'entraîner des jeunes, de les former à la pratique d'un sport. Pour leurs animateurs, c'est un moyen important de lutter contre l'inactivité, la tentation de l'alcool ou de la drogue. Dans tous les quartiers populaires, il existe un club de rugby, qui participe à des compétitions à l'échelle de la ville.

⁴² 4 % seulement des ménages tananariviens disposent d'une ligne téléphonique personnelle (source : MADIO).

⁴³ Les gens s'efforcent toutefois de limiter ces contacts (cf. *infra*).

Les associations les plus importantes en termes d'action de proximité sont celles constituées d'habitants bénévoles, souvent dotées de faibles moyens, mais déterminées à prendre à bras le corps un problème particulier de leur quartier. Ont été ainsi rencontrées des personnes qui s'occupaient de lutter contre la présence de lieux de débauche, contre la violence domestique, contre le choléra ou le SIDA, ou bien de promouvoir le nettoyage collectif d'une ruelle ou d'un trottoir, de réparer des dalles au-dessus d'un égout, d'installer une borne-fontaine⁴⁴, de sécuriser un sentier à flanc de colline. A Ankadifotsy par exemple, des habitants, constitués en comité de quartier, ont été se plaindre auprès du *fokontany* qu'une épicerie vende de l'alcool devant l'école primaire : on lui a interdit de servir les jeunes. Certains de ces comités spontanés, très actifs, parviennent à attirer l'attention des bailleurs de fonds, comme la Mission de coopération française, à travers son projet PAIQ⁴⁵ (projet d'aide aux initiatives de quartier). Dans ce cas, une collaboration est mise en place entre les responsables du PAIQ, qui disposent de fonds, une ONG et la population d'un quartier, ces acteurs déterminant ensemble quel équipement serait prioritaire pour le quartier. Grâce aux financements du PAIQ, de nombreux projets ont abouti : dallage, création d'un lavoir public, aménagement d'une passerelle pour passer par-dessus les marécages, etc. Par exemple, aux 67 hectares centre-ouest, le responsable de l'association de quartier a disposé en 1996 d'un budget de 19 millions de Fmg pour la réfection des dalles couvrant les caniveaux.

Les Tananariviens sont manifestement très habitués à cette forte présence des associations de quartier, puisqu'à la question « Seriez-vous prêt à participer à un projet de quartier ? lequel ? pourquoi ? », tous quartiers confondus, entre les deux tiers et les quatre cinquièmes des personnes interrogées répondent favorablement. Les arguments avancés sont la nécessité d'être solidaires, de s'impliquer dans la vie de la communauté, d'être utile à l'intérêt général. Les actions pour lesquelles les Tananariviens se montrent les plus enthousiastes sont l'aide aux pauvres, celles susceptibles de leur fournir du travail ou d'en fournir aux jeunes, les projets d'amélioration du cadre de vie, comme ceux concernant le nettoyage collectif, les progrès de l'hygiène et de l'assainissement, et enfin ceux qui concernent les équipements du quartier, notamment les installations sportives.

Toutefois, on peut légitimement s'interroger sur la validité de ces réponses : les rares réponses négatives obtenues, émanant de personnes plus franches, incitent à penser que cette affirmation d'un bel unanimité solidaire est peut-être convenue, car elle correspond au modèle traditionnel de gestion de la vie de quartier : il serait donc mal vu de vouloir s'y soustraire ou d'exprimer des réticences sur la place de l'individu dans des structures communautaires. On reverra, *infra C*, les limites de cette solidarité de quartier. Néanmoins, il est incontestable que ces associations et ces projets, quelle que soit leur émanation, structurent la vie des quartiers, en organisant des réunions, des consultations de l'ensemble de la population et en améliorant, fût-ce modestement, le cadre de vie. Dans de nombreux quartiers, ces associations pallient les déficiences du *fokontany*, trop vaste, ou bien indifférent. Elles incarnent alors une structure de proximité, jugée indispensable par la plupart des Tananariviens.

⁴⁴ Dans ce cas, le comité de quartier dépose une demande auprès de la JIRAMA, qui en général se désintéresse de la question, car les bornes-fontaines sont un secteur déficitaire. Il faut donc développer un lobbying actif. Ainsi, sur la ville haute, à Ambaravarambato, les discussions sont en cours, les travaux ont commencé mais se sont arrêtés, faute de réponse de la part de la JIRAMA.

⁴⁵ On reviendra sur l'action du PAIQ, chapitre VIII, I.

Cette aspiration à une gestion de proximité, à laquelle la vie en ville ne répond que très imparfaitement, pourrait traduire la prégnance de schémas ruraux chez les citadins. L'analogie séduisante entre le quartier et le village se profile ici : le quartier serait l'échelle territoriale urbaine qui rappellerait le plus la vie en milieu rural. De fait, certaines pratiques sociales et spatiales tananariviennes tendent à confirmer cette analogie...

B- Pratiques du quartier accréditant l'analogie villageoise

Il est très fréquent d'entendre, à propos d'un quartier, « *ici, c'est comme un village* ». Cette comparaison est toujours présentée de façon positive par les habitants, qui s'empressent de souligner cette parenté entre le quartier et le village. Sur quels éléments se fonde cette analogie ? On a déjà vu que des aspects morphologiques pouvaient l'alimenter (quartier ancien massé sur une colline, réseau viaire étroit) ; on souhaiterait à présent voir si les pratiques du quartier confortent cette transposition si courante du modèle villageois en ville.

1- Les ruraux dans la ville : la ruralisation de pratiques de l'espace

La vie et la physionomie de la plupart des quartiers tananariviens sont marquées par la présence plus ou moins importante de ruraux, sous forme temporaire ou permanente. Cette présence en ville se traduit par des pratiques spécifiques de ces personnes originaires de la campagne, pratiques qui vont jusqu'à devenir dominantes dans certains quartiers accueillant une majorité de migrants : on assiste là à des formes de pratiques de l'espace urbain qui peuvent alimenter l'analogie quartier/village.

Au marché...

Dans chaque quartier tout d'abord, les ruraux exercent une présence visible à travers les marchés, dont ils tiennent tous les étalages. Les Tananariviens sont donc en contact quotidien avec eux. Pour ces ruraux citadins quelques heures par jour seulement, la ville est conçue comme un prolongement de l'espace villageois : les marchands d'un même village se regroupent en un marché de quartier, ils y viennent avec le même taxi-brousse ; sur le marché, ils imposent encore des transactions en *ariary*, la monnaie en vigueur avant l'introduction du franc malgache⁴⁶.

Ces marchands viennent soit du sud de l'Imerina (région de l'Ankaratra), autour des communes d'Ambatofotsy, Andramasina, Ambatolampy, Betafo, Ambohibary Sambaina, et Antsirabe, soit des environs de Tananarive, Ivato, Lazaina, Imerinamandroso... (voir carte n° 9, chapitre IV). Les marchands de la première catégorie s'installent à Tananarive quelques mois par an, ceux durant lesquels les travaux des champs sont au point mort. Ils logent à plusieurs dans une pièce louée dans le quartier d'Anosibe, qui sert également d'entrepôt ; ce quartier est proche de la gare de taxi-brousse et peu onéreux. La plupart sont des hommes seuls ; certains viennent avec une partie de leur famille. Les marchands originaires de la périphérie de Tananarive font des allers et retours dans la journée, en taxi-brousse ou en charrette, laissée à l'entrée de la ville car

⁴⁶ Un *ariary* vaut cinq francs malgaches. Sur la plupart des marchés de la capitale, les prix s'expriment dans cette unité.

elles y sont interdites à partir de sept heures du matin. Ils arrivent de très bon matin et rentrent chez eux en début d'après-midi, une fois les produits écoulés. Dans les deux cas, il s'agit de ruraux qui n'ont que très peu de contacts avec la ville, mais qui jouent néanmoins un rôle important d'intermédiaire. Grâce à eux en effet, les citadins sont tenus au courant de ce qui se passe à la campagne, sur le plan climatique, agricole, politique ou bien sur tout autre sujet. Ainsi, leur présence sur les marchés de quartier constitue en quelque sorte une représentation permanente du monde rural en ville.

Photos n° 78 et 79

Verso photos 78 et 79

Plus encore, le marché de gros d'Anosibe constitue le lieu où les ruraux imprègnent leur marque sur la ville⁴⁷. Une promenade très matinale dans les allées du marché évoque irrésistiblement les marchés des gros bourgs des campagnes merina ou betsileo : les marchands sont tous drapés dans une couverture afin de se protéger du froid, et portent un chapeau de paille. Ces paysans, venus pour l'essentiel de la région de l'Ankaratra, comme ceux des marchés de quartier, sont également identifiables à leur accent. Anosibe, avec son marché et ses lieux d'hébergement temporaires, est sans doute le quartier tananarivien paradoxalement le plus rural, paradoxalement car il s'agit par ailleurs d'un quartier très animé et très dense. (voir photo n° 78)

Les quartiers récents de migrants

Enfin, certains quartiers ont été entièrement créés par des migrants. Les cas les plus marquants sont les quartiers situés à la sortie orientale de la ville, le long de la RN 2 : Mahazo, Ambohimangakely, Ankadindramamy⁴⁸. Ces quartiers, récents, sont apparus depuis moins d'une dizaine d'années. La réussite matérielle de leurs habitants s'y inscrit dans l'espace. Il s'agit de commerçants qui ont fait fortune en ville dans le circuit de la vente du bois (charbon de bois, bois d'œuvre...), puis dans le commerce de camions Mercedes d'occasion et enfin de minibus. Ces heureux investisseurs sont tous originaires de la région du Vakiniadiana⁴⁹.

L'homogénéité de ces quartiers sur le plan de la provenance des habitants et de leur statut social se traduit sur le plan architectural. Les habitants ont en effet fait construire de grandes villas, la plupart sur le même modèle : un bloc carré de trois ou quatre étages, avec de grands balcons, une terrasse au dernier étage, sur laquelle est ajoutée une petite construction, également en dur, mais au toit à double pente, ce qui ne laisse pas de surprendre (voir photo n° 79). Ce paysage de maisons carrées à toit plat surmontées de cette maisonnette incongrue suscite à la fois la curiosité et l'hilarité des Tananariviens. Plus étonnant encore, et selon ces mêmes Tananariviens, bien révélateur de la persistance de la mentalité rurale des habitants de ces quartiers, ces villas cossues ne disposent pas d'accès pour les véhicules : elles ont été construites à flanc de colline ou en fond de vallon, mais personne n'a entrepris d'ouvrir des axes de desserte, si bien que l'unique moyen d'accès à ces maisons est un raidillon creusé à même la colline ou un sentier de latérite, boueux à la première pluie. Les Tananariviens considèrent comme totalement absurde de construire d'aussi grandes maisons sans y adapter la voirie : ils se moquent de ces « paysans parvenus », hermétiques aux conceptions citadines de l'espace.

Les marchés de ces quartiers offrent des produits introuvables ailleurs en ville, comme les pittoresques coffres de mariage : il s'agit de coffres en bois peints en orangé, remplis de linge, de vaisselle... qui constituent le bien de départ d'un couple de jeunes mariés ; on trouve de même des matelas, composés de paille enveloppée dans une toile de plastique, qui font également partie de ce « trousseau ». Il est d'usage, à la campagne, que les jeunes mariés partent rejoindre leur demeure en chargeant sur un véhicule ce coffre et

⁴⁷ Voir sur le sujet POURCET G., 1986, « Le système d'approvisionnement d'Antananarivo en crise », *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, p. 215-230.

⁴⁸ Nous ne disposons que de peu d'informations sur ces quartiers neufs. Il y aurait là matière à réaliser un intéressant travail de recherche.

⁴⁹ Région autour de la ville d'Anjozorobe, située à quatre-vingt-dix kilomètres au nord-est de Tananarive. Si la plupart des migrants sont en fait originaires de bourgs et de petites villes, ils sont néanmoins considérés comme des « ruraux » par les Tananariviens.

ce matelas. Ce n'est que dans ces quartiers où réside une importante population d'origine rurale que l'on peut trouver ces objets à Tananarive, symboles célèbres de la vie campagnarde.

Ainsi, la présence de paysans-marchands en ville participe de la ruralisation de certains quartiers. Si bien qu'à partir de l'observation d'un marché de quartier, il est aisé de se croire à la campagne : tenues paysannes, parasols usagés, tréteaux branlants, parler paysan... Il est alors tentant de glisser vers l'analogie entre le quartier et le village, à partir de la ressemblance des formes de commerce. Plus encore, l'observation de la vie à l'intérieur du quartier peut alimenter cette analogie...

2- La vie dans le quartier comme la vie au village ?

Pour tenter de déterminer si l'analogie villageoise est ou non pertinente, on appréhendera tout d'abord le quartier de l'extérieur comme une totalité, avant de se plonger dans les pratiques des habitants, à l'intérieur même du quartier.

La fermeture vis-à-vis de l'extérieur

Comme dans un village, le quartier est composé d'une communauté qui se reconnaît et qui identifie l'étranger, c'est-à-dire celui qui n'y réside pas. Ce phénomène est particulièrement marqué entre la ville haute et la ville basse : un habitant de ville basse circulant à pied dans les quartiers collinaires sera repéré et identifié quant à sa provenance géographique ; de même, un habitant des quartiers collinaires ne passera pas inaperçu en ville basse, d'autant plus que rares sont ceux qui s'y rendent. L'apparence physique, la tenue vestimentaire, l'assurance, constituent des critères classiques d'identification. Les habitants qui ont le temps d'observer les allées et venues dans un quartier peuvent déterminer avec certitude si tel ou tel passant est résident ou non, et ce même dans les quartiers densément peuplés. Ceci témoigne bien d'une connaissance très étendue des structures de résidence : chacun est situé par rapport à une famille, à un îlot résidentiel. Tananarive est donc une ville où, dans chaque quartier, chacun sait qui y habite, où et avec qui. On retrouve bien ici le thème de l'absence d'anonymat, déjà souligné (chapitre IV, II, B, 2).

Certains aspects très concrets de l'organisation spatiale du quartier renforcent ce sentiment de fermeture pour les étrangers : si on ne connaît pas le quartier, on est perdu. Cela tient tout d'abord à l'absence de noms de rues : pour se déplacer dans un quartier qu'on ne connaît pas, il faut donc demander son chemin aux gens dans la rue, ce qui revient à se dévoiler en tant qu'étranger (cf. *supra*, I).

Ce contrôle vis-à-vis de l'extérieur est même institutionnalisé, puisqu'il existe dans chaque *fokontany* un *bokim-bahiny*, c'est-à-dire un « livre des étrangers », carnet où doivent obligatoirement être inscrits les gens de passage qui séjournent chez des habitants du *fokontany*. Cette fonction est considérée comme importante ; ainsi, pour une femme d'Isotry, l'action principale du *fokontany* consiste à « surveiller les mouvements des étrangers » (enquête n° 31). Même si la réalité est beaucoup plus complexe car, dans les faits, il est bien sûr impossible de contrôler avec précision tous les mouvements entre le quartier et l'extérieur, il n'en demeure pas moins qu'il existe une volonté plus ou moins

consciente du quartier de se définir comme une entité soudée et unie face à ce qui est étranger. Les habitants des quartiers tananariviens se voient comme autant de communautés résidentielles stables dans le temps et l'espace, qu'ils souhaitent peu ouvertes sur l'extérieur, ou en tout cas dont ils désirent continuer à contrôler étroitement l'ouverture. Interprétée dans ce sens de l'appartenance à une communauté homogène et territorialisée, la résidence dans un quartier urbain peut bel et bien se comparer à la résidence dans un village. On reverra au chapitre VIII ce qu'une telle acception du quartier peut avoir d'exclusif : rejet des « étrangers » et stigmatisation des minorités, qu'elles soient ethniques ou statutaires.

La densité des relations internes au quartier

La vie de quartier est jalonnée par de multiples occasions de fréquenter les habitants. Au-delà des lieux classiques de rencontre, les rapports sociaux créent des liens particulièrement importants. Ainsi, de même qu'au village, lors d'un décès, chaque ménage se doit d'apporter une contribution à la famille du défunt, voire de se déplacer pour présenter les condoléances. On a vu que le *fokontany* se chargeait de diffuser la nouvelle dans le quartier, parfois à l'aide d'une cloche, et qu'il organisait, selon les quartiers, une séance de condoléances (cf. *supra* I, C, 2). De manière générale, même si le *fokontany* ne prend pas en charge ce rôle, il est d'usage de faire ce *famangiana* dès qu'on est au courant d'un décès, quel que soit par ailleurs le lien avec la famille concernée. Certaines personnes ont ainsi expliqué qu'elles se déplaçaient dès qu'elles avaient ouï dire d'un décès, même si on ne leur adressait pas de faire-part. Ce sont souvent des femmes, anciennement installées dans le quartier, qui poussent aussi loin les règles de la sociabilité. Ainsi, à Amparihy, sur la ville haute, une sage-femme a expliqué agir ainsi : c'est pour elle une attitude naturelle que de manifester sa solidarité à l'échelle du quartier. Nombreuses sont également celles qui rendent visite à des malades, même si elles n'ont aucun rapport avec la personne ou avec sa famille, simplement en vertu d'une proximité de résidence. Ce comportement se retrouve jusque dans les espaces modernes de la ville : dans les immeubles des cités des 67 hectares, les résidents ont déclaré se rendre à des *famangiana* pour toute personne qui habite dans l'immeuble. Habiter au même endroit crée donc des obligations envers le reste de la communauté résidentielle, faute de quoi on risque une mise à l'index, ainsi qu'une exclusion de ces réseaux de solidarité : à Tsimbazaza, ceux qui ne contribuent pas financièrement lors d'un décès sont notés par le bureau du *fokontany*, et ne bénéficient pas de la solidarité du quartier lorsqu'ils sont à leur tour victimes du sort.

Ainsi, pour certains Tananariviens, la tradition exige d'entretenir de tels rapports de voisinage. Cette tradition est souvent rapprochée de modes de rapports sociaux en vigueur à la campagne, où, de fait, tout le monde se connaît et où il est impossible de se soustraire à ces obligations. Une femme, originaire de la campagne et installée à Tananarive depuis quelques années, évoque en ces termes les rapports sociaux dans son quartier d'Amparihy : « Ici, ça n'a guère changé, c'est comme dans les campagnes » (ville haute n° 40). On voit donc que les obligations sociales internes au quartier permettent d'accréditer l'analogie avec le village : le quartier est un lieu d'interactions sociales denses, auxquelles il est très difficile d'échapper.

Une sociabilité micro-locale

Toutefois, il semble qu'il ne faille pas surestimer l'amplitude géographique de l'exercice de ces relations sociales : l'essentiel de la sociabilité quotidienne paraît bien se dérouler à une échelle beaucoup plus grande qu'on ne pourrait le croire de prime abord. C'est en effet le plus souvent à l'échelle de l'îlot, de la ruelle, voire de la cour, que s'inscrit la sociabilité de la grande majorité des Tananariviens.

La sociabilité s'organise tout d'abord à l'échelle de l'îlot, lorsqu'il s'agit d'un îlot familial, c'est-à-dire habité par des ménages appartenant tous à la même famille : les gens se fréquentent alors activement, tout au long de la journée, pour des occasions très diverses. Dans ce cas, ce réseau de sociabilité familiale est ce qui fonde la vie de « quartier » pour ceux qui en font partie : pour eux, le quartier, c'est en fait l'ensemble des membres de la famille élargie qui résident dans un rayon d'une centaine de mètres autour du domicile. C'est la famille et son vécu quotidien qui fondent le quartier dans les représentations. Les autres habitants, ceux qui n'en font pas partie, sont alors à l'extérieur du cercle de sociabilité : on ne les connaît en fait pas, et on n'éprouve pas la nécessité de les connaître, puisque le réseau familial résidentiel assure à lui seul sociabilité de voisinage et entraide, aussi bien au quotidien qu'en cas d'événement grave. De tels îlots familiaux existent dans tous les quartiers de Tananarive : les personnes interrogées ont dénombré jusqu'à plus d'une centaine de membres de leur famille dans leur voisinage immédiat (cf. *supra*, I, B, 2). Dans ce cas, les rapports sont intenses entre ces personnes, mais exclusifs : il est rare que les membres de ce réseau fréquentent des personnes en-dehors de celui-ci.

Dans certains milieux relativement aisés, une vraie vie de quartier semble s'être ébauchée, là encore à une échelle très locale qui en limite la portée globale. Une femme, Annette, dont le mari est universitaire, habitant aux 67 hectares centre-ouest, explique le réseau qui s'est progressivement constitué dans ce quartier :

« Ici, c'est un quartier de propriétaires, c'est le moins peuplé des 67 hectares, il n'y a que trois cents maisons. C'est un petit quartier. Tout le monde se connaît, on demande service au voisin, on ramène des voandalana⁵⁰ quand on part en vacances, des fruits par exemple. »

Evoquant ses rapports avec le médecin, la coiffeuse, elle déclare : *« On est un peu en famille, on forme un bloc très uni »*. C'est important pour elle que tout le monde soit propriétaire comme eux dans le quartier, car cela crée un enracinement des voisins, une pérennité rassurante : elle sait à qui elle a affaire, elle a confiance dans les voisins. Elle reconstitue dans son quartier un réseau social qui lui rappelle la chaleur des relations villageoises : *« On est un peu comme à la campagne ici »*, conclut-elle. Le cas exposé par Annette semble rare à Tananarive : à Ivandry par exemple, une femme a expliqué que les voisins ne se connaissaient pas du tout au sein du riche lotissement Bonnet ; ses quelques tentatives pour créer des liens se sont soldées par des échecs. Il semble donc que les propos d'Annette soient emprunts d'une certaine idéalisation, qui tiendrait à la volonté de reconstituer à tout prix un réseau social de proximité, fondé sur la confiance et des relations de bon voisinage. Annette est en effet originaire d'une petite ville du Betsileo : sa perception du quartier correspond sans doute à la volonté de se situer dans un univers cohérent et rassurant au sein de la grande métropole tananarivienne, anonyme et déstabilisante.

⁵⁰ Cadeau que l'on rapporte d'un voyage.

Il en va de même à l'échelle d'une ruelle. Tous les habitants se connaissent de vue, en vertu de quoi ils se saluent quand ils se croisent ; c'est auprès de l'un d'entre eux qu'on va solliciter un service ponctuel ; quand on a des amis « dans le quartier », c'est en fait le plus souvent dans la ruelle même ; certains bavardent à l'extérieur, entre riverains. La ruelle – ou le sentier, l'escalier - crée ainsi un très fort sentiment d'identité territoriale, qui bien souvent prime le quartier dans son ensemble, mal connu et déjà plus lointain. Plusieurs personnes ont déclaré ne sortir que très rarement de cet environnement immédiat : une femme logeant le long du canal d'Andriantany à Manarintsoa-Isotry ne se rend pas plus loin que le pont de Bekiraro, situé à une centaine de mètres ; le rond-point d'Isotry est perçu comme lointain, elle n'y va que rarement.

La « rétractation géographique » de la sociabilité dans le quartier peut même atteindre l'échelle de la cour : certaines personnes ne fréquentent que les habitants de la cour dans laquelle ils résident, qui sont soit des membres de la grande famille, soit leurs propriétaires ou leurs locataires (lesquels appartiennent d'ailleurs le plus souvent à la grande famille : on cohabite le moins possible avec des étrangers). Certaines habitations organisées autour d'une cour peuvent abriter plusieurs dizaines de personnes : là encore, le besoin de fréquenter d'autres personnes en-dehors de ce réseau n'est guère ressenti. Ainsi, à Ankadifotsy, une jeune femme récemment arrivée de la campagne, habitant une maisonnette construite dans la cour des propriétaires, pour qui elle est domestique, ne fréquente que les habitants de cette cour, dont elle ne sort que rarement, pour effectuer quelques achats dans le quartier. Pour cette femme, les relations sociales dans le quartier se résument à celles vécues dans la cour. Dans les grandes cours, les enfants, souvent nombreux, jouent ensemble, sans se mêler aux autres enfants du quartier. La cour permet de surcroît de les laisser jouer sans surveillance, car l'espace est clos.

Ilot familial résidentiel, ruelle, cour : autant d'espaces qui priment le quartier dans la structuration des relations sociales. L'espace de sociabilité quotidienne des Tananariviens s'inscrit pour l'essentiel dans des dimensions étroites, qui expliquent pourquoi l'analogie avec les relations villageoises est aussi souvent évoquée : comme dans un village merina, le Tananarivien fréquente de manière régulière les membres de sa famille, ou ses voisins immédiats, qui forment son univers social privilégié. La nécessité de sortir de ce réseau est finalement assez réduite. Ainsi, il semble qu'il faille reconsidérer la notion de quartier dans l'approche des pratiques spatiales quotidiennes : l'entité du quartier est trop étendue géographiquement, elle n'a finalement que peu de sens pour les habitants, en-dehors de celui de constituer une forme de territorialisation d'une communauté définie par rapport à l'extérieur : vis-à-vis de l'extérieur, on se dit d'Isotry, même si on ne connaît pas ce quartier au-delà de son pâtre de maison. On assiste bien à une atomisation des pratiques socio-spatiales en cellules très petites, fondées soit sur la parenté, soit sur une communauté homogène socialement, ethniquement ou statutairement (castes), comme c'est le cas aux 67 hectares centre-ouest : il faut donc descendre à un niveau géographique très petit pour trouver des éléments qui rappellent les villages merina, ce qui invite à douter de la validité de l'analogie quartier/village à petite échelle. On tentera de comprendre ce paradoxe entre l'analogie villageoise exprimée et valorisée à l'échelle du quartier, mais en réalité vécue uniquement dans des entités spatiales très

réduites et limitées, qui nient l'existence même du quartier dans les pratiques et représentations collectives.

On souhaiterait à présent démythifier cette vision si rassurante du « quartier-village » urbain.

C- Les limites de l'analogie villageoise : la remise en cause à Tananarive d'un mythe universel

Les Tananariviens évoquent longuement et avec complaisance les similitudes entre la vie au village, toujours idéal mais jamais décrit concrètement, et la vie dans un des quartiers de leur métropole. Cette évocation a dans un premier temps orienté mes recherches et mes axes de réflexion : il fallait à tout prix retrouver dans les quartiers de Tananarive des modes de fonctionnement villageois, la preuve d'une atomisation de la vie citadine et de l'identité tananarivienne, et l'existence d'une communauté vivante, soudée, unie dans chaque quartier.

Des lectures sur d'autres grandes villes du monde, aussi bien en Afrique qu'en Europe ou aux Etats-Unis, m'ont ensuite intriguée : ce thème du quartier-village, à échelle humaine, où tout le monde se connaît, s'entraide, se fréquente activement, défini par rapport au reste de la ville, perçu comme anonyme et trop vaste, semblait être en fait, si ce n'est universel, du moins très largement partagé, quel que soit le niveau d'urbanisation ou de développement du pays, et quelle que soit l'aire culturelle concernée. A partir de là, une certaine prudence s'imposait pour appréhender le thème à Tananarive, dans un pays où le monde rural fait précisément l'objet d'une survalorisation très marquée, et dans une ville où les habitants jouent sur plusieurs registres spatiaux, déployant une identité polyspatiale, à la fois citadine et rurale. De fait, il a fallu se rendre à l'évidence, après plusieurs séries d'enquêtes : cette analogie tant vantée entre le quartier et le village relève essentiellement du mythe. On souhaiterait ici présenter quelques éléments qui permettent de la remettre en cause, avant d'esquisser une tentative d'explication de sa prégnance.

1- « Tout le monde se connaît dans le quartier » : faux !

Le premier des postulats fondant l'analogie quartier/village est que tout le monde se connaît au sein d'un quartier : les enquêtes ont permis de voir à quel point cela était faux et combien ce postulat relevait d'une idéalisation des rapports sociaux. Dans tous les quartiers enquêtés, ont en effet été rencontrées des personnes qui ne connaissent absolument personne dans le quartier, hormis les membres de leur famille, qui sortent le moins possible de chez elles, qui ont peur du voisinage. Cette peur se fonde sur deux arguments principaux : soit le sentiment d'insécurité qui fait que la personne croit risquer une agression en sortant de chez elle, soit le risque que des personnes malveillantes ne jettent des sorts (voir chapitre IV, II, B). Pour une partie importante des Tananariviens, le voisinage, et plus largement le quartier, sont donc perçus comme des mondes extérieurs, étrangers et hostiles. Une femme, déjà très méfiante à mon égard, explique : « *Chacun*

reste chez soi, on se méfie même des voisins pour les vols » ; craintive, elle ne sort pas de chez elle, par peur. Elle ne dit sortir du quartier qu'une fois par mois maximum (Ankadifotsy n° 15).

Cette fermeture sur la cellule familiale ou sur la famille élargie est apparue de façon très nette à propos de la réponse à la question « Fréquentez-vous les gens du quartier ? à quelles occasions ? ». En effet, contrairement à ce à quoi on aurait pu s'attendre, les Tananariviens ne fréquentent pas leurs voisins, voire évitent au maximum les contacts. Dans plus de 90 % des cas, les personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir de contacts avec leurs voisins, en-dehors bien sûr des salutations d'usage dans la rue. Les Tananariviens ne rendent pas visite à leurs voisins qu'ils ne connaissent pas, sauf nécessité particulière, et n'aiment pas qu'on vienne leur rendre visite. Beaucoup de personnes interrogées n'ont pas développé cette question, se contentant de décrire la nature des relations de voisinage en des termes laconiques : « *On se dit bonjour, c'est tout* », « *On se croise, au marché/à l'épicerie/dans la rue* », « *Tout le monde se connaît mais on ne s'invite pas* ». Mais certains ont détaillé les motifs de cette réserve : si l'on va voir ses voisins, on risque de faire l'objet de rumeurs dans le quartier, surtout si on est une femme⁵¹ ; on risque aussi de s'attirer des ennuis, que ce soit à cause de la sorcellerie, ou bien plus couramment en suscitant des phénomènes de parasitisme, les voisins abusant de votre générosité ou de votre hospitalité. Quelle que soit la raison, il est toujours plus prudent de rester chez soi, ou entre soi, que de fréquenter des « étrangers », toujours perçus *a priori* comme potentiellement néfastes. A l'adage facile « Tout le monde se connaît », il semble donc bien qu'il faille lui substituer la formule « Tout le monde se méfie de tout le monde ». Le point de vue d'une femme originaire d'une ville côtière est révélateur du caractère très fermé de la vie de quartier : « *A Tana, ce n'est pas comme sur la côte, où tout le monde sort discuter dès qu'on a un moment* » (67 hectares n° 13) ; cette femme ressent fortement à quel point la vie quotidienne est centrée sur l'intérieur (voir chapitre VI, III).

Si l'on peut discerner dans ce comportement des marques d'une certaine réserve traditionnellement attribuée aux Merina, il n'en demeure pas moins que l'interprétation qui semble s'imposer est bien celle de la méfiance : le quartier tananarivien est le lieu ambivalent où s'exercent de fortes interactions sociales, par la nécessité du voisinage et des traditions de solidarité (les *famangiana*), mais aussi celui où les tensions qui traversent la société merina s'exacerbent le plus, tout en demeurant le plus souvent non dites, chacun se contentant de rester sur ses gardes. On observe donc le paradoxe suivant : le quartier est un espace où de fait tout le monde est identifié et reconnu, et où l'étranger est détecté, mais où chacun reste sur son quant-à-soi. Les rapports entre les habitants du quartier se limitent à des salutations, à des discussions qui restent très neutres, à l'échange de menus services indispensables, et au respect des règles de vie en communauté, c'est-à-dire à ce qui a été vu en A. S'il existe une vie sociale, en aucun cas, le quartier ne fonctionne comme une entité soudée et harmonieuse, pas plus d'ailleurs que le village ne fonctionne selon ces schémas idéalisés : les tensions foncières, sociales, intra-familiales y sont tout aussi intenses⁵².

⁵¹ « *Je n'aime pas fréquenter beaucoup de monde pour ne pas avoir de problèmes, surtout pour une femme, il y a beaucoup de rumeurs. Si je n'ai rien à faire, je reste dans la maison, à m'occuper.* » (femme de 32 ans, 67 hectares)

2- « Tout le monde s'entraide » : faux !

Le rôle central de l'entraide dans les rapports sociaux constitue un autre argument en faveur de l'analogie villageoise : comme au village où les paysans s'entraident pour les travaux des champs et manifestent leur solidarité à l'occasion de drames dans les familles, les habitants des quartiers reconstitueraient une communauté solidaire et fraternelle, au sein de laquelle on s'épaulerait, en ne laissant personne dans le besoin.

Force est de constater qu'il s'agit à nouveau largement d'un mythe. Il est vrai qu'il existe des formes de solidarité locale, qui ont fait leur preuve au plus fort de la crise⁵². Toutefois, elles ne doivent pas dissimuler la grande détresse matérielle et morale dans laquelle se trouvent de très nombreux Tananariviens. Il suffit de plus que des personnes pauvres fassent l'objet de rumeurs négatives à leur encontre pour qu'elles soient tenues à l'écart de toute forme d'aide : c'est le cas de ménages habitant un logement réputé hanté, où nul ne voudra entrer, de femmes ayant la réputation d'être des sorcières (c'est-à-dire ayant le pouvoir de jeter des sorts), de familles sur lesquelles plane un mauvais sort, parfois depuis des générations. Il est ainsi dans Tananarive des familles et des maisons victimes d'ostracisme pour ces motifs.

Par ailleurs, un certain nombre de personnes interrogées ont levé le voile sur leur sentiment réel par rapport aux pratiques de solidarité traditionnelles, en exprimant le caractère subi de celles-ci. Chez quelques personnes, peu nombreuses, la question portant sur la pratique des *famangiana* dans le voisinage, dans la famille ou bien dans le *fokontany*, a donné lieu à l'aveu de la contrainte qu'elle représentait : « ça, obligé ! » ; pour un autre, la participation financière au *fokontany* pour les *famangiana* est « inévitable » (67 hectares n° 10). Ces personnes ont évoqué l'aspect obligatoire du respect de ces pratiques, faute de quoi on risquait une mise à l'écart pénalisante de la communauté. Ont également été cités les inconvénients liés à ces pratiques : les importantes dépenses d'argent, la perte de temps, la nécessité de se soumettre au contrôle des autres, l'entretien de liens factices auxquels personne ne croit... Ces personnes expriment ainsi un sentiment d'individualisme qui se développe à Tananarive. Tout porte à croire qu'elles sont révélatrices d'un état d'esprit largement partagé, où le poids des traditions est assumé, mais subi. Les pratiques de solidarité, qui semblaient fonder la vie du quartier, sont donc largement remises en cause. Le cas ambigu des *famangiana* dans le cadre du *fokontany* illustre bien ce phénomène : traditionnellement, il est d'usage que chaque famille envoie un représentant qui soit physiquement présent à la séance de présentation des condoléances ; or, dans de nombreux *fokontany*, il suffit de participer financièrement pour que l'*adidy* (le devoir) soit considéré comme accompli : tacitement, la présence physique n'est plus obligatoire. Certaines personnes interrogées ont d'ailleurs exprimé une certaine gêne à ce sujet, qui s'est traduite par un flou dans les réponses : elles n'ont pas précisé si elles se déplaçaient ou non, ou si elles se contentaient de verser leur contribution.

Marie-Louise s'investit beaucoup dans la vie sociale de son quartier, un quartier illicite autour des 67 hectares, Ankasina. Elle s'intéresse tout d'abord aux enfants, qui sont « sales » et qui

⁵² Le meilleur démenti à cette idéalisation de la vie villageoise est sans doute la pratique assez répandue de l'empoisonnement d'un adversaire pour régler des problèmes !

⁵³ Voir chapitre III, III, A-1 et B-1 : redistribution à l'intérieur des *fokontany* socialement très hétérogènes, aide minimale entre voisins des plus riches aux plus pauvres, mobilisation du *fihavanana*.

« mangent mal » : elle veut promouvoir l'éducation pour qu'ils ne jouent pas dans les canaux quand on ne les surveille pas, par exemple. Mais il faut pour cela des moyens et de l'aide ; or, les autres habitants du quartier ne sont pas prompts à se mobiliser. Elle s'intéresse aussi au problème des femmes qui boivent et qui jouent de l'argent aux cartes. Pour les aider à s'en sortir, elle leur enseigne la couture. Elle donne aussi beaucoup de son temps à soulager les malheurs autour d'elle, ce qu'elle trouve normal. Elle va par exemple reconforter une femme secouée par une dispute conjugale.

Or, en cas de problème domestique (disputes, accident...), la plupart des gens ne bougent pas. De même, elle se déplace dès qu'elle sait que quelqu'un est malade, ce qui n'est pas usuel à Tananarive, où les gens attendent qu'on les prévienne. Elle déplore ainsi l'absence de solidarité et l'indifférence qui règnent dans la capitale. A Sambava (ville littorale du nord-est de Madagascar), il y a aussi beaucoup plus d'entraide financière. Cette différence de mentalité est la raison pour laquelle elle n'aime pas Tananarive : « *Il n'y a pas de confiance, pas de franchise entre les gens. Ce n'est pas comme sur la côte où on n'hésite pas à aller voir quelqu'un si on a un problème.* »

Le cas de Marie-Louise illustre bien que la réputation de forte solidarité qui règne dans les quartiers tananariviens relève largement du mythe.

3- Le quartier, symbole de la mixité sociale à laquelle tiennent les Tananariviens : faux !

Parmi les mythes qui participent à l'idéalisation de la vie de quartier, le thème de la mixité sociale figure en bonne place. Il est vrai qu'il s'agit d'une spécificité tananarivienne, à laquelle seuls de rares espaces ne se conforment pas, comme Ivandry. A plusieurs reprises, à l'occasion d'entretiens avec des responsables de la ville, d'intellectuels, de responsables d'ONG, ce thème a été valorisé et présenté comme un atout majeur de Tananarive par rapport à d'autres grandes villes du Tiers Monde marquées par une ségrégation socio-spatiale beaucoup plus forte. La ségrégation est très souvent connotée négativement, et la mixité positivement. Rappelons le propos de l'ancien adjoint au maire, qui insiste bien sur cette absence de ségrégation, perçue comme une chance : « *Il n'y a pas de Brooklyn à Tana* ».

Or, si la mixité socio-spatiale correspond bien à une réalité dans les faits, elle n'est pas pour autant appréciée des Tananariviens dans leur ensemble. En effet, au cours des enquêtes, plusieurs personnes, vivant dans un environnement socialement très hétérogène, ont exprimé leur malaise, voire leur rejet pur et simple de cette cohabitation. C'est le plus souvent le cas de personnes relativement aisées habitant dans un quartier pauvre ; mais des personnes très modestes ont également été rencontrées à Ivandry, qui vivaient mal le voisinage des grandes villas : « *On est grignoté par les riches* » déclare, amère, une femme. « *Ici, c'est un quartier de riches* » exprime bien le sentiment d'être laissés pour compte que partagent de nombreux habitants pauvres du quartier. Laissons la parole à deux personnes interrogées, Madame Ravelison et Céline, toutes deux confrontées à la difficulté de vivre la mixité socio-résidentielle au quotidien :

Isotry-Ambalavao : un couple au niveau de vie moyen isolé dans un environnement hostile

M et M^{me} Ravelison ont 50 ans et habitent Isotry depuis leur naissance. Le mari fait du commerce entre la province et Tananarive, sa femme tient une quincaillerie en face sur la rue. Ils ont hérité d'un terrain sur lequel il ont fait construire en 1991 leur maison actuelle. Elle est coquette, à l'intérieur comme à l'extérieur, ce qui contraste vivement avec l'environnement immédiat : elle est entourée d'ateliers de brocanteurs, très bruyants et qui dégagent en permanence une odeur acre. Dans le salon se trouvent de beaux meubles en bois dont un piano et un buffet ; il y a un jardinet de quelques mètres carrés, des plantes vertes sur la véranda, et un poulailler : la localisation de ce logis bucolique paraît pour le moins incongrue.

S'ils aiment bien leur logement, ils se montrent très véhéments à propos du quartier et du voisinage : « *C'est chaud ! il y a beaucoup de problèmes entre les voisins, à cause des brocanteurs qui font du bruit, et les coups font se fissurer la maison. Alors on s'engueule tout le temps avec eux, ils nous insultent* ». Les problèmes sont nombreux : conflit avec des voisins dont l'évacuation d'eau en aval est bouchée, ce qui fait stagner leurs propres eaux usées, d'où pollution pénible, ruelle boueuse (même encore en mai), et ... nouvel échange d'insultes ! La tension est palpable : il serait « *impossible* » d'organiser un quelconque projet commun dans le quartier. Ils pensent que les voisins leur en veulent autant parce qu'ils sont nouveaux dans le quartier. Ils reprochent au *fokontany* de ne pas traiter leurs plaintes. Ce problème de voisinage rejaillit sur leur perception de la ville dans son ensemble : ils n'aiment pas Tananarive car « *c'est sale* » et car « *les gens sont grossiers et pas agréables* ». Les quartiers préférés de M^{me} Ravelison sont Mahamasina et Ambohijanahary : ce sont des endroits « *plus calmes, plus bourgeois, les gens y sont plus civilisés* ».

Une femme aisée, mal à l'aise dans son quartier (67 hectares nord-est n° 15)

Céline habite une maison confortable et assez vaste dans la cité. Avec son mari, ils gagnent bien leur vie. Elle se sent très mal à l'aise dans son quartier. Son principal problème tient aux rapports avec le voisinage, jaloux de leur réussite : on lui fait remarquer qu'elle est riche ; elle hésite par exemple à porter ses bijoux, elle ne les sort que le week-end. La tension étant sensible, elle préfère rester chez elle et sort très peu de sa maison. Elle s'y distrait avec la télévision, le magnétoscope, la musique et en jouant avec ses enfants. Sa vie quotidienne est ainsi très centrée sur l'intérieur. Elle ne se déplace pas davantage dans Tananarive, avançant le même argument. Elle rêve de vivre à Ivandry.

A l'inverse, certaines personnes ont valorisé le caractère socialement homogène de leur quartier. C'est le cas à Antanifotsy, un sous-quartier aisé d'Ankadifotsy, où un homme déclare explicitement : « *J'aime mon quartier car les voisins sont de même niveau social.* » (Ankadifotsy n° 6). Dans le même quartier, un homme, d'une grande famille *hova*, détaille, avec tout aussi peu d'ambiguïté :

« *Ce quartier, c'est résidentiel, c'est calme, il y a beaucoup de propriétaires, qui aiment bien le quartier, qui sont très ancrés, c'est bien pour le quartier. En bas, c'est très différent. Ici, il n'y a pas beaucoup d'étrangers.* »

Cet homme insiste sur l'homogénéité de la population du quartier : des grandes familles *hova* ou *andriana*, assez aisées, partageant un attachement pour le quartier, soudées pour défendre ses intérêts. Il existe d'ailleurs une association de riverains, habitant tous dans la même ruelle, qui lutte contre l'insécurité (enquête n° 12).

Ainsi, la mixité sociale résidentielle apparaît largement subie et non valorisée, que ce soit en haut ou en bas de l'échelle sociale. La difficulté de vivre auprès de milieux sociaux très différents s'exprime bien. Le quartier n'est pas un espace paisible où tout le monde cohabiterait harmonieusement : les tensions sociales y sont palpables.

4- Les projets de quartier : une lucidité désabusée

De même que pour la mixité sociale, on a d'abord pu percevoir Tananarive comme une ville où chacun est disposé à donner de son temps pour soulager les malheurs de ses voisins ou pour améliorer le cadre de vie : le taux de réponses positives très élevées à la volonté de participer à un projet de quartier est éloquent. A nouveau, on peut s'interroger sur le caractère convenu de ces réponses, car de nombreuses personnes ont avancé des arguments inverses, afin de justifier leur refus de s'investir dans un projet de quartier : « *Je n'ai pas le temps de le faire* », « *C'est au fokontany ou à l'Etat de le faire* », « *Il*

manque la solidarité pour ça », « *C'est un travail supplémentaire qui ne me rapporte pas* », « *Ce sont toujours les mêmes qui participent* », autant de propos désabusés révélateurs d'un manque d'enthousiasme pour l'action collective si souvent valorisée et présentée comme l'un des fondements de la société merina, par essence solidaire.

A ce propos, c'est bien à nouveau au développement d'un individualisme urbain qu'on assiste, qui remet en cause traditions et règles de la vie communautaire. Le quartier n'est plus un *fokonolona*, il est travaillé par des tensions fortes qui dans une certaine mesure le menacent d'atomisation en cellules autonomes, indifférentes au destin des autres.

Conclusion III

Le quartier apparaît bien comme un ensemble animé à la fois par des lieux de sociabilité et par des structures collectives. Mais l'animation n'est pas l'aspect qui retient le plus l'attention des Tananariviens quand ils évoquent la vie de quartier : beaucoup évoquent la comparaison du village pour caractériser celle-ci. Or, mis à part quelques éléments ponctuels, ce n'est pas du tout l'image qui se dégage du quartier. Il semble donc bien qu'à Tananarive, le quartier-village relève du mythe, mythe dont l'origine serait une réaction de protection envers la grande ville, anonyme et déstabilisante. Poser l'existence du village urbain, c'est rejeter ces facteurs déstructurants en créant une forme rassurante, considérée comme homogène, à taille humaine et dans laquelle pourraient se déployer les valeurs traditionnelles de la société merina. C'est également affirmer le primat de la fixité sur le changement, c'est donc refuser la vie urbaine et ses évolutions. C'est enfin poser des limites très fortes entre l'intérieur qu'incarnerait le quartier, connu, maîtrisé, sécurisant, et l'extérieur, méconnu, lointain, inquiétant.

En dépit de ce qu'on aimerait croire, il ne s'agit pas là d'un trait culturel merina, qui constituerait un cas d'école en géographie culturelle, une forme spatiale, le quartier, correspondant à la projection de conceptions spécifiques à la perception merina de l'espace. Le thème du quartier-refuge est en effet universel : on pense aux villages parisiens, ou encore aux quartiers de New York⁵⁴.

Il s'agit donc d'un phénomène relativement banal, mais qui prend à Tananarive une résonance particulière, dans une ville où, d'une part il existe de fait une réelle fascination pour le mode de vie rural (voir chapitre IV, III), et où, d'autre part les quartiers sont effectivement le lieu de l'expression de divisions internes à la société, comme la typologie dressée *supra* II-B l'a mis en évidence. Le quartier-village peut donc

⁵⁴ Deux exemples, cités par S. LEHMAN-FRISCH dans sa thèse sur les quartiers de San Francisco, illustreront ce caractère universel du mythe. A propos de San Francisco tout d'abord, une personne interrogée dans un quartier relate : « *Vivre dans la Mission, c'était comme vivre dans une petite ville, mais vous aviez tous les avantages d'être à San Francisco. Tout le monde connaissait tout le monde, les voisins, l'épicerie, l'école. Et c'était sûr. Nous ne fermions pas nos portes à clef. C'était comme une petite entité à soi seul, comme une petite ville. Une petite ville de quartier.* » A propos du New York des années quarante ensuite, relevons : « *La ville est littéralement composée de dizaines de milliers de petites unités de quartiers. (...) Chaque quartier est pratiquement indépendant. En général, il ne représente pas plus de deux ou trois blocks de long et de deux blocs de large. Chaque endroit est une ville dans la ville elle-même dans la ville. (...) Chaque quartier est tellement complet, et le sens du quartier est tellement fort, que beaucoup de New Yorkers passent leur vie entière à l'intérieur d'une zone plus petite qu'un village de campagne. Laissez-le marcher jusqu'à deux blocks de son coin de rue, et il est en pays étranger et se sentira mal à l'aise jusqu'à ce qu'il revienne.* » (E.B. WHITE, 1949, *Here is New York*, Harper & Brothers, p. 27 sq.).

s'interpréter comme étant le support de tensions identitaires très fortes : on est loin de l'évocation conviviale au charme passéiste. On peut même se demander si cette image bucolique du village urbain ne sert pas à Tananarive à cacher les enjeux sociaux réels. Le quartier tananarivien peut se lire comme la transcription spatiale d'un système social cloisonné et hiérarchisé.

CONCLUSION CHAPITRE V

Le quartier représente donc un échelon fondamental dans la structuration des pratiques et des représentations des Tananariviens. S'il est ainsi valorisé, c'est parce qu'il permet aux habitants de se situer à la fois dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire de se référer aussi bien à une histoire pré-coloniale idéalisée et considérée comme une norme éternelle, qu'à un lieu au sens plein du terme, investi de relations avec la terre et relié à une lignée familiale. Le quartier est donc un référent plus important que la ville pour de nombreux Tananariviens, dans la mesure où il est premier par rapport à celle-ci : la ville n'est qu'une somme de quartiers. Cela ne signifie toutefois pas que la ville n'existe pas en tant que telle dans les représentations des habitants, mais bien que l'ancrage territorial se joue avant tout à l'échelle plus locale, pour des raisons historiques, « religieuses » et familiales. Quand on demande à un Tananarivien où il habite, il répond par le nom de son quartier, sans même penser à spécifier d'abord à un interlocuteur qui n'est pas de Tananarive qu'il habite dans cette ville.

Cet ancrage dans le temps et dans l'espace rendent évidente l'analogie proclamée entre le quartier urbain et le village rural. Valoriser cet élément permet de limiter le rôle de la ville dans la structuration de l'identité. La ville étant étrangère à la conception merina de l'espace, il était tout à fait logique que le niveau du quartier soit promu sur le modèle villageois, car c'est le niveau qui correspond véritablement aux aspirations des Merina : une entité à taille humaine, limitée spatialement, où tout le monde se connaît, et où les principes traditionnels de la société sont immédiatement lisibles dans l'espace (hiérarchie lignagère, territorialisation des groupes statutaires).

Cette vocation rassurante du quartier joue incontestablement un grand rôle dans les pratiques et représentations qu'ont les Tananariviens de leur ville. Cependant, force est de constater qu'il s'agit largement d'une fiction. En effet, l'analyse approfondie du fonctionnement spatial et social des quartiers révèle que pour vivre l'analogie villageoise, il faut descendre à un niveau extrêmement réduit (la ruelle, la cour). Le quartier lui-même est donc atomisé en une multitude de micro-entités autonomes sur le plan de la sociabilité et largement étrangères les unes par rapport aux autres. Ainsi, on peut formuler l'hypothèse suivante : si le quartier est privilégié par rapport à la ville, c'est en vertu d'une réaction de réticence par rapport à l'extérieur et d'un réflexe de fermeture. Or, on voit que cette attitude fonctionne à une échelle spatiale encore beaucoup plus grande qu'on aurait pu le penser, puisqu'il faut descendre au micro-quartier. Il est alors légitime de se demander si l'aboutissement de ce processus de fermeture et de repli ne trouve pas son expression la plus accomplie dans la maison, qui constituerait de ce fait, l'espace le plus important pour les Tananariviens. La maison est-elle le refuge ultime, le lieu essentiel et premier où se construit la citoyenneté, c'est-à-dire le rapport au monde, et en l'occurrence, à la ville ?

CHAPITRE VI – LA MAISON A TANANARIVE : L'ESPACE PRIVE AU CŒUR DES AMBIGUITES DE LA CITADINITE TANANARIVIENNE

Aborder la question de la citadinité à l'échelle de la maison¹ ne constitue pas une démarche évidente de prime abord. Bien souvent, comme le souligne J.-F. Staszak², l'étude de l'espace domestique est considérée comme secondaire dans les approches urbaines. Or, on a précisément souhaité consacrer un chapitre entier à l'étude de ce thème, car on pressent que c'est là que se joue une partie essentielle du rapport à l'espace des individus, que ce soit dans sa construction pour les enfants, ou dans son déploiement pour les adultes : les rapports à l'autre et à l'extérieur s'y construisent, dans la manière d'appréhender l'interface avec la rue, le voisinage, le quartier. Il apparaît donc particulièrement fécond de confronter les problématiques relatives aux pratiques et aux représentations de l'espace urbain au vécu à l'intérieur de la maison, car il existe d'évidentes parentés entre les deux.

La thématique de l'espace privé est de surcroît apparue comme particulièrement importante dans le cas de Tananarive. En effet, la survalorisation de la fonction d'habiter et l'investissement symbolique dans la maison constituent deux phénomènes très frappants chez les Tananariviens, qui peuvent s'expliquer à la lumière d'un double contexte. D'une part, la maison tananarivienne doit se définir par rapport au modèle idéal-typique de la maison merina traditionnelle, d'origine rurale, inscrite dans des références astrologiques et dans un univers où le sacré et le lien avec les esprits des ancêtres sont en prise directe avec le réel. La question est de déterminer dans quelle mesure cette maison a connu des adaptations dans le contexte citadin. D'autre part, l'extraordinaire investissement dans l'espace domestique ne peut se comprendre que replacé dans le contexte plus général du rapport à l'espace des Merina, rapport fondé sur l'opposition essentielle entre intérieur et extérieur, lequel est toujours *a priori* perçu comme inquiétant et potentiellement nuisible. Il existe chez les Tananariviens une étonnante peur de l'inconnu, doublée d'une méfiance irréductible, que l'on a déjà eu l'occasion de mettre en évidence à propos du rapport à la ville (chapitre IV) et au quartier (chapitre V) : le rapport à l'espace des Tananariviens se construit par cercles concentriques qui se rétrécissent en s'excluant, jusqu'au refuge premier et fondamental que représente la maison. Peut-on comprendre ce rapport ambigu à la ville et au quartier à partir du rapport à la maison ?

Inscrits dans ce double contexte, deux axes guideront notre réflexion au cours de ce chapitre. D'une part, on vise à déchiffrer la complexité des pratiques et des représentations liées à l'espace privé à travers les tensions qui s'y font jour, tensions de natures très différentes : entre le sacré et le profane, le rural et l'urbain, la tradition et la modernité, l'intérieur et l'extérieur. Tous ces couples interviennent aussi bien dans le rapport à l'espace privé que dans l'élaboration de la citadinité tananarivienne. Ces thèmes sont bien au cœur de la définition de celle-ci. D'autre part, on souhaite examiner le rôle de la maison dans la formation de la citadinité : le rapport à l'espace privé favorise-t-il ou bien entrave-t-il sa construction et son déploiement ?

¹ Dans l'ensemble de ce chapitre, on emploiera le terme de « maison » dans son sens générique, qui désigne toute forme de logement, quelle que soit sa nature réelle : maison, appartement dans un immeuble, appartement dans une maison partagée, habitat précaire...

² STASZAK J.-F., 2001, « L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur », *Annales de Géographie*, n° 620, p. 339-363.

I- UN FORT INVESTISSEMENT SYMBOLIQUE : L'HABITATION SOUS LE SIGNE DU SACRE

Lorsque les Occidentaux s'intéressèrent à la culture malgache, essentiellement à partir du XIX^e siècle, la plupart des observateurs de la vie des hautes terres furent intrigués, puis fascinés, par les principes qui régissaient à la fois la construction de la maison, son inscription dans l'espace et son rapport au sacré. La maison merina a depuis lors été érigée en cas d'école, qui figure dans tous les traités généraux d'ethnologie et d'anthropologie de la maison : elle constitue l'archétype de l'expression très intense d'un rapport entre l'homme, son habitation, et le monde.

C'est en particulier la relation particulière qui s'établit entre le monde terrestre et le cosmos qui suscita le plus d'interrogations. La maison merina s'inscrit dans un ordre astrologique très rigoureux, reproduisant à l'échelle terrestre de l'habitation un schéma universel. Notre propos n'est bien sûr pas ici de détailler ces éléments traditionnels d'organisation de la maison merina³. Il s'agit plutôt, à partir du rappel très général des principes fondamentaux, de voir dans quelle mesure ces principes se sont adaptés au monde urbain ou bien s'ils ont au contraire disparu : le modèle traditionnel de la maison merina se maintient-il en ville, sous quelles formes, selon quels aménagements ? Dans quelle mesure les Tananariviens ont-ils perpétué cet héritage culturel ?

A- La « maison astrologique » ?

Selon l'anthropologue Paul Ottino, les villes seraient d'emblée disqualifiées du champ d'étude des pratiques traditionnelles d'organisation de l'espace domestique : « Il faut exclure les villes où l'environnement caractéristique des sociétés complexes a créé de nouvelles façons d'agir et de penser. »⁴ On souhaiterait ici voir dans quelle mesure ces propos sont ou non avérés, afin de déterminer l'impact de l'urbanisation sur cette conception traditionnelle de l'espace. S'agit-il là d'une assertion valide ou bien faut-il y lire la trop fréquente réticence envers le monde urbain malgache, qui corromprait des valeurs culturelles éternelles ?

1- Des principes traditionnels anciens et rigoureux d'organisation de l'espace domestique

Les références à l'astrologie et à la géomancie concernent tout d'abord la construction de l'habitation. Tout un ensemble de règles déterminent le jour où doit commencer le creusement des fondations, celui de la pose de la première brique ou du premier élément de mur. Mandé sur place, c'est le personnage clé qu'est le *mpanandro*

³ Le lecteur curieux pourra se référer à DEZ J., 1969, « L'habitat traditionnel, essai d'interprétation », *Bulletin de Madagascar*, n° 279, Tananarive, p. 701-713, ainsi qu'à RAISON J.-P., 1977, « Perception et réalisation de l'espace dans la société merina », *Annales E.S.C.* n° 3, p. 412-432. Il pourra également consulter la très riche bibliographie de NATIVEL D., 1997, *Maisons royales, demeures des grands. L'inscription de la réussite sociale dans l'espace urbain de Tananarive au XIX^e siècle*, p. 474 sqq. ainsi que le chapitre II de la thèse. Pour une courte synthèse, on pourra se référer à l'article de H. Ratsimiebo dans *La Cité des Mille*, « L'habitat traditionnel : la case en bois », p. 33-44.

⁴ OTTINO P., 1988, *Agir et parler dans les campagnes merina des années soixante*, Antananarivo, multigr., cité dans ACQUIER J.-L., 1997, *Architectures de Madagascar*, p. 95.

(devin-astrologue)⁵ qui va déterminer, en fonction de données astrologiques, où donner le premier coup de pelle dans le sol, et quand précisément commencer les travaux afin que l'édification se déroule sous les meilleurs auspices. Certains jours sont déclarés néfastes ; il s'agit le plus souvent du mardi et du jeudi. Il convient tout d'abord, avant d'entamer toute construction, de sacrifier un zébu, si on en a les moyens ; à défaut, un coq fera l'affaire, comme c'est désormais presque toujours le cas. Il faut ensuite verser quelques gouttes de sang de cet animal avec un peu d'alcool, au futur coin nord-est (voir plus loin) de la maison, toujours en présence du *mpanandro*. C'est donc au niveau des fondations que le devin intervient : le rôle symbolique de celles-ci est évident. (voir photo n° 80)

Le *mpanandro* est convoqué sur tout chantier qui commence, qu'il s'agisse d'un chantier privé ou public. Ainsi, lors des travaux pour la construction d'une nouvelle route, d'un immeuble de bureaux, d'une station-service, il est fait appel à lui. Même si le chef de chantier s'y refuse, une des personnes intervenant sur le chantier le convoquera discrètement, tant on redoute le mauvais sort si l'on se dispense de ses services. Jamais en effet un ouvrier n'accepterait de travailler sur un chantier où le devin ne serait pas venu.

A Tananarive, de multiples rumeurs circulent à propos de chantiers qui n'auraient pas bénéficié de la présence du *mpanandro*, ou bien où les rites auraient été mal respectés. C'est ainsi le cas de l'hôtel Pullman, situé dans le quartier résidentiel d'Ivandry, qui n'a jamais été achevé : depuis plus de dix ans se dresse son squelette en béton, abandonné (voir photo n° 81). Il se murmure que la construction aurait été entreprise sous de mauvais auspices, sans respect des exigences des esprits du lieu. Pas un Tananarivien n'imagine que la construction puisse être achevée un jour.

La question du respect des rites de construction d'un bâtiment ne pose donc aucun problème à Tananarive. Plus encore, ces traditions sont demeurées très vivaces. Elles sont respectées dans tous les milieux sociaux. Les personnes qui s'y soustraient sont extrêmement minoritaires. Ces rites font donc en quelque sorte partie d'un ensemble de valeurs qui forment le substrat culturel merina. A cette pratique de consultation du devin s'ajoutent d'ailleurs nombre d'autres superstitions. Par exemple, l'ordre selon lequel les matériaux sont apportés sur le chantier est important : il ne faut jamais apporter les pierres avant les briques, sinon il est dit que le propriétaire mourra avant l'achèvement de sa maison.

C'est ensuite l'orientation de la maison qui est concernée par des règles astrologiques. Ce sont d'ailleurs ces règles qui ont le plus fasciné ceux qui découvraient Madagascar au cours des siècles précédents : ouverture de la maison vers l'ouest, sacralisation du coin nord-est réservé au culte des ancêtres⁶, dévalorisation du coin sud... La maison traditionnelle est en fait plus précisément divisée en fonction des signes du zodiaque : douze directions la structurent, chacune figurant symboliquement un destin sur le sol (voir figure n° 11).

De nos jours, cette inscription de la maison dans un ordre astrologique se traduit au quotidien par des éléments ponctuels : l'orientation des lits, la valorisation du coin nord-est, avec le versement de quelques gouttes de rhum à l'occasion d'une fête. Ainsi, quand une famille tananarivienne reçoit des hôtes et qu'ils s'apprêtent à boire, il arrive que le

⁵ Le devin est un personnage que l'on retrouve dans le monde culturel chinois.

⁶ Le coin nord-est fait également l'objet d'une sacralisation dans les mondes indonésien et indien. Voir par exemple sur le sujet VAN OSSENBRUGGEN F. D. E., 1983, « Java's monca-pat : origins of a primitive classification system », DE JOSSELIN DE JONG (dir.), *Structural Anthropology in the Netherlands*, Leyde, p. 33-63.

maître de maison aille préalablement répandre quelques gouttes de la boisson en question dans le coin nord-est, sur le sol, afin de les offrir aux ancêtres : c'est une manière de solliciter leur bénédiction et surtout de se concilier leurs esprits, potentiellement néfastes. Toutefois, à la différence de ce qui s'observe dans d'autres cultures, cette présence du sacré dans l'habitation est invisible : il n'existe pas d'autel qui matérialise la transcendance et le rapport aux ancêtres.

L'invasion de l'espace domestique par le sacré se manifeste également dans la signification accordée aux tortues ; de nombreux ménages en possèdent une. Elle vit dans la cour ou sur la véranda, et à défaut dans la maison même. Son omniprésence tient au fait que de nombreuses superstitions sont attachées à cet animal : la tortue porte bonheur, elle éloigne les sortilèges de la maison. On lui prête également des vertus curatives : pour soigner un enfant asthmatique, on lui achète une tortue. Ainsi, cet animal apparemment anodin, est en fait investi de significations symboliques cachées, à l'instar de la maison merina tout entière.

Traditionnellement, l'espace privé est donc un véritable « champ de forces », « différencié et qualifié »⁷. L'espace privé n'est pas neutre, le sacré y occupe une place concrète et très vivante dans la vie quotidienne. Mais au-delà de ces principes généraux d'organisation de l'espace, la question se pose de savoir comment ceux-ci ont trouvé leur place dans la société citadine moderne et comment les Tananariviens les ont adaptés aux contraintes de la vie urbaine.

2- Leur délicate adaptation aux contraintes urbaines

L'espace urbain désenchanté ? De l'adaptation des règles d'orientation au contexte urbain

Le questionnaire comportait deux questions relatives aux traditions de construction et d'orientation de la maison : l'une portait sur la consultation du *mpanandro*, l'autre sur l'orientation des lits dans le logement. Les réponses obtenues semblent accréditer l'idée d'une désaffection de ces traditions en ville : environ 70 % des personnes interrogées ont déclaré ne pas se soucier de ces questions. Toutefois, ces réponses sont très délicates à interpréter, d'une part parce qu'il est probable qu'un certain nombre de personnes ont répondu cela pour ne pas paraître superstitieuses devant une personne étrangère, d'autre part parce que certains préfèrent éluder ces questions et ne pas en parler du tout, précisément par superstition. Aussi est-il probable que le taux de 70 % est surestimé. L'incohérence des réponses fournies confirme cette hypothèse : bien souvent, les gens ont déclaré ne pas consulter le *mpanandro*, mais orienter les lits, ou l'inverse, semblant hésiter dans leurs réponses. Quoi qu'il en soit, il se dégage des réponses obtenues trois attitudes principales.

La première consiste à rationaliser la question. La personne interrogée argue tout d'abord du fait qu'elle est chrétienne, et donc qu'à ce titre elle ne saurait respecter ces rites païens, alors même que les Eglises chrétiennes se montrent en général relativement tolérantes sur le sujet : « *On est chrétien, on ne croit pas à tout ça* » a ainsi été une

⁷ RAISON J.-P., 1984, p. 83.

réponse entendue à de multiples reprises. Il s'agit de plus d'une réponse commode qui permet d'esquiver la discussion. D'autres ont évoqué la notion de progrès, à la fois par rapport à un passé jugé archaïque et à un monde rural perçu comme arriéré : « *C'était dans le temps, maintenant les gens n'y croient plus* », et « *En ville, ce n'est plus nécessaire* » sont des propos qui visent à valoriser la civilisation urbaine moderne, qui a fait reculer les vieilles croyances. Or, ces personnes ne peuvent ignorer que cette vision des choses est fautive, car elles connaissent nécessairement des gens dans leur entourage qui en tiennent compte : leur assertion vise donc à persuader leur interlocuteur que la société tananarivienne est moderne et libérée de ces traditions pesantes. La composante culturelle merina est ici gommée autant que possible, au profit d'une vision positiviste de la ville. Réapparaît donc à ce propos l'idée d'une ville en divorce avec elle-même, où l'identité fait l'objet de conflits, où l'on dissimule des aspects non assumés de la citadinité.

La deuxième attitude observée est la dérision. Les personnes interrogées sont bien conscientes du décalage entre leurs pratiques et les exigences de la tradition. Se moquer de ces pratiques peu respectueuses des principes constitue une bonne manière de mettre ceux-ci à distance, sans toutefois marquer une rupture trop brutale. Le propos plein d'humour d'une jeune femme résume bien cette attitude :

« *Là, vous voyez, c'est ce qu'il ne faut pas faire, je donne des coups de pieds au soleil⁸, mais c'est tellement plus pratique pour regarder la télé !* [rires] » (ville haute n° 27)

On ne saurait mieux exprimer la subordination des principes traditionnels aux contraintes matérielles urbaines.

La dernière attitude rencontrée est sans doute la plus courante : elle consiste à expliquer qu'on regrette de ne pouvoir satisfaire aux exigences de la tradition, étant donné les contraintes de tous ordres. L'argument principal avancé est l'exiguïté du logement en ville : dans une pièce unique de quelques mètres carrés, il est bien sûr très difficile de respecter des principes d'orientation intérieurs. Aussi les Tananariviens se résignent-ils à accepter d'autres orientations :

« *Je respecte les usages mais mon lit est au sud vu la forme de la pièce* »,
 « *Lorsqu'on est trop nombreux à dormir, on met la tête au sud* » (un ménage de sept personnes dans 15 m², à Ivandry).

Nombreux sont ceux qui ont totalement abandonné toute prétention au respect de l'orientation des lits ou matelas :

« *La maison n'est pas assez grande pour ça* » (ville haute n° 8, 8 m²),
 « *En principe, on respecte mais vu l'exiguïté de la maison, on fait sans* » (Isotry n° 35).

Eric, qui vit avec sa femme, son fils, et la nourrice dans une chambre de cité universitaire mesurant une dizaine de mètres carrés⁹, résume bien cet état d'esprit que partagent de nombreux Tananariviens aux prises avec la crise du logement :

« *Ici, vu la case, on s'en fout !* » (67 hectares n° 19).

Ces réponses témoignent donc d'une adaptation aux contraintes d'espace, mais n'indiquent pas du tout un abandon théorique des pratiques traditionnelles. Si ces personnes disposaient de plus de place, elles commenceraient par orienter correctement l'intérieur du logement : les principes de base sont le refus absolu de dormir la tête au sud

⁸ C'est-à-dire qu'il ne faut pas dormir la tête à l'ouest.

⁹ Voir chapitre II, III, B, 2.

ou à l'ouest, la première direction étant celle des morts et des sorciers, la seconde conduisant à « donner des coups de pied au soleil ». Il ne faut donc pas sous-estimer trop hâtivement l'influence toujours forte de ces principes anciens à Tananarive.

La même faculté de composition avec le réel s'observe à propos de la question de l'orientation générale des habitations. Selon les règles traditionnelles de construction, la maison doit être de direction nord-sud et s'ouvrir à l'ouest, comme c'est le cas dans les villages. Cependant, en milieu urbain, cette tradition s'avère souvent difficile à respecter en raison de la topographie, sur les flancs orientaux des collines de la ville haute par exemple, et surtout du manque d'espace. Aussi ce rite de construction tend-il de plus en plus à disparaître en ville. Le devin, réaliste, se plie aux contraintes urbaines. Les Tananariviens, s'ils préfèrent dans l'absolu habiter dans une maison orientée nord-sud, se résolvent néanmoins facilement à une autre orientation. Ainsi, à Tananarive, le paysage urbain qui s'est mis en place au XX^e siècle est beaucoup plus lié aux contraintes fonctionnelles qu'aux pratiques traditionnelles. Avec la croissance démographique, puis la crise à partir des années soixante-dix, les nouveaux logements construits ne tiennent plus compte de ces principes : on construit là où on a la chance de trouver un terrain disponible, pour les squatters, là où on hérite d'un terrain pour les plus chanceux, sans se soucier de la question de l'orientation. L'examen de l'évolution du paysage de la ville haute entre les années vingt et aujourd'hui est éloquent : alors que jadis les flancs orientaux, observés depuis la colline du Mausolée, étaient presque vides de constructions, ils sont aujourd'hui largement urbanisés, même si cette urbanisation demeure plus lâche que dans d'autres secteurs plus favorables au respect des pratiques traditionnelles. Toutefois, il ne faut pas conclure trop facilement de cette capacité d'adaptation à la réalité à l'abandon des principes traditionnels : il s'agit bien plus d'une manière de composer avec le réel.

Par ailleurs, les immeubles et logements des cités construits dans les années soixante et soixante-dix ne respectent nullement ces règles d'orientation, jugées rétrogrades par leurs concepteurs. Aussi, il est difficile de nos jours de retrouver des traces rigoureuses de l'application de ce principe d'orientation nord-sud. Il ne se trouve guère que la colline de Faravohitra pour le respecter presque à la lettre (voir photo n° 15, chapitre premier).

Enfin, la question du placement des occupants à l'intérieur de la maison constitue une dimension qui semble bien être devenue totalement caduque en ville. Traditionnellement, l'espace intérieur est strictement structuré, et plus encore hiérarchisé : à chacun sa place selon son rang : au nord-est est placée de préférence la personne la plus âgée de la maison, au nord correspond la place d'honneur, celle où l'on place les hôtes ; au sud sont accueillis les humbles... En ville, on ne rencontre que des traces résiduelles de ce strict ordonnancement des occupants dans l'espace domestique : Tina, enseignante, explique ne pas placer ses invités au sud ; ce serait leur manquer de respect.

Il semble donc qu'il faille conclure dans une large mesure au déclin des pratiques d'orientation de l'espace domestique à Tananarive, ou en tout cas à leur large adaptation aux réalités urbaines. Il semble d'ailleurs important de signaler à cet égard que la désacralisation de l'espace est partie d'en haut, du pouvoir royal lui-même : en 1869, à la

suite de sa conversion au christianisme, la reine Ranavalona II fait ériger le temple dans l'enceinte du Rova... au sud-ouest du palais, ce qui constitue un désaveu flagrant des principes de l'astrologie merina, en vertu desquels cette direction est connotée négativement. Il s'agit là d'un signe fort en faveur de la sécularisation des demeures tananariviennes. Toutefois, certains cas rencontrés laissent à penser que la question est loin d'être réglée pour les Tananariviens : l'espace urbain demeure un champ de forces, qu'il faut canaliser, sous peine d'en subir l'influence néfaste.

Une attitude ambiguë et paradoxale

De nombreux Tananariviens, interrogés sur le sujet, ont exprimé une inquiétude latente envers les potentialités nuisibles d'un espace qu'on n'aurait pas pris la précaution de se concilier, par la médiation du *mpanandro*, par des offrandes d'alcool par exemple ou bien simplement par le respect d'interdits précis. Les innombrables histoires de personnes à qui il est arrivé malheur en raison du non-respect de certaines règles circulent dans toute la ville. Outrepasser ces règles est toujours source d'un sentiment vague d'inquiétude. Une femme explique :

« C'est une question difficile. Nous, on ne le fait pas, mais on y pense quand même, c'est notre culture. On y pense quand il y a des problèmes dans la vie, par exemple des deuils. » (67 hectares n° 28)

Un autre expose pourquoi il a fait appel à un devin lors de la construction de sa maison :

« Il y avait un corps enterré quelque part sur le terrain, on nous l'avait dit, mais on ne savait pas où exactement. On a eu besoin du mpanandro pour purifier la place. » (Ankadifotsy n° 6)

La majorité des Tananariviens semble ainsi hésiter entre un abandon de ces pratiques qui pour beaucoup d'entre eux sont synonymes de superstition, et un respect par mesure de prudence, « au cas où » : « ça ne coûte rien de le faire » a ainsi été entendu à plusieurs reprises. Cette confusion s'est traduite dans les réponses, qui souvent commençaient par une dénégation (non, nous ne respectons pas l'orientation des lits) puis se poursuivaient par une confirmation : « Ce n'est pas important pour nous, mais on cherche à avoir la tête soit à l'est, soit au nord » (ville haute n° 16). Ainsi, la majorité des Tananariviens a peur de l'espace, de son potentiel de forces chtoniennes, et de son lien avec l'esprit des ancêtres.

L'entretien suivant, réalisé avec un architecte, illustre avec force les contradictions dans lesquelles se débattent les Tananariviens :

- *« On a acheté ce terrain, c'était un ancien dépôt d'ordures, c'était en 1986. »*
- *Avez-vous fait venir un mpanandro ?*
- *« Moi, je suis architecte, je suis mpanandro aussi !! [rires] On a fait un petit rituel traditionnel, en fait on n'a rien fait. J'ai vécu autour et dans les rites quand j'étais petit, aujourd'hui j'ai une vision assez détachée, je n'y crois pas mais je les respecte. Bon, on a fait l'essentiel. je n'y crois pas, mais je le fais quand même. S'il y a un pépin après qu'on n'a pas pris un mpanandro, les gens vont dire que c'est à cause de ça, alors, il vaut mieux se couvrir. Quand tu investis un lieu, tu dois le connaître, l'observer (...). Personne ne voulait de ce terrain, alors... »¹⁰*

¹⁰ Cet homme est architecte. Il a dessiné les plans de sa maison, qui est aujourd'hui connue pour mêler des matériaux locaux et des lignes modernes, tout en respectant des principes traditionnels de construction comme l'inclinaison du toit, la présence de la véranda et des piliers... Entretien le 15 juillet 2001.

Difficile de mieux exprimer à la fois une volonté d'appréhender l'espace de manière rationnelle, d'apprivoiser les puissances néfastes attachées à un terrain connoté négativement (un dépôt d'ordures), et de conjurer son inquiétude par rapport au lieu. Pour cet homme, l'espace n'est pas neutre, des médiations entre l'homme et le lieu sont nécessaires.

Un autre exemple illustrera ce rapport à l'espace enchanté. Une personne rapporte l'histoire suivante. La grand-mère de l'intéressé a été enterrée dans la cour de la maison familiale, qui constituait le *tanindrazana*. Par respect pour le tombeau, il est interdit de consommer de l'alcool aux abords de celui-ci. Un jour, un jeune frère de mon interlocuteur traversa la cour en buvant une bouteille de bière. A proximité du tombeau, il reçut une gifle d'une force telle qu'elle le fit tomber par terre, gifle donnée par l'esprit de sa grand-mère : il n'y avait personne dans la cour à ce moment précis. Cette anecdote illustre bien à quel point l'espace est investi de significations, de croyances et de forces : sa neutralité est une fiction qu'il est dangereux de braver.

Enfin, la notion d'un espace traversé de forces surnaturelles qu'il faut maîtriser trouve son expression la plus forte à proximité du Rova. Plusieurs personnes interrogées autour du Rova perçoivent ce lieu sacré comme une sorte de pôle magnétique exerçant son influence dans un rayon d'une centaine de mètres. Ainsi, dans les quartiers d'Ankaditapaka, d'Ankadinandriana ou d'Ambaravarambato, situés à proximité immédiate du palais, plusieurs témoignages ont évoqué explicitement la polarisation dont l'espace faisait l'objet :

« *Du côté du Rova, c'est un lieu sacré, il faut un mpanandro* » (Ankaditapaka n° 8),

« *Non, on ne respecte pas l'orientation des lits. Mais on ne doit pas s'opposer au Rova, quand même* » (Ankaditapaka n° 10),

« *Il ne faut pas avoir les pieds vers le Rova, c'est pour respecter le caractère sacré du palais. C'est comme ça depuis l'époque royale, c'est un conseil de nos parents* » (Ambaravarambato n° 32).

Au plus proche du point sacré qui structure et légitime toute la ville depuis ses origines, l'espace est donc intensément chargé de significations transcendantes.

Ainsi, la question de savoir si les principes de la « maison astrologique » se sont maintenus, du moins en partie, à Tananarive, s'avère très délicate à trancher. De manière générale, on constate une stabilité du substrat culturel qui préside à ces principes et à leur traduction dans l'espace, malgré une relative remise en question des pratiques en ville : on ne respecte pas nécessairement l'orientation générale de la maison, mais on craint toujours autant les esprits du lieu susceptibles d'exercer une influence négative sur les occupants ayant négligé leur présence (on redoute décès prématurés, maladies inexplicables...). Ainsi, si les Tananariviens semblent avoir abandonné certaines pratiques sans état d'âme, il apparaît également que l'espace est toujours perçu comme plus ou moins enchanté.

Toutefois, quelle que soit la position personnelle de chacun, jamais celle-ci ne semble pleinement satisfaisante. A propos de cette évolution, on a vu que de nombreux Tananariviens regrettaient l'affaiblissement des pratiques ancestrales : à cet égard, ils considèrent la vie en ville comme une contrainte, le contexte urbain étant jugé responsable

du non-respect de ces préceptes. Si le cadre matériel de leur logement l'autorisait, nombreux sont les Tananariviens qui s'appliqueraient avec zèle à satisfaire aux exigences traditionnelles. Dans cette perspective, le déclin de ces pratiques est ressenti douloureusement, comme une déperdition causée par la modernité urbaine, qui force l'individu à rompre avec des exigences symboliques fortes sans qu'il puisse pleinement assumer cette rupture.

La position inverse est tout aussi intenable : face à l'existence d'un discours rationaliste et modernisateur qui a cours en ville, le respect des pratiques ancestrales apparaît comme une attitude superstitieuse, passiviste, voire méprisable. C'est pourquoi sans doute, face à un interlocuteur occidental, de nombreuses personnes ont tenté de dissimuler leurs véritables convictions. Plus encore, il est probable que de nombreux Tananariviens se sentent quelque peu schizophrènes à cet égard : ils affirment sincèrement leur volonté de ne plus croire à « tout cela », tout en redoutant les effets potentiellement dramatiques qu'une telle attitude « d'esprit fort » pourrait avoir sur leur existence. Il est toujours très difficile de se délivrer de la peur qu'inspirent les ancêtres et leur action sur le lieu et ses occupants, même pour les plus rationalistes. La maison demeure pour tous un lieu potentiellement dangereux, qu'il faut le plus possible apaiser. Le propos de Didier Nativel résume bien l'ambiguïté de la position des Tananariviens par rapport à l'espace :

« La demeure s'instrumentalise sans toutefois devenir un espace entièrement laïcisé et désenchanté. »¹¹

Ainsi, deux conceptions sont en concurrence à propos de cette question de l'enchantement de l'espace domestique à Tananarive : l'une traditionnelle et l'autre moderne. Compte tenu du contexte citadin, de celui d'ouverture mentale sur l'étranger, et de la crise économique qui rend *de facto* impossible le maintien de certaines exigences symboliques, le choix du respect comme celui de l'abandon des pratiques ne peuvent que générer des conflits très délicats à trancher chez les individus.

B- La maison, symbole de l'ancrage familial et de l'attachement à la terre

1- L'attachement à la maison des ancêtres

Les Tananariviens se montrent dans leur ensemble extrêmement attachés à leur logement, et plus particulièrement à leur maison quand ils ont la chance d'en posséder une. La maison tananarivienne idéale est la maison des ancêtres, la *tranontaolo*, c'est-à-dire la maison transmise au sein de la famille depuis une ou plusieurs générations. C'est le cas des grandes maisons traditionnelles du XIX^e siècle appartenant à des dynasties tananariviennes, mais aussi de modestes demeures des quartiers populaires auxquelles leurs occupants sont tout autant attachés, pour les mêmes raisons. La maison acquiert ainsi le statut de *tanindrazana* pour ses occupants, au sens propre de terre des ancêtres.

Des personnes ainsi attachées à leur maison ont été rencontrées dans tous les quartiers enquêtés. A chaque fois, le même argument revenait : celui de l'inscription de l'individu dans une lignée familiale, qui le rendait responsable de la maison et qui renforçait son ancrage irrévocable au lieu. L'exemple d'Augustin, 64 ans, est révélateur. Il habite depuis son enfance dans la maison familiale d'Isotry, que son grand-père cheminot a construite en 1920. Il est très attaché à ce quartier car il y a grandi. Il ne le quittera

¹¹ NATIVEL D., 1997, *Maisons royales, demeures des grands*, p. 432.

« *jamais* » car en tant qu'aîné de la famille, c'est pour lui un devoir d'y rester : il n'a moralement pas le droit de quitter la maison. Les parents d'Augustin occupaient jadis les deux derniers étages ; à leur mort en 1985, il est venu s'y installer, quittant ainsi le rez-de-chaussée : cette installation symbolique des plus âgés en haut de la maison témoigne d'une structure hiérarchisée de la famille. Le statut, ici le prestige lié à l'âge, se traduit dans l'occupation de l'espace domestique.

Le lien avec la maison va souvent plus loin que l'inscription dans une lignée familiale : il est très fréquent qu'il existe un lien transcendant, mystique, entre l'individu et le sol. Cette sacralisation de l'espace habité se manifeste en particulier à travers la tradition d'enterrement du placenta dans la cour de la maison (voir chapitre V, I, A, 3). La plupart des personnes interrogées ont déclaré aimer leur maison car elles y sont nées, ou bien parce que leurs enfants y sont nés. La naissance confère une très puissante légitimité au lieu où elle s'est déroulée. Il est très fréquent de rencontrer des personnes nées dans la maison familiale et non à l'hôpital. Aujourd'hui encore, cette pratique de l'accouchement à domicile est très répandue : elle représente 44 % des accouchements (source : MADIO). Cela tient à la fois à des contraintes financières (aller à l'hôpital est bien souvent hors de portée de nombreuses bourses) et à une certaine réticence : les femmes préfèrent accoucher chez elles, plaçant ainsi l'enfant sous la protection de la famille et des ancêtres.

La maison constitue donc un repère rassurant, un ancrage dans le temps et dans l'espace, qui permet au Tananarivien de ne pas se sentir perdu et déraciné, au sens propre du terme. Le lien à l'habitation est bien plus qu'affectif, puisqu'il se fonde sur un rapport au sol et aux ancêtres.

2- La maison citadine en lien direct avec la terre des ancêtres ?

Un attachement indéfectible à l'habitation, quel que soit son état ou sa localisation

Au cours des enquêtes, de nombreuses personnes ont exprimé leur relative indifférence envers le quartier, en arguant du fait que seul le logement avait une réelle importance. Pour les plus pauvres d'entre elles, ces personnes valorisaient la chance d'être logées ; pour les autres, c'est le fait de posséder son propre toit qui était mis en avant. Ainsi, il apparaît que pour de nombreux Tananariviens, l'habitation prime le quartier, lequel est considéré comme secondaire : « *Je ne veux pas déménager. C'est le logement qui importe plus que le quartier. Le quartier, n'importe où, on peut s'adapter.* », explique une femme (Ivandry n° 8). Cette conception de la résidence constitue une explication au maintien de la mixité sociale dans la plupart des quartiers tananariviens : dans tout quartier, y compris parmi les plus défavorisés de la ville basse, habitent des ménages relativement aisés, qui ont reçu un terrain en héritage et qui pour cette raison passent outre les inconvénients du lieu.

Cette attitude s'explique aisément au regard des pratiques exposées ci-dessus : du fait de la sacralisation du rapport entre l'homme et l'habitation, on comprend le phénomène de surinvestissement affectif dans le logement. On comprend également mieux les raisons pour lesquelles les habitants de quartiers très dévalorisés et pénibles à vivre déclarent pourtant s'y sentir bien et refuser de les quitter : les habitants ne raisonnent

pas par rapport au quartier mais par rapport à leur logement, lequel détermine leur bien-être et leur rapport à l'espace environnant. A Isotry par exemple, dans une cour familiale habitée par des membres d'un lignage *hova*, auquel appartient Augustin (cf. *supra*, 1), certaines familles auraient les moyens de déménager afin de quitter cet endroit qu'elles reconnaissent être insalubre et peu sûr, mais elles s'y refusent catégoriquement en vertu du lien qu'entretient le lieu avec leurs ancêtres. Pour rien au monde elles n'accepteraient de partir, fût-ce pour une belle villa dans un quartier agréable. On se rappelle également le cas des Ravelison (voir chapitre V, III, C, 3), qui se sentent assiégés par leur voisinage hostile ; pourtant, ils n'envisagent pas de quitter leur maison, qu'ils aiment et dont ils sont fiers, qu'ils ont construite sur un terrain reçu en héritage. Il en va de même sur la ville haute : les propriétaires d'un terrain, fût-il dangereux car menacé de glissement par exemple, y sont farouchement attachés. Ils préfèrent reconstruire leur maison qui s'est déjà effondrée plutôt que d'abandonner la terre des ancêtres.

Cette attitude paradoxale d'attachement à l'habitation, quel que soit l'environnement, se traduit même au niveau de l'habitation elle-même : les occupants critiquent l'aspect matériel de leur logement, tout en affirmant y être attachés. Des enquêtes étonnantes ont ainsi permis aux personnes interrogées d'exprimer sans contradiction pour eux les propos suivants : on se plaît bien dans notre maison, elle est trop petite, humide, peu solide ou encore laide. Les Tananariviens sont ainsi enclins à se déclarer contents de vivre dans leur logement, quels qu'en soient par ailleurs les inconvénients.

Un détachement relatif par rapport aux conditions matérielles : le primat du symbolique

Ces contradictions apparentes ne s'expliquent qu'en replaçant la problématique de l'habitation dans le contexte culturel merina.

La maison tananarivienne est investie de nombreuses significations symboliques, qui s'ajoutent à ce qu'elle apporte de strictement matériel. De fait, pour nombre d'habitants, le maintien de ces liens symboliques peut largement compenser une localisation peu appréciée ou la décrépitude matérielle de la maison : on peut supporter de vivre dans un quartier dangereux et tolérer une maison au bord de l'effondrement, pourvu que celle-ci se situe sur le lieu où l'individu et toute sa lignée ont construit leur histoire. Apprécier l'attachement à la maison en fonction de ses seules caractéristiques matérielles constitue donc une méprise majeure qui ne permet pas de comprendre pourquoi les habitants lui sont toujours attachés. Ainsi, parce qu'elle est un lieu de relations multiples à l'univers, à la terre, aux ancêtres, la maison constitue un des fondements majeurs du rapport des citadins à l'espace, bien avant la ville et même le quartier.

C'est en ce sens que l'habitation dépasse les notions de ville ou de campagne : peu importe où se trouve la maison, l'important est qu'elle soit en liaison et en harmonie avec le cosmos, les ancêtres et le lieu. La maison, bien que située en ville, n'est pas véritablement citadine, dans la mesure où son appartenance à un espace urbain est parfaitement accessoire par rapport au fait qu'elle soit le lieu d'ancrage direct dans la terre des ancêtres : elle ignore fondamentalement la ville. L'analyse menée par A. Berque à propos du Japon pourrait être reprise presque telle quelle à Tananarive :

« Le microcosme de la maison se trouve replacé directement au sein du macrocosme de la nature, par un court-circuit qui abolit le mésocosme de la ville »¹².

On retrouve donc ici une des causes fondamentales de l'instabilité de la notion de ville chez les Merina, dans la mesure où précisément l'espace urbain n'accède jamais à ce statut de mésocosme, d'espace intermédiaire fondamental : l'espace privé est en prise directe sur l'univers.

En ce sens, on peut dire que la conception traditionnelle de l'habitation, en harmonie avec un ordre universel et inscrite dans le rapport aux ancêtres, demeure vivace en ville. La maison tananarivienne se présente bien comme un espace chargé de signes et investi d'une symbolique forte. Cet investissement passe par l'inscription dans la lignée familiale et par l'enracinement dans la terre des ancêtres. La maison constitue une médiation fondamentale qui matérialise le lien affectif entre ses occupants et leurs ancêtres.

L'impossible maison-tanindrazana en ville

Idéalement, la maison constituerait donc le *tanindrazana* du Tananarivien, comme elle constitue celui de tout Merina. Elle serait en prise directe avec la terre des ancêtres. Or, c'est sur cette question que la problématique de la maison urbaine se noue : sauf exception devenue rare, celle-ci ne pourra jamais remplir le rôle strict de *tanindrazana* car, en ville, il n'y a pas de tombeau.

Les Tananariviens sont donc confrontés à la question du divorce entre leur habitation et leur tombeau, du fait même qu'ils vivent en ville. A nouveau, on mesure à quel point la condition de citoyen est source de problème et de tensions pour les Malgaches. En ville, la maison est dissociée du tombeau : c'est sans doute la raison pour laquelle nombreux sont ceux qui tentent de pallier cette défaillance essentielle en valorisant la maison urbaine et en lui conférant un statut de *tanindrazana* de substitution, par exemple en y enterrant le placenta.

Pour une partie de la population tananarivienne, la « vraie » maison est ailleurs, à la campagne, près du tombeau. Celle en ville ne représente qu'un abri temporaire qui au fond n'a que peu d'importance. Cette interprétation peut également constituer une explication à la relative indifférence envers les conditions matérielles du logement. Pour tout Malgache, la seule et véritable maison qui vaille est le tombeau¹³, car il est éternel.

On comprend également mieux les discours de citoyens de souche, qui se disent prêts, avec une facilité déconcertante, à renoncer au confort domestique pour s'installer à la retraite à la campagne, dans une maison dépourvue d'équipements modernes (voir chapitre IV, III, B, 4) : même s'ils en restent au niveau du discours sans passer à l'acte, pour ces Tananariviens, il semble abstraitement bien plus important de vivre près du tombeau familial et dans le village de son lignage que de jouir des multiples avantages liés à la vie citadine. Cet état d'esprit est sans doute celui qui prévaut également chez les occupants des cités modernes planifiées, dans lesquelles ils ne peuvent ni s'inscrire dans une lignée territorialisée ni définir leur logement par rapport aux ancêtres.

¹² BERQUE A., 1993, *Du Geste à la cité. Formes urbaines et lien social au Japon*, p. 38.

¹³ Rappelons qu'au XIX^e siècle les seules constructions en pierre en Imerina étaient les tombeaux. Les habitations étaient construites en bois, ou plus tard en briques. On ne pouvait montrer de manière plus explicite la hiérarchie des priorités dans l'existence et le primat de l'au-delà.

On mesure donc à quel point, pour les Merina, la maison peut être considérée comme contingente par rapport au tombeau. Toutefois, poser la maison urbaine comme *tanindrazana* permet de constituer un palliatif minimal, même s'il n'est pas pleinement satisfaisant. On assiste ainsi au paradoxe selon lequel les Tananariviens sont à la fois symboliquement très attachés à leur maison citadine, tout en conservant des références extra-urbaines, polarisées par le tombeau.

Conclusion I

L'habitation tananarivienne porte donc toujours puissamment l'empreinte du contexte culturel merina, qui se traduit par deux éléments majeurs. D'une part, la maison respecte les grands principes d'orientation qui structurent le cosmos merina, ces principes exerçant une influence au niveau de la construction du logement et dans l'orientation de l'espace domestique des citadins : consultation du devin et disposition des lits en constituent les exemples les plus marquants. D'autre part, l'habitation est pour de nombreux Tananariviens le lieu d'un rapport avec les esprits des ancêtres.

Du fait de ce double ancrage, l'habitation tananarivienne s'inscrit dans des références qui transcendent sa simple localisation géographique : cette maison citadine obéit en fait à un ensemble de règles générales qui lui confèrent une forme d'universalité dans le monde merina. L'habitation représente ainsi un élément d'identification et de stabilité, une référence qui inscrit l'individu dans un rapport direct avec un monde symbolique.

Toutefois, le fait que l'habitation soit sise en ville ne peut être totalement occulté, en dépit du primat des valeurs symboliques sur les éléments matériels. Le divorce spatial entre l'habitation et le tombeau est toujours plus ou moins confusément vécu de manière douloureuse par les Tananariviens.

Photos 80 et 81

Verso 80 et 81

II- L'ORGANISATION DE L'ESPACE PRIVE TANANARIVIEN : INFLUENCES RURALES ET EMPREINTE CITADINE

A- Une maison restée largement rurale et imparfaitement adaptée au monde urbain

Les habitations tananariviennes présentent plusieurs traits morphologiques et fonctionnels qui traduisent leur origine rurale et leur adaptation limitée aux contraintes et nécessités de la vie urbaine.

1- Le rôle de la cour : une survivance bien souvent indispensable

Toutes les habitations tananariviennes ne sont pas organisées autour d'une cour. Celle-ci n'existe par exemple pas dans les quartiers très centraux, ni dans les quartiers résidentiels aisés, ni dans les quartiers planifiés. Elle ne se trouve en fait que dans des quartiers anciens et/ou populaires comme Ankadifotsy, Isotry ou encore dans les quartiers spontanés.

Lorsqu'elle existe, la cour matérialise la proximité résidentielle familiale : différents membres d'une même famille vivent dans des maisons organisées autour d'elle, plus ou moins vaste. A Ankadifotsy, de nombreuses cours existent ainsi depuis le XIX^e siècle : les descendants des premiers occupants sont restés sur place, et aucune maison n'est sortie du cercle familial depuis. A Isotry, le cas est légèrement différent : les cours ont souvent été constituées par des familles de migrants. Ayant fait souche depuis plusieurs générations, elles continuent de vivre autour de la cour. Ainsi, la présence d'une cour dépend le plus souvent de conditions historiques et sociales précises : c'est en général une forme héritée de l'organisation en propriétés ceintes par un *tamboho*.

La cour représente un lieu obligé d'activités collectives, mais qui ne s'y déroulent que par défaut, faute d'espace suffisant ou adéquat à l'intérieur. On y trie le riz, on y fait la lessive au lavoir ou dans des bassines, on y étend le linge sur des cordes, les enfants y jouent, on y discute pour échapper à la chaleur étouffante de l'intérieur, l'été. On y fait également la cuisine : les ménagères installent devant la maison leur fourneau qu'elles posent à même le sol. Cette pratique leur permet d'éviter de surcharger l'intérieur et de subir les odeurs de cuisson. Bien souvent, s'y égaillent des volailles en liberté. Dans le cas d'une cour collective, les habitants des différentes maisons autour de celle-ci y passent à maintes reprises dans la journée pour se rendre les uns chez les autres, pour emprunter quelque objet, pour rendre visite à un parent... Un va-et-vient continu s'y produit donc. Enfin, la cour représente pour de nombreux Tananariviens le lieu de leur toilette : dès qu'il fait sombre, on s'y lave, derrière un drap étendu pour l'occasion. (voir photo n° 82)

Il existe également, dans les habitations très modestes, une courette qui remplit également certaines fonctions dévolues à la cour. Il est ainsi fréquent de voir un petit enclos en planches installé devant la façade, un ou deux mètres carrés servant ainsi de transition entre la rue et la maison. Cet espace, utilisé plus ou moins comme débarras, exerce également la fonction fondamentale de lieu de toilette : muni d'un seau, on s'y lave à la nuit tombée, à l'abri des regards. (voir photo n° 83)

Ainsi, la cour représente un lieu important de la vie quotidienne des Tananariviens, en tant que prolongement indispensable de l'espace domestique. Toutefois, son rôle est

purement pratique : la cour ne constitue pas le lieu où s'organisent la vie quotidienne et la vie sociale, comme en Afrique. On y reviendra.

Une propriété de type rural à Tananarive (Ivandry n° 33)

Un jeune couple : le mari est agriculteur (il travaille sur place), la femme est brodeuse. Ils habitent une petite maison dans une cour familiale, située sur un talus en bordure de rizières, au nord de Soavimasoandro. Il y a trois petites maisons autour de la cour en terre battue, mais le nombre d'habitations augmente avec les frères et sœurs qui se marient et construisent. Les maisons sont en torchis, avec des toits de chaume. Dans un coin de la cour, on trouve des plants de canne à sucre, des bananiers, un potager et un poulailler ; des volailles sont en liberté dans la cour, où jouent les enfants et où on lave le linge. La plupart des produits sont auto-consommés, sauf les brèdes, vendues au marché local. On s'approvisionne en eau à la source voisine, il n'y a pas l'électricité. On se croirait aisément dans les campagnes merina.

2- L'architecture traditionnelle tananarivienne : le poids des marques rurales

La morphologie des maisons traditionnelles tananariviennes porte assez nettement l'empreinte de ses origines rurales. Rappelons tout d'abord que les architectes du XIX^e siècle se sont inspirés du modèle de la maison paysanne des hautes terres pour la transformer en maison urbaine patricienne (voir chapitre premier, II, A, 2). Il est ainsi aisé de reconnaître le corps de bâtiment principal, assez allongé mais plutôt étroit, à un étage, doté d'un toit à double pente, dans de nombreuses maisons tananariviennes (voir figure n° 3, chapitre premier).

Naturellement, de multiples modifications ont permis d'adapter ce modèle rural aux conditions de vie urbaines : installation d'un escalier intérieur, ajout d'une véranda, percement d'ouvertures, création de pièces réservées à la cuisine et à la toilette... Toutefois, il arrive encore de rencontrer ça et là quelques éléments résiduels communs aux maisons rurales. C'est le cas de l'escalier extérieur pour accéder au premier étage : quelques maisons à Tananarive sont encore organisées ainsi (plusieurs exemples sur la ville haute, dont une à Antsahatsiroa, ainsi que dans des quartiers périphériques). De nombreux logis modestes possèdent une cour en terre battue. A Ankadifotsy, quelques maisons sont accolées à une grange. Il arrive également de voir une maison dont la cuisine est séparée du corps de bâtiment principal, comme cela peut être le cas dans certaines régions rurales (voir photo n° 84). La jonction entre les deux s'effectue au moyen d'un couloir extérieur au premier étage, ou bien tout simplement par l'extérieur en passant par la cour. Cette disposition, peu pratique, tend toutefois à disparaître de Tananarive.

En dernier lieu, la manière même dont la maison tananarivienne est construite révèle l'importance de la référence au monde rural. Traditionnellement en effet, les Tananariviens faisant construire une maison en ville font appel à des artisans... venus de la campagne. Les techniques de construction sont donc les mêmes. C'est ainsi qu'il existe une continuité paysagère étonnante entre l'architecture traditionnelle de Tananarive, des autres villes d'Imerina, et même des villages de cette région. Partout se retrouve ce modèle de base unique, transformé ensuite au gré des moyens ou des goûts du propriétaire. Une telle homogénéité architecturale entre la capitale et sa région rurale constitue une caractéristique merina originale. (voir photo n° 85)

Photos 84 et 85

3- L'agencement intérieur : de nombreux points communs avec le monde rural

Enfin, dans les intérieurs tananariviens, on relève un certain nombre d'anomalies pour des maisons urbaines qui ne peuvent s'expliquer qu'à l'aune de la référence rurale.

Premier élément étonnant en ville, la présence dans certaines maisons de greniers qui remplissent effectivement leur fonction première de stockage de grains. En effet, des ménages tananariviens, qui disposent d'approvisionnement en riz de la campagne (voir chapitre IV, II, C, 1), stockent des sacs de paddy, de 50 kg chaque, dans leur grenier. La visite d'un de ces greniers installés dans les grandes maisons traditionnelles bourgeoises ne laisse pas de surprendre. Il est également possible de voir dans certaines maisons le dernier étage, ou une pièce, utilisée comme lieu de stockage de produits frais : ainsi, dans une maison, des avocats récoltés dans le jardin étaient entassés sous le lit, avec des tubercules (taro).

C'est ensuite la relative indétermination de l'attribution fonctionnelle des pièces qui surprend à Tananarive, du moins dans les logements modestes. Une pièce peut servir tour à tour de cuisine, salon, chambre, lieu de travail pour les tailleurs, brodeuses et autres artisans à domicile. On peut bien sûr y lire la traduction d'un manque d'espace qui oblige à cette utilisation polyvalente de la ou des pièces principales, mais il est également possible d'y voir une utilisation indifférenciée de l'espace commune au monde rural. Le maintien relatif de ces habitudes, même lorsque le logement s'agrandit un peu, incite à favoriser cette seconde hypothèse : lors des enquêtes, j'ai ainsi vu à de nombreuses reprises des intérieurs relativement spacieux aux normes tananariviennes (deux pièces, logement d'au moins 20 m², au minimum), occupés par une famille de quatre personnes, dans lesquels les occupants continuaient de laisser le lit ou les ustensiles de cuisine dans le salon, sans songer à séparer les fonctions par pièce. Parfois, mais pas systématiquement, un rideau séparateur est installé pour isoler une partie de la pièce, notamment le lit.

L'élément le plus frappant d'indifférenciation fonctionnelle est sans doute l'absence de cuisine dans de très nombreux logements. Dans les logements très étriqués d'une pièce, la cuisine est improvisée : on dispose le *fatapera* sur le seuil, parfois à l'extérieur pour éviter d'enfumer la pièce, mais le plus souvent à l'intérieur, près de la porte principale. On peut également disposer un foyer sur trois briques posées à même le sol, sur lequel on posera directement la cocotte en fonte. Ainsi, dans les logements modestes, la cuisine n'existe le plus souvent pas : une étude donne le taux de 28 % de logements avec cuisine improvisée¹⁴. Dans ce cas, on cuisine accroupi et non debout comme dans les cuisines modernes, ce qui évoque une posture traditionnelle en vigueur à la campagne¹⁵.

Quand la cuisine existe de façon permanente, elle se limite le plus souvent à un coin sommairement aménagé dans la pièce principale : les murs de la pièce sont alors recouverts de suie et de graisse. La cuisine peut aussi être installée sous un escalier, dans un couloir ou sur la véranda. Dans les habitations plus aisées, la cuisine occupe une pièce à part entière, ce qui semble se rapprocher des normes urbaines de séparation

¹⁴ ECR, 1999, *Etude de mise en place d'un profil environnemental de la ville d'Antananarivo*. Ce taux est en général confirmé par les enquêtes.

¹⁵ Voir l'introduction à PARDAILHE-GALABRUN A., *La naissance de l'intime*, par Pierre Chaunu, qui souligne l'importance du passage définitif de la cuisine accroupi à la cuisine debout au milieu du XVIII^e siècle à Paris (p. 17).

fonctionnelle des pièces. Mais on observe alors, dans de nombreux ménages, une utilisation dévoyée de la cuisine : on a conservé l'habitude de cuire les aliments sur le *fatapera*, ce qui exige son installation à l'extérieur, sur la véranda, sur le seuil, ou encore dans la cour ! Ainsi, Patricia, cadre supérieur habitant dans une villa moderne à Ivandry, explique utiliser du charbon de bois pour la cuisson et le *fatapera* car « *on préfère le goût de la nourriture et on a l'habitude de la campagne. On le met sur la terrasse.* » Ainsi, même dans des habitations conçues selon des normes occidentales, en l'occurrence les grandes villas modernes, certains habitants conservent des habitudes rurales de disposition de la cuisine. Dans un appartement des 67 hectares, pourtant doté d'une cuisine moderne, une femme a installé son *fatapera* sur le balcon. Dans une belle maison traditionnelle bourgeoise d'Ankadifotsy, les occupants ont développé une étonnante répartition spatiale des différents éléments voués à la cuisson : ceux-ci sont éclatés en plusieurs lieux de la maison, sans qu'aucune raison fonctionnelle n'y préside. Outre la cuisine, on trouve le four électrique par terre dans le couloir qui dessert toutes les pièces, et enfin le *fatapera* sur la véranda. Le lieu de contact entre l'intérieur et l'extérieur est donc occupé par des éléments de la cuisine, comme dans les demeures les plus modestes où cela est imposé par l'exiguïté de la maison. De même, bien que disposant d'un réfrigérateur leur permettant de stocker les aliments, les occupants de cette maison font les courses tous les jours, dans le quartier. Qui plus est, ce réfrigérateur est sous-utilisé, puisqu'un garde-manger situé dans la cuisine accueille des produits qui devraient normalement être conservés au froid. La présence d'un garde-manger a été observée dans de nombreuses cuisines, même très modernes et toutes équipées. Ainsi, l'usage du réfrigérateur n'est pas toujours optimisé rationnellement. (voir photos n° 86 a, 86 b et n° 87)

Les meubles destinés au rangement du linge, des vêtements ou des ustensiles ne se trouvent pas dans tous les ménages : il est très fréquent de voir ceux-ci traîner dans un coin du logement, comme à la campagne, ou bien accrochés au mur, entassés sur une chaise, ou encore sommairement enfouis dans des sacs en *gony*. On accumule également les couvertures afin de se protéger du froid hivernal, particulièrement vif la nuit dans des logements très souvent mal ou non isolés. Armoires et buffets sont rares. Les intérieurs tananariviens modestes offrent ainsi un aspect très désordonné, où les objets ne sont pas rangés en fonction de leur utilisation diurne ou nocturne, fréquente ou rare, mais simplement posés. Cet entassement et ce désordre sont caractéristiques des maisons rurales qui ne disposent que de peu de mobilier. (voir photos n° 88 et n° 89)

Enfin, la véranda joue un rôle particulier dans l'espace domestique. Elle constitue en effet une interface entre l'intérieur et l'extérieur. Ses fonctions sont polyvalentes : elle sert indifféremment, et parfois successivement, de cuisine, d'endroit pour laver le linge ou pour faire sa toilette à l'abri des regards, d'espace de jeu pour les enfants, de lieu de discussion ou encore de jardinet. Les personnes âgées apprécient d'y séjourner au calme des heures durant ; la véranda peut d'ailleurs constituer un remarquable poste d'observation sur la rue ou sur le quartier ! Elle remplit également des fonctions qui l'apparentent aux vérandas des maisons rurales : séchage de graines (on accroche des épis de maïs), triage du riz...

Ankadifotsy n° 28 : portrait d'une famille *andriana* ruinée

Un frère et une sœur d'une cinquantaine d'années sont hébergés temporairement chez des parents. Le logement est très exigu, il ne dispose pas de cuisine (celle-ci est improvisée dans le couloir).

Auparavant la famille occupait les deux niveaux, à la suite de la dégradation du niveau de vie, elle a dû céder le premier étage. Il est aussi en mauvais état : le toit de tôle n'est pas étanche, l'eau s'infiltré, les murs sont humides à cause de la présence d'un lavoir à l'arrière de la maison. La pièce où je suis reçue, qui sert de chambre et de salon, ne dispose pas de meuble de rangement : le linge est entassé dans un coin. Tout est très serré : l'escalier en bois est minuscule, l'espace réservé à la cuisine est très étroit.

Ainsi, les maisons traditionnelles de Tananarive, mais aussi de nombreuses autres formes de logement, portent des marques très nettes de leur origine rurale, ou du moins d'une utilisation commune à celle du monde rural, utilisation favorisée par une connaissance intime du mode de vie des paysans, comme on l'a vu au chapitre IV (II). Aussi bien dans sa morphologie générale que dans son fonctionnement interne, l'habitation tananarivienne est demeurée largement rurale.

B- Des éléments de différenciation par rapport au modèle rural : de la citadinisation de la maison à son rôle dans la construction de la citoyenneté

L'habitation traditionnelle s'est naturellement adaptée aux exigences de la vie urbaine, en particulier à la densité résidentielle, au développement d'une vie sociale au sein des logements, et à la privatisation de l'existence.

1- Le rôle social limité de la cour : la concentration de la vie quotidienne sur l'intérieur

Bien qu'elle permette le déroulement de nombreuses activités quotidiennes, il ne faut pas surestimer l'importance de la cour dans la vie des Tananariviens. En effet, elle ne constitue tout d'abord pas une modalité universelle de l'habitat tananarivien, on l'a vu. En outre, quand elle existe, elle ne remplit pas du tout le même rôle fondamental de structuration de l'espace et de sociabilité qu'en Afrique noire¹⁶ : les occupants d'une maison fréquentent la cour par nécessité fonctionnelle, mais ne cherchent pas à y passer du temps, à y prolonger leur séjour. Il s'agit d'un espace dont la fréquentation relève plus de la contrainte que du plaisir, en raison du caractère très centré sur l'intérieur de la vie quotidienne (cf. *infra* III). Cet espace, directement hérité de l'organisation traditionnelle des habitations au sein d'un *tamboho*, n'a donc pas trouvé sa véritable place en ville.

Il pourrait être tentant d'émettre l'hypothèse selon laquelle, en raison du surpeuplement des logements, les Tananariviens préféreraient vivre à l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur. Ce phénomène existe en effet en Afrique noire : F. Villien l'a observé à Bangui, où la maison n'est conçue que comme un abri nocturne et ne constitue pas un véritable lieu de vie¹⁷. La situation est différente à Tananarive. Certes, la cour attire les gens à l'extérieur, mais la vie ne s'organise pas autour d'elle. Même dans les quartiers les plus défavorisés, les habitants passent la plupart de leur temps libre dans leur maison, comme l'indiquent les résultats suivants :

¹⁶ P. Gervais-Lambony constate ainsi à propos de Lomé : « La cour de la maison est l'espace de vie privilégié des Loméens. » (*De Lomé à Harare*, p. 180).

¹⁷ VILLIEN F., 1987, p. 703.

Tableau n° 17 : La vie à l'extérieur du logement

Quartiers	Ville haute	Ankadifotsy	67 hectares	Isotry	bidonvilles
% d'enquêtés vivant plutôt "dehors" que "dedans"	15 %	3 %	10 %	50 %	35 %

Source : enquêtes personnelles, 1995 (maîtrise)

Certes, aux quartiers les plus pauvres correspondent les taux les plus élevés. Les habitants, en particulier les jeunes, préfèrent être à l'extérieur dans la journée car le logement est trop exigü ou trop inconfortable. Une température trop élevée à l'intérieur, en particulier sous les toits de tôle, incite également les occupants à rester dehors. Néanmoins, cette attitude ne concerne au maximum que la moitié des personnes interrogées. Ces résultats paradoxaux semblent bien tenir à des considérations d'ordre culturel : à la différence des citoyens africains, les Tananariviens vivent de préférence à l'intérieur de leur espace privé, même quand il est de taille réduite et de médiocre qualité.

La relativement faible intégration de la cour à la vie quotidienne constitue donc un premier indicateur d'une tendance à la privatisation de l'espace domestique.

2- La privatisation de l'espace domestique

L'habitation tananarivienne porte des marques d'une volonté de privatisation qui la distinguent de l'habitation rurale. Cette recherche de l'intimité est visible dans le paysage urbain à travers l'édification de murets autour des propriétés et la fermeture des cours. Dans des quartiers anciens comme Ankadifotsy, presque toutes les grandes maisons traditionnelles sont encloses de murs ou de clôtures, d'environ un mètre de hauteur, qui délimitent la cour (voir photos n° 56-57, chapitre V). Certains murets sont même hérissés de tessons de bouteille afin de dissuader d'éventuels intrus. On pénètre dans la cour par un portillon, ou une porte, même modeste et fragile, qui matérialise la démarcation entre l'extérieur et l'intérieur. Parfois, un chien est laissé à dessein dans la cour pour empêcher des étrangers d'entrer. Le panonceau « *Alika masika* » (chien méchant) est de plus en plus présent aux portails des villas, mais aussi tend à se diffuser sur ceux des maisons des quartiers anciens. Les quartiers anciens offrent ainsi tous un paysage plus ou moins fermé : on ne souhaite pas dévoiler la vie domestique aux yeux du passant.

Cette volonté de clôture peut revêtir un aspect spectaculaire : la présence des *songo-songo*, ou épines du Christ, est tout aussi caractéristique de cette privatisation de l'espace domestique. Il s'agit d'arbustes épineux, d'un mètre de hauteur en général, qui sont plantés le long des murs des maisons, sur le trottoir ou à même la chaussée, de sorte qu'ils forment des haies défensives très efficaces grâce à leurs nombreuses épines très dures. C'est la seule espèce qui soit plantée intentionnellement par les habitants sur l'espace public. Ces haies à l'aspect très répulsif se multiplient dans les quartiers résidentiels composés de villas cossues, comme Soavimbahoaka, Ivandry, la route de l'université, la route circulaire et ses quartiers bordiers (Ankadivato, Antsakaviro...). On n'en voit par contre presque pas en ville basse. Les *songo-songo* ont une localisation exclusivement collinaire, qui suit précisément celle des beaux quartiers. Leur extension témoigne ainsi de l'évolution de l'insécurité en ville : on dispose là d'un très bon

indicateur de la montée du sentiment d'insécurité et de la géographie de celle-ci en ville. (voir photo n° 90)

La privatisation de l'espace domestique peut également s'appréhender à l'aide de la fermeture des vérandas. En effet, à Tananarive, cet espace, traditionnellement dévolu à des activités domestiques mais communes à tous les occupants de la maison, tend à devenir la propriété d'un unique ménage dans la maison. Cette évolution a commencé il y a plusieurs décennies. Ainsi, la vocation collective tend à disparaître corrélativement à l'augmentation du nombre de cloisons en bois qui marquent l'appropriation de la véranda par une famille plus aisée que les autres. Elle est alors pleinement intégrée dans l'espace privé et transformée, selon les besoins, en pièce à vivre, ou plus fréquemment en salle de bains, en WC, ou en cuisine, autant de pièces dont les maisons traditionnelles étaient jadis dépourvues. Dans certaines grandes maisons, la véranda close est louée en tant que pièce unique.

3- Une organisation fonctionnelle qui porte la marque de l'adaptation au contexte urbain

L'attribution fonctionnelle des pièces de la maison traduit également une évolution vers l'adoption de standards citadins : la maison se plie aux exigences d'une vie sociale citadine. C'est ainsi que la quasi-totalité des habitations tananariviennes présente une très nette valorisation de la fonction de réception : l'espace consacré à celle-ci est très souvent mis en valeur.

Quelle que soit la nature du logement et quel que soit le niveau de vie de ses occupants, il est ainsi rare qu'un espace ne soit pas réservé à la réception, fût-ce dans un logement composé d'une pièce unique. Ce n'est vraiment que dans les logements très petits (moins de 10 m²) que cela est irréalisable. Partout ailleurs, dans tous les logements visités au cours des enquêtes, nous avons été reçus sur un canapé ou dans un salon. Le modèle éternel qui se retrouve dans la plupart des catégories sociales est un salon en bois recouvert de coussins de skaï rouge, composé d'un canapé et de plusieurs fauteuils, plus ou moins défoncés, auxquels sont souvent adjoints une table basse, recouverte d'un napperon brodé et d'un vase avec des fleurs artificielles (voir photo n° 94). Même si ce salon encombre le logement au point de gêner la circulation à l'intérieur, même s'il occupe une place qui pourrait permettre de desserrer l'espace du couchage par exemple, personne ne songe sérieusement à y renoncer.

Un certain cérémonial peut d'ailleurs entourer l'accès à ce salon, ce qui en prouve l'importance symbolique¹⁸ : il est fréquemment arrivé qu'on retire précipitamment des housses de protection à notre arrivée, voire qu'on ouvre spécialement les volets de la pièce. Ces comportements montrent bien que cet espace voué à la réception est avant tout conçu dans une optique de prestige, et qu'il n'est pas toujours utilisé au quotidien. Cette valorisation de la fonction de réception constitue bien une marque de l'évolution citadine de l'habitation.

4- Les éléments de citadinisation de l'espace privé

¹⁸ J. Pesseu-Massabuau évoque joliment la « vanité de la maison » à propos de cette valorisation universelle de l'espace voué à la réception. (*La maison, espace social*, p. 213)

Les intérieurs tananariviens comportent de nombreux indices d'une volonté d'inscrire dans l'espace privé l'attachement à l'habitation et corrélativement à la ville : on voudrait examiner ici ces éléments de citadinisation décelables dans l'aménagement des intérieurs, afin de montrer que ceux-ci peuvent constituer de bons critères de citadinité.

Ameublement et décoration des intérieurs citadins

C'est sans doute dans le domaine de l'ameublement et de la décoration que les marques d'une vie citadine sont les plus fortes. En effet, en milieu rural, le mobilier est souvent réduit à sa plus simple expression. La première caractéristique du mobilier citadin est qu'il est de style européen. Ce ne sont que sa qualité et son importance qui varient selon le niveau social.

Ainsi, chez les Tananariviens récemment enrichis, l'intérieur est très chargé en meubles de salon, de salle à manger, en petits meubles destinés à accueillir de la décoration (guéridons, consoles) ... Le modèle bourgeois occidental qui s'est diffusé depuis le XIX^e siècle au sein des classes aisées tananariviennes trouve là une nouvelle expression, plus clinquante. C'est ainsi qu'on trouve dans ces intérieurs des salons de style Louis XV, fabriqués sur place de manière plus ou moins heureuse, des petits napperons brodés posés sur les fauteuils, à la manière anglaise, des vitrines exposant des bibelots, des tapis mécaniques aux motifs chargés, des rideaux festonnés, des tableaux représentant des paysages d'Europe... S'y ajoutent des signes ostensibles d'aisance : gros téléviseur, puissante chaîne hi-fi. Le tout forme un ensemble quelque peu hétéroclite et assez chargé. Les références malgaches sont limitées à quelques objets d'artisanat, mais se veulent extrêmement ostentatoires : grosses poutres sculptées, pieds de lampes en bois d'un mètre de hauteur et autres volumineux objets en bois sculpté, tableaux sur tissus aux couleurs vives, tables en pierre pour les plus riches (bois silicifié, labradorite, ammonites). Les intérieurs bourgeois tananariviens témoignent donc d'une acculturation à des canons occidentaux supposés classiques.

En revanche, les intérieurs des élites tananariviennes traditionnelles, c'est-à-dire des grandes dynasties notables, offrent un visage beaucoup plus sobre. Le mobilier et la décoration sont plus limités, et assez désuets. C'est dans ces logements qu'on trouve de vieux meubles de style datant du XIX^e siècle (voir chapitre premier, II, B, 3). Les parquets en palissandre font l'objet de tous les soins. On ne les trouve pas seulement dans les grandes maisons traditionnelles, mais également dans des maisons plus modestes, mais anciennes, où le caractère précieux de ce parquet se marque par l'usage de patins.

Dans les catégories sociales plus modestes, un lit, une table, des chaises, des fauteuils le cas échéant, des étagères, et des coffres de rangement constituent la base commune du mobilier. Chez les plus pauvres, il est souvent réduit à sa plus simple expression et très dégradé. Néanmoins, il est rare qu'il n'y ait aucun meuble : il y a presque toujours au moins un lit et une ou deux chaises. La literie est constituée d'un grand sac en plastique tressé, bourré de paille, sur le modèle campagnard ; quant aux lits proprement dits, ils sont en bois, branlants et surélevés pour échapper aux inondations dans les quartiers de plaine. Quand l'exiguïté des lieux interdit la présence de lits, des matelas sont posés la nuit sur le sol et roulés le matin. Plus le logement est petit, plus les pièces sont surchargées, leurs occupants entassant le plus possible de meubles sur une surface réduite : il n'est pas rare de voir dans une pièce d'une douzaine de mètres carrés,

un lit, une armoire, un salon, des étagères et une table, si bien qu'il ne reste pratiquement aucun espace libre dans le logement (voir photos n° 88 et n° 89). Le lit est toujours partagé entre plusieurs occupants, souvent un couple et des enfants, mais aussi plusieurs adultes : il n'existe pas d'intimité ni conjugale ni familiale dans les logements tananariviens modestes. De surcroît, si le logement est le lieu d'une activité économique, il sert souvent d'entrepôt : on y trouve alors des pièces détachées, des morceaux de ferraille, des stocks pour un commerce...

Toutefois, les migrants récemment arrivés de la campagne ou de modestes bourgades rurales assimilent très rapidement les critères urbains de l'aménagement des intérieurs : ils se procurent des meubles le plus tôt possible, et si possible un salon, signe manifeste d'intégration urbaine et de réussite minimale.

Photos 86 a 86 b et 87

Les Tananariviens, quel que soit leur niveau social ou leur origine (migrant ou citadin de souche), apprécient tous de décorer leur intérieur : parmi les centaines d'intérieurs visités ou aperçus au cours des enquêtes, très rares étaient ceux dépourvus de toute décoration.

Dans la plupart des foyers, l'inventaire de la décoration révèle son foisonnement et sa diversité incroyables. On trouve ainsi, selon une concentration variable :

- photos de famille : photos et portraits du siècle dernier des ancêtres dignitaires du régime sur la ville haute, photos de mariages et des enfants partout...,
 - calendriers : ceux des années précédentes, conservés en décoration, et toujours celui de l'année en cours, diplômes (récompenses professionnelles, diplômes scolaires...),
 - images pieuses, sculptures religieuses de pacotille et crucifix,
 - pendule en plastique,
 - bimbeloterie : coquillages peints, souvenirs de la Tour Eiffel ou du Mont Saint Michel...,
 - fleurs artificielles, fruits en plastique,
 - napperons aux couleurs pastels,
 - cartes postales de l'étranger,
 - guirlandes de Noël,
 - petits jouets exposés sur une étagère : poupées, animaux en plastique, peluches, petites voitures, instruments de musique miniatures,
 - couvertures ou des pages de magazines occidentaux (pages de romans-photos, couvertures de *Paris-Match* ou de programme de télévision, feuilles du catalogue de La Redoute, posters d'acteurs ou de chanteurs occidentaux célèbres ; pin-up occidentales chez les jeunes), posters représentant des paysages chinois¹⁹,
 - bouteilles d'alcool²⁰ et flacons de cosmétiques vides,
 - boîtes de camembert ou de fromage fondu La vache qui Rit, etc.
- (voir photos n° 92 et n° 93)

Deux types de décoration apparaissent donc : d'une part, une décoration qui valorise la famille, la réussite de ses membres par les photographies et les diplômes, et son histoire, d'autre part une décoration réalisée à partir de tout ce qu'il a été possible de récupérer d'une façon ou d'une autre. De manière générale, aucun emballage ni aucun contenant n'est jeté, qu'il soit utilisé pour sa fonctionnalité ou bien pour ses qualités esthétiques.

La diversité de ces éléments de décoration rend les intérieurs tananariviens extrêmement colorés. La présence de la couleur dans les intérieurs constitue un élément important de différenciation par rapport aux intérieurs ruraux, souvent très sobres.

Une très forte influence occidentale se manifeste dans la décoration. L'artisanat malgache n'est que faiblement représenté, si ce n'est par la sempiternelle présence d'un miroir entouré d'une décoration en papier *antaimoro*²¹ plastifié. Ainsi, dans ce domaine, l'acculturation urbaine et occidentale semble s'opérer très rapidement et en profondeur : du taudis d'Isotry à la maison d'un haut fonctionnaire sur la ville haute, il n'y a, dans le

¹⁹ Les produits chinois font l'objet depuis quelques années d'un engouement certain auprès des Tananariviens : grâce à leur bas prix, il est possible d'acquérir quelque chose de neuf. Les Tananariviens aisés se moquent de cette décoration de pacotille.

²⁰ Vision pour le moins incongrue que celle d'un alignement d'une dizaine de demi bouteilles de champagne vides sur une étagère, dans une maison très modeste de quelques mètres carrés, à Soavimasoandro : une personne de la famille travaille en fait à l'aéroport et les récupère dans les poubelles des avions !

²¹ Papier de fabrication traditionnelle sur lequel sont disposées des fleurs séchées en décoration.

domaine de l'ameublement et de la décoration, qu'une différence de degré, mais non de nature : ce sont les mêmes éléments de base qui se retrouvent d'un intérieur à un autre. En cela, le creuset urbain fonctionne remarquablement bien, par le biais de l'espace domestique. Il permet d'accélérer l'intégration des nouveaux venus à la ville.

La place du téléviseur dans la maison et de la télévision dans la vie quotidienne est également révélatrice de l'homogénéisation des modes de vie en ville. Le téléviseur constitue la pièce maîtresse d'un intérieur tananarivien : on le rencontre presque partout, y compris dans des logements modestes. En fait, dès lors qu'un logement est raccordé à l'électricité²², il est rare qu'il ne comporte pas de téléviseur. Ces téléviseurs sont souvent anciens, en noir et blanc. La place qui lui est accordée témoigne de son importance : le plus souvent, il trône, bien en évidence sur un meuble, recouvert d'un napperon ou d'un joli tissu afin de le protéger.

La télévision joue un rôle important dans la vie quotidienne des Tananariviens, comme dans toutes les grandes villes du monde²³. Elle émet des programmes en français et en malgache. Son attrait est tel que bien souvent, les Tananariviens suivent des émissions en français, alors même qu'ils ne les comprennent pas. C'est en particulier le cas des séries brésiliennes ou mexicaines, en français, qui rencontrent un succès populaire considérable : diffusées à dix-neuf heures, elles rassemblent les Tananariviens, qui le lendemain commentent au bureau, à l'école, en famille... l'épisode de la veille. Ces séries rythment la soirée dans de nombreux foyers : à maintes reprises, les personnes interrogées ont déclaré aller se coucher après l'émission. Mis à part ces émissions très populaires, la télévision diffuse des programmes relativement élitistes qui n'intéressent guère la majorité des Tananariviens. Il n'y a que les retransmissions sportives qui passionnent autant les citadins, essentiellement les matchs de football internationaux : on se passionne pour l'équipe de France. Ces diffusions sportives captivent les hommes le dimanche après-midi ; sinon, c'est un film américain qui rassemble la famille ce même jour. Ainsi, le dimanche des Tananariviens s'organise en trois temps : le culte le matin (assez long) et le cas échéant des activités à l'Eglise, le repas familial, et la télévision l'après-midi, qui tend à supplanter la pratique traditionnelle des jeux de société (cartes, dominos).

La diffusion des téléviseurs au sein des ménages tananariviens constitue donc un incontestable facteur de citoyenneté, car la pratique télévisuelle est largement partagée par tous, quel que soit le niveau social.

La radio joue également un rôle de premier plan dans la vie quotidienne des Tananariviens, qui apprécient écouter des émissions tout en faisant le ménage, en préparant le repas, en réparant quelque objet... La radio anime la maisonnée : les personnes présentes chantent sur les airs connus. Les programmes sont variés : émissions évangéliques, feuilletons radiophoniques (tout est en malgache), et programmes musicaux. La radio *Feon'ny merina*²⁴, qui diffuse de la musique traditionnelle merina toute la journée, est très écoutée. Les radios visant un public jeune diffusent de la musique anglo-saxonne, du reggae, et des succès des artistes malgaches contemporains. 80 % des

²² Environ les deux tiers des ménages tananariviens ont l'électricité et 40 % possèdent un téléviseur (source : MADIO).

²³ On reviendra sur le rôle politique de la télévision et sur la diversification de l'offre télévisuelle dans le chapitre VIII, I.

²⁴ Emanation de l'hebdomadaire du même nom. Voir chapitre II, II, B, 2, note infrapaginale.

ménages tananariviens possèdent un transistor, lequel fonctionne plusieurs heures par jour, voire souvent en continu.

Photos 92 93 et 94

La végétation dans l'espace privé, marque de citadinité

« *On a planté des fleurs et puis voilà !* »

Annette²⁵ et son mari habitent depuis vingt-cinq ans dans une maison des 67 hectares, à un étage, de quatre pièces, qu'ils ont peu à peu transformée, notamment en construisant une cuisine dans la cour, qui a été rattachée à la maison. A présent, le logement est assez grand, mais elle évoque plaisamment le temps où quand ils étaient nombreux (jusqu'à quatorze), plusieurs dormaient dans le salon sur des matelas. Annette dit beaucoup aimer sa maison, et cet attachement est renforcé par le fait qu'ils sont propriétaires : « *Maintenant qu'elle est à nous, on cultive les fleurs. Il y a des plantes partout dans ma case, j'aime la verdure* ».

Cet exemple est particulièrement intéressant car il illustre bien le rôle que peut jouer la végétation comme révélateur de l'attachement à l'habitation. Il est d'autant plus intéressant qu'il s'agit d'un logement situé dans une cité, donc récent. Or, Annette explique bien que cette maison est devenue la sienne, notamment parce que ses enfants y ont grandi ; elle perçoit également la végétation comme une marque de cet investissement affectif dans ce logement.

Dans la cour ou sur le seuil de très nombreuses habitations, les occupants, mêmes locataires, disposent quelques plantes vertes, des fleurs, ou bien font pousser des arbres fruitiers, et ce jusque dans les quartiers les plus défavorisés. Ainsi, à Antohomadinika, les occupants d'une habitation précaire entretiennent un jardinet fleuri dans la courette qui les sépare du marécage. On peut donc formuler la même conclusion que P. Gervais-Lambony à propos de Lomé : le fait d'entretenir de la végétation dans l'espace domestique constitue bien un indicateur de citadinité ; cela traduit un ancrage au lieu, un attachement au logement, une volonté d'y habiter longtemps. Ainsi, dès qu'ils le peuvent, les Tananariviens consacrent du temps et un peu d'argent à l'entretien d'un coin de verdure. Peut-être faut-il également y lire une certaine nostalgie de la campagne, l'espace vert en ville représentant un substitut, comme le dit explicitement Patricia, qui habite une belle villa dotée d'un grand jardin à Ivandry : « *Le jardin pour nous, c'est un peu comme la campagne : mon mari jardine lui-même, on a planté treize arbres fruitiers. On aime bien.* »

La végétation dans les espaces privés à Tananarive

Elle présente de beaux spécimens de flore tropicale. Le pin du Parana, grand arbre élancé au port pyramidal, constitue un repère pour s'orienter dans les ruelles des quartiers anciens²⁶. Il décore avec élégance les jardins des maisons traditionnelles sur la route circulaire. Le *hasina*, sorte de grand yucca, est également très présent dans le paysage. C'est un arbre sacré (comme son nom l'indique) qui est symbole de vie. On le trouve souvent dans les jardins tananariviens, et fréquemment au coin nord-est de la propriété, le plus favorable et le plus valorisé. Le *ravinala* (arbre du voyageur) et le bananier sont également des familiers des jardins tananariviens. Le *ravinala* est un symbole de bienvenue pour les Malgaches, aussi le trouve-t-on souvent à l'entrée des propriétés, des administrations et des hôtels. Quant aux bananiers, ils sont très nombreux, bien qu'en général peu productifs en raison du climat d'altitude. Traditionnellement, le bananier est le protecteur des cultures en milieu rural ; en ville, on le considère comme le gardien de la propriété. Dans les deux cas, des vertus positives lui sont conférées. De nombreux arbres fruitiers agrémentent les jardins urbains, tout en fournissant un complément alimentaire apprécié : très nombreux goyaviers, avocatiers, papayers, quelques plus rares orangers et pamplemoussiers. (voir photo n° 91)

²⁵ Voir également sur les rapports entre Annette et son quartier chapitre v, III, B, 2.

²⁶ Sur la végétation à Tananarive, voir FAYET H., 1996, *Inventaire des végétaux d'Antananarivo*.

Ainsi, les Tananariviens ont développé différentes modalités d'adaptation de leur habitation, à la fois aux contraintes urbaines et aux exigences sociales citadines, tout en affirmant leur souci constant de mettre en valeur l'espace privé par le biais de la décoration, de l'ameublement et de l'ornementation végétale. L'investissement symbolique dans le logement est donc très fort : les Tananariviens « habitent » leur maison au sens plein du terme²⁷, sens qui désigne « le fait de participer à la vie du lieu, de le modifier et de lui donner sens et âme en s'en appropriant l'usage »²⁸. Cet « habiter » s'appuie le plus souvent sur le fait d'être propriétaire de son logement, ce qui favorise classiquement l'ancrage résidentiel et l'attachement au lieu. Toutefois, un peu moins de la moitié des Tananariviens étant propriétaires²⁹, on ne saurait faire de la propriété le fondement indispensable de l'investissement affectif dans le logement et dénier aux locataires et aux hébergés la même aspiration : les intérieurs coquets présentés sur les photos sont ceux de locataires, et les occupants illicites de terrains sont tout autant jardiniers dans leur cour.

C- Les limites de l'adaptation citadine de l'habitation

Si l'habitation tananarivienne a été adaptée au contexte urbain, il n'en demeure pas moins qu'elle reste profondément marquée par ses origines et par des pratiques rurales de l'espace domestique. Or, ce double ancrage spatial, qui caractérise également les représentations spatiales à plus petite échelle des Tananariviens (comme le chapitre IV visait à le démontrer), se traduit par des contradictions et par un certain mal-être : il n'est pas simple de se sentir parfaitement à l'aise dans sa maison tananarivienne. Les Tananariviens sont souvent écartelés entre des pratiques et des représentations urbaines et rurales de l'espace domestique. Cette difficulté essentielle est renforcée par la crise économique qui sévit depuis le milieu des années soixante-dix : maintenir ou accentuer l'orientation citadine de l'habitation devient de plus en plus problématique.

1- Une tension permanente entre des pratiques rurales et urbaines au sein de l'espace domestique

On se concentrera ici sur le cas des Tananariviens assez aisés, qui ont souvent vécu quelques années en France, et qui disposent d'un logement confortable à Tananarive. En effet, c'est dans cette catégorie de Tananariviens que les contradictions dans la vocation attribuée à l'espace domestique sont les plus fortes.

Pour les Tananariviens aisés en effet, il semblerait évident que les pratiques de l'habitation soient totalement citadines, étant donné leur ancienneté de résidence en ville (ils appartiennent souvent à de vieilles familles de souche urbaine) et leur fort degré

²⁷ Pour une approche théorique de la question de l'habiter en ville, voir GERVAIS-LAMBONY P., 1994, *De Lomé à Harare*, p. 222-225 : ce passage constitue une très bonne synthèse de la problématique, réalisée à partir des auteurs reconnus sur la question (Heidegger pour les fondements phénoménologiques de l'approche de l'habiter par les représentations, Bachelard, et Lefebvre essentiellement).

²⁸ *Ibid.* p. 146.

²⁹ Selon l'INSTAT, Tananarive compte 45 % de propriétaires, 40 % de locataires, 13 % d'hébergés et 2 % de chefs de famille logés par leur employeur.

d'occidentalisation, manifeste dans les pratiques alimentaires ou culturelles par exemple. Or, à plusieurs reprises, des discussions avec des femmes ou bien l'observation de leur mode de vie au quotidien dans la maison ont permis de mettre en évidence des tensions.

Brigitte, femme d'un cadre supérieur dans une entreprise privée, âgée d'une cinquantaine d'années, a vécu une vingtaine d'années en France. Elle habite à Mahazoarivo, un quartier périphérique du sud-est de la ville. Jusqu'en 2000, elle vivait avec son père, son mari, leur fille et une cousine originaire de la campagne dans une maison basse, assez grande (environ 70 m²), comportant cuisine, salle de bains et WC mais pas l'eau chaude. La maison s'ouvre sur une cour en terre battue, assez spacieuse, dans laquelle se trouvent quelques volailles, et un chien qui garde la propriété ; elle sert également de parking pour les voitures. La cuisine s'ouvre sur cette cour, ce qui permet au personnel de sortir pour trier le riz, et pour effectuer de menues tâches ménagères ; le père de Brigitte s'y promène, y fume, va regarder les évolutions de la tortue, ou tout simplement y profite du soleil. La vie de la maisonnée est donc ouverte sur la cour.

Or, depuis le début des années quatre-vingt-dix, Brigitte et son mari ont fait construire leur propre maison sur le même terrain, qui appartient à ses parents. La maison est bâtie en hauteur, car l'espace disponible au sol était limité : elle comporte quatre niveaux. La cuisine et la salle à manger se trouvent désormais au premier étage, ce qui rend plus difficile l'accès fréquent à la cour. De plus, il faut désormais emprunter un escalier en palissandre pour se rendre à ce premier étage, ce qui interdit d'y monter avec des souliers boueux : il faut s'essuyer les pieds avant de pénétrer dans la maison. La configuration de la nouvelle maison, d'inspiration occidentale, limite donc les échanges entre l'intérieur et l'extérieur. Depuis le déménagement, le personnel est un peu perdu, peu habitué à travailler exclusivement dans la cuisine. Quant à Brigitte, elle passe énormément de temps, sans s'en rendre compte, à monter et à descendre, car elle a toujours recours à la cour ; elle va aussi rendre visite à son père, resté dans l'ancienne maison, lequel hésite à monter dans la nouvelle.

Ainsi, l'adoption d'une maison de type occidental, beaucoup plus vaste, plus belle, plus confortable, cause à ses occupants de petits désagréments et complique considérablement leur vie quotidienne. Brigitte a voulu une maison moderne à l'occidentale, sans réaliser que cela ne correspondait pas à sa pratique de l'espace. La contradiction n'est pour le moment pas résolue. Le cas de Brigitte est révélateur des problèmes propres aux Tananariviens qui disposent d'un habitat moderne mais qui conservent des pratiques et des représentations de l'espace domestique marquées par la ruralité.

2- Les contraintes économiques : les limites de la citadinisation de l'espace domestique

Les difficultés et les contraintes nées de la dégradation de la situation économique des ménages tananariviens depuis vingt-cinq ans constituent des facteurs limitant *de facto* les efforts pour adapter la maison à la vie citadine. De nombreux Tananariviens n'ont pas pu réaliser leurs aspirations en matière d'aménagement de leur logement : aussi bien l'évolution du bâti (agrandissement, réparations...) que l'aménagement intérieur ont été quasiment interrompus pendant la crise. La modernisation de la maison, et partant, l'affirmation de son caractère citadin, ont ainsi connu un frein considérable.

On postule en effet ici que la modernisation de l'habitation est perçue par les Tananariviens comme un signe d'intégration à la ville, car celle-ci est le lieu de la modernité, du progrès, et de l'influence occidentale, influence valorisée par la majorité de la population, du moins en ce qui concerne le logement. Une maison urbaine se doit d'être moderne, sans quoi elle n'est qu'une « case », terme péjoratif et d'autodérision appliqué par les Tananariviens à toute habitation modeste, non dotée du confort moderne, et qui rappelle donc les cases du monde rural. Ce désir de modernité et de citadinité attaché à la maison se traduit déjà dans la recherche de l'intimité familiale, ainsi que dans l'effort d'aménagement, d'ameublement et de décoration. Or, la crise a considérablement entravé ces efforts.

La densification est la première responsable de l'impossible accès à l'intimité tant recherchée par les Tananariviens. Densification des quartiers tout d'abord : des maisons jadis relativement éloignées des maisons voisines se sont vues rattrapées par l'urbanisation, privées de la vue sur le quartier ou bien placées sous le regard direct des voisins (voir photo n° 61, chapitre V). Dans des quartiers collinaires comme Ankadifotsy ou Amparibe, la plupart des logements sont très sombres en raison de la trop forte concentration d'habitations, qui se font de l'ombre à cause de la pente. Dans ces quartiers anciens, il est fréquent de voir des murs séparés de moins d'un mètre, ce qui est contraire aux règles d'urbanisme ; de nombreuses fenêtres, donnant sur un mur, sont presque aveugles. Les habitants vivent sous le regard de leur voisin, l'intimité est très difficile. Comment par exemple être sûr de ne pas être vu quand on se lave dans la cour ? A propos d'Ankadifotsy, une habitante explique : « *Il manque de l'espace. Les maisons sont trop proches les unes des autres. On voit ce qui se passe chez les voisins.* » (enquête n° 31).

Densification des parcelles ensuite : on a vu qu'à cause de la crise, les propriétaires des grandes parcelles de terrain urbain ont été contraints de les céder par morceaux, de les louer voire de les mettre en vente (voir chapitre III, I, B, 1). Ces parcelles cédées, prises sur le jardin ou sur la cour, ont été aménagées en commerces, en ateliers, en entrepôts ou en gargotes. C'est ainsi que de nombreux Tananariviens doivent tolérer sur leur terrain, devant chez eux, la présence d'activités économiques plus ou moins nuisibles, bruyantes, salissantes, ou tout simplement qui attirent du monde tout au long de la journée. Le rez-de-chaussée de ces maisons en est alors obscurci. On a vu également que des parties de l'intérieur de la maison peuvent être concédées à une école, à un atelier de broderie, à un commerce... L'espace privé et intime recule ainsi, menacé par la nécessité de gagner de l'argent pour éviter de devoir tout vendre un jour.

Densification de l'habitation enfin. On se rappelle les pratiques de cohabitation au sein des maisons et des appartements : subdivision des logements et des pièces, contraction de l'espace personnel de chacun (voir chapitre III, I, B, 1)... De nombreux Tananariviens ont dû renoncer à être à l'aise chez eux, renoncer à l'intimité conjugale, aux pièces superflues³⁰...

Cette densification des logements se traduit également par une pression accrue sur les équipements domestiques. Dans les catégories sociales moyennes, de nombreux ménages ont dû apprendre à partager les lieux de l'intimité, comme les WC ou la douche, communs dans la cour. La faible proportion de ménages disposant de l'eau courante à

³⁰ D'après l'INSTAT, la moitié des quelque 150 000 logements tananariviens auraient une seule pièce. 30 % des ménages habiteraient à quatre dans une pièce. On compterait 3,5 personnes par pièce.

domicile³¹ limite ainsi l'intimité et le caractère citadin de l'habitation : comme à la campagne, on va chercher l'eau, il faut sortir de la maison pour se rendre aux toilettes ou pour se laver³². Or, pour les Tananariviens, avoir l'eau courante ne constitue pas une priorité ; l'électricité est considérée comme un équipement bien plus fondamental et bien plus urgent. On peut donc se demander si les Tananariviens souhaitent vraiment renoncer au caractère collectif des pratiques domestiques liées à l'eau, et donc à la parenté avec le mode de vie rural qu'elles imposent.

Enfin, bien sûr, pour le tiers des Tananariviens qui n'est pas raccordé à l'électricité, les contraintes sont fortes : l'intérieur est plongé dans l'obscurité à partir de dix-huit heures environ. Etant donné le coût des moyens d'éclairage (pétrole lampant ou bougie essentiellement), nombreux sont les Tananariviens au niveau de vie modeste qui préfèrent se coucher très tôt et renoncer à toute activité une fois la nuit tombée³³. Pour ces habitants, l'accession à un mode de vie considéré comme citadin est limité par l'absence d'électricité, qui les renvoie à un mode de vie rural.

Toutes ces contraintes liées à l'habitat limitent *de facto* la différenciation des pièces propres à la vie urbaine et la recherche de l'intimité domestique.

Ainsi, la crise économique, en aggravant les conditions de logement, a limité l'évolution et la modernisation des habitations tananariviennes, contraignant de nombreux habitants à vivre dans un logement peu adapté aux conditions urbaines.

Conclusion II

L'espace privé tananarivien se présente comme un lieu paradoxal en ce qui concerne les pratiques et les représentations qui lui sont attachées. Il porte en effet la marque d'une ruralité profondément ancrée, qui se manifeste aussi bien dans la configuration du bâti, dans son agencement interne que dans ses usages. Toutefois, les citadins ont su apporter des modifications substantielles qui ont contribué à ériger leur logement au rang de logement citadin au sens plein du terme : la maison se fait support de la citadinité. Cette citadinité s'exprime dans la recherche de la privatisation de l'espace domestique, dans l'investissement dans l'aménagement et la décoration des intérieurs. L'attachement des Tananariviens sur le plan symbolique à leur logement, mis en évidence dans la première partie de ce chapitre, se traduit ainsi sur le plan matériel.

La crise a partiellement remis en cause cette évolution de l'intégration citadine par la maison. En particulier, l'intimité, conquête citadine à laquelle les Tananariviens sont si farouchement attachés, se voit restreinte dans son champ d'application spatiale. Les multiples contraintes fonctionnelles limitent les progrès de la citadinisation par l'habiter et renvoient les occupants à des références rurales qu'ils souhaiteraient mettre à distance.

Or, précisément, cette empreinte de ruralité sur les usages de l'espace domestique pose la question de la nature du rapport particulier entre l'espace privé et le monde

³¹ Selon les sources, entre 25 % et 30 % des logements tananariviens disposent de l'eau courante ; le point d'eau peut être partagé par plusieurs ménages occupant l'habitation. Il s'agit alors d'un robinet au-dessus d'un évier en ciment.

³² Seulement 12 % des logements sont équipés de WC privés à chasse d'eau. 60 % des Tananariviens utilisent des WC communs, extérieurs, à fosse perdue.

³³ Ce thème de l'économie des moyens d'éclairage se retrouve dans toute la littérature romanesque française du XIX^e siècle.

extérieur pour les Tananariviens. Ce sont les caractères particuliers de ce rapport qu'on se propose d'examiner à présent.

III- LES PRATIQUES DE L'ESPACE DOMESTIQUE, REVELATRICES DE CRISPATIONS INTERNES ET DE TENSIONS ENVERS L'EXTERIEUR

A- Famille et résidence à Tananarive : cohabitations et tensions

1- La diversité des formes de cohabitation résidentielle

Habiter à Tananarive est avant tout une question familiale : le célibat résidentiel y est pour ainsi dire inexistant. Les personnes seules habitent avec leurs parents ou avec des frères ou des sœurs, les personnes âgées vivent chez leurs enfants, les jeunes femmes célibataires avec un ou plusieurs enfants sont accueillies dans leur famille, et les jeunes adultes non mariés restent au sein de la cellule familiale. Quelle que soit la situation personnelle de chacun, il est très mal vu de prendre un logement seul, aussi le phénomène reste-t-il très rare, en dépit de la progression des valeurs d'individualisme et des désirs d'autonomisation par rapport au groupe familial.

La seule exception à cette règle est la résidence estudiantine : les étudiants non originaires de Tananarive logent en effet dans des cités où ils partagent une chambre à deux ou à trois. Les migrants célibataires, peu nombreux, se regroupent également à plusieurs pour louer une pièce dans les quartiers populaires.

Cette absence de célibat résidentiel se traduit par la complexité des formes de cohabitation familiale. On se rappelle les difficultés lors des enquêtes pour déterminer avec certitude le nombre de personnes appartenant au même foyer (voir chapitre IV, IV, C, 1) et la composition des ménages à géométrie variable : au fil de l'année, circulent au sein d'un logement des personnes âgées passant quelques mois chez chacun de leurs enfants, des hébergés temporaires de la campagne, de jeunes cousins accueillis en ville pour la durée de leurs études chez des parents, éloignés mais aisés, des membres de la grande famille sinistrés par une inondation ou un cyclone... La notion de fluidité résidentielle revêt ainsi de multiples formes.

La présence au sein de la grande majorité des familles tananariviennes de domestiques logés à domicile renforce cette complexité résidentielle. Il s'agit le plus souvent de très jeunes filles ou femmes, et plus rarement d'hommes. Dans le cas d'une maison dotée d'une cour, un abri est réservé aux domestiques : il s'agit d'une pièce sans confort, sommairement meublée ; la toilette s'effectue dans la cour, le personnel a accès aux WC communs, au robinet s'il existe, au lavoir. De très nombreux logements ne comportent toutefois pas de cour : dans ce cas, le personnel est logé avec la famille. Soit on lui attribue un petit espace privé quand cela est possible, dans les logements de plusieurs pièces, soit le plus souvent l'employé ne dispose d'aucun espace personnel : un matelas ou une natte est étendu la nuit par terre, dans la même pièce que les employeurs. L'exiguïté des logements impose ainsi une promiscuité très intense entre le personnel et les employeurs, promiscuité tolérée par le fait que la personne employée appartient souvent à la famille élargie ; de même, il est fréquent que la bonne soit la nourrice des enfants du ménage. Quelle que soit la situation, ce personnel de maison demeure toujours confiné « au bas de la hiérarchie spatiale, dans l'endroit le plus défavorisé de la maison »³⁴, ce qui est bien révélateur de la vigueur des rapports hiérarchiques qui se

³⁴ PEZEU-MASSABUAU J., 1983, *La Maison, espace social*, p. 89.

maintiennent au sein de la société tananarivienne. D'ailleurs, au rapport économique se superpose le plus souvent un rapport de statut : en règle générale, le personnel de maison appartient à la catégorie des descendants d'esclaves, et est considéré comme tel³⁵. Toutefois, des membres enrichis de cette caste dévalorisée peuvent également disposer de personnel.

Cette cohabitation résidentielle trouverait son expression la plus aboutie dans ce qu'on pourrait appeler la « famille traditionnelle tananarivienne ». On désigne par cette dénomination les groupes familiaux élargis cohabitant sous le même toit. Le cas de la famille de Gabriel³⁶ constitue une bonne illustration de ce phénomène. Elle se compose de :

- la grand-mère
- Gabriel, célibataire, son frère, sa femme, leurs deux enfants
- son frère cadet, sa femme, leurs deux enfants, la bonne (originaire de la famille de la campagne)
- sa sœur, son mari, leurs deux enfants, deux bonnes (idem)
- une autre sœur, son mari et leurs trois enfants
- sa troisième sœur
- sa cousine germaine, son mari et leur fille
- son cousin germain, sa femme et leurs quatre enfants
- sa cousine germaine, son mari et leurs cinq enfants.

Soit un total de trente-neuf personnes³⁷ ; mais ce nombre peut fluctuer en fonction des arrivées de la campagne, des départs temporaires des uns ou des autres. La maison est un unique corps de bâtiment, elle comporte douze pièces habitables, et trois cuisines. Aucun de ces ménages n'a les moyens de louer, c'est pourquoi ils ont choisi ce mode de cohabitation dans la maison familiale.

La maison se trouve dans le quartier calme et excentré de Tsimbazaza, au sud et au pied de la ville haute. Tout le monde se lève entre 4 h 30 et 5 h, pour faire le ménage, balayer la cour, nourrir les animaux, préparer le petit-déjeuner. Un frère élève des coqs pour les combats. Plusieurs familles partagent les repas, chacun participant financièrement.

Gabriel a quarante ans, il est célibataire. Contraint de rester dans cette maison familiale, à la fois par nécessité financière et par respect de la tradition, il a réussi à y acquérir une certaine autonomie résidentielle, en déployant des stratégies individualisantes sans pour autant froisser sa famille. Ainsi, il explique qu'il se satisfait de vivre avec sa famille élargie, à la condition qu'il possède sa chambre. Il la maintient étroitement privée : fermeture à clef, refus d'ouvrir aux enfants le soir... Il reconstitue ainsi un logement autonome et privé au sein du logement familial : c'est selon lui la seule condition qui rende la cohabitation supportable. Sinon, il est sans cesse sollicité pour garder ses neveux, les aider à faire leurs devoirs, participer à la préparation des repas, aller faire une course,

³⁵ Il est particulièrement mal vu pour un *Hova* ou *a fortiori* un *Andriana* d'être domestique, à moins qu'il soit originaire de la campagne.

³⁶ C'est d'ailleurs cette personne qui m'a soufflé cette expression de famille traditionnelle. Qu'il en soit ici remercié.

³⁷ Il serait sans doute intéressant d'étudier les structures familiales résidentielles en fonction des degrés de parenté. Une approche anthropologique des formes de parenté apporterait sans doute un autre regard sur la question, à la manière du travail réalisé par Sophie Goedefroit dans le Menabe (GOEDEFROIT S., 1998, *A l'ouest de Madagascar - Les Sakalava du Menabe*, Karthala, Paris, 529 p.).

sous prétexte qu'il n'exerce pas de travail fixe : étudiant, il prépare une thèse qu'il finance par des missions de consultant pour des organismes et des ONG.

Ainsi, les structures familiales traditionnelles se traduisent dans la cohabitation résidentielle. L'exemple de Gabriel en constitue la forme la plus aboutie, mais néanmoins minoritaire. S'il est extrêmement banal dans les villes d'Afrique noire notamment, ce mode de résidence est en effet relativement peu répandu à Tananarive, ce qui témoigne de l'importance de la famille nucléaire comme cellule résidentielle de base : selon MADIO, on ne compterait que 28 % de ménages élargis, qui peuvent n'être élargis qu'à une seule personne. Aussi le cas des familles traditionnelles, qui associent sous un même toit plusieurs ménages, est-il relativement peu répandu, et on peut supposer qu'il s'agit en fait d'un mode de résidence en régression.

En effet, ce qui ne posait aucun problème dans le cadre d'une société tout entière traditionnelle ou rurale, sans aucune référence extérieure, devient en revanche problématique en ville à l'heure actuelle : la cohabitation est de plus en plus souvent vécue comme une contrainte, qu'elle soit de nature économique ou qu'il s'agisse simplement de respecter la tradition. Que cette désaffection relative pour ce mode de résidence soit causée par l'attrait du modèle de la famille nucléaire est source de tensions nouvelles. Elles s'expriment ouvertement, les enquêtes s'en sont souvent fait l'écho. Le mythe d'un consensus familial fondé sur l'harmonie des rapports entre occupants d'un même toit vole en éclats.

2- Des tensions internes considérables : la remise en cause du mythe du consensus

La cohabitation des membres d'une même famille élargie est souvent présentée comme une caractéristique des pays pauvres à laquelle est associée une connotation positive : on souligne la fonction d'entraide, l'absence de solitude, la cohésion autour des valeurs familiales. On souhaiterait montrer ici qu'il n'en est rien : la cohabitation est le plus souvent subie, chacun souhaiterait s'en libérer, et le poids du contrôle familial est ressenti comme très pesant.

Au cours des enquêtes, à maintes reprises, des personnes interrogées ont exprimé leur difficulté à vivre en compagnie de membres de leur famille. C'est en particulier le cas des femmes contraintes d'habiter avec leur belle-famille, que ce soit faute d'autonomie financière suffisante du ménage, ou plus simplement parce que leur mari a voulu demeurer dans la maison familiale. Les conflits sont alors quotidiens et pénibles. Quelques femmes interrogées ont déclaré souhaiter déménager, « *n'importe où, pourvu que ce soit loin de la belle-famille !* » (Ankadifotsy n° 46). La cohabitation des générations ne se fait pas non plus sans heurts. La présence des personnes âgées, si elle est toujours considérée comme un devoir, et même comme un honneur, ne va pas sans créer des tensions que certaines personnes ont exprimées ouvertement.

Il semble que l'idéal résidentiel de plus en plus de Tananariviens soit la cellule familiale nucléaire, et ce quel que soit le niveau ou le statut social. Plusieurs exemples confirment cette hypothèse de la montée des aspirations individualistes au sein de la société tananarivienne. Tina enseigne à l'université, son mari est chef d'entreprise, ils ont trois enfants. Ils habitent depuis quelques années à Ivandry dans une villa de fonction.

Tina se dit contente d'habiter dans ce quartier car elle y est plus indépendante qu'auparavant par rapport aux voisins et surtout par rapport à la famille :

« *Je suis contente de ne pas avoir de liens avec les gens* ». A Itaosy, où elle a vécu avec ses parents, « *tout le monde se connaissait, on ne pouvait rien faire sans que tout le monde le sache* ».

Se dire « content de ne pas avoir de liens avec les gens » était considéré comme choquant pour des Tananariviens très respectueux de la tradition il n'y a pas si longtemps. Mais on entend de plus en plus ce type de propos, ce qui traduit bien cette aspiration à accéder à un mode de vie plus intime. Ainsi, un quartier anonyme comme Ivandry, où chacun vit derrière les murs de sa villa, délibérément coupé de ses voisins et séparé du monde extérieur, est désormais valorisé par certains Malgaches, alors même qu'il est aux antipodes des valeurs de la sociabilité tananarivienne traditionnelle.

Sur la ville haute, M. Rakotonirina habite, avec sa femme et leurs deux enfants, dans une maison située dans une cour familiale où vivent cinq ménages, soit une trentaine de personnes au total. Le jour de l'enquête, des enfants jouent bruyamment dans la cour : M. Rakatonirina, excédé, déclare :

« *Y'en a marre de tout ce monde, on n'est jamais tranquille. La grande famille, on n'est pas obligé de vivre ensemble !* ».

Il invoque l'argument de la recherche du calme pour justifier son souhait de déménager « *à l'écart, en périphérie* ». A nouveau, ces propos peu orthodoxes remettent en question le mythe de l'harmonie familiale.

Les propos de Fara, une jeune femme vivant dans un logement précaire de quelques mètres carrés autour des 67 hectares, sont plus étonnants encore : alors que la famille tout entière habite dans un rayon d'une cinquantaine de mètres autour de son domicile, alors que l'état du logement impose d'avoir recours à des équipements communs à l'extérieur (pas de cuisine, WC communs à quatre habitations), elle déclare cependant bien aimer son logement car elle y est indépendante par rapport à la famille : « *C'est plus intime, on est tranquille* ». Or, la grande famille, originaire de la campagne comme elle, s'est installée tout autour : elle se compose de neuf ménages, notamment ses frères et sœurs. Ainsi, même des migrants ruraux préfèrent être relativement indépendants : c'est pour cette raison que Fara est farouchement attachée à son logement insalubre, pourtant très exigü et surchargé. La coexistence d'une volonté de vivre à proximité de la grande famille avec la recherche d'un espace préservé et intime est donc bien révélatrice des aspirations très contradictoires des Tananariviens.

Ainsi, la diffusion de valeurs considérées comme occidentales est avérée dans toutes les couches de la société. On voit bien là le rôle joué par la ville dans l'évolution des modes de vie et des mentalités. La recherche de l'intimité familiale autour de la cellule nucléaire devient une valeur de plus en plus partagée. Mais pour l'heure, les contraintes économiques limitent toute évolution.

Les tensions résidentielles peuvent également se mesurer à l'aune de la violence familiale. L. Razanadrakoto³⁸ a mis en évidence son importance dans les quartiers populaires : violence conjugale, violence sexuelle, engendrées le plus souvent par l'alcoolisme. Ces violences rendent la vie particulièrement pénible dans ces quartiers :

³⁸ RAZANADRAKOTO L., 2000, *Quartiers urbains à Madagascar : l'apparence et le quotidien. Contribution à l'interprétation de l'activité sociale.*

cris, pleurs, insultes sont subis par le voisinage. Ce thème ne sera pas développé plus avant ici, faute de données suffisantes sur la question.

Ce tableau des tensions internes à l'espace privé ne serait pas complet sans l'évocation des querelles foncières entre héritiers : leur capacité de nuisance permet de remettre en cause le mythe du respect de la maison des ancêtres. On se concentrera ici sur la question des grandes demeures historiques tananariviennes, car ce sont elles qui cristallisent le plus ces tensions. On a vu que nombre de ces grandes maisons menaçaient ruine³⁹ : en dehors des difficultés économiques réelles des propriétaires, il faut avant tout y voir la conséquence de la mise en œuvre d'une politique du pire.

En effet, la plupart de ces demeures sont en indivision, situation délicate qui s'avère véritablement paralysante dans la plupart des cas. En cas de mésentente, les héritiers n'hésitent pas à abandonner tout travaux, même les plus indispensables, et donc à laisser la maison se dégrader : les exemples sont multiples sur la ville haute. D'autres choisissent de réparer la partie de la maison qui leur appartient, sans se soucier de l'autre, ce qui conduit à des situations ubuesques, comme celle de la photo n° 95.

Des dissensions au sein de la famille peuvent aussi conduire à renoncer au sacrosaint principe de non-sortie du bien immobilier de la famille, ce qui constitue une autre forme de politique du pire. L'exemple des R. est révélateur. Les R. habitent à Ankadifotsy, au premier étage d'une grande maison traditionnelle ; le rez-de-chaussée est occupé par l'un des frères de M. R. et sa femme. Toutefois, les deux familles ne se fréquentent que très peu. La maison est une « *tranon-drazana* »⁴⁰ qui a été construite en 1912 par le père de M. R. Actuellement, ils sont en indivision entre cinq héritiers, dont deux vivant à l'étranger réclament leur part : les R. vont être contraints de vendre prochainement, ce qui constitue pour eux un véritable déchirement. De plus, l'attitude des frères est très mal perçue et en partie analysée comme résultant d'un changement d'état d'esprit, dû au fait qu'ils vivent depuis plusieurs décennies en Occident (thème récurrent à Madagascar de l'étranger comme milieu corrompateur). Ainsi, près d'un siècle après sa construction, la maison va quitter la famille, car personne n'a les moyens de racheter les parts des autres.

Des situations ubuesques ont pu être rencontrées : là, on barre l'escalier intérieur d'une porte à serrure, pour cause de tensions entre des frères et sœurs. Ailleurs, on a détruit ce même escalier intérieur, pour cause de dissensions entre les deux familles partageant la maison : pour celle habitant au premier étage, il faut désormais emprunter un escalier extérieur qui arrive sur la véranda, cas de figure beaucoup moins pratique, surtout lorsqu'il pleut. Dernier exemple, peut-être le plus saugrenu : dans une belle maison traditionnelle sur la ville haute, deux familles héritières habitent la maison du père décédé, mais celle-ci a été partagée en diagonale, chaque lot comportant une pièce au premier étage et l'autre au rez-de-chaussée, de l'autre côté de l'escalier ! Le père avait prévu cette disposition successorale afin d'éviter que ses enfants ne puissent vendre la maison.

Tensions familiales nées de la cohabitation au sein d'un espace privé trop restreint, peu respectueux de l'intimité de chacun, violences domestiques, querelles successorales, autant d'aspects variés qui témoignent d'un même problème : la difficulté de la cohabitation et la montée d'aspirations individualistes, qui se traduisent par le désir d'un

³⁹ Voir chapitre III, encart sur la dégradation du patrimoine architectural, à la fin de la première partie.

⁴⁰ Littéralement la « maison des ancêtres ». Synonyme de maison de famille.

espace privé plus vaste, plus intime, et plus en retrait de la visibilité immédiate de la famille.

Photos n° 95 et 96

Verso photos 95 96

B- La maison, un monde entre ouverture et fermeture : le problématique rapport à l'extérieur

1- Une apparence d'ouverture sur l'extérieur : quelques éléments

L'architecture des maisons tananariviennes, telle qu'elle s'est mise en place à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, semble indiquer une recherche d'ouverture sur l'extérieur. Apparaissent en effet des évolutions morphologiques liées à une volonté d'insister sur la fonction d'apparat de la maison : création d'un rez-de-jardin en prolongement du seuil sous la véranda, où l'on peut s'installer pour lire ou discuter, aménagement de vastes salons, richement meublés et décorés avec raffinement. Plus encore, se développe une certaine exigence de montrer la maison aux yeux des passants : c'est pour ces raisons de publicité que des propriétaires ont choisi de faire construire leur maison en contradiction avec les principes d'orientation traditionnels, afin qu'elle ouvre sa façade principale sur la rue et non qu'elle lui tourne le dos⁴¹. La vue sur la colline de Faravohitra depuis Analakely semble confirmer cette conception de la maison : toutes les maisons sont généreusement ouvertes sur l'extérieur. Toutefois, il faut sans doute davantage rechercher les véritables motivations des propriétaires dans une certaine ostentation que dans une volonté délibérée d'ouverture, laquelle n'en est qu'une conséquence secondaire et pas toujours bien acceptée.

L'entrée est un autre élément qui semblerait accréditer l'idée de l'ouverture de l'espace privé sur l'extérieur⁴². En effet, il peut paraître aisé de franchir l'entrée de bien des propriétés : il suffirait de pousser le portail, jamais fermé à clef ou cadenassé, ou de soulever une petite barrière en bois pour entrer dans le jardin ou la cour. Les sonnettes sont rares, ce qui peut constituer une invite à pénétrer directement dans les lieux. Le visiteur sera alors interpellé par un domestique. Nombreuses sont mêmes les propriétés non closes, où l'on entre directement depuis la ruelle ou le sentier. Seules les villas modernes échappent à cette relative discrétion du passage entre l'espace public et l'espace privé : hauts murs, portails aveugles en métal fermés en permanence, sonnette, présence d'un gardien constituent autant d'éléments dissuasifs.

Dans les quartiers populaires, il existe même une pratique de l'espace domestique qu'on pourrait qualifier de « perméabilité résidentielle ». Ce sont surtout les femmes et les enfants qui sont concernés par cette pratique, qui consiste en une circulation intense et fréquente de ces personnes entre plusieurs logements au cours de la journée. Ce phénomène a été mis en évidence au cours des enquêtes, lorsque plusieurs personnes interrogées dans un logement ont expliqué au cours de l'entretien qu'elles n'y résidaient en fait pas, qu'elles se trouvaient là chez leurs parents, chez une cousine, chez un frère... Au sein des îlots familiaux, il est ainsi courant d'aller les uns chez les autres et de s'y installer quelques heures avec un ouvrage (légumes à préparer, couture, tricot...) ; on se déplace aussi pour garder un malade et ainsi relever la personne précédente, pour faire la cuisine quand c'est trop inconfortable chez soi, pour se laver. Il existe ainsi une circulation intense entre tous les membres d'une même famille. En restant quelques heures dans le

⁴¹ « A l'orientation cardinale de l'habiter va s'ajouter, puis se substituer, le système de représentation par rapport à l'espace public. » (RAVELOMANANTSOA H. *et al.*, 1993, *Etude du patrimoine architectural et urbain d'Antananarivo*).

⁴² Ce qui suit ne concerne pas les demeures bourgeoises, comme les grandes maisons traditionnelles aisées.

quartier, on rencontre plusieurs fois la même personne dans différents logements, de sorte qu'on peut bien parler de perméabilité résidentielle dans la journée. Seul l'endroit où l'on dort semble en fait fixer le lieu de résidence. Significativement, les portes des logements au sein desquels les gens circulent sont toujours ouvertes dans la journée : on entre et on sort comme on veut⁴³. Les enfants dans l'îlot familial circulent aussi énormément d'un logement à un autre, pour aller jouer, garder la maison le temps que son occupant aille faire une course, porter une commission, délivrer une information...

L'habitation tananarivienne semble donc, par certains aspects, ouverte sur l'extérieur et accueillante. L'examen d'autres éléments morphologiques, et surtout de pratiques de l'espace privé, permettent toutefois de montrer que ces apparences sont trompeuses, ou bien relèvent de cas tout à fait particuliers, comme celui de l'îlot résidentiel. Certes, la perméabilité résidentielle existe, ce qui ne signifie pas qu'elle soit généralisée à tous : elle paraît au contraire régie par des règles rigoureuses. N'importe quelle porte n'est pas ouverte à qui veut.

2- La fermeture de l'espace privé

L'observation des motifs picturaux des artistes tananariviens va nous servir d'introduction à ce thème de la fermeture de l'espace privé. En effet, il est tout à fait étonnant de constater que lorsqu'une maison est représentée, elle est toujours fermée, aussi bien ses fenêtres que sa porte principale. La maison tananarivienne peinte se présente comme une entité close, comme repliée sur elle-même, un monde impénétrable, en tout cas soustrait à la curiosité du monde extérieur.

Ce n'est pas par hasard que les peintres ont choisi de représenter ainsi cet archétype du paysage tananarivien : effectivement, la plupart du temps, la maison est fermée⁴⁴. Dans les logements bourgeois, il est en effet difficile à un étranger de pénétrer. Un seuil, certes invisible, mais bien infranchissable laisse l'étranger à l'extérieur de la maison, même si la pénétration dans la cour ou dans le jardin demeure aisée. L'expérience en a été faite à maintes reprises au cours des enquêtes : dans chaque quartier, environ 10 % des enquêtes se sont déroulées dans la cour, voire dans la rue à proximité du domicile. Certaines personnes interrogées éprouvent ainsi une forte réticence à faire pénétrer deux étrangers dans leur intérieur (mon enquêteur étant en la matière considéré comme tout aussi étranger que moi). Certes, il peut s'agir d'une forme de pudeur, notamment chez les personnes les plus modestes, mais la plupart du temps, le refus de mener l'entretien à l'intérieur n'était pas motivé.

On ne reçoit pas plus les voisins que les étrangers. A la question « Rendez-vous visite à vos voisins ? », les gens ont insisté sur le caractère incongru d'une telle pratique, derrière laquelle on peut déceler un manque de politesse ou, pis, une volonté de nuire, en jetant un sort par exemple (voir chapitre V, III, C, 1). Plusieurs personnes ont indiqué qu'elles discutaient volontiers avec leurs voisins dans la rue, au marché, voire à la grille

⁴³ Cette pratique circulatoire de l'espace privé a été observée à Isotry. Rien n'indique qu'elle existe ailleurs. Sur la ville haute au contraire, dans les quartiers populaires, les personnes concernées par l'enquête allaient chercher des clefs pour ouvrir une pièce ou un logement.

⁴⁴ On s'intéressera dans ce passage aux habitations assez vastes, pas trop suroccupées ni trop subdivisées : la catégorie des habitations étudiées en I, plus populaires, n'est donc pas concernée par ce qui suit. Les pratiques examinées ici concernent plutôt des Tananariviens de classes moyennes et supérieures.

ou de la cour à la rue⁴⁵, mais qu'en aucune manière elles ne les feraient entrer dans leur maison, et réciproquement. Quelques propos entendus résument bien cet état d'esprit : « *C'est très difficile d'entrer sans raison chez quelqu'un : tout de suite, il se méfie* » (ville haute n° 18), « *Ici [à Antsahatsiroa], on reste chez soi* » (ville haute n° 31). A Ankadifotsy, une femme d'origine *mainity* évoque le *fihavananan' ny andriana*, c'est-à-dire une forme de sociabilité en vigueur chez les nobles, selon laquelle chacun reste chez soi et ne fréquente pas ses voisins, ce que confirme précisément la citation précédente, recueillie dans le quartier *andriana* d'Antsahatsiroa !

Si l'on se place à présent à l'intérieur même de l'espace privé, on constate une forte concentration des pratiques de l'espace sur cet intérieur. Les loisirs des Tananariviens y sont largement circonscrits. Dans les milieux bourgeois, on ne laisse pas les enfants jouer dehors : ils jouent soit à l'intérieur de la maison, soit dans la cour, sous la surveillance d'un domestique le plus souvent. Les progrès de l'accès à la consommation moderne permettent d'accentuer cette tendance au maintien des enfants dans l'intérieur : consoles de jeux vidéo pour les plus aisés, télévision, magnétoscope, favorisent les loisirs intérieurs. Les Tananariviens sont également férus de pratiques de distraction domestiques : couture, enseignée très tôt aux fillettes, broderie, bricolage, jeux de société (dominos, dames, jeux de cartes), etc.⁴⁶ Ainsi, les enfants sont le plus possible maintenus à la maison durant leur temps libre. Les parents n'aiment pas l'idée de les savoir jouer dans la rue, en compagnie d'inconnus, éventuellement avec d'autres enfants jugés non fréquentables de par leur origine sociale. L'espace extérieur est perçu comme dangereux et hostile.

L'usage de l'espace dans la maison bourgeoise révèle des attitudes peu propices à l'ouverture. Bien souvent, on maintient des volets fermés dans les pièces qu'on utilise peu, principalement le salon et la salle à manger. Les ouvertures sont dissimulées sous des rideaux. Les grandes maisons tananariviennes se caractérisent par une obscurité marquée⁴⁷ : même en plein jour, il y fait souvent sombre, du fait de la taille des pièces et de l'étroitesse des ouvertures, de la hauteur sous plafond et du rôle des rideaux. On éclaire peu et mal : est-ce en raison du coût de l'électricité ou bien par habitude ? Du fait de leur relative obscurité et de la rareté de l'utilisation des pièces vouées à l'apparat, ainsi que de par l'austérité de la décoration (portraits des aïeux notamment), les intérieurs offrent ainsi un visage très solennel et quelque peu figé : au sortir d'une enquête, mon enquêteur commente : « *On dirait un musée avec tous ces meubles. Personne ne vient au salon* ».

L'espace privé s'organise ainsi comme un espace retranché, soustrait au monde extérieur. Cette tendance à la fermeture s'est considérablement accrue ces dernières décennies, corrélativement au contexte de crise économique, qui a exacerbé les risques de vol et créé une véritable psychose sécuritaire.

⁴⁵ Pratique dite du *fotsy varavarana*, où l'on échange les potins du quartier.

⁴⁶ Ces pratiques semblent d'ailleurs être marquées d'une influence victorienne ; faut-il y lire l'empreinte persistante de la présence anglaise au XIX^e siècle, si forte en ville ?

⁴⁷ Cette obscurité se retrouve dans tous les types de logements. Il semble que cela corresponde au goût des Malgaches, peu habitués à la luminosité. Ainsi, lorsque les premiers supermarchés ont ouvert au début des années quatre-vingt-dix, les Tananariviens étaient réticents à s'y rendre car ils étaient trop lumineux, ce qui était perçu comme une forme d'agression visuelle.

3- L'impact de l'insécurité sur les pratiques et les représentations de l'espace privé

La crise économique a considérablement accentué la tendance à la fermeture des espaces privés, essentiellement pour des raisons de peur. Désormais, les Tananariviens se méfient de tout le monde, fût-ce de membres de leur propre famille. Cette méfiance se traduit par la fermeture matérielle à l'intérieur des logements : on pose serrures et verrous à l'intérieur d'une même maison pour empêcher les autres occupants de pénétrer dans les autres logements, on ferme placards et autres meubles à clef pour les soustraire aux actes de vol perpétrés par les domestiques ; dans les appartements partagés par pièces en plusieurs logements, chacun d'entre eux est fermé par un verrou.

La montée des vols a également modifié en profondeur l'occupation de l'espace domestique. La plupart des cambriolages ont lieu lorsque la maison est vide, par exemple lorsque toute la famille est à l'église. Depuis plusieurs années, presque tous les ménages tananariviens ont ainsi pris l'habitude de laisser en permanence quelqu'un dans le logement. La personne à qui ce rôle est dévolu change selon les circonstances et selon les disponibilités de chacun. Cette pratique est commune à tous les milieux sociaux : en effet, il arrive fréquemment que des habitations modestes soient cambriolées, du fait de la médiocrité voire de l'absence de leur fermeture. Sont dérobés le linge, les ustensiles de cuisine, le poste de radio, et les quelques rares objets possédés. Les conséquences d'un cambriolage sont alors catastrophiques pour les occupants sur le plan financier.

L'illustration extrême de cette phobie de l'insécurité trouve sa forme dans les villas modernes qui fleurissent dans les quartiers périphériques comme Ivandry (voir chapitre V, II, B, 3). La morphologie des villas porte la marque de la lutte contre les cambriolages, comme partout dans le monde d'ailleurs : hauts murs, haies de *songo-songo*, gardiennage vingt-quatre heures sur vingt-quatre, rondes de vigiles dans le voisinage, grilles en métal aux fenêtres... Plus que les Malgaches, ce sont les *Karana*, ainsi que les riches étrangers, qui se protègent ainsi le plus, car ce sont les premiers visés par les cambrioleurs⁴⁸. Les marques de protection tendent toutefois à se diffuser dans d'autres quartiers, comme les 67 hectares, particulièrement touchés par les vols : après deux cambriolages, des propriétaires excédés ont fait ériger une clôture électrifiée autour de leur maison, cas tout à fait inédit dans le quartier. A Soavimbahoaka, un quartier pourtant réputé tranquille, un épicier a fait entièrement grillager sa boutique (voir photo n° 96).

C'est enfin la représentation même de l'espace privé qui a été modifiée par l'insécurité. Plusieurs personnes ont évoqué des troubles du sommeil : « *C'est difficile de dormir vraiment profondément, on a toujours peur d'être cambriolé. Un voisin l'a été en juillet 99* » (67 hectares n° 1). Pour d'autres, la maison est devenue un véritable sanctuaire qu'il faut défendre à tout prix : l'opposition entre intérieur sécurisant et extérieur menaçant et hostile atteint là son paroxysme : « *Je veux aller dans un quartier où on peut dormir la nuit sans avoir peur des cambrioleurs, où les enfants peuvent grandir sans être contaminés par les vrais gangs qu'on a ici, où on peut sortir le soir* » (67 hectares n° 6).

⁴⁸ Pour les *Karana*, s'y ajoute la peur des kidnappings, assortis de demandes de rançon, qui se sont multipliés en 2000 et 2001.

Si les risques de cambriolage sont réels, il semble toutefois que beaucoup de Tananariviens aient développé une psychose à cet égard, se retranchant dans un espace privé sanctuarisé à outrance. L'insécurité des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix a sans doute servi de catalyseur à des tendances, déjà présentes, de repli crispé sur l'espace privé et de perception négative de l'extériorité.

Conclusion III

L'espace privé se présente donc comme le lieu de nombreuses tensions, qui tiennent en partie au caractère non résolu de la complexe dualité entre ouverture et fermeture.

C'est pourquoi le terme d'espace intime pourrait être préféré à celui d'espace privé : la notion d'espace intime permet en effet de mieux cerner la volonté croissante en ville d'isoler la cellule familiale résidentielle du reste du monde extérieur, que ce soit le voisinage ou la famille élargie. Il semble bien, en effet, que les Tananariviens soient en train de construire une forme d'habiter en ville qui s'appuie sur la progressive constitution de cet espace intime, avec toutes les tensions dont ce processus est porteur dans un contexte mental changeant, et de surcroît dans une période marquée par les effets déstructurants d'une longue crise économique.

CONCLUSION CHAPITRE VI

La maison citadine est le lieu où se manifestent des aspirations profondes, mais contradictoires, qui sont en cela éminemment révélatrices du malaise de la vie en ville.

Aspiration de maintien, au sein même de la maison urbaine, du contact avec le monde des ancêtres d'une part, et avec les origines rurales d'autre part, qui se heurte aux exigences contrariantes de la vie citadine, mais aussi à la volonté de faire jouer à cette maison un rôle de vitrine de la citoyenneté. Les exigences traditionnelles sont alors en tension permanente avec le contexte urbain, ainsi qu'avec les contradictions des Tananariviens, qui se perçoivent comme tout autant attachés à la modernité et désireux de manifester des comportements citadins dans leur maison.

Aspiration contradictoire à une intimité domestique également, qui se heurte au poids des traditions et des contraintes sociales. Enfin, c'est le décalage entre une attitude de repli et une volonté de protection de l'espace privé par rapport à l'extérieur, et une recherche permanente de l'apparence qui pose problème.

Les grandes questions qui traversent l'espace privé ne sont donc pas résolues par les Tananariviens, dans le cadre d'une citoyenneté encore récente et imparfaitement achevée. Qui plus est, le contexte général de crise économique et urbaine retarde encore le processus de citadinisation par la maison en limitant considérablement les efforts de privatisation de l'espace domestique, tout en favorisant une attitude de repli crispé sur ce même espace, qui devient un refuge.

La maison, sa conception, son organisation, sa mise en valeur, les pratiques et représentations qui lui sont attachées, constituent donc de bons révélateurs des ambiguïtés

de la citoyenneté tananarivienne, ambiguïtés que l'on a essayé de cerner à trois niveaux différents – la ville, le quartier, et la maison.

Figure 12 a

Figure 12 b

CONCLUSION DEUXIEME PARTIE

Les chapitres précédents nous ont permis de voir que les rapports des Tananariens à la ville, au quartier d'habitation et à la maison, s'avèrent complexes et toujours marqués par un délicat positionnement envers le monde rural. En effet, il est impossible d'appréhender la citadinité tananarivienne à quelque échelle que ce soit sans rencontrer cette question de la référence rurale, qu'elle soit réelle ou symbolique, qu'elle se manifeste dans les pratiques ou dans les représentations. A ce titre, il semble pleinement justifié de proposer la caractérisation de la citadinité tananarivienne en tant que citadinité empreinte de ruralité.

Or, cette empreinte pose problème. Toutes les échelles spatiales dans lesquelles se déploie la vie quotidienne des Tananariens manifestent cette double territorialité qui fonde leur identité citadine. On a vu combien les paysages, les pratiques et les représentations de la ville étaient marquées par la ruralité, puis comment la vie dans le quartier répétait dans une certaine mesure des schémas villageois, tout en valorisant par ailleurs l'analogie villageoise, largement surestimée. Enfin, la maison tananarivienne porte également des marques de cette tension entre citadinité et ruralité, marques aussi bien morphologiques que liées aux usages domestiques, sans oublier bien sûr le rôle symbolique toujours très puissant de la maison, qui s'inscrit dans une transcendance spirituelle entre l'homme et le monde des ancêtres, laquelle dépasse le clivage ville-campagne.

A chaque niveau géographique, on constate bien l'existence de tensions entre les références urbaines et rurales. Tantôt le poids de la ruralité est valorisé, tantôt il est rejeté. La citadinité tananarivienne a bien du mal à s'affirmer, entre des spatialités qui empruntent aux deux types d'espace (urbain et rural), et qui fonctionnent à plusieurs échelles (ville, quartier, maison). Cette double référence spatiale est source de conflits d'usages et d'images pour les Tananariens, qui s'efforcent tout à la fois de se démarquer du monde rural et d'affirmer leur différence, et de conserver ce lien particulier avec la ruralité qui est pour eux au centre de leur existence et de leur représentation du monde. Le Tananarivien n'est pas seulement citadin, il ne l'est même pas nécessairement de façon première, mais il vit mal ce double ancrage spatial.

L'empreinte de ruralité constitue donc un élément de déstabilisation de la citadinité : à chaque échelle spatiale dans laquelle s'inscrit sa vie, le Tananarivien doit arbitrer entre citadinité et ruralité, et la définition de son identité est problématique, que ce soit vis-à-vis des autres citadins, des ruraux ou des étrangers. Loin de constituer un facteur de sérénité dans l'affirmation d'une citadinité tananarivienne, l'empreinte rurale omniprésente renforce le mal-être citadin.

TROISIEME PARTIE

LA REDEFINITION RECENTE DE LA CITADINITE : RECOMPOSITIONS ET CRISPATIONS INDENTITAIRES

Après avoir examiné les éléments de déstabilisation de l'identité citadine dans la première partie (poids du passé, mise en cause du statut de capitale nationale et crise économique profonde), puis vu ce que signifiait vivre à Tananarive au quotidien dans la deuxième partie, et comment cette citadinité s'inscrivait dans l'espace, à plusieurs échelles (la ville, le quartier et la maison), on souhaiterait donner à cette dernière partie une tonalité plus conjoncturelle par rapport aux deux premières, qui relevaient davantage d'une approche structurelle.

On se propose donc de consacrer les deux chapitres qui suivent à ce qui évolue à Tananarive, aussi bien de manière très concrète, à travers les paysages, que dans la définition de cette identité tananarivienne qu'on s'efforce de cerner depuis le début de cette étude. En effet, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, Tananarive et les Tananariviens changent : dans un contexte économique plus favorable, la ville est emportée dans une dynamique qu'elle n'avait plus connue depuis vingt-cinq ans. Ces mutations économiques, sociales, mais aussi politiques, ont des répercussions sur le paysage tananarivien, ce qui ne va pas sans susciter des difficultés, tandis que les clivages internes à la société connaissent des résurgences importantes. Les changements en cours, puisqu'on se situe manifestement dans une période de transition, imposent ainsi une redéfinition de la citadinité tananarivienne.

C'est donc à une « géographie du changement » qu'on convie ici le lecteur. En observant les mutations actuelles, on souhaite montrer qu'elles jouent un rôle de révélateur de phénomènes cachés : les évolutions en cours constitueraient-elles la clef pour comprendre ce que signifie être Tananarivien ? La ville et son identité se révèlent-elles davantage dans un contexte de dynamique retrouvée ? A nouveau, il est probable que ces changements soient porteurs de déstabilisations et qu'ils contribuent à la fragilisation de la citadinité.

On s'intéressera donc tout d'abord aux évolutions du paysage tananarivien, qui se trouvent au cœur de l'identité de la ville (chapitre VII), puis aux conséquences des mutations politiques et économiques récentes sur la citadinité (chapitre VIII). Ce dernier chapitre doit permettre de mettre en évidence les crispations identitaires croissantes qui traversent la société tananarivienne et qui structurent en fait la citadinité. Ces deux chapitres nous conduiront ainsi à voir que les recompositions récentes, si elles s'inscrivent dans un cadre conjoncturel, doivent être considérées comme révélatrices des problèmes structurels de définition de la citadinité tananarivienne.

CHAPITRE VII – DESTRUCTURATION ET MODERNISATION DU PAYSAGE URBAIN : L'IDENTITE TANANARIVIENNE EBRANLEE ?

La notion de paysage est au cœur de ce chapitre. En effet, la structuration de l'identité tananarivienne se fonde pour partie sur le paysage et sur son évolution par rapport à un idéal figé, fixé par la royauté merina datant du début du XIX^e siècle (voir chapitre premier). C'est la « mérinité du paysage » qui est en jeu dans ce rapport particulier qu'entretiennent les Tananariviens avec le paysage de leur ville. Pour cerner le rapport intime des paysans merina à leur environnement, H. Rakoto propose le concept de « mérinité du paysage », qui « combine des aménagements particuliers, une ethn-agronomie très fine et une conception religieuse du monde »¹. Ce rapport entre les individus et l'espace est également au cœur des représentations de Tananarive, comme on a pu le voir au chapitre premier. La fidélité de Tananarive au caractère merina de son organisation spatiale et de son aspect visuel constitue un fondement de la définition de l'identité citadine, et de sa stabilité.

Or, depuis les années soixante-dix, ce paysage stable a connu de profondes altérations du fait de la crise économique, qui s'est accompagnée d'une démission de la gestion municipale. Commencent alors une lente dégradation du paysage urbain ainsi qu'une déstructuration des espaces publics. Le point culminant de cette déstructuration est atteint en 1995, lorsque le palais royal du Rova disparaît dans un incendie criminel : c'est le paysage symbolique de Tananarive qui est touché au cœur, et à travers lui, tous les repères des citadins qui sont ébranlés.

Cette déstructuration paysagère a atteint une telle envergure qu'elle a suscité une réaction qui a pris la forme d'une reprise en main de la gestion municipale. Cette action politique volontariste a été favorisée par un contexte de reprise économique, si bien qu'on peut parler de renouveau de Tananarive depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, qui s'est traduit par une empreinte paysagère forte : la physionomie de la ville est désormais engagée dans une dynamique de modernisation et de rattrapage par rapport aux autres métropoles des pays du Sud.

Ce sont donc ces phases successives de déstructuration et de restructuration du paysage que l'on examinera ici, tout en les confrontant aux réactions des Tananariviens : quelles sont les conséquences de ces mutations paysagères, et plus encore symboliques, de l'espace urbain sur l'attachement à la ville, sur la manière de se percevoir comme Tananarivien ? L'altération paysagère est-elle compatible avec l'identité tananarivienne ? Ce sont les difficultés rencontrées par les habitants face aux mutations paysagères que l'on souhaite mettre en évidence : aussi bien la dégradation paysagère qu'un certain renouveau, qui se traduit par une modernisation du visage de la ville, sont mal tolérés. Ce chapitre vise à montrer que deux facteurs de nature antithétiques, qui se sont succédé dans le temps, produisent en fait les mêmes effets paradoxaux de perte d'identité paysagère.

¹ RAKOTO RAMIARANTSOA H., 1998, « Mérinité du paysage et comportements d'alliances : des signes de l'ascendance austronésienne à Madagascar », *Le voyage inachevé. Hommage à Joël Bonnemaison*, ORSTOM, Paris, p. 651-656.

I- LA DESTRUCTURATION DE L'ESPACE PUBLIC : LA VILLE DESTABILISEE

A- Le déclin de structures urbaines intégratrices : la perception ambivalente du phénomène par les Tananariviens

1- Le déclin et le recul spatial de l'espace public

A partir des années soixante-dix, de nombreux espaces publics ont fermé ou bien ont connu une dégradation importante : rappelons le cas de la disparition des cinémas, des terrains de sports, ou encore la fermeture des salles de spectacle (voir chapitre III, A, 3).

Outre ces espaces fonctionnels, c'est bien l'espace public au sens strict du terme qui a connu à la fois déclin de son entretien et recul de son emprise spatiale en ville. Le déclin de l'entretien a d'abord concerné les parcs, littéralement laissés à l'abandon. Des cabanes de squatters s'y sont installées, des 4^{mis} venaient y préparer leur repas, des trafics interlopes s'y déroulaient le soir, en particulier de la prostitution et de la vente de *rongony* (chanvre), on y urinait en pleine journée sans se cacher, on y étendait du linge... En quelques décennies, le destin des parcs, jadis altiers, en plein cœur de la ville a ainsi basculé (Andohalo, Ambohitovo surtout). Le pourtour du lac de Behoririka a également été colonisé par des bidonvilles, si bien qu'il était difficile d'imaginer l'aspect du lieu sous la colonisation, alors qu'il avait été créé dans une optique de prestige, comme en témoigne le plan des rues alentour (voir par exemple carte n° 4 ; voir aussi photo n° 102).

Le recul spatial de l'espace public peut s'apprécier de différentes manières. Les trottoirs ont progressivement été soustraits à l'espace destiné aux piétons, puisqu'ils étaient envahis par des vendeurs installés en permanence, ce qui contraignait les piétons à descendre sur la chaussée.

C'est également l'Avenue de l'Indépendance que les Tananariviens se sont vu confisquer *de facto*. La première forme de confiscation a été liée à l'étalement dans l'espace et dans le temps du marché du Zoma² : alors qu'il était à l'origine prévu pour se dérouler le vendredi jusqu'à seize heures, il s'est étendu au fil des années au jeudi, puis plus ou moins à toute la semaine. A part le vendredi, ce marché devait être circonscrit à l'esplanade d'Analakely ; or, de même, il a progressivement colonisé l'Avenue tout entière. On trouvait ainsi des marchands installés en permanence sous les arcades, obstruant l'accès aux commerces installés à l'arrière (compagnies aériennes, magasins d'électroménager, librairies, salons de thé...). Pour interdire l'installation de marchands et de vagabonds mendiants sur la portion d'arcades située devant leur boutique, plusieurs commerçants ont choisi d'ériger des rideaux grillagés ; certains sont levés le matin et baissés le soir, d'autres sont inamovibles, comportant seulement une porte pour les allées et venues. Après la spectaculaire rénovation de l'Avenue en 1997³, ces grilles sont demeurées en place : les arcades, conçues à l'origine comme une promenade destinée au lèche-vitrine, particulièrement adaptées au climat (servant de protection contre le soleil ou contre la pluie), sont désormais scindées en plusieurs parties séparées par des grillages⁴.

² Rappelons que *zoma* signifie vendredi.

³ Voir *infra*, II.

⁴ Significativement, les salons de thé n'ont pas installé de terrasse sous ces arcades, pour préserver leur clientèle de la sollicitation des mendiants et pour éviter tout risque de vol à la tire.

On assiste ainsi à un phénomène de privatisation d'un espace à vocation publique à l'origine.

Les marques d'une appropriation privée d'espaces publics peuvent encore se déceler de manière éparse dans la ville, comme dans l'emploi des terrains vagues. C'est ainsi qu'un petit jardin potager est entretenu... dans l'enceinte du stade de Mahamasina ! Sur quelques dizaines de mètres carrés, on trouve ainsi salades, choux, et autres brèdes, probablement cultivés par un gardien. On retrouve là des pratiques de mise en culture de terrains publics courantes en Afrique noire⁵ ; en revanche, ces pratiques étant très limitées à Tananarive, elles n'en sont que plus visibles⁶. Les terre-pleins au milieu des routes ont également été investis : c'est le cas de la route à quatre voies – la seule de Madagascar – qui part d'Anosy pour se diriger vers Anosibe. Conçue à l'origine comme une voie triomphale, cette « mini-autoroute », comme la qualifiait J. Ramamonjisoa en 1978⁷, a été, au fil des années, complètement dégradée par les personnes fréquentant le marché de gros et par la circulation des taxis-brousse. Désormais, le terre-plein est occupé par des marchands et par des tireurs de pousse-pousse qui y ont installé leur stationnement (voir photo n° 97). « *Au début, c'était pas mal, et puis ça a été malgachisé !* » commente ironiquement un Tananarivien désabusé, soulignant ainsi le non-respect de la vocation d'un lieu et son envahissement par le désordre.

Enfin, le mobilier urbain a fait l'objet de déprédations, chacun se servant comme il le désirait. C'est ainsi que, sous la II^e République, les portes des bacs à ordures municipaux ont été démantelées, les panneaux de circulation volés pour en récupérer le métal, les bornes-fontaines en cuivre également, ainsi que les bancs publics. Avant la reprise en main de la gestion municipale au milieu des années quatre-vingt-dix, il ne subsistait guère de mobilier urbain en ville.

Tous ces éléments factuels convergent vers une seule idée : celle du déclin de la notion d'espace public, ainsi que du respect de celui-ci. Une crise de la civilité est née, contre laquelle les Tananariviens ont commencé à réagir au milieu des années quatre-vingt-dix. Cette réaction s'exprime dans les discours sur la ville.

2- La réaction des Tananariviens contre l'incivilité : la fin de la tolérance

Les Tananariviens sont unanimes pour dire que l'aspect, la morphologie et même l'esprit de la ville se sont considérablement dégradés depuis quelques décennies. Au cours des enquêtes, les personnes qui pouvaient dater le début de cette dégradation multiforme citaient toutes sans exception la chute de la Première République, en 1972. A partir de cette époque, une conjonction de facteurs a contribué à abandonner toute politique municipale. Parmi les principales causes, rappelons⁸ :

- la dégradation dramatique de la situation économique,

⁵ A Kinshasa, à Nairobi ou à Kampala, par exemple.

⁶ Aucun autre exemple n'a été rencontré. En revanche, une personne travaillant au FMI m'a rapporté un cas analogue : le gardien fait pousser pour son usage personnel des salades dans les bacs à fleurs, devant le bâtiment de l'institution.

⁷ RAMAMONJISOA J., 1978, *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, p. 53.

⁸ Pour une présentation détaillée des causes de la dégradation urbaine, on renverra le lecteur au chapitre III, II.

- les slogans de la II^e République, en particulier *fanjakan'ny madinika*, le pouvoir aux petits, qui impliquait des idées de laisser-aller : chacun avait le droit de tout faire, sans devoir rendre de compte à quiconque. L'idée est que les comportements collectifs urbains étaient dictés par les habitants des quartiers pauvres : les standards d'urbanité⁹ ont été tirés vers le bas. Les gens ont pris l'habitude de jeter leurs ordures n'importe où, dans les canaux, dans la rue, d'uriner en public (jusque sur l'Avenue de l'Indépendance), de ne pas respecter les espaces ou les biens publics comme les bornes-fontaines, d'ignorer le code de la route, etc. Tous les aspects de la vie en ville ont été concernés.

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, l'état d'esprit a radicalement changé, les Tananariviens laissant désormais s'exprimer leur lassitude et affichant une véritable volonté de reconquête de l'espace public, qui passe par sa restauration matérielle et par son respect. Il existe désormais tout un discours, véhiculé aussi bien par la presse que par les Tananariviens eux-mêmes, sur une nécessaire prise de conscience et sur un retour à des pratiques plus respectueuses de l'environnement urbain. Parmi les innombrables coupures de presse disponibles sur le sujet, les plus significatives ont été sélectionnées :

- un dessin humoristique d'E. Ranarivelo : *Tsy zoridira fa tsena* (« C'est pas des poubelles, c'est un marché »). Le caricaturiste dénonce ici les conditions d'hygiène déplorables dans lesquelles sont installés de nombreux commerces alimentaires de rue. (voir figure n° 13)

- « Quand une foule incommensurable s'obstine à vendre sur les trottoirs, les piétons s'en trouvent contraints de marcher dans les artères de la ville (...). Actuellement, traverser une rue est devenu un problème pour le piéton. Plus que jamais, la réinstallation des feux tricolores semble être une nécessité. Les Tananariviens ont découvert les feux tricolores voilà bien un demi-siècle (...). Nous nous souvenons surtout des feux installés à la base de l'escalier Lambert menant vers la place Colbert à Antananarivina. Ces feux tricolores étaient vite baptisés "les feux du cinéma Métro". Automobilistes et piétons respectaient les feux. La discipline régnait, l'ordre aussi (...). Les nouveaux feux installés lors de l'aménagement d'Analakely ont connu bien des problèmes car (...) des vandales prenaient un malin plaisir à les dégrader. Ce qui est certain, c'est que la culture de l'entretien de ces biens publics ne préoccupe guère de gens »¹⁰. L'auteur de cet article exprime avec force l'opposition entre « avant » et « aujourd'hui ». On sent poindre l'amertume et un sentiment de nostalgie pour l'aspect de la ville sous la colonisation, ainsi que pour l'état d'esprit qui régnait alors. L'auteur évoque un temps où l'espace urbain était qualifié, faisait l'objet de références collectives aujourd'hui effacées.

- « Disciplinés, méthodiques et très stricts, les Japonais ont une façon de travailler qui bouleverse quelque peu les habitudes et le laisser-aller des nationaux. »¹¹ La référence au Japon est intéressante dans le contexte malgache : depuis un siècle, les Merina ont nourri une grande admiration pour ce pays. Des intellectuels ont développé les analogies entre les deux pays¹² (l'insularité, une culture unique, un pays traditionnellement rural, un fort sentiment national, le rôle d'une royauté éclairée, entre autres...). Le constat de la réussite japonaise nourrit les frustrations merina, qui appellent de leurs vœux un sursaut du même type. Or, l'application à Madagascar du modèle japonais passe en particulier par le milieu urbain et par la discipline de ses habitants : c'est dans ce sens qu'il faut interpréter cette remarque du journaliste, bien moins anodine qu'elle n'en a l'air.

De très nombreux articles dénoncent ainsi, sur un ton plus ou moins acerbe ou catastrophiste, l'indiscipline, l'anarchie, la dégradation et l'incurie des dirigeants. En cela,

⁹ On emploiera le terme d'« urbanité » pour désigner ce qui caractérise les fondements de la vie citadine au niveau collectif : une conception de la manière de vivre la ville, fondée sur le respect des autres et de l'espace public.

¹⁰ J.-M. Vanivato, *Midi Madagascar* du 02 septembre 2000.

¹¹ « Tana, la ville des mille... anarchies », *ROIM*, février 1999 ; un article au titre évocateur... Le journaliste fait ici allusion aux travaux de rénovation de l'Avenue de l'Indépendance en 1997.

¹² ESOAVELOMANDROSOA F., 1988, « Le Japon : un modèle pour les intellectuels malgaches ? Fin XIX^e-début XX^e siècle, *Omalay sy Anio*, n° 27, janvier-juin, Antananarivo, p. 11-19.

ils se font les porte-parole d'une part de plus en plus importante de la population tananarivienne,

Photo n° 97 et figure 13

Verso Photo n° 97 et figure 13

qui ressent une grande lassitude et ne tolère plus la dégradation de sa ville à laquelle elle est si attachée. On verra quelles formes a prise la traduction en actes de ces aspirations, au chapitre VIII, notamment dans le domaine du renouveau de la gestion municipale. Pour l'heure, on visait simplement à rendre compte de cette réaction, en ce qu'elle témoigne bien d'une faillite des structures mentales citadines depuis les années soixante-dix : l'urbanité et les valeurs qui lui sont associées par les Tananariviens de vieille souche urbaine ont régressé au cours de la crise. Cette régression a pris essentiellement la forme d'une déprédation des espaces publics et de leur détournement à des fins plus ou moins privées.

B- Des événements éminemment symboliques : les incendies tananariviens

1- Une succession d'incendies traumatisants

Depuis une trentaine d'années, plusieurs bâtiments publics de Tananarive ont été victimes d'incendies d'origine criminelle. Le premier de cette série est l'hôtel de ville, situé sur l'Avenue de l'Indépendance, qui a été incendié le 13 mai 1972, lors des manifestations contre le régime de la I^{re} République. Pendant cette même période troublée, les locaux du journal *Le Courrier de Madagascar* ont également été incendiés¹³. En 1976, c'est l'ancien palais du Premier ministre d'Andafiavaratra, sur la ville haute, qui a connu une destruction partielle par les flammes. Plus récemment, c'est bien sûr le spectaculaire incendie du Rova le 6 novembre 1995 qui retient l'attention (cf. *infra*), doublé de celui des archives du ministère des finances le même jour. Signalons encore l'incendie d'un bâtiment privé, l'hypermarché Score à Ankorondrano, le 31 juillet 1999, événement qui suscita à nouveau une certaine émotion et alimenta immédiatement des comparaisons nombreuses avec l'incendie du Rova.

Pour l'opinion tananarivienne, l'accumulation de ces incendies n'est pas le fruit du hasard. Traditionnellement, le recours au feu est « généralement [le] signe d'un mécontentement populaire qui n'arrive pas à se faire entendre des politiciens »¹⁴.

Mais pour une partie des Tananariviens, cette interprétation est trop simple : c'est pour eux la thèse d'un complot contre Tananarive qui prévaut. Cette hypothèse se résume en peu de mots : il existe une politique délibérée de détruire tout ce qui fait l'âme de Tananarive, tout ce qui constitue son identité, dans le but de la réduire au rang de simple ville, vidée de sa substance symbolique et privée de son statut politique. Ainsi s'interprètent les incendies d'un symbole de l'administration royale du XIX^e siècle, du siège de la mairie, et du palais sacré des rois. Les partisans de cette thèse voient le palais d'Ambohitsorohitra, qui abrite depuis peu le bureau du maire de la ville, comme le prochain sur la liste¹⁵. A cet inventaire, d'aucuns ajoutent la suppression du Zoma, là encore perçue comme un outrage fait à Tananarive, cette fois-ci par ses propres dirigeants.

¹³ « C'est dans l'après-midi du 18 mai 1972 que le Courrier de Madagascar se consume dans une fournaise allumée par des manifestants animés d'une volonté de destruction de tous les symboles du régime. La radio nationale et le siège du Parti social démocrate connaissent, en effet, le même sort. », Christian Chadefaux, *L'Express de Madagascar*, le 22 mai 2000.

¹⁴ RAISON-JOURDE F., 1995, « La mémoire en cendres de Madagascar », *Le Monde Diplomatique*, décembre.

¹⁵ Depuis que Marc Ravalomanana en a fait le siège de la présidence, il constitue sans doute encore plus une cible potentielle.

Quelles que soient les interprétations qui prévalent, un thème est commun à toutes : Tananarive et Madagascar connaissent une crise d'identité, qui dure depuis des décennies, et qui se traduit par un mal-être prenant la forme d'incendies dans la capitale du pays. Ces incendies sont perçus comme révélateurs de problèmes latents.

2- L'incendie du Rova : *Ny Rova Very*¹⁶

Le 6 novembre 1995

Ce 6 novembre, vers 18 h 30, un foyer part des broussailles situées à l'est de l'enceinte du palais et se propage rapidement à l'intérieur ; il sera établi par la suite que d'autres foyers avaient été allumés en différents points de l'enceinte, infirmant ainsi l'hypothèse accidentelle. En quelques heures, sont détruits les différents bâtiments et leur contenu (des objets ayant appartenu aux souverains et des témoins des différentes étapes de l'histoire de Madagascar), ainsi que les tombeaux de souverains situés dans l'enceinte¹⁷. C'est le lieu le plus important de Madagascar, un site sacré qui reflétait toutes les strates de l'histoire du pays, qui disparaît ainsi : la perte est immense, incommensurable.

Les pompiers arrivent tardivement sur le site, munis de lances sans pression d'eau suffisante sur la ville haute en raison de la dénivellation, et inadaptées aux bouches à incendie. Ce sont des Tananariviens venus sur place qui pénètrent dans l'enceinte pour y sauver des objets¹⁸. Certains sont recueillis, d'autres sont dérobés – on a parlé de pillage. 1 675 objets sur les 6 700 recensés auraient été ainsi sauvés. Une dépouille a également été exhumée : il s'agirait de celle d'une reine, Rasoherina, qui est transférée à Mahamasina où une veillée s'organise spontanément.

Une grande confusion règne dans les jours suivants. La carence des sapeurs-pompiers suscite une forte colère, les esprits s'échauffent, la tension monte, tandis que des curieux désorientés affluent par milliers pour voir de près la carcasse en pierre du Rova, édifiée par James Cameron, seul élément à tenir encore debout (voir photos n° 98 et n° 99). Pendant quelques jours, un basculement dans l'anarchie et la violence est à redouter : le pouvoir se montre incapable de réagir à la hauteur de l'événement, alors que certains parlent d'aller incendier les maisons des côtiers, jugés responsables de l'incendie : « On est passé le 7 novembre 1995 très près d'affrontements de style ethnique. »¹⁹

Le traumatisme est profond, aussi chacun cherche-t-il de nécessaires explications à ce drame : les interprétations se multiplient. Six ans après, le débat demeure entièrement ouvert, puisque personne n'a été arrêté pour cette affaire.

La diversité des interprétations

La première des interprétations se fonde sur une approche politique de la question. Le Rova aurait été incendié pour détourner l'attention de la destruction des archives

¹⁶ « Le Rova perdu », d'après le titre de la thèse de M. DELAHAIGUE-PEUX.

¹⁷ Pour des détails sur l'architecture des différents bâtiments et sur un inventaire des objets exposés, voir DELAHAIGUE-PEUX M., 2000, *L'enceinte royale de Tananarive. Contribution à l'histoire d'une cité perdue : ny Rova very*.

¹⁸ Le Rova avait été transformé en musée par Gallieni.

¹⁹ RAISON-JOURDE F., 1995, *op. cit.*

financières le matin même, dans lesquelles dormaient des scandales impliquant des personnes en vue du régime.

Photos n° 98 et 99

Dans le registre politique toujours, mais cette fois en relation directe avec Tananarive, on rapproche l'incendie de l'élection le matin même du nouveau maire de la ville, Guy Willy Razanamasy : des Merina hostiles à ce maire auraient fomenté l'incendie.

Enfin, c'est bien l'hypothèse d'une responsabilité des côtiers qui est le plus souvent mise en avant, du moins dans les premiers temps : on évoque une action côtière pour toucher les Merina au point le plus sensible et ainsi les affaiblir. Le président de la République de l'époque, Albert Zafy, originaire du nord de Madagascar, est même publiquement mis en cause, tout comme d'ailleurs l'ancien président déchu, Didier Ratsiraka. On évoque aussi l'idée que l'incendie aurait été orchestré par des Merina pour faire accuser les côtiers et ainsi les discréditer dans le gouvernement.

Le questionnaire a permis d'aborder cette question délicate. La question était formulée de la manière la plus neutre possible : « Que pensez-vous de l'incendie du Rova ? », qui invitait aussi bien à commenter ce que représentait le Rova pour la personne interrogée qu'à s'exprimer sur les responsabilités de l'incendie. Sans surprise, peu de personnes ont développé cet aspect de la question : ce sont des sujets éminemment polémiques qu'il est préférable de ne pas aborder. Rares sont les Tananariviens qui ont exprimé leur colère devant l'impunité de cet acte ou l'inaction des dirigeants.

Cependant, à plusieurs reprises, quelques personnes ont exprimé leur sentiment sur la question, en soulignant le caractère anti-merina de cet acte à leurs yeux :

« *On a voulu insulter les Merina* » (Ankadifotsy n° 47)

« *C'était pour se foutre des Merina* » (67 hectares n° 4)

« *C'est l'âme merina qu'on a voulu brûler* » (67 hectares n° 12)

« *C'est l'histoire de l'Imerina qu'on a brûlé avec* » (Ankadifotsy n° 23)

« *On a détruit l'identité merina et la dignité des Merina* » (Ankadifotsy n° 26)

« *On a piétiné la valeur des Merina, de Tananarive, c'est comme si on avait voulu nous rabaisser. C'est scandaleux.* » (ville haute n° 3)

Ce sont souvent ces mêmes personnes qui ont évoqué la thématique du complot contre Tananarive (cf. *supra*).

Certains Tananariviens ont évoqué la question de la représentativité du Rova : est-ce un symbole exclusivement merina ou bien un symbole national, partagé par les autres ethnies ? Les avis sont partagés sur la question, ce qui montre bien que l'ensemble des Tananariviens ne sont pas radicalisés et n'adhèrent pas à l'hypothèse d'un acte côtier anti-merina. Nombreux sont ceux qui ont souligné le fait que le Rova représentait un patrimoine national, y compris chez certaines personnes par ailleurs très radicales sur d'autres questions identitaires, très « pro-merina ». C'est le cas de Georgette, dont l'embarras transparaît dans ses propos :

« *Le Rova, c'est Tana avant tout. C'est Madagascar ensuite, enfin c'est surtout Tana. [temps de réflexion] Les gens de la côte, quand ils viennent à Tana, ils viennent voir le palais, ça doit donc bien signifier quelque chose pour eux* »

Il semble donc qu'il ne faille pas prêter aux Tananariviens un sentiment anti-côtier unanime sur la question, loin s'en faut.

Cependant, bien sûr, des remarques allant dans le sens inverse ont également été entendues, qui remettaient en cause le caractère national du Rova : « *C'est la tristesse de Tana, pas de Madagascar* » (Ankadifotsy n° 27), « *C'est le problème des Merina* ».

Le Rova, patrimoine merina ou patrimoine national, reste donc une question ouverte dans l'opinion des Tananariviens. Cette question éminemment délicate est au cœur d'enjeux identitaires relatifs à la place de l'histoire et à son interprétation.

3- La perception actuelle du Rova par les Tananariviens : la ville sans repère

Une blessure psychologique

Dans une société où tout événement qui sort de l'ordinaire est immédiatement expliqué par des facteurs non naturels, il était évident que l'incendie du Rova ne pouvait être appréhendé rationnellement et qu'il allait de surcroît avoir des répercussions psychologiques importantes. Il est probable qu'un grand nombre de personnes interrogées n'ont pas livré leur véritable sentiment sur la question, à l'instar de Patricia qui clôt la discussion ainsi : « *C'est un traumatisme, je préfère ne pas en parler* ». Les termes comme « *affreux* », « *terrible* », « *tragique* », « *désolant* » reviennent dans tous les discours. Quelques personnes, toutes des femmes d'ailleurs, ont parlé de la souffrance ressentie, souffrance à la fois physique et morale :

« *Ça m'a fait très mal au cœur. Ce jour-là, c'est comme si j'avais perdu quelqu'un.* » (Brigitte)

« *C'est profond, c'est en moi, j'ai eu mal dans mon corps après l'incendie* » (ville haute n° 27)

Beaucoup ont pleuré. La déstabilisation ressentie sur le moment même de l'incendie se traduit aussi par la construction d'images hallucinatoires, comme chez cette jeune femme qui habite à quelques dizaines de mètres de l'enceinte au sud-ouest, à Ambaravarambato, qui a vu depuis chez elle un ange dans le feu qui portait un diadème²⁰.

Un sentiment de fierté toujours aigu

En dépit de la disparition physique du Rova, la plupart des Tananariviens conservent un sentiment intact de fierté à l'égard du monument, de son site et de son rôle symbolique, qui aurait en quelque sorte pris le relais de la présence matérielle.

Cette fierté passe par la valorisation du statut historique du Rova, qui était un conservatoire unique à Madagascar :

« *C'était là depuis quatre siècles. C'est rare qu'en Afrique un peuple ait pu garder son site historique. On était fier. (...) C'est une perte de références, de repères.* » (Tina).

Certains Tananariviens se rattachent à des interprétations plus ou moins fantaisistes de l'histoire du Rova, afin de valoriser son rôle. Ainsi, cet homme qui se lance dans une longue explication étymologique pour construire une représentation indissoluble du Rova et de la ville :

« *Le Rova est le centre de la ville car c'est le roi qui a dénommé Antananarivo ainsi. Or, ce suffixe "ivo" signifie centre en malgache, donc c'est le lieu où le roi a baptisé la ville qui est le centre de la ville* » (ville haute, n° 34).

²⁰ Seules quelques bribes ont été recueillies sur le sujet lors des enquêtes et entretiens : il y aurait sans doute matière à creuser le thème et à effectuer un travail anthropologique fort intéressant sur les représentations de l'incendie par les Tananariviens.

Lorsque les Tananariviens font appel à cette idée de fierté, ils ont tendance à valoriser la thématique nationale du Rova, comme s'il était important de montrer aux yeux des étrangers un visage uni, et une commune volonté de tous les Malgaches de reconstruire l'édifice. Citons par exemple : « *Il faut le reconstruire pour la fierté de la ville et des Malgaches* » (Ivandry n° 22), « *C'est la fierté du Malgache* » (Ankadifotsy n° 25). Dans la même optique, certains ont évoqué un sentiment de honte, notamment à propos de l'image que projette Madagascar à l'étranger.

La nostalgie du Rova

De nombreux Tananariviens ont également abordé la question du Rova d'un point de vue tout à fait dépassionné, pour ainsi dire profane, en ce qu'il évacuait totalement la dimension sacrée qui était attachée au lieu. C'est ainsi que deux types de regrets ont été formulés : un regret lié à la disparition d'un lieu de promenade et un regret esthétique.

Les Tananariviens éprouvent une nostalgie certaine pour la disparition des bâtiments dans l'enceinte. Certains s'y rendaient parfois le dimanche, notamment pour montrer le lieu aux enfants, y emmenaient des visiteurs venus d'ailleurs, ou bien simplement allaient profiter du calme et de la vue. Une jeune femme habitant à proximité explique ainsi qu'elle y allait souvent déjeuner le midi alors qu'elle était scolarisée à côté. Le Rova constituait ainsi un lieu de promenade et de détente apprécié des Tananariviens²¹. Beaucoup de personnes ont d'ailleurs évoqué leur regret que les jeunes enfants n'aient pas connu le lieu. C'est pour eux qu'il faudrait le reconstruire : on retrouve dans cette opinion l'importance accordée par les Malgaches à la transmission intergénérationnelle du patrimoine et du symbolique.

C'est également d'un point de vue esthétique que le Rova est regretté : la vue du parement en pierre évoque une image de désolation. Une personne, qui voyait la colline depuis sa fenêtre, a dit ne jamais regarder de ce côté, afin de ne pas apercevoir ce squelette, trop douloureux. Une autre commente : « *Il faut reconstruire car cette carcasse blesse les yeux* » (Ivandry n° 17). Ainsi, la puissance visuelle du Rova, évoquée au chapitre premier (I, B, 3), reste toujours plus ou moins perceptible : la vision du néant au sommet de la colline est insupportable.

Qu'est devenu le hasina du Rova ?

La question cruciale du maintien ou de la disparition dans les flammes du caractère sacré du Rova (*hasina*) est extrêmement délicate. Or, on ne dispose pas, dans le cadre de cette étude de données assez précises pour s'avancer sur ce thème. Aussi se fondera-t-on sur les éléments recueillis au cours des enquêtes, sans que cela ne constitue aucunement un point de vue général.

Il semble, d'après les rares propos recueillis sur la question, que l'issue de celle-ci soit tout à fait ouverte et qu'elle n'ait pas du tout été réglée, faute sans doute de l'existence d'une autorité capable de se prononcer de façon incontestée sur ce sujet. En effet, certaines personnes ont souligné que le caractère sacré du Rova avait disparu, tandis que d'autres ont affirmé que le cadre matériel importait peu, que seul comptait l'esprit du lieu, transcendant son incarnation temporelle. Selon les informations dont on dispose, il

²¹ Lors de mon unique visite en janvier 1995, je me souviens d'avoir arpenté les salles en compagnie d'un groupe d'enfants habillés très modestement, pieds nus, qui semblaient ébahis devant les objets précieux exposés.

semble que ce soit cette seconde hypothèse qui prévale. Plusieurs propos entendus confirment la pérennité du *hasina* du Rova :

« *C'est le Rova qui fait que Tana est Tana* » (Ankadifotsy n° 30)

« *C'est un haut lieu sacré de la monarchie merina* » (Ankadifotsy n° 5)

« *C'est là qu'ont régné les rois de l'Imerina* » (Ankadifotsy n° 34)

« *C'est masina*²² » (Ankadifotsy n° 34)

« *Le Rova, c'est le hasina qui fait qu'on est merina* » (Ankadifotsy n° 37)

D'après ces propos, il semble que ce soit la présence des souverains des siècles antérieurs qui continue à assurer la sacralité du lieu, même après son incendie. Le fait qu'ait été ré-inhumée dès le 8 novembre la dépouille de la reine exhumée le 6 novembre, au même endroit, semble aller dans le sens de cette interprétation. En effet, c'est bien avant tout la présence de ces tombeaux royaux qui conférerait la sacralité au lieu.

De même, S. Blanchy, M. Rakotomalala et F. Raison-Jourde²³ rapportent que, depuis 1995, des pèlerins soudoient régulièrement les gardiens de l'enceinte du Rova pour y pénétrer et y faire des cultes : ils y prélèvent notamment un morceau d'écorce et de la terre. Les auteurs voient dans la permanence de ces pratiques une preuve que le feu n'a pas détruit le *hasina* du lieu.

Enfin, la volonté de respecter les éléments traditionnels dans les quelques ébauches de reconstruction qui ont été entamées (cf. *infra*) semble confirmer cette continuité de la sacralité. Cependant, cet appui sur la tradition pour procéder à la reconstruction peut aussi être interprété dans un sens inverse : il est indispensable pour renouer avec le *hasina* du lieu, qui sinon n'est plus. C'est ce qu'explique cet homme, interrogé dans sa maison à quelques dizaines de mètres en contrebas du Rova :

« *J'ai apporté de l'eau pour éteindre l'incendie. Ça reste toujours là. Le hasina est parti avec l'incendie, il faut le rehasiner ! c'est-à-dire le reconstruire en respectant les rites, ça a déjà commencé : on a tué des zébus, on a apporté du bois sacré.* » (ville haute, n° 19)

L'impossible reconstruction ?

La question de la reconstruction éventuelle des principaux bâtiments du palais suscite également de nombreuses polémiques. D'aucuns souhaitent ardemment la reconstruction, afin de récupérer un symbole visuel et de ressusciter le passé. En effet, pour de très nombreux Tananariviens, le Rova demeure le symbole de Tananarive : en réponse à la question « Quel est pour vous le symbole de Tana ? », le Rova a toujours remporté le plus de citations :

18 réponses à Ankadifotsy (sur 50 dans chaque quartier)

12 à Isotry

19 aux 67 hectares

20 à Ivandry

34 en ville haute

D'autres considèrent qu'il ne faut pas le reconstruire et laisser en l'état les ruines, car jamais il ne sera possible de ressusciter le lieu d'avant l'incendie. Une reconstruction n'a pas de sens car jamais elle ne sera identique à l'original. C'est d'ailleurs parmi ces personnes que la réponse « *Il n'y a plus de symbole de Tana, tout a été détruit* » revient le

²² Adjectif formé sur *hasina*, signifiant donc sacré. Exemple : Mahamasina signifie « qui rend sacré ».

²³ BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, p. 167.

plus souvent. Parmi ces symboles détruits, les gens pensent le plus souvent au Rova en premier, puis au Zoma et à l'hôtel de ville.

Des collectes en vue de financer une reconstruction totale ont été organisées, mais pour l'heure les réalisations sont restées très modestes. Seuls des piliers de bois sacré ont été acheminés depuis le pays Zafimaniry (situé dans le centre du pays) et ont été installés dans l'enceinte, lors d'une cérémonie traditionnelle, le 24 juin 1999. Or, les Tananariviens n'apprécient guère de ne pas savoir où est passé leur argent. Un mécontentement sensible traduit une absence totale de confiance dans les dirigeants ; les soupçons de corruption s'expriment ouvertement et les attaques contre la DNOR (Direction Nationale de l'Opération Rova) se multiplient. Lors des enquêtes, de nombreuses personnes ont évoqué la collecte en 1972 pour reconstruire l'hôtel de ville, en pure perte : le terrain vague est toujours là. Le scepticisme est donc de mise. Un Tananarivien désabusé commente : « *On reconstruit Score²⁴ en moins d'un an, mais toujours rien au Rova au bout de cinq ans !* ».

Si le chantier de reconstruction avance aussi peu, c'est que la question fait l'objet d'enjeux de pouvoir et de querelles intestines entre les différentes branches de la noblesse qui veulent s'arroger la direction des opérations, ainsi qu'entre ces représentants nobles qui font valoir une autorité « historique » et les autorités politiques actuelles. Des débats stériles paralysent donc toute initiative²⁵.

Les projets de la DNOR pour la reconstruction du Rova sont pour le moins étonnants : il s'agit de transformer le site en « concept muséologique moderne ». Les grandes lignes du projet témoignent donc plus d'une volonté d'assurer des revenus financiers que de s'inscrire dans une optique de restauration de l'identité traditionnelle du lieu. Ainsi :

« une salle sera réservée aux manifestations culturelles (...), des ascenseurs desserviront chaque étage (...). Ce futur complexe du Rova jouera un autre rôle à l'avenir en s'ouvrant un peu plus à des activités culturelles plus rentables afin d'assurer sa sauvegarde (...). Des boutiques d'artisanat, de souvenirs, une librairie, une buvette seront installées discrètement dans la cour du musée. Il y aura également une aire de repos et de promenade, une bibliothèque. »²⁶

Ce projet semble donc cibler une population de touristes étrangers et de chercheurs, bien plus que la population tananarivienne dans son ensemble. De surcroît, il n'est nullement fait mention de la place des tombeaux et de la question du caractère sacré du site : pour cette raison, tout porte à croire que ce projet n'est pas près de voir le jour, car ses opposants seront nombreux parmi les descendants influents des familles régnautes.

Cette évocation de la reconstruction surprend par le fait qu'elle aborde la question comme si le Rova se trouvait dans n'importe quel pays du monde : son lien au lieu, et plus

²⁴ Devenu CORA.

²⁵ L'opinion publique s'impatiente, comme en témoigne cet article de journal : « Les déclarations de circonstance se sont succédées, les unes aussi calamiteuses et hypocrites que les autres. Pour se donner bonne conscience, on s'est même fendu de la plus belle comédie en acheminant un tronc d'arbre arraché à la forêt de la région des Zafimaniry, jusqu'à Analamanga ! Le folklore a fait recette, mais n'a pas fait avancer les travaux d'une reconstruction promise et controversée ! Où en sont-ils ? On n'en sait trop rien, la transparence n'étant pas de mise dans cette opération qui commence à devenir un serpent de mer. (...) Six ans après, on est au même point. Un symbole s'est écroulé. On l'a peut-être voulu délibérément. » (*ROIM* novembre 2001, p. 80, N. Razafimandimby)

²⁶ *La cité des mille*, p. 156.

encore à la terre des ancêtres, est totalement occulté. Or, il semble tout à fait improbable que, dans le contexte culturel malgache, une reconstruction d'inspiration occidentale et qui nie l'esprit du lieu puisse s'imposer. Ces propos consacrés au Rova dans *La cité des mille* étonnent ainsi par leur détachement par rapport au contexte. C'est bien la neutralité de l'espace qui est prise comme postulat, postulat éminemment erroné.

Conclusion I

Tananarive connaît donc depuis plusieurs décennies différentes formes d'altération, voire de disparition pure et simple, de ses espaces publics, en raison de la crise économique et de l'incurie de ses dirigeants. On assiste bien à une déstructuration du paysage urbain dans son ensemble, déstructuration qui a trouvé son point d'orgue dans le dramatique incendie du Rova en 1995. Cet événement a révélé l'ampleur de la déstabilisation de l'identité de la ville, fragilisée par des décennies de dégradation.

Or, la dégradation s'est arrêtée depuis quelques années, mais la modernisation de la ville qui accompagne ce retournement économique et politique séduit et inquiète tout à la fois les Tananariviens. Ce sont cette fois la modernisation économique et le renouveau de l'action municipale qui deviennent paradoxalement des facteurs d'instabilité et de perte de repères.

II- LA MODERNISATION DE L'ESPACE URBAIN : VERS LA BANALISATION DE TANANARIVE ?

Le milieu des années quatre-vingt-dix constitue indiscutablement une rupture dans l'histoire récente de la ville, rupture aussi bien concrète que symbolique. Deux éléments contribuent à ce changement. Il s'agit tout d'abord de la reprise en main de la gestion municipale après plusieurs décennies de quasi-abandon (voir chapitre III). Les nouvelles équipes municipales entreprennent un travail considérable de restauration du paysage urbain, ainsi que de la citoyenneté urbaine, thème qui sera étudié au chapitre suivant. Tananarive aujourd'hui présente un visage beaucoup plus avenant qu'au début des années quatre-vingt-dix, mais on peut se demander si cette évolution ne s'est pas opérée au profit de la promotion d'une ville plus conforme à des normes internationales, et au détriment d'une spécificité du paysage.

Par ailleurs, Madagascar semble entrer dans une période de relative prospérité économique, période qui contraste en tout cas avec le marasme des décennies précédentes²⁷. En tant que première métropole économique du pays, Tananarive en est la première bénéficiaire. Cet essor économique se traduit par un impact paysager important, qui tranche avec l'atonie antérieure.

Ces deux facteurs conjoints jouent donc en faveur d'une modification, voire d'un bouleversement, des équilibres paysagers de la ville. Il s'agit donc de voir dans quelle mesure le paysage a été altéré par ces deux phénomènes, l'un politique, l'autre économique, et comment cette altération a été perçue par les Tananariviens : sont-ils favorables à cette modernisation qui conduit Tananarive à ressembler de plus en plus par certains aspects à d'autres métropoles des pays du Tiers Monde, ou bien au contraire assiste-t-on à des mouvements de frein, voire de rejet de cette évolution ?

A- L'action paysagère de la mairie : Tananarive vitrine de la modernité

En 1995, Guy Willy Razanamasy est élu maire de Tananarive sur un programme qui exalte les valeurs merina et qui promet de restaurer l'aspect de la ville, en se concentrant en particulier sur la propreté et sur la sécurité. C'est à partir de son mandat que Tananarive va effectivement connaître de profondes modifications. Cette optique de restauration paysagère est reprise et même renforcée par son successeur, Marc Ravalomanana, élu en 1999. En quelques années, la ville change d'aspect de façon spectaculaire en de nombreux endroits : le succès est apparemment incontestable.

Au-delà des constats paysagers, cette action municipale s'inscrit néanmoins dans une optique idéologique très précise, qui consiste à offrir un visage présentable de Tananarive en tant que capitale de Madagascar : c'est ce qu'on voudrait montrer ici, à travers quelques exemples choisis dans la politique générale de réhabilitation urbaine.

1- Une action paysagère de grande ampleur : nettoyage et embellissement de la ville

Depuis l'élection de Marc Ravalomanana en 1999, la presse relate presque quotidiennement les réalisations de ce nouveau maire sur un ton dithyrambique, si bien

²⁷ Du moins avant le blocage économique de 2002, qui menace les progrès réalisés depuis plusieurs années.

que nombre de Tananariviens occultent ce qui a été fait sous la précédente équipe municipale, dont l'œuvre a également été considérable.

Nettoyage...

Ces réalisations concernent tout d'abord le domaine de la propreté, de l'hygiène et de l'assainissement. Ainsi, le maire a fait reprendre le balayage systématique des rues de la ville, en embauchant des balayeurs municipaux. Il s'est attaqué à l'épineuse question de la collecte des ordures ménagères, confiée depuis quelques années à une société privée qui ne parvenait pas à honorer ses engagements, la SAMVA²⁸. La CUA (commune urbaine d'Antananarivo) a donc obtenu, par des dons internationaux, des camions-bennes neufs et performants mis à la disposition de la SAMVA. L'arrivée à Tananarive en 2001 de ces camions a été largement mise en scène dans les médias. Les marchés urbains ont également fait l'objet de mises aux normes d'hygiène sévères, même si les résultats sont inégaux. Un bras de fer a par exemple opposé durant des mois les marchands d'Andravoahangy et la CUA, les premiers refusant les nouvelles conditions de la municipalité ; à Analakely, la CUA a fait construire un étal cimenté, doté d'un toit de tôle, pour accueillir la boucherie dans des conditions sanitaires plus satisfaisantes (voir photo n° 100). De nombreux canaux, dont celui d'Andriantany, ont fait l'objet de mesures de curage et d'un effort d'entretien régulier ; il en va de même pour le réseau d'égouts. Dans plusieurs quartiers, des WC publics ont été construits ou réhabilités. De fortes amendes sont infligées aux contrevenants : 25 000 Fmg pour qui jette des ordures dans le canal d'Andriantany par exemple, ou pour qui urine dans un lieu public.

La CUA a également tenté de restaurer l'état des trottoirs de la ville, en chassant les vendeurs à la sauvette (avec un succès mitigé, toutefois), en faisant enlever les voitures ventouses, qui pour certaines étaient des épaves installées depuis plusieurs années, sur les trottoirs de l'Avenue de l'Indépendance, par exemple.

Reprise d'une politique routière...

La réfection de la voirie a constitué l'un des aspects les plus spectaculaires de la rénovation urbaine. Plusieurs grands axes ont été refaits à neuf (sortie de la ville par la RN 1, tronçons de routes à forte circulation *intra muros*) ; plusieurs projets de contournement de la ville à différents endroits devraient aboutir dans les années qui viennent, comme celui du « petit boulevard » qui permettrait de relier la route des hydrocarbures à l'ouest de la ville, à travers la plaine, puis au sud (voir carte n° 24). Ce « petit boulevard » constituerait un demi-périphérique, indispensable pour soulager la circulation en ville. Le projet de by-pass, doté d'un financement japonais, semble pour le moment en sommeil : il permettrait pourtant de réaliser le contournement de la ville, par l'est cette fois, en reliant la RN 2 en provenance de Tamatave à la RN 7, qui dessert le sud du pays. En attendant la réalisation de ces projets ambitieux, qui constitueraient une première depuis des décennies, les Tananariviens sont plus sensibles à l'amélioration des conditions de circulation à l'intérieur de la ville. Il est vrai que la CUA a entrepris la réfection de portions stratégiques, comme la route d'Ambodivona, naguère presque impraticable en saison des pluies, toujours embouteillée à cause des trous dans la chaussée : la route à

²⁸ A tel point que l'ONG Médecins sans Frontières a un temps assuré l'enlèvement d'une partie des ordures de la ville.

deux voies dans chaque sens est désormais superbe. Il en va de même pour des tronçons de quelques dizaines de mètres à Isotry, aux 67 hectares, le long du lac Anosy, etc. Ces travaux étaient indispensables pour tenter de fluidifier le trafic automobile.

L'action municipale s'est aussi intéressée à l'échelle du quartier, en finançant de très nombreuses réfections de ruelles et d'escaliers. Dans un certain nombre de quartiers, toutes les ruelles naguère en latérite ont été cimentées, les caniveaux couverts, les escaliers sécurisés (voir photo n° 101). C'est l'AGETIPA (agence pour l'exécution des travaux d'infrastructures publiques d'Antananarivo) qui a pris en charge ces travaux, grâce à un financement de la Banque mondiale. L'AGETIPA a commencé à œuvrer en 1995, et ne constitue pas une spécificité tananarivienne, puisqu'il existe des agences du même type dans certains pays d'Afrique. Son bilan d'activité en 1997 annonce fièrement la réhabilitation et l'aménagement d'un pont, de 98 km de chaussée, de 106 000 m² de trottoirs, de 9 710 m³ de murs de soutènement, de 7 km de ruelles, de 1 km d'escaliers, de 53 km de canalisations curées, de 43 km de canalisations neuves, de 3 millions de pavés posés, etc.

Au cours des enquêtes, de nombreuses personnes ont exprimé leur satisfaction envers cette action, qui se traduit par des conséquences concrètes dans leur vie quotidienne : une ruelle cimentée peut éviter aux riverains de marcher dans la boue, aux habitations d'être touchées par des coulées de boue... Ces travaux, très divers, ont donc eu une forte visibilité auprès de la population tananarivienne. Pour la première fois depuis des décennies, leur cadre de vie s'est amélioré grâce à une action municipale.

... et embellissement de la cité

Enfin, des travaux d'embellissement ont été entrepris. L'action s'est concentrée sur la remise en état d'espaces verts, en prenant une forme originale : la municipalité a passé un contrat d'entretien des espaces verts rénovés avec des « associations de riverains » qui les gèrent, c'est-à-dire des acteurs privés. La municipalité, après avoir fourni l'impulsion nécessaire à la rénovation, se désengage donc de l'entretien. Plusieurs exemples sont visibles dans le centre-ville. Le plus spectaculaire est sans doute le jardin créé autour du lac de Behoririka. En 1996, la municipalité a fait raser au bulldozer les bidonvilles qui cernaient ce lac, transformé en cloaque. Le changement de vocation est spectaculaire, puisque son pourtour est désormais occupé par des pelouses et des parterres fleuris : rosiers, bananiers, plantes grasses... Les plantes des parterres dessinent des mots qui évoquent des symboles merina : « *Iarivoko* » (mon Tana), et « *Mpihira gasy* » (artistes traditionnels). L'un des parterres figure le sigle de la marque automobile Toyota, à qui la gestion du jardin a été confiée, car le concessionnaire est installé sur la route bordant le lac : Toyota a ainsi financé l'ensemble du jardin²⁹. L'ensemble a été rebaptisé « L'allée des roses », désignation on ne peut plus aseptisée, qui contraste vivement avec l'appellation précédente de « Lac qui pue ». Toutefois, le décalage entre les aspirations à un paysage lissé d'inspiration occidentale et le contexte local est parfois cocasse : le lac sert toujours d'exutoire des eaux usées des collines environnantes, ce qui fait qu'il dégage une odeur qui contraste quelque peu avec son ambition florale, tandis que les auteurs d'une fiche de synthèse sur le projet indiquent, au rang des problèmes : « l'entretien des

²⁹ Ce concessionnaire est le fournisseur de l'ensemble des députés malgaches et de manière générale des dirigeants du pays...

gens : habitude de jeter les ordures n'importe où, habitude de pisser sous les fleurs ou arbres même s'il existe un WC public »³⁰ ! Il n'est pas si simple de changer des décennies d'habitudes de non-respect de ces espaces verts. (voir photos n° 102 et n° 103)

L'autre exemple, plus réussi, d'espace vert confié à une association de riverains est le jardin d'Antaninarenina, géré cette fois par un restaurant, le Buffet du Jardin. Cet espace offre l'aspect d'un jardin public, doté de bancs, de parterres de roses à la française, et ombragé de grands arbres. Ce jardin, ouvert à tous gratuitement, rencontre un succès indéniable auprès des Tananariviens, qui apprécient s'y détendre, y passer un moment à discuter ; les amoureux s'y retrouvent. C'est le seul endroit à Tananarive où on rencontre ainsi une atmosphère de square. Or, cette forme d'espace vert plaît aux Tananariviens, comme en témoigne la fréquence de citations dans les enquêtes comme endroit aimé ou bien comme exemple de la beauté de Tananarive. Le jardin d'Antaninarenina constitue donc une réussite. Par son entretien et sa propreté, il est devenu le symbole d'une restauration de l'ordre ancien pour les Tananariviens qui cultivent la nostalgie de l'âge d'or d'avant la II^e République : il rappelle le « temps d'avant », celui où Tananarive était une belle ville. La restauration du jardin, qui date également de la fin des années quatre-vingt-dix, constitue un des exemples les plus visibles de la réhabilitation du paysage urbain. (voir photo n° 104)

Plus ponctuellement, la CUA a procédé à la réfection de petits espaces de détente, comme le square situé au beau milieu du carrefour d'Antanimena : sur quelques dizaines de mètres carrés, on trouve pelouses et bancs, et allées de pavés autobloquants, mais l'ensemble peine à attirer du monde en raison du bruit, de la pollution et de la présence de nombreux 4^{mis}. Le lac Anosy a également fait l'objet d'une opération de prestige : en 1999, il a été curé et débarrassé des jacinthes d'eau qui le recouvraient presque entièrement. La réhabilitation de ses rives est prévue de longue date, mais n'a toujours pas débuté en 2001, alors qu'elles sont très dégradées : présence d'habitations précaires, herbes folles, chemins de terre jonchés de détrit^{us}³¹. Dernière manifestation de cette politique municipale en faveur des espaces verts, la clôture du jardin d'Ambohijatovo en juillet 2001 : pour la première fois, l'accès au jardin se fait par des portails ; l'enceinte est composée de grilles en métal et de murets en ciment ; des employés municipaux veillent au respect de la propreté du lieu.

Propreté, hygiène des lieux publics, collecte des ordures, réfection de routes, curage de canaux, et création d'espaces verts : depuis environ cinq ans, l'action municipale acquiert une très forte visibilité dans de nombreux domaines. Ces travaux correspondent aux attentes de la majorité des Tananariviens. Mais l'action la plus importante qui ait été entreprise, aussi bien sur le plan matériel qu'au niveau symbolique, est la suppression de l'institution bi-séculaire qu'était le grand marché du Zoma. La mairie ne pouvait rêver action plus visible dans le paysage urbain et plus marquante de la volonté de restaurer l'aspect de la ville.

³⁰ ECR, 1999, *Etude de mise en place d'un profil environnemental de la ville d'Antananarivo*, Antananarivo, annexe 4.

³¹ A titre de comparaison, J. Ramamonjisoa décrit ces mêmes rives en 1978 : « les rives ont été laissées à l'agrément des promeneurs ; des bancs invitent à la détente, de nouveaux arbres ont été plantés, des jardins tracés ajoutant au charme des berges du lac. » (RAMAMONJISOA J., 1978, *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, p. 51).

Photos 102 et 103

500

Photo 104

Carte n° 24 (BDU)

2- La disparition du marché du Zoma : la perte d'un des fondements essentiels de la citadinité tananarivienne ?

La suppression du Zoma est l'une des plus importantes questions au regard des enjeux de la définition de la citadinité depuis quelques années, étant donné le rôle symbolique que jouait ce marché. En particulier, le Zoma posait la question du caractère citoyen de Tananarive, car il constituait une pénétration très forte de la ruralité au cœur de la ville. Pourquoi cette suppression a-t-elle été voulue et dans quelle optique a-t-elle été conçue ? Comment a-t-elle été ressentie par les Tananariviens ?

Un rôle traditionnellement au cœur de la vie citadine

Le Zoma était l'un des piliers de la vie tananarivienne, et ce depuis l'essor de la ville au début du XIX^e siècle. Fondé et structuré par décret royal, ses grands principes d'organisation n'avaient guère évolué depuis sa création : il se tenait le vendredi, il était ouvert aux paysans de tout l'Imerina, il s'y vendait de tout. Seule sa localisation avait évolué, mais depuis le début du XX^e siècle, il avait été définitivement fixé sur l'esplanade d'Analakely.

Le roi Andrianampoinimerina l'avait conçu comme l'un des fondements de la vie en ville, les habitants devant s'y retrouver, non seulement pour faire des achats, mais pour y discuter, y échanger des nouvelles, y nouer des alliances, y régler des affaires ou des différends... C'est en ce sens que ce lieu a été qualifié d'agora par des intellectuels malgaches, par analogie avec la place publique de la Grèce antique, le marché remplissant des fonctions similaires (voir chapitre premier, I, C, 3). Ce rôle d'agora était nettement ressenti par les Tananariviens, plus précisément par ceux âgés de plus d'une cinquantaine d'années. Pour eux, le Zoma représentait un lieu d'exercice et d'accomplissement du *fihonana*, ce concept qui attache à un lieu des relations sociales riches d'échanges :

« C'était la vie, tout le monde s'y réunissait, quels que soient la caste, le milieu social,

c'était vraiment un endroit de rencontre » (ville haute, n° 29),

« C'était plus qu'un marché, c'était une sorte de berceau culturel » (ville haute n° 40).

Pour nombre de ces Tananariviens d'un certain âge, le Zoma était donc synonyme d'une manière de vivre la ville, d'une forme de sociabilité typiquement merina à laquelle ils étaient attachés : cette sociabilité se fondait sur une manière feutrée d'aborder des personnes de sa connaissance que l'on y rencontrait, sur un marchandage discret avec les commerçants, sur une façon de déambuler durant des heures, même si l'on n'avait rien de particulier à acheter, juste pour le plaisir de se trouver là au cœur de la vie de la cité.

L'attachement au Zoma se fondait également sur le fait qu'il s'agissait d'un héritage historique. Or, tout ce qui peut se prétendre relié au passé est paré d'une aura incontestée, voire doté d'un caractère presque sacré. Plusieurs personnes ont ainsi commenté la suppression du Zoma par la municipalité : « Ça a été fait par les ancêtres, il ne fallait pas le détruire ». La suppression est perçue comme un acte quasi sacrilège.

Le Zoma honni

Or, paradoxalement, parmi les personnes interrogées, seules un tiers d'entre elles ont déclaré regretter le Zoma. Ce faible taux de regret ne laisse pas de surprendre, au regard de l'importance symbolique du marché.

Il ne s'explique en fait que par la dégradation qu'avait connue le marché depuis les années soixante-dix : extension désordonnée, prolifération des installations illicites dans les rues adjacentes, non-ramassage des ordures ; de surcroît, le Zoma était devenu dangereux pour les chalands, qui risquaient de se faire arracher bijoux, montre et lunettes, couper les lanières des sacs au rasoir ou fouiller les poches par des enfants³². Ces différents thèmes (insalubrité, désordre et insécurité), auxquels s'ajoutent à partir des années quatre-vingt-dix ceux des embouteillages et de la paralysie de l'agglomération le vendredi, expliquent pourquoi la réputation de Zoma s'était considérablement détériorée auprès des Tananariviens. La plupart des personnes aisées avaient renoncé à y aller, par peur de l'insécurité ou bien par crainte de perdre du temps dans les embouteillages et d'être compressées par la foule. Depuis plus de trente ans, on évoquait la nécessité d'un réaménagement ou d'un déplacement : déjà en 1968 G. Donque évoquait les projets³³ ; J. Ramamonjisoa écrivait en 1978 : « Son emplacement actuel est nettement insuffisant et depuis de nombreuses années, la question de son transfert a été discutée à plusieurs niveaux, mais jusqu'à présent aucune décision définitive n'a été prise. »³⁴

Cette dégradation du Zoma et de son atmosphère a été très mal ressentie par les Tananariviens attachés au symbole prestigieux qu'il représentait :

« *Ce n'était plus le Zoma mais la pagaille* »,
 « *Analakely c'était une cour des miracles* »,
 « *Le Zoma avant, c'était dégueulasse, je détestais. Si vous aviez vu le désordre, la saleté !* »

Outre ce rejet, de nombreuses personnes ont également évoqué le sentiment de honte qu'elles ressentaient, honte envers l'image projetée vers les étrangers, mais aussi honte vis-à-vis d'une certaine manière de concevoir la ville : une ville doit être propre, ordonnée, et non donner l'image de l'anarchie et de la saleté, véritables phobies des élites tananariviennes. Citons par exemple : « *C'était la honte du pays devant les étrangers* » (Ivandry n° 13). Ce regard très critique porté sur le Zoma renvoie en fait à une conception élitiste de la citoyenneté, qui veut en exclure ceux qui n'en sont pas jugés dignes, c'est-à-dire les pauvres : on reviendra en détail sur cette crispation des élites dans le chapitre suivant.

Implicitement, c'est bien la forme de ruralisation de la ville que représentait le Zoma qui est mise en cause. En effet, le jeudi soir, des centaines de marchands venus des campagnes prenaient possession de l'Avenue de l'Indépendance, en y installant des tentes, en y préparant leur repas... L'Avenue, cœur géographique de la ville, était investie par des non-citadins : « Le centre est envahi en permanence par les "nouveaux urbains" qui

³² Les Tananariviens aisés ont développé à partir des années quatre-vingt une véritable psychose de l'insécurité, qui a considérablement altéré leur rapport à la ville. Leur perception de nombreux lieux dans la ville est fondée sur la rumeur d'agressions, si bien que ces personnes aisées se sont privées de la possibilité de fréquenter la plupart des lieux publics, dont en premier lieu le Zoma. Aujourd'hui, ces habitudes persistent, la plupart des femmes de milieux aisés ne se rendant jamais seules en ville.

³³ DONQUE G., 1965-1966, « Le Zoma de Tananarive. Etude géographique d'un marché urbain », *Revue de géographie de Madagascar*, n° 7 et 8, p. 93-227 et p. 93-273.

³⁴ RAMAMONJISOA Josélyne, 1978, *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, p. 60.

semblent vouloir marquer ainsi leur prise de possession de la ville. »³⁵. Beaucoup de Tananariviens ne supportaient plus cette « invasion » rurale.

³⁵ *Ibid.* p. 463.

Photos n° 105 et 106

Verso photo 105 et 106

Carte n° 25 (marchés)

La suppression du Zoma par la municipalité et les réactions positives des Tananariviens

En 1997, les travaux de déplacement du Zoma et de réfection de l'Avenue de l'Indépendance sont menés conjointement. La commune bénéficie d'un financement japonais, négocié par l'Etat, de 27 milliards de francs malgaches (environ 4,1 millions d'euros). Durant plusieurs mois, les travaux progressent, en dépit de la situation très tendue entre les responsables municipaux et les marchands, naturellement très mécontents. Tous doivent racheter une patente pour espérer pouvoir s'installer soit à Petite Vitesse, soit à Camp Pochard, ce qui exclut de fait les marchands illégaux. La détermination de la CUA étant forte, c'est finalement la commune qui obtient gain de cause et qui réalise ce que personne ne croyait réalisable : débarrasser l'esplanade d'Analakely et l'Avenue des extensions incontrôlées du marché, aussi bien spatiales que temporelles (c'était tous les jours « zoma », c'est-à-dire vendredi).

L'Avenue ainsi libérée est remise à neuf : pelouses impeccables, réfection des trottoirs, des caniveaux et de la chaussée, installation de feux tricolores, mais aussi déplacement des arrêts de minibus et suppression des têtes de ligne³⁶. Rien n'est laissé au hasard. Dans l'élan du mouvement, plusieurs hôtels et commerces ravalent leur façade et refont intégralement leur décoration intérieure. Quatre ans après l'achèvement des travaux, le succès est incontestable : les réalisations ont dans l'ensemble résisté³⁷, les pelouses sont entretenues, l'Avenue est propre et régulièrement nettoyée, les commerces de rue à la sauvette ont disparu et aucun marchand ne s'est jamais réinstallé en tentant de braver les règles municipales. (voir photos n° 105 et n° 106)

La perception de cette action est positive dans la grande majorité des cas. Les commerçants d'Analakely et des quartiers voisins, comme Tsaralalana, les riverains, les employés des entreprises installées à Analakely, et les hôteliers sont unanimes pour saluer ce qui est souvent désigné par le terme de « renaissance », en opposition aux sensations d'asphyxie et de paralysie ressenties auparavant. « *Ça donne une meilleure image de la ville* », Analakely est plus propre, plus ordonné, on circule mieux, l'insécurité a considérablement régressé, l'Avenue est redevenue belle, le centre est plus propre, tels sont les principaux avis recueillis sur les changements intervenus depuis 1997. Les Tananariviens apprécient de voir l'espace libéré. Certains souhaitent même aller plus loin, dans une optique radicalement moderniste, comme cet homme qui déclare, enthousiaste : « *Il faut créer quelque chose comme le Zoom*³⁸ *et raser les pavillons* » (67 hectares n° 1). Plusieurs autres personnes ont évoqué le désir de voir un nouveau marché se créer, dans un bâtiment construit spécialement, qui serait moderne, éventuellement en hauteur.

L'idée qui domine ainsi les représentations de cette action municipale est que le pouvoir reprend ses droits, et à travers lui la ville tout entière. Supprimer le Zoma, c'est faire montre d'autorité, affirmer le primat du politique et de l'urbain. La disparition du marché a été largement interprétée comme une victoire de la ville sur l'anarchie, sur le laisser-aller, mais aussi sur les forces centrifuges qui visaient à la déstructuration de

³⁶ On reviendra au chapitre VIII sur la question de l'éviction autoritaire des mendiants et 4^e mis, dans le cadre de l'étude sur la perception des pauvres, largement fondée sur une attitude de rejet.

³⁷ A part les feux tricolores, à la durée de vie éphémère, puisqu'en 2000 ils ne fonctionnaient déjà plus.

³⁸ La galerie commerçante moderne à côté de l'hypermarché Cora. Significativement, « zoom » se prononce presque comme « zoma » en malgache : l'analogie n'est pas anodine.

l'urbanité, notamment par le biais de la ruralisation du centre, qui s'apparentait plus à un « souk »³⁹ rural qu'à un marché urbain adapté à une métropole moderne. Par la suppression du Zoma, Tananarive s'affirme, affiche sa fierté et sa volonté de se présenter en tant que vraie ville, propre et ordonnée, dont le critère de définition est occidental : le Zoma était une forme malgache de marché, considérée comme inadaptée au caractère moderne de la capitale. C'est bien ce qu'exprime avec emphase le quotidien *L'Express de Madagascar* du 26 mars 1997, qui consacre une page à l'événement et titre de manière très révélatrice :

« Le Zoma est mort ! pour que revive Tana »

Le Zoma regretté

Toutefois, en dépit de cet enthousiasme moderniste exprimé par une partie importante des Tananariviens, une forte minorité d'entre eux ressent une vive nostalgie et déplore la suppression autoritaire du Zoma sans solution de substitution.

Le premier argument avancé par les personnes qui regrettent le Zoma est d'ordre esthétique : la ville a perdu de son charme, de son pittoresque, c'est une partie du paysage tananarivien qui a disparu. En particulier, c'est la vue d'en haut (depuis les escaliers par exemple), désormais disparue, des parasols blancs, qui nourrit une certaine nostalgie (voir photo n° 19, chapitre premier). C'est ensuite la diversité des produits qu'on y trouvait et des gens qu'on y rencontrait (dont des campagnards) qui était appréciée :

« *Le Zoma, on y voyait de tout. On aurait dû le restructurer en le conservant et non le supprimer.* »

(Georgette),

« *J'aimais bien avec les parasols blancs et la foule* » (Joseph),

« *Ça avait du cachet. On trouvait tout, il y avait la foule, l'ambiance.* » (Ivandry n° 1).

C'est bien le rôle d'animation qui est regretté. Beaucoup trouvent l'esplanade d'Analakely morne et sans attrait, d'autant plus qu'elle a été banalement transformée en parking, sans aucun aménagement : « *On dirait un terrain vague* » (Ankadifotsy n° 46). Une fonction banale, sans aucune résonance symbolique, a donc été substituée par défaut à l'ancien marché.

Un argument plus fonctionnel a également été entendu : les clients déplorent la disparition d'un grand marché central unique et critiquent l'éclatement géographique qui

³⁹ On observe à propos de la représentation du Zoma la récurrence du cliché du souk. Le marché est en effet toujours présenté comme un formidable souk rural en pleine ville : « des milliers d'étals protégés par autant de parasols blancs, sortis de terre comme autant de champignons élégants ! C'était un rassemblement gigantesque de tout ce que Madagascar compte d'ethnies différentes, mosaïque de visages, de couleurs bariolées et d'odeurs venues du fin fond de la brousse. Des marchands en tout genre s'y groupaient par zones pour vendre leurs produits » (Guide du routard, p. 149). Le guide Olizane livre une énumération qui insiste sur le caractère pittoresque et exotique de ce marché : « s'offrent à vous une profusion de roses, d'orchidées, de légumes des quatre saisons et des quatre coins du monde [en aucun cas !], d'épices rares [parfaitement banales], de quartiers de viande de zébu, des tissus et des aiguilles, des clous rouillés, d'ingénieuses lampes à pétrole, des plantes médicinales, des chaussures, des tampons à récurer... » (p. 108-109). Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur la prégnance du modèle arabe dans la perception des formes de commerce à travers les anciennes colonies françaises : formulons ici l'hypothèse que ce modèle du souk a servi de prisme pour appréhender tous les phénomènes commerciaux qui échappaient aux cadres européens classiques.

lui a succédé. En effet, ce marché central a été réparti en deux sites à proximité de la gare : le marché de Petite Vitesse abrite désormais les marchands de produits périssables, tandis que l'emplacement de Camp Pochard a hérité des commerces de vêtements, d'artisanat et de produits non périssables (mercerie, tissus, ...). De plus, plusieurs gros marchés de quartier, qui se tiennent chacun un jour de la semaine, ont été renforcés pour remplacer le Zoma⁴⁰ :

Lundi : Ambohimanarina	
Mardi : Besarety	
Mercredi : Andravoahangy	(voir carte n° 25)
Jeudi : Mahamasina	
Vendredi : COUM 67 hectares	
Samedi : Isotry	

Chacun de ces marchés a sa spécificité. Celui d'Isotry attire de nombreux habitants des quartiers de plaine par la modicité de ses prix ; il joue également le rôle de marché de semi-gros pour les commerçants. Le marché de Mahamasina est devenu le plus huppé de la ville. Il est fréquenté par les bourgeoises tananariviennes, pour la raison principale qu'il est aisé d'y marcher : il est propre en toute saison, alors qu'en saison des pluies, l'enceinte du COUM est transformée en cloaque ; de plus, il est aéré car il est installé tout autour de l'enceinte du stade. Le sentiment d'insécurité lié aux marchés traditionnels très serrés, comme le Zoma jadis, ceux d'Andravoahangy ou d'Isotry, disparaît donc à Mahamasina. Enfin, il est possible de se garer à proximité. En revanche, le marché de Petite Vitesse rencontre un succès limité, du fait de sa mauvaise accessibilité : il est impossible de s'y garer, tandis que les habitants des quartiers populaires préfèrent fréquenter Isotry. Petite Vitesse draine donc essentiellement une clientèle locale, composée de restaurateurs et de cantines d'administrations sises à Tsaralalana ; ce marché n'a pas réussi à conserver une clientèle à l'échelle de la ville entière. En particulier, les étrangers l'ont largement déserté.

Cette nouvelle organisation des places de marché ne satisfait guère les Tananariviens, qui sont contraints de se rendre à différents endroits pour trouver l'ensemble de ce dont ils ont besoin, alors que tout était jadis rassemblé au Zoma : « *Le marché s'est éparpillé partout* » a été une critique souvent entendue. Plusieurs femmes ont expliqué qu'elles ont passé beaucoup de temps à chercher où avait été transféré tel ou tel marchand, ce qui prouve le caractère particulier des relations de clientèle qui s'étaient établies. Pour rester fidèle à leurs marchands, il faut fréquenter plusieurs lieux différents, ce qui est plus compliqué et prend plus de temps : « *Il faut courir partout* », résume une femme.

L'atomisation des places de marché a conduit en outre à un repli des acheteurs sur les marchés de quartier, dont certains ont connu un développement important depuis 1997, à Ambanidia par exemple. On peut voir dans cet éclatement géographique un indice d'éclatement de la ville : les personnes jadis susceptibles de se rendre au centre-ville pour s'approvisionner fréquentent depuis des marchés de proximité. Beaucoup de personnes ont indiqué qu'elles se rendaient beaucoup moins fréquemment à Analakely qu'auparavant, car l'endroit a perdu de son attrait. Toutefois, on a vu au chapitre IV (IV)

⁴⁰ Petite Vitesse compte 1 124 emplacements, Camp Pochard 1 532 ; tous sont désormais officiels, les marchands paient une redevance. 500 parcelles sont autorisées à Isotry le samedi, 460 à Mahamasina le jeudi, 50 à Besarety le mardi (source : budget de la CUA, 1999).

qu'Analakely demeurait le centre-ville incontesté et que sa fonction n'était pas remise en cause dans les représentations, même si les pratiques ont quelque peu évolué.

Enfin, c'est pour des motifs de fierté que les Tananariviens étaient attachés au Zoma. En effet, certains d'entre eux, notamment ceux qui ont voyagé à l'étranger, savent que le marché avait une certaine notoriété à l'étranger : « *C'était célèbre jusqu'en Europe, en Amérique* » (Ivandry n° 19). Il était notamment réputé être le « plus grand marché à ciel ouvert du monde ». Nombreux sont donc ceux qui considèrent que d'un point de vue patriotique, ou simplement touristique, il était particulièrement absurde de faire disparaître l'un des fleurons du pays. Certains ont souligné que cette décision était d'autant plus malvenue après la disparition de l'autre élément fondamental du paysage et de l'identité tananariviens, le Rova : ces personnes se demandent ce qu'il reste désormais à leur ville. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cet argument de fierté nationale auprès d'une partie des Tananariviens, dans un pays où un nationalisme crispé est toujours latent. Ces personnes ont vécu la disparition du marché comme un affront fait à leur ville, voire pour les plus radicales d'entre elles, comme une volonté délibérée de nuire à l'image de la ville (sur la thèse d'un complot contre Tananarive, cf. *supra*, B, 1).

Deux évocations de la nostalgie du Zoma :

« *Le Zoma c'est un symbole de Tana. Il y a une chanson d'antan qui dit : « Analakely Anjoma, maresaka maha-te hizaho » : Analakely le vendredi, c'est animé et agréable à voir. C'est une chanson des années cinquante ou soixante, c'est une chanson sur la nostalgie* » (Ivandry n° 32)

« *Avant, l'Avenue c'était les Champs-Élysées, il y avait des arbres, on y circulait à pied avec aisance sans craindre les pick-pockets, il y avait des magasins de mode. Analakely était un très beau quartier, on aimait y descendre le vendredi, ça faisait partie de notre vie, c'était agréable, c'était un lieu de rendez-vous, à la tranompokonolona, on allait voir des ballets... Ce sont des bons souvenirs du Zoma, c'est toute une génération, on n'oublie pas.* » (Georgette)

Ainsi, la question de l'appréhension de la suppression du Zoma par les Tananariviens revêt des aspects contradictoires. D'une part son existence représentait un obstacle à l'affirmation du caractère citoyen de Tananarive ainsi qu'un point de cristallisation de crispations identitaires. D'autre part, sa suppression suscite des sentiments de nostalgie, appuyés sur l'impression que la ville a été amputée d'une part constitutive de son identité. En résumé, la présence du Zoma était perçue comme contraire à l'affirmation de la citoyenneté, et sa disparition a donc été largement interprétée par de nombreux Tananariviens comme une étape essentielle d'une reconquête de la ville sur l'espace ruralisé. Ce point de vue n'empêchera pourtant pas les mêmes Tananariviens de voir en l'absence actuelle d'un grand marché central un élément de déstructuration de la citoyenneté : qu'il existe ou non, le Zoma ne peut être accepté sans conflits dans les représentations citoyennes et le problème de sa disparition ne peut pas être traité rationnellement. Toute l'ambiguïté de la définition de l'identité citoyenne est ainsi concentrée dans cette question du Zoma.

3- Les motivations de l'action paysagère municipale : Tananarive vitrine de la modernité

La plupart des éléments de rénovation du paysage urbain évoqués ci-dessus procèdent d'une même inspiration, qui est celle d'une approche occidentale et moderniste des grandes villes dans le monde. En effet, le discours sur la propreté, l'hygiène, le respect des espaces publics, contre la prolifération des commerces ambulants, contre l'anarchie, est un discours de portée générale, qui pourrait être transposé dans n'importe quelle ville de pays en développement⁴¹. Alors que le Zoma constituait une forme unique de marché et de lien social, ce qui lui a succédé est un aménagement tout à fait banal : l'Avenue de l'Indépendance ressemble désormais à nombre de ses homologues dans des capitales africaines, c'est-à-dire une grande artère impersonnelle et froide. L'espace central de Tananarive ne présente plus de caractéristique paysagère spécifiquement malgache. Quant à l'esplanade du marché, qui définissait le cœur de la ville, elle n'a fait l'objet d'aucun aménagement, on l'a vu, puisqu'elle est utilisée par défaut comme parking.

Au-delà de cette uniformisation du paysage urbain et de son alignement sur des normes internationales standardisées, c'est bien une volonté délibérée de faire de Tananarive une ville présentable et une vitrine de la modernité qu'on déchiffre : « Vers une nouvelle ville ! » titre avec enthousiasme *Midi Madagascar* le 21 septembre 2000, à propos du lancement de divers projets routiers dans la capitale. C'est en effet bien une « nouvelle ville » qu'on souhaite promouvoir. Tananarive doit reconstruire son image écornée depuis des décennies et à nouveau séduire les étrangers, mais aussi les Malgaches, en symbolisant la fierté nationale par son nouveau visage.

C'est pour cette raison que l'action municipale la plus importante s'est concentrée sur les espaces les plus emblématiques de la capitale. La volonté de la valoriser en tant que symbole national s'est tout d'abord manifestée dans l'accueil du visiteur étranger, et donc s'est incarnée classiquement dans la route de l'aéroport. Jusqu'à récemment, le nouvel arrivant devait traverser des quartiers très défavorisés de la plaine à l'ouest de la ville, qui révélaient de manière criante les graves difficultés économiques du pays. Le nouveau maire a choisi de concentrer sa première action d'envergure en matière d'aménagement urbain sur cette portion, l'axe Ampasika-Ampefiloha via Andohatapenaka et Andavamamba, quartier où se situe très significativement le Hilton de Madagascar : les baraquements illicites ont été rasés en septembre 2000, puis la voirie a été élargie et refaite à neuf (voir carte n° 16, chapitre V). Un journaliste de *Midi Madagascar* commente cette décision en ces termes :

« Comme dans toutes les grandes villes du monde, la route de l'aéroport devrait être large et soigneusement entretenue. C'est en quelque sorte le “vavahady” (portail) qui reflète l'image même du pays »⁴².

Cette volonté de valoriser le paysage tananarivien se manifeste également à propos de l'Avenue de l'Indépendance, dont la rénovation a été largement relayée dans les médias et brochures destinées aux étrangers, hommes d'affaires ou touristes. L'Avenue a

⁴¹ « [Les réhabilitations] vont dans le sens de la reconstruction à la fois d'une centralité (...) et d'une scène urbaine valorisante. Ce sont à la fois les modalités fonctionnelles, symboliques et décoratives de la centralité qui sont réhabilitées. L'automatisation du central téléphonique, la réhabilitation de la Banque centrale, la réouverture d'un certain nombre de parcs publics, la réfection d'un certain nombre de rues du centre-ville, le ravalement de quelques-uns des principaux bâtiments publics (gare, mairie, parlement, poste centrale) participent de ce mouvement de renforcement fonctionnel et symbolique d'une hypercentralité urbaine. » Cette évocation de la rénovation à Kampala surprend par son analogie avec la politique menée à Tananarive (CALAS B., *Kampala, la ville et la violence*, p. 158).

⁴² Edition du 21 septembre 2000.

bien été rénovée dans le but de les séduire. C'est donc la Tananarive moderne, aux ambitions de métropole mondiale, qui s'affirme ainsi. « Comme dans toutes les grandes villes du monde » : le propos est révélateur. Il s'agit bien de promouvoir une vision aseptisée de la ville, qui gomme toute spécificité malgache.

La décision de faire disparaître le Zoma n'est certainement pas étrangère à une telle ambition. Certains articles de presse commentent explicitement ce qui est perçu comme un sacrifice de vestiges traditionnels de la ville au service d'une modernité conquérante :

« Le Zoma va mourir pour ressusciter Tana. (...) 27 milliards pour le prestige de la République, par sa capitale interposée. » (*L'Express de Madagascar*, 28 février 1997)

Certains éléments du paysage tananarivien sont ainsi considérés comme indignes d'une capitale, comme le rappellent les extraits suivants :

« Toutes les constructions en dur ou en bois, qui abritent actuellement des grossistes, des ateliers de capitonnage, des petites gargotes, seront démolies pour faire place à une route digne de la capitale. » (*Midi Madagascar*, 21 septembre 2000)

« Lumières multicolores presque partout, trottoirs repeints en blanc, jardin d'Ambohitavo clôturé dans les normes du jardin du Luxembourg à Paris, feux d'artifice de retour au lac Anosy. Vraiment plus personne ne niera qu'à l'occasion du 41^{ème} anniversaire de l'indépendance, Antananarivo a retrouvé ses fastes d'antan, c'est-à-dire d'avant 1972. (...) Marc Ravalomanana veut démontrer à la face du monde et envers toute la grande île qu'Antananarivo est réellement une capitale digne de ce nom. » (*Madagascar Tribune*, 24 juin 2001)

Quel meilleur symbole enfin de cette volonté de faire de Tananarive une ville vitrine de la modernité, en rupture avec son passé indigne d'anarchie et de saleté, que son nouveau maire, Marc Ravalomanana, à la tête de la principale entreprise malgache de produits laitiers ? L'analogie entre les précautions d'hygiène et la rigueur de la gestion indispensables dans une entreprise, et Tananarive, est trop belle : d'aucuns s'en sont saisis, en valorisant implicitement une vision aseptisée de la ville ; quoi de plus banalisé, de plus standardisé et de plus moderne qu'une usine de produits laitiers ?

« Le nouveau maire est un indépendant, PDG d'une société florissante, donc sérieux quant à la gestion des affaires. On s'attend ainsi à une ville bien assainie avec une hygiène impeccable comme dans une usine d'industrie alimentaire. »⁴³

B- La modernisation du paysage urbain sous l'effet de la croissance économique retrouvée

1- Une incontestable reprise économique

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, Madagascar renoue avec la croissance économique⁴⁴. Les facteurs de ce renversement de tendance, pour la première

⁴³ *La Lettre mensuelle de Jureco*, décembre 1999. En outre, le journaliste introduit le thème de la blancheur, par analogie avec le lait et la propreté : on verra au chapitre VIII ce qu'une telle image peut revêtir comme signification symbolique à Tananarive.

⁴⁴ L'ensemble du passage qui suit a été rédigé avant les événements de 2002, qui paralysent l'économie et risquent de remettre en cause les résultats économiques positifs soulignés ici.

fois depuis plus de vingt ans, sont divers. On évoque surtout la libéralisation du code des investissements et du commerce extérieur qui ont permis à de nombreuses entreprises franches de s'installer à Madagascar depuis 1989 et au pays de sortir de son isolement international. Les études de MADIO ont mis en évidence ce phénomène à partir d'indicateurs macro-économiques. En 1999, la croissance du PIB par tête serait positive pour la première fois, avec + 3,9 %, contre 0 % en 1994 ; entre 1995 et 1999, le revenu moyen aurait augmenté de 38 % à Tananarive. D'autres indicateurs semblent encourageants, comme la hausse du taux de scolarisation, ou le recul du sous-emploi et l'arrêt du processus d'informalisation du marché du travail. Depuis 1998 en effet, c'est le secteur privé formel qui devient le principal créateur net d'emplois dans l'agglomération. Par ailleurs, la hausse des salaires s'est accompagnée d'une jugulation de l'inflation : de 36 % en 1995-1996, elle passe à 6 % en 1997-1998 ; en termes de pouvoir d'achat, cela se traduirait par une hausse de 34 % pour le revenu moyen depuis 1995⁴⁵.

Il est probable que ces indicateurs, fondés sur des moyennes, masquent en fait le creusement d'inégalités, inégalités dont les mutations du paysage témoignent d'ailleurs. Quoi qu'il en soit, il est indéniable que la situation économique d'ensemble s'améliore à Madagascar, et donc en premier lieu à Tananarive, qui concentre presque les deux tiers du PIB du pays. Le réveil industriel se manifeste dans l'essor spectaculaire des zones franches, mais aussi dans la hausse de l'activité dans la plupart des industries traditionnelles de l'île : chimie (engrais, insecticides, matières plastiques), fabrication de médicaments, savonnerie, usine de couvertures, industries agroalimentaires (au premier rang desquelles l'entreprise Tiko de Marc Ravalomanana), etc. Alors que durant les décennies précédentes, le label « *vita malagasy* » (fabriqué à Madagascar) était objet de dérision, il devient depuis quelques années un symbole de fierté nationale et de renouveau. L'essor de l'activité du port de Tamatave est le reflet de la reprise économique :

Tableau n° 18 : l'évolution du trafic du port de Tamatave

	EXPORTATIONS (milliers de tonnes)	IMPORTATIONS (milliers de tonnes)	MOUVEMENTS DE CONTENEURS
1991	547	751	18 170
1995	584	959	36 677
1997	647	1160	47 085
1998	751	1186	56 547

Source : Etudes économiques et statistiques, Port de Tamatave

Le développement des zones franches à Tananarive⁴⁶

La création d'entreprises en zone franche date du début des années quatre-vingt-dix. En une dizaine d'années, les résultats ont été spectaculaires, puisqu'on compte en 2001 près de 100 000 employés dans ces entreprises, et qu'elles assurent environ un tiers des exportations du pays (chiffre pour 1998). L'agglomération tananarivienne polarise les implantations : 80 % des entreprises franches du pays y sont installées. Elles se localisent dans les principales zones industrielles de la ville, en

⁴⁵ Pour plus d'informations économiques sur cette reprise, voir MADIO, 1998, *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo 1995-1998 : la reprise se confirme*, et RAZAFINDRAKOTO M. et ROUBAUD F., 1998, *Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? (1990-2001)*, MADIO.

⁴⁶ Voir sur ce sujet l'étude consacrée à Madagascar par F. Bost dans l'ouvrage *Les zones franches en Afrique subsaharienne*, 2000, CFCE, coll. L'Explorateur, p. 75-104.

particulier celles de Tanjombato au sud, d'Ankorondrano et d'Andraharo au nord, ainsi que dans les communes situées entre Tananarive et l'aéroport d'Ivato.

Le succès de la zone franche malgache s'explique grâce aux avantages comparatifs du pays, essentiellement le bas coût de sa main-d'œuvre, l'une des moins chères du monde : 0,22 \$ de l'heure, contre 0,30 en Chine et 0,85 à l'île Maurice (en 1998). Elle est de surcroît réputée docile et habile.

Les entrepreneurs de zone franche sont des Français (dont des *zanatany*, originaires de Madagascar), des *Karana*, des Mauriciens et des Hong-Kongais. La présence des Malgaches est modeste et en recul (22 % en 1998). Les entreprises sont des PME-PMI, des entreprises à capitaux familiaux, plus rarement de grandes entreprises. Les étrangers qui investissent dans les zones franches de Madagascar doivent toutefois être prudents, car le contexte juridique reste instable (impossibilité d'acquérir un terrain notamment), et le code des investissements opaque. Une certaine précarité menace ces entreprises, comme en témoigne le contexte de forte instabilité qui désorganise le pays depuis début 2002 (plusieurs entreprises annoncent d'ailleurs leur départ probable du pays ; en avril 2002, les premiers départs se sont concrétisés, avec le retour sur l'île Maurice d'une entreprise textile).

Les activités se concentrent dans les secteurs du textile et de l'habillement. La production est variée, allant du bas de gamme aux produits de luxe. Les activités de service délocalisées se développent également (saisie informatique notamment).

Ces entreprises franches jouent un rôle important dans l'emploi salarié à Tananarive, ainsi que dans le développement de la consommation. Les quelque 100 000 employés contribuent à faire vivre une partie de la population tananarivienne.

Plus qu'à ces aspects purement économiques, c'est à leurs conséquences paysagères qu'on va s'intéresser ici : depuis quelques années, Tananarive change de visage. Entre mes deux séjours, l'un en 1995 dans le cadre de la maîtrise, et l'autre en 1999, le contraste était saisissant. A quatre ans d'intervalle seulement, Tananarive offrait un aspect beaucoup plus moderne et trépidant. Ce sont ces évolutions rapides du paysage urbain et leur perception par les Tananariviens qui retiendront notre attention pour clore ce chapitre.

2- L'aspect le plus visible de la reprise économique : l'essor de la circulation automobile

En quelques années, Tananarive est devenue une métropole en proie aux embouteillages. Désormais, se déplacer en véhicule particulier ou collectif en ville est devenu long et difficile. Des trajets qui durent quelques minutes la nuit peuvent s'effectuer en une heure trente aux heures de pointe, comme par exemple rallier Ivandry à Analakely. Pour la plupart des Tananariviens, la situation est devenue intenable en quelques années. La presse évoque très régulièrement ce problème, en ayant recours à des titres en général assez alarmistes : « Circulation : l'enfer de la ville des mille » (*DMD*, n° 395, 1994 - déjà), « Circulation : anarchie et laxisme », « Cauchemar urbain » (*ROIM*, février 1998, n° 176). On peut cependant observer un décalage entre le ton de ces titres et la réalité du trafic tananarivien : s'il est vrai qu'il est très chargé, la situation n'est nullement comparable avec celle de villes comme Lagos ou Bangkok, qui connaissent de véritables paralysies. Sans doute faut-il voir là une nouvelle forme de la tendance des Malgaches à exagérer certains phénomènes nouveaux, par manque de points de comparaison du fait de l'isolement géographique du pays : il en va de même pour l'insécurité, dramatisée, alors qu'elle n'est que modeste comparée à des villes sud-africaines, kenyanes, nigérianes ou autres⁴⁷.

⁴⁷ Voir PEROUSE DE MONTCLOS M.-A., 1997, *Violence et sécurité urbaine en Afrique du Sud et au Nigeria*.

Le développement des « embarras de Tana »⁴⁸ s'explique par la distorsion croissante entre le nombre de véhicules en circulation et le nombre de routes dans la ville : celui-ci n'a pas évolué depuis les années soixante-dix ; pas un kilomètre de route supplémentaire sur les quelque trois cents existants n'a été construit. La route circulaire, et la plupart des autres artères très fréquentées, ont été tracées sous la colonisation. De surcroît, la voirie tananarivienne est très souvent inadaptée à un trafic automobile dense, comme sur la ville haute aux routes étroites, sinueuses et en forte dénivellation. En plaine, les rues souvent inondées résistent mal aux intempéries.

C'est ensuite la hausse spectaculaire du nombre de véhicules en circulation qui est responsable de la dégradation de la situation. Ils sont en général d'occasion, importés de La Réunion : voitures particulières, minibus, camions⁴⁹ ; mais les rues de la capitale sont également sillonnées de véhicules 4x4 flambants neufs, qui appartiennent à des ONG, à des institutions internationales, à des dirigeants politiques ou bien à de riches particuliers, de plus en plus nombreux⁵⁰. En 1986, on comptait quelque 14 000 véhicules en circulation à Tananarive. Quinze ans plus tard, ils seraient plus de 100 000, dont 10 000 taxis (officiels et clandestins) et 2 800 minibus. Les immatriculations se font au rythme de 300 par semaine en moyenne, soit environ 14 000 par an, d'après les données du CIFA, publiées dans la presse. Le rythme des immatriculations, qui croît d'environ 7 % par an, est donc six fois plus rapide que durant les années quatre-vingt, où par exemple seulement 15 000 véhicules ont été mis en circulation entre 1980 et 1987. Les Tananariviens ont l'habitude de mesurer la croissance du parc en fonction de la durée d'une série de plaques d'immatriculation, par exemple les lettres TAA, qui ont été délivrées de juillet 1999 à février 2000⁵¹. Depuis 1997, la durée de chaque série se réduit, et en 2001, la série TAC s'est envolée en quelque six mois.

L'évolution récente du parc automobile de la capitale est donc spectaculaire, mais les voitures en circulation rencontrées dans les rues n'ont paradoxalement pas tant changé : on voit toujours de très vieux véhicules, en particulier d'innombrables Peugeot (304, 404, 504...), Renault 4, Deux-Chevaux, qui représentent encore une partie très importante du parc roulant. Il semble que, si le parc s'accroît, en revanche aucun véhicule ou presque n'est retiré de la circulation. Les nouvelles immatriculations s'ajoutent donc aux anciennes, sans renouvellement. Quant au taux de motorisation des ménages, il demeure toujours inférieur à 10 %.

Cette croissance du parc automobile se traduit, on l'a vu, par des embouteillages parfois énormes, qui entament la patience des Tananariviens. Les klaxons font partie du bruit quotidien de la capitale ; les heures de pointe semblent s'étendre dans le temps. La tolérance des automobilistes et des usagers des transports en commun envers les arrêts intempestifs des taxi-be et des taxis au beau milieu de la chaussée, envers le stationnement abusif, ou encore envers les conducteurs qui abandonnent n'importe où leur véhicule en panne, se réduit nettement. Désormais, la police s'efforce de faire respecter des arrêts

⁴⁸ SPINDLER M., 1996, « Les embarras d'Antananarivo ou l'économie politique des trottoirs », *Politique africaine*, n° 63, p. 39-51.

⁴⁹ Les camions n'ont le droit de circuler en ville que de 20 h à 6 h du matin.

⁵⁰ A titre d'exemple, pour 1998, les immatriculations à Tananarive se composaient comme suit : 2 263 voitures neuves, 566 voitures neuves importées, 8 072 voitures d'occasion importées et 1 319 voitures d'occasion achetées à Madagascar (Source : Centre d'Immatriculation du Faritany d'Antananarivo, CIFA).

⁵¹ Chaque série comporte 10 000 immatriculations.

obligatoires aux taxi-be, enlève les voitures en stationnement illicite, et se poste aux principaux carrefours pour régler la circulation.

L'autre conséquence est la pollution atmosphérique dégagée par les véhicules, qui à plus de 70 % sont équipés de moteurs diesel. Certaines études alarmistes ont annoncé que Tananarive était la deuxième ville la plus polluée du monde⁵², mais on peut s'interroger sur la validité des mesures effectuées, puisque les rares capteurs disponibles à Tananarive sont placés... à la sortie des deux tunnels routiers ! Il n'en demeure pas moins que les Tananariviens ont une perception aiguë de la pollution, dont ils se plaignent : picotement des yeux, allergies, problèmes respiratoires, ou tout simplement perception désagréable des fumées acres qui se dégagent des pots d'échappement. On renverra le lecteur au chapitre II (III, B, 2) pour l'interprétation qui est faite du thème de la pollution : celui-ci participe au rejet de Tananarive et à la critique de sa taille excessive.

Signalons l'émergence de nouvelles formes de pollution⁵³, qui pour le moment n'alertent que les riverains : pollution des eaux à Tanjombato, d'où impossibilité de continuer à cultiver les rizières, rejets industriels à proximité de zones maraîchères. Les risques industriels font également partie du quotidien de certains quartiers d'habitation proches des zones industrielles : en 1997, à Ankorondrano, un entrepôt de pesticides de Hoechst a explosé, entraînant un incendie et une pollution du sol. Dans le même quartier, la sécurité du principal dépôt de carburants de la ville a la réputation d'être mal assurée.

2- Vers une standardisation du paysage urbain ?

Corrélativement à la reprise économique, le paysage tananarivien évolue vers plus de modernisation, et plus encore de banalisation, c'est-à-dire qu'à maints égards il évoque désormais le paysage de la plupart des grandes villes du monde. Ce n'était pas le cas jusqu'alors : Tananarive semblait une ville quelque peu hors du temps, figée dans un passé intemporel, en tout cas à l'écart du monde moderne.

Tout change depuis quelques années, si bien que le voyageur d'affaires qui arrive pour la première fois à Tananarive est désormais bien moins désorienté qu'auparavant ; il y retrouve rapidement des repères familiers. On rencontre désormais dans les rues tananariviennes des cabines téléphoniques neuves, des panneaux publicitaires, soit fixes de 4 mètres sur 3, soit déroulants (voir photo n° 107), des supermarchés et un hypermarché (voir chapitre II, I, B, 1), des hôtels modernes. Depuis quelques années, l'offre hôtelière moyenne et haut de gamme de la ville s'est nettement étoffée : ouverture de l'hôtel Ibis à Antaninarenina, au-dessus du supermarché Champion, de l'hôtel Palissandre à Faravohitra, qui offre une vue imprenable sur Analakely, et construction d'une extension de l'ancien et prestigieux hôtel Colbert, à Antaninarenina (voir photo n° 108). Ces nouveaux hôtels visent une clientèle d'affaires, lassée du style années soixante-dix de l'hôtel Hilton, et celle des groupes de touristes. Ils présentent de surcroît l'avantage d'être situés dans le centre.

⁵² Information reprise par la presse, diffusée par une thèse de médecine à l'université d'Antananarivo. Lors de la pénurie de carburants qui a affecté la capitale début 2002 en raison du blocus routier mis en place par les partisans de Didier Ratsiraka, certains ont souligné avec humour que Tananarive était devenue « la capitale la moins polluée du monde ». Avec un litre de carburant à quelque 5 euros au marché noir, les Tananariviens ont ressorti des bicyclettes, tandis que les pousse-pousse ont repris du service. La ville a également été libérée des embouteillages.

⁵³ Pour une étude assez complète de la pollution à Tananarive, voir ECR, 1999, *Etude de mise en place d'un profil environnemental de la ville d'Antananarivo*, Antananarivo, 50 p.

Dans tous les quartiers fleurissent des boutiques neuves, peintes en couleurs vives, qui parfois affichent de la publicité pour une marque de produits photographiques, un réseau de téléphonie local, ou un géant de l'industrie alimentaire mondial (Nestlé en particulier). Ces boutiques tranchent dans un paysage souvent peu coloré et attirent l'œil (voir photo n° 109). Certaines proposent aussi des services informatiques, comme la saisie, l'impression, l'accès à Internet, la photocopie, ainsi que des services de télécommunications (appels internationaux à prix réduits). Ces services constituent une révolution à Tananarive. Des vitrines modernes et coquettes attirent également les clients dans des commerces de vêtements importés, tandis que de nombreux salons de thé et boulangeries ouvrent, avec désormais une vitrine tournée vers la rue et non perpendiculaire à celle-ci, en verre transparent, afin d'attirer le client. Le commerce évolue ainsi vers une plus grande visibilité, avec plus d'espace, plus de lumière et plus de mise en valeur des produits. L'exemple le plus abouti de cette évolution est la surprenante boutique « La Chocolatière », ouverte en 2001 à Behoririka : vitres fumées, colonnes et sol en faux marbre, larges devantures, coloris chauds à l'intérieur, tout est fait pour ressembler à un confiseur haut de gamme en France. Cette boutique commercialise les produits de la fabrique malgache de chocolats Robert, qui auparavant ne disposait que d'un local dans son usine, dans une zone industrielle au sud de la ville. Ce type de commerce intimide les Tananariviens de classe moyenne : ils n'osent pas franchir le seuil de ces boutiques qu'ils croient réservées aux très riches. Aussi sont-elles vides la plupart du temps.

La construction connaît un essor spectaculaire à Tananarive : on l'a vu dans le domaine hôtelier ; l'immobilier de bureaux connaît également un développement certain, avec la construction de grands immeubles d'une dizaine d'étages en moyenne, taille tout à fait incongrue à Tananarive où les buildings se comptent en unités. En 2001, étaient ainsi en chantier un immeuble à Ampefiloha, à proximité du Hilton, et deux autres à Antanimena. Enfin, les chantiers à vocation d'habitation sont également en plein essor, dans les quartiers périphériques chics du nord-est (Ivandry, Ambatobe, Amboditsiry...), mais aussi de façon plus surprenante dans certains îlots de la vieille ville. Ainsi, sur la ville haute, plusieurs bâtiments ont été entièrement restaurés et divisés en appartements de standing, comme la Résidence du Rova à Ambohitovo. En 2001 s'est ouvert un chantier de construction d'un immeuble d'habitation à Ambatonakanga, à proximité du carrefour des Quatre chemins, c'est-à-dire au cœur d'un quartier historique à l'architecture traditionnelle. Le résultat risque de détonner. En périphérie, rappelons que se développent des immeubles de standing, des villas individuelles de luxe, et surtout des lotissements pavillonnaires haut de gamme, à l'accès contrôlé, comme Belle Vue, Panorama ou encore Les Jardins d'Ambatobe ; c'est la proximité du Lycée français qui stimule la construction dans ce secteur excentré. (voir photo n° 110)

Tous ces éléments, auxquels on peut ajouter la mode vestimentaire, directement inspirée de la France⁵⁴, le développement des téléphones portables qu'on entend sonner partout dans le centre, témoignent d'un incontestable essor de la consommation : davantage de personnes ont accès à des moyens accrus pour consommer des produits hauts de gamme, le plus souvent importés. Désormais, à Tananarive, le luxe s'étale sans

⁵⁴ Pour les classes moyennes, le développement des friperies permet d'avoir accès à des vêtements en relativement bon état et à la mode.

complexe dans les rues, les commerces modernes, les restaurants, les bars des grands hôtels, les boîtes de nuit. On mesure ainsi le rôle de la présence d'Occidentaux, qui constituent une population discrète, mais qui marque Tananarive par son niveau de vie et par ses standards de consommation. En effet, ce sont eux qui stimulent l'essor de formes de commerce moderne et qui contribuent donc à l'occidentalisation du paysage urbain : golf⁵⁵, boutiques de vêtements de luxe ou de cosmétiques, salons d'esthétique, restaurants hauts de gamme, galerie commerçante Zoom à Ankorondrano... Cette population est ainsi à l'origine de la construction de représentations de la ville chez les Malgaches aisés, qui représentent un peu plus de 1 % de la population tananarivienne. En effet, beaucoup de jeunes Malgaches recherchent ces endroits et ce type de consommation précisément parce qu'ils « font français »⁵⁶.

⁵⁵ Tananarive en compte un, situé à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de la ville.

⁵⁶ « Les jeunes filles aiment s'habiller très près du corps, genre jean élastique avec patte d'éléphant et des vêtements très sexy. Les garçons en pantalon large et gros sweat-shirt. Les plus nantis se déplacent en rollers et en trottinettes, dont les moins chers coûtent dans les 250 000 Fmg. Pour faire « in », ils s'expriment le plus souvent en français ou ont recours aux mots et expressions françaises. La plupart sont tellement habitués aux messages SMS sur les téléphones portables ou les tchatches sur Internet que leur langage est incompréhensible. » (ROIM, janvier 2002, p. 56).

Photos n° 107, 108 et 109

Verso 107 108 109

Cette évolution s'est effectuée très rapidement ; en quelques années, Tananarive semble avoir rattrapé une partie de son retard sur les métropoles africaines, par exemple. De manière superficielle, le paysage urbain s'est donc rapproché de standards internationaux, on trouve désormais les mêmes éléments que partout ailleurs. Significativement, les restaurants des hôtels Ibis et de France ont été conçus sur le modèle de brasseries parisiennes. Le développement économique se traduit donc à Tananarive par l'apparition d'éléments présents dans toutes les métropoles du monde, ce qui conduit à une standardisation du paysage.

3- Les conséquences paysagères de la croissance économique plus spécifiques à Tananarive

La topographie tananarivienne est fondée sur la dichotomie collines-plaine. Traditionnellement, seules les premières étaient vouées à l'urbanisation. On a déjà évoqué le problème de l'urbanisation en plaine sous la colonisation, au chapitre premier. Depuis quelques années, corrélativement à la reprise économique, le mouvement de conquête de la plaine s'accélère, en prenant la forme de remblais. Les bas-fonds marécageux et/ou maraîchers à l'intérieur du tissu urbain connaissent le même destin. On assiste donc à un bouleversement renforcé des fondements de l'organisation de l'espace tananarivien.

Le mitage de la bande maraîchère

La bande maraîchère qui longe la route circulaire à l'est connaît depuis quelques années des transformations paysagères, qui prennent la forme d'un mitage. Depuis la reprise économique, il est désormais plus intéressant pour des propriétaires de faire construire sur leur terrain plutôt que de continuer à y produire du cresson. Partout, on observe le grignotage des espaces maraîchers par des villas assez cossues (voir photo n° 111). Trois stades de développement du paysage sont ainsi lisibles sur un même espace :

- la ruralité, qui avait constitué une réponse à la crise, avec la mise en culture de ce vallon dans les années soixante-dix,
- les remblais en cours, qui marquent le retour de l'investissement immobilier,
- les villas en chantier ou déjà achevées, qui symbolisent la réussite économique de leurs propriétaires. Le chantier commence toujours par la construction des murs d'enceinte, en briques, qui bordent la cressonnière : ces villas donnent directement sur des espaces humides, ce qui peut fragiliser leurs fondations.

Le paysage progresse ainsi du rural à l'urbain, selon une dynamique assez rapide. Ces quartiers possèdent de sérieux atouts : proximité du centre-ville tout en étant en retrait de l'agitation, peu d'embouteillages, cadre encore verdoyant. Ainsi, la vocation de cet espace agricole au cœur de la ville est en train de se modifier. Il est probable que d'ici quelques années, il aura presque totalement disparu. Le paysage subit ici directement les changements de la conjoncture économique.

Les remblais privés : la progression rapide de fronts d'urbanisation

Au nord de la ville, dans les quartiers réputés comme Ivandry et ses abords, les terrains plats disponibles sont devenus rares à la suite de l'essor de construction que ces

espaces ont connu. Pour satisfaire leur désir de construire une villa dans le secteur, de nombreux propriétaires ou promoteurs ont recours à des remblais illicites sur des rizières, lesquelles disparaissent donc rapidement du paysage, comme à la limite administrative de Tananarive au nord, vers la commune d'Ambohitrahaha. Un véritable front d'urbanisation progresse ainsi vers le nord.

Le processus est toujours le même. Il commence en général par des mouvements de spéculation sur des terres agricoles, qui consistent à remblayer une parcelle située en amont de rizières : ces dernières se voient donc privées d'approvisionnement en eau, et leur propriétaire est contraint de vendre à l'auteur du remblai, à bas prix car la terre ne vaut plus rien sur le plan agricole. Le spéculateur dispose désormais d'une parcelle assez vaste pour procéder à son remblai. Celui-ci se fait discrètement, à l'aide d'un petit engin de terrassement loué. Puis on laisse le sol se tasser quelques mois ; des dépôts d'ordures successifs permettent ensuite de favoriser la pousse d'herbes qui attestent de l'appropriation de la parcelle ; on clôt ensuite le terrain d'un haut mur en briques ; enfin, on demande le permis de construire, sur un terrain qui n'a jamais été autorisé à être remblayé. Ce système, connu de tous et manifestement toléré, permet donc de produire de nouveaux terrains plats et d'y construire de belles villas avec jardin. A Ivandry, le paysage présente ainsi un aspect composite : des rizières mal en point, manquant d'eau ou bien polluées, des remblais récents qui « reposent », des murs d'enceinte en briques, et enfin des villas neuves. Ce processus est très rapide et s'accélère. (voir photo n° 112)

Le marais du Masay, zone protégée et interdite de remblai pour qu'elle puisse continuer à être le réceptacle des eaux de ruissellement des collines environnantes, connaît aussi de tels mouvements, du côté d'Amboditsiry à l'est, un quartier prisé des hommes d'affaires et du personnel politique, et d'Ankorondrano à l'ouest : de ce côté, ce sont les remblais industriels qui sont en cause. Le processus change alors d'échelle.

Les remblais industriels et commerciaux

Les responsables de l'aménagement de la plaine de Tananarive sont particulièrement inquiets de l'envergure que prennent les remblais illicites⁵⁷ dans les zones industrielles et commerciales. En effet, le mouvement concerne des dizaines d'hectares et se développe au vu et au su de tout le monde, sans qu'il y soit réellement fait obstacle. Des quartiers comme Ankorondrano, Tanjombato, Ankadimbahoaka, connaissent ainsi une mutation rapide de leur physionomie, les remblais supportant des bâtiments industriels ou commerciaux se substituant aux marécages. Toute la périphérie tananarivienne, du nord au sud, en passant par l'ouest, connaît ainsi ce processus de transformation rapide. La bande naguère vide qui séparait très nettement le sud de Tananarive de Tanjombato s'urbanise depuis quelques années, si bien qu'un continuum entre les deux va certainement naître prochainement. De vert, le paysage devient rouge de la terre des remblais, puis gris et blanc des bâtiments fonctionnels en tôle ou en béton, tous similaires. (voir photos n° 113 et n° 114)

Ce mouvement serait l'œuvre d'hommes d'affaires, en particulier *Karana*, de dirigeants politiques intéressés dans des affaires industrielles, mais aussi de propriétaires

⁵⁷ Nous ne disposons pas de données suffisantes pour pouvoir expliciter le mécanisme de ces remblais ; il serait d'ailleurs très utile de mener une étude sur ce sujet. Il est certain qu'une partie est réalisée de façon illicite et bénéficie de tolérances à haut niveau ; d'autres bénéficient de permis de remblayer obtenus abusivement. On ne souhaite pas entrer ici dans ce sujet polémique, faute d'informations précises.

citadins proches des zones industrielles anticipant le mouvement de spéculation. Ainsi, au sud de la ville, entre Tsimbazaza et Tanjombato, l'espace a souvent changé de vocation au cours des

Photos n° 110 et 111

Photos n° 112, 113 et 114

dernières décennies. Longtemps, les propriétaires de terrains dans ces zones ne les ont pas mis en culture, car ils présentaient peu d'aptitudes au travail du riz ; pendant la crise économique, ils ont transformé ces marécages en rizières, afin de fournir un appoint, même si le riz produit était de qualité médiocre et si les rendements étaient faibles ; enfin, depuis quelques années, ces rizières voient leur prix baisser en raison des nuisances occasionnées par les industries de Tanjombato (pollution souterraine, baisse de l'alimentation en eau) : leurs propriétaires les cèdent avant qu'il ne soit trop tard.

Depuis quelques années, le paysage tananarivien connaît donc des mutations rapides qui contrastent avec l'atonie qui avait prévalu durant les décennies de crise. Il s'agit là d'un mouvement fondamental, qui constitue un signe tangible de la sortie de crise. Ces mutations prennent la forme d'une normalisation du paysage, c'est-à-dire d'un alignement sur des standards internationaux. Cette standardisation paysagère se manifeste aussi bien dans le cœur commerçant de la ville que dans les quartiers résidentiels aisés péri-centraux, ou encore en grande périphérie, avec le développement des remblais destinés à accueillir de nouvelles implantations d'entreprises. C'est donc bien l'ensemble de la ville qui est concerné par ces mutations paysagères : c'est précisément pour cette raison que ce mouvement suscite des réactions de frilosité, voire de rejet. Certes, ces réactions sont bien compréhensibles si l'on ne tient compte que des nuisances, comme les embouteillages. Mais, au-delà de ces critiques normales, on constate que même les aspects positifs de la modernisation, qui témoignent d'une amélioration économique, font l'objet de réactions négatives. La modernisation paysagère de Tananarive est loin de se faire sans heurts.

C- Les réactions négatives : pour la préservation d'une « mérérité du paysage »

Tous les éléments évoqués ci-dessus, qu'ils soient positifs (comme l'essor des activités commerciales) ou négatifs (comme la pollution), sont la traduction d'une modernisation économique, qui marque la physionomie de la ville. Tananarive rattrape en effet son retard en matière de trafic automobile, de diffusion des nouvelles formes de consommation occidentales (télécommunications par exemple), etc. Or, même si ces éléments peuvent être considérés comme esthétiquement négatifs, ils n'en traduisent pas moins un nouvel essor : c'est en ce sens qu'on parle ici de « modernisation paysagère », sans qu'on associe de connotation positive ou négative à ce terme. On peut alors confronter ce concept à la réaction des Tananariviens envers tout ce qui change dans le paysage de leur ville, que ce soit dans un sens ou dans un autre.

1- Le rejet de la modernisation du paysage urbain

La modernisation paysagère de Tananarive suscite souvent des réactions très négatives de la part d'une partie de la population, en général la même que celle qui critique la dérive architecturale de la ville. Ces Tananariviens craignent en effet que leur ville ne se banalise, ne perde son originalité paysagère dans cette modernisation. Cette

crainte se fonde sur un rejet implicite des influences étrangères, considérées comme corruptrices de l'esprit particulier de la ville. L'idée est alors que Tananarive est défigurée par le progrès. Un journaliste écrit par exemple : « Les panneaux 4x3 ont totalement pollué le patrimoine paysager de la ville des mille... déraisons » (*ROIM*, décembre 1999). Ces attaques visent également des bâtiments comme le Hilton, des quartiers modernes mais qui n'ont pas bénéficié d'une planification préalable, qui présentent donc un aspect désordonné, et bien sûr les zones industrielles et commerciales sans âme, installées sur d'anciennes rizières.

D'autres éléments de la modernisation paysagère sont également mal perçus, en premier lieu desquels l'essor de la circulation. La presse présente systématiquement ce phénomène de manière négative, en insistant sur les nuisances sonores, sur la pollution, sur les embouteillages, mais jamais en soulignant que ce développement du trafic automobile est le signe d'une reprise économique. L'idée selon laquelle le progrès est plus porteur de nuisances que d'avantages est ainsi très ancrée à Madagascar : on peut l'entendre de façon récurrente à propos du développement touristique, qui est souvent considéré avec méfiance.⁵⁸ L'insularisme malgache revêt ainsi un visage original, avec ce qu'on peut appeler un refus du développement. A l'échelle de Tananarive, le phénomène est moins immédiatement perceptible, car il s'agit de la capitale, celle-ci étant de plus ouverte depuis près de deux siècles sur l'étranger.

Toutefois, certaines manifestations de rejet du développement économique vont dans ce sens. C'est en particulier le cas sur la question éminemment sensible des remblais, car elle touche à l'homogénéité paysagère de Tananarive, plus encore à son « identité paysagère ». Le développement rapide des remblais en plaine conduit, on l'a vu, à une régression spatiale des rizières, à la fois par disparition effective, mais aussi par pollution ou manque d'alimentation en eau. La plaine, jadis nourricière, change donc totalement de vocation économique et d'aspect paysager. Cette évolution est très douloureusement perçue par les Tananariviens. Qui plus est, les scientifiques dénoncent les risques accrus d'inondations. (voir photos n° 115 et n° 116)

Cependant, il ne faut pas voir dans cette nostalgie autour du paysage rizicole la simple expression d'une attitude universelle de regret du temps jadis, de perception négative de la modernisation contemporaine des paysages : en effet, dans toutes les villes du monde, on pourrait trouver des habitants qui développeraient le même discours, à commencer par Paris. « La forme d'une ville change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel » : ce n'est pas de cela qu'il s'agit à Tananarive. Le problème est bien plus profond, puisque les Tananariviens regrettent, non pas tant une réalité physique, que son idée, son essence, ce qui constituait la mérité du paysage tananarivien, son inscription et sa cohérence dans le monde merina. Ces éléments constitutifs du paysage tananarivien ont été exposés au chapitre premier, I, B : opposition entre collines habitées et plaine cultivée, et visibilité rassurante des rizières, entre autres. On se rend bien compte ici à quel point la modernisation économique récente remet en cause ces fondements idéologiques du paysage : le divorce entre la ville et son environnement rural est patent.

C'est bien la banalisation du paysage tananarivien qui est rejetée, banalisation qui signifie de surcroît un éloignement de la matrice culturelle merina originelle. Mais les Tananariviens qui ont à cœur cette question manquent de moyens pour promouvoir un

⁵⁸ Il se murmure par exemple que certains responsables politiques de telle ou telle région freineraient la construction ou la réfection d'une route qui rendrait le lieu plus accessible, c'est-à-dire potentiellement ouvert aux investissements ou aux flux touristiques.

paysage authentiquement et exclusivement merina. Seul le domaine de l'architecture, éminemment idéologique, permet à certains d'exprimer ces idées.

Photos n° 115 et 116

Verso 115 116

2- Le rejet de la modernisation architecturale de Tananarive

Depuis les années cinquante, on a vu que Tananarive connaissait une modernisation architecturale, pas toujours heureuse, qui s'est fondée sur l'adoption de canons occidentaux standardisés. De multiples bâtiments, et même des quartiers entiers, attestent de ce mouvement : l'Assemblée nationale, l'université, la nouvelle école de médecine, les hôpitaux de Befelatanana et de Girard et Robic, diverses écoles supérieures, le Hilton, mais aussi le quartier administratif d'Anosy, celui d'Ampefiloha et bien sûr les 67 hectares. Au-delà des détracteurs, somme toute habituels, de cette uniformité architecturale, les plus radicaux remontent plus loin dans le temps et en viennent à rejeter tout apport occidental à l'architecture tananarivienne, apports considérés comme corrupteurs. Dans un contexte de radicalisation identitaire (voir chapitre suivant), ces voix qui se veulent délibérément passéistes se font entendre.

La critique de la dérive architecturale

« Madagascar découvrit petit à petit l'architecture dite moderne. On commença alors à oublier les canons de l'architecture traditionnelle malgache (...). Il semble que, par simple mimétisme, et par goût du neuf et de l'importé, une forme d'acculturation s'installa et vint gangrener la création et la production du logement (...). La porte qui s'ouvre à l'ouest laissa la place à toutes les fantaisies d'orientation (...). La sagesse des anciens n'a pas été comprise et on assista à une dérive de l'expression architecturale, et Antananarivo commença à perdre son âme. »⁵⁹

Ces propos virulents de Michel Rabariharivelo, architecte, écrits dans l'ouvrage de vulgarisation *La cité des mille*, sont bien révélateurs d'un enjeu latent à propos de l'architecture à Tananarive.

Une fraction des Tananariviens est en effet hostile à toute modernisation de l'architecture tananarivienne, quelle qu'elle soit. Cependant, pour la plupart, l'évolution n'est considérée comme négative qu'à partir du milieu du XX^e siècle, l'héritage européen du XIX^e siècle étant parfaitement accepté. Cette dénonciation de la dérive architecturale se rencontre chez les Tananariviens de vieille souche urbaine, appartenant souvent à des familles illustres des quartiers anciens de la ville collinaire. C'est en effet parmi ces personnes que la nostalgie d'un âge d'or est la plus forte, et que l'attachement aux valeurs anciennes est le plus marqué.

Parmi les arguments entendus, c'est celui de la mise en péril de l'homogénéité architecturale de la maison traditionnelle qui est le plus fréquent. C'est ainsi qu'on dénonce la substitution de la tôle à la tuile : il ne subsiste en effet que 50 % de maisons à toits de tuile sur la ville haute, selon une enquête⁶⁰. La fermeture des vérandas et la construction d'annexes devant les maisons, dans la cour par exemple, est également vilipendée. Toujours dans *La Cité des mille*, on peut ainsi lire :

« Les appentis et les annexes défigurent complètement les maisons ancestrales » (p. 156),
« Les constructions anciennes deviennent des constructions bâtardes et perdent leur valeur patrimoniale et culturelle. » (p. 153)

Il est particulièrement intéressant de relever dans ces propos une conception de la « pureté architecturale » de la maison tananarivienne, contre laquelle toute modification

⁵⁹ *La cité des mille*, p. 98.

⁶⁰ *Rapport d'enquête sur les maisons anciennes de la ville haute de Tananarive*, CARPS, 1995.

constitue une attaque. On retrouve ainsi à l'échelle de la maison des thèmes existant pour la ville entière (*supra*, 1).

De façon plus générale, certains Tananariviens sont très réticents envers la mixité architecturale à Tananarive. Les influences étrangères, au sens de non-merina, suscitent en général des réactions mitigées, voire de rejet. C'est le cas pour les quelques bâtiments d'inspiration chinoise construits en ville, qui créent un vif rejet. Un architecte commente : « *Ces pagodes chinoises, c'est absurde, c'est affreux. A chaque région son architecture. Ici, c'est merina, on ne doit pas faire n'importe quoi.* ». Il semble bien qu'il faille déchiffrer derrière ce rejet des influences étrangères la marque de crispations identitaires merina, dans une volonté de préserver une homogénéité architecturale supposée menacée : on reviendra sur ces thèmes dans le chapitre suivant (II).

C'est également dans ce sens qu'il faut interpréter la politique d'urbanisme, encore quelque peu disparate, visant à interdire la construction de bâtiments non conformes à l'esprit du lieu sur la ville haute⁶¹. Au-delà du but tout à fait classique de préserver l'homogénéité du site dans une optique esthétique, c'est bien le refus crispé de voir cette ville haute, berceau historique et culturel de Tananarive, se banaliser, perdre son identité, qui s'exprime ainsi. En effet, aucun autre espace de la ville n'a fait l'objet de telles mesures conservatoires : c'est bien la ville haute qui concentre les efforts, car c'est elle qui est porteuse de l'identité paysagère tananarivienne.

Un renouveau de l'architecture traditionnelle

De manière anecdotique à l'échelle de la ville, mais tout à fait significative, s'est développé depuis quelques années un mouvement de réaction à cette modernisation architecturale. Ce mouvement prône un retour aux modèles de construction traditionnels, ante-européens, l'utilisation des traditions astrologiques et l'emploi de matériaux locaux. Il s'agit en fait de promouvoir une architecture exclusivement merina, débarrassée de toute influence étrangère. Les promoteurs de ce mouvement sont des architectes, connus à Tananarive, qui exposent leurs idées dans des écrits ou bien par le bouche à oreille ; leurs relais sont les grandes familles nobles et fortunées, qui ressentent le besoin de manifester dans la construction d'une maison leur attachement à la mérinité, et plus encore au groupe *andriana*. En effet, sous la monarchie, les castes nobles bénéficiaient de privilèges architecturaux qui permettaient d'identifier leur maison, en particulier avec des pointes de bois saillantes au pignon de la maison.

Ce mouvement, réactionnaire au sens propre du terme, ne concerne donc qu'une infime minorité de personnes ; en revanche, il bénéficie d'une forte visibilité dans le paysage urbain en raison de la notoriété de ses adhérents. C'est ainsi que le Premier ministre a fait construire sa maison à Ivandry par un cabinet d'architecture traditionaliste, en se conformant le plus possible aux principes anciens de l'architecture merina, comme l'installation sur une colline, l'inclinaison du toit à 45°, l'ouverture vers l'ouest, etc. Toutefois, les limites de ces aspirations sont très vite atteintes, par l'impossibilité de se fournir en matériaux traditionnels, comme les essences rares de bois, par la disparition des savoir-faire depuis le siècle dernier, et bien sûr par les exigences de modernité et de confort. Ce sont donc plutôt des aspects folklorisés de la tradition architecturale merina qui sont ainsi valorisés, aspects résiduels, largement décontextualisés et adaptés à la réalité contemporaine.

⁶¹ Voir « Antananarivo, un patrimoine délaissé ? », *La Cité des mille*, p. 147-158.

Une amie, enseignante, *andriana*, m'a expliqué qu'elle observait cette démarche, dans un souci de valoriser la « malgachitude », de s'intéresser aux origines de la culture merina :

« Depuis quelques années, j'essaie de faire un retour aux sources. Je m'intéresse à la culture malgache, aux traditions, tout ça. Par exemple, on est en train de faire construire une maison sur un terrain familial, à Ilafy⁶². Eh bien, j'ai discuté avec un architecte qui est spécialiste de l'architecture merina traditionnelle, il me conseille. Par exemple, on fait le toit à 45°, la porte s'ouvre à l'ouest, on va mettre les bois croisés au faîte, comme dans le temps. Et puis, on respecte les traditions ancestrales, par exemple les jours fastes, on utilise le calendrier malgache. »

Il s'agit, pour ces Tananariviens aisés et cultivés, de se démarquer des standards de construction internationaux, qui s'imposent en particulier pour les villas. Après des décennies où la référence unique était l'Occident, considérée comme l'archétype de la modernité, on assiste depuis quelques années à un mouvement de retour vers les valeurs d'authenticité, à l'instar de ce qui s'est produit dans plusieurs pays africains, et à l'exaltation des coutumes locales et de la tradition, considérée par essence comme supérieure à la modernité. Aussi marginal que soit ce courant, son existence et son succès auprès de certaines élites urbaines traduisent bien l'expression d'un problème identitaire et la volonté de se définir en fonction de critères locaux, malgaches, merina, voire *andriana*.

3- L'épineuse question foncière

L'appropriation foncière pose problème à Madagascar. En ce qui concerne notre propos, l'aspect le plus manifeste de ces enjeux réside dans l'interdiction qui est faite aux non-ressortissants malgaches d'acquérir tout terrain à Madagascar, le pays entier étant considéré comme un *tanindrazana* et à ce titre ne pouvant être partagé⁶³. Les étrangers doivent donc avoir recours à des procédures telles que les baux emphytéotiques, ou bien passer par des prête-noms malgaches. Par contre, tout étranger a le droit d'acquérir un bâtiment (fonds de commerce, usine, habitation), sans être propriétaire du sol, ce qui constitue une précarité juridique certaine. A Tananarive, la question est d'importance à propos des terrains à vocation industrielle. Etant donné que la majorité des entrepreneurs n'ont pas la nationalité malgache (*Karana*⁶⁴, Européens et Réunionnais, Mauriciens pour l'essentiel), ces acteurs économiques sont contraints de développer des stratégies complexes pour asseoir de manière relativement sûre leur activité.

En ville, l'autre grand volet de la question foncière concerne le thème de la vente des terres aux non-originares du lieu, c'est-à-dire aux personnes qui ne sont pas installées depuis plusieurs générations dans le quartier (voir chapitre V, I) ou dans le village, pour ce qui est de la périphérie tananarivienne. On se rappelle la grande inertie foncière qui règne, chaque grande famille s'efforçant de ne faire sortir aucun terrain de la lignée familiale.

⁶² Village situé au nord-est de Tananarive, Ilafy est un fief *andriana*.

⁶³ Un débat sur le sujet a eu lieu en 1999 pour abroger cette loi, mais l'Assemblée Nationale a finalement rejeté cette hypothèse d'une libéralisation de l'accès au foncier pour les étrangers. La question a fait l'objet de virulents articles dans la presse contre les étrangers avides de s'approprier le pays.

⁶⁴ Voir chapitre VIII, II.

Or, depuis environ vingt ans, on assiste à un mouvement de ventes de terres dans ces fiefs datant du XIX^e siècle et qui avaient jusqu'alors peu évolué. Ces ventes sont orchestrées par des descendants d'originaires du lieu, mais qui n'y résident plus. Poussés par des motivations économiques, ils cèdent leur terrain à des spéculateurs qui investissent dans la construction immobilière. C'est ainsi que la physionomie de nombreux quartiers et villages périphériques a évolué en quelques années : aux terrains non occupés succèdent des villas modernes, destinées à la location. Ces quartiers voient alors l'installation de ménages considérés comme « étrangers » qui perturbent l'organisation socio-spatiale traditionnelle. Ces étrangers sont généralement perçus très négativement. A Soavimasoandro, les plus anciens habitants ont bien exprimé ce sentiment d'exaspération envers la croissance d'une population « allogène » au quartier, qui modifie les règles de sociabilité et de voisinage. Lucien, le propriétaire descendant d'un dignitaire du régime monarchique, expose clairement le problème : « *Des étrangers ont acheté sans être originaires. Ils n'ont rien à faire ici. La mentalité du quartier change.* » (enquête n° 40)

Plusieurs travaux⁶⁵ menés sur des communes périphériques ont mis en évidence ce phénomène de mutation foncière et d'installation de populations citadines dans des villages demeurés largement traditionnels. Selon S. Thomas, les « nouveaux venus » représenteraient les deux tiers de la population du *fokontany* d'Andoharanofotsy. Ce que révèle ce mouvement, c'est en fait qu'il n'est plus considéré comme tabou de construire sur le *tanindrazana* pour mettre en location, voire de le vendre (voir chapitre V, I, B, 2).

Sur la ville haute, dans les quartiers à dominante *mainty* du sud-est du Rova, les mêmes remarques ont été entendues : étaient visés les ménages pauvres originaires des quartiers de plaine qui choisissaient de s'installer dans les espaces dévalorisés de la ville haute. Dans les quartiers historiquement prestigieux, certains propriétaires ont préféré céder la maison familiale à des étrangers, riches hommes d'affaires occidentaux par exemple. Ce mouvement de brassage des populations est critiqué par les auteurs du chapitre consacré à la conservation du patrimoine de la ville haute dans *La cité des mille* :

« La mutation de propriétaire peut être bénéfique pour les maisons anciennes dans la mesure où leur conservation est assurée. En revanche, elle risque de perturber l'ancien mode de répartition spatiale de la population, par la venue de personnes extérieures au groupe social en place. La ville haute perd ainsi son identité et son originalité. » (p. 152).

L'arrivée de ménages extérieurs au quartier est donc perçue comme une intrusion par ceux qui demeurent attachés aux valeurs traditionnelles de résidence et d'organisation ordonnée de l'espace⁶⁶. La modernisation paysagère qui va de pair avec cette évolution est tout autant rejetée : ces opulentes villas, construites au mépris des principes traditionnels d'orientation par exemple, rappellent chaque jour aux tenants de la tradition que la situation change et bouleverse les schémas anciens. Le démantèlement et la déstructuration des anciens territoires des grands lignages *andriana* et *hova* semblent ainsi irréversibles.

⁶⁵ RAMIARISON C., 1995, *Urbanisation et mutations foncières dans le nord-est d'Antananarivo*.

THOMAS S., 1995, *Urbanisation de la périphérie et mutations foncières au sud d'Antananarivo. Les fokontany d'Andoharanofotsy et de Mahalavolona (Madagascar)*.

⁶⁶ A propos du village d'Ambohitrarahaba, limitrophe de Tananarive au nord, C. Ramiarison écrit : « La ville, dans son évolution spatiale aux dépens des campagnes, a bousculé des systèmes de valeur fortement ancrés dans la perception des gens ; le milieu périurbain, à la croisée des chemins entre la ville et la campagne, est le terrain le plus dynamique où s'affrontent les pratiques modernes à celles villageoises à travers les formes d'appropriation foncières. », *op. cit.* p. 5.

On assiste ainsi à un bouleversement des valeurs traditionnelles : l'enrichissement d'une minorité et l'accroissement des inégalités sociales ébranlent les hiérarchies séculaires. La structuration sociale de Tananarive se fait beaucoup plus complexe, moins immédiatement lisible et en tout cas moins déchiffrable dans l'organisation du paysage, aussi bien à l'échelle de la ville qu'à celle des quartiers anciens. La richesse constitue un critère de plus en plus important de prestige social, au détriment des hiérarchies statutaires traditionnelles, et ce depuis la crise économique, qui a vu l'apparition rapide de nouveaux riches. Il est actuellement trop tôt pour percevoir les conséquences exactes de ce mouvement sur la société tananarivienne : va-t-on vers une redéfinition des enjeux de pouvoir et de la hiérarchie sociale ? Auquel cas, on assisterait bien à un mouvement de « tiers-mondisation » de Tananarive : la ville perdrait la spécificité de sa hiérarchisation sociale au profit d'une banalisation des critères, désormais plus fondés sur la richesse, comme c'est le cas dans de très nombreux pays pauvres. Evolution paysagère et mutations sociales se répondent sur ce sujet. On verra toutefois au chapitre VIII que les valeurs traditionnelles qui structurent la société et le paysage tananariviens demeurent encore très prégnantes.

Conclusion II

Depuis environ cinq ans, Tananarive a connu des mutations spectaculaires de sa physionomie. Les aspects principaux en sont une ville plus propre, mieux tenue, et faisant l'objet de mesures d'embellissement. Les prémices d'une prospérité économique retrouvée se sont traduits quant à eux par un « rattrapage » très rapide du paysage urbain, Tananarive acquérant en quelques années un visage plus caractéristique d'une grande métropole de pays en développement, alors qu'elle apparaissait auparavant comme marginalisée. Une métamorphose s'est donc opérée, d'une ville triste, peu animée et peu avenante, à une ville plus coquette, plus moderne et plus séduisante, selon des critères esthétiques occidentaux qui tendent à s'imposer de plus en plus.

Dans le même temps, cette métamorphose s'est accompagnée d'altérations majeures du paysage urbain, dont le symbole est sans doute la disparition organisée du marché du Zoma. L'ambivalence de la perception de cet événement par les Tananariviens résume à elle seule la problématique appréhension de la modernisation du paysage urbain, qui suscite à la fois enthousiasme et réactions de filiosité.

CONCLUSION CHAPITRE VII

A deux années de distance, les deux piliers historiques de la ville, tous deux intrinsèquement liés à la fondation de celle-ci, symboles de la royauté merina, de sa puissance d'organisation sociale et spatiale, ont disparu : le Rova et le Zoma. Tous deux incarnaient en outre une manière de vivre la ville, un rapport particulier à l'urbanité, l'un par son caractère sacré, l'autre par son rôle d'agora, les deux fondant le caractère unique de Tananarive. Le Rova et le Zoma constituaient les deux références à l'espace urbain les plus présentes dans les représentations des Tananariviens, et bien souvent se disputent toujours le statut de symbole de la ville dans les réponses au questionnaire.

Aujourd'hui, le Rova et le Zoma sont « perdus », pour reprendre l'expression de M. Delahaigue-Peux, aussi bien pour la ville que pour ses habitants. Or, cette perte est loin d'avoir été acceptée par les Tananariviens, que ce soit dans les implications quotidiennes ou dans le domaine symbolique. Le rapport à la ville, aussi bien dans les pratiques que dans les représentations, a été bouleversé par ces deux disparitions, bien que leur origine soit de nature tout à fait différente. En 2002, la question de la reconstruction du Rova reste en suspens, tandis que le vide laissé par le Zoma est loin d'avoir été comblé. Ces questions de toute première importance ne sont pas résolues et contribuent à l'instabilité actuelle de l'identité tananarivienne, déjà mise en évidence dans la première partie de cette étude.

En effet, ces deux disparitions procédaient de deux mouvements antithétiques, l'un de déstructuration aggravée de la ville, l'autre au contraire de reprise en main, la suppression du Zoma correspondant en effet à une réaffirmation du caractère urbain de Tananarive et du pouvoir municipal. Or, paradoxalement, ces deux phénomènes en apparence contradictoires, déclin de l'espace public et symbolique d'une part et modernisation du paysage urbain d'autre part, illustrés chacun par la disparition des deux éléments fondateurs, aboutissent à un même effet négatif : toute altération du paysage est mal ressentie par les Tananariviens⁶⁷.

Ainsi, si la déstructuration de l'espace urbain durant la crise a été vécue très douloureusement, la modernisation récente en cours ne se fait pas non plus sans heurts, car elle pose explicitement la question de la mise en cause de l'homogénéité paysagère tananarivienne, et par là, de son identité. Paradoxalement, le renouveau de l'action municipale dans le domaine paysager a ainsi prolongé les effets de la déstructuration au lieu de les corriger, en allant dans le sens d'un divorce accru d'avec un paysage tananarivien figé dans un passé idéalisé. C'est bien l'affirmation du caractère urbain et moderne de Tananarive qui pose problème, en ce qu'il est à l'origine d'une perte de sens par rapport au modèle urbain idéal originel.

Le mouvement de balancier qui a affecté le paysage urbain depuis quelques années, passant de la déstructuration au renouveau, est donc révélateur de l'ambiguïté du rapport à la ville par ses habitants. Le thème du paysage, très chargé de sens à Tananarive, rencontre à nouveau celui de l'identité : c'est à ce sujet fondamental de définition de l'identité tananarivienne qu'on souhaiterait consacrer le dernier chapitre.

⁶⁷ On avait déjà pressenti cette idée au chapitre premier.

CHAPITRE VIII - RECOMPOSITIONS URBAINES RECENTES : RESTRUCTURATION DE LA CITADINITE ET CRISPATIONS IDENTITAIRES

Pour qui connaît Tananarive depuis plusieurs années, mais qui n'y séjourne que peu de temps et n'en a qu'une approche extérieure, tout semble aller mieux dans la ville : le paysage a notablement évolué vers une normalité internationale plus conforme au visage attendu d'une capitale métropolitaine, comme on l'a vu au chapitre précédent ; de surcroît, cette modernisation paysagère s'accompagne de la restauration d'un discours citoyen et citadin, qui s'exprime en particulier par l'action municipale. Tananarive semble à nouveau dirigée, prise en main, tandis que les Tananariviens sont désormais pleinement partie prenante de ce mouvement, du moins si l'on se réfère à des discours qui prônent le développement de la participation citoyenne et de l'implication de chacun dans la restauration du « vivre ensemble ». Il s'agit donc, depuis quelques années, pour les autorités municipales, d'œuvrer à la reconstruction de la citoyenneté tananarivienne.

En apparence donc, cette restauration se veut universelle, consensuelle, gommant les divisions au profit de la valorisation de l'unité de la communauté des habitants. C'est bien un nouveau rapport de tous à la ville tout entière qui est recherché. Or, il semble bien ne s'agir que d'une apparence, d'une façade qui dissimule les non-dits derrière la reconstruction de la citoyenneté. En effet, les multiples mutations auxquelles est confrontée la société tananarivienne (économiques, sociales, politiques...) conduisent à une redéfinition des positions relatives de chacun et à l'exacerbation de frustrations. L'expression de ces frustrations se mue en crispations diverses, que l'on peut qualifier d'identitaires. Le bouleversement de la société est trop rapide et trop important pour être accepté aisément.

On voudrait donc montrer ici qu'au-delà des discours fédérateurs et d'une reconstruction de la citoyenneté, certes réelle, mais inégale géographiquement et socialement, c'est en fait une nouvelle forme de citoyenneté qui se forge, fondée sur un cloisonnement de plus en plus marqué entre les différentes composantes de la société.

I- UNE APPARENCE DE RECONSTRUCTION DE LA CITADINITE

Depuis quelques années, se dessine à Tananarive un mouvement complexe de reconstruction du lien social, qui se développe aussi bien par le haut, de par la volonté des autorités municipales d'instaurer de nouveaux types de rapports avec la population, que par la base, dans un contexte de foisonnement des associations de quartier et des œuvres caritatives. Ces deux types d'acteurs, aux intérêts et aux motivations tantôt convergents, tantôt divergents, poursuivent en tout cas le même but : restaurer le « vivre ensemble » tananarivien, en se fondant sur un travail de reconstruction de la citoyenneté.

Cette ambition revêt des formes très variées. Il s'agit tout d'abord du développement d'un discours municipal moralisateur et mobilisateur, dont les deux volets principaux sont la revalorisation de la fierté citadine et la reconstruction d'une « citoyenneté urbaine », qui se fonde sur une plus grande participation des Tananariviens à la vie de leur ville ou de leur quartier, ainsi que sur une volonté politique d'intégrer l'ensemble de la population à la vie de la cité. La reconstruction de la citoyenneté passe également par un renouveau culturel, qui vise les mêmes objectifs.

A- Restructurer la citoyenneté et la fierté retrouvée

1- Restaurer la discipline et la fierté citadine : discours et moyens

Une visibilité nouvelle du pouvoir municipal

L'élection de Marc Ravalomanana en tant que maire en novembre 1999 représente une rupture dans l'image du pouvoir municipal à Tananarive. L'homme, issu des milieux d'affaires en tant que PDG de l'entreprise agroalimentaire Tiko, a insisté sur son indépendance politique, et a su donner de lui l'image d'homme neuf, jeune (il a cinquante-deux ans), dynamique, moderne, et de surcroît « patriote », on y reviendra. Si sa candidature a surpris, la campagne électorale qu'il a menée a tout à la fois dérouté et enthousiasmé les Tananariviens. Il a en effet fait appel à des méthodes de communication révolutionnaires à Madagascar, en particulier en jouant de son image : il a fait installer des panneaux de quatre mètres sur trois aux carrefours les plus fréquentés de la ville pour diffuser son message de campagne. Plus généralement, il a fait montre d'une excellente utilisation des médias, télévisés ou écrits, en promouvant une image de dynamisme et d'homme rompu aux méthodes occidentales¹. La presse, déconcertée par ce ton nouveau, a parlé de « campagne à l'américaine ». Le candidat n'a cependant pas hésité à faire jouer les mécanismes plus traditionnels de la démagogie, en distribuant des milliers de tee-shirts, porte-clés et autres casquettes reprenant le logo de Tiko, et en bradant les yaourts et les sodas de sa marque. Son slogan, fondé sur un jeu de mots, a séduit par sa simplicité : « *Tiako Iarivo* »², (J'aime Tana), mais aussi parce qu'il faisait vibrer une corde sensible chez les Tananariviens, très attachés à leur ville. Pour la première fois, l'élection municipale a ainsi fait l'objet d'une grande visibilité dans la ville et tous les habitants ont pu se sentir concernés.

Une fois élu, avec 80 489 voix (les listes électorales de Tananarive comptent environ 550 000 inscrits), soit 42,85 % des suffrages (le second ne recueillant que 18,73 % des voix³), M. Ravalomanana s'est attelé à une restauration de la visibilité du pouvoir municipal : son acte le plus symbolique en la matière est son installation à Ambohitsorohitra, dans l'ancienne ambassade de France à l'abandon. Le bâtiment n'avait jusqu'alors jamais été repris en raison du coût exorbitant des travaux à entreprendre. Il se dit que le nouveau maire finance la réhabilitation sur ses fonds personnels. (voir photo n° 31, chapitre II)

C'est précisément sur cet aspect que le maire a également entrepris de restaurer l'image du pouvoir municipal auprès des Tananariviens. Il s'agissait en effet de rompre avec l'image désastreuse de ses prédécesseurs, dont la mauvaise gestion, la corruption et les malversations avaient contribué à ruiner la ville. Marc Ravalomanana a plus ou moins laissé courir l'idée selon laquelle il disposait d'assez de fonds personnels, grâce à la prospérité de Tiko, pour ne pas avoir besoin de détourner d'argent public pour s'enrichir.

¹ Les mêmes outils ont été mobilisés pour la campagne présidentielle, mais avec plus d'envergure : chaîne de télévision MBS (Malagasy Broadcasting System), et site Internet www.tiako-i-magakasikara.org (« j'aime Madagascar »).

² Tiko et *tiako* se prononcent de la même manière.

³ Comme toujours, les candidats étaient nombreux et les suivants n'ont recueilli chacun que moins de 10 % des voix. Ces résultats sont toutefois à manipuler avec précaution et d'autres chiffres circulent, car aucune synthèse générale n'a été publiée par les autorités pour ces élections municipales, en raison de leur très mauvaise organisation.

Cet argument a séduit les Tananariviens, qui demeurent convaincus de son honnêteté et de son désintéressement. Il a également construit une image de gestionnaire rigoureux dans son domaine, image qu'il a exploitée au service de la fonction municipale. Enfin, il s'appuie sur la caution morale que représentent les Eglises, en particulier l'Eglise protestante : il est en effet vice-président du FJKM, la fédération nationale des Eglises protestantes.

Au-delà de ces questions d'image, le nouveau maire a lancé un vaste chantier de restauration de la discipline et de la civilité.

Retrouver la fierté tananarivienne : une action municipale vigoureuse

Le maire de Tananarive entend ressusciter la fierté des Tananariviens et de leur ville : il fait appel au registre du patriotisme citoyen. Cet objectif comporte divers volets, dont celui de la restauration paysagère (voir chapitre VII, II, A) ; en ce qui concerne plus spécifiquement le domaine de la vie citoyenne, il s'agit de restaurer le civisme, le respect de l'espace public et d'autrui, en un mot la civilité au sens propre du terme. Cet objectif prioritaire vise à faire radicalement évoluer les mentalités, en « conscientisant » la population tananarivienne, selon la terminologie en vogue. Le maire multiplie les déclarations en ce sens :

- à l'occasion de l'arrivée de camions multi-bennes dans la capitale, un quotidien écrit :

« Le maire et ses collaborateurs ont toujours insisté sur la priorité à l'éducation de chaque citoyen de la capitale concernant l'hygiène et la propreté. En matière d'assainissement, il faut donner la priorité à l'éducation pour que les Malgaches recouvrent une fierté allant du respect de soi-même et de l'environnement. » (*L'Express de Madagascar*, 11 avril 2000)

« Les moyens sont là pour faire changer la face de la capitale. La difficulté réside surtout dans le changement des mentalités et d'inculquer le sens civique. » : déclaration du maire (*L'Express de Madagascar*, 07 avril 2000)

- des doubles pages ont paru dans les journaux, comportant d'une part un montage photographique mettant en parallèle une vue du lac Anosy au coucher de soleil et des habitations précaires en toile et en plastique, devant des monceaux d'ordures, et d'autre part le texte suivant, signé par le maire Marc Ravalomanana :

« Ne laissons pas à nos enfants une ville sale et en ruine. Nos enfants sont nos biens les plus précieux. Leur avenir est entre nos mains. Préservons Tana pour notre génération future. Prenons soin de notre ville. Ville propre, population active, économie saine. La Mairie d'Antananarivo sollicite la participation de tous les citoyens dans cet effort de civisme pour nettoyer la ville (...) »

Les termes que nous avons soulignés renvoient tous au vocabulaire de l'hygiénisme et de la civilité, qui constituent les deux volets principaux de l'action municipale. Il s'agit bien de mettre les Tananariviens aux « normes » de l'urbanité, tout comme le paysage l'a été : est défini un comportement considéré comme citoyen, conforme à l'image que doivent renvoyer les habitants d'une capitale nationale. La barre est placée très haut dans le contexte d'une ville massivement paupérisée.

Pour « conscientiser » les Tananariviens et les conduire à adopter une attitude plus conforme à celle qui est attendue de citoyens, Marc Ravalomanana mobilise différents moyens. La presse tout d'abord, on l'a vu ; des campagnes d'affichage ont été lancées dans la ville, pour diffuser les messages de la municipalité, incitant par exemple au

balayage collectif⁴. En 2000, a également été créé le FAR (Fanarenana an'Antananarivo Renivohitra, Fonds d'Aide d'Antananarivo Renivohitra) ; ce fonds, destiné à la réhabilitation de la ville, est ouvert à tout donateur souhaitant contribuer à cette entreprise, qu'il s'agisse d'institutions publiques, d'entreprises ou de simples particuliers⁵. C'est à la promotion du FAR que sont destinées les doubles pages décrites ci-dessus. Là encore, le but du FAR est de susciter une réaction chez les Tananariviens excédés de la dégradation de leur ville ; pour être fier de sa ville, il faut s'impliquer personnellement.

La municipalité entend également promouvoir la fierté citadine grâce à la mise en valeur des couleurs de la ville, partout où cela est possible. C'est ainsi que les balayeuses embauchées par la CUA portent un uniforme bleu et jaune (leur panier est également en paille tressée bleue et jaune !) ; les écoliers passant l'examen d'entrée en sixième ont été dotés de tabliers bleus et jaunes ; les poubelles sont toutes peintes dans ces coloris ; le jardin d'Ambohijatovo, clôturé en 2001, a lui aussi été habillé de grilles bleues et or. Les tickets délivrés par certaines lignes de taxi-be sont également aux armes et aux couleurs de la ville.

Au-delà de l'éducation civique, il s'agit bien plus de développer un sentiment de fierté d'être Tananarivien et d'appartenance à la ville. C'est le « patriotisme tananarivien » qui est ainsi exalté. Marc Ravalomanana a exploité ce thème particulièrement séduisant pour les classes moyennes paupérisées lors d'une campagne électorale que d'aucuns ont jugée démagogique. Il est indéniable que les Tananariviens étaient tout à fait réceptifs à ces thèmes : on se rappelle le développement d'une frustration et d'une amertume fortes nées de la dégradation de la ville (chapitre III, I, B). Un homme, interrogé à Ankadifotsy, explique ainsi ce qu'il attend du nouveau maire : « *le coup de fouet qui va réveiller la fierté des Tananariviens pour prendre en main le développement de la capitale.* » (enquête n° 5). Tina, enseignante et *andriana*, commente : « *Le nouveau maire est patriote, c'est important. Il faut aimer la malgachitude, être fier d'être malgache, d'avoir une histoire, aimer sa ville.* »

Les discours du maire exploitent donc une fibre particulièrement sensible chez les Tananariviens de vieille souche urbaine, traumatisés par la crise économique et par le laisser-aller qui a prévalu en ville. On touche là à des thèmes plus sensibles : Marc Ravalomanana jouerait-il sur la mérinité et, plus encore, sur l'andrianité ? On reviendra sur cette question dans la troisième partie de ce chapitre.

2- La reconstruction de la citoyenneté urbaine

Depuis plusieurs années, divers mouvements œuvrent également dans le domaine de la citoyenneté, afin d'intégrer davantage à la vie urbaine des populations plus ou moins marginalisées. Sont donc concernées essentiellement les populations pauvres et souvent très peu alphabétisées des quartiers populaires.

⁴ Ces incitations commencent à porter leurs fruits : pour la première fois depuis des années, le balayage collectif, organisé par les *fokontany*, a repris. Chaque habitant est mobilisé à tour de rôle pour balayer une partie du quartier, avec des voisins. Cette obligation d'entretenir la propreté du quartier par les habitants, tombée en désuétude sous la II^e République, est fixée par les *dina* et s'appuie sur des règles communautaires traditionnelles.

⁵ En avril 2000, l'ambassade de Grande-Bretagne a par exemple fait don de 428 millions de francs malgaches (environ 70 000 euros), affectés à la réhabilitation des latrines des écoles primaires et de WC publics.

Les problèmes qui se posent sont tout d'abord l'absence de papiers d'identité pour une fraction importante de la population (environ 10 %, selon la CUA), les enfants n'ayant pas été déclarés à leur naissance. Ainsi, à Andohatapenaka, un quartier très défavorisé de l'ouest, des enquêtes ont mis en évidence que les mères ne se souvenaient pas toujours de la date de naissance de leurs jeunes enfants⁶. La question de l'adhésion citoyenne se manifeste bien sûr à propos du vote : populations non recensées, électeurs analphabètes et donc plus aisément manipulables... L'éducation, la santé, l'hygiène, la maîtrise de la fécondité constituent également des thèmes de premier plan.

Plusieurs personnes de diverses équipes municipales se sont emparées de ces problèmes et ont engagé des actions ponctuelles, mais qui toutes convergent vers le même but. Juliette Ratsimandrava⁷, directrice des Affaires Culturelles à la CUA en 1999, expose ces diverses actions lancées auprès de la population, et relayées par la municipalité :

- formation d'une association de parents d'élèves (FRAM), pour impliquer directement les parents dans l'éducation,
- soutien scolaire et apports alimentaires pour les enfants passant l'examen d'entrée en sixième,
- mise en place d'activités d'éveil préscolaires en août dans les quartiers pauvres ; devant le succès de l'entreprise, des parents ont décidé de créer une école maternelle aux 67 hectares ; ils ont construit bancs et tables eux-mêmes, la CUA a prêté la salle,
- formation « d'animateurs de quartier » pour le développement culturel (cf. *infra*, B),
- mouvements de femmes dans les quartiers, qui par exemple s'occupent d'hygiène, sensibilisent à la lutte quotidienne contre le choléra, etc.

Naissent ainsi dans la société de très nombreuses associations, éventuellement encadrées ou aidées par la CUA une fois formées. M^{me} Ratsimandrava insiste sur la nécessité de valoriser les initiatives des habitants, de les laisser s'exprimer et se structurer, sans que celles-ci soient définies d'en haut, par un pouvoir politique distant et qui méconnaît les réalités du terrain. Elle regrette que ces mouvements locaux soient méconnus, et souvent occultés par la plus grande visibilité des actions des ONG internationales ou nationales (cf. *infra* 3, pour cette question de concurrence entre CUA et ONG). Le rôle de ces actions dans la reconstruction de la citoyenneté est clair : « *Il y a un foisonnement d'initiatives, les gens bougent et s'interrogent sur la ville.* » Cette démarche a été conceptualisée au niveau du pouvoir municipal par l'équipe de G. W. Razanamasy (1995-1999), sous la désignation de « démocratie participative ». Cette ébauche de substitution de la participation à la passivité face au politique dans les quartiers urbains constitue une première à Tananarive : c'est la « société civile locale », selon la terminologie en vigueur à la CUA, qui est ainsi encouragée.

Dans cette optique de responsabilisation, la CUA a organisé plusieurs cérémonies de remise officielle d'actes de naissance et de cartes d'identité à des enfants⁸. Le discours de la CUA durant le mandat de G. W. Razanamasy liait ainsi la lutte contre la pauvreté à la restauration d'une citoyenneté égale pour tous et au progrès des démarches démocratiques. Toutefois, on peut également lire des préoccupations politiques derrière cette ambition : ne s'agirait-il pas de reconquérir de cette manière des électeurs des bas

⁶ MAQUIN V., 2000, *La malnutrition infantile à Antananarivo*, mémoire de Maîtrise, Université Paris IV, 210 p.

⁷ Entretien le 22 mai 1999.

⁸ Entretien avec un ancien adjoint au maire, Roland Ramahatra, le 17 juin 1999.

quartiers traditionnellement fidèles à Didier Ratsiraka et à les soustraire à la séduction de ses discours populistes ? (cf. *infra*)

Dans un tout autre ordre d'idées, la libéralisation des médias qui a eu lieu depuis quelques années a également joué un grand rôle dans le développement d'un sentiment citoyen dans la capitale, à l'instar de ce qui s'est opéré dans d'autres pays africains. A Tananarive, émettent désormais plusieurs chaînes de télévision privées (Matv, RTA, Record entre autres), qui proposent une approche beaucoup plus critique de l'actualité que la chaîne officielle, TVM. D'ailleurs, durant les événements de contestation des résultats électoraux, en janvier 2002, les manifestants soutenant Marc Ravalomanana ont marché sur le siège de la radio et de la télévision nationales pour exiger qu'elles rendent compte des manifestations populaires. La radio a également été libéralisée sur les fréquences Fm. Son nouveau rôle s'est incarné lors des événements de 2002, où les auditeurs tananariviens appelaient très nombreux toute la journée pour donner leur point de vue à l'antenne, saisissant l'occasion de s'exprimer sur des sujets politiques. Ces nouveaux médias libres ont donc réalisé un important travail de démocratisation de la société, en organisant des débats, en laissant la parole à leurs auditeurs, en critiquant explicitement le pouvoir. Désormais, même dans les quartiers populaires où les habitants ne peuvent lire les journaux, des médias diffusent des thèmes politiques, qui peuvent être soumis à la discussion. On mesure ici le rôle de la modernisation technologique, ainsi que la place de précurseur de la capitale à l'échelle du pays.

3- Le rôle des encadrements de quartier : le désengagement municipal ?

La CUA n'est pas seule dans la croisade contre l'incivilité, le désordre et l'insalubrité. Tout un ensemble d'associations, d'ONG et d'individualités constituent des relais de l'action municipale dans de nombreux quartiers de la capitale, soit en la prolongeant, soit en palliant ses défaillances, voire ses démissions.

Associations et ONG dans les quartiers : pour le développement de la citoyenneté

Depuis quelques années, on l'a vu, les thèmes de la participation des habitants à la vie et à l'amélioration de leur quartier sont à la mode. Les actions à Tananarive foisonnent en la matière. De très nombreuses ONG malgaches œuvrent dans les quartiers défavorisés pour sensibiliser la population aux dangers des maladies sexuellement transmissibles, en particulier du SIDA, au planning familial, pour promouvoir le rôle des femmes, pour lutter contre la délinquance des jeunes désœuvrés en leur proposant des activités sportives, etc. L'arrivée du choléra dans la capitale en 1999 a constitué le terrain idéal pour développer ces opérations de « conscientisation », centrées sur l'hygiène.

Le projet PAIQ (projet d'appui aux initiatives de quartier) s'inscrit dans la même optique de responsabilisation des habitants des quartiers. Le PAIQ, créé en 1995, fonctionne avec des représentants des autorités malgaches qui donnent leur aval aux projets soumis, avec la Mission de Coopération française (MCAC) et avec l'Agence Française de Développement. Le PAIQ se fonde sur des « ONG ressources » qui

travaillent dans des quartiers pauvres de la ville. Celles-ci, qui constituent les relais locaux du PAIQ, sont chargées de mener une enquête socio-économique auprès de la population de chaque quartier, et d'identifier leurs besoins prioritaires en matière d'aménagement, en appliquant une « démarche participative » (réunions publiques, discussions...). Un comité de pilotage du PAIQ évalue ensuite les projets, s'assure de leur viabilité et de la mobilisation des associations de quartier, puis débloque les crédits.

Le PAIQ fonde son discours sur l'implication citoyenne des habitants, comme le montre sa plaquette :

« Les objectifs :

- la responsabilisation des populations dans le développement de leur quartier
- le renforcement des capacités des associations de quartier et ONG
- la promotion d'un développement local participatif à travers le renforcement des relations entre la société civile et les autorités locales.

Les principes d'action :

Le PAIQ axe sa stratégie d'action sur une coopération de proximité avec les populations. Les populations, regroupées en associations, identifient des projets contribuant à l'amélioration des conditions de vie. Elles sont impliquées dans la définition et la réalisation de ces projets et sont responsables de leurs gestion et entretien ultérieurs. »

Le PAIQ a fait réaliser des rapports sur de très nombreux quartiers pauvres de Tananarive⁹, et a financé des projets locaux dans quelque cinquante quartiers : couverture de dalles, aménagement de ruelles, aménagement de la cour d'une école primaire en aire sportive, aménagement d'une aire de marché, réhabilitation de lavoirs publics, construction de foyers sociaux, aménagement de diguettes, terrassement et pavage d'une route, création de blocs sanitaires (WC et douches publiques), curage de canaux, etc.

Une fois l'aménagement réalisé, sa gestion et son entretien sont confiés à l'association du quartier qui a contractuellement accepté cette fonction. Il s'agit donc d'impliquer les habitants d'un quartier dans le fonctionnement d'un équipement, qui a été réalisé pour répondre aux besoins exprimés. Cette démarche s'inscrit bien dans une volonté de promouvoir une forme de développement participatif, en vertu du présupposé selon lequel l'implication des habitants dans la gestion du quartier est facteur de citoyenneté et favorise l'intégration à la ville de populations qui s'en sentent généralement exclues.

Mais cette lecture n'est pas la seule possible : on peut en effet voir dans ces initiatives locales encadrées une manière subtile et discrète pour le pouvoir municipal de se désengager de la gestion des quartiers pauvres et de certaines tâches dont le suivi est complexe : une borne-fontaine réparée est à nouveau en panne au bout de quelques jours, les planches d'un pont-passerelle au dessus d'un canal sont volées, les usages de l'équipement ne sont pas respectés (on se lave au lavoir par exemple)... Toutes ces difficultés, qui s'expliquent par le contexte de paupérisation, nécessiteraient une intervention permanente de personnel municipal. Or, la commune n'a pas les moyens de faire respecter le bon usage de ses équipements. Il lui faut donc trouver des solutions de substitution, que ces projets locaux remplissent tout à fait.

⁹ Les ONG ont ainsi produit pour le PAIQ une abondante littérature grise, qui, si elle s'est avérée souvent utile et riche en informations, laisse une impression d'amertume devant tant d'énergie si souvent dépensée en vain. Il n'est qu'à voir ces remarquables « fiches d'identification des quartiers d'Antananarivo », sous forme de petits mémoires dactylographiés, dirigées par l'ONG-ressource dans chaque quartier pauvre. Il y a là une somme de connaissances précieuses, et une approche du vécu des habitants ... qui n'est disponible qu'à la Bibliothèque Municipale, où elle sombre sous la poussière et l'oubli.

La montée du rôle des ONG, signe du désengagement municipal ?

Ce sont donc les acteurs locaux dans les quartiers populaires qui prennent en charge des tâches de gestion, comme l'entretien de bornes-fontaines, de lavoirs ou d'autres infrastructures publiques (marchés, canaux, douches...) ¹⁰. Il s'agit en fait d'équipements dont la municipalité a cédé la gestion à ces encadrements de proximité. Ainsi, dans certains quartiers, l'eau aux bornes-fontaines n'est plus gratuite, alors que c'est le cas dans toute l'agglomération ¹¹. Il en va de même pour les douches, WC et autres lavoirs municipaux : certains sont payants et font l'objet d'un contrôle pour leur usage, d'autres non.

Quelques exemples illustrent la généralisation de cette politique : à Anjezika (dans la plaine, vers Andavamamba), l'ONG internationale SECALINE ¹² a mis en place, depuis 1997, un comité de gestion qui entretient les canaux d'évacuation des eaux usées ; 200 Fmg par famille et par mois sont collectés pour le financement. A Ambanidia, où elle travaille en collaboration avec l'Eglise, ses actions concernent la dératisation domiciliaire et la subvention des cantines scolaires. C'est aussi le cas dans le quartier d'Andohatapenaka, où les seize bornes-fontaines sont gérées par le Centre de Développement d'Andohatapenaka (CDA), une des plus puissantes ONG de la ville, qui en fixe le débit, les horaires de fonctionnement, la quantité maximale autorisée à chaque prélèvement, et qui entretient le robinet ; des murets de protection ont été construits autour des bornes-fontaines pour éviter les dégradations ; des panonceaux stipulent qu'il est interdit de s'y laver et d'y faire la lessive, sous peine d'amende.

Cette politique de délégation de la gestion conduit ainsi à une certaine atomisation de la gestion urbaine : tous les points du territoire ne sont pas traités de manière équivalente. A Andohatapenaka, le président du *fokontany* d'Andohatapenaka I ¹³, à quelques centaines de mètres du CDA, se plaint de ne bénéficier d'aucune aide, tout étant concentré au CDA. Par exemple, il ne dispose pas de fonds pour réparer les WC de l'école primaire, qui ne fonctionnent plus ; de même, trois salles ne disposant pas de bancs, le *fokontany* a demandé au CDA, qui possède un atelier de menuiserie, de les construire, mais il s'est heurté à un refus. Le président expose l'antagonisme entre l'ONG et le *fokontany*, et critique sévèrement sa politique, en raison de son caractère exclusif, qui crée des frustrations en dehors de son champ d'action. Des différentiels géographiques se créent donc, entre quartiers aidés et quartiers abandonnés, qui ne sont pas plus pris en charge par la municipalité, débordée.

Qui plus est, il s'agit là de domaines qui relèvent traditionnellement de la gestion municipale, comme le formule explicitement le directeur du CDA : « *Le CDA a repris le rôle de la mairie.* » ¹⁴ A lire la plaquette éditée par la CDA, il apparaît en effet que cette ONG fonctionne comme un substitut à la municipalité, voire comme une entité municipale autonome, une ville dans la ville ; les domaines d'action couverts sont :

¹⁰ Voir JAGLIN S., 1995, *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, pour une analyse très fine de ces problématiques en Afrique de l'Ouest.

¹¹ Tananarive constitue une exception en la matière. Dans la plupart des métropoles du Tiers Monde, l'accès aux bornes-fontaines est payant. La JIRAMA aurait un projet pour faire payer les usagers, mais pour le moment rien n'a encore été fait.

¹² Sécurité alimentaire et de nutrition élargie.

¹³ Entretien le 5 mai 1999.

¹⁴ Entretien avec José Ranevo, directeur, le 11 mai 1999.

« - l'assistance sociale : service de récupération nutritionnelle, distribution de rations sèches et de compléments alimentaires pour les jeunes enfants,
 - l'assistance médicale, l'éducation : prise en charge des frais de scolarité de 600 élèves, cantine scolaire, ateliers de formation professionnelle,
 - la culture : bibliothèque, salle de spectacle,
 - l'environnement : construction de ponts-passerelles, réfection de maisons, construction de latrines publiques et familiales, de bacs à ordures, de lavoirs publics, dératisation, nettoyage des canaux d'évacuation, entretien des bornes-fontaines, et pavage d'une route sur six cents mètres,
 - l'emploi : ateliers de bois, de fer, décortiquerie, élevage, jardin communautaire, tressage. »

L'association du Père Pedro, Akamasoa¹⁵, fonctionne selon les mêmes principes : il s'agit de pallier les carences de la prise en charge des plus pauvres par la CUA par une organisation locale très structurée et polyvalente. Akamasoa va même plus loin en construisant ses propres villages, dans la périphérie orientale de Tananarive, à proximité de la décharge municipale, où le Père Pedro a rencontré les premières familles aidées. Une *dina* (règle communautaire) définit les règles de la vie en communauté, ce qui montre bien l'analogie avec le *fokontany*, et le fonctionnement autonome des villages. Ceux-ci accueillent près de vingt mille personnes, ce qui confère à l'association une envergure qui lui permet d'évincer la CUA, en s'y substituant de fait.

Tous ces éléments témoignent d'un réel engagement en faveur de la reconstruction d'une citoyenneté qui implique chaque Tananarivien dans la vie de la cité. Chacun doit désormais se sentir responsable de sa ville, à quelque échelle que ce soit. On assiste donc à l'émergence de formes multiples de mobilisation citadine. Toutefois, à la lumière des analyses précédentes, on peut se demander si ces actions ne conduisent pas à accentuer les différences spatiales, et si, sous couvert de participation et de responsabilisation des habitants, la CUA ne ferait pas ainsi passer son désengagement. Le discours officiel sur la restauration de l'initiative citoyenne s'avère donc plus ambivalent qu'il n'y paraît : celle-ci est aussi synonyme de délégation et de recul de la prise en charge municipale.

B- Les cultures tananariviennes

Depuis quelques années, la vie culturelle de Tananarive connaît un renouveau après des décennies d'atonie dans le contexte de crise, qui, à l'échelle de Tananarive, apparaît comme foisonnant. Avant de tenter d'en interpréter la signification, on voudrait dresser un panorama de cet essor culturel dans la capitale.

1- Les lieux de la culture

Tananarive a gagné ces dernières années divers lieux où peuvent se dérouler des manifestations culturelles : salles de concert et stades d'envergure nationale (voir chapitre II, I, B, 2), mais aussi des lieux plus modestes, à l'échelle municipale, destinés à la population tananarivienne. C'est le cas de la *tranompokonolona* d'Analakely, qui a été restaurée en 2000 grâce à un financement de la coopération française, par le biais du PAIQ. Il s'agit d'une salle de théâtre, dotée d'une scène, qui était laissée à l'abandon

¹⁵ L'association a publié en 1999 un bilan de son action après dix ans d'existence : RAVALIMANANA A., 1999, *Dix ans d'action humanitaire. L'association Akamasoa du Père Pedro*, Fianarantsoa, 203 p.

depuis de longues années. Cette salle est d'une importance considérable en raison de sa localisation au cœur de la ville, aisément accessible et très visible (voir photo n° 19, chapitre premier). Elle accueille désormais des spectacles tels des concerts, des concours de *kabary*¹⁶, des manifestations littéraires comme un festival consacré à la poésie de l'Océan Indien en juillet 2001¹⁷... La CUA l'utilise également pour organiser des colloques. Plus révélatrice encore de la reconquête des lieux par la culture, l'utilisation de l'esplanade d'Analakely située juste devant la *tranompokonolona*. Cette esplanade, abandonnée au stationnement des véhicules depuis la disparition du Zoma, sert désormais de temps en temps à l'accueil d'expositions temporaires de peinture, en plein air. Il s'agit là d'un symbole fort de reconquête de l'espace public : les passants sont sollicités, leur curiosité est stimulée.

L'ouverture d'une salle d'exposition dans le bâtiment Rarihasina, à quelques dizaines de mètres, en face des escaliers d'Antaninarenina, va dans le même sens. Elle est spacieuse, lumineuse, avec un accès direct sur la rue, et idéalement située. Pour la première fois depuis très longtemps, il existe donc en plein centre deux salles symboles de la sociabilité et de la citadinité d'antan, qui constituent des lieux de culture typiquement tananariviens. En effet, il n'existait auparavant comme salles couvertes que celles des centres culturels étrangers (français, allemand, américain), mais à accès limité, et celle de la *tranompokonolona* d'Isotry, en mauvais état. A propos de cet immeuble Rarihasina, le célèbre poète Elie Rajaonarison souhaite en faire un centre culturel malgache, ce qui constituerait une première à Tananarive ; il veut promouvoir dans ces murs un lieu de rencontre, de débat, et d'échanges intellectuels, notamment dans les domaines pictural et littéraire.

On observe également l'ouverture de quelques galeries de peinture et d'art, modestes par leur taille, très élitistes par leur fréquentation, mais néanmoins révélatrices d'un renouveau culturel certain de par leur existence¹⁸. Plusieurs se situent dans les quartiers centraux de Tsaralalana, d'Antaninarenina, d'Ambatonakanga.

Enfin, c'est sans doute la réouverture de salles de cinéma depuis 2001 qui constitue l'aspect le plus emblématique de ce renouveau culturel. Au cinéma Rex, également situé en plein centre, sont diffusés de temps à autre des vidéo-films malgaches. Les séances ont lieu l'après-midi ; proposées à un prix relativement bas, elles attirent des jeunes en mal de distractions et connaissent un réel succès, en dépit des critiques sévères de la presse sur la qualité très médiocre des réalisations¹⁹.

Salles de concert, *tranompokonolona*, esplanade d'Analakely consacrée à des expositions, immeuble Rarihasina, galeries d'art et salles de cinéma, sans compter les salles à louer pour des occasions ponctuelles (l'Espace Dera, Le Bus, le CEMES...) :

¹⁶ Discours traditionnels.

¹⁷ Des déclamations de poésies étaient organisées toute l'après-midi ; la salle était comble, l'entrée était libre. La manifestation avait attiré beaucoup de jeunes.

¹⁸ « Fin des années 90 : le milieu des arts plastiques est en pleine mutation, révolution. Les artistes osent s'attaquer à des matériaux de leur environnement, les supports changent, les matériaux traditionnels évoluent, les couleurs aussi. Les artistes se cherchent, osent et ont envie de voir ailleurs et de recevoir des artistes d'ailleurs. » (*Tana Cultures 2000*, p. 53).

¹⁹ « Il ne reste que les salles de cinéma, dont la réouverture a réjoui plus d'un. D'autant que les films sont dorénavant joués par des acteurs malgaches. Le hic, la mauvaise réalisation et le jeu des acteurs. L'initiative est louable après plusieurs décennies de traversée du désert pour le 7^e art malgache. Mais un effort doit être consenti pour un vrai casting et surtout pour éviter ces scènes où les acteurs anonnent leurs textes et où les réalisateurs n'ont pas pris la peine d'enlever au montage des plans où l'ombre du micro apparaît dans le champ. », site web de Matv (Madagascar Télévision), 12 novembre 2001.

l'offre de lieux à vocation culturelle s'est considérablement diversifiée depuis quelques années. Même si elle demeure modeste par rapport à d'autres métropoles de pays pauvres, cette offre représente néanmoins une avancée importante pour la capitale malgache.

2- Le foisonnement d'activités culturelles, signe d'une renaissance

Pour la première fois en 2000, paraît un guide culturel de Tananarive, intitulé *Tana Cultures 2000, Guide d'une capitale*. Cette initiative inédite est l'œuvre d'une Française installée à Tananarive ; de nombreux intellectuels et artistes Malgaches ont participé à sa rédaction. Ce guide est rédigé en français et s'adresse manifestement à une élite aisée, étrangère mais aussi malgache, curieuse de découvrir la ville et sa diversité, aussi bien paysagère que culturelle. La découverte pedestre du pittoresque de Tananarive est ainsi valorisée, avec des rubriques comme « Cuisine », « Marchés » ou « Balades ». Tous les quartiers de la ville sont évoqués : la ville basse n'est pas laissée dans l'ombre, ce qui constitue une exception tout à fait remarquable (voir chapitre V, II, B, 1). L'introduction, intitulée « Regards », se fait l'écho de cette préoccupation de refléter l'ensemble de la ville, sans exclusive ; une rubrique est également consacrée aux « quartiers » dans leur diversité topographique, historique et sociale.

Cet ouvrage constitue donc une première approche de Tananarive comme un tout, et non comme une somme d'entités isolées et sans point commun. En cela, il est très révélateur d'un état d'esprit de la fin des années quatre-vingt-dix, caractérisées par une volonté de renaissance de la vie urbaine, par des aspirations culturelles nouvelles, et par un désir, fût-il vœu pieux, de promouvoir une citoyenneté soudée et homogène, et non fracturée en différents groupes (cf. *infra*, II et III) : c'est à ce « vivre ensemble » (*miaran-velona*) que les auteurs tentent de donner corps, même si la visée reste très limitée de par l'audience restreinte du guide²⁰.

C'est dans ce même état d'esprit que s'inscrit le programme mené par l'association AFAKA, qui a pour ambition de collecter par écrit la mémoire des quartiers, et d'organiser dans chacun d'eux des animations culturelles, autour de la danse, du théâtre ou du chant. AFAKA a été largement promu par Madame Ratsimandrava, l'une des figures les plus actives de la culture tananarivienne, ancienne directrice des affaires culturelles de la CUA, puis directrice de la Bibliothèque municipale. Sous son égide et grâce à une commande de la municipalité, une grande entreprise de collecte des récits des habitants des quartiers a été lancée, « Les quartiers racontent », qui devrait un jour donner lieu à une publication. Là encore, cette initiative témoigne d'une volonté forte de reconstruire le lien social et la citoyenneté tananarivienne.

Sur le plan strictement culturel, le sommaire du guide ne laisse pas de surprendre par son caractère ambitieux et par la diversité des domaines traités : musique, théâtre, danse, arts plastiques, photo, écrits, médias, mode et stylisme, musées et événements, artisanat, sports font ainsi l'objet d'une rubrique à part entière. Ce foisonnement est bien révélateur d'un renouveau culturel, même s'il demeure timide dans certains domaines, faute de moyens et de structures suffisantes.

²⁰ Seuls 3 000 exemplaires ont été imprimés ; la coordonnatrice, amère, regrette que la Maison du Tourisme, installée à Antaninarenina, n'en ait acquis aucun, et que les hôtels ne le mettent pas à disposition de leurs clients.

Le guide cite de nombreuses associations, pour la plupart récentes, qui œuvrent dans le domaine culturel. L'association *Sakaizan'ny teatra*, les Amis du théâtre, vise par exemple à constituer un pôle d'échanges entre tous les types de théâtre de l'île : « Le théâtre veut sortir de ses murs, des rencontres, des échanges se font à l'heure actuelle au niveau de l'association (...). Est-ce le début de quelque chose de différent ? » (p. 44). L'association tente également de monter des pièces du répertoire classique malgache, qui pour le moment dorment aux Archives nationales. Dans la même veine, se constituent des associations de peintres, de photographes, de dessinateurs ou d'écrivains. Il existe par exemple un Cercle littéraire des jeunes écrivains, à Ampefiloha, qui « publie depuis deux ans le seul journal consacré à la littérature et organise des conférences et des lectures poétiques. » (p. 66). Le PAIQ tente lui aussi d'organiser la vie culturelle dans les quartiers pauvres où elle est bien souvent totalement absente. Plusieurs projets socioculturels ont ainsi été mis en place, afin de « donner accès à des manifestations culturelles et sportives de qualité aux populations défavorisées, et sensibiliser ces populations aux problèmes de la société malgache »²¹. En 1998, se sont ainsi déroulés une pièce de théâtre didactique itinérante, qui s'est jouée gratuitement dans les six arrondissements de la capitale (il s'agissait de dénoncer les maux des quartiers et de montrer aux spectateurs l'intérêt de former une association qui travaille avec le PAIQ), des cross de quartiers, des tournois de football, un atelier de théâtre pour enfants autour de Pinocchio, une découverte du jazz, un atelier de danse hip-hop à la *tranompokonolona* d'Isotry. Le rapport d'activités souligne l'intérêt des spectateurs et des participants, qui pour certains n'avaient jamais eu l'occasion d'assister à un spectacle, hormis ceux du 26 Juin.

Ces diverses activités et associations acquièrent une visibilité nouvelle à travers l'organisation de manifestations annuelles ou ponctuelles :

- *Karajia*, festival de danse,
- le Mois de la Photo, qui organise des expositions dans plusieurs endroits de la ville, des rencontres, des débats et un concours,
- *Manja*, le festival de la mode et du design²², durant lequel sont organisées des présentations de mode, des opérations de promotion des producteurs de soie malgache. La soie constitue un secteur en plein essor : il est à la mode chez les élégantes tananariviennes de porter des *lamba* colorés en soie ou des robes faites à la main. Ces produits sont très coûteux (plusieurs centaines de milliers de francs malgaches – de 50 à 150 euros).
- diverses foires où s'exposent des produits d'artisanat haut de gamme, souvent dans les grands hôtels de la ville ou bien dans l'enceinte du Palais des sports.
- un Concours de piano de la ville des Mille a été organisé en 2001, après sa renaissance en 2000, qui avait suivi dix ans de suspension : la première édition avait eu lieu en 1989. En 2000, c'est la *tranompokonolona* d'Analakely qui a servi de cadre, et en 2001, « pour cette troisième édition des "Journées du Piano", l'ouverture officielle a été marquée par le vernissage d'une exposition au CCAC et un concert de toutes les écoles au CGM »²³ (cercle germano-malgache). Là encore, on dispose d'un signe fort du renouveau culturel

²¹ PAIQ, *Rapport d'activités annuel 1998*.

²² Voir chapitre II, I, B, 3.

²³ *Madagascar Tribune*, 25 octobre 2001. Durant longtemps, les centres culturels étrangers (français, allemand, américain pour l'essentiel, ainsi que l'Alliance française) ont été les seuls lieux où se déroulait une vie culturelle à Tananarive. Les Tananariviens essaient aujourd'hui de promouvoir des lieux culturels malgaches.

en cours ; l'événement est considéré comme suffisamment important pour faire l'objet d'un article de presse.

- chaque samedi et dimanche de fin de mois, se tient la manifestation « L'Art dans la rue » au jardin d'Antaninarenina, avec des expositions diverses.

- en juin 2000 s'est tenue une exposition internationale et itinérante appelée *Razana sy vina*, « ancêtre et vision ». Cette exposition, où participaient des artistes français, malgaches, et réunionnais, a été présentée dans plusieurs îles de l'Océan Indien : elle constitue un exemple de réinsertion de Tananarive dans des réseaux culturels internationaux, alors que la ville avait jusqu'alors été maintenue dans l'isolement.

- enfin, rappelons le goût prononcé des Tananariviens pour les spectacles musicaux²⁴, que ce soit pour la musique traditionnelle (le groupe Tarika Ramilison Fenoarivo de *hira gasy*²⁵ a réuni plus de dix mille personnes à Mahamasina en 1998), le rock, les variétés malgaches contemporaines, ou encore les chants évangéliques. Des salles de concert, restaurées ou récentes, ainsi que des cabarets plus intimes, accueillent régulièrement des Tananariviens de toutes les générations, avides de musique. Ces concerts constituent des événements importants de la vie citadine. Dans le domaine musical également, sont organisés la Fête de la musique, le 21 juin, et le festival Madajazzcar (le jazz est un genre très apprécié des élites tananariviennes depuis très longtemps).

Tous ces éléments, quelque peu disparates, convergent cependant vers la résurgence d'une vie culturelle à Tananarive, qui se structure autour de multiples pôles et qui revêt des formes variées. Ce foisonnement culturel est très visible et contribue à susciter l'impression d'une résurrection, ce qu'on observe fréquemment dans les villes aux lendemains de troubles ou de guerres : Tananarive vivrait en quelque sorte ses années folles. La ville revit, on sort, on s'amuse. Certes, cette offre culturelle demeure dans l'ensemble très modeste et souvent inaccessible pour la majorité de la population en raison de son coût. Cependant, les Tananariviens, du moins les élites traditionnelles, ont le sentiment très net d'un timide début de retour à un âge d'or toujours amèrement regretté. Toutefois, il semble qu'il ne faille pas surestimer ce mouvement ou en tout cas son audience, comme en témoigne un article de *ROIM* de janvier 2002, intitulé « Le blues culturel des Tananariviens. »²⁶ Ce mouvement culturel procède plus d'une dynamique des artistes et intellectuels que d'un réel ancrage auprès de la population.

Conclusion I

Le renouveau culturel s'accompagne de mesures de restauration de la citoyenneté et de la citoyenneté, à travers l'action municipale mais aussi au travers d'engagements qui

²⁴ Voir chapitre II, I, B, 2.

²⁵ Depuis la destruction de la salle d'Isotry par un cyclone en 1994, il n'existe plus aucune salle pour accueillir les *hira gasy* dans la capitale

²⁶ « La vie culturelle tananarivienne est pauvre. De temps en temps, au gré des événements, quelques manifestations rompent cette monotonie, voire cette léthargie. La capitale ne dispose, entre autres, ni de véritable salle de théâtre, ni de musée digne de ce nom (...). Les vieilles générations ont eu autrefois le plaisir de se familiariser avec le monde du théâtre. Il est bien loin le temps où, dans la première moitié du XX^e siècle, les Tananariviens mettaient leurs plus beaux habits et se paraient de leurs bijoux pour aller au théâtre. Les *tranompokonolona* d'Analakely et d'Isotry ont beau être rénovés, mais les pièces de théâtre demeurent rares... », p. 57.

partent de la base. Il semble donc aisé de conclure à une restructuration polymorphe de la cidadinité tananarivienne, au développement du « vivre ensemble ».

Or, ces éléments, certes très importants et significatifs d'une restructuration de la cidadinité par divers biais, n'en dissimulent pas moins des crispations identitaires et des fractures internes à cette société tananarivienne. L'unanimisme n'est bien souvent que de façade, et les aspects de la restructuration ne suffisent pas à transcender les divisions structurant l'identité citadine. Ce sont donc à présent ces clivages qu'on se propose d'examiner dans les deux parties suivantes de ce chapitre, afin de proposer ensuite une relecture de ce renouveau municipal, citoyen et culturel.

II- LA MONTEE DES CRISPATIONS IDENTITAIRES TANANARIVIENNES : LE REJET DE L'AUTRE

A- Des populations étrangères mal acceptées en ville

1- Les *Karana* tananariviens : une communauté diverse, dotée d'une forte visibilité en ville

Une communauté prospère et dynamique

Les *Karana*²⁷ tananariviens représentent quelques milliers de personnes, soit une proportion très faible de la population urbaine totale. Descendants d'Indiens arrivés à Madagascar au début du XX^e siècle afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire aux divers chantiers coloniaux, pour l'essentiel originaires du Gujerat, ils se divisent aujourd'hui en deux groupes principaux : les Musulmans²⁸ et les Hindous. Certains ont acquis la nationalité malgache, d'autres sont ressortissants d'autres pays, en particulier français, et une partie d'entre eux enfin sont toujours considérés comme apatrides, ce qui les place en situation délicate.

La différence religieuse se traduit par une forte spécialisation dans les activités économiques : les Hindous tiennent essentiellement des bijouteries, tandis que les Musulmans, plus nombreux, sont tournés vers le commerce de biens d'équipement (machines pour les industries, l'agriculture...) et de consommation (électroménager, quincailleries, pièces détachées automobiles...). Les plus riches d'entre eux détiennent des capitaux dans la plupart des entreprises malgaches, et possèdent eux-mêmes de nombreuses entreprises. On estime généralement que 70 % de l'activité économique de la capitale est assurée par les *Karana*. Il s'agit donc d'une communauté très dynamique sur le plan économique, ce qui nourrit pour une large part le sentiment négatif qu'entretiennent les Malgaches à leur égard.

Une forte visibilité dans la ville

Ces activités économiques se traduisent par une forte visibilité paysagère (voir carte n° 26). Ainsi, dans certains quartiers, les boutiques sont presque exclusivement tenues par des *Karana* : c'est le cas à Tsaralalana (boutiques de tissus, hôtels, restaurants, boîtes de nuit...), à Andravoahangy (quincailleries), à Behoririka (pièces détachées), ou encore à Antaninarenina (bijouteries). La concentration géographique est telle que la presse malgache n'hésite pas à évoquer « *Bombay street* » ou à qualifier Tsaralalana de « *Little India* », par analogie avec la *Little Italy* new-yorkaise. Les *Karana* se manifestent également par une importante action sociale : les Musulmans animent des associations caritatives destinées à la population malgache, et l'aumône à des mendiants malgaches à la sortie des mosquées le vendredi est une tradition vivace. L'action de ces communautés riches s'inscrit donc dans une tradition d'édilité en ville : financement de projets ponctuels dans les quartiers où sont implantées les mosquées, ou bien dons substantiels aux *fokontany* à l'occasion des fêtes religieuses importantes²⁹.

²⁷ Pour plus de détails sur les *Karana* de Madagascar, voir BLANCHY S., 1995, *Karana et Banians, les communautés commerçantes d'origine indienne à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 346 p.

²⁸ Les musulmans se divisent entre *Bohra*, Ismaéliens, et *Khodja*.

Carte n° 26 (Karana) COULEUR ?

²⁹ Leur implication dans la vie tananarivienne s'est également illustrée à l'occasion des événements de 2002 : la communauté *karana* a donné de l'argent pour soutenir les manifestants et ceux qui gardaient les barrages de protection des lieux fréquentés par Marc Ravalomanana (afin de leur fournir nourriture, charbon de bois...).

La présence des Indiens à Tananarive s'exprime également sur le plan architectural, sans rapport avec la faiblesse numérique de la communauté. Il existe tout d'abord une architecture religieuse à travers les mosquées. La plupart sont très discrètes, comme celle d'Ambohitovo, qui de l'extérieur ressemble à un immeuble d'habitation. Mais en 1999 a été construite la mosquée Khodja d'Ankorondrano, sur la route des hydrocarbures, qui surprend par son gigantisme³⁰. La localisation de cet édifice religieux, d'architecture islamique internationale, s'explique aisément : un vaste terrain remblayé à proximité d'entreprises *karana*, et surtout très aisément accessible depuis Ivandry, où habitent de très nombreux *Karana*. Par ailleurs, il existe une architecture privée *karana*, qui concerne notamment les villas modernes. Les Tananariviens identifient au premier coup d'œil une maison *karana* à ses hauts murs, à son portail électrique en métal, à ses murs peints aux couleurs vives, à ses balcons aux balustrades chargées, à ses fenêtres grillagées (voir photo n° 117). Cette architecture témoigne à la fois d'une volonté d'apparat et d'un souci sécuritaire. Au regard des risques encourus par les *Karana* à Tananarive, il s'agit en effet là d'une mesure de prudence : kidnapping, fusillades lors de règlements de compte, et bien sûr cambriolages. Les quartiers où se concentrent les *Karana* sont les quartiers résidentiels de Tananarive : Ivandry en premier lieu, puis des quartiers qui bordent la route circulaire comme Ankadivato, Antsahabe, Antsakaviro, la cité Planton. Certains préfèrent toutefois loger en appartement, comme cet homme qui explique : « *La sécurité, c'est le plus important pour moi, donc je préfère ne pas habiter dans une villa. Là, on est au troisième étage, on est tranquille.* »

La visibilité des *Karana* en ville repose enfin sur leurs habitudes vestimentaires. Les femmes portent des *sari*, celles de la communauté *bohra* de longues robes à capuche qui les rendent immédiatement identifiables. Beaucoup sont toutefois habillées à l'europpéenne, en particulier les Ismaéliennes, au mode de vie très occidentalisé.

Le rapport à la ville : une citadinité karana ?

Les remarques qui suivent se fondent sur les trois seuls entretiens réalisés auprès de *Karana* (voir méthodologie en annexe), aussi ne peuvent-elles pas être généralisées à l'ensemble de cette population. Elles fournissent toutefois un éclairage sur le rapport à l'espace de cette minorité, thème jamais étudié à notre connaissance.

Quelques éléments sur les pratiques de la ville ont pu être mis en évidence. Les *Karana* font leurs courses dans les supermarchés de la ville ; une femme a cependant signalé qu'elle se rendait au marché de Petite Vitesse. Beaucoup travaillent six jours sur sept, ce qui ne laisse que peu de temps pour les loisirs. Le temps libre est consacré à la famille le dimanche, aux activités à la mosquée, ainsi qu'à des pratiques récréatives en périphérie de la ville : de nombreux *Karana* sont membres de clubs sportifs réservés (à Ilafy, au nord-est de l'agglomération), ou bien se rendent dans les environs de Tananarive pour pique-niquer, ou encore faire des courses de voiture sur les pistes désertes ; tout comme les Malgaches, ils apprécient se rendre à Ambatofotsy³¹ le dimanche en fin d'après-midi pour y consommer des brochettes et s'y détendre. Une femme apprécie se rendre au spectacle de temps à autre : concerts d'artistes malgaches³², théâtre au CCAC

³⁰ Dans le quartier voisin d'Ivandry, des habitants se sont plaints des appels à la prière, tout à fait inhabituels à Tananarive.

³¹ Situé à une vingtaine de kilomètres au sud de Tananarive sur la RN 7.

³² Pratique qui semble rare chez les *Karana*. Tous les éléments évoqués ici semblent présenter une communauté *Karana* plutôt ouverte sur la vie tananarivienne et la culture malgache. D'après l'une des

(centre culturel français). Toutefois, il semble que l'essentiel des loisirs soit tourné vers l'intérieur : télévision, vidéo, jeux sur ordinateur...

Les *Karana* interrogés ont développé les mêmes thèmes que les Malgaches sur la ville en général, déplorant sa saleté et ses inconvénients (pollution, circulation...), insistant sur les progrès réalisés depuis quelques années, approuvant la suppression du Zoma... Ils s'intéressent donc à la ville, développant discours et représentations à son sujet.

Le rapport à l'espace urbain des *Karana* est tout à fait particulier, en ce qu'il est dicté par l'obsession de la sécurité. Ainsi, très rares sont ceux qui conduisent eux-mêmes leur véhicule : tous préfèrent employer un chauffeur malgache, pour éviter tout incident grave en cas d'accident de voiture impliquant un Malgache dans lequel ils seraient responsables (les personnes interrogées craignent des lynchages). De plus, les femmes *karana* ne se déplacent jamais seules en ville. L'une d'elle explique qu'elle redoute les insultes, une remarque désagréable, une bousculade ou encore un geste déplacé ; « à Paris, j'adore marcher », ajoute-t-elle. De manière générale, les *Karana* ont un rapport inquiet à la ville, du fait de l'hostilité latente qu'ils ressentent de la part des Malgaches : « Tana, c'est une ville stressante, physiquement et moralement, avec les embouteillages par exemple, et parce qu'on est Indien. On est perpétuellement sur le qui-vive. On a l'impression d'être sur un volcan ». Cette femme a peur des émeutes qui viseraient sa communauté (cf. *infra*, 2).

Les *Karana* de Tananarive sont des citadins à part entière, sans aucune attache rurale en Imerina. En revanche, ils sont en liaison avec un réseau de villes dans le monde entier, par l'intermédiaire de la diaspora³³. Ils voyagent ainsi fréquemment à l'étranger, à la Réunion, en France métropolitaine, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, où ils ont de la famille, que ce soit pour les vacances ou pour y bénéficier de soins médicaux performants inexistant à Madagascar.

Les *Karana* de Tananarive semblent donc bien avoir développé une forme d'attachement à la ville, et adopté des pratiques et des représentations citadines communes à certains Malgaches, du moins aux plus aisés d'entre eux. Il s'agit toutefois d'une citadinité tout à fait particulière en ce qu'elle est marquée par un fort sentiment d'insécurité d'une part, et par un niveau de vie élevé d'autre part, qui permet l'accès à des loisirs coûteux ; en fait, les *Karana* ont un mode de vie très proche des Malgaches aisés, mais ne partagent aucun des réseaux de sociabilité malgaches (pas de lien avec la

femmes interrogées, ce portrait serait trompeur. En effet, elle explique que la communauté *karana* a connu un renouvellement total depuis les années soixante. Avant, les *Karana* formaient une communauté ouverte, francophile, cultivée, bien intégrée et tolérante. Cette génération a émigré lors des périodes de trouble des années soixante-dix. Elle a été remplacée par des *Karana* qui jusqu'alors vivaient en brousse, dans de petits bourgs ruraux, moins éduqués, très religieux (musulmans), assez fermés et intolérants. Cette nouvelle génération ne se serait jamais véritablement intégrée en ville : ces *Karana* auraient transporté leur mode de vie rural, et vivraient en circuit fermé aussi bien sur le plan social et culturel, qu'au niveau des alliances matrimoniales, une stricte endogamie étant pratiquée. Cette communauté fermée s'attirerait le mépris des Malgaches et serait responsable de l'image désastreuse des *Karana* à Tananarive. Il est sans doute probable que les personnes qui ont accepté de répondre à mes questions (voir en annexe pour la difficulté d'interroger des *Karana*) étaient quelque peu atypiques dans cette communauté, et en représentaient une fraction plus ouverte.

³³ Les communautés indiennes sont très implantées sur la façade orientale de l'Afrique, comme à Zanzibar, au Kenya, ou encore en Ouganda ; voir à ce sujet CALAS B., *Kampala, la ville et la violence*, qui décrit un autre exemple de communauté indienne citadine.

campagne...). La conjonction de ces aspects contribue à donner l'impression d'une communauté qui vit en marge de la société tananarivienne et qui fonctionne de façon très autonome. Cette apparence de fermeture favorise une perception négative de la part des Malgaches.

2- La perception des *Karana* par les Tananariviens : rejet et méfiance

Les Tananariviens (sous-entendu malgaches) dans leur grande majorité n'aiment guère les *Karana*, voire les détestent ouvertement. On entend ainsi que les *Karana* sont fourbes, malhonnêtes, intolérants, fermés sur eux-mêmes, méprisants envers les Malgaches, qu'ils s'enrichissent à leur détriment, qu'ils confisquent l'économie nationale, qu'ils falsifient les passeports pour acquérir la nationalité malgache pour ceux qui ne l'ont toujours pas obtenue, etc³⁴.

On le voit, le premier et principal motif de méfiance réside dans la domination économique indienne. Leur richesse et leur réussite, ainsi que leur esprit d'entreprise, suscitent jalousie et convoitise, réaction très classique dans des situations identiques de par le monde. « *C'est tout juste s'ils ne prennent pas ce que vous avez dans la poche* », commente une femme. Cette hostilité peut revêtir des formes violentes lors de poussées de fièvre, au cours desquelles les magasins indiens sont mis à sac par la foule : ces émeutes anti-*Karana* se nomment OPK, Opération *Karana*. Ces OPK, qui peuvent s'en prendre aux individus, sont redoutées par les *Karana* de tout le pays ; les dernières ont été particulièrement violentes à Tuléar en 1984 et à Majunga³⁵. Les commerçants du centre-ville de Tananarive sont particulièrement inquiets.

La manifestation paysagère de leur réussite est aussi vilipendée. Ainsi peut-on lire dans la *Revue de l'Océan Indien Madagascar* (juillet 1996, p. 63) : « Leurs maisons et leurs boutiques sont facilement reconnaissables avec des rideaux de fer. Ils se barricadent derrière de véritables claires-voies de barreaux, comme des forteresses inexpugnables ».

L'animosité contre les *Karana* se focalise plus encore leur stratégie foncière. Depuis quelques années, dans le contexte de reprise économique, de plus en plus d'entrepreneurs, souvent *karana*, ont acquis des locaux industriels et commerciaux, notamment dans les zones franches de la capitale, tandis qu'a été lancé un vaste mouvement de remblai des rizières ou marécages de la plaine de Tananarive, selon des procédures plus ou moins licites (voir chapitre VII, II, B). Ce mouvement est très mal perçu par les Tananariviens qui ont l'impression que les *Karana* achètent de plus en plus de terrains, notamment par le biais de prête-noms malgaches. Ainsi au cours des enquêtes, la formule « *Il ne faut pas vendre les rizières aux Karana* » a-t-elle été entendue à de nombreuses reprises, bien que ceux-ci ne puissent juridiquement pas acquérir de terrain. A Isotry (enquête n° 7), une jeune femme déclare, sous forme de boutade certes, mais bien révélatrice d'une pensée commune : « *Le Rova, peut-être que dans quelques années, ce sont les Chinois ou les Indiens qui vont le racheter ?* ». C'est Reine qui résume bien le sentiment général : « *Il faut bien le dire, Madagascar est envahi par les Indiens. Ils achètent tout le pays.* ». En proie à de grandes difficultés financières pour entretenir sa maison à Tsaralalana, elle a reçu de nombreuses propositions d'achat de la part de *Karana*

³⁴ B. Calas signale une perception analogue des Indiens à Kampala.

³⁵ Il y avait alors eu des morts.

résidant dans le quartier, mais elle refuse catégoriquement de leur vendre, fût-ce « *pour des milliards* ».

Les Tananariviens accusent ainsi les *Karana* de racheter un maximum de constructions, de participer en cela à la dégradation du paysage urbain, qui passe notamment par la destruction des rizières, alors qu'en raison de la pollution celles-ci ne produisent plus depuis bien longtemps, et de vouloir s'approprier la ville aux dépens de ses habitants malgaches. Cette question foncière est donc extrêmement sensible à Tananarive, et à Madagascar en général. Elle traduit une conception xénophobe, au sens propre du terme, de la citoyenneté.

Les *Karana* constituent donc une minorité très peu nombreuse mais très visible, sur le plan économique tout d'abord, mais aussi dans le paysage urbain. Cette minorité active s'attire jalousies et haines, ce qui rend sa position en ville particulièrement inconfortable. La question du déni fait aux étrangers d'acquérir le sol malgache pose de réels problèmes en terme d'ouverture de la citoyenneté tananarivienne merina sur l'altérité. D'ailleurs, certaines pratiques spatiales évoquées par les *Karana* tendent à prouver qu'ils se sentent *de facto* exclus du « droit à la ville », comme de celui de marcher librement dans la rue. Le cas de la population *Karana* constitue un bon indicateur de la conception exclusive de la citoyenneté tananarivienne.

3- Les Chinois, une minorité à l'influence croissante de plus en plus mal tolérée

Quant aux Chinois, c'est depuis quelques années que les Tananariviens s'alarment de leur présence qui, si elle demeure très limitée numériquement, devient néanmoins de plus en plus visible dans le paysage. En effet, auparavant, les Chinois de Madagascar, installés eux aussi depuis le début du XX^e siècle, s'étaient fondus dans la population malgache par le mariage et étaient considérés comme une population tout à fait intégrée³⁶, comme en témoigne par exemple la création du terme de *sinoa gasy*³⁷ (« chinois malgache »).

Or, depuis quelques années, une nouvelle vague d'immigration chinoise est apparue à Madagascar, cette fois beaucoup moins bien tolérée par la population. Ces nouveaux Chinois sont accusés de falsifier les passeports, de profiter du pays, de ne pas respecter ses réglementations sociales, et de refuser toute intégration, notamment en ne parlant pas le malgache. Un long article de *Madagascar Tribune*, du 2 juillet 2000, résume bien le sentiment général de la population :

« Devant la vitrine d'un vieux restaurant populaire de la capitale, transformé récemment en magasin chinois, le débat s'anime. D'ici peu, Tana sera conquise par les Chinois, et bientôt ce sera le territoire tout entier ! »

Depuis 1998, selon le journal, une quarantaine de magasins de Soarano et de Behoririka sont passés aux mains de commerçants chinois qui vendent toutes sortes de produits à bas prix : vaisselle, vêtements, chaussures, objets quotidiens (réveils, ustensiles de cuisine...). L'article cite l'argument avancé par la plupart des Malgaches : « C'est la

³⁶ Toutefois, une remarque relevée au détour d'un ouvrage scientifique des années soixante laisse songeur : « Chinois et Indiens sont englobés dans la même neutralité : on les ignore, on n'en connaît pas, on ne veut rien avoir à faire avec eux », *Isoraka*, RAZAFINDRATOVO J., 1965, p. 94.

³⁷ Ce terme et celui de *Chong Li*, utilisés pour désigner les Chinois de Madagascar, n'ont aucune connotation péjorative, contrairement à celui de *Karana*, qui, selon son emploi, peut être péjoratif.

nouvelle politique malgache pour aider une Chine surpeuplée ». En effet, il s'agit d'un thème galvaudé à Madagascar : nombreux sont ceux qui sont convaincus qu'il existe une politique délibérée des deux plus grandes puissances démographiques du monde (Chine et Inde), toutes deux confrontées à un risque de surpeuplement, pour évacuer leur trop-plein de population vers des pays de faible densité, Madagascar en constituant un exemple parfait. Or, comme le souligne avec modération l'article, l'immigration chinoise récente (les accords entre les deux pays datent de 1996) ne concerne que 1 500 personnes à Tananarive : « 1 500 Chinois... C'est peu en regard de la polémique qu'ils soulèvent. » L'article insiste sur le fait que le mécontentement émane surtout de commerçants très affectés par la concurrence.

Ainsi, il apparaît que les Tananariviens réagissent de manière particulièrement sensible à toute modification paysagère, qui semble mettre en péril l'identité traditionnelle de la ville. Les Tananariviens sont en fait extrêmement conservateurs, tout changement est perçu comme négatif, toute intrusion étrangère, en particulier en matière d'architecture, est perçue comme une atteinte à l'intégrité merina historique de la ville. Cette inquiétude envers la visibilité architecturale de la présence chinoise s'est exprimée à plusieurs reprises au cours des enquêtes (voir photos n° 118, n° 119 et n° 120). Ainsi, une femme aisée habitant une belle maison sur la ville haute se désole d'apercevoir des constructions chinoises depuis chez elle :

« Il y a vingt-cinq ans, la vue de ma terrasse sur la plaine était magnifique, on voyait les jacarandas. Maintenant, on voit les constructions chinoises autour de Mahamasina, comme cette pagode, c'est horrible. »

De plus, elle critique avec virulence l'aspect des maisons construites au pied de chez elle par des Chinois, qu'elle qualifie « d'affreuses ». Or, fait révélateur, elle ne s'offusque nullement des mêmes maisons modernes situées à proximité, tout aussi peu respectueuses de l'architecture traditionnelle de la ville haute, mais construites cette fois par des Malgaches. Ce qui est toléré de la part de Malgaches est stigmatisé quand cela émane de Chinois.

Cette phobie de voir le paysage tananarivien se dénaturer sous la pression étrangère se double bien d'une crainte très forte de l'invasion (cf. *infra*, C) par l'étranger, perçu comme *a priori* hostile. C'est Georgette qui a le plus franchement exprimé ce sentiment, largement partagé :

« Nous sommes envahis, sauf dans la haute ville : il n'y a pas de Karana, pas de Chinois. Je n'aimerais pas en voir dans mon quartier, des côtiers non plus, on n'a pas les mêmes traditions. Les Chinois ils construisent comme ils veulent, en style pagode : ils devraient se conformer au style du pays. Ces choses-là, ça nous marque beaucoup. Tana doit rester une ville merina ».

4- Les autres minorités représentées à Tananarive : peu nombreuses mais également très visibles

Les autres nationalités présentes à Tananarive comptent au maximum quelques milliers de représentants. On ne reviendra pas ici sur la communauté comorienne : on renverra le lecteur à l'encart présenté au chapitre II, II, C, 2.

Depuis quelques années, il semblerait que des Africains s'installent à Tananarive : on ne dispose d'aucune information sur le sujet, encore non étudié, mais seulement d'éléments livrés par des Tananariviens au cours de discussions informelles. Il convient donc de manier avec précaution ces assertions, là encore fondées sur un rejet de l'africanité et sur une phobie de l'invasion. Ces Africains seraient originaires pour l'essentiel des pays des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, Ouganda), ainsi que du Mozambique et d'Afrique du Sud. Leur présence à Tananarive se manifeste dans le commerce de détail de produits de consommation bon marché. Ainsi, en 1999, à Tsaralalana, un hôtel avait été entièrement loué par des Sud-Africains, qui avaient transformé chaque chambre en boutique, proposant vêtements, tissus, montres, lunettes de soleil... La personne qui m'accompagnait sous-entendait qu'il ne s'agissait là que d'une façade pour dissimuler des trafics de drogue.

Photos 117 et 118

On retrouve ainsi à propos des Africains une thématique très classique à Madagascar : des étrangers peu scrupuleux profitent des possibilités offertes par ce pays où les habitants sont accueillants, peu méfiants et naïfs, pour s'enrichir à leurs dépens et développer des activités illégales. Les Malgaches se présentent ainsi le plus souvent en victimes des agissements des étrangers.

Contrairement aux *Karana* et aux Chinois, voire aux Comoriens, la présence d'Occidentaux ne semble pas faire problème à Tananarive. C'est sans doute parce qu'il ne s'agit que d'une présence résiduelle d'une part, et d'autre part parce que la familiarité culturelle est désormais ancienne (presque deux siècles).

B- Les questions ethniques

On abordera ici la question des originaires des régions dites côtières de Madagascar, c'est-à-dire toutes celles qui ne sont pas sur les hautes terres. Le terme de « côtier » a été forgé sous la colonisation française, dans l'optique classique d'attiser des divisions internes aux sociétés colonisées. Toutefois, force est de constater que ce terme est aujourd'hui utilisé par les Malgaches, qu'ils soient des hautes terres ou précisément des « côtes ». Par côtiers, sont donc désignés les Malgaches originaires des régions autres que l'Imerina et le Betsileo³⁸. F. Roubaud³⁹ utilise le terme de « population allogène », qui présente l'avantage d'être neutre, mais qui, à notre sens, ne correspond pas à la perception qu'ont les Tananariviens merina de la question : le terme de côtiers est bien celui employé par les habitants pour désigner cette population, aussi sera-t-il utilisé ici, dans une optique ethnogéographique, indépendamment de toute connotation.

La question qui nous intéresse ici est celle de la nature de l'intégration citadine d'une population ouvertement désignée comme étrangère à la ville par ses habitants, et pour qui résider à Tananarive ne peut parfois être qu'une étape au cours de l'existence.

1- Les côtiers à Tananarive : une bonne intégration citadine ?

Les côtiers ne représenteraient qu'une partie marginale de la population tananarivienne : 5,3 % en 1997, selon MADIO, soit environ 80 000 personnes, si l'on se fonde sur une base de 1,5 million d'habitants dans l'agglomération. Cette proportion, quoique très faible, a toutefois plus que doublé depuis 1960, ce qui explique l'impression qu'ont les Tananariviens d'une présence croissante et massive de côtiers dans leur ville (2,2 % de la population en 1960). Il est cependant probable que ce dernier chiffre soit sous-estimé.

³⁸ En ce début de 2002, ce vieil antagonisme entre hautes terres et côtes connaît une réactivation, avec l'attitude du Président sortant Didier Ratsiraka qui joue sur ces divisions, incitant les populations des côtes à refuser un Président merina. La traduction géographique de cette opposition est la stratégie d'asphyxie économique de Tananarive menée par les partisans de D. Ratsiraka, qui prend la forme de l'installation de barrages sur les principales routes nationales menant à la capitale, dont la vitale RN2 depuis Tamatave.

³⁹ ROUBAUD F., 1997, *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo. Facteur de division ou richesse culturelle ?*, MADIO. L'essentiel des analyses présentées dans ce document a été repris dans l'ouvrage ROUBAUD F., 2000, *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, L'Harmattan-Tsipika, Paris et Antananarivo, 254 p.

Les côtiers à Tananarive sont essentiellement des fonctionnaires et des militaires, affectés dans la capitale pour quelques années, ou des étudiants. S'y ajoutent des hommes d'affaires se devant d'être présents dans la capitale. Cette composition socio-économique témoigne d'une origine essentiellement citadine des côtiers à Tananarive, ce qui a été confirmé par les enquêtes : parmi les personnes interrogées originaires des côtes, toutes provenaient de centres urbains.

Les pratiques de la ville des côtiers ne laissent pas apparaître de spécificités par rapport aux Merina⁴⁰. Ils fréquentent les mêmes lieux de loisirs, de commerce, de culte⁴¹. Ils connaissent aussi bien les principaux centres d'intérêt de la ville, apprécient Tananarive pour sa diversité, sa taille, sa modernité, son animation : « *Il y a beaucoup de choses à faire, à acheter, beaucoup de distractions* » (67 hectares n° 13), « *C'est grand, il y a beaucoup de voitures, d'immeubles, de lumières* » (67 hectares n° 10). Ils s'investissent dans leur quartier, comme le montre avec éclat l'exemple de Marie-Louise, très impliquée dans la vie sociale de son quartier défavorisé (voir chapitre V, III, C, 2) ; ils participent également aux actions collectives de leur *fokontany*. Signe d'une volonté de s'implanter en ville, la plupart des hommes d'affaires aisés ont acquis une villa, souvent en périphérie, afin de disposer d'un pied à terre dans la capitale, voire de s'y installer presque à plein temps. Ainsi, à Ivandry, une famille originaire de Majunga, dont le mari dirige une entreprise de transport, a acheté une confortable maison en 1985.

Sur la question du Rova, les côtiers interrogés ont tous insisté sur le caractère national du monument : « *C'est un patrimoine national, il faut le reconstruire* », « *C'est le Rova le symbole de Tana, car c'est la maison des rois* », « *C'est le symbole de Madagascar* », « *C'est l'héritage des ancêtres et la particularité de Tana* ». Aucune tension n'a pu être mise en évidence sur ce sujet.

Dans les quartiers à forte présence côtière, quelques éléments de sociabilité spécifiques se sont développés, qui se fondent sur un mode de vie légèrement différent de celui des Merina. Ainsi, il existe aux 67 hectares de très nombreux petits restaurants populaires, tenus par des côtiers et très fréquentés, animés jusque tard dans la soirée (voir chapitre IV, II, D : passage sur la nuit). Il semble d'ailleurs que les côtiers aient tendance à se coucher plus tard en moyenne que les Merina, d'où une certaine animation nocturne dans ces quartiers, sans que ce soit une règle générale.

Très peu de côtiers à Tananarive semblent appartenir à une association ethnique, d'après les résultats des enquêtes. Il semble plutôt qu'on ait affaire à des réseaux classiques de diaspora, qui sont structurés par des associations familiales : envoi de paquets, organisation de départs en bus, rapatriement du corps d'un défunt... D'autre part, il semble probable que pour une partie d'entre eux, l'hypothèse d'un retour éventuel dans leur province d'origine s'éloigne, surtout pour ceux qui ont acheté un logement, et qui vivent à Tananarive depuis plus de vingt ans.

L'idée d'une communauté organisée qui fonctionnerait en marge de la société tananarivienne, comme c'est souvent le cas en Afrique, est donc fautive. Cet élément

⁴⁰ On se fonde ici sur un échantillon très réduit : neuf personnes interrogées aux 67 hectares, deux à Isotry, six à Ivandry. Les enquêtes ont fourni un échantillon plus large aux 67 hectares, ce qui correspond à la concentration de côtiers dans ce quartier.

⁴¹ Beaucoup sont catholiques. Les autres appartiennent à différentes Eglises protestantes, à des sectes, ou bien sont musulmans.

constitue une preuve supplémentaire qu'il n'existe pas de citoyenneté côtière à Tananarive, mais bien plutôt une intégration aux manières dominantes de vivre la ville.

2- La perception des côtiers par les Merina et les tensions à Tananarive

La langue tananarivienne porte les marques d'un certain mépris pour les originaires des côtes. Des plaisanteries portent sur le retard de développement des régions côtières, sur la paresse supposée de leurs habitants, expliquée par le climat, ou sur une mentalité jugée différente (mœurs côtières plus relâchées par exemple). Il est fréquent d'utiliser le terme péjoratif de *ambaniravinakazo*, « sous les feuilles », pour désigner les côtiers, en référence à la présence des cocotiers dans ces régions.

Au-delà de ces désignations, certes méprisantes, mais qui peuvent également être utilisées par dérision et adressées par un Merina à un ami côtier pour plaisanter, quelles questions spécifiques pose la présence côtière à la majorité merina ?

Une question politique ?

C'est sans doute dans le champ politique que les tensions ethniques se manifestent le plus, en raison de leur forte visibilité. La situation est complexe, et ce n'est pas ici le lieu pour la détailler. Rappelons juste quelques thèmes, comme l'idée traditionnelle selon laquelle un président de la République ne peut être Merina⁴², la présence de nombreux ministres originaires des autres provinces que celle de Tananarive dans tous les gouvernements, quel que soit le régime, ou encore la surreprésentation des non-Merina dans la haute administration. Les Merina ressentent un vif sentiment de confiscation du pouvoir et s'estiment marginalisés dans la gestion des affaires du pays.

Ces tensions politiques prennent essentiellement la forme de joutes verbales, sans qu'il soit question de quelconques affrontements ethniques. De nombreuses anecdotes circulent également, comme les sobriquets dont était affublé le président Albert Zafy de 1993 à 1996 ; à l'inverse, on raconte qu'il aurait dénommé son chien « Merina ». Les rapports entre le président Ratsiraka et les Merina sont pour le moins ambigus et fluctuants : il s'est beaucoup appuyé sur eux pour asseoir son pouvoir en faisant valoir certaines origines merina, tout en favorisant les originaires de sa région de Tamatave⁴³...

La difficile cohabitation estudiantine

On a vu que les originaires des côtes étaient particulièrement représentés dans les cités universitaires (chapitre II, II, C, 2). La cohabitation est tendue dans ces cités, où s'est mise en place une ségrégation ethno-résidentielle de fait, chaque groupe ethnique se regroupant dans une partie de la cité. Ainsi, une jeune fille explique que les rapports sont difficiles, en raison de la mauvaise volonté des côtiers et de la différence des modes de

⁴² La pérennisation et la légalisation de l'installation à la présidence de Marc Ravalomanana en 2002 constituerait une première dans l'histoire du pays.

⁴³ Par le biais des alliances matrimoniales, de nombreux mariages existent entre ethnies, rendant leur définition particulièrement délicate. Il existe un incontestable métissage. Ne serait-ce qu'à Tananarive, de nombreux Merina ont des branches de leur famille qui vivent sur les côtes. Il est tout à fait possible de changer d'ethnie au cours de l'existence par ce moyen, aussi ne faut-il pas donner à ce concept d'ethnie un contenu trop rigide : il s'agit plus d'un contour que d'un groupe strictement défini. Pour les Malgaches, la définition de l'ethnie repose avant tout sur une base géographique et culturelle.

vie. Les étudiants des hautes terres avancent tout d'abord comme arguments la barrière des dialectes et la trop forte prégnance des interdits dans la vie quotidienne, qui rend impossible toute vie communautaire, les musulmans ne mangeant pas de porc par exemple ; or, l'argument des langues n'est guère recevable que pour certains originaires de la province de Tuléar, et encore. C'est en poussant plus avant la discussion que les véritables motifs de discorde surviennent : c'est le mode de vie des étudiants de la côte qui est mis en cause : ils sont réputés plus fêtards, se couchent tard, sont bruyants, en un mot, ils dérangent.

Au-delà de cette question de voisinage, des troubles peuvent surgir. Ainsi, certains Merina contestent l'octroi de bourses aux étudiants allogènes, arguant qu'ils pourraient tout aussi bien étudier dans leur région d'origine, chacune étant désormais dotée d'une université. En 2000, une bagarre entre étudiants originaires du nord de l'île et Betsileo a dégénéré, faisant un blessé betsileo ; l'affaire a alors pris des proportions nouvelles, le mécontentement contre les côtiers, jugés responsables, est monté, jusqu'à devenir politique : les députés de la province de Diego Suarez ont été contraints d'organiser un *joro*, qui consiste à sacrifier un zébu pour apaiser les esprits. Le *joro* a été accepté par les Betsileo. L'affaire a fait l'objet d'une relation dans la presse.

Dans les quartiers : « Il y a des gens ici qui n'aiment pas ceux de la côte » (67 hectares, n° 2)

Au cours des enquêtes, des habitants ont évoqué la difficulté de la cohabitation entre ethnies malgaches du fait des différences de cultures et de modes de vie. Ainsi, de nombreux Merina évoquent les horaires tardifs des côtiers, leur habitude de parler fort, alors que les Merina sont avant tout très attachés à la discrétion (« *Les gens de la côte sont nombreux, ils font du bruit* », 67 hectares n° 43), leur cuisine odorante (thématique classique et universelle), la cohabitation familiale : « *Ils vivent en grande famille, pas comme nous, il y a les frères, les cousins, tout le monde, ils s'entassent, ils s'en fichent* », m'expliquait un jour une amie merina, présentant son propos comme une vérité universelle. S'il est vrai que certaines familles côtières vivent de la sorte, ces pratiques sont loin de concerner la majorité des ménages, tandis qu'il existe de nombreuses familles merina et tananariviennes de souche qui cohabitent de la même manière pour des raisons d'économie (voir chapitre VI, III, A) : selon MADIO, 34,5 % des ménages côtiers seraient des ménages élargis, contre 27 % chez les Merina : la différence n'est pas significative.

Eric (67 hectares n° 19) trouve qu'il y a trop de migrants à Tananarive, notamment chez les étudiants, ce qui crée « *des heurts* », alors qu'il est lui-même originaire du Betsileo. Quant à Sam (Ankadifotsy n° 2), il n'aime pas les quartiers de plaine (Anatihazo, Andavamamba, les 67 hectares où il a habité) car « *il y a trop de races, ça cause des problèmes. Trop d'ethnies et trop de promiscuité : ça crée des problèmes de voisinage.* » Un habitant des 67 hectares répond en ces termes sur la beauté de Tananarive : « *Avant, c'était une belle ville. Maintenant il y a trop de côtiers : on n'a pas les mêmes coutumes.* » (enquête n° 43).

Cette hostilité plus ou moins prononcée à l'égard d'une cohabitation avec les côtiers se traduit par leur exclusion de fait du marché foncier dans les « fiefs » des Tananariviens de vieille souche urbaine, c'est-à-dire dans les quartiers anciens formés au XIX^e siècle. La démarche est simple : il suffit pour un propriétaire merina de refuser toute

location, ou qui plus est, toute vente, à une personne originaire des côtes. En effet, cela serait perçu comme intolérable pour la plupart des gens de devoir partager la maison avec une famille de côtiers (la location prenant le plus souvent à Tananarive la forme de la division d'une maison en appartements). Ainsi, dans les quartiers traditionnels de la ville, la ville haute et moyenne, les côtiers sont extrêmement minoritaires. Ceux qui s'y sont installés ont ressenti un ostracisme certain, n'ont pas réussi à nouer des relations avec leur voisins, se sont sentis isolés. C'est pourquoi les côtiers rencontrés aux 67 hectares déclarent apprécier ce quartier où ils vivent à proximité d'originaires de leur région. Ainsi la société tananarivienne déploie-t-elle des stratégies pour éviter toute mixité ethnique dans les quartiers traditionnels.

Les préjugés envers les originaires des régions côtières sont donc très vivaces à Tananarive. S'il existe une tolérance beaucoup plus forte à leur égard qu'envers les *Karana*, les problèmes surgissent véritablement à propos d'un voisinage résidentiel souvent peu souhaité, voire soigneusement évité. Rappelons le propos de Georgette, qui n'aimerait pas voir des côtiers habiter son quartier. Elle ajoute : « *Les côtiers, ils sont bien sous les cocotiers, vous ne trouvez pas ?* »

Si la question côtière ne se pose donc pas en termes d'affrontements ethniques, comme le souligne F. Roubaud, et ne constitue pas un enjeu de premier plan à Tananarive, il n'en demeure pas moins que la présence de populations côtières peut poser des problèmes à l'échelle locale. La cohabitation est mal tolérée par les Tananariviens de souche, tandis que l'importance numérique de ces allogènes est largement surestimée dans les représentations. L'une des traductions de cette attitude arc-boutée des Merina est leur réticence envers les mariages interethniques : « Il existe bien un irrédentisme merina cherchant à préserver une forme de pureté ethnique »⁴⁴.

De même que pour les *Karana* et les autres minorités d'origine étrangère, la population tananarivienne majoritaire semble dénier le droit à la ville des allogènes. Cette crispation identitaire des Tananariviens de souche constitue bien un phénomène général, qui vise en fait toute personne qui n'appartient pas au groupe : la figure de l'Autre est rejetée de la définition de la citadinité tananarivienne par ceux qui en forment l'écrasante majorité, comme le confirme bien le thème récurrent et lancinant de l'invasion.

C- Le thème de l'invasion : rejet des pauvres et des ruraux

1- Une tentative de définition socio-spatiale de l'Autre

Une partie importante de la population tananarivienne est actuellement traversée par des crispations identitaires qui tendent à désigner comme responsables des maux de la cité ceux que les Tananariviens appellent les « étrangers ». Comment cet étranger est-il défini ?

La définition de l'Autre est tout d'abord externe, c'est-à-dire que sont désignés ainsi les originaires des côtes, ainsi que les *Karana*, les Chinois et les Africains. Ces populations sont perçues largement négativement, on l'a vu, et de surcroît l'idée existe

⁴⁴ Roubaud F., *op. cit.*, p. 12.

selon laquelle leur nombre augmente de façon telle qu'ils vont submerger numériquement la population tananarivienne merina.

La notion d'étranger a également une acception interne aux Merina, qui s'étend à « non-Tananarivien d'origine » puisque les ruraux installés en ville sont également visés par cet ostracisme. En revanche, les personnes installées à Tananarive mais originaires de centres urbains, comme Antsirabe, Ambositra, Fandriana ou encore Fianarantsoa, ne sont pas concernées par cette désignation implicite, même si elles sont issues de villes betsileo. C'est donc le caractère citadin qui est déterminant pour l'acceptation tacite dans la société tananarivienne, laquelle se définit par des critères très forts d'urbanité et de civilité, au sens étymologique du terme. L'Autre revêt donc ici la figure du non-citadin, du non-civilisé, autrement dit du paysan peu ouvert et peu susceptible de s'adapter rapidement aux exigences de la vie en ville.

La définition d'un groupe qui serait Tananarivien de souche est donc extrêmement difficile à cerner, puisqu'il inclut des personnes non-tananariviennes d'origine, mais qui maîtrisent les critères d'urbanité, et qui à ce titre se rangent du côté des vieilles familles tananariviennes. C'est ainsi que de nombreux Betsileo rencontrés, installés depuis quelques décennies à Tananarive, ont développé exactement les mêmes thèmes que des Tananariviens d'origine, sur la dégradation de la ville, sur la nécessité de limiter l'immigration urbaine, et ont adopté des discours tout aussi durs sur ceux qui ne respectaient pas la ville (cf. *infra* pour ces thèmes). Il faut donc se garder de définir l'identité tananarivienne à partir d'une acception ethnique merina : la ligne de partage est bien plus subtile que cela. Toutefois, pour la commodité et la clarté de la rédaction, on a préféré conserver l'emploi du terme de « Tananarivien de vieille souche urbaine », sachant que cette expression peut recouvrir une réalité plus large, celle de citadins originaires d'autres villes des hautes terres : l'important est alors le partage de cette même culture de « vieille souche urbaine », qui permet de s'intégrer à Tananarive.

Ce groupe de Tananariviens de vieille souche urbaine fonde son unité sur le rejet de l'Autre, ou du moins sur une intolérance plus ou moins forte à son égard, qui se cristallise sur la question centrale de l'immigration. La montée de l'immigration, quelle que soit sa nature, est en effet perçue comme une atteinte à ce qui fait l'identité de la ville, son urbanité et sa civilité. Tout se passe comme si la ville se refermait sur elle-même, voulant en quelque sorte clore la porte de l'immigration urbaine, voire, pour les plus extrêmes, renvoyer « chez eux » tous les « étrangers ».

Cette attitude frileuse et crispée s'explique aisément et classiquement par le contexte socio-économique tananarivien, propice à l'expression d'un fort sentiment de frustration chez tous ceux qui ont subi un déclassement ces dernières décennies : *Andriana* ruinés, petite et moyenne bourgeoisie au pouvoir d'achat rogné, intellectuels dévalorisés... autant de catégories aigries, promptes à développer ce que l'on peut appeler au sens propre une « xénophobie urbaine ». Mais au-delà de cette explication de type socio-économique, il semble bien qu'il faille faire intervenir des considérations plus spécifiques à Tananarive, comme l'attachement viscéral à la ville et le sentiment qu'on ne saurait toucher à son aspect sans remettre en cause les fondements mêmes de ce que signifie être Tananarivien. Ceux qui ne connaissent pas Tananarive, ceux qui ne peuvent pas comprendre ce que cela signifie d'être de « Iarivo », ceux qui n'y vivent que motivés

par la recherche de l'argent, toutes ces personnes ne méritent au fond pas d'être Tananariviennes et sont donc rejetées par les Tananariviens de vieille souche urbaine.

Deux figures du « non-Tananarivien vivant à Tananarive » sont ainsi dessinées : c'est tout d'abord celle de gens souvent analphabètes, rustres, méconnaissant l'histoire de la ville, et qui entretiennent un rapport purement intéressé à la ville (« *Ces gens-là sont après au gain* », entendu à propos de migrants ruraux betsileo). Il existe une seconde version de cette figure : celle de personnes instruites, aisées, mais qui en raison de leur culture ou de leurs attaches géographiques, ne peuvent au fond pas réellement s'intégrer à Tananarive ; entrent dans cette catégorie les *Karana* et les côtiers. Dans les deux cas, leur est déniée toute volonté de devenir Tananarivien, de partager ce qui fait l'identité de la ville, de comprendre les fondements historiques du paysage et des rapports sociaux : l'image qui est construite de ces personnes les condamne à demeurer toujours étrangères à la ville, alors même qu'enquêtes et entretiens ont bien révélé le caractère excessif de cette perception : il existe bien des citadinités *karana*, chinoise, comorienne, côtière.

2- Les reproches adressés aux « étrangers » par les Tananariviens de vieille souche urbaine

Une mise en cause hygiéniste, physique et morale

La mise en cause la plus fréquente et la plus classique relève d'une considération hygiéniste sur les « étrangers » à Tananarive. On évoque à la fois un défaut d'hygiène physique, qui se traduit sur le plan sanitaire, et d'hygiène morale, qui se traduit sur le plan social. Dans les deux cas, le reproche comporte une accusation plus ou moins implicite de nuire à la ville et à ses habitants d'origine⁴⁵.

La première des accusations porte sur l'hygiène corporelle, laquelle serait défaillante ; ces populations seraient donc vecteurs de maladies. Ainsi, en avril 1999, lors de l'arrivée pour la première fois à Madagascar d'une épidémie de choléra, les journaux ont tout d'abord souligné que le bacille avait été introduit à Majunga par le biais d'immigrés Comoriens, arrivés par bateau (on trouve là des relents d'insularisme, extrêmement fort à Madagascar). A l'échelle de Tananarive, le débat s'est porté sur la diffusion géographique de la maladie. Or, elle s'est précisément déclenchée dans les bas quartiers populaires, où les conditions d'hygiène et la promiscuité constituaient des terrains plus que favorables : les premiers quartiers touchés furent Manarintsoa-Isotry, Anatihazo et Besarety. Les conditions étaient réunies pour qu'aussitôt fleurissent les accusations contre les Comoriens, les côtiers et les campagnards : ce sont eux qui ont introduit le choléra à Tananarive, car ils ne respectent pas les conditions minimales d'hygiène.

La même thématique ressurgit régulièrement à propos du SIDA : étant une île, Madagascar est relativement épargnée. Toutefois, la maladie sévirait dans la capitale en raison de la prostitution. C'est à nouveau l'occasion pour certains de se déchaîner par voie de presse contre les Occidentaux qui viennent faire du tourisme sexuel, mais aussi contre les mœurs dites « relâchées » des côtiers, qui choquent beaucoup les Merina élevés dans une morale victorienne héritée du XIX^e siècle. En mai 2001, lors d'une conférence de

⁴⁵ Voir sur ce sujet SEGAUD M., 1993, *Le propre de la ville*, qui montre bien comment l'action de salir est perçue comme une entorse à l'urbanité.

presse, le président de la République lui-même a suggéré l'instauration d'un test de dépistage obligatoire et instantané pour toute personne débarquant à l'aéroport international d'Ivato.

Les « étrangers » sont également accusés plus ou moins implicitement d'être des gens de « mauvaise vie ». Le langage de la frange la plus modeste d'entre eux est déjà jugé ordurier par les Tananariviens : il existe en effet un argot tananarivien très développé, parlé dans les bas quartiers, essentiellement par les groupes de jeunes et les voyous⁴⁶. Sont visés les marchands de rue à la sauvette, les commerçants sur les marchés (des paysans, on l'a vu, chapitre V, III, B), les enfants des rues livrés à eux-mêmes, ou encore le personnel de maison qu'on ne cesse de décrier. En raison de leur précarité économique, certaines femmes se prostituent, ce qui alimente la polémique sur la diffusion des maladies sexuellement transmissibles. Dans ces foyers jugés dissolus, où les deux parents travaillent, ou bien monoparentaux, les enfants seraient souvent laissés à eux-mêmes, ne fréquenteraient pas régulièrement l'école, seraient grossiers, commettraient de menus délits... Enfin, ces néo-Tananariviens seraient ravagés par l'alcoolisme, notamment par le *toaka gasy*⁴⁷. S'il est exact que ces maux affectent les habitants des bas quartiers, il est en revanche inexact de les circonscrire aux néo-Tananariviens : ce sont avant tout des maux de la pauvreté, qui touchent aussi bien ces derniers que les Tananariviens de souche, en particulier les *Mainty* (cf. *infra*, III). La société tananarivienne se refuse ainsi à voir en face ses problèmes, les rejetant sur les « étrangers ».

Au cours des enquêtes, plusieurs remarques ont été relevées sur ce sujet de l'hygiène :

- Aux 67 hectares, les habitants aisés des cités ne tarissent pas de récriminations contre leurs voisins des quartiers illicites : « *Ces gens-là sont sales, ils apportent des maladies. On est un peu entouré.* », déclare Georges (67 hectares n° 28). Il espère que l'Etat va assainir ce quartier en expulsant ses occupants. On retrouve la thématique de la diffusion des maladies.

- « *Il y a trop de monde à Tana, trop de gens de la campagne, ça fait plus de voleurs car ils ne trouvent pas de travail. Je préfère qu'ils restent à la campagne sinon ils volent.* » Cette femme aisée de 60 ans, insiste quant à elle davantage sur le caractère malhonnête des pauvres (ville haute n° 37 – quartier aisé d'Ambohitantely).

Cette vision très négative construite par les Tananariviens de vieille souche urbaine envers les « étrangers » correspond en fait à une image du peuple. Ces étrangers sont en effet pauvres, c'est leur principal point commun, au-delà du fait qu'ils n'appartiennent pas à la ville dans l'esprit de ceux qui les stigmatisent. Cette vision du peuple n'a rien d'original, puisqu'il s'agit là de thèmes universels aussi bien dans l'espace que dans le temps (considérations hygiénistes contre les classes laborieuses au XIX^e siècle en France,

⁴⁶ Il existe à Tananarive une géographie marquée de la langue, « très hiérarchisée » selon le propos de Lucien Razanadrakoto, qui a travaillé sur ces questions dans sa thèse (RAZANADRAKOTO L., 2000, *Quartiers urbains à Madagascar : l'apparence et le quotidien. Contribution à l'interprétation de l'activité sociale*). Il évoque la formation d'un argot des groupes marginalisés socialement et économiquement, qui pratiquent souvent la délinquance. Cet argot se fonde sur des dialectes côtiers, intègre des termes français et anglais, et fonctionne comme un signe d'appartenance. Il y aurait matière à faire une passionnante étude de géographie linguistique sur cette question : on voudrait pouvoir montrer sur ce thème qu'il existe un exact décalque de la territorialisation des groupes composant la société tananarivienne (cf. *infra*, III) avec les pratiques langagières.

⁴⁷ Rhum artisanal.

par exemple) : alcoolisme, violence, défaut d'hygiène, prostitution, etc., sont autant de maux classiquement évoqués⁴⁸.

En revanche, ce qui est plus spécifique à Tananarive, c'est que cette définition du « peuple » recoupe en fait une réalité géographique : ce sont des populations étrangères à la ville qui sont visées, en particulier les ruraux. Ceux-ci sont considérés comme étrangers à la vie urbaine, comme destructeurs de la citadinité et de l'urbanité : en cela, leur est dénié le droit à la ville par le présupposé selon lequel les ruraux seraient étrangers à la ville et donc inadaptés à son mode de vie et à ses codes. C'est bien en ce sens que l'Autre est perçu comme un facteur potentiellement déstabilisant de l'identité citadine.

L'Autre, facteur de la déstabilisation de l'urbanité

Les anathèmes, visant dans un amalgame migrants ruraux et côtiers, concernent tous les domaines de la vie en ville où se manifeste cette inadaptation supposée aux standards urbains.

Ainsi, ruraux et côtiers sont sales, ils jettent leurs ordures n'importe où dans la rue ou dans les canaux, ils ne respectent pas les *dina* des *fokontany*, ils urinent en public n'importe où... L'hebdomadaire en malgache, très radical dans la défense de la mérité, *Feon'ny Merina*⁴⁹, écrit en avril 2000 : « Tana est devenue un véritable dépotoir », « au sens humain du terme », est-il précisé plus bas.

Les Tananariviens sont également très irrités par les marchands de rue à la sauvette, qui envahissent les trottoirs, voire les chaussées, paralysant la circulation piétonne ou automobile, créant une perpétuelle agitation et contribuant à la saleté des rues du centre-ville. Là encore, les reproches se focalisent sur les « étrangers », qui participeraient activement à l'anarchie urbaine : les Tananariviens ont horreur du désordre. C'est oublier que ces revendeurs à bas prix satisfont une large clientèle désargentée, composée de tous les types de Tananariviens.

Le thème du non-respect de la ville et des règles de la vie citadine, autrement dit l'incivilité, est ainsi celui qui est le plus fréquemment avancé (cf. *supra*, I, A, 2). Au-delà, on constate la cristallisation des reproches sur la détérioration du paysage urbain : on accuse les « étrangers » d'être responsables de l'aspect misérable de Tananarive aujourd'hui. On assiste donc au glissement d'une appréciation portant sur des individus, au jugement relatif à leur impact sur le paysage : un lien de cause à effet est établi entre la présence des néo-Tananariviens et l'évolution négative du paysage urbain. Ainsi, la *Lettre mensuelle de Jureco*, magazine connu sur la place, publié en mars 2000 (p. 33-34), un article très agressif contre les « allogènes », c'est-à-dire les non-Merina, écrit par un anonyme qui se présente comme un émigré de retour à Tananarive après seize ans d'absence. Dans une violente diatribe, il accuse les allogènes d'être responsables de la dégradation de la ville. En particulier, il s'en prend aux chauffeurs de taxi-be à la conduite dangereuse, aux policiers et aux fonctionnaires, souvent originaires des côtes, corrompus, aux pauvres de la ville basse et aux prostituées.

« Une population nouvelle dominée par les allogènes semble s'accroître de manière inquiétante (...). Une foule qui paraît, dans sa composition, totalement différente de celle que j'avais côtoyée deux décennies auparavant (...). Là où ils sont, ces gens, ces "néo-tananariviens" emmènent avec eux la saleté, l'insécurité et la peur. (...) »

⁴⁸ Il suffit par exemple de lire *L'Assommoir* d'Emile Zola pour constater la récurrence de ces thèmes.

⁴⁹ « La voix des Merina »

On découvre ici un nouveau thème, largement relayé lors des enquêtes : celui de l'insécurité, dont les « étrangers » seraient responsables, participant en cela à la déstructuration de la citoyenneté.

L'auteur exprime ainsi un sentiment multiforme d'inquiétude face au changement, un refus du caractère cosmopolite de Tananarive, une frilosité face à l'autre et une volonté très marquée de repli sur soi et d'isolement. En cela, il traduit le sentiment d'une partie importante de la bourgeoisie tananarivienne.

Dans les enquêtes réalisées, on trouve plus ou moins mêlés tous ces arguments, sans que les personnes interrogées aient forcément une conscience claire des groupes stigmatisés. Ce sont néanmoins surtout les migrants ruraux qui sont fréquemment mis en cause :

- « *Maintenant il y a trop de gens à Tana, surtout les campagnards **qui ne respectent rien**.* » explique une jeune femme (Ankadifotsy n° 23).

- « *Il y a le problème de l'arrivée en masse des paysans qui n'ont **pas d'éducation urbaine**. Ils veulent **transposer ici leur mode de vie rural**.* » : une femme betsileo de 48 ans, installée depuis trente ans à Tananarive et qui ne compte plus en repartir (Ivandry n° 18).

- A Ankadifotsy, une dame âgée déteste son quartier, en particulier la ruelle où les marchands la « *stressent* » en raison de la grossièreté de leur langage. Elle se plaint également du bruit et de la saleté. Plus généralement, Tananarive n'est pas une belle ville selon elle, car « *il y a beaucoup de gens sales et pauvres* ».

- Céline (67 hectares n° 15), qui habite une maison confortable dans la cité, se sent très mal à l'aise dans son quartier, qu'elle dit pauvre, bruyant et sale : « *C'est à cause de la Cité des Imbéciles, les bidonvilles qui nous cernent* », explique-t-elle en dessinant un carré dans l'espace avec ses mains, qui symbolise bien l'impression d'encerclement.

- Patricia, habitant une belle villa d'Ivandry, déclare : « *Beaucoup de gens de la campagne viennent sonner à ma porte pour trouver du travail. Tana n'est pas organisée pour accueillir ces gens. Et il ne faut pas que la campagne se vide. Tana perd de son charme avec tous ces gens qui viennent de la campagne. C'est une marée humaine qui végète dans la ville.* ». Dans son propos, on observe un glissement significatif : Patricia commence par un effort de rationalisation de la question (problèmes d'accueil en ville, inconvénients de l'exode rural), pour ensuite glisser vers un jugement de valeur subjectif, sur le visage altéré de Tananarive et sur l'attitude prêtée à ces migrants, sans travail (« végète »). La métaphore de la marée humaine témoigne bien d'une perception exacerbée du phénomène et de la thématique de l'invasion.

- D'un discours rationnel à une approche passionnelle (Fara, 60 ans) : « *Tana, c'était une belle ville du temps de ma jeunesse. C'était propre. Il y avait de la sécurité. Ça a changé depuis que les Malgaches ont pris en charge leur destinée [explication historique]. Par exemple, il y a une juxtaposition de quartiers, de maisons partout. C'est des baraques, des bidonvilles, c'est sale [début du glissement subjectif]. Là, juste en bas de chez moi, il y a des gens qui sont pauvres, ça me rend triste, je les aide de temps en temps. Mais tout de même ces gens-là sont sales (...). Avant, j'aimais bien prendre les sentiers, jusqu'à Mahamasina. Maintenant je n'ose plus : on trouve des ordures partout, des cadavres de rats... »*

Ces reproches et préjugés sont perçus de façon aiguë par ceux qui en sont victimes. Ainsi, un migrant d'Ambatolampy (Isotry n° 35) déclare significativement : « *Les gens d'ici nous méprisent. Ils disent qu'on est sale et bête parce qu'on vient de la campagne* ».

C'est donc le thème du rejet de l'immigration qui est mis en valeur. Les Tananariviens de vieille souche urbaine redoutent une invasion d'origine rurale, doublée d'une autre invasion en provenance des régions côtières. La menace d'une ruralisation de la population et de la mentalité urbaines est ressentie de manière très vive par ces Tananariviens, qui se considèrent comme dépositaires exclusifs de l'identité de la ville, de

son urbanité, de ce qui définit le « vivre ensemble ». La peur d'une dilution de l'urbanité dans la ruralité se fait très forte. Or, ce sentiment se fonde en fait sur une impression visuelle que démentent les chiffres : depuis trente ans, la composition ethnique de Tananarive n'a que faiblement évolué, ne révélant ni une invasion de population côtière, ni rurale. Rappelons que c'est leur progression en proportion, du fait notamment du départ des étrangers de Tananarive dans les années soixante-dix, qui a contribué à cette perception disproportionnée de l'invasion.

Les reproches adressés aux populations « étrangères » se structurent donc autour de plusieurs pôles, qu'on peut présenter selon une certaine progressivité : ces gens sont tout d'abord considérés comme facteurs de désordre urbain, par leur non-respect de l'hygiène publique, par leur occupation anarchique de l'espace public, et enfin par leur responsabilité dans la dégradation de l'apparence de la ville, dont la montée de l'insécurité. Les Tananariviens ont l'impression de s'être fait confisquer leur ville, de ne plus contrôler certains espaces du centre ou bien des quartiers populaires : la ville appartiendrait désormais à ces allogènes irrespectueux, qui se seraient arrogé des portions croissantes de l'espace urbain tout en rejetant et en fragilisant les règles de vie en ville.

C'est bien la raison pour laquelle les Tananariviens de vieille souche urbaine ont développé une telle phobie de la ruralisation de la population citadine et des modes de vie. Ces étrangers sont perçus comme étrangers à la ville : ils n'ont rien à voir avec elle. Le regard porté sur ces couches populaires est donc un regard d'exclusion, en vertu de quoi elles n'ont pas droit à être de véritables citoyens. Le point extrême de cette pensée est l'idée selon laquelle Tananarive est devenue impure, terme parfois relevé dans des articles de presse. Faut-il voir dans cette perception de l'Autre comme étranger et impur un élément essentiel de représentation d'une ville dont les élites auraient développé une conception exclusive et aristocratique de la citoyenneté, dans le cadre de laquelle le peuple serait considéré comme essentiellement étranger à la ville ? La troisième partie de ce chapitre doit nous aider à lever le voile sur cette délicate question des crispations autour des enjeux statutaires, qui semble bien constituer à Tananarive la matrice de toute forme de rejet de l'Autre.

Conclusion II

On a tenté, au cours de la deuxième partie de ce chapitre, de cerner les éléments qui étaient à l'origine des crispations tananariviennes dans la définition de l'identité citadine. Or, cette étude conduit à mettre en évidence l'existence de cercles concentriques, qui iraient du plus étranger, de l'altérité la plus évidente, au plus proche.

Tout d'abord, les populations d'origine étrangères, *Karana* et Chinois pour l'essentiel, sont victimes de discours dévalorisants et jouissent d'une image assez unanimement négative, en vertu de l'argument principal selon lequel « ils sont différents », que ce soit de par leur langue, leur habillement, leur religion, et bien sûr leurs pratiques endogames. Il est donc relativement aisé de les exclure de fait du droit à l'intégration citadine, au besoin en les accusant de souhaiter eux-mêmes cette non-intégration.

En ce qui concerne les populations originaires des régions côtières de Madagascar, la question est déjà plus délicate car elle touche à l'unité nationale, problème éminemment

épineux. Il est beaucoup plus difficile d'exprimer ouvertement un rejet de ces populations, beaucoup moins étrangères que la première catégorie. Les discours se font plus feutrés, mais le constat est le même : ces personnes ne connaissent pas l'histoire de Tananarive, ne peuvent partager l'émotion des Merina à propos du caractère sacré du site, et ne savent pas comment ils vivent. Ils restent étrangers à la citadinité dominante.

Enfin, le même ostracisme citadin touche les populations d'origine rurale. Les décrier devient de plus en plus tabou, car il s'agit cette fois de Merina, ou de Betsileo. L'Autre se rapproche singulièrement de celui qui le désigne comme tel. On rejoint ici le délicat rapport à la campagne qu'entretiennent les Tananariviens, fondé à la fois sur la valorisation d'attaches rurales et sur leur mise à distance dans le souci d'affirmer sans ambiguïté leur appartenance citadine.

Mais ces prétendus ruraux tant honnis, qui habitent dans les quartiers défavorisés de plaine, sont bien souvent des citadins depuis toujours, au même titre que ceux qui les stigmatisent : on dissimule bien souvent sous la désignation de ruraux des populations en réalité citadines depuis plusieurs générations, mais qui sont tout autant rejetées de la communauté tananarivienne : les descendants d'esclaves. C'est cette question éminemment polémique qu'on se propose d'explorer dans la dernière partie de ce chapitre.

III- LES HIERARCHIES STATUTAIRES : LA VILLE DUALE

C'est à présent au dernier clivage qui traverse la société tananarivienne que l'on va s'intéresser, dernier en ce qu'il est le plus intime à cette société et le plus fondamental : on souhaiterait montrer ici que ce clivage constitue non seulement une fracture sociale majeure, mais aussi géographique.

Ce clivage partage la société en deux groupes, le premier issu des groupes statutaires dominants au XIX^e siècle, *Andriana* et *Hova*, le second constitué par les descendants d'esclaves. L'ambiguïté des termes en vigueur pour désigner cette catégorie révèle à elle seule la complexité de la question. Le terme pour désigner les esclaves est *Andevo*, mais ce terme a acquis une connotation très péjorative, si bien qu'il est souvent tabou. Au fil du temps, le terme de *Mainty* (noir) s'est progressivement imposé pour désigner improprement ces descendants d'esclaves, alors qu'il désignait à l'origine uniquement des groupes très particuliers de serviteurs royaux : il s'agit en fait d'un euphémisme pour atténuer l'usage très direct d'*Andevo*⁵⁰. Toutefois, *Andevo* continue à être employé non seulement par les membres des autres groupes statutaires, qui se regroupent sous la terminologie générique de *Fotsy* (blanc), mais aussi comme autodénomination par les personnes concernées⁵¹. Cette question de la désignation a soulevé des débats très vifs, dans lesquels on ne souhaite pas entrer, car ils ne relèvent pas directement de notre propos. On a donc choisi ici d'employer les catégories de *Fotsy* et de *Mainty*, par commodité et sans aucun sous-entendu de quelque nature que ce soit : par *Fotsy*, on désigne les descendants des groupes statutaires dominants, et par *Mainty* les descendants d'esclaves, ainsi que les groupes de serviteurs royaux qui ont été marginalisés dans la hiérarchie sociale. Cette approche en deux catégories présente l'avantage de correspondre à la perception de l'ensemble des Tananariviens, de quelque catégorie qu'ils soient, de simplifier les enjeux historiques (on se refuse par exemple à entrer dans les polémiques relatives aux hiérarchies *andriana* internes, ou bien aux différents statuts des *Mainty*) et d'appréhender le réel de manière directe. En effet, bien souvent, certains interlocuteurs, Malgaches ou intellectuels français, ont tenté de se lancer dans d'interminables controverses sémantiques qui conduisaient à diluer cette opposition fondamentale : à trop refuser la généralisation et l'utilisation de catégories larges, et donc nécessairement imparfaites et imprécises, on risque de ne plus s'autoriser à tenir aucun propos sur aucun sujet. C'est bien contre cette attitude relativiste qu'on s'inscrit ici.

Cette question des hiérarchies statutaires de la société tananarivienne est éminemment polémique, voire taboue : certains de mes interlocuteurs m'ont assuré que cela n'avait plus aucune importance, que cela relevait du passé, alors que toutes les évidences vont à l'encontre de cette assertion. F. Roubaud se demande si la société tananarivienne est « une société castée », soulignant l'existence d'un « critère de partition beaucoup plus souterrain et méconnu dans la société actuelle » que celui des ethnies.

⁵⁰ Pour des précisions terminologiques, voir RANDRIAMARO J.-R., 1997, « L'émergence politique des *Mainty* et *Andevo* au XX^e siècle », *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, Actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, p. 357-377.

⁵¹ L'enquête statistique menée sur le sujet par MADIO souligne ainsi que 95 % des *Andriana* se sont autodésignés par ce terme, 92 % des *Hova* aussi, et 80 % des descendants d'esclaves se sont autoqualifiés d'*Andevo* (ROUBAUD F., 1997, *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo. Facteur de division ou richesse culturelle ?*, MADIO, p. 22).

On voudrait donc ici montrer comment fonctionne la stigmatisation⁵² des *Mainity* à Tananarive, à la fois dans une optique sociologique, relativement connue, mais aussi géographique, approche plus originale et jusqu'à présent seulement très partiellement esquissée. Il s'agit en fait de mettre en évidence une dichotomie de la ville, à différentes échelles, qui révèle un fonctionnement double et parallèle des pratiques et des représentations, ainsi qu'une perception très hiérarchisée des paysages urbains. Il semble bien que la question des « castes »⁵³ constitue en dernier ressort la clé pour appréhender les citadinités tananariviennes.

A- Coexistence et hiérarchie de deux citadinités tananariviennes

1- La mise en évidence du fonctionnement élitiste de la société tananarivienne : le réseau *fotsy*

Un ami tananarivien me disait un jour, après avoir rencontré plusieurs personnes de sa connaissance au cours d'une longue promenade en ville, « Tana, c'est un gros village ! ». Cette analogie de la ville avec le village est courante dans toutes les grandes villes du monde et correspond en général au besoin de se positionner à une échelle rassurante dans l'anonymat de la grande ville. Toutefois à Tananarive, cette formule prend un relief particulier, car on pourrait en effet dire que « tout le monde se connaît », formule également entendue à de multiples reprises (voir chapitre IV, II, B, 2). Sur quels éléments se fonde cette reconnaissance qui semble concerner tous les habitants de la ville, et comment l'expliquer à l'échelle d'une agglomération de quelque un million et demi d'habitants ?

Le paradoxe n'est qu'apparent, puisqu'en réalité ce système d'identification ne concerne qu'une part minoritaire de la population⁵⁴. Ce nombre réduit explique la densité de ces liens, vivre à Tananarive équivalant en fait aux rapports de notoriété dans une ville moyenne de province en France, où effectivement « tout le monde se connaît ». Si Tananarive a ainsi secrété des relations sociales similaires à une ville de province, c'est que le système sur lequel s'est élaborée la notoriété dans la ville en a exclu de fait la majorité de la population, dégageant des élites traditionnelles. On propose donc ici le terme de réseau pour désigner ces liens : le réseau *fotsy* est fondé sur les alliances matrimoniales, constituées depuis plusieurs générations entre les familles *Hova* et *Andriana* de vieille souche urbaine, autrement dit *fotsy* ; l'appartenance à ce réseau, ou à l'une de ses ramifications, assure aujourd'hui des positions sociales ou statutaires dominantes.

Qui est membre du réseau ?

⁵² Au sens de « processus social par lequel un groupe confère à un autre une qualification négative fondée sur certains caractères, réels ou fictifs, attribués à ce groupe. Le stigmate devient alors la base de la situation sociale d'infériorité de ce groupe ou même de sa totale exclusion. » (EVERS S., p. 58).

⁵³ A l'instar de F. Roubaud, on a choisi d'employer le terme de « caste » en dépit de son inadéquation partielle à la réalité de la société merina, car c'est bien le terme employé par les Tananariviens pour désigner le phénomène.

⁵⁴ Une estimation numérique de la proportion des différentes castes à Tananarive est impossible. Il semble néanmoins que les *Mainity* représentent le groupe nettement majoritaire. Selon l'historien J.-R. Randriamaro, ils représenteraient même la majorité absolue de la population.

Ses membres présentent des caractéristiques communes, mais aussi une grande hétérogénéité, qui rend le phénomène particulièrement complexe à appréhender. Ils sont tout d'abord Merina dans leur immense majorité. Toutes ces personnes sont alphabétisées, et surtout parlent le français, condition indispensable pour être reconnu dans la société et pour y évoluer sans contrainte⁵⁵. Plus qu'une marque de distinction, c'est un signe de reconnaissance mutuelle, du partage d'une certaine éducation, scolaire, religieuse, et morale.

Les membres du réseau s'identifient entre eux soit par relations interpersonnelles, soit par référence à des critères qui permettent de classer très rapidement tout individu, qui sont :

- le nom de la famille,
- la localisation du tombeau et du *tanindrazana*, le plus souvent dans un rayon de trente kilomètres autour de Tananarive : « Je suis de ... » permet immédiatement de situer un interlocuteur dans une hiérarchie statutaire,
- le cas échéant, le temple fréquenté.

Il s'agit là de trois références identificatrices extrêmement puissantes et efficaces. On peut y ajouter le quartier d'habitation. Situé sur les hauteurs, il constitue très souvent un signe d'appartenance à une famille *fotsy*, en particulier dans certains quartiers de la ville haute (cf. *infra*, C). En revanche la réciproque est fautive, car il existe des familles *fotsy* qui habitent depuis plusieurs générations dans les quartiers de plaine à l'ouest, comme à Isotry. C'est donc la position statutaire qui prime le quartier d'habitation, qui peut n'être que circonstanciel, notamment en ce qui concerne les nobles ruinés, contraints à une rétrogradation spatiale, comme on le verra *infra*, C.

Significativement la première question que m'a systématiquement posée tout interlocuteur lorsqu'il apprenait que je logeais chez des Malgaches était : « Mais de qui s'agit-il ? où habitent-ils ? », et, à la suite de mes précisions, la réplique était invariablement : « Ah, là-bas ! Les R., oui je vois. ». Même s'il ne connaît personnellement aucun de mes hôtes, il les situe parfaitement, fréquente le cas échéant le même temple, est originaire du même village, ou encore a un cousin éloigné apparenté.

La grande particularité de ce milieu *fotsy* tananarivien est par ailleurs son extrême hétérogénéité sociale. Le niveau de vie ne constitue en aucun cas un indicateur pertinent pour apprécier la place dans la hiérarchie tananarivienne. Des gens très pauvres, et nullement méprisés, en font partie, alors que des familles riches d'origine *Mainty* en sont exclues. Le pouvoir économique ne change rien au regard porté sur ceux qui ne sont pas de bonne naissance ; les nouveaux riches ne jouiront jamais d'une quelconque considération. Le seul moyen d'y parvenir pour un *Mainty* qui a réussi économiquement est de contracter un mariage avec une personne d'une caste supérieure. Les exemples abondent, si bien que de nombreuses personnes y voient l'expression d'une stratégie délibérée d'ascension sociale de la part des *Mainty* enrichis. Toutefois, les limites de cette stratégie sont rapidement atteintes, ne serait-ce que parce que chacun ne manque pas de rappeler l'origine dévalorisante du *Mainty* lors des réunions de famille, envers les enfants à l'école... Vouloir s'intégrer au réseau *fotsy* en transgressant l'ordre établi n'est ni chose aisée ni chose bien vue. On reviendra sur cette non-coïncidence entre les critères socio-économiques et le prestige dans la société tananarivienne.

⁵⁵ La maîtrise poussée de la langue française demeure en effet la condition indispensable pour obtenir un emploi qualifié dans n'importe quel domaine.

L'hétérogénéité sociale du réseau est source de clivages internes à celui-ci. En effet, il se subdivise en ramifications plus ou moins concurrentes, chacun de ces sous-groupes développant des stratégies dans des domaines particuliers : secteur économique, milieu politique, milieu intellectuel... Même si l'appartenance statutaire prime le niveau social, il n'en demeure pas moins que des clivages existent entre familles aisées et familles paupérisées, ou bien entre celles tournées vers l'outre-mer et celles qui ne le sont pas, par exemple. Il existe également un clivage entre grandes familles *andriana* et *hova*, dont les rivalités remontent souvent au XIX^e siècle : il ne faut pas sous-estimer le poids de ces dynasties tananariviennes dans la vie de la ville, leurs stratégies d'influence au niveau du pouvoir, leurs ambitions économiques ou matrimoniales. Au sein même de cette élite composite, les divergences sont réelles et se fondent sur une hiérarchie interne subtile.

Au-delà d'intérêts généraux communs et convergents, et surtout de la définition d'une identité *fotsy*, la diversité des situations contribue donc classiquement à créer des tensions internes au réseau.

Les conséquences de l'existence du réseau fotsy sur la société tananarivienne

La position de ce groupe par rapport au pouvoir politique est ambiguë, puisque celui-ci est partagé avec les côtiers, selon une alchimie complexe et mouvante (cf. *supra*, II, B). Sans entrer dans les subtilités de la politique malgache, on peut dire que le réseau est plus ou moins en position d'orienter les grandes décisions. Par ailleurs, ce n'est pas non plus la domination économique qui le caractérise, puisqu'on a vu que celle-ci était surtout le fait des *Karana*. Les entrepreneurs sont rares dans ce milieu, Marc Ravalomanana étant vu comme une exception.

L'essentiel du pouvoir du réseau n'est donc ni politique, ni économique : il réside en fait dans son existence même, à savoir dans la possibilité d'avoir recours à l'appui de quelqu'un de « connu », de se positionner comme faisant partie d'un groupe identifié et reconnu. En la matière, les différentes composantes du réseau agissent comme des groupes de pression dans les domaines qui les concernent.

Le réseau des grandes familles exerce ainsi une influence culturelle considérable dans la ville ; peut-être serait-il plus exact de parler de domination. En effet, ce sont les membres de ce groupe qui forment l'opinion de la ville, qui contrôlent tous les discours de et sur la ville, à travers la presse, la télévision, ou encore les sermons du dimanche. Ce sont eux qui font et défont les conversations dans les quartiers centraux et *fotsy*, les quartiers *mainity* fonctionnant selon une relative autonomie culturelle (cf. *infra*), ou en tout cas en marge du monde *fotsy*. Ainsi, c'est ce groupe qui fournit l'image que projette la ville à l'extérieur, c'est lui qui est porteur de l'urbanité et même de l'identité de Tananarive, en ce qu'il exclut le reste de la population. On peut parler de confiscation du discours par ce groupe dominant. L'observateur étranger pressé peut passer totalement à côté de ce phénomène, car il ne rencontrera personne qui lui explique le fonctionnement réel de la société. C'est ainsi que les Merina *fotsy* ont pu forger leur réputation à l'étranger de gens cultivés, raffinés, fortement occidentalisés, caractérisés par une forte urbanité. Cette vision de la société correspond certes à une réalité, mais n'est en aucun cas le reflet de la société tananarivienne dans son ensemble.

D'ailleurs, la diaspora malgache en France reflète strictement cette dichotomie : ce sont ces mêmes grandes familles tananariviennes qui déploient des stratégies d'implantation *an-dafy* (outre-mer), que ce soit pour les études supérieures des enfants ou pour le travail. Il est à peine exagéré de dire que la communauté malgache en France est

un décalque en miniature de la société *fotsy* tananarivienne, qui s'est plus ou moins reconstituée sur place⁵⁶.

Cette domination multiforme se traduit enfin naturellement par une exclusion de fait des Tananariviens qui n'appartiennent pas au réseau. On aura l'occasion d'explorer les différents aspects que revêt cette exclusion.

Comment fonctionne le réseau fotsy ?

Le réseau se reproduit en fait à chaque génération par des stratégies matrimoniales strictement encadrées. Ainsi, les flirts entre jeunes gens sont surveillés de loin par leurs familles, qui veillent à ce qu'il n'y ait pas mésalliance. Interrogeant un jour des parents à ce sujet, ils confient : « *Non, les castes ce n'est pas important, nos enfants peuvent avoir des amis comme ils veulent. Mais si on commence à parler mariage, alors là il faut voir, ça devient sérieux. Andriana ou Hova ce n'est pas grave, mais Andevo, alors là on dira non.* » On ne peut exprimer plus clairement le mécanisme d'exclusion des *Mainty* du marché matrimonial *fotsy*⁵⁷.

Une mésalliance conduit souvent la personne qui a contracté un mauvais mariage à être victime d'ostracisme de la part de sa famille, voire à une rupture pure et simple. Or, avoir rompu avec sa famille signifie avant tout être exclu du droit au tombeau, ce qui constitue un sujet très sensible pour les Tananariviens *fotsy*. Ces couples mixtes sont en outre victimes de médisances, et leur union se termine souvent par un divorce sous la pression sociale ou familiale. Se marier avec une personne d'origine *mainty* peut également se traduire par un déclassement social et économique, situation dans laquelle nul ne viendra en aide à la personne ainsi déchu.

Tiana a une vingtaine d'années. Originnaire d'un village, d'un milieu paysan très modeste, elle vit depuis quelques années en ville, en tant que cousine germaine, chez des Tananariviens aisés, pour lesquels elle effectue des travaux domestiques. Tout comme ses hôtes citadins, elle est *Andriana*. Or, du fait de son rôle dans la maison, elle travaille en permanence avec le boy, dont elle est tombée amoureuse. Cette liaison est très mal perçue par ses cousins, qui évoquent une double stigmatisation de leur employé : il est domestique et il est *Mainty*. Une union est donc tout à fait inenvisageable pour les cousins, qui parlent alors de renvoyer Tiana à la campagne si la liaison se poursuit, pour lui éviter cette déchéance statutaire.

Les questions relatives aux appartenances de castes cristallisent ainsi une large part des conflits familiaux. Il arrive même que des dissensions se fassent jour à propos de mariages entre *Fotsy* de niveaux différents : un homme *andriana* m'expliquait avoir des problèmes avec sa femme *hova* ; cette différence statutaire fragilise le jeune ménage. Il semble toutefois que ces divisions internes soient relativement rares, sauf dans les familles les plus prestigieuses.

⁵⁶ Il y aurait sur ce thème matière à mener une recherche sans doute passionnante, afin d'étudier comment les réseaux d'amitié ou de solidarité s'organisent, par exemple à l'échelle des grandes agglomérations. Il a été porté à notre connaissance que la communauté malgache en France reproduit les mêmes exclusives qu'à Madagascar, peut-être avec encore plus de vigueur : des soirées exclusivement *andriana* sont organisées, les mariages y sont très contrôlés... La société tananarivienne et ses hiérarchies invisibles semblent très bien s'expatrier en conservant leur socle.

⁵⁷ Les petites annonces matrimoniales spécifient d'ailleurs parfois le groupe statutaire recherché ; ainsi celle-ci, relevée dans le quotidien *Midi Madagascar* : « JH recherche JF de famille noble. ».

Par ailleurs, ce groupe dominant assure sa reproduction par la fructification d'un « capital culturel » : l'analyse de P. Bourdieu à propos de la reproduction des élites s'applique particulièrement bien aux stratégies des grandes familles de Tananarive⁵⁸. En effet, l'éducation des enfants passe par l'inscription dans une école privée, en langue française, puis pour les plus aisés, par la scolarisation dans les établissements les plus prestigieux de la ville : le collège jésuite Saint-Michel, l'ESCA, le collège Saint-Antoine (tous deux catholiques) et dans une moindre mesure, le Lycée français. Ces établissements fonctionnent sur le modèle d'écoles anglo-saxonnes, entretenant un fort esprit de corps, développant les liens entre les élèves par des compétitions sportives, par une forte implication dans la vie scolaire, par l'existence de dynamiques associations d'anciens élèves qui organisent des réunions, des dîners, des œuvres de charité... Ces établissements renommés constituent le meilleur creuset du milieu *fotsy*. Très rares sont les enfants issus de familles *mainty* qui y sont inscrits.

La mise en évidence de ce réseau *fotsy* constitue ainsi une clef importante dans la compréhension de la société tananarivienne. Son fonctionnement conditionne les pratiques et les représentations de la ville, que ce soit pour ses membres ou bien pour ceux qui en sont tenus à l'écart, mais qui s'y réfèrent constamment. En ce sens, on peut dire que deux citadinités se sont progressivement élaborées à Tananarive, de manière parallèle et sans beaucoup de points de rencontre.

2- Une citadinité *fotsy* dominante et exclusive

D'une certaine manière, le groupe *fotsy* « fait » Tananarive, du fait de sa présence et de son influence dans les domaines culturel et intellectuel au sens large. Significativement, toutes les personnes que rencontrent les *vazaha* sont originaires de ce milieu par la force des choses, du fait de leur position dans la société d'une part, et de leur maîtrise du français d'autre part : universitaires, cadres d'entreprise, employés de bureau, fonctionnaires, médecins... Les *Mainty* qui jouissent d'une notoriété et d'une visibilité en ville sont très peu nombreux.

Le groupe *fotsy* se caractérise par un mode de vie relativement homogène et par des pratiques de la ville assez similaires. C'est ainsi que tous les éléments de citadinité qu'on a pu aborder au cours des chapitres précédents peuvent faire l'objet d'une relecture à la lumière de cette dichotomie entre *Fotsy* et *Mainty*. C'est en effet le plus souvent les *Fotsy* qui « donnent le la » de la vie en ville, qui définissent les standards d'urbanité et qui projettent vers l'extérieur une image tout à fait lissée de la société tananarivienne, et partant, tronquée. Sans reprendre systématiquement tous les aspects de la vie citadine, on a choisi d'en sélectionner certains parmi les plus représentatifs d'une forte différenciation des pratiques entre *Fotsy* et *Mainty*.

Andriana et *Hova* ont tout d'abord développé une manière spécifique de vivre l'espace domestique. Ce sont eux qui habitent ces antiques demeures tananariviennes, dans lesquelles on ne pénètre que si l'on est introduit, au décor ancien et austère, garnies de portraits d'ancêtres illustres et de meubles de style : on renverra le lecteur au chapitre VI, II et III, pour une évocation précise de ces intérieurs bourgeois tout empreints de la

⁵⁸ BOURDIEU P. et PASSERON J.-C., 1964, *Les Héritiers*, Minuit, Paris, 183 p.
BOURDIEU P. et PASSERON J.-C., 1970, *La reproduction*, Minuit, Paris, 281 p.

présence d'un passé que l'on s'efforce par tous les moyens de maintenir vivant. On se référera également au passage consacré à la recherche effrénée de l'élégance chez les Tananariviens de bonne famille, qui de fait appartiennent tous à ce milieu *fosty* (chapitre II, I, B, 3).

Dans ces intérieurs bourgeois, s'est élaboré depuis le XIX^e siècle un corpus de « bonnes manières », à la très nette tonalité victorienne. On parle bas, voire on chuchote, on n'élève pas la voix même pour exprimer la colère, chacun se comporte de manière discrète pour déranger le moins possible les autres ; les enfants doivent jouer le plus silencieusement possible, ils ne sont en général guère autorisés à parler à table (l'évolution vers plus de libéralisme dans l'éducation des enfants est assez récente). A l'échelle de la ville, ces pratiques se traduisent par la même discrétion, notamment en ce qui concerne le marchandage sur les marchés.

Cette discrétion est une qualité très valorisée par les grandes familles tananariviennes. Elles dénoncent avec vigueur le parler fort des *Mainty*, leur propension à crier, notamment chez les domestiques, ainsi que leur exubérance jugée naturelle, qui s'exprime par le chant, le rire ou encore la tendance au bavardage⁵⁹. Au silence et à la retenue *fosty* correspondraient ainsi le caractère bruyant et expansif des *Mainty*.

La même perception se retrouve à propos de la nourriture. Selon les *Fosty*, les *Mainty* mangeraient beaucoup, auraient un grand appétit qui confinerait à la glotonnerie⁶⁰. Ce rapport à l'alimentation est interprété en termes physiques : les *Mainty* seraient plus grands, plus forts, donc plus sportifs (cf. *infra*, 3). A nouveau, la modération des *Fosty* est opposée à l'exubérance des *Mainty*.

La citadinité *fosty* trouve également son expression dans les pratiques de loisirs. Grâce à la maîtrise de la langue française, certains loisirs sont *de facto* réservés aux *Fosty*, comme les spectacles au centre culturel français, ou les films qui y sont projetés. Plus généralement, parce qu'ils disposent d'un pouvoir d'achat largement supérieur à la moyenne des Tananariviens, de par leur appartenance à la bourgeoisie, les *Fosty* accèdent également à des loisirs spécifiques : concerts d'artistes malgaches dont le prix des places est rédhibitoire, fréquentation des salons de thé et des restaurants aux normes internationales du centre, sorties nocturnes pour les jeunes, golf situé en périphérie de la ville...

Enfin, le maintien de liens très étroits avec le monde rural, fondés sur le rapport au *tanindrazana* et au tombeau d'une part, et sur l'affiliation religieuse à un temple⁶¹ d'autre part, constitue une caractéristique majeure de la citadinité *fosty*. Ces thèmes ont largement été abordés au chapitre IV, II, B et C, aussi n'y reviendra-t-on pas ici. On voudrait simplement souligner que ces liens avec le monde rural sont constitutifs du réseau *fosty*, qu'ils en sont même l'un des moteurs les plus actifs : c'est au cours des réunions de *zanaka ampielezana* que les *Fosty* tananariviens se retrouvent, que ce soit au temple rural, lors d'un *famadihana* ou encore à l'occasion d'une grande soirée organisée dans une salle de réception à Tananarive. Ces occasions sont celles qui permettent de se rencontrer, de

⁵⁹ Ces caractéristiques conduisent très nettement à construire la perception des *Mainty* comme des enfants, *zanaka*, terme d'ailleurs jadis employé pour décrire la sujétion des esclaves.

⁶⁰ On dit par exemple : « *Andevolahy mahita fostim-bary* », « l'*Andevo* a un appétit insatiable dès qu'il a du riz devant lui », cité par RANDRIAMARO J.-R., 1997, p. 385.

⁶¹ Rappelons que la bourgeoisie tananarivienne *fosty* est en majorité protestante. Les familles catholiques sont moins nombreuses, mais existent toutefois : il s'agit souvent d'une conversion opportuniste lors de l'instauration de la colonisation française.

s'identifier, de raffermir les liens. Ainsi, le réseau ville-campagne que les Tananariviens entretiennent est avant tout l'incarnation géographique du réseau social *fotsy* : ce rapport à la campagne est en fait inégalitaire et exclusif. On l'a vu à propos du rapport entre les familles *fotsy* propriétaires et les *Andevo* métayers restés à la campagne et gardiens du tombeau familial.

Ainsi, les vieilles dynasties tananariviennes *fotsy* ont développé depuis le XIX^e siècle un ensemble de pratiques, de manières d'habiter et de vivre en ville qui ont contribué à construire l'image d'une société dotée d'une forte urbanité, à la fois profondément occidentalisée et christianisée, et attachée à ses traditions ancestrales qui s'incarnent essentiellement dans le rapport tout à fait particulier au tombeau. Il existe bien une citadinité *fotsy*, qui s'appuie sur un mode de vie domestique très codifié, sur des pratiques spécifiques de l'espace urbain et sur un rapport étroit avec la campagne.

Cette citadinité est en fait fondée sur une conception exclusive de la société, voire sur une approche « aristocratique » de celle-ci, c'est-à-dire très hiérarchisée et rigide. De par son influence culturelle dominante, le groupe *fotsy* a en effet tendance, tout à fait inconsciemment d'ailleurs pour la plupart de ses membres, à se considérer comme seul dépositaire de l'identité tananarivienne, le reste de la population en étant *de facto* exclu, par « défaut de citadinité », pourrait-on dire : tout comme les campagnards, les originaires des côtes, et les étrangers, les *Mainty* ne sont pas considérés comme faisant partie intégrante de la cité, de son fonctionnement, de son identité. Comment ce groupe stigmatisé voit-il alors sa participation à la vie citadine, pourtant indéniable ? Que signifie être Tananarivien quand on est *Mainty* ?

3- Une « contre-citadinité » *mainty* ?

Les enquêtes n'ont pas permis de mettre en évidence des pratiques de la ville et des modes de vie différents pour les *Mainty* de ceux des *Fotsy*, car le questionnaire n'avait pas été construit à l'origine en tenant compte de cette division. C'est donc *a posteriori*, en dépouillant les questionnaires, qu'ils ont été relus en tenant compte de l'appartenance statutaire, lorsque cela était possible, c'est-à-dire quand mon enquêteur m'avait explicitement désigné la personne interrogée comme d'origine *mainty*. A l'inverse des *Andriana* qui faisaient connaître leur statut dans les premières minutes de l'entretien, le plus souvent les *Mainty* ne le mentionnaient pas. On a donc procédé par interprétation de certaines réponses, à la lumière de lectures et d'entretiens avec les rares chercheurs ayant travaillé sur la question des modes de vie *mainty* à Tananarive⁶², ainsi qu'en exploitant le regard porté sur les *Mainty* par les *Fotsy*.

Les principaux éléments d'une culture *mainty* ainsi mis en évidence sont le rôle du corps et du sport, la pratique de la danse et du chant, une forte tradition festive, ainsi que le recours aux cultes traditionnels.

Du « culte de la force physique »⁶³ à une culture de la violence ?

⁶² Entretiens avec J.-R. Randriamaro et L. Razanadrakoto. Lire également la passionnante interview du Père Rémi Ralibera, ainsi que des éléments sur le mode de vie *mainty*, dans RANDRIAMARO J.-R., 1997, *PADESM et luttes politiques à Madagascar*, annexes, p. 372-387.

⁶³ Voir RANDRIAMARO J.-R., 1997, « L'émergence politique des *Mainty* et *Andevo* au XX^e siècle », *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, Actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, p. 362 sqq.

Pour différentes raisons qui ne seront pas développées ici (tradition culturelle en réaction à un accès limité à l'éducation notamment), les *Mainty* ont développé une culture du corps qui s'incarne dans la pratique du sport et qui souvent est liée à la violence physique.

Le sport emblématique des *Mainty* à Tananarive est le rugby. Chaque quartier populaire possède son club, des matchs sont organisés très fréquemment. Les supporters se retrouvent ainsi le dimanche au stade des cheminots, à Antanimena. La coupe des vainqueurs est très souvent un zébu, qui est tué juste après la rencontre et immédiatement partagé entre les deux équipes et leurs supporters.

Ce rugby tananarivien est particulièrement violent et peut être dangereux, aussi bien pour ses pratiquants que pour les supporters. Les chercheurs y voient la traduction d'une place prépondérante accordée à la violence dans les rapports sociaux, la violence jouant un rôle cathartique classique. La boxe est d'ailleurs un autre sport très prisé des *Mainty*. Dans les années soixante, chaque quartier comportait en outre un espace consacré à la pratique de la gymnastique : des agrès (barres...) étaient installés sur les terrains vagues⁶⁴.

La violence s'exprime également à travers le phénomène des bandes de jeunes, qui s'organisent par quartiers, sur lesquels elles exercent un contrôle territorial strict. Il existe ainsi des rivalités entre bandes, qui se traduisent par des bagarres. Ces bandes agrègent des jeunes souvent désœuvrés, « *mainty* ou *andevo* peu scolarisés, issus des bas quartiers populaires de Tananarive », comme les dépeint J.-R. Randriamaro à propos du phénomène des bandes de jeunes chômeurs dans les années soixante (cf. *infra*, B). Les points communs aux membres de ces bandes sont, entre autres, la pratique de la petite délinquance, la maîtrise d'un langage commun, la consommation de *rongony* (le chanvre malgache), extrêmement banalisée à Tananarive, en particulier dans les quartiers d'Isotry et d'Antohomadinika, qui sont régulièrement montrés du doigt par la presse à ce sujet. A propos du langage, on a déjà évoqué ce parler des couches populaires tananariviennes, décrié par les élites (cf. *supra*, II, C, 2, note infrapaginale) ; il semble bien qu'on puisse aller plus loin et évoquer l'existence d'un langage *mainty*, souvent hermétique aux non-initiés, qui fonctionnerait comme un critère d'identification de ces bandes : les chercheurs parlent d'une forme de « *cockney* ». Plus largement, les Tananariviens *fotsy* détestent ce langage populaire, qu'ils jugent ordurier ; en particulier, ils supportent mal les propos de leur personnel, qu'ils entendent toute la journée, ou encore les harangues lancinantes des rabatteurs de taxi-be : la cohabitation entre les deux groupes pose donc des problèmes élémentaires de niveau de langage.

Certaines orientations professionnelles privilégiées par les *Mainty* semblent également conforter l'image d'une place privilégiée accordée aux activités physiques. C'est ainsi qu'ils sont particulièrement représentés dans l'armée, et plus récemment dans les sociétés de sécurité qui emploient des vigiles. Toutefois, il faut se garder de toute surinterprétation : cette prétendue « tradition » liée à l'exaltation de la force physique peut tout aussi être considérée comme l'un des rares débouchés professionnels qui soit ouvert aux *Mainty*, sans qu'ils y soient victimes de discriminations.

Danses et chants, des attributs mainty ?

⁶⁴ Ces agrès ont disparu, remplacés par des bidonvilles.

« Dansez Mahamasina, pour amuser Manjakamiadana » : cette chanson traditionnelle merina résume à elle seule la dichotomie de la société, et exprime la division aussi bien d'un point de vue social que spatial. En effet, cette phrase fait référence à l'époque royale, où les troupes de chanteurs au service du souverain habitaient à Mahamasina ou à Ambanidia, quartiers situés en contrebas du Rova, Rova aussi désigné par le terme « Manjakamiadana » ; ces chanteurs *Mainty* (au sens originel du terme, qui ne désignait donc pas des esclaves) avaient le droit exclusif de chanter et de danser pour le roi.

De manière tout à fait étonnante, certains aspects de cette tradition se sont maintenus. C'est ainsi que dans le quartier d'Ambanidia, toujours habité par des descendants des *Mainty* au service des souverains, on trouve aujourd'hui des troupes de chanteurs, mais aussi de nombreux membres de la Fanfare du Gouvernement. Le maintien du lien entre le quartier et l'Etat dans le domaine musical est tout à fait caractéristique. C'est une fierté pour Ambanidia, qui est par ailleurs considéré comme un quartier pauvre et qui est dévalorisé dans les représentations du fait de l'importance de sa population d'origine *mainty*.

Autre domaine traditionnellement attribué aux *Mainty*, les *hira gasy*, ces musiques, chants et danses merina qui accompagnent les fêtes comme les *famadihana*. Ces artistes de *hira gasy* sont regroupés en troupes itinérantes, qui ont toutes pour point d'attache des quartiers de plaine de l'ouest : Anatihazo, Andavamamba, Antohomadinika, entre autres⁶⁵. C'est alors l'aspect pittoresque de ces troupes qui est valorisé dans la perception tananarivienne, au détriment de la question de l'appartenance statutaire des artistes en question : si l'on ne stigmatise pas les *mpihira gasy* (les artistes de *hira gasy*), c'est parce qu'ils incarnent en fait une tradition à laquelle tous les Tananariviens sans exception sont attachés ; le lien avec le passé merina transcende ici la question des castes. De surcroît, ces troupes sont indispensables aux grandes familles tananariviennes pour animer les cérémonies comme le *famadihana*. Dans ce domaine, les descendants d'esclaves sont donc considérés comme intégrés dans une hiérarchie sociale, au bas de celle-ci, mais non exclus : la musique et les traditions populaires constituent ainsi sans doute la seule forme sociale où un rapport d'intégration hiérarchique s'impose face à un rapport d'exclusion entre *Fotsy* et *Mainty*.

Les pratiques musicales des jeunes révèlent également l'existence d'éléments spécifiques aux populations *mainty*. Ainsi, en réaction aux chants évangéliques des élites *fotsy*, les jeunes *mainty* se sont intéressés depuis quelques années à la forme contestataire de musique que constitue le rap. Il existe des créations actives de musique rap dans les quartiers populaires, qui connaissent ensuite une diffusion au-delà de ce champ, pour intéresser l'ensemble des jeunes Tananariviens, y compris les *Fotsy*, friands de nouveautés musicales.

La musique constituerait-elle un élément fédérateur entre groupes sociaux, permettant de gommer les différences ? On peut se poser la question en observant la composition du public d'un chanteur très populaire comme Rossy. Rossy est une personnalité célèbre et très controversée, en particulier pour son engagement sur cette question des castes, lui-même étant d'origine *andevo*, comme il le proclame

⁶⁵ Le guide *Tana Cultures 2000* donne significativement une interprétation tout à fait aseptisée du phénomène de localisation géographique de ces troupes : « Derrière la gare se sont développés les quartiers populaires riches en traditions. » (p. 12). Toute approche de la question statutaire est ici soigneusement gommée au profit d'une approche folklorique.

publiquement. Néanmoins, il s'agit d'un artiste très populaire, sans doute le plus apprécié par les jeunes à Madagascar. Chacun de ses concerts est un grand succès, et il semble que le public se mélange de plus en plus entre *Mainty* et *Fotsy*. Toutefois, en évoquant la question avec un ami, *hova*, celui-ci commente : « *A la sortie de ses concerts, tout le monde part vers l'ouest*⁶⁶. » Il traduit ainsi en termes géographiques une réalité sociologique : pour cette personne, aller à un concert de Rossy demeure très connoté, quelle que soit l'évolution vers une plus grande diversité du public par ailleurs.

Il semble donc bien que les pratiques musicales demeurent largement des marqueurs d'une appartenance à tel ou tel groupe statutaire à Tananarive. En témoigne ainsi l'évocation suivante d'une géographie des instruments de musique dans la ville, dressée par un *Andriana*, musicien classique de profession :

« - dans la ville haute, on trouve des pianos à queue (dont personne ne joue !), et des pianos droits dans presque chaque maison,
- dans la ville moyenne (à *Ankadifotsy*, ou à *Isoraka* par exemple), on trouve des guitares, des harmoniums,
- dans la ville basse enfin, on trouve des instruments traditionnels (tambours, flûtes, accordéons, et instruments malgaches comme le *valiha*) : les *Andevo* sont dépositaires de la musique populaire traditionnelle. C'est là qu'habitent les *mpihira gasy*. »

Cet homme reprend donc une classification très hiérarchisée des pratiques musicales dans les quartiers tananariviens, qui se fonde sur la hiérarchie sociale héritée du XIX^e siècle. Les *Mainty* sont assimilés à la ville basse. La musique à Tananarive sépare, bien plus qu'elle ne rassemble.

Des pratiques festives développées

Le discours dominant, construit par les *Fotsy*, prête aux *Mainty* l'habitude de dépenser sans compter, en particulier à l'occasion des fêtes (*famadihana*, circoncision...). Durant ces fêtes, les participants dansent des heures durant, chantent, consomment beaucoup de viande, la plus grasse possible, et boivent en quantités importantes. Ce goût pour la fête et l'excès s'expliquerait par la permanence d'une « mentalité servile », selon l'historien J.-R. Randriamaro, qui consisterait à profiter de l'instant présent, dans l'ignorance d'un avenir incertain. Cela correspond en fait sans doute bien plus au comportement des sociétés traditionnelles, comme en Europe au XVI^e siècle, où des moments de défoulement et de déchargement se multipliaient pour contrer les difficultés de la vie quotidienne et les incertitudes de tous ordres⁶⁷.

Les *Mainty* dépensent ainsi des sommes considérables pour organiser de fastueuses *famadihana*. On peut aussi y voir une volonté de rivaliser avec les cérémonies *fotsy*, dans une quête du prestige social. Il est en tout cas certain qu'au cours des enquêtes, des personnes ont expliqué que toutes leurs économies étaient destinées à ces fêtes ancestrales, en dépit de leur situation financière particulièrement précaire. Durant les mois d'hiver, il est habituel de rencontrer des cortèges bigarrés sillonnant les routes, chantant et dansant, avant une circoncision ou un *famadihana* : ces pratiques très visibles sont l'apanage des *Mainty*, les *Fotsy* ayant renoncé à cette publicité jugée vulgaire. C'est donc uniquement dans les quartiers à majorité *mainty* qu'on rencontre ces cortèges.

⁶⁶ C'est-à-dire vers les quartiers populaires de la plaine, à majorité *mainty*.

⁶⁷ Voir MUCHEMBLED R., 1978, *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne (XV^e-XVIII^e siècles)*, Champs, Flammarion, Paris, 398 p.

Des pratiques plus méconnues : le rôle des cultes traditionnels dans la ville

La forme de religion populaire que constituent les cultes traditionnels est très vivace à Tananarive, en dépit d'une apparence de forte imprégnation chrétienne. Ces cultes ancestraux sont en effet méprisés et stigmatisés par les Eglises officielles, qui se sont efforcées depuis leur implantation au XIX^e siècle de les circonscrire, voire de les éradiquer. Ces rites sont en effet considérés comme « impurs », en particulier du fait qu'ils attirent préférentiellement des *Mainty*, selon les auteurs d'un ouvrage sur la question⁶⁸ : ces cultes sont un « mode d'expression des dominés », aussi bien sur le plan social (personnes pauvres) que culturel (ces cultes passent par l'oral). Les cultes séduisent donc particulièrement les *Mainty*, qui trouvent là une forme d'expression de groupe et une manière d'acquérir une identité sociale : « On peut comprendre l'activité culturelle développée sur les sites royaux par les *Mainty* comme la contrepartie de leur inexistence dans les représentations symboliques de la société. Elle leur permet d'être sujet social »⁶⁹. De surcroît, dans le contexte de crise économique et politique, ces pratiques connaissent un succès croissant depuis une vingtaine d'années.

Il n'est pas de notre ressort d'étudier ici en détail ces pratiques, qu'il s'agisse des cultes ancestraux, du recours au guérisseur ou encore à la possession. On voudrait simplement en signaler les principales, qui sont apparues dans les enquêtes, en particulier dans celles réalisées sur le côté oriental de la colline du Rova. C'est tout d'abord l'importance de la circoncision traditionnelle (*fomba gasy* ou *fomba-drazana*, selon la tradition malgache ou la tradition des ancêtres) qui se maintient chez les *Mainty*, alors que les autres Tananariviens ont presque tous abandonné cette manière de faire pour pratiquer la circoncision moderne.

La circoncision traditionnelle nécessite d'aller chercher de l'eau à une source sacrée (*rano mahery*, l'eau de force) et d'avoir recours à un guérisseur qui se charge de l'opération. Dans les autres milieux sociaux, les parents préfèrent faire appel au médecin ou aller à l'hôpital, pour des raisons de sécurité pour l'enfant. Certaines circoncisions se terminent en effet tragiquement, au point qu'une femme explique : « *C'est dangereux, alors si tout se passe bien, si l'enfant ne meurt pas, il faut faire la fête* » ! (ville haute n° 17). L'eau sacrée se prélève dans divers endroits, comme à Mandroseza, en périphérie de la ville, ou bien dans un puits situé à Ambohipotsy, le quartier le plus mal considéré de la ville haute, à l'extrémité sud de la colline ; ces lieux sont toujours très discrets, invisibles au non-initié, nichés dans des creux de la topographie. (voir carte n° 28)

La circoncision est l'occasion d'organiser une fête importante. Les circoncisions jouissent ainsi d'une forte visibilité dans les quartiers populaires de la ville : des cortèges de quelques dizaines de personnes accompagnent en chantant les enfants à circoncire, portés sur les épaules dans les rues.

Les *Mainty* ont également recours de manière assez courante aux tradipraticiens et autres devins-guérisseurs, appelés *mpitaiza*, qui guérissent diverses maladies, mais traitent aussi des problèmes d'ensorcellement, d'exorcisme, et font appel le cas échéant à la

⁶⁸ Voir BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, L'Harmattan Paris, 529 p. On renverra le lecteur en particulier aux pages 166 à 178, consacrées à l'étude des cultes dans Tananarive.

⁶⁹ *Ibid.* p. 318.

possession⁷⁰. Toutefois, ces pratiques ne sont pas l'apanage exclusif des *Mainty* : les autres Tananariviens y ont également discrètement recours.

La vie en ville des Tananariviens d'origine *mainty* présente donc certains caractères spécifiques, qui fonctionnent comme autant de critères d'identification et comme une réaction face au groupe dominant *fotsy*. En cela, il est tout à fait possible de parler de l'existence d'une citadinité *mainty*, pas radicalement différente de celle des autres groupes statutaires, mais présentant certaines particularités, comme la pratique du rugby, marqueur social très fort à Tananarive.

Toutefois, il s'agit d'une intégration à la ville qui est mal vécue par les personnes concernées. Etre *Mainty* est souvent perçu comme une honte, comme un stigmate, dont certains essaient significativement de se débarrasser en se faisant décrêper les cheveux et éclaircir la peau, ou bien en adoptant les codes de la société *fotsy*, comme le langage et l'accent, certains loisirs, ou encore en tentant de percer par les études supérieures.

Ce mode de vie des *Mainty* est méconnu, en raison de la quasi-absence de travaux sur le sujet : jamais la question n'est abordée frontalement, elle passe systématiquement par une approche de la pauvreté, qui ne recoupe qu'imparfaitement cette catégorie. On souhaite donc qu'une étude spécifique de la citadinité tananarivienne *mainty* voit le jour, étude dont on espère ici avoir posé quelques jalons. On espère également avoir montré que cette catégorie stigmatisée est pleinement citadine, contrairement à ce que le regard porté sur elle par les *Fotsy* laisse entendre (cf. *supra*, II, C) : loin d'être étrangère à la ville et à ses codes, elle en constitue au contraire un versant méconnu, mais qui relève de plein droit de la citadinité.

B- Des crispations identitaires croissantes entre groupes statutaires

Aux deux extrémités de la hiérarchie sociale traditionnelle fondée sur les castes, des évolutions se manifestent depuis quelques décennies, après la longue période d'atonie sous la colonisation, puis dans les premières années de l'indépendance. En effet, ces années n'étaient guère propices aux questions statutaires : celles-ci étaient tout simplement tues sous la colonisation, l'abolition juridique du système des castes en 1896 constituant la forme ultime de réponse du colonisateur sur le sujet ; après l'indépendance, comme dans tous les pays d'Afrique, l'accent a été mis sur la construction de l'unité nationale, qui impliquait donc une mise sous silence de ces divisions internes qui risquaient de fragiliser la jeune nation émergente. En outre, ces années soixante ont coïncidé avec la forte audience des discours marxistes, qui interprétaient ces mêmes questions en termes de lutte des classes, et ne les envisageaient que comme de simples antagonismes économiques. Le caractère spécifique des divisions de castes n'était pas non plus valorisé dans ce contexte intellectuel de l'époque.

Le changement vient de la crise économique qui modifie les rapports sociaux à partir des années soixante-dix, suscitant frustrations et remises en cause.

1- La radicalisation identitaire *andriana*

⁷⁰ On renverra également à cet ouvrage sur ce sujet ; voir en particulier le chapitre V.

Depuis le milieu des années quatre-vingt environ, les Tananariviens s'accordent à constater la montée de revendications identitaires émanant des *Andriana*, à tel point que le phénomène dispose à présent de son terme en français pour le désigner, l'andrianité⁷¹. L'andrianité se fonde sur la « nostalgie d'un passé monarchique fortement idéalisé »⁷².

Ce mouvement dispose de bases à la fois intellectuelles et populaires. Certains intellectuels merina, mais aussi français, ont en effet invité à une revalorisation du rôle des *Andriana* dans la société, et en particulier dans le domaine politique, rôle légitimé par la possession d'un *hasina* historique⁷³. Ce courant de pensée a ses lieux d'expression et ses médias : l'université d'Antananarivo, certains titres de la presse, ou encore la radio. Bien qu'il demeure marginal dans ses aspects les plus radicaux, ce mouvement n'en rencontre pas moins un certain succès auprès des grandes familles *andriana* de la capitale.

Cette résurgence de l'andrianité revêt différentes formes. Elle se manifeste tout d'abord dans le langage, les *Andriana* voulant que leur statut se traduise par des formulations spécifiques : c'est ainsi que des formes de politesse, traditionnellement réservées aux nobles, qui avaient disparu de Tananarive, connaissent un regain de faveur. On s'adressera à un *Andriana* en ces termes : « *Tsarava tompoko* », au lieu de « *Manao ahoana tompoko* », par exemple. De même, dans les annonces nécrologiques, de nouvelles formulations apparaissent, comme la spécification de la caste du défunt, *Ny Andriana*, suivi du patronyme ; des termes métaphoriques sont également utilisés dans la rédaction de l'avis, comme *niamboho*, qui signifie « a tourné le dos », utilisé pour « décédé » (ce terme était jadis réservé au roi), ou encore *hasitrika* pour « enterrer ».

Les associations familiales d'*Andriana* connaissent également un regain de faveur ces dernières années. Elles fédèrent un nombre croissant de membres, organisent des déplacements sur des tombeaux royaux ou princiers, des banquets en ville ou animent des cercles de réflexion⁷⁴. Il existe une association qui fédère l'ensemble des groupes *andriana*, la *Fianakaviambe*, la Grande famille, créée en 1989. Certaines de leurs actions bénéficient d'une couverture médiatique importante, qui tend à amplifier le phénomène. C'est le cas pour les originaires d'Ambohimalaza, un village *andriana* situé à l'est de Tananarive, célèbre pour avoir fourni des personnalités à la ville, et pour les positions radicales de ses originaires. Dans ce village, les relations entre *Andriana* et *Andevo* sont d'ailleurs particulièrement mauvaises et figées dans des rapports économiques de domination depuis la fin du XIX^e siècle.

Enfin, ce mouvement de l'andrianité revêt un aspect politique important. Ses partisans souhaiteraient revenir à la situation du XIX^e siècle, où les *Andriana* détenaient le pouvoir suprême. En se réclamant de leur rôle historique, ils proclament avoir vocation à diriger, si ce n'est le pays, du moins l'Imerina, aujourd'hui, en tant qu'« élites traditionnelles ». C'est dans ce contexte que la candidature du maire de Tananarive, Marc Ravalomanana, à la présidence de la République en 2001, a été accueillie avec

⁷¹ De même, sur cette question de la renaissance de l'andrianité, on renverra le lecteur à BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, chapitre VIII, qui fournit une mise au point passionnante et complète sur le sujet (voir en particulier p. 331 *sqq.*, ainsi que p. 384 *sqq.*).

⁷² *Ibid.*, quatrième de couverture.

⁷³ DOMENICHINI J.-P., 1988, « La notion d'andrianité et les *andriana* dans l'histoire de Madagascar », *Lettre mensuelle de Jureco*, n° 20-21, p. 36-43.

⁷⁴ Voir dans BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, p. 334-335 les lieux de rassemblement autour de Tananarive.

enthousiasme par ces *Andriana*, du fait qu'il est issu de leurs rangs. Le mouvement souhaiterait cependant une restauration monarchique. Le mouvement *andriana* a également fait parler de lui en 1994, avec la célébration aussi visible qu'ambiguë de l'Alahamadibe, le nouvel an traditionnel merina⁷⁵.

Tous ces éléments témoignent donc d'une résurgence d'un mouvement *andriana* qui revendique sa spécificité historique, le droit à un respect particulier de la part du reste de la population, et un rôle dans le domaine politique.

Les causes de cette résurgence sont diverses. La principale semble être le mouvement de paupérisation des *Andriana* qui a pris de l'ampleur depuis la crise économique. De très nombreuses familles ont connu un déclassement social considérable et vivent avec de grandes difficultés financières : on les appelle *Andrian'dreraka* (nobles ruinés). On a évoqué ce phénomène à propos de l'impossibilité d'entretenir le patrimoine immobilier, ou bien des contraintes alimentaires, souvent dissimulées : on se prive sur la viande mais pas sur l'habillement. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le rôle de la recherche frénétique de l'élégance (voir chapitre II, I, B, 3) et plus généralement du paraître chez les nobles tananariviens déçus. Au cours des enquêtes, mes enquêteurs ont décelé à plusieurs reprises ces *lohalik'alika* (« genoux de chien »), comme on désigne péjorativement ces nobles ruinés qui tentent désespérément de dissimuler leur misère.

Or, les *Andriana* paupérisés ont développé un très fort sentiment de frustration et d'aigreur, très perceptible lors des enquêtes : ces personnes se plaignent de leurs conditions de vie actuelles, évoquent longuement un âge d'or de leur existence qui remonterait à la I^e République, s'attardent sur une vision passéiste de la société. De manière très classique, la frustration économique et sociale constitue le terreau idéal de développement de réflexes de repli identitaire, et ce de manière d'autant plus déterminante à Tananarive que ces couches paupérisées peuvent se prévaloir d'un prestigieux passé. Ainsi, F. Roubaud constate-t-il avec justesse : « Leur revendication identitaire d'appartenance de caste constitue le dernier rempart symbolique contre une situation réelle de déchéance sociale, assise sur le souvenir de privilèges perdus. »⁷⁶

Le sentiment de frustration et de déchéance sociale s'exacerbe à propos de la question matrimoniale. En effet, on a vu que certains *Mainty* ayant réussi économiquement contractaient des unions avec des femmes *andriana* ou *hova* prolétarisées, le statut compensant en quelque sorte la déchéance économique. Ces mariages « mixtes » sont très mal vécus par les familles *fotsy* concernées : elles y voient une stratégie délibérée pour pénétrer leur groupe et le dénaturer. On rejoint là le thème de l'impureté attachée aux *Mainty*, thème tabou mais très présent dans les esprits : par glissement, un mariage mixte est considéré comme impur et comme remettant en cause la pureté biologique du groupe⁷⁷. Ces thèmes extrêmes, racistes au sens propre du terme, ne sont toutefois pas partagés par l'ensemble des *Andriana*. Leur existence témoigne néanmoins d'une radicalisation sur la question des castes et d'une stigmatisation des *Mainty*, demeurée inchangée.

⁷⁵ *Ibid.* p. 395-404.

⁷⁶ ROUBAUD F., 1997, *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo*, p. 26.

⁷⁷ Les Merina les plus radicaux ont ainsi développé des thèses racistes, qui se fondent sur la notion de l'appartenance des individus des castes supérieures à une supposée « race malaise ». Ces courants radicaux s'expriment en particulier par le biais d'Internet, sur des sites animés par des éléments de la diaspora malgache. Voir sur ce sujet DUMONT D., 1998, *Rapports interethniques et construction nationale à Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)*, communication à la Table ronde des 4 et 5 décembre 1998.

2- Des formes de mobilisation *mainty* ?

En tant que groupe, les *Mainty* sont confinés de fait dans des positions sociales défavorisées. Très peu ont accès à l'enseignement secondaire, et moins encore à l'enseignement supérieur, où ils représentent sans doute moins de 5 % des étudiants. Leur exclusion sociale est patente : MADIO dresse une liste d'indicateurs socio-économiques qui montre la distorsion de niveau de vie entre *Fotsy* et *Mainty*⁷⁸. Cette situation s'explique en partie par les stratégies déployées par les hautes castes pour assurer la pérennité de leur domination après 1896 : il s'agit d'une part de la possession de terres et d'autre part de l'investissement dans la scolarisation. En s'appuyant sur ces deux leviers, *Hova* et *Andriana* ont dans l'ensemble réussi à maintenir leur domination sociale, indépendamment des cas de déclassement évoqués plus haut :

« Le problème des castes, complètement occulté, représente encore un facteur essentiel des mécanismes de reproduction sociale. (...) Les descendants d'esclaves restent toujours confinés dans des positions socialement dominées, et fondamentalement exclus des strates supérieures de la société. Naître dans une famille de *Mainty*, même en ville, est un stigmate qu'il est difficile de surmonter. »⁷⁹

Face à cette situation, les *Mainty* ont dans l'ensemble peu réagi de façon organisée au cours du XX^e siècle, sauf à quelques occasions ponctuelles. Les formes politiques et/ou sociales d'expression collective sont restées circonscrites aussi bien dans leur influence que dans le temps. Après l'épisode très politique du Parti des Déshérités de Madagascar⁸⁰ (PADESM), les années soixante et soixante-dix constituent une autre époque de développement de ces mouvements. En effet, c'est alors que se constituent diverses organisations fédérant les jeunes *mainty* au chômage et en révolte contre la société : les *Zale* tout d'abord, puis les *Zoam* (*zatovo ory asa malagasy* : jeunes chômeurs malgaches), à partir de 1972, et enfin le mouvement des *Baomanga* au milieu des années soixante-dix⁸¹.

Depuis quelques temps, une certaine agitation se manifeste dans les bas quartiers de Tananarive, largement relayée, voire instrumentalisée selon ses détracteurs, par le chanteur Rossy. En 2000, il a en effet soutenu les personnes victimes des expulsions consécutives aux travaux lancés par la municipalité, dans le quartier d'Andohatapenaka en particulier. On prête à ce chanteur, également conseiller du président Ratsiraka, des intentions de fédérer diverses associations *mainty* dans un « parti des pauvres », reprenant ainsi des thèmes populistes chers au régime de la II^e République. Ses prises de position

⁷⁸ ROUBAUD F., 1997, *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo*, p. 25 sqq.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 27-28.

⁸⁰ Voir RANDRIAMARO J.-R., 1997, *PADESM et luttes politiques à Madagascar*, Karthala, Paris, 451 p. Ce parti politique a été fondé en 1946, avec l'assistance des Français. Il fédérait à la fois des côtiers et des *Mainty* de Tananarive, dans l'optique de constituer un front anti-Merina, ces derniers étant favorables à l'indépendance de Madagascar. Il s'agit d'un des premiers exemples de manipulation de l'opinion *mainty*.

⁸¹ Les particularités culturelles du monde *Zale* sont présentées en détail dans RANDRIAMARO J.-R., 1997, « L'émergence politique des *Mainty* et *Andevo* au XX^e siècle », p. 362 sqq. Cette tradition de fédération éphémère des jeunes *mainty* a connu un dernier avatar en février 2002, lorsque des partisans de Didier Ratsiraka ont payé des jeunes des bas quartiers pour aller chercher la bagarre avec les partisans de Marc Ravalomanana : on voit bien là à quel point ces jeunes peuvent être manipulés. Les échauffourées ont fait des blessés et quelques morts.

publiques au sujet du statut des *Mainty* dérangeant, irritent, sans qu'il soit possible de savoir s'il compte réellement dépasser le stade des déclarations d'intentions.

La vie politique tananarivienne est ainsi minée par ces fractures statutaires (cf. *infra*, D). C'est même la notion de citoyenneté qui est en cause, puisque c'est par exemple parmi les *Mainty* défavorisés des quartiers de plaine que se trouvent le plus de personnes ne disposant pas de carte d'identité, ni d'acte de naissance. Plus grave, une partie non négligeable de la population dénie aux *Mainty* le fait d'être Merina : ils sont exclus de la citoyenneté merina, du fait qu'ils sont considérés comme sans ancêtres merina et sans tombeau⁸². La construction d'une citoyenneté tananarivienne ne peut se faire par l'exclusion de fait d'une partie importante de sa population. Or, c'est bien le constat d'une ville coupée en deux à différentes échelles qui s'impose.

C- La traduction géographique des divisions statutaires : la ville ségrégée ?

De manière très révélatrice, aucune étude de géographie urbaine sur Tananarive n'évoque le rôle des castes dans la structuration de l'espace urbain. Tout au plus est-il signalé comme élément social d'importance relative, mais jamais comme facteur d'organisation géographique. Il semble bien que la question des castes soit diluée dans celle des rapports sociaux et plus généralement de la pauvreté : cela présente l'avantage de ne pas aborder frontalement des sujets éminemment sensibles, mais de les traiter de manière détournée par le biais de la problématique plus rassurante des rapports économiques. On dira ainsi qu'il existe des quartiers aisés et des quartiers pauvres à Tananarive, ces derniers étant localisés en plaine, sans expliquer les raisons de cette géographie, si ce n'est par le fait, bien compréhensible d'ailleurs, que la plaine inondable et insalubre n'attire guère les Tananariviens aisés.

On voudrait donc ici mettre en évidence un aspect souvent méconnu de la géographie tananarivienne, qui est cette territorialisation très nette des groupes statutaires dans l'espace urbain, et ce à différentes échelles.

1- Oppositions statutaires, oppositions géographiques : la césure urbaine

On se rappelle avoir mis en évidence, dans le chapitre V, la division spatiale qui structure les représentations de la ville, entre la ville haute et la ville basse (II, B). De manière schématique, cette opposition recouvre largement la dichotomie ville *fotsy*/ville *mainty*. Les hauteurs sont en effet considérées comme des quartiers à très grande majorité *fotsy*, assez homogènes, tandis que les quartiers de plaine, ainsi que quelques quartiers périphériques comme Manjakaray, Ankadimbahoaka, sont assimilés à des zones très majoritairement *mainty*. Ainsi, la hiérarchie sociale fondée sur la topographie depuis le XIX^e siècle n'a au fond peu ou prou pas évolué : ce sont toujours les *Fotsy* qui dominent les *Mainty*, socialement comme spatialement.

⁸² « Cette discrimination séculaire est lourde de menace (...). A l'heure où l'unité du pays est mise en cause, il est urgent de porter tous les efforts pour intégrer cette composante fondamentale de la Nation dans la citoyenneté et nos hommes politiques et autres responsables merina devraient d'abord se préoccuper de la promotion de ceux qui vivent quotidiennement près d'eux et avec eux (...). Pouvons-nous construire une Nation merina sans l'intégration effective d'une tranche importante de la population ? », P. Ranjeva, *La Lettre mensuelle de Jureco*, oct-nov 1997.

Bien sûr, il ne s'agit là que d'une simplification du réel, puisque des familles *fotsy* vivent dans les quartiers à dominante *mainty*, et réciproquement. Toutefois, cette approche simplifiée de la géographie tananarivienne est suffisamment signifiante pour pouvoir être cartographiée : l'historien J.-R. Randriamaro est ainsi le premier à proposer une carte de la répartition des castes à l'échelle de la ville. Cette carte (voir carte n° 27) met bien en évidence une réalité fondamentale et méconnue : l'existence d'une ségrégation de fait, au sens d'une territorialisation des castes dans Tananarive. Cette carte fait apparaître très nettement l'opposition entre ville haute et ville basse. Elle permet de visualiser cette fameuse « ceinture *mainty* » qui fait frémir la bourgeoisie tananarivienne, dans une phobie de l'encerclement :

« Les *Mainty* forment actuellement le gros de la troupe d'un sous-prolétariat urbain à Tananarive. Ils s'identifient aux bas quartiers, les plus peuplés, sorte de "ceinture noire" de la capitale et de ses environs. »⁸³

Cette dichotomie est invisible dans le paysage urbain. En revanche, elle est omniprésente dans les représentations citadines, qu'elle structure. Beaucoup de *Fotsy* ignorent tout simplement la ville basse, ne s'y rendent jamais et la craignent (voir également chapitre V, II, B). Pour ces personnes, les quartiers *mainty* peuvent tout simplement ne pas avoir d'existence dans les représentations, ni bien sûr dans les pratiques.

Un rejet et un mépris très profonds de ces quartiers *mainty* s'expriment, qui mêlent appréciation esthétique, jugement hygiéniste et stigmatisation morale. Des propos très durs peuvent être tenus à l'encontre de la ville basse :

« Allez à Isotry, où pendent en l'air les signaux du chemin de fer et où une foule frétilante s'ébat au milieu des ordures et de leur pestilence », écrit une personnalité connue dans un magazine⁸⁴.

⁸³ RAMANANTSOA RAMARCEL B., 1997, « *Mainty = Andevo, un amalgame statutaire de l'Imerina* », *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, Actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, p. 147.

⁸⁴ R. W. Rabemananjara, *ROIM*, octobre 2001, p. 6.

Carte n° 27 mainty

Rappelons aussi certains propos entendus lors des enquêtes :

« *Je n'aime pas la populace* »,

« *Les gens sont brutaux* »,

« *Isotry, Anosibe, je n'aime pas : les gens qui habitent là-bas sont des sauvages !* »,

« *Je n'aime pas les endroits où les gens sont malhonnêtes, voleurs, bagarreurs : comme Andavamamba, Isotry, ou Antohomadinika.* »,

« *A Isotry, les Bemainty sont violents* ».

Le célèbre prêtre de l'un des quartiers les plus défavorisés socialement et les plus déconsidérés dans la hiérarchie traditionnelle, Anosibe, résume bien cette perception péjorative :

« Il y a une ville basse et une ville haute. Le problème est que cette géographie physique se double d'une géographie mentale, inacceptable. On assiste à une dévalorisation non seulement psychologique et sociale de quartiers comme Anosibe, mais également à une dévalorisation de fait, une injustice de traitement. » (Sylvain Urfer, *ROIM*, novembre 2001)

Habiter dans un quartier connoté *mainty* quand on l'est effectivement renforce le regard négatif porté sur sa personne ; pour une personne qui n'est pas *mainty* et qui réside à Isotry par exemple, la situation n'est pas simple à vivre, tant l'amalgame est rapide, comme l'explique amèrement cette jeune femme *hova* : « *Ce n'est pas une bonne adresse pour une jeune fille coquette !* » Les jeunes Tananariviens utilisent ainsi parfois, en s'exprimant en français, cette notion de « bonne » ou de « mauvaise » adresse, avec une certaine dérision, pour expliquer aux étrangers cette connotation si particulière attachée au quartier de résidence dans leur ville. Ainsi, habiter à Faravohitra ou à Isoraka, c'est une « bonne adresse » : cette formulation, qui en Europe renverrait au niveau social du quartier, revêt une tout autre signification à Tananarive.

L'itinéraire résidentiel intra-urbain de certains individus illustre cette hiérarchie des quartiers, de telle sorte que certains parcours géographiques au cours d'une vie sont transparents pour les Tananariviens. C'est le cas d'une femme de 89 ans, rencontrée à Soavimasoandro, dont l'itinéraire en ville peut s'interpréter en termes de rétrogradation sociale. Mon enquêteur la connaît car il l'a rencontrée lors d'un *famadihana* organisé par sa grand-mère en 1997, laquelle avait invité toutes les familles dont les tombeaux étaient à proximité. Après l'enquête, il me raconte l'histoire de cette femme, dont la déchéance sociale se traduit géographiquement : de famille *hova*, elle a habité à Ankadifotsy dans sa jeunesse, puis a suivi son mari à Ambohimanarina, un quartier où résident beaucoup de *Mainty*. Elle a en effet épousé un *Mainty*, contre l'avis de sa famille qui l'a par la suite rejetée. En proie à des difficultés financières à la mort de son mari, elle a ensuite dû à nouveau déménager à Soavimasoandro, où elle vit depuis 1966, dans l'espace où se concentrent les *Mainty*.

Tananarive est donc une ville coupée en deux, selon une hiérarchie spatiale qui recouvre dans les grandes lignes une hiérarchie statutaire. Mais le caractère imparfait de cette dichotomie doit attirer notre attention : si l'opposition n'est pas aussi schématique qu'il n'y paraît, c'est bien parce qu'elle traverse en fait chaque quartier, qu'il soit à dominante *fotsy* ou *mainty*.

carte n° 28 ville haute

verso carte n° 28

2- La territorialisation des castes à l'intérieur des quartiers

La difficile cohabitation entre castes dans les quartiers

Les enquêtes menées sur plusieurs jours au sein d'un même quartier ont permis à certains habitants d'exprimer spontanément leur opinion sur la question des castes, et de percevoir l'état d'esprit qui prévalait dans le quartier. De manière systématique, dans presque tous les quartiers enquêtés, ce thème a surgi dans la conversation, que ce soit de façon voilée ou bien tout à fait ouvertement : à chaque fois, c'est en termes de problème qu'il a été abordé. Quelle que soit l'origine statutaire des Tananariviens rencontrés, la cohabitation au sein d'un même quartier était presque toujours vécue difficilement.

Deux exemples ont été sélectionnés. Tout d'abord, Soavimasoandro illustre bien la prégnance de la question des castes dans la vie du quartier. Landy, un jeune *hova* d'une vingtaine d'années, explique que le quartier, où il est né, est coupé en deux, avec une mise à l'écart très marquée des *Mainty*. Il déplore le « *racisme des gens envers les Andevo* », nombreux dans le quartier. Lui va par exemple chez une vieille femme qui le coiffe et lui fait des tresses, alors que personne de son entourage ne fait de même. Il se dit tolérant, ouvert et souhaite lutter contre cet ostracisme. A l'opposé de l'attitude de Landy, l'héritier d'une lignée *hova* prestigieuse, interrogé dans le même quartier, ne tarit pas de reproches contre les *Mainty* : « *Le voisinage, c'est un problème dans le quartier ; les gens ont une mentalité basse, ils sont frustrés. C'est le problème des basses classes. Il ne s'est rien passé dans le quartier depuis cinquante ans, il n'y a eu aucun progrès dans le niveau de vie et dans le mode de vie des gens ; tout est bloqué, sclérosé.* » (enquête n° 39). Dans un quartier périphérique peu dense comme Soavimasoandro, la cohabitation est donc difficile et pose des problèmes quotidiens. Deux mondes vivent au même endroit, mais en parallèle et s'ignorent. Les « passeurs » de l'un à l'autre, comme Landy, sont rares.

Le second exemple retenu est celui des quartiers situés au sud-est du Rova, où beaucoup d'enquêtes ont été menées. Ces quartiers, rappelons-le, sont dévalorisés depuis la monarchie merina car situés sur des espaces connotés négativement. Ils sont aujourd'hui habités, soit par des descendants de serviteurs royaux, qui sont donc là depuis plusieurs générations, soit par des migrants ruraux récents, soit encore par des *Mainty* ou bien par des ménages *hova* modestes qui préfèrent ces quartiers à ceux de plaine, pour des raisons de salubrité, de sécurité, ou encore de modicité des loyers. Enfin, on y trouve quelques rares ménages *andriana* dont les ancêtres s'étaient vu attribuer des terrains au XIX^e siècle. Cependant, en dépit de cette relative diversité, pour l'ensemble des Tananariviens, ces quartiers sont considérés comme exclusivement *mainty*, ce qui témoigne de l'importance de ce critère dans la formation des représentations : « *Le côté est ? C'est habité par les esclaves, comme on dit. Ils sont là depuis longtemps, ils y restent, ils y tiennent.* », commente un membre de l'une des plus prestigieuses familles *andriana* de la ville, habitant de l'autre côté, à Andohalo-Ambatobevanja.

Les personnes interrogées d'origine *mainty* n'ont pas évoqué la question des castes. En revanche, les personnes des hautes castes ont accumulé les reproches envers ce voisinage jugé honteux et peu fréquentable. En particulier ce descendant de la famille royale, actif dans le mouvement *andriana*, qui s'exprime en ces termes :

« *La plupart des habitants ici sont des descendants de serviteurs royaux, ce qui pose un problème social, de mentalité et de mode de vie. Ces gens ont un esprit étroit. Ils*

vivent pauvrement, il y a beaucoup de problèmes, l'alcool, les querelles, le bruit, les petits vols, le manque de motivation... Il y a un accroissement de la population par ici, ce sont les gens des bas quartiers qui remontent, car les loyers sont moins chers. » (ville haute n° 40)

Sur la colline du Rova, le paysage porte l'empreinte très nette de cette opposition entre l'est à majorité *mainty*, et l'ouest, occupé par de prestigieuses dynasties tananariviennes : aux petites maisons modestes en torchis répondent les altièrres demeures du XIX^e siècle ou même les villas modernes cossues. A une centaine de mètres de distance, de part et d'autre de la croupe de la colline, le contraste paysager est spectaculaire. Pour qui ne connaît pas cette dimension territoriale des castes, ancrée dans l'histoire, cette distorsion ne peut se comprendre. Le paysage tananarivien constitue lui aussi une expression de la hiérarchie statutaire.

Ainsi, bien souvent, la cohabitation des castes au sein d'un même quartier s'avère problématique, faite de tensions, d'incompréhension et de mépris réciproques. Plus encore, on assiste bien à une stigmatisation des castes inférieures.

Les quartiers ségrégués

Cette ligne de partage qui coupe la société tananarivienne peut prendre la forme d'une territorialisation très précise de chaque groupe : dans tous les quartiers à dominante *fotsy*, des îlots *mainty* sont identifiés avec précision, que ce soit au niveau du lieu, du nombre de familles qui y vivent ou de leurs activités. Ce phénomène a été observé dans les quartiers enquêtés : à Ankadifotsy tout d'abord, où les membres des grandes lignées *hova* précisent bien que la population est très différente entre le haut de la colline où ils habitent, et les flancs, où se trouvent des *Mainty*. Deux personnes commentent ainsi le fait que le haut du quartier constitue une sorte d'isolat de hautes castes : « *Il n'y a pas beaucoup d'étrangers dans le quartier* », « *On est entre nous* ». On retrouve ainsi à l'échelle d'Ankadifotsy la stratification altitudinale qui est le reflet de la hiérarchie statutaire, qui fonctionne à l'échelle de la ville entière. C'est également le cas à Soavimasoandro, comme l'illustre la carte n° 19 (chapitre V).

Sur la ville haute bien sûr, ces îlots *mainty* sont également très nettement identifiés, comme l'explique avec beaucoup de précision Jean, qui habite à proximité d'Andohalo, dans un quartier historiquement très prestigieux :

« Dans le fokontany, il y a un secteur d'Andevo, juste au-dessus du tunnel d'Ambaridiana. Il y a des problèmes de vols, mais ça s'est calmé, ils sont même propres. Il n'y a que des Andevo dans le secteur, et il n'y en a pas ailleurs, ça fait cinq toits sur 687 dans le fokontany. Ce n'est pas comme à Andohatapenaka ou à Andavamamba, où il n'y a que ça. Les quartiers autour du Rova, sur la colline, on ne peut pas y aller, il n'y a qu'eux. »

On perçoit bien dans les propos de Jean à quel point ses voisins *mainty* lui sont étrangers. La remarque « on ne peut pas y aller » est révélatrice de ce phénomène de ségrégation de fait dans le quartier : les *Fotsy* se sentent mal à l'aise chez les *Mainty*, dont ils redoutent l'hostilité.

Ambaravarambato est un petit quartier auquel on accède par un raidillon dangereux, sur le flanc ouest de la colline du Rova, au sud du palais. Au bord de la route principale, en haut, se situe un îlot composé de quelques familles *mainty* ; en descendant

plus bas, ce sont des ménages *andriana* qui sont installés. Entre les deux, règnent la méfiance, le mépris, et des petites tensions quotidiennes, qui sont immédiatement apparues lors des enquêtes. Ainsi, habiter Ambaravarambato *ambony* (en haut) ou Ambaravarambato *ambany* (en bas) n'a pas du tout la même signification sociale. Il s'agit d'un cas rare où les castes les plus élevées dans la hiérarchie habitent topographiquement « en dessous » des *Mainty*. La raison en est tout d'abord la topographie du lieu : le haut du quartier est beaucoup plus dangereux car sujet aux glissements de terrain. De plus, les *Mainty* sont arrivés plus tardivement dans le quartier : ces familles se sont installées sur l'espace resté disponible dont les habitants du quartier ne voulaient pas. Les habitants interrogés, *ambany*, se sont empressés de le préciser lors de l'enquête, voulant à tout prix se démarquer de leurs voisins qu'ils jugent embarrassants.

D'une manière générale, dans chaque quartier à dominante *andriana* ou *hova* se trouve ainsi un lieu déterminé dans lequel vivent des ménages *mainty*, lieu circonscrit géographiquement, connu de tous et stigmatisé. La métaphore de la verrue, pour caractériser la manière dont ces îlots sont perçus par la population majoritaire, ne semble pas exagérée.

C'est donc la précision de tels critères de localisation et d'identification des familles *mainty* dans un quartier qui fait dire à un Tananarivien aisé, *hova* :

« Ici, dans ce quartier, c'est comme partout, c'est ségrégué. Tout le monde sait où les *Andevo* habitent. »

On proposera donc ce concept de ségrégation pour appréhender la répartition des castes au sein de l'espace urbain, que ce soit à l'échelle de la ville tout entière ou plus encore à celle de chaque quartier. Il s'agit bien sûr d'une forme de ségrégation non juridique : rien n'interdit l'accès de certains espaces à quelque groupe que ce soit. Cependant, il existe une territorialisation de fait très précise de chaque groupe. On souhaiterait pouvoir, dans le cadre de travaux ultérieurs, dresser une carte à grande échelle de la répartition des castes dans les quartiers : les éléments mis en évidence grâce aux enquêtes donnent à penser qu'une telle entreprise est possible.

3- Les Eglises au cœur du problème : un rôle ambivalent

Depuis le XIX^e siècle, une dichotomie s'est installée entre Eglise catholique et Eglises protestantes. En effet, les missionnaires protestants sont arrivés les premiers à Tananarive et ont commencé l'évangélisation de la population urbaine, s'attirant logiquement la conversion des élites en premier lieu. Leur action s'est particulièrement développée en ville haute, comme en témoigne le nombre très important d'édifices cultuels. Les catholiques, arrivés avec quelques décennies de retard, se sont alors concentrés sur le reste de la population, non encore convertie : c'est ainsi que s'explique leur plus forte présence au sein des *Mainty*. Leur influence en ville haute a été plus limitée. De ce fait, les Tananariviens ont toujours tendance, aujourd'hui, à assimiler le protestantisme à la religion des élites *fotsy*, et le catholicisme à celle des descendants d'esclaves et des « petits », bien que cette perception soit très réductrice et ne corresponde qu'imparfaitement à la réalité⁸⁵.

⁸⁵ Selon F. Roubaud, *op.cit.*, 66 % des *Andriana* seraient protestants et 60 % des *Mainty* catholiques.

Cette différence se traduit sur le plan géographique : les Eglises protestantes recrutent par lignée familiale, ce qui signifie que leurs fidèles ne résident pas nécessairement à proximité du temple. On y est rattaché par le fait que c'est la *fiangonan-drazana*, le temple des ancêtres, qui prime la localisation. A l'inverse, l'Eglise catholique a fonctionné selon un quadrillage de l'espace urbain, beaucoup plus axé sur le recrutement local des paroissiens, car cette notion de *fiangonan-drazana* était absente.

L'appréhension de la question des castes par les Eglises est très complexe et a évolué selon les périodes. On voudrait simplement ici examiner le lien entre affiliation religieuse et géographie statutaire de la ville.

En effet, le fait de fréquenter tel ou tel temple n'est absolument pas neutre en termes d'appartenance statutaire : la mention de son temple ou de son église peut suffire à identifier une personne comme *Andriana*, comme *Hova* ou comme *Mainty*. C'est ainsi que, sur la ville haute, un certain nombre de temples sont fréquentés presque exclusivement par quelques grandes familles *andriana* : Ambavahadimitafo, Ambohitantely, Avaratra-Andohalo, Amboninapamarina, Ambohipotsy, Ambatonakanga, pour citer les principaux (voir carte n° 28). Ces temples sont interdits de fait aux *Mainty* qui résident pourtant à proximité. C'est ainsi que les habitants *mainty* d'Ambohipotsy doivent se rendre au culte au pied de la colline, à Tsimbazaza.

En ville moyenne, on rencontre cette fois des temples qui sont plutôt à majorité *hova*, comme celui d'Isotry-Fitiavana, ou d'Ankadifotsy. Là aussi, les mêmes stratégies d'exclusion sont à l'œuvre. Ce sont des temples réservés de fait aux descendants des *tompom-piangonana* (chefs d'église), qui ont participé à la construction de l'édifice. Ainsi, à Isotry-Fitiavana, un fidèle m'explique que, son grand-père ayant forgé les grilles extérieures et les ayant offertes au temple, sa famille dispose d'un statut privilégié, qui se traduit notamment par l'existence de bancs réservés, bien situés dans l'église.

Cette question des bancs réservés cristallise à elle seule toute la tension entre l'institution ecclésiale et les paroissiens. En effet, dans les paroisses les plus conservatrices, certains pasteurs ont entrepris de faire disparaître cette tradition qui constitue un privilège et va à l'encontre du principe d'égalité des croyants prôné par l'Eglise. Ainsi, le pasteur d'Ankadifotsy explique qu'il a abordé de front le problème : il a fait supprimer les bancs réservés aux familles *andriana* ; pour cela, il a fait changer tous les bancs, qui sont tous identiques à présent, alors qu'auparavant, ceux du devant étaient plus solides et plus confortables : « *On peut changer les mentalités en changeant les bancs ! J'ai aussi tout fait changer à l'intérieur de l'église, pour que s'effacent les souvenirs liés au lieu. Y compris l'orgue, parce que c'étaient les grands-parents de quelqu'un qui l'avaient fait. Je l'ai fait installer au collège à côté !* »⁸⁶. Dans l'éditorial d'un mensuel, un *Andriana* rapporte, outré, l'anecdote suivante : alors que de nombreux nobles s'étaient réunis dans le village d'Ambohimalaza dont ils sont originaires, pour assister au culte du dimanche, ils ont trouvé la porte du temple close, le pasteur refusant d'officier tant que les fidèles continueraient à se saluer en employant les formules de politesses réservées aux *Andriana*⁸⁷.

Certains pasteurs tiennent cependant un langage inverse, qui consiste à nier l'existence de castes ou en tout cas la permanence du problème, dans le but d'affirmer le succès de la mission de leur Eglise, qui est d'abolir ces divisions. Ainsi, le pasteur du très

⁸⁶ Entretien avec le pasteur M. Ranjakavola, le 07 juillet 2000.

⁸⁷ G.W. Rabemananjara, *ROIM*, octobre 2001, p. 6.

traditionnel temple de Faravohitra tient ces propos stupéfiants : « *Il n'y a pas de problème de castes à Faravohitra. Il n'y a pas de places réservées ici. Oui, c'est vrai, il y a les Andriana, les Hova, et ... il n'y a pas de terme pour désigner le troisième groupe. Il y a des gens aux cheveux crépus.* »⁸⁸

Certains lieux de culte sont explicitement connus dans toute la ville pour être fréquentés uniquement par des *Mainty*. C'est le cas de temples situés dans des quartiers à majorité *mainty*, comme Ankadimbahoaka, Manjakaray ou encore Andavamamba. Sur la ville haute, on trouve également des églises *mainty*, ce qui traduit bien une forme de ségrégation dans cet espace : les uns et les autres ne fréquentent pas les mêmes lieux de culte. Il existe souvent deux lieux de culte à proximité, l'un pour les *Fotsy*, l'autre pour les *Mainty*. Les *Mainty* fréquentent ainsi préférentiellement l'église catholique, ou encore le temple d'Ankaditapaka, célèbre dans toute la ville pour accueillir les *Mainty* du flanc oriental au sud du Rova. Un homme, issu d'une très prestigieuse famille *hova* d'Ambohimanga, livre sans ambages sa perception du temple :

« *Le temple d'Ankaditapaka, c'est dégueulasse, c'est pas possible, c'est très sale, on se croirait en pleine brousse, j'y mettrai jamais les pieds, c'est pas croyable !* »

Les quelques éléments présentés ici sur cette très vaste question du rôle des Eglises à Tananarive suffisent néanmoins à mettre en évidence à quel point leur rôle est central dans la question de la division géographique de la ville liée aux castes. Soit les pratiques culturelles reproduisent la hiérarchie statutaire, en fonctionnant le cas échéant selon des mécanismes ségrégatifs et exclusifs, soit les responsables ecclésiastiques tendent à nier ou à minimiser cette hiérarchie statutaire, que ce soit pour promouvoir d'authentiques réformes et tenter ainsi de réduire ces clivages (c'est le cas de l'Eglise catholique), ou bien au contraire pour mieux perpétuer une situation figée en la passant sous silence.

L'essor des sectes ou nouvelles Eglises⁸⁹ à Tananarive : la remise en cause d'une hiérarchie socio-religieuse traditionnelle ?

Depuis les années quatre-vingt-dix, les sectes, d'origine américaine pour la plupart, se font de plus en plus visibles à Tananarive et dans l'ensemble du pays. Dans la capitale, leur présence se manifeste dans le paysage par la construction de grands bâtiments qui reflètent une puissance et une audience certaines. Le plus frappant est sans doute l'immense hangar de la secte *Jesosy Mamonjy*, situé au bord de la route des hydrocarbures à Ankorondrano, qui peut accueillir quelque dix mille fidèles. On compterait environ quarante sectes différentes⁹⁰, qui toutes essaient en « filiales », lesquelles seraient environ huit cents ; ce phénomène « d'Eglises-filles » conduit donc à surestimer le nombre des sectes. C'est ainsi que les Tananariviens, dans leur ensemble hostiles à

⁸⁸ Entretien le 30 mai 2001.

⁸⁹ Le terme de « sectes » présente l'inconvénient d'être connoté très négativement, alors qu'il semble que l'action de ces groupes religieux ne présente pas de danger pour ses adeptes à Tananarive. C'est la raison pour laquelle L. Dubourdieu, qui prépare actuellement un ouvrage sur la question, préfère le terme de « nouvelles Eglises », qui présente en outre l'avantage de souligner le caractère chrétien de ces mouvements. Toutefois, on a préféré employer le terme de « secte », car c'est ainsi que les Tananariviens désignent ces mouvements religieux.

⁹⁰ Citons par exemple Rhema, les Témoins de Jéhovah, la secte du pasteur Mayol, l'Assemblée de Dieu. Il est très difficile d'évaluer le nombre d'adeptes. Il semble toutefois que le phénomène des sectes concerne nettement moins de 10 % de la population tananarivienne. Voir sur le sujet ROUBAUD F., 1998, *Religion et pratiques religieuses dans l'agglomération d'Antananarivo : la diversité dans la tolérance*, MADIO.

ces sectes, exagèrent leur importance réelle ; de plus, l'impression d'une influence croissante des sectes est renforcée par la visibilité de leurs lieux de culte qui déplaît fortement⁹¹.

L'essor de ces sectes s'explique par plusieurs facteurs. Le principal est le rôle de substitut aux Eglises traditionnelles qu'elles remplissent auprès de fidèles mal intégrés dans leur Eglise, laquelle ne répond pas à leurs problèmes et à leurs questionnements spirituels ou personnels, ou auprès de personnes déracinées qui n'appartiennent pas à une Eglise ancestrale, ou qui s'y sentent marginalisées. Dans cette optique, les sectes comblent les carences des Eglises traditionnelles. Dans de nombreux cas, les fidèles ont en fait à la fois recours à une secte et à leur Eglise traditionnelle, en fonction de leurs besoins du moment. Selon L. Dubourdieu, c'est bien une « logique de protection » qui est recherchée. L'adhésion à une secte relève ainsi d'une trajectoire tout à fait individuelle et n'est que partiellement marquée par une appartenance de groupe, sociale par exemple. Dans cette optique, l'Eglise traditionnelle, catholique ou protestante, représenterait en quelque sorte une identité sociale (c'est l'église où l'on a été baptisé, où vont les parents...), une marque d'intégration dans la société, et la secte une identité plus spirituelle, qui permettrait un rapport plus authentique et plus direct à Dieu.

Qui ces sectes séduisent-elles ? Pour l'essentiel des déçus des formes traditionnelles de religion, on l'a vu. Elles recrutent également des gens en quête de repères spirituels et d'aide dans leur vie quotidienne. Ainsi, beaucoup d'adeptes ont été attirés à l'origine par une action médicale de la secte, qui a soigné avec succès une personne de leur famille : un homme explique l'action miraculeuse d'un représentant de Rhema qui a fait remarcher son fils paralysé (Ivandry n° 23). Beaucoup de petites gens sont ainsi séduits, la secte fournissant des réponses à la précarité de l'existence. C'est la raison pour laquelle les *Mainty* y sont particulièrement représentés, sans toutefois constituer une clientèle exclusive. La raison de l'attractivité des sectes se fonde également sur leur action sociale développée. Dans un contexte de paupérisation, les sectes distribuent des vivres, des vêtements, des médicaments... Elles jouent donc un rôle de secours apprécié, dans lequel elles concurrencent directement les Eglises traditionnelles, qui peuvent assortir leurs dons aux plus pauvres d'exigences moralisatrices et de conseils mal perçus.

Les sectes s'adaptent à leur clientèle souvent modeste : le culte y est très gai, très animé ; on chante beaucoup ; la sonorisation, puissante et à la pointe de la technique, est très bruyante ; on commente très peu la Bible, on privilégie les slogans simples. Un homme explique ainsi son choix de *Jesosy Mamony* : « *C'est plus chaleureux, il n'y a pas de clivage entre les membres.* » (Ankadifotsy n° 24). Les sectes offrent donc un caractère plus séduisant, moins solennel, moins distant et moins impressionnant que dans les cultes des Eglises institutionnelles.

Au cours des enquêtes, quelques personnes se sont réclamées de ces sectes : une dizaine au total, soit moins de 5 % des personnes interrogées. Leur répartition géographique s'avère très marquée, puisque plus de la moitié ont été rencontrées dans le quartier périphérique d'Ivandry (les autres à Isotry et à Ankadifotsy). Toutefois, la faiblesse de notre échantillon ne permet pas de tirer des conclusions définitives sur ce sujet. Toutes les personnes interrogées ont souligné leur satisfaction envers la secte ; beaucoup s'impliquent personnellement dans ses activités. Beaucoup expliquent avoir été converties par des prédicateurs faisant du porte-à-porte⁹².

Au total, les sectes constituent un phénomène relativement nouveau à Tananarive. Leur audience s'étend, sans toutefois approcher celle recueillie en Afrique ou en Amérique du sud. Il semble qu'elles constituent avant tout une alternative au carcan trop rigide et trop exigeant des Eglises traditionnelles, moralisatrices, austères et exigeantes qui encadrent les Tananariviens depuis le XIX^e siècle, et qui n'ont pas su trouver les réponses appropriées au contexte de déstructuration économique, et plus encore sociale, créé par la crise. Formulons l'hypothèse que le développement des sectes peut être interprété comme un signe supplémentaire de la

⁹¹ On se rappelle de surcroît à quel point les Tananariviens sont sensibles, si ce n'est hostiles, à toute construction nouvelle à laquelle ils ne sont pas habitués, que ce soit par sa taille, sa forme, son emplacement. Les pagodes chinoises et les mosquées font ainsi l'objet d'un tel rejet.

⁹² On rencontre ainsi dans les rues de Tananarive des Mormons habillés en chemise blanche et pantalon noir, souvent des Occidentaux, qui sillonnent la ville à pied.

déstabilisation de la sociabilité et de l'identité tananariviennes. En effet, leur clientèle est composée de ceux qui éprouvent de plus en plus de malaise par rapport aux structures traditionnelles des Eglises ancestrales, lesquelles ont bien souvent reproduit les hiérarchies sociales et statutaires. Les sectes constituent un moyen d'échapper à la stricte stratification sociale traditionnelle. En cela, leur action participe d'une amorce de remise en cause de ces schémas pesants et d'un processus d'individualisation tout à fait intéressant, mais encore trop récent et trop marginal numériquement pour être interprété dans toute son ampleur.

D- La traduction politique des divisions statutaires : la ville fracturée ?

1- Géographie de la gestion municipale et géographie électorale tananarivienne : quelques pistes

La ville basse délaissée par les autorités municipales ?

Longtemps, la gestion municipale a délaissé les quartiers de plaine, n'y consacrant que peu d'investissements et laissant les problèmes s'y aggraver. Les habitants et les responsables de ces quartiers défavorisés ont une perception aiguë de ce qu'ils considèrent être une gestion à deux vitesses. Le médiatique curé d'Anosibe, Sylvain Urfer, dénonce régulièrement cette inégalité de traitement entre la ville haute et la ville basse. Son quartier, l'un des plus déconsidérés de la ville, est selon lui totalement abandonné par les autorités municipales :

« 77 000 habitants [soit presque 10 % de la population de la ville], deux écoles primaires publiques pour treize *fokontany*, à un kilomètre du ministère de l'Education, pas un dispensaire, pas de lycée, pas de poste, pas de banque, pas de terrain de football, et je pourrais allonger la liste. Cette discrimination est durement vécue par la population. Les infrastructures sont laissées à l'abandon. Il y a eu certes des projets, mais ils n'ont jamais été menés à terme. A preuve, à Anosibe, toutes les routes nouvelles se terminent en impasse, ce qui ne se produirait jamais à Analakely ou à Andohalo, sans parler de l'argent investi en pure perte. Le plus inacceptable, c'est que cette discrimination économique et sociale se double d'opposition de castes, avec la dévalorisation qui accompagne la caste dite inférieure. »⁹³

Les travaux de réfection des routes de la capitale semblent confirmer le primat accordé aux quartiers centraux et périphériques prestigieux, au détriment des quartiers de la plaine. Les exemples abondent : route principale traversant Isotry impraticable une partie de l'année, routes des 67 hectares (à l'exception de la toute récente rénovation de l'axe menant à l'aéroport, voir carte n° 16, chapitre V), et bien sûr la fameuse RN 1, qui, entre le rond-point d'Anosy et Anosizato, à la sortie de la ville, n'est pour ainsi dire plus praticable. Cette portion qui traverse Anosibe n'a curieusement jamais été réhabilitée (voir photo n° 97).

⁹³ S. Urfer, *ROIM*, novembre 2001, p. 23-24.

L'examen des travaux réalisés par l'AGETIPA dans la réfection des routes témoigne également d'une politique sélective qui privilégie certains espaces et en laisse d'autres de côté. Manifestement, les priorités ne vont pas à la ville basse, alors que c'est sans doute le secteur qui en a le plus besoin. Sur les trois premières années d'activité de l'AGETIPA (1994, 1995 et 1996), un gros effort a été fourni pour réhabiliter le centre-ville, les grandes routes d'accès aux zones industrielles, les axes structurants de la ville (route circulaire), les accès aux quartiers administratifs d'Anosy et d'Ampefiloha, aux zones militaires et résidentielles des collines de l'est (Betongolo, quartier chic du Mausolée, quartier de Mahazoarivo, où travaille le Premier ministre) ; mais sur ces trois années, on ne compte que deux réalisations dans les quartiers occidentaux de plaine : la route reliant Andavamamba à Anosipatrana, et celle reliant Isotry au terminus de taxi-be de Vassacos. Il a fallu attendre la fin des années quatre-vingt-dix pour que la CUA entreprenne enfin des travaux d'envergure dans ces quartiers (voir chapitre VII, II, A).

Toutefois, en l'absence de données complémentaires, notamment en l'absence de la connaissance de la position des autorités municipales, il convient de demeurer prudent sur ce sujet et de se garder de toute surinterprétation de certains phénomènes. Il faut par exemple ne pas oublier qu'il est bien plus difficile de mener des travaux de grande envergure dans la plaine, en raison de la densité de la population et des contraintes environnementales fortes (terrains humides en particulier). Toute action en plaine ne peut en effet se concevoir de façon ponctuelle, mais doit entrer dans un projet global conçu à l'échelle du Betsimitatatra entier, ce à quoi s'attelle l'organisme du BPPA (voir chapitre premier, III). Il est en fait tout à fait possible qu'il existe chez les habitants et les acteurs de la ville basse une réelle perception d'une gestion municipale à deux vitesses, même si la réalité est plus complexe et doit être appréhendée avec prudence et recul. Reste que cette perception, même injustifiée, renvoie au clivage traditionnel de la société tananarivienne.

La ville basse manipulée politiquement ?

La question de la dichotomie de la ville sur le plan politique pose également problème. On l'a vu, les équipes municipales sont essentiellement composées de membres du réseau *fotsy*, et pour cette raison, sont souvent accusées de négliger les questions relatives aux quartiers populaires, voire de les laisser délibérément de côté. Un petit événement a agité les Tananariviens, en 2001 : la statue de l'Ange Noir, au sommet de la colonne située au milieu du lac Anosy, a été repeinte en blanc. L'épisode serait resté anecdotique, s'il n'avait immédiatement été interprété en termes de geste hostile aux *Mainty*, par le passage du noir au blanc. Cet exemple illustre bien à quel point le symbolique joue un rôle de premier ordre dans la politique tananarivienne. Dans le même ordre d'idées, un journaliste exprime son soutien au nouveau maire en ces termes, éminemment connotés dans le contexte tananarivien :

« Est-ce que le maire fera de cette capitale une "ville de rêve" sur un nuage blanc, symbole de propreté et siège de la sainteté ? »⁹⁴

En effet, au sens premier, l'allusion à la blancheur fait référence à l'usine Tiko, où les normes d'hygiène sont très élevées, mais le sens caché est transparent : il s'agit d'une allusion à l'origine *andriana* du maire. L'évocation de la sainteté fait quant à elle

⁹⁴ *La Lettre mensuelle de Jureco*, décembre 1999.

référence à l'admiration que le maire développe pour Saint Marc, son saint patron, ainsi qu'à son engagement dans la hiérarchie de l'Eglise réformée FJKM, dont il est le vice-président.

La question des quartiers *mainty* ressurgit périodiquement dans la vie politique tananarivienne, lors des campagnes électorales. Il est en effet de tradition pour les hommes politiques en quête d'un renouvellement de mandat de se rendre dans les quartiers pauvres et d'y distribuer des subsides afin de s'attirer les bonnes grâces de la population : distribution de sacs de riz auprès des *fokontany*, de médicaments, dons de vêtements, réparation des équipements aux défaillances les plus criantes (robinet de borne-fontaine...). Cette politique dite du « sac de riz » est régulièrement dénoncée pour sa démagogie. Le président Ratsiraka et son entourage l'utilisent à chaque élection, ce qui leur a longtemps assuré le soutien des populations *mainty* de Tananarive, de même que des populations rurales de l'île.

Des exemples de manipulation plus subtils sont parfois dénoncés, comme les incendies. En effet, dans tous les quartiers de plaine, des incendies ravagent sporadiquement quelques dizaines ou centaines d'habitations précaires, en bois essentiellement, là où la propagation du feu est très rapide. Ainsi, en 2000, cinq cents maisons ont brûlé à Anosibe, des dizaines à Ambodivona en juin 2001, à Antohomadinika en août 2001... La polémique éclate au grand jour en août 2001 : le maire dénonce à mots à peine voilés une manipulation de la part du pouvoir étatique, qui allumerait les incendies afin de mieux pouvoir envoyer des représentants dans les quartiers sinistrés avec une aide substantielle (couvertures, nourriture, médicaments...), et ainsi gagner les voix des sinistrés, satisfaits de l'action de l'Etat en leur faveur.

Toutefois, il semble bien que cette situation ait significativement évolué depuis l'élection à la fonction de maire de M. Ravalomanana. Les résultats de l'élection présidentielle de décembre 2001 ont en effet révélé de grandes surprises en termes de géographie électorale. La capitale a voté massivement en faveur de M. Ravalomanana, contre le président sortant Didier Ratsiraka, en lui accordant 75,03 % des suffrages, soit 278 449 voix, contre 20,10 % à celui-ci, soit 74 606 voix ⁹⁵ (le taux de participation à Tananarive était de 65 %, similaire à la moyenne du pays). Au-delà de cette victoire massive à Tananarive, l'examen des résultats par bureau de vote⁹⁶ ne révèle que de très faibles disparités, contre toute attente : alors qu'on aurait pu s'attendre à un clivage entre quartiers anciens et aisés favorables au maire, et quartiers de plaine *mainty* favorables au président sortant, il s'avère que Marc Ravalomanana est en tête dans la quasi-totalité des bureaux de vote. Sur 394 dans la capitale, 5 seulement ont placé Didier Ratsiraka en tête, et toujours d'une courte majorité, comme le montre le tableau suivant :

⁹⁵ Significativement, toutes les sources fournissant des résultats électoraux s'accordent sur ce score à Tananarive, que ce soit la Haute Cour constitutionnelle (HCC) ou le ministère de l'Intérieur, ce qui n'est pas du tout le cas à l'échelle de Madagascar, où les résultats divergent : la HCC annonce 51,40 % des voix pour Marc Ravalomanana et 35,90 % pour Didier Ratsiraka, tandis que le ministère de l'Intérieur annonce 46,44 % pour le premier et 40,61 % pour le second. Toutefois, sur les six provinces, même selon la source favorable au président sortant, ce dernier ne remporte qu'une seule province, celle de Tamatave, sa région d'origine.

⁹⁶ Les analyses qui suivent se fondent sur les résultats fournis le 29 avril 2002 par la HCC, après nouveau décompte des voix, fournis sur le site Internet <http://www.simicro.mg/hcc/presidentielles>.

Tableau n° 19 : résultats des bureaux de vote de Tananarive où Didier Ratsiraka a devancé Marc Ravalomanana à l'élection présidentielle de décembre 2001

Bureau de vote	M. RAVALOMANANA	D. RATSIRAKA
EPP Andohatapenaka I	46,4 %	46,5 %
EPP 67 hectares Nord	43,3 %	52,8 %
<i>Fokontany</i> Ambodirano	42,8 %	49,2 %
EPP Soanierana II	48,1 %	49,0 %
EPP Soanierana II	45,5 %	50,6 %

Source : résultats HCC, avril 2002, nos propres calculs

Les cinq quartiers où le président sortant a devancé le maire de Tananarive se situent tous dans la « ceinture *mainity* », à l'exception des 67 hectares Nord. Toutefois, même dans ces rares bastions ratsirakistes, la majorité n'est souvent que relative, ou bien très courte quand elle est absolue. Dans ces cinq bureaux de vote, qui ne représentent que 4 164 suffrages exprimés, le maire dépasse toujours les 40 % des suffrages.

Le tableau suivant présente les résultats des deux principaux candidats dans quelques bureaux de vote sélectionnés en fonction de leur situation géographique dans la ville. Les autres candidats ayant recueilli chacun moins de 2 % des suffrages, il n'a pas été tenu compte de leurs résultats.

Tableau n° 20 : résultats de Marc Ravalomanana et de Didier Ratsiraka à l'élection présidentielle de décembre 2001 dans quelques bureaux de vote à Tananarive

	Bureau de vote	M. RAVALOMANANA	D. RATSIRAKA
Quartiers de ville haute ou moyenne, où la population est à majorité <i>fotsy</i>	EPP Andohalo	88 %	7 %
	EPP Ambavahadimitafo	81,8 %	15,2 %
	EPP Ankadivato	89,5 %	8,8 %
	EPP Antanimbarinandriana	82,2 %	13,5 %
	EPP Ankadifotsy	91,1 %	62 %
	EPP Ambohipo	76,8 %	15,1 %
	EPP Ambanidia	78,3 %	17,5 %
	EPP Ambohijanahary	78,4 %	16,1 %
Quartiers centraux	EPP Analakely	82,7 %	14,2 %
	EPP Andravoahangy I	94,1 %	4,78 %
Quartiers de plaine et/ou quartiers où la population est à majorité <i>mainty</i>	EPP Anatihazo	80,7 %	15,9 %
	EPP Andavamamba	70,3 %	25 %
	EPP Andohatapenaka I	46,4 %	46,5 %
	<i>Fokontany</i> Andohatapenaka	52,7 %	39,2 %
	CEG 67 hectares	52,6 %	38,3 %
	EPP Ambodin'Isotry	73,9 %	18,9 %
	EPP Manarintsoa	58,2 %	31 %
	<i>Fokontany</i> Anosibe	68,7 %	25,8 %
EPP Manjakaray	73,9 %	22,1 %	
	TOTAL TANANARIVE	75,03 %	20,10 %

Source : résultats HCC, avril 2002, nos propres calculs

Ces résultats peuvent tout d'abord être lus à l'échelle de la ville entière : il apparaît nettement que tous les quartiers ont voté pour Marc Ravalomanana, y compris les quartiers de plaine où il atteint presque partout la majorité absolue dès le premier tour. Le rejet du président sortant semble avoir primé le handicap du maire dans ces quartiers, à savoir le fait qu'il soit *andriana*. Le résultat d'Andohatapenaka est intéressant, car c'est dans ce quartier à l'extrême ouest de la ville que le maire avait fait procéder à des expulsions et raser des habitations sans ménagement, et où la contestation avait été vive. Or, même à Andohatapenaka, il recueille plus de 46 % des suffrages.

Toutefois, cet échantillon de quelques bureaux de vote sur l'ensemble de la ville révèle une différence marquée entre les scores obtenus par Marc Ravalomanana dans les quartiers *fotsy* et dans les quartiers *mainty* : dans les premiers, c'est un quasi-plébiscite qui a eu lieu, avec des taux dépassant 80 % des suffrages, voire 90 %, comme sur la ville haute (Ambavahadimitafo) ou moyenne (Ankadifotsy, Ankadivato, Antanimbarinandriana). Dans les quartiers populaires de plaine ou bien à Manjakaray (quartier à majorité *mainty*), les scores du maire oscillent plutôt entre 50 % et 70 % des suffrages, voire 80,7 % à Anatihazo, ce qui contredit l'hypothèse traditionnelle de vote populiste de ces bas quartiers défavorisés. La dichotomie existe donc bel et bien, mais elle est apparue de façon très atténuée à la dernière élection présidentielle⁹⁷.

⁹⁷ Le lecteur intéressé par ces questions de géographie électorale trouvera des analyses détaillées des élections présidentielles de 1992 et de 1996 dans ROUBAUD F., 2000, *Identités et transition*

Au-delà de ces tensions dans l'appréhension différentielle des quartiers tananariviens par le pouvoir, c'est sans doute sur la question de la place des pauvres dans la société et dans la politique mise en œuvre à leur égard que la fracture est la plus visible.

2- La perception des pauvres

Les expulsions des squatters et des sans-abri

Comme dans beaucoup de villes africaines, la question des installations illicites de squatters sur des terrains publics a été gérée sans ménagement par les différentes équipes municipales. Ce fut le cas pour les bidonvilles autour du lac de Behoririka, rasés en 1996. En 1997, pour construire le village des athlètes des Jeux de la Francophonie, à Ankorondrano, il fut procédé à des expulsions sans préavis de squatters installés depuis plus de dix ans, sur ordre de la SEIMAD. Cette politique de « déguerpissement » a atteint son paroxysme en 2000, avec la décision de Marc Ravalomanana d'élargir certains axes routiers, en particulier à Andohatapenaka et à Ambodivona, ce qui nécessitait de raser toutes les constructions illicites qui empiétaient sur la chaussée (voir carte n° 16, chapitre V).

Cette politique autoritaire a suscité un vif émoi et un vif débat chez les Tananariviens. Beaucoup ont reproché au maire le caractère trop violent de son action, tandis qu'aucune solution de rechange n'a été proposée aux expulsés, si ce n'est une indemnisation ; mais cette indemnisation a été touchée par les propriétaires des habitations, et non par les locataires privés de logement. Beaucoup lui ont également reproché de ne pas se soucier des pauvres, de mépriser le peuple, voire de vouloir délibérément viser les *Mainty*. Mais ces squatters sont souvent des habitants paupérisés qui ont dû quitter une location dans un quartier plus central, des sinistrés qui ont un jour tout perdu, des chefs de famille frappés d'une incapacité de travail, etc., autrement dit ce sont des citoyens, qui peuvent être *fotsy*, et qui peuvent en un sens être considérés comme des victimes symboles de la crise économique. C'est sans doute la raison pour laquelle une certaine compassion se manifeste à leur égard : chaque Tananarivien sent confusément qu'il pourrait se trouver un jour dans cette situation⁹⁸.

En revanche, bien peu de voix se sont élevées pour contester la même politique d'expulsion sans ménagement, mais cette fois menée en direction des 4'mis, mendiants et sans-abri des quartiers centraux. Depuis le mandat de Guy Razanamasy, des rafles de mendiants ont été organisées sur l'Avenue de l'Indépendance, des marchands à la sauvette sont également ramassés en camion et déposés en grande périphérie de la ville, sans aucune assistance. Depuis 1997, c'est-à-dire depuis la suppression du Zoma, un « nettoyage » régulier du centre-ville est ainsi organisé, ce qui a contribué à y restaurer la sécurité. La gestion du vagabondage⁹⁹ par les autorités tananariviennes témoigne donc d'une volonté ferme de débarrasser les espaces les plus importants pour l'image de la ville

démocratique : l'exception malgache ? Le chapitre II est en particulier consacré aux résultats dans l'agglomération de Tananarive.

⁹⁸ Signe qui confirme cette interprétation : tous les expulsés ont été relogés chez des membres de leur famille, en ville. Ils ne sont pas devenus des sans-abri, ce qui montre bien leur ancrage citoyen.

⁹⁹ On emploie ici ce terme en référence aux politiques très répressives de la France urbaine de l'époque moderne à l'égard des vagabonds.

de la présence des sans-abri, jugée nuisible et indésirable aux yeux de la population. On rejoint à ce propos la politique visant à faire de Tananarive une vitrine aux yeux des étrangers (voir chapitre VII, II, B, 3)¹⁰⁰.

La satisfaction générale envers la politique municipale, signe de la peur des pauvres

Cette politique municipale répressive et exclusive à l'égard des plus pauvres rencontre une grande popularité auprès de la population, excédée par la confiscation de fait de l'espace public dont ils étaient jugés responsables. Il était impossible de marcher sur l'Avenue de l'Indépendance à la nuit tombée, les rues alentours étaient très dangereuses, on pouvait se faire arracher ses lunettes en pleine rue...

La présence des 4'mis dans les rues alimentait donc ce sentiment d'insécurité exacerbé. Or, les 4'mis, ainsi que les jeunes voleurs qui terrorisaient la population, sont pour l'essentiel des *Mainity*. Leur évacuation du centre-ville, outre le fait qu'elle ait été logiquement perçue comme un soulagement, n'a donc suscité que peu de contestations. Il reste cependant quelques dizaines ou centaines de sans-abri, installés dans divers endroits du centre : arcades de l'Avenue, rond-point de Soarano, pont de Behoririka, abords du lac Anosy... Beaucoup de Tananariviens aimeraient en fait qu'ils disparaissent complètement du paysage du centre, émettant le souhait que la municipalité parachève son œuvre, en faisant en sorte que les 4'mis ne soient plus tolérés sur l'Avenue : « *Il reste à chasser les 4'mis* », explique une femme, à propos de la réussite de la réhabilitation d'Analakely depuis 1997.

Seules certaines ONG ont contesté cette politique qui mettait les « raflés » en grande difficulté, sans aucune ressource. L'association du Père Pedro accueille ainsi certains de ces refoulés du centre, qui ont perdu leurs moyens de subsistance (fouille des ordures le plus souvent, prostitution, mendicité). Si son action est appréciée des Tananariviens, beaucoup se félicitent en fait que les villages d'accueil soient installés en périphérie de la ville, hors d'accès de celle-ci¹⁰¹.

La population tananarivienne se montre donc très hostile aux plus démunis, et soutient pleinement une politique répressive à leur égard, ou du moins une politique qui modifie leur implantation géographique : les Tananariviens ne veulent plus les voir dans le centre rénové, et se satisfont très bien d'une relégation à l'extérieur de la ville. La figure du pauvre est donc triplement celle de l'exclu, exclu socialement (il ne possède rien), statutairement (il est de caste inférieure) et géographiquement (il ne doit pas être visible en ville).

¹⁰⁰ De manière révélatrice, à notre connaissance, il n'existe aucune étude sur ce sujet sensible. Les données sur la gestion des sans-abri par la municipalité sont donc très lacunaires : il serait nécessaire de mener rapidement un travail sur ce sujet.

¹⁰¹ Ce qui n'empêche pas d'ailleurs les mêmes citoyens de critiquer l'action du Père Pedro, en arguant du fait qu'il encourage l'exode rural, les paysans sachant qu'ils trouveront un hébergement chez lui ! On retrouve à ce sujet le thème de la peur de l'invasion rurale en ville (voir *supra*, II, C).

Conclusion III

La société tananarivienne est donc une « société hiérarchisée en groupes proches de castes »¹⁰². Cette structuration ancienne, qui perdure en dépit de la modernisation économique et sociale, détermine l'identité citadine. Il existe en effet deux grands groupes statutaires, aux contours flous, qui n'ont pas le même rapport à la ville, qui n'éprouvent pas de la même manière le fait d'être citadin. En ce sens, il est possible de déceler la coexistence de deux citadinités tananariviennes, de deux manières de vivre la ville, selon que l'on est *Andriana* ou *Hova*, ce qui assure une position économique souvent relativement favorable, et en tout cas l'appui d'un réseau qui assure de ne pas être isolé dans n'importe quel domaine de l'existence, ou bien selon qu'on est *Mainty*, ce qui constitue un stigmate pénalisant pour l'intégration sociale. Pas plus qu'en milieu rural, il n'est facile d'être *Mainty* en ville.

En effet, ces divisions statutaires s'inscrivent avec netteté dans l'espace, si bien qu'elles constituent le facteur majeur de structuration de la ville, aussi bien en ce qui concerne l'opposition schématique ville haute/ville basse, qu'à l'intérieur même des quartiers urbains. Les castes font l'objet d'une territorialisation rigoureuse, si bien qu'on propose le terme de ségrégation pour caractériser cette répartition spatiale. Il s'agit d'une ségrégation de fait, qui ne comporte aucune règle d'interdit de quelque sorte que ce soit, mais qui identifie chacun en fonction de son statut et lui attribue une place déterminée.

Longtemps, ces divisions internes à la société ont été passées sous silence, minimisées, voire niées. Or, depuis quelques années, on assiste à une résurgence de ces questions identitaires particulièrement sensibles, notamment aux deux extrémités de la hiérarchie statutaire, chez les *Andriana* et chez les *Mainty*, avec l'expression d'une certaine radicalisation des positions. Les tensions identitaires se font plus fortes et contribuent à fragiliser la citadinité tananarivienne.

¹⁰² BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, quatrième de couverture.

CONCLUSION CHAPITRE VIII

Pour illustrer le chapitre éminemment polémique et novateur consacré aux castes dans son dernier ouvrage, F. Roubaud a sollicité le célèbre caricaturiste Elisé Ranarivelo, qui a produit la petite bande dessinée suivante¹⁰³ : un jeune Tananarivien, d'allure moderne, vient voir ses parents et grands-parents pour leur annoncer qu'il va leur présenter sa future fiancée. Avant qu'il ne puisse parler, il essuie une série de questions de la part de sa famille, qui s'accompagne d'une agressivité de plus en plus marquée : « De quelle nationalité est-elle : Karana, Sinoa, Arabe, métisse ou Gasy¹⁰⁴ ? Quelle religion : protestante, catholique, adventiste, jésosy mamonjy, kibanguiste, témoin de Jehovah, bouddhiste, musulmane ? De quelle région : Diego, Tana, Tuléar, Majunga, Tamatave, Fianarantsoa ? Quelle caste : hova ? andriana ? andevo ? riche ou pauvre ? Tsimahafosty, Tsimiamboholahy, Zanadralambo, Zazamarolahy, Andriandranando¹⁰⁵ ? » Le jeune homme, désespéré, est pour finir représenté en train de coller l'affiche suivante : « JH sympa cherche apatride, athée, sans couleur et sans odeur ».

Cette caricature résume parfaitement à quel point chaque individu est pris dans une multiplicité de références identitaires exclusives et combien l'identité tananarivienne se révèle à la fois divisée et hiérarchisée, la famille du jeune homme dessinant des cercles socio-géographiques d'identification de plus en plus précis. Il existe bien une forme de citoyenneté dominante, qui se définit par la négative en excluant tout ce qui en est différent.

Même si d'incontestables recompositions sociales et politiques sont à l'œuvre depuis quelques années, il semble que ces évolutions positives ne suffisent pas pour le moment à transcender la radicalisation identitaire qui agite la société tananarivienne. Le décalage paraît grand entre les efforts récents de reconstruction de la citoyenneté, et même de la citoyenneté tananarivienne, et les forces centrifuges qui traversent les différentes composantes de la société. La meilleure preuve des limites de ces recompositions réside sans doute dans la permanence de la dichotomie spatiale fondamentale dans les pratiques et les représentations des Tananariviens entre « ville haute » et « ville basse », ainsi que dans le maintien d'une ségrégation territoriale de fait entre les castes à l'échelle des quartiers.

¹⁰³ Dans ROUBAUD F., 2000, *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, introduction au chapitre v, p. 176.

¹⁰⁴ Indienne de Madagascar, chinoise, arabe, métisse ou malgache.

¹⁰⁵ Il s'agit de différents clans *andriana* ou *hova*.

CONCLUSION GENERALE

« *Tana s'est démalgachisée !* »

Ce propos, teinté d'amertume, émanant d'un Tananarivien vivant en France depuis trente ans, résume à lui seul le sentiment aigu de perte d'identité auquel les habitants de cette ville ont été confrontés depuis plusieurs décennies. En effet, de nombreux phénomènes témoignent d'une grande instabilité des représentations de Tananarive: l'incendie du Rova et la suppression du Zoma bien sûr, qui constituaient les deux fondements symboliques de la ville, mais il faudrait ajouter la dégradation du paysage urbain et de l'espace public pendant la crise, le sentiment d'altération de l'homogénéité de la population citadine, le développement d'une modernité paysagère étrangère à la culture merina, souvent mal perçue, la remise en cause des hiérarchies sociales traditionnelles... Le monde des Tananariviens change, dans tous les domaines, et sans doute plus rapidement qu'ils ne sont prêts à l'accepter.

Sommes-nous désormais en mesure de répondre à la question « Que signifie vivre à Tananarive ? » Il semble qu'une réponse simple puisse être esquissée : vivre à Tananarive, c'est vivre dans un monde profondément déstabilisé et dans une société divisée et crispée. Il est difficile d'être Tananarivien, d'affirmer une identité citadine univoque : on ne peut pas parler de citadinité épanouie à propos de Tananarive, mais bien plutôt d'une citadinité tourmentée. Une telle situation s'explique par trois facteurs majeurs.

La citadinité tananarivienne a tout d'abord connu de profondes déstabilisations à plusieurs reprises dans son histoire récente, qui ont chacune contribué à sa fragilisation. L'ambiguïté du statut de capitale et de métropole, tout d'abord, a fortement contribué au développement de représentations instables. Cette ambiguïté prend ses racines dans la notion même de ville merina, qui exclut *a priori* l'existence de tout grand organisme urbain. La croissance spatiale de Tananarive et l'accroissement de sa population posent problème dans l'appréhension de la ville et contribuent à des manifestations de rejet. La grave crise économique qui a frappé Madagascar et en particulier Tananarive depuis le milieu des années soixante-dix a ensuite considérablement déstabilisé la citadinité. Plus encore que ses conséquences économiques ou paysagères, qui ont certes été vécues comme des traumatismes par les Tananariviens, c'est bien l'altération du « vivre ensemble » qui en constitue la conséquence la plus importante, en raison de son caractère sans doute irréversible. La crise a imposé une redéfinition des rapports sociaux et des hiérarchies traditionnelles, processus encore à l'œuvre et non achevé, qui a suscité beaucoup d'inquiétudes, de frustrations et de tensions au sein de la société. En outre, la crise a joué le rôle de révélateur de l'effondrement d'un ensemble de valeurs traditionnelles merina sur lesquelles était fondé le monde des Tananariviens (solidarités, appui indéfectible du monde rural). Cette prise de conscience, d'ailleurs encore imparfaite, d'une mutation dans les rapports sociaux a été très douloureuse.

En second lieu, l'un des piliers de cette citadinité traditionnelle ébranlée par la crise était le lien avec le monde rural. Ce lien a toujours été marqué d'une grande ambiguïté, les Tananariviens s'en réclamant dans certains domaines, et s'efforçant de s'en détacher dans d'autres. Le fait même que la citadinité tananarivienne soit empreinte de ruralité, que ce soit dans le paysage urbain même, dans les pratiques quotidiennes de l'espace public ou domestique, ou dans les représentations de la ville, a toujours suscité des réactions embarrassées de la part des Tananariviens. Ainsi, ces derniers s'efforcent d'un côté de valoriser leurs liens avec le monde rural, car ils leur rappellent un monde ancien, stable et rassurant, instauré par la monarchie merina et confirmé par la christianisation au XIX^e siècle : on aime aller régulièrement à la campagne, on est fier d'appartenir à une association « d'enfants dispersés » d'un village, on est ravi de consommer du riz qui provient des terres familiales, on préfère utiliser le *fatapera* que la cuisinière moderne. Mais d'un autre côté, on s'efforce d'exprimer le plus possible sa différence avec les paysans, on cultive une élégance typiquement citadine, on prend modèle sur l'Europe, on se moque des ruraux considérés comme arriérés, on déploie des efforts considérables pour accéder à une consommation de type occidental : il existe bien une certaine arrogance tananarivienne envers la campagne, certes venue des élites, mais relayée dans les couches populaires de la population, qui souhaitent se démarquer des populations rurales et qui manifestent une volonté nette de profiter des avantages de la ville. Les rapports, à la fois réels et symboliques, entre les Tananariviens et le monde rural, s'avèrent donc extrêmement subtils, tantôt nourris de complexe de supériorité, tantôt de nostalgie. Tant que cette question de la différenciation par rapport au monde rural ne sera pas assumée par les Tananariviens, la citadinité ne pourra pas s'affirmer pleinement ni se vivre sereinement. Les Tananariviens sont toujours pris dans la contradiction d'une ville marquée par la ruralité qu'ils ne parviennent pas à penser de façon équilibrée : soit Tananarive est trop urbaine, ce qui pose problème, soit elle est trop rurale, ce qui remet en cause son caractère urbain, tant est forte la prégnance des conceptions occidentales selon laquelle la ville se définit par sa différence avec le monde rural.

Enfin, si la citadinité tananarivienne est tourmentée, c'est en raison des clivages et des crispations qui traversent la société et qui fragmentent le sentiment de vivre ensemble et d'appartenance à une communauté, fondée sur le fait d'habiter la même ville¹.

Ces clivages se manifestent tout d'abord dans la place délicate des minorités non-Merina, qui sont souvent considérées comme ne relevant pas de plein droit de la « citoyenneté tananarivienne » par les habitants de vieille souche urbaine : les *Karana*, les Chinois, les Comoriens et les originaires des régions côtières. Leur intégration à la citadinité pose problème pour la majorité des Tananariviens, qui développent une conception exclusive de celle-ci. Leur appartenance à la communauté tananarivienne n'est pas du tout évidente et leur est parfois ouvertement contestée.

Bien plus, tous les rapports entre Tananariviens semblent dominés par la question de l'identité. « D'où viens-tu ? » est l'interrogation qui préside à toute

¹ En Imerina, ce sentiment est très fort, car toute concentration humaine se fonde sur la notion de *fokonolona*, qui implique l'idée d'une communauté unie par une commune appartenance territoriale : on est du même *fokonolona* parce qu'on habite dans la même entité géographique.

rencontre entre deux individus et plus largement qui structure les relations interpersonnelles. « D'où viens-tu » signifie en fait « qui es-tu », c'est-à-dire où est ton tombeau, qui est ta famille, quelle est ta « caste », ces deux dernières questions étant souvent comprises dans la réponse concernant le tombeau, en général suffisamment explicite pour situer avec précision une personne dans la hiérarchie sociale traditionnelle. Être Tananarivien, c'est donc être pris dans un tel réseau d'identification, qui détermine la place de chacun en fonction de sa naissance. Cette définition de l'identité se fonde sur une approche spatiale : la réponse à la question « d'où viens-tu » est transparente selon que l'on cite telle ou telle région de l'Imerina ou tel quartier de Tananarive comme *tanindrazana*. Ainsi, la société tananarivienne fonctionne selon un système très sophistiqué d'identification, qui se fonde sur des critères d'apparence physique, de localisation géographique et dans une moindre mesure de niveau social et d'activité professionnelle. On met donc en évidence une société tananarivienne extrêmement cloisonnée, structurée et hiérarchisée, « composée d'une juxtaposition de cellules »². Le constat opéré dans les années soixante par G. Donque demeure tout à fait d'actualité plus de trente ans après, ce qui montre bien la permanence de ces clivages :

« Un cloisonnement assez marqué caractérise les rapports des Tananariviens entre eux, cloisonnement pour une part issu des différences raciales ou ethniques, pour une autre, de hiérarchies sociales, traditionnelles ou modernes. La cité est ainsi fragmentée en groupes numériquement très inégaux et n'ayant que peu de contact entre eux. »³

Le contexte actuel, qui mêle à la fois des phénomènes de paupérisation et de déclassement, et des signes de reprise économique porteuse d'inégalités sociales croissantes, contribue à la résurgence et à la radicalisation des enjeux identitaires à Tananarive. La citadinité se crispe, et tend à porter les marques de plus en plus fortes de divisions, voire d'exclusion. Alors même que l'évolution économique a en partie bouleversé cette stratification sociale traditionnelle en frappant des familles *Andriana* de paupérisation et en promouvant des individus déconsidérés, on assiste à un renforcement de la hiérarchisation de la société, comme si les membres des groupes statutaires privilégiés contraient le risque d'effritement de ces hiérarchies anciennes par une attitude plus exclusive et plus radicale. Ces divisions statutaires dessinent donc une citadinité tananarivienne duale, voire deux citadinités qui s'ignorent et se méprisent : on n'est pas Tananarivien de la même manière selon qu'on est *Mainty* ou *Fotsy* ; les rapports à la ville et au monde se construisent de façon différente, même si des points communs existent.

La cohabitation entre les différentes composantes de la population tananarivienne s'avère donc souvent difficile, et cette difficulté à vivre ensemble se manifeste jusqu'à l'échelle du quartier : au-delà des classiques tensions de voisinage, le quartier tananarivien est bien un lieu où chacun se méfie de son voisin, potentiellement nuisible. La méfiance et la peur de l'autre dominent ainsi les rapports sociaux. Pour les Tananariviens, la notion d'étranger est extrêmement subtile et se décline selon de multiples critères : on est étranger à la famille, au quartier, à la ville haute, à Tananarive, à l'Imerina ou à la communauté malgache. C'est en partant de ce

² Sylvain Urfer, curé d'Anosibe.

³ DONQUE G., 1968, p. 46.

constat qu'on a proposé une approche en terme de ségrégation pour caractériser la territorialisation des castes dans l'espace urbain, phénomène nettement marqué à l'échelle du quartier et esquissé à celle de la ville tout entière. Rappelons le propos de P. Bourdieu : « Il n'y a pas d'espace, dans une société hiérarchisée, qui ne soit hiérarchisé. »⁴, propos que Tananarive illustre parfaitement. La hiérarchie spatiale répond à une hiérarchie sociale extraordinairement élaborée. On touche là au cœur de la citadinité tananarivienne, fondée sur l'exclusive.

Tant que la majorité de la population développera la phobie de l'invasion de la ville par les « étrangers », au sens de non-originares de celle-ci, et tant que les Tananariviens se méfieront de leurs voisins, surtout s'ils appartiennent à un groupe statutaire différent du leur, la citadinité ne pourra pas s'affirmer pleinement ni sereinement.

Tous ces éléments qui concourent à la fragilisation de la citadinité tananarivienne – déstabilisations liées aux crises, délicat positionnement par rapport au monde rural et existence d'une société hiérarchisée et clivée - comportent un point commun : le poids du passé.

« *Tana s'est démalgachisée !* » : on peut replacer ce constat dans la droite ligne du regret de la ville du temps du roi Andrianampoinimerina, homogène, sise sur la colline et dominant une opulente plaine rizicole, à taille humaine, économiquement et socialement bien organisée, et hiérarchiquement structurée. Le passé obsédant semble bien constituer une clé de compréhension de l'identité tananarivienne. Il se manifeste au quotidien dans la vie des Tananariviens à travers deux éléments particulièrement tangibles. C'est tout d'abord la « déruralisation » du paysage de Tananarive qui est en cause. En effet, on a eu l'occasion de voir à quel point le rôle de la vue était important dans la construction des représentations de l'espace, et combien la vue des rizières en ville était importante pour une majorité de la population. Or, depuis la colonisation française, cette présence agricole en ville ne cesse de reculer sous la progression de l'urbanisation et des remblais de la plaine historique du Betsimitatatra. Une majorité de Tananariviens demeure attachée à une vision traditionnelle de la ville et se trouve déconcertée par la progression du caractère urbain de celle-ci. De surcroît, cette évolution s'accompagne d'une banalisation du paysage : en s'urbanisant et en se développant, Tananarive ressemble de plus en plus à d'autres métropoles du Tiers Monde. Cette homogénéisation internationale est redoutée des Tananariviens.

L'autre signe de l'omniprésence du passé réside dans le rapport très particulier au tombeau. Le maintien de pratiques d'enterrement traditionnelles pour une très grande majorité de la population pose le problème majeur de la définition de la citadinité dans une ville où les habitants ne s'y font pour ainsi dire pas enterrer. Ce thème, fondamental, pose bien la question déterminante du rapport entre l'individu et le *tanindrazana*, et corrélativement entre la ville et la campagne, entre l'identité merina et la citadinité. Une tension ne peut que se faire jour à ce propos : le citadin

⁴ BOURDIEU P., 1993, *La misère du monde*, Seuil, p. 160.

merina sera, dans l'immense majorité des cas, enterré à la campagne. Par là même, la notion de ville apparaît comme contingente, transcendée par le lien au *tanindrazana*.

Déruralisation du paysage urbain, et partant, démalgachisation de celui-ci, ainsi que problématique rapport au tombeau, constituent bien deux points d'achoppement de la définition d'une citadinité tananarivienne. Les Tananariviens vivent dans une inquiétude latente née de ces contradictions. L'omniprésence des références à un monde révolu s'incarne toujours dans la même conviction, partagée par une majorité de Tananariviens et magistralement résumée par notre homme de la diaspora : Tananarive perd son âme, tous les changements qu'elle subit – car il ne peut être question que de subir le changement, pas de l'orchestrer – contribuent à l'éloigner un peu plus du modèle originel idéalisé. Les Tananariviens éprouvent ainsi de grandes difficultés à penser le changement, à accepter l'intégration de leur ville dans le monde contemporain, à concevoir que le réel l'emporte sur le symbolique : Tananarive n'est plus une capitale sacrée de la royauté merina, c'est « une métropole du Sud au risque de la culture planétaire », où l'espace est devenu profane et marqué par des mutations économiques et sociales multiples.

En effet, les Tananariviens sont confrontés depuis plusieurs décennies à la remise en cause profonde de leur monde traditionnel, aussi bien sur le plan paysager que moral. Sur le plan de l'organisation de l'espace, ce monde cohérent et rassurant était fondé sur un emboîtement d'échelles spatiales complémentaires : la conception de la ville que l'on a vue, un lien familial et charnel au quartier d'habitation, et des usages astrologiques de l'espace domestique. A chaque niveau, la ville, le quartier, la maison, les Tananariviens rencontraient des jalons du passé, s'appuyaient sur des repères forts et stables. Chaque niveau spatial trouve sa place dans un monde signifiant : l'espace, à quelque niveau que ce soit, n'est jamais neutre, il est toujours investi de connotations symboliques, astrologiques, familiales, qui transcendent son cadre matériel. Or, les contraintes de la vie urbaine et moderne ont considérablement altéré ce monde cohérent. On a eu l'occasion de voir à quel point chacun de ces domaines a subi des mutations douloureuses et jamais bien acceptées. Que ce soit au niveau de la ville, du quartier ou de la maison, les pratiques et les représentations attachées à ce monde ancien ont volé en éclat.

Les valeurs morales traditionnelles merina ont subi le même choc à Tananarive, en particulier durant les années de crise. Le *fhavanana*, qui semblait inébranlable, a été profondément mis à mal, les liens de domination entre citadins et ruraux ont été malmenés, la cellule familiale a été fortement fragilisée chez les plus pauvres, le respect de l'autorité a été partiellement contesté.

Les dernières décennies du XX^e siècle consacrent donc une rupture irréversible dans l'identité tananarivienne, doublée d'un traumatisme : les Tananariviens ont appris que plus rien ne serait jamais « comme avant ». Les repères et les certitudes d'antan ont définitivement disparu. Il faut désormais accepter un monde nouveau, et corrélativement une remise en cause des valeurs morales, de l'appréciation paysagère de la ville et de la définition même de celle-ci par rapport au monde rural, et plus encore par rapport à l'étranger. Les modèles et les valeurs occidentaux sont désormais

en concurrence avec ceux des Merina, et il semble bien que la période actuelle consacre la victoire, douloureusement vécue, des premiers. C'est bien la banalisation de leur ville que redoutent les Tananariviens, dans tous les sens du terme : banalisation paysagère, culturelle, sociale, et morale. Cette crainte favorise les radicalisations actuelles.

Le maire de Tananarive, élu en 1999 et concurrent de Didier Ratsiraka à la présidence de la République deux ans après, Marc Ravalomanana, résume à lui seul toutes les ambiguïtés de l'identité tananarivienne et tous les changements déstabilisants survenus ces dernières années. Cet homme est en effet un Merina convaincu, de surcroît *Andriana*. Aussi beaucoup de Tananariviens ont-ils projeté sur lui bien des ambitions de revanche politique, que ce soit au niveau de l'affirmation de la mérinité que d'une hypothétique reconquête du pouvoir par les hiérarchies *andriana* traditionnelles⁵. Il incarne également un certain nombre de valeurs traditionnelles de la bourgeoisie tananarivienne : un lien très étroit avec l'association d'originaires de son village, ancien site *andriana* prestigieux, une pratique chrétienne ostentatoire, un grand respect de la famille et de l'autorité. Par tous ces aspects, M. Ravalomanana apparaît donc dans la posture d'un homme qui incarne un certain idéal tananarivien, respectueux d'une vision traditionnelle et hiérarchisée de la société.

Or, cet homme a également un autre visage, aux antipodes de ce portrait. Il est en effet à la tête d'un grand groupe agroalimentaire, et bénéficie à ce titre d'une image de moderniste, confirmée par son mode de gestion de la capitale. Ce libéral affiche son admiration pour le modèle économique américain, souhaite libéraliser l'économie de Madagascar et promouvoir de manière générale les aspirations modernistes. D'aucuns évoquent ses ambitions de faire du pays un « Singapour de l'Océan Indien ». Ainsi, il est tout à fait probable que M. Ravalomanana soit par exemple favorable au remblai de la plaine du Betsimitatatra, et plus généralement à l'inévitable modernisation paysagère qui accompagnera l'essor économique de la capitale, dans la lancée du mouvement actuel. La rapidité de sa carrière politique constitue un indicateur de sa motivation : inconnu du grand public en 1999, il a d'abord séduit les Tananariviens en devenant leur maire, puis a choisi de briguer le plus haut poste d'envergure nationale deux ans plus tard seulement. Cette rapidité et cette ambition contrastent avec la modération habituelle de la classe politique malgache, souvent installée depuis très longtemps.

L'hypothèse la plus probable, si M. Ravalomanana parvient à s'imposer comme président de Madagascar, est donc qu'il va ancrer son pays dans la modernité et définitivement consacrer la rupture avec une tradition à bien des égards archaïsante car trop statique. Si tel est le cas, nombre de ses partisans tananariviens risquent de se sentir trahis, tant M. Ravalomanana peut tout aussi bien apparaître aujourd'hui auprès d'eux comme le meilleur garant du passé et de l'identité merina.

⁵ Jamais durant les mois de contestation post-électorale de 2002 Marc Ravalomanana n'a d'ailleurs fait valoir ces origines, ni ethniques, ni statutaires : l'homme se présente comme rassembleur de tous les Tananariviens, et de tous les Malgaches. D'ailleurs, la nomination d'un Premier ministre d'origine saint-marienne (île de la côte orientale de Madagascar) va bien dans ce sens.

Les événements qui ont eu lieu dans la capitale durant les premiers mois de 2002 sont révélateurs d'une double tendance dans les réactions des Tananariviens. D'une part, les observateurs ont souligné le caractère étonnamment pacifique des grandes manifestations quotidiennes qui se sont tenues durant deux mois pour faire pression sur le pouvoir sortant. A cet égard, le *fihavanana* a été réactivé (valorisation de l'entraide, du respect), la dimension chrétienne de l'identité tananarivienne a été sollicitée (dans une ville très majoritairement chrétienne, des cultes ont été organisés chaque jour sur la place du 13 Mai pour accompagner les manifestations), le rapport traditionnel à l'autorité incarnée par un chef spirituel a été ravivé : de nombreuses valeurs merina traditionnelles ont été valorisées et mises en œuvre, si bien que nombreux sont les Tananariviens qui ont eu le sentiment de vivre des moments extraordinaires qui soudaient la communauté citadine et qui transcendaient les clivages. Il est probable que ces événements ont contribué à rassembler les Tananariviens autour de Marc Ravalomanana, dans l'exaltation ambiguë des rapports sociaux traditionnels. Mais d'autre part, il est possible de faire une autre lecture de ces mois de 2002, différente sans être pour autant contradictoire. En effet, on a également assisté à des événements violents, certes modestes et circonscrits, mais néanmoins révélateurs de tensions latentes : incendies de voitures et d'une station de radio, incidents aux barrages érigés par les partisans de Marc Ravalomanana pour protéger son domicile, affrontements ponctuels entre partisans des deux camps ayant entraîné quelques morts... Ces événements révèlent que Tananarive n'est pas si calme qu'on voudrait bien le croire : il existe des tensions fortes qui ont trouvé un moyen d'expression dans un contexte troublé.

L'avenir de Tananarive pourrait donc bien s'écrire durant ce début confus de 2002. Les Tananariviens suivront-ils Marc Ravalomanana dans ses ambitions modernisatrices, ou bien au contraire assistera-t-on à un renforcement des réactions de frilosité, de frustrations, et partant à l'exacerbation des tensions identitaires ?

Si le pays tout entier est, à l'heure où l'on écrit ces lignes, peut-être menacé de partition, il ne faut pas sous-estimer la force des courants hostiles à la modernisation susceptibles de menacer également l'intégrité de la société tananarivienne : la citadinité reste plus que jamais fragile, le « vivre ensemble » menacé.

BIBLIOGRAPHIE

Remarque

Certains ouvrages indiqués dans le corps du texte n'ont pas été repris dans la bibliographie, quand leur usage a été particulièrement ponctuel et qu'ils ne sont pas rattachés directement au sujet de la recherche.

ACQUIER J.-L., 1997, *Architectures de Madagascar*, Berger-Levrault Arthaud, Paris, 181 p.

ALI NOUHOU A., 1997, *Contribution à l'étude de la population immigrée d'origine comorienne à Antananarivo*, mémoire de Maîtrise, Université d'Antananarivo-Madagascar, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, 101 p. + ann.

ALLIBERT C. et RAJAONARIMANANA (éds), 2000, *L'extraordinaire et le quotidien. Variations anthropologiques*, Karthala, Paris, 616 p.

ALTHABE G., 1980, « Les luttes sociales à Tananarive en 1972 », *Cahiers d'études africaines*, vol. XX, 4^{ème} cahier, p. 407-447

ANDRIAMIHAMINA R., 1997, *Caractérisation de l'occupation du sol du Grand Antananarivo*, mémoire de DEA, Université d'Antananarivo-Madagascar, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Géographie, 62 p.

ANDRIANARIVO RAZANATSIAROVANA J., 1992, *Les nuisances industrielles et leurs conséquences sur l'aménagement de l'espace dans l'agglomération d'Antananarivo*, mémoire de Maîtrise, Université d'Antananarivo-Madagascar, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Géographie, 128 p.

ANDRIANTSIETENA F. R., 1994, *Se vêtir à Antananarivo à la fin du XIX^e siècle*, mémoire de Maîtrise, Université d'Antananarivo-Madagascar, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département d'Histoire, 126 p. + ann.

ANIZON A., BOUCHAUD C., RABARIHARIVÉLO M. *et al.*, 1988, *Economie de la construction à Antananarivo*, Groupe Huit-AURA, L'Harmattan, Paris, 226 p.

ANTOINE P., BOCQUIER P., RAZAFINDRATSIMA N. et ROUBAUD F. (dirs.), 2000, *Biographies de trois générations dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de l'enquête BIOMAD98*, coll. Documents et Manuels du CEPED n° 11, Paris, 141 p.

ANTOINE P. *et al.*, 1995, *Les familles dakaroises face à la crise*, ORSTOM-IFAN, CEPED, Paris et Dakar, 209 p.

ANTOINE P., DUBRESSON A. et MANOU-SAVINA A., 1987, *Abidjan « côté cours » : pour comprendre la question de l'habitat*, Karthala-ORSTOM, Paris, 277 p.

BABY-COLLIN V., 2000, *Marginaux et citadins. Construire une identité métisse en Amérique latine. Etude comparée des barrios de Caracas (Vénézuéla) et des villes d'El Alto de La Paz (Bolivie)*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse II-Le Mirail

BACHELARD G., 1971, *La poétique de l'espace*, PUF, Paris, 214 p.

BAILLY A., 1977, *La perception de l'espace urbain*, Centre de Recherche d'Urbanisme, Paris, 264 p.

BALANDIER G., 1955, *Sociologie des Brazzavilles noires*, PFNSP, Paris, 306 p.

- BATTISTINI R., LE BOURDIEC P. et F. (dirs.), 1971, *Atlas de Madagascar*, Tananarive, 287 p.
- BAUDIN E., RABEARIVELO, 1937, *Tananarive, ses rues, ses quartiers*, Imprimerie de l'Imerina, Tananarive, 70 p.
- BDU, 1999, *Plan d'urbanisme, de sauvegarde, de protection et de mise en valeur du patrimoine de la vieille et haute ville d'Antananarivo*, Antananarivo
- BELROSE-HUYGHUES V., 1983, « Structure et symbolique de l'espace royal en Imerina », dans RAISON-JOURDE F. (éd.), *Les souverains de Madagascar : l'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, p. 125-151
- BERLAN E., 1963, *Addis-Abeba, la plus haute ville d'Afrique. Etude géographique*, Grenoble, 219 p.
- BERQUE A., 1993, *Du geste à la cité. Formes urbaines et lien social au Japon*, Gallimard, Paris, 247 p.
- BERQUE A., 1982, *Vivre l'espace au Japon*, PUF, Paris, 222 p.
- BERRY-CHIKHAOUI I., 1996, « Devenir citadin et (ré)inventer la ville : l'exemple des habitants du faubourg Sud de la médina de Tunis, *La citoyenneté en questions*, Cahier Urbama n° 29, coll. Sciences de la ville n° 13, Tours, p. 129-139
- BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, L'Harmattan, Paris, 529 p.
- BLANCHY S., 1995, *Karana et Banians, les communautés commerçantes d'origine indienne à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 346 p.
- BLANC-PAMARD C., RAKOTO RAMIARANTSOA H., 2000, *Le terroir et son double. Tsarahonenana 1966-1992, Madagascar*, IRD Editions, coll. A travers champs, Paris, 254 p.
- BLANC-PAMARD C., 1999, « Les savoirs du territoire en Imerina (hautes terres centrales de Madagascar) », dans BONNEMAISON J., CAMBREZY L. et QUINTY-BOURGEOIS L., dirs., *Les territoires de l'identité. Le territoire, lien ou frontière ?*, t. 1, L'Harmattan, Paris, p. 57-78
- BLANC-PAMARD C., 1998, « La "moitié du quart". Une ethnographie de la crise à Tananarive et dans les campagnes de l'Imerina (Madagascar) », *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 6, n° 4, p. 20-32
- BLANC-PAMARD C., 1995, « Les lieux du corps : l'exemple des communautés rurales des hautes terres malgaches », *Ethnogéographies*, L'Harmattan, Paris, p. 51-75
- BLANC-PAMARD C., 1989, « Au voleur ! Economie de crise et tactiques paysannes. Le cas du manioc sur les Hautes Terres malgaches », *Tropiques, Lieux et liens*, ORSTOM, Paris, p. 198-208
- BLANC-PAMARD C., 1986, « Dialogue avec les paysans ou comment l'espace est vu et pratiqué par les communautés rurales des hautes terres malgaches », dans CHATELIN Y., RIOU G., dirs., *Milieux et paysages*, Masson, coll. Recherches en Géographie, Paris, p. 17-34
- BLOCH M., 1994, « The Slaves, the King and Mary in the Slums of Antananarivo », in THOMAS N. & HUMPHREY C. (éds), *Shamani*, University of Michigan Press
- BLOCH M., 1971, *Placing the Dead : Tombs, Ancestral Villages, and Kinship Organization in Madagascar*, London, Seminar Press, 241 p.

BONNEMAISON J., 1992, « Le territoire enchanté : croyance et territorialités en Mélanésie », *Géographie et Cultures*, n° 3, p. 71-89

BONNEMAISON J., 1986-1987, *Les fondements d'une identité : territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu*, Travaux et documents de l'ORSTOM, n° 201, Paris, tome I : *L'arbre et la pirogue*, 540 p., tome II : *Les hommes-lieux et les hommes-flottants*, 618 p.

BOST F., 2000, « Les zones franches à Madagascar », dans *Les zones franches en Afrique subsaharienne*, CFCE, coll. L'explorateur, p. 75-104

BOUDRY R., 1933, « Les villes malgaches », *Revue de Madagascar*, Tananarive, p. 55-112

BPPA-BCEOM, 1999, *Urbanisation de la plaine nord d'Antananarivo, mémoire justificatif et de présentation*, Antananarivo, 16 p.

BPPA, 1993, *Assainissement des eaux usées de l'agglomération d'Antananarivo*, phase A, rapport final, Antananarivo

BRICAS N., 1996, « L'effet de la crise sur l'alimentation des populations urbaines en Afrique », dans COUSSY J. et VALLIN J., *Crise et population en Afrique*, CEPED, coll. Les études du CEPED, n° 13, Paris, p. 183-208

CALAS B., 1998, *Kampala – La ville et la violence*, Karthala-IFRA, Paris, 440 p.

CALAS B., 1997, « Ng'ambo : le double oublié de la *Ville de pierre* », dans LE COUR RANDMAISON C., CROZON A. éd., *Zanzibar aujourd'hui*, Karthala, Paris, p. 203-226

CALAS B., 1995, « L'impact de la crise ougandaise sur le ravitaillement de Kampala », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, p. 222-233

CALAS B., 1991, « La violence et ses conséquences urbaines à Kampala », *Politique africaine*, n° 42, p. 29-39

CALLET R.P., 1878, *Histoire des rois d'Imerina*, traduction des *Tantaran' ny andriana eto Madagascar*, par G.S. Chapus et E. Ratsimba, Tananarive, Académie malgache, T. I (1953, 668 p.), T. II (1956, 133 p.), T. III (1958, 340 p.), T. IV (1958, 910 p.), T. V (1978, 222 p.)

CAMACHO M., 1986, *Les poubelles de la survie : la décharge municipale de Tananarive*, L'Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 208 p.

CANEL P., DELIS P. et GIRARD C., 1990, *Construire la ville africaine : chroniques du citoyen promoteur*, Karthala-ACCT, Paris, 197 p.

CAPEL H., 1975, « L'Image de la ville et le comportement spatial des citoyens », *L'Espace géographique*, n° 1, Paris, p. 73-80

CERTEAU (DE) M., 1980, *L'invention du quotidien. I/ Arts de faire*, Paris, 10/18, 374 p.

CHALEARD J.-L., DUBRESSON A., 1999, *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*, Karthala, Paris, 260 p.

CHALEARD J.-L., DUBRESSON A., 1989, « Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire », *Tropiques, Lieux et liens*, ORSTOM, Paris, p. 277-290

CHARDON K., 1997, *Alimentation en eau d'une capitale d'Afrique tropicale, Antananarivo, Madagascar. Implications socio-économiques du développement du réseau d'eau*, Géo-Regards, n° 41, Université de Neuchâtel, 124 p.

CLAVAL P., 1995, *Géographie culturelle*, Nathan, Paris, 384 p.

CLEMENT C., 2000, *Espaces de vie, espaces en ville. Parcours migratoires, représentations et pratiques de l'espace urbain à Niamey*, Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université Lumière-Lyon 2, 354 p.

CONDOMINAS G., 1960, *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina*, Berger-Levrault, Paris, 236 p.

COQUERY-VIDROVITCH C., 1993, *Histoire des villes d'Afrique noire. Des origines à la colonisation*, Albin Michel, Paris, 412 p.

COQUERY-VIDROVITCH C. (éd.), 1988, *Processus d'urbanisation en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 2 vol., 134 p. et 168 p.

COURY D., 2000, *De l'école au premier emploi. Le poids de l'éducation et de l'origine sociale au cours du temps à Antananarivo*, Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 489 p.

COUSSY J. et VALLIN J., 1996, *Crise et population en Afrique*, CEPED, coll. Les études du CEPED, n° 13, Paris, 580 p.

DEBLE I., HUGON P. et al., 1982, *Vivre et survivre dans les villes africaines*, IEDES, coll. Tiers monde, Paris, 310 p.

DECARY R., 1958, *Contribution à l'étude de l'habitation à Madagascar*, Pau, 29 p.

DEFFONTAINES P., 1972, *L'homme et sa maison*, Gallimard, Paris, 254 p.

DELAHAIGUE-PEUX M., 2000, *L'enceinte royale de Tananarive. Contribution à l'histoire d'une cité perdue : ny Rova very*, L'Harmattan, Paris, 2 vol., 344 p. et 250 p.

DELER J.-P., LE BRIS E., SCHNEIER G. (éd.), 1998, *Les métropoles du Sud au risque de la culture planétaire*, Karthala, Paris, 422 p.

DEVIC J., 1952, *Tananarive. Essai sur ses origines, son développement, son état actuel*, Imprimerie officielle, Tananarive, 268 p.

DEZ J., 1969, « L'habitat traditionnel, essai d'interprétation », *Bulletin de Madagascar*, n° 279, Tananarive, p. 701-713.

DI MEO G., 1999, « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales », *Les Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 43, n° 118, p. 75-93

DI MEO G. (dir.), 1996, *Les territoires du quotidien*, coll. Géographie Sociale, L'Harmattan, Paris, 207 p.

DINIKA INTERNATIONAL, 1998, *La démarche pour un projet de ville*, CUA, Antananarivo

- DINIKA INTERNATIONAL, 1997, *Monographies des six arrondissements d'Antananarivo. Identification des réalités communales et diagnostic socio-économique, urbain et financier. Assistance à la cartographie*, MFCAC, Antananarivo
- DOMENICHINI J.-P., 1989, « La conception malgache du découpage de l'espace », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 7-49
- DOMENICHINI J.-P., 1988, « La notion d'andrianité et les *andriana* dans l'histoire de Madagascar », *La lettre mensuelle de Jureco*, n° 20-21, août-septembre, p. 36-43
- DOMENICHINI J.-P., 1988, « Antananarivo, passé d'une capitale », *La lettre mensuelle de Jureco*, n° 20-21, août-septembre
- DONQUE G., 1970, « L'extension urbaine de Tananarive vers l'ouest et le nord », *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Talence, Colloques internationaux du CNRS, t.1, p. 535-547
- DONQUE G., 1968, *Les grandes villes d'Afrique et de Madagascar : Tananarive*, Notes et Etudes Documentaires, La Documentation française, n° 3529-3530, Paris, 88 p.
- DONQUE G., 1968, « Les problèmes fondamentaux de l'urbanisme tananarivien », *Revue de Géographie de Madagascar*, n° 13, p. 18-24
- DONQUE G., 1968, « Population et sociétés tananariviennes », *Bulletin de Madagascar*, n° 270, p. 919-980
- DONQUE G., 1965-1966, « Le Zoma de Tananarive. Etude géographique d'un marché urbain », *Revue de géographie de Madagascar*, n° 7 et 8, p. 93-227 et p. 93-273
- DORIER-APPRILL E. (dir.), 2001, *Vocabulaire de la ville. Notions et références*, coll. Questions de géographie, Editions du temps, Paris, 191 p.
- DORIER-APPRILL E., KOUVOUAMA A., APPRILL C., 1998, *Vivre à Brazzaville : modernité et crise au quotidien*, Karthala, Paris, 384 p.
- DOUESSIN R., 1975, *Géographie agraire des plaines de Tananarive*, Association des Géographes de Madagascar, Tananarive, 223 p.
- DRIS N., 2002, *La ville mouvementée. Espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 436 p.
- DUBACH D. et FOURNIER M. (coord.), 1993, *Antananarivo ? Enigmes et origines d'une capitale*, CARPS, Antananarivo, 167 p.
- DUBRESSON A. et RAISON J.-P., 1999, *L'Afrique subsaharienne. Une géographie du changement*, Armand Colin, coll. U, Paris, 247 p.
- DUMONT D., 1998, *Rapports interethniques et construction nationale à Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)*, communication à la Table ronde des 4 et 5 décembre 1998, laboratoire SEDET, Université Paris VII, publiée sur le site Internet <http://www.cartan.u-strasbg.fr/dumont>
- DURAND-LASSERVE A., 1986, *L'exclusion des pauvres dans les villes du Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris, 198 p.
- DURANG X., 2001, « L'espace domestique dans la ville africaine. L'exemple du quartier musulman de Yaoundé », *Annales de Géographie*, n° 620, p. 364-382

DURANG X., 1998, « Dessine-moi ton quartier. Regards d'enfants sur le quartier (Yaoundé, Cameroun) », *B. comme BIGMAN. Hommage à Joël Bonnemaïson*, coll. Mémoires et documents de l'UMR PRODIG, p. 107-111

ECR, 1999, *Etude de mise en place d'un profil environnemental de la ville d'Antananarivo*, Antananarivo, 50 p.

ELA J.-M., 1983, *La ville en Afrique noire*, Karthala, Paris, 219 p.

ELLIS W., 1859, *Three visits to Madagascar during the years 1853-1854-1856, including a journey to the Capital*, J. Murray, Londres, XX-476 p.

Enquête Démographique et de Santé, Madagascar 1997, INSTAT DHS, Antananarivo

Enquête prioritaire auprès des ménages (EPM-1997), Rapport principal, 1999, Antananarivo

ESOAVELOMANDROSO-RAJAONAH F., 1992, « Les espaces de sociabilité dans l'Antananarivo coloniale », *Cahiers du CITE*, n° 1, Antananarivo, p. 17-28

ESOAVELOMANDROSO-RAJAONAH F., 1989-1990, « Des rizières à la ville. Les plaines de l'Ouest d'Antananarivo dans la première moitié du XX^e siècle », *Omalý sy Anio*, n° 29-32, p. 321-338

ESOAVELOMANDROSO F., 1989, « Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux guerres », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 83-106

ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1989, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive », *Cahiers du CRA*, n° 7, p. 71-82

ESOAVELOMANDROSO F., FREMIGACCI J., 1986, « Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Antananarivo », *Recherches pour le développement*, Série SHS, n° 2, Antananarivo, p. 195-204

ESOAVELOMANDROSO F., 1985, « Aménagement et occupation de l'espace dans la ville moyenne d'Antananarivo pendant la colonisation (l'exemple du quartier d'Ankadifotsy) », *Cahiers d'études africaines*, n° 99, p. 337-361

ESPACES ET SOCIETES, 1991, « Succès de la ville, crise de l'urbanité », n° 65, L'Harmattan, 151 p.

ESPRIT, 1999, « Quand la ville se défait », novembre, n° 258, Paris, 236 p.

EVERS S., 1996, « La stigmatisation des descendants d'esclaves », dans *A Madagascar, les Eglises face à l'esclavage*, Institut supérieur de philosophie et de théologie de Madagascar, collection ISTA n° 6, Ambatoroka, Antananarivo, p. 57-94

FAUROUX E., KOTO B., 1993, « Les migrations mahafale dans le processus de ruralisation de la ville de Toliara (Madagascar) », *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 29, n° 2-3, ORSTOM, Paris, p. 547-564

FAYET H., 1996, *Inventaire des végétaux d'Antananarivo*, CARPS, Fivondronana Antananarivo-Renivohitra, MCACF, 48 p.

FIELOUX M., LOMBARD J., 1995, « Du royaume à la ville : le territoire des possédés (Madagascar) », *La construction religieuse du territoire*, L'Harmattan, Paris, p. 323-335

FOURNET-GUERIN C., 2001, « La ville mise en scène : quelques enjeux à propos des représentations écrites et iconographiques d'Antananarivo (Madagascar) », *Géographie et Cultures*, n° 40, p. 93-108

FRANQUEVILLE A., 1987, *Une Afrique entre le village et la ville, Les migrations dans le sud du Cameroun*, ORSTOM, Paris, 646 p.

FREMONT A., 1976, *La région espace vécu*, PUF, Paris, 223 p.

FREROT A.-M., 1999, *Les grandes villes d'Afrique*, Ellipses, 223 p.

GALLAIS J., 1976, « Espace vécu et sociétés tropicales », *L'Espace géographique*, n° 1

GARCIA CANCLINI N., 1998, « Mexico : la globalisation d'une ville traditionnelle », dans DELER J.-P., LE BRIS E., SCHNEIER G. (éds), *Les métropoles du Sud au risque de la culture planétaire*, Karthala, Paris, p. 13-32

GENDREAU F., 1970, « Les centres urbains à Madagascar. Données récentes », *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Talence, Colloques internationaux du CNRS, t.1, p. 591-609

GENERAL GALLIENI, 1908, *Neuf ans à Madagascar*, Hachette, Paris, 372 p.

GERVAIS R., 1982, « Espace réel, espace mental : la contradiction spatiale dans la ville coloniale », *Histoire des villes et des sociétés urbaines. Villes coloniales*, Cahier Afrique Noire n° 6, L'Harmattan

GERVAIS-LAMBONY P., JAGLIN S. et MABIN A. (éds.), 1999, *La question urbaine en Afrique australe. Perspectives de recherche*, IFAS-Karthala, 332 p.

GERVAIS-LAMBONY P., 1994, *De Lomé à Harare : le fait citadin*, Karthala/IFRA, Paris, 472 p.

GIBBAL J.-M., 1974, *Citadins et villageois dans la ville africaine, l'exemple d'Abidjan*, PUG/Maspéro, coll. Bibliothèque d'Anthropologie, Grenoble, 398 p.

GIBBAL J.-M., LE BRIS E., MARIE A., OSMONT A. et SALEM G., 1981, « Position de l'enquête anthropologique en milieu africain », *Cahiers d'Etudes Africaines*, n° 81-83, p. 11-24

GINSBURG N. *et al.* (dir.), 1991, *The Extended Metropolis. Settlement Transition in Asia*, University of Hawaiï Press, 339 p.

GODARD H., 1985, « Port-au-Prince (Haïti) : les "quartiers" et les mutations récentes du tissu urbain », *Cahiers d'Outre-Mer*, janvier-mars, p. 5-24

GOEDEFROIT S., 1998, *A l'ouest de Madagascar - Les Sakalava du Menabe*, Karthala, Paris, 529 p.

GOERG O., 1999, *Fêtes urbaines en Afrique*, Karthala, Paris, 346 p.

GOLDBLUM C., 1988, *Métropoles de l'Asie du sud-est. Stratégies urbaines et politique du logement*, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, 276 p.

GOLDBLUM C., 1983, *Eléments de structuration de l'espace urbain en Asie du sud-est*, Paris, 105 p.

GOLT F., 1997, *Le quartier d'Analakely. Petit recueil de textes et illustrations*, Commune urbaine d'Antananarivo, CARPS, 35 p.

GRACQ J., 1985, *La Forme d'une ville*, José Corti, Paris, 213 p.

GRAFMEYER Y., 1994, *Sociologie urbaine*, Nathan-université, coll. 128, Paris, 128 p.

GRANDIDIER A., 1971, *Souvenirs de voyage 1865-1870*, d'après son manuscrit inédit de 1916, Association malgache d'archéologie, Tananarive, 50 p.

GUENARD C., 1998, *Evolution de la structure des prix et impact sur les inégalités de niveau de vie à Antananarivo de 1990 à 1997*, document de travail, DIAL, 38 p.

GUERIN C., 1998, « Antananarivo, espace urbain, espace culturel. L'empreinte de la culture malgache sur les pratiques et les représentations du milieu urbain », *Géographie et Cultures*, n° 35, L'Harmattan, Paris, p. 91-109

GUERIN C., 1998, *Crise urbaine et redéfinition de la citoyenneté à Antananarivo (Madagascar) : vers la ruralisation ? Etude de géographie culturelle*, mémoire de DEA, Université Paris IV-Sorbonne, 147 p.

GUERIN C., 1995, *Habiter à Antananarivo*, mémoire de Maîtrise, Université Paris IV-Sorbonne, 180 p.

HAERINGER P., 1970, « La dynamique de l'espace urbain en Afrique noire et à Madagascar », *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Talence, Colloques internationaux du CNRS, t.1, p. 177-186

HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 1999, *Le Cap ville sud-africaine – Ville blanche, vies noires*, coll. Géographie et Cultures, L'Harmattan, Paris, 276 p.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 1994, « La Cité sans la ville : Tuléar », *Géographie et Cultures*, n° 11, L'Harmattan, Paris, p. 63-84

HUGON P. et POURTIER R. (dirs.), 1996, « Du côté de la rue », *Politique africaine*, n° 63

HUGON P. et POURTIER R. (dirs.), 1993, « Villes d'Afrique », *Afrique contemporaine*, n° 168, oct.-déc., La Documentation française, Paris, 270 p.

HUGON P., 1981, *Les petites activités marchandes à Tananarive. Exemple d'un processus involutif*, IEDES, Paris

HY AIS M-C., 1971, « Le tombeau de Rainimboay », *Bulletin de Madagascar*, n° 304

JACQUIER-DUBOURDIEU L., 1997, « Le rôle des mouvements évangéliques dans le réaménagement des sociétés, des espaces et des pouvoirs urbains : le cas de Tananarive », communication à la SISR, Toulouse, 7-11 juillet, 23 p.

JAGLIN S., PIERMAY J.-L., 1996, « Lusaka, de la ségrégation à l'archipelisation ? », dans DALOZ J.-P. et CHILESHE J. D. (dirs.), *La Zambie contemporaine*, Karthala-IFRA, Paris, p. 217-258

JAGLIN S., 1995, *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Karthala-ORSTOM, Paris, 659 p.

JAMAL V. et WEEKS J., 1988, « Le resserrement de l'écart entre villes et campagnes en Afrique au sud du Sahara », *Revue Internationale du Travail*, vol. 127, n° 3, Genève, p. 305-329

KAUFMANN A., 2000, *Mauvais numéro*, Arléa, 185 p.

- KAYSER B., 1985, « Pour une analyse de la classe moyenne dans les pays du Tiers Monde », *Revue Tiers Monde*, t. XXVI, n° 101, janvier-mars, p. 7-31
- KIPRE P., 1988, « Sociétés urbaines africaines et pratiques sociales de l'espace urbain : le cas ivoirien (1930-1960) », *Processus d'urbanisation en Afrique*, t. 2, L'Harmattan, Paris, p. 37-46
- KOTO B., 1995, *Relations ville-campagne dans le sud-ouest de Madagascar : l'exemple de Tuléar*, Thèse de doctorat de géographie, 345 p.
- LACHARTRE B., 2000, *Enjeux urbains au Mozambique*, Karthala, Paris, 328 p.
- La cité des mille - Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*, 1998, CITE-Tsipika, 181 p.
- LANDY F., 1993, « Campagnes et villes de l'Inde : deux cultures antagonistes ? », *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 29, n° 2-3, ORSTOM, Paris, p. 313-332
- LASSERRE G., 1970, « Les effets de la croissance urbaine sur les relations villes-campagnes en Afrique noire et à Madagascar », *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Talence, Colloques internationaux du CNRS, t.1, p. 189-199
- LAVERGNE M., 1999, « Khartoum, de la ville coloniale au projet islamiste », *Les grandes villes d'Afrique*, Ellipses, p. 147-164
- LE BOURDIEC P., 1977, *Villes et régionalisation de l'espace à Madagascar : recherches sur les processus d'élaboration d'un réseau urbain*, Thèse, Université de Paris I, Tananarive, 2 vol., ronéo, 716 p.
- LE BOURDIEC P., 1970, « Croissance et organisation de l'espace urbain et suburbain ; la morphologie des villes malgaches », *La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Talence, Colloques internationaux du CNRS, t.1, p. 157-176
- LE BRIS E., 1991, « Crise urbaine et effets urbains de la crise : le cas de l'Afrique noire », *Espaces et sociétés*, n° 65, p. 61-81
- LE BRIS E., 1987, « Usages d'espaces et dynamique du front d'urbanisation dans les quartiers périphériques de Lomé », *Famille et résidence dans les villes africaines*, L'Harmattan, Paris, p. 13-70
- LE BRIS E., MARIE A., OSMONT A. et SINOUE A., 1987, *Famille et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, Paris, 268 p.
- LE BRIS E., MARIE A., OSMONT A. et SINOUE A., 1985, « Résidence, stratégies, parenté dans les villes africaines », *Annales de la Recherche urbaine*, n° 25, p. 15-30
- LEDROUT R., 1973, *Les images de la ville*, éditions Anthropos, Paris, 386 p.
- LEIMDORFER F., 1999, « Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan. Discours d'acteurs », *Politique africaine*, n° 74, juin, p. 51-74
- LEIMDORFER F., 1998, « La petite restauration en Côte-d'Ivoire (les maquis d'Abidjan) : une culture urbaine ? », dans DELER J.-P., LE BRIS E., SCHNEIER G. (éd.), *Les métropoles du Sud au risque de la culture planétaire*, Karthala, Paris, p. 55-76
- LUSSAULT M., SIGNOLES P., 1996, *La citoyenneté en questions*, Cahier Urbama n° 29, coll. Sciences de la ville n° 13, Tours, 157 p.

- LYNCH K., 1960, *The image of the city*, Cambridge, MIT Press, traduit en français sous le titre *L'Image de la cité*, 1971, Dunod, Paris, 222 p.
- MADIO, 1998, *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo 1995-1998 : la reprise se confirme*, n° 9831/E, Antananarivo, document ronéotypé, 48 p.
- MADIO, 1998, *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo*, Antananarivo, brochure, 48 p.
- MADIO, 1997, *L'état de santé de la population et la demande de soins dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 : premiers résultats de l'enquête SET-97*, Antananarivo, brochure, 60 p.
- MADIO, 1997, *Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 : premiers résultats de l'enquête SET-97*, Antananarivo, brochure, 43 p.
- MANOU-SAVINA A., 1985, *Politique et pratiques urbaines à Abidjan*, Thèse de 3^{ème} cycle, Université de Paris I, 445 p.
- MARGUERAT Y., 1991, « Capitales en balade. Remarques historico-géographiques sur les changements de capitale en Afrique noire », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 175, p. 217-242
- MARIE A. (dir.), 1997, *L'Afrique des individus : itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Karthala, Paris, 436 p.
- MILLE A., 1970, *Contribution à l'étude des villages fortifiés de l'Imerina ancien*, Tananarive, Musée d'Art et d'Archéologie, 2 vol., 266 p.
- Ministère des Travaux Publics, Direction de l'Architecture, de l'Urbanisme et de l'Habitat, UNCHS-Habitat, 1984, *Schéma directeur du grand Antananarivo. Enquêtes et entretiens sur l'habitat à Antananarivo*, 128 p.
- MORICONI-EBRARD F., 1994, *Géopolis - Pour comparer les villes du monde*, Anthropos, collection Villes, Paris, 246 p.
- NATIVEL D., 1997, *Maisons royales, demeures des grands. L'inscription de la réussite sociale dans l'espace urbain de Tananarive au XIX^e siècle*, Thèse de Doctorat, Université de Paris VII- Denis Diderot, 495 p. + 132 p. (ann.)
- NAVARRO R., 1988, « Irrégularité urbaine et invention de la ville africaine », *Revue Tiers-Monde*, Tome XXIX, n° 116, p. 1101-1119
- NAVEZ-BOUCHANINE F., 1996, « Citadinité et urbanité : le cas des villes marocaines », *La citadinité en questions*, Cahier Urbama n° 29, coll. Sciences de la ville n° 13, Tours, p. 103-112
- NAVEZ-BOUCHANINE F., 1991, « Modèle d'habiter et crise de l'urbain : la situation vue à partir du Maroc », *Espaces et Sociétés*, n° 65, p. 85-108
- OBERLE P., 1976, *Antananarivo et l'Imerina*, édité par l'auteur, Antananarivo, 191 p.
- O'CONNOR A., 1983, *The African City*, Hutchinson University Library for Africa, Londres
- O.N.E., 1997, *Rapport sur l'environnement urbain. Cas de la zone d'Antananarivo*, Banque mondiale-IDA 2125 MAG, 93 p.

- OTTINO P., 1988, *Les champs de l'ancestralité : parenté, alliance et patrimoine à Madagascar*, Karthala-ORSTOM, Paris, 688 p.
- OUEDRAOGO D. et PICHE V., 1994, *L'insertion urbaine à Bamako*, Karthala, Paris, 206 p.
- PAIN M., 1984, *Kinshasa, la ville et la cité*, ORSTOM, coll. Mémoires, Etudes urbaines, n° 105, Paris, 267 p.
- PAIQ, 1999, *Rapport d'activités, année 1998*, Antananarivo, 27 p.
- PARDAILHE-GALABRUN A., 1988, *La naissance de l'intime. 3 000 foyers parisiens. XVII-XVIII^e siècles*, PUF, Paris, 523 p.
- PARENTEAU R. (éd.), 1997, *Habitat et environnement urbain au Vietnam, Hanoi et Hô Chi Minh-Ville*, Karthala-CRDI-ACCT, Paris, 336 p.
- PAUL-LEVY F. et SEGAUD M., 1983, *Anthropologie de l'espace*, Paris, Centre Georges Pompidou/CCI, 345 p.
- PELTRE-WURTZ J., 1985, « Le ravitaillement en riz à Madagascar de 1974 à 1984. Le cas d'Antananarivo », *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, Paris, p. 231-246
- PEROUSE DE MONTCLOS M.-A., 1997, *Violence et sécurité urbaine en Afrique du Sud et au Nigeria*, Thèse de doctorat en Sciences politiques, IEP Paris, 1138 p.
- PEZEU-MASSABUAU J., 1983, *La maison, espace social*, PUF, Paris, 252 p.
- PEZEU-MASSABUAU J., 1977, « La maison japonaise : standardisation de l'espace habité et harmonie sociale », *Annales E.S.C.*, n° 4, p. 670-701
- PIERMAY J.-L., 1993, *Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique centrale*, L'Harmattan, coll. Villes et entreprises, Paris, 579 p.
- PIERMAY J.-L., 1989, *La production de l'espace urbain en Afrique centrale*, Thèse de doctorat d'Etat, Université Paris X-Nanterre, 691 p.
- PNUD-INSTAT, 1996, *Rapport national sur le développement humain, Madagascar*
- PNUD, 1991, *Régions et développement. Faritany Antananarivo*, Ministère de l'Economie et du Plan, DIRASSET, Antananarivo
- PNUD-CNUEH, MTP-DGP, 1985, *Développement urbain du grand Antananarivo*, Aura/Groupe Huit Bceom
- PNUD-BIRD, 1981, *Madagascar ; Projet de développement urbain*, Antananarivo, Doc. n° 20
- POIRIER J., 1968, « Aspects de l'urbanisation à Madagascar : les villes et la population urbaine », *Civilisations*, n° 1, p. 80-112
- POLITIQUE AFRICAINE*, 1999, « Espaces publics municipaux », n° 74, juin, Paris, 217 p.
- POURCET G., 1993, « Antananarivo, la ville des 1000 », *Afrique contemporaine*, numéro spécial Villes d'Afrique, n° 168, octobre-décembre 1993

- POURCET G., 1986, « Le système d'approvisionnement d'Antananarivo en crise », *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, L'Harmattan, coll. Villes et Entreprises, p. 215-230
- POURCET G., RABETSITONTA T. A., RAPARSON E., 1985, *Le développement du secteur informel à Antananarivo et ses conséquences urbanistiques*, PNUD
- POURTIER R., 1992, « L'explosion urbaine », *Afrique contemporaine*, n° 164
- PREVOT SCHAPIRA M.-F., 1999, « Amérique latine : la ville fragmentée », *Esprit*, novembre, n° 258, Paris, p. 128-144
- RABEARIMANANA L., 1988, « Tananarive après 1945 : développement des quartiers populaires et lutte contre la colonisation », *Processus d'urbanisation en Afrique*, L'Harmattan, Paris, p. 47-58
- RAFIRINGA ANDRIANILAINA G., 1996, *Essai de typologie des habitats illicites d'Antananarivo*, mémoire de DEA, Université d'Antananarivo-Madagascar, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Géographie, 57 p.
- RAHARIJAONA S., 1960, *Population et habitat dans un quartier populaire de Tananarive, Manarintsoa-Isotry. Résultats d'une enquête socio-économique*, CARS, Tananarive, 263 p. + ann.
- RAISON J.-P., 1998, « Pour une géographie du *hasina*, (Imerina, Madagascar) », *Le voyage inachevé. Hommage à Joël Bonnemaison*, ORSTOM, Paris, p. 709-716
- RAISON J.-P. (éd.), 1994, *Paysanneries malgaches dans la crise*, Karthala, Paris, 385 p.
- RAISON J.-P., 1984, *Les hautes terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilité des sociétés rurales*, ORSTOM-Karthala, Paris, 2 vol., 647 p. et 605 p.
- RAISON J.-P., 1977, « Perception et réalisation de l'espace dans la société merina », *Annales E.S.C.* n° 3, p. 412-432
- RAISON-JOURDE F., 1995, « La mémoire en cendres de Madagascar », *Le Monde Diplomatique*, décembre
- RAISON-JOURDE F., 1991, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat*, Karthala, Paris, 834 p.
- RAISON-JOURDE F. (éd.), 1983, *Les souverains de Madagascar : l'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Karthala, Paris, 477 p.
- RAISON F., 1978, « Ethnographie missionnaire et fait religieux au XIX^e siècle. Le cas de Madagascar », *Revue française de sociologie*, XIX, p. 525-549
- RAJAONAH F. V., 1996-97, *Elites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XX^e siècle*, Thèse d'Etat, Université Lumière-Lyon 2, 4 tomes, 1082 p.
- RAJAONAH F. V., 1996, « Modèles européens pour une ville malgache : Antananarivo XIX^e-XX^e siècles », dans COQUERY-VIDROVITCH C. et GOERG O. (coord.), *La ville européenne outre-mer, un modèle conquérant ? (XV^e-XX^e siècles)*, L'Harmattan, Paris-Montreal, p. 149-162
- RAJAOSON F., 1996, « Séquelles et résurgences de l'esclavage en Imerina », *Fanandevozana ou esclavage, colloque international sur l'esclavage à Madagascar*, Musée d'Art et d'Archéologie, Institut de civilisation de l'Université d'Antananarivo-Madagascar, p. 489-497

- RAKOTOMALALA F. H., 1990, *Etude géographique de la périphérie ouest de la ville d'Antananarivo*, mémoire de CAPEN, ENS, Antananarivo, 102 p.
- RAMAMONJISOA J., RAFIRINGA G., RAKOTOARISOA P.-E., 1985, *La bidonvillisation ou l'habitat sous-intégré de l'espace tananarivien*, Antananarivo, document ronéotypé
- RAMAMONJISOA Josélyne, 1983, « L'extension urbaine de Tananarive - Nouveaux visages », *Madagascar, revue de Géographie*, n° 43, p. 65-123
- RAMAMONJISOA Josélyne, 1978, *Antananarivo, étude géographique d'un espace urbain*, Thèse de 3^{ème} cycle de géographie, Nice, 2 vol., 514 p.
- RAMAMONJISOA Jeannine, 1984, « Blancs et Noirs : les dimensions de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques », *Cahiers des Sciences Sociales*, filière sociologie, Université de Madagascar, n° 1, p. 39-75
- RAMANANTSOA RAMARCEL B., 1997, « Mainty = Andevo, un amalgame statutaire de l'Imerina », *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, Actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, p. 147-159
- RAMIARISON C., 1995, *Urbanisation et mutations foncières dans le nord-est d'Antananarivo*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris X-Nanterre, Paris, 327 p.
- RANDRIAMARO J.-R., 1997, *PADESM et luttes politiques à Madagascar*, Karthala, Paris, 451 p.
- RANDRIAMARO J.-R., 1997, « L'émergence politique des *Mainty* et *Andevo* au XX^e siècle », *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines*, Actes du colloque international sur l'esclavage, Antananarivo, p. 357-377
- Rapport d'enquête sur les maisons anciennes de la ville haute de Tananarive*, CARPS, 1995, Fivondronana Antananarivo-Renivohitra, Ministère de la Coopération, Ministère de l'Équipement, 140 p.
- RASAMUEL D., 1984, *L'Ancien Fanongoavana*, Thèse de 3^{ème} cycle d'histoire, Université de Paris I, 454 p.
- RAVALIMANANA A., 1999, *Dix ans d'action humanitaire. L'association Akamasoa du Père Pedro*, Fianarantsoa, 203 p.
- RAVELOJAONA L., 2001, *Les enfants en dispersion par rapport à leur village d'origine : l'exemple de Namehana*, mémoire de Maîtrise, Université Paris VII
- RAVELOMANANTSOA H. et al., 1993, *Etude du patrimoine architectural et urbain d'Antananarivo*, Ministère de la Coopération et du Développement, Ministère de l'Équipement, Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme Fivondronana Antananarivo-Renivohitra, CARPS, MFCAC
- RAVELOSOA J. R., 2001, *Dynamique de la pauvreté urbaine. Un bref aperçu du niveau de vie des ménages malgaches sur les quatre dernières décennies : le cas de l'agglomération d'Antananarivo*, MADIO, document provisoire, 17 p.
- RAVELOSOA J. R., ROUBAUD F., 1996, *Dynamique de la consommation des ménages d'Antananarivo sur la longue période : 1960-1995*, MADIO, Antananarivo, 25 p.
- RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 1998, *Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? (1990-2001)*, MADIO, document de travail n° 9806/E, 22 p.

RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 1996, « Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'Etat et de l'économie », *Politique africaine*, n° 61, Karthala, Paris, p. 54-72

RAZAFINDRAKOTO M., 1996, *Madagascar en chiffres, 1995. Bilan exhaustif de l'économie malgache*, édition de l'auteur, Antananarivo

RAZAFINDRATOVO J., 1965-1966, *Isoraka*, Centre ORSTOM de Tananarive, 98 p.

RAZANADRAKOTO L., 2000, *Les quartiers urbains à Madagascar : l'apparence et le quotidien. Contribution à l'interprétation de l'activité sociale*, Thèse de doctorat d'Etat, Université d'Antananarivo, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, 2 vol., 634 p. + ann.

RAZANADRAKOTO L., 1993, *Evaluation participative de la pauvreté - Milieu urbain (Antananarivo) - Rapport final*, World Bank, PNUD, Pasage

Recensement général de la population et de l'habitat, 1996, Tome 1, Faritany d'Antananarivo, INSTAT-DRGPH

ROBEQUAIN C., 1949, « Une capitale montagnarde en pays tropical : Tananarive », *Revue de Géographie alpine*, vol. XXXVII, fascicule II, Grenoble, p. 274-330

RONCAYOLO M. et PAQUOT T. (dirs.), 1992, *Villes et civilisation urbaine, XVIII^e-XX^e siècles*, Larousse, Paris, 687 p.

ROUBAUD F., 2000, *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, L'Harmattan-Tsipika, Paris et Antananarivo, 254 p.

ROUBAUD F., 1998, *Religion et pratiques religieuses dans l'agglomération d'Antananarivo : la diversité dans la tolérance*, MADIO, doc. dactylographié, 30 p.

ROUBAUD F., 1997, *Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo. Facteur de division ou richesse culturelle ?*, MADIO, doc. dactylographié, 28 p.

SAMBO C., 2001, *Langages non conventionnels à Madagascar. Argot de jeunes et proverbes gaillards*, Inalco-Karthala, Paris, 388 p.

SANSOT P., 1973, *Poétique de la ville*, Paris, 422 p.

SAUTTER G., 1975, « Une enquête exemplaire : l'emploi du temps agricole en pays Zandé », *Etudes rurales*, n° 60, oct-déc, p. 73-88

SAUTTER G., 1973, « Recherches en cours sur les villes d'Afrique noire : thèmes et problèmes. Point de vue d'un géographe », *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. XIII, n° 51, p. 405-416

SAUTTER G., 1972, « Les ruraux dans les villes. Genèse et différenciation des sociétés urbaines », *La Croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Colloques internationaux du CNRS, n° 539, Paris, p. 77-91

SCHILTER C., 1991, *L'agriculture urbaine à Lomé*, IUED-Karthala, Paris, 334 p.

SEGAUD M. (dir.), 1993, *Le propre de la ville*, L'Harmattan, Paris, 268 p.

SHERIFF A., 1997, « La vieille ville de pierre, un héritage en transition », dans LE COUR RANDMAISON C. et CROZON A. (éd.), *Zanzibar aujourd'hui*, Karthala, Paris, p. 189-200

SIBREE J., 1873, *Madagascar et ses habitants, journal d'un séjour de quatre ans dans l'île*, traduction de H. Monod, Société des livres religieux, Toulouse, 624 p.

SINGARAVELOU (dir.), 1989, *Pauvreté et développement dans les pays tropicaux, Hommage à Guy Lasserre*, CEGET, Bordeaux, 585 p.

SIRVEN P., 1987, *La sous-urbanisation et les villes du Rwanda et du Burundi*, Thèse de doctorat d'Etat de géographie, Université Bordeaux III, 786 p.

SPINDLER M., 1996, « Les embarras d'Antananarivo ou l'économie politique des trottoirs », *Politique africaine*, n° 63, p. 39-51

STASZAK J.-F., 2001, « L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur », *Annales de Géographie*, n° 620, p. 339-363

STASZAK J.-F., 1999, « Détruire Détroit. La crise urbaine comme produit culturel », *Annales de Géographie*, mai-juin, n° 607, p. 277-299

STREN R., 1986, « The Ruralization of African Cities : learning to live with poverty », dans STREN R. et LETEMENDIA C. eds, *Coping with rapid urban growth in Africa*, p. iii-xxi, Montréal, MacGill University, lv p. + 178 p.

TANA CULTURES 2000. Guide d'une capitale, 2000, Tsipika-CITE, Antananarivo, coordonné par BRUNET G., 105 p.

THOMAS S., 1995, *Urbanisation de la périphérie et mutations foncières au sud d'Antananarivo. Les fokontany d'Andoharanofotsy et de Mahalavolona (Madagascar)*, Maîtrise d'Aménagement et de Développement local, Paris X-Nanterre, 248 p.

VAN OSSENBRUGGEN F. D. E., 1983, « Java's monca-pat : origins of a primitive classification system », dans DE JOSSELIN DE JONG (dir.), *Structural Anthropology in the Netherlands*, Leyde, p. 33-63

VENNETIER P. (dir.), 1991, *Urbanisation et développement dans les pays tropicaux*, CEGET, Bordeaux, 198 p.

VENNETIER P., 1990, *Les villes d'Afrique tropicale*, Masson, Paris, 244 p.

VERIN P., 1995, « Vision traditionnelle malgache de l'espace et du temps », *Ethnogéographies*, L'Harmattan, Paris, p. 149-153

VILLIEN F., 1987, *Bangui, ruralité et citadinité d'une ville d'Afrique centrale*, Université de Bordeaux III, Thèse de doctorat de géographie, 1066 p.

WALTISPERGER D., CANTRELLE P., RALIJAONA O., 1998, *La mortalité à Antananarivo de 1984 à 1995*, Documents et Manuels du CEPED, n° 7, Paris, 117 p.

WURTZ J., 1973, *Structures foncières et rapports sociaux dans la plaine de Tananarive*, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, Université Paris I, 2 tomes, 281 p. et 145 p.

Guides de voyage sur Madagascar

Guide Bleu, 1968, Hachette (deuxième édition)

Guide Gallimard, 1999 (première édition)

Guide Olizane, 1997 (deuxième édition)

Guide du Routard, 2000 (première édition)

Guide Visa, 1993 (première édition)

Quelques articles et dossiers de la presse malgache significatifs sur Tananarive (magazines uniquement)

« Antananarivo, vitrine de la grande île », 2002, dossier spécial, *Revue de l'Océan Indien Madagascar*, n° 224, janvier, p. 49-61

« Antananarivo, la ville des Mille... anarchies », 1998, dossier spécial, *Revue de l'Océan Indien Madagascar*, février, p. I-XVI

« Antananarivo, la ville des Mille... pauvres », 1996, *Dans les média demain*, n° 494, octobre, p. 28-36

« Antananarivo : les nouveaux quartiers foisonnent », 1995, *Dans les média demain*, n° 448, novembre, p. 24-25

« 4' Mis : les activités de la survie », 1995, *Dans les média demain*, n° 431-432, juillet, p. 32-34

« Les sans-abri à Antananarivo », 1995, *Mada Economie*, n° 60, p. 9-13

« Peur sur la ville », 1995, *Revue de l'Océan Indien Madagascar*, n° 144, juillet, p. 32-42

« Revivre à Antananarivo », 1988, *La lettre mensuelle de Jureco*, n° 20-21, août-septembre, p. 19-21

Sites Internet relatifs à Tananarive

<http://www.iarivo-town.mg> : le site de la CUA, mis en place par le maire Marc Ravalomanana

<http://www.gov-antananarivo.mg> : le site de la province de Tananarive, mis en place en 2001 par le gouverneur

<http://www.tiako-i-madagasikara.org> : le site créé pour soutenir la candidature de Marc Ravalomanana à l'élection présidentielle en décembre 2001

Les trois principaux quotidiens de Madagascar, qui sont essentiellement rédigés en français, constituent également une source d'information précieuse, de même que le site de la télévision privée Matv :

L'Express de Madagascar : <http://www.lexpressmada.com>

Madagascar Tribune : <http://www.tribune-madagascar.com>

Midi Madagascar : <http://www.dts.mg/midi>

Matv : <http://www.matvonline.tv>

SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

- Fonds Grandidier, Tananarive
- Archives coloniales série « commune de Tananarive » :
 - F 103 : plans de Tananarive (1896-1931)
 - F 103 bis : urbanisme (1918-1931)
 - F 105 : voirie (1901-1938)
- Fonds du FTM, Tananarive
- Fonds de l'agence ANTA, Tananarive
- Archives de la Documentation française, Paris
- Archives du DEFAP, Paris
- Archives personnelles de particuliers, Tananarive

SOURCES CARTOGRAPHIQUES

- Cartes topographiques couvrant la ville de Tananarive (plusieurs feuilles), 1 : 10 000, FTM, 1996
- Carte topographique de l'agglomération, 1 : 50 000, FTM, 1988
- Carte d'occupation du sol dans la zone urbaine d'Antananarivo, 1 : 25 000, FTM, 2000
- Cartes du bâti dans chacun des cinq quartiers enquêtés, 1 : 2000 à 1 : 5000, CF-SIGE, 2001

LES ENQUETES AUPRES DES MENAGES TANANARIVIENS

L'organisation du travail d'enquêtes

Les enquêtes auprès des ménages se sont déroulées en mai et juin 2000, ainsi qu'en juin et juillet 2001. Elles ont porté sur 250 questionnaires dans cinq quartiers, soit 50 par quartier. Par ailleurs, je disposais en complément de 100 enquêtes réalisées pour ma maîtrise en 1995, dont 80 portant sur quatre quartiers enquêtés à nouveau en thèse, qui ont pu ponctuellement apporter des comparaisons intéressantes sur l'évolution entre les deux dates.

Selon la propension des gens à se confier, le questionnaire dure entre 25 minutes et plus d'une heure, parfois plus quand il se déroule en français et quand les gens sont particulièrement intéressés.

J'étais toujours accompagnée d'un enquêteur, qui tenait lieu d'interprète (cf. *infra*), de guide, d'introducteur indispensable auprès des habitants, et, dans certains quartiers où il peut être dangereux de se promener seule, de « garde du corps ». J'ai travaillé avec quatre enquêteurs sur les deux années, tous rompus à la technique de l'enquête en milieu urbain :

- un doctorant en histoire, excellent connaisseur de Tananarive et passionné de sa ville et de ses habitants, qui m'avait déjà accompagnée pour les enquêtes de maîtrise (Serge Razafiarison),
- un bibliothécaire du Musée d'Art et d'Archéologie (Ndrema Andriamampianina Rahasijesy),
- une étudiante préparant un DEA d'histoire sur l'iconographie de Tananarive (Helihanta Rajaonarison),
- une étudiante de géographie en maîtrise (Lalaina Ratsimbazafy).

Leur connaissance de la ville m'a été précieuse. Au-delà de l'enquête proprement dite, les discussions qui suivent ont souvent été riches d'enseignements.

Le choix des ménages enquêtés

J'ai tout d'abord voulu procéder selon une méthode d'échantillonnage rigoureuse, en m'appuyant sur les données socio-démographiques des *fokontany*. Mais, pour différentes raisons, cette méthode s'est rapidement révélée inapplicable à Tananarive. Tout d'abord, plusieurs personnes spécialistes du travail en milieu urbain ont émis les plus grandes réserves quant à la qualité des statistiques fournies par les *fokontany*. En effet, dans les quartiers populaires, il est quasiment impossible de déterminer avec précision la population, tant les mouvements sont importants. De plus, une habitude ancienne de surévaluation des chiffres de population sous la II^e République (pour obtenir plus de parts de rationnement) a laissé des traces. Les chiffres proposés sur plusieurs années sont souvent incohérents. Par ailleurs, étant donné l'extraordinaire imbrication des habitations, la complexité du tissu urbain, il aurait été extrêmement difficile de parvenir à localiser les ménages sélectionnés. A l'échelle même de l'habitation, la situation est elle-même extrêmement complexe, plusieurs ménages se la partageant, parfois de façon fluctuante en vertu d'une forte « fluidité » résidentielle. Ainsi, tant la morphologie des quartiers que la configuration familiale résidentielle rendait impossible toute méthode systématique. De surcroît, il aurait de plus fallu que les personnes

sélectionnées soient présentes le jour de l'enquête, et acceptent de nous répondre, ce qui constituait une difficulté supplémentaire.

Pour simplifier la procédure, il a donc été décidé de procéder par échantillonnage au hasard, le logement enquêté étant choisi selon une approche par son aspect extérieur : il s'agissait de s'efforcer de varier le type de localisation (bord de route, fond de cour...), le niveau social (d'après l'aspect du bâti), le type de logement (moderne ou ancien), de sorte à obtenir un échantillon, nullement représentatif, mais significatif, de la diversité du quartier. Cette démarche présente l'avantage de laisser une certaine liberté dans les personnes rencontrées. Il est arrivé fréquemment qu'une personne interrogée nous conduise ensuite chez un voisin, puis un autre, ce qui a permis de mettre en évidence des modes de fonctionnements du quartier, que ce soit par les liens familiaux ou de voisinage. Si cette méthode ne permet pas une approche statistique, elle favorise en revanche une approche qualitative du vécu du quartier, ce qui correspond bien aux objectifs qu'on s'était fixés.

Le choix des quartiers

Mon objectif était de sélectionner quelques quartiers qui couvrent la ville de façon relativement exhaustive, aussi bien sur le plan géographique qu'ethnogéographique : il s'agissait à la fois de choisir des quartiers selon des critères classiques de géographie urbaine (topographie, fonction, localisation, composition sociale), et qui rendent compte des hiérarchies de l'espace à Tananarive (quartier de plaine/de colline, ancien/moderne, *mainity/fotsy*). On a finalement abouti au choix suivant (voir carte plus loin) :

- un quartier historique sur la colline principale, le premier espace urbanisé de Tananarive : la ville haute,
- un quartier collinaire également, mais situé plus bas, sur la ville moyenne, assez central, urbanisé plus tard, hétérogène dans son bâti et dans la composition de sa population : Ankadifotsy,
- un faubourg industriel et peuplé, très paupérisé, proche du centre, qui concentre les représentations très négatives et les discours alarmistes : Isotry,
- un quartier planifié de l'ouest, situé en plaine, construit dans les années soixante-dix : la cité des 67 hectares,
- un espace périphérique, situé à quelques kilomètres au nord du centre, encore peu urbanisé, mais en pleine transformation sociale (embourgeoisement) : Ivandry/Soavimasandro.

A l'intérieur de ces vastes ensembles (de plusieurs dizaines d'hectares chacun), on a sélectionné certaines zones d'enquêtes :

- en ville haute, on s'est concentré sur les quartiers situés au sud et à l'est du Rova, plus défavorisés et moins denses¹ : Ankadinandriana, Antsahondro, Ambatomitsangana, Ankaditapaka, Amparihy. Quelques enquêtes ont également été menées sur le flanc ouest : Ambaravarambato (quartier modeste également), ainsi que dans les quartiers prestigieux d'Antsahatsiroa, d'Ambohitantely, d'Andohalo, d'Ampamaho (voir carte plus loin). On dispose ainsi d'une approche de la diversité de la ville haute et de ses hiérarchies statutaires.
- aux 67 hectares, on a interrogé des habitants des cités mais aussi des constructions illicites aux alentours.
- à Ivandry/Soavimasandro, on a choisi de mener les enquêtes dans trois types d'espace très différenciés :

¹ J'aurais souhaité effectuer des enquêtes à Ambohipotsy, à l'extrême sud de la colline, mais mes enquêteurs et d'autres personnes m'en ont tous dissuadée, en raison des risques avérés d'agression.

. dans le « village » d'Ivandry, c'est-à-dire dans le quartier très modeste et populaire,
 . dans quelques villas où j'ai pu être introduite par relations personnelles, ce qui a permis
 d'appréhender les pratiques et représentations des catégories très aisées de Tananarive,
 . dans le quartier plus au nord de Soavimasoandro, en raison de sa situation aux marges
 géographiques de la ville (il est bordé par des rizières) et de son caractère encore très rural.

Dans le texte, on n'a souvent pas précisé s'il s'agissait d'Ivandry ou de Soavimasoandro, ni de quel quartier de ville haute, quand l'information donnée ne nécessitait pas de mention particulière. Pour identifier une citation, on a indiqué : « Ivandry n° 45 », pour préciser qu'il s'agissait d'une personne interrogée à Ivandry ou à Soavimasoandro, et que c'est la 45^e personne interrogée dans ce quartier.

Les difficultés rencontrées lors des enquêtes

Se faire admettre chez les habitants n'a pas toujours été chose facile. Par rapport à la situation en 1995 où j'avais eu recours à la même méthode pour mes recherches de maîtrise, l'impression d'ensemble est qu'une plus grande méfiance s'est installée chez les gens. Beaucoup refusent tout entretien, d'autres prétextent le manque de temps, d'autres enfin reçoivent sur le seuil de la maison ou dans la cour, mais se refusent à nous faire pénétrer chez eux. Après discussion avec mes enquêteurs, plusieurs raisons sont apparues pour expliquer cet état de fait. Tout d'abord, un certain nombre de personnes nous prennent pour des représentants de sectes, qui opèrent de la même manière en frappant aux portes et en sollicitant un entretien. Les sectes (Mormons, Témoins de Jéhovah...) ont connu un développement spectaculaire depuis quelques années grâce au succès de ce démarchage serré auprès de la population dans tous les quartiers. A certaines occasions au contraire, cet amalgame a pu m'être favorable, les gens acceptant précisément de me recevoir pour cette raison ! Néanmoins, mon enquêteur m'a conseillé d'éviter de porter des jupes longues pour les enquêtes, car c'est la tenue des jeunes évangélistes américaines.

Mes motivations ont constitué un autre sujet d'inquiétude pour les habitants : certains nous croient envoyés par le *fokontany* ou par une quelconque autorité (fiscale notamment), par exemple pour vérifier s'ils ont bien construit des latrines dans le logement comme la loi les y oblige afin de lutter contre le choléra. Certaines personnes acceptant toutefois de répondre falsifient leurs réponses sur des questions qu'elles jugent trop compromettantes : on ne déclare par exemple qu'une seule activité, l'officielle, sans évoquer les autres sources de revenus de la famille. Plus surprenante est la réaction de quelques personnes qui ont refusé toute entrevue croyant que nous étions des voleurs en repérage, comme ce fut le cas à Ankadifotsy ! Quelques rares réactions négatives d'hostilité (toujours exprimées en malgache) ont été entendues par mes enquêteurs envers la *vazaha* : « *Vous n'êtes pas capable de mener ces enquêtes sans une étrangère ?* », « *Il n'y a pas un seul étudiant malgache capable de faire une telle recherche ?* ». Néanmoins, le plus souvent, la présence d'une Française est perçue comme positive, comme une marque d'intérêt envers la vie des gens.

Administrer les enquêtes n'est pas chose aisée. Il faut tout d'abord se limiter à des horaires assez restreints, le plus souvent pendant que les enfants sont à l'école et avant que les familles ne se mettent à préparer le repas, ce qui conduit à arrêter relativement tôt dans la matinée. Une autre difficulté fréquemment rencontrée est le trop grand succès de l'enquête : à

notre venue, l'activité s'interrompt souvent dans la maison, les adultes présents s'approchent et il arrive que plusieurs personnes participent en fait à l'enquête, une mère et sa fille, des frères, un couple... Dans ce cas, les réponses des deux sont notées quand elles diffèrent. Cela peut apporter un stimulant dans la discussion et des points de vue parfois contradictoires, mais le plus souvent, cela complique le déroulement de l'enquête : l'enquêteur ne sait plus quelle réponse noter, confond parfois les deux en une... c'est pour lui un surcroît de stress, alors qu'il doit déjà susciter des réponses, expliciter parfois plusieurs fois les questions, et travailler dans un environnement souvent difficile (saleté, bruit...). Il arrive également que des gens pressés bâclent leurs réponses, notamment chez ceux qui n'ont pas osé refuser par politesse, mais que l'enquête ennue. Arriver à contenir les « grands bavards », selon le mot de l'un de mes enquêteurs, les obliger à se concentrer sur les questions posées et non à se perdre dans des digressions, constitue également un défi !

Le contact s'établit plus ou moins facilement selon le type de personnes rencontrées. Ainsi par exemple, il est en général aisé avec les migrants ruraux, qui ont une vision positive de la ville et un préjugé favorable sur leur interlocuteur, citadin savant. Pour mes deux enquêteurs masculins, il leur a semblé plus difficile d'aborder les questions domestiques, comme la consommation alimentaire, la santé, les horaires... avec les hommes, traditionnellement moins à l'aise dans ce domaine que les femmes. Plus délicate a été la question des rapports avec les originaires des côtes. En effet, selon mes enquêteurs, Merina, la plupart des côtiers sont convaincus que tous les Merina les méprisent et sont racistes à leur rencontre, d'où un sentiment immédiat de réticence. Les enquêteurs ont alors dû gagner leur confiance en évoquant leurs longs séjours dans les régions côtières, ainsi qu'en parlant quelques mots de dialecte du nord avec les personnes originaires de cette région. Cette approche nécessite donc beaucoup de temps et d'énergie de la part des enquêteurs. A cet égard, ma présence a semblé importante à leurs yeux, car elle place la discussion en terrain neutre.

Plus délicate encore est l'approche des milieux *mainty* par mes enquêteurs, immédiatement identifiés comme *Fotsy*. Là encore, il leur a fallu montrer qu'ils ne témoignaient d'aucun mépris ni d'aucune arrogance. Tous deux rapportent d'ailleurs que les *Mainty* se montrent en général plus accueillants et plus francs dans leurs réponses : ils ne cherchent pas à cacher leur misère (cf. *infra*).

Les biais dans les réponses

Le premier des biais, et sans doute le plus important, est la question de la langue. En effet, le niveau de mon malgache me permet de saisir l'idée générale des propos des personnes interrogées, mais pas les nuances ni les détails. Je suis donc tributaire de la traduction des enquêteurs, eux-mêmes parfaitement bilingues. Toutefois, la nécessité de la traduction simultanée entraîne forcément une certaine déperdition, surtout quand la fatigue aidant, ils trouvent plus difficilement leurs mots. Certains aspects ne sont pas traduits, ou certains termes ne les satisfont pas. De plus, il arrive fréquemment que de longues digressions en malgache aient lieu, sans qu'ils m'en traduisent le contenu en détail, estimant qu'il ne s'agit pas de choses importantes. Or, il est probable que dans ces digressions résident précisément des informations, des formules intéressantes. Mais demander leur traduction serait trop long, indisposerait l'interlocuteur face à une longue discussion en français qu'il

percevrait négativement, aussi cela est-il abandonné, et il est fréquent qu'on oublie d'en rediscuter une fois sortis.

Nous nous présentons comme des étudiants préparant un travail universitaire, car c'est le moyen le plus simple de présenter notre requête et d'attirer la sympathie des gens. Selon mes enquêteurs, cela suscite tout de même un problème chez quelques personnes qui sous-estiment la valeur du questionnaire, et y répondent de façon négligente, sans rigueur, en se disant que ce n'est pas très important car non officiel.

Un certain nombre de réponses sont à interpréter dans la spécificité du contexte culturel tananarivien. Seuls mes enquêteurs ont pu m'éclairer sur ces subtilités qui m'échappent, même quand l'entretien se déroule en français. Ainsi, il est très impoli pour un Malgache de ne pas répondre à une question, quelle qu'elle soit. C'est en vertu de ce principe que l'étranger obtient toujours une réponse quand il cherche son chemin dans la rue, mais le plus souvent très alambiquée et absolument imprécise lorsque l'interlocuteur ne sait pas où se trouve le lieu recherché : il serait très impoli de répondre qu'on ne sait pas. Pour le questionnaire, cette attitude très répandue se traduit par des réponses très vagues, du type « *un peu* », « *ça dépend* », « *il le faut bien* », aux questions concernant par exemple l'attachement au quartier ou à la ville. C'est pour les gens une façon polie de se débarrasser de la question, au lieu d'avouer franchement qu'ils n'ont pas d'avis ou qu'ils ne savent pas. Ce type de réponse est très déconcertant.

Plus subtile est l'utilisation fréquente du mensonge. La principale motivation des personnes interrogées est alors la fierté qui les conduit à cacher un état de fait. Ainsi, les enquêteurs détectent ceux qu'ils surnomment les « *lohalik'alika* » (genoux de chien), gens socialement déclassés par la crise mais qui veulent avant tout paraître et cacher leurs difficultés financières. C'est le plus souvent le cas dans des familles *fotsy*, en particulier à Ankadifotsy. Un exemple caractéristique est la manière de travestir la réponse sur la consommation de viande : certaines personnes vont déclarer en manger tous les jours, mais il s'agit en fait d'un morceau de 125 g partagé entre cinq personnes dans le plat. Ce cas est très fréquent, la viande est plus là pour donner du goût que pour fournir réellement un supplément nutritionnel. Or, il est particulièrement délicat de demander aux gens qui manifestement cachent leur manque d'aisance quelle quantité de viande ils achètent.

Il est également difficile de prendre en compte dans l'enquête les « à-côtés » de la vie familiale. Ainsi, les hommes consomment souvent de la viande à l'extérieur (*masikita*), dans les gargotes avant de rentrer chez eux où le plat n'est pas assez consistant. Cela n'est pas déclaré lors de l'enquête et donc difficilement appréciable.

Enfin, certaines personnes tentent de dissimuler leur origine, qu'elle soit statutaire ou régionale. Ainsi, un enquêteur a pu repérer à leur accent des originaires du Vakinankaratra, considérés comme frustrés à Tananarive, qui ont menti sur leur origine.

Remarque : les personnes interrogées dans le texte

Pour des raisons de respect de l'anonymat de chacun, j'ai choisi de donner des prénoms fictifs aux personnes interrogées ; le questionnaire était d'ailleurs lui-même anonyme. Attribuer un prénom aux personnes qui reviennent à plusieurs reprises dans le texte doit permettre au lecteur de les reconnaître.

Au total, cette phase d'enquêtes, outre son apport scientifique, a été extrêmement enrichissante humainement, en dépit de ses difficultés, notamment face à la détresse des gens. Ce fut pour mes enquêteurs comme pour moi-même une expérience à la fois éprouvante physiquement et moralement, mais unique et passionnante.

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques des personnes interrogées dans chaque quartier.

	Hommes/femmes	Origine ethnique déclarée	Origine rurale déclarée
ANKADIFOTSY	21/27	46 Merina 1 Bezanozano 1 Betsileo	3
ISOTRY	17/33	45 Merina 3 Betsileo 1 de Diego 1 de Mananjary (côte sud-est)	10
67 HECTARES	22/28	31 Merina 9 Betsileo 4 Betsimisaraka (côte orientale) 3 Sakalava (ouest) 1 Ankadimbahaoka (côte sud-est) 1 Antaimoro (côte sud-est) 1 Bezanozano	11
IVANDRY	18/32	40 Merina 4 Antaimoro 3 Betsileo 2 Bezanozano 1 de Diego	10
VILLE HAUTE	16/34	47 Merina 2 Bezanozano 1 Betsileo	3

INSERER CARTE QUARTIERS ET ECOLES

carte n° 29 b

Date :

QUARTIER :.....

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE MENAGE

LES QUESTIONNAIRES AUPRES DES ELEVES

En 1999 et en 2000, un questionnaire a été distribué dans douze écoles primaires de la ville, dans des classes de 7^e (équivalent du CM2). Il a touché 381 élèves. L'âge des élèves est très variable : il va de 10 ans à 15 ans². Le questionnaire a été administré en malgache dans toutes les écoles, sauf dans celle de Mahamasina, d'Ambanidia et d'Ankadifotsy (toutes trois privées). Il comportait des questions générales sur la ville ; il était également demandé de dessiner Tananarive.

Les écoles ont été choisies en fonction de la localisation géographique du quartier. L'intention initiale était de choisir dans chaque quartier une école primaire publique (EPP) et une école privée, afin d'effectuer des comparaisons internes à chaque quartier, mais en fait, le dépouillement n'a pas permis d'établir de différences significatives. On a distribué des questionnaires dans les quartiers suivants (voir carte ci-dessus) :

- Ankadifotsy : EPP (38 élèves) et école privée (« Akany voromailala », 41 élèves)
- Isotry : EPP (48 élèves) et école privée (catholique ; 48 élèves, filles uniquement)
- Analakely : EPP (47 élèves)
- 67 hectares nord : EPP (27 élèves)
- Andohalo (ville haute) : école privée (47 élèves, filles uniquement)
- Ambanidia : EPP (43 élèves) et école privée (Saint-Etienne ; 48 élèves)
- Anosipatrana : EPP (32 élèves) et école privée (Sainte-Thérèse de l'enfant Jésus ; 40 élèves)
- Mahamasina : école privée (Providence ; 15 élèves)

Je n'ai pas administré directement le questionnaire : il a été confié aux soins de l'instituteur, que je n'ai pas rencontré directement et qui a donc suivi les consignes données au directeur de l'école, d'où une évidente déperdition d'informations, qui se traduit dans les réponses. Par exemple, certaines questions ont été mal comprises : ainsi, dans certaines classes, les élèves ont dessiné la province de Tananarive et non la ville. De même, certains résultats sont délicats à interpréter car on devine que les réponses ont été dictées par l'instituteur, ce qui donne des réponses identiques à 100 %. Néanmoins, ces questionnaires et les dessins fournis constituent une source d'informations importante sur les pratiques et les représentations de la ville chez les jeunes Tananariviens.

² L'âge élevé d'une partie importante des élèves de septième s'explique bien sûr par le taux élevé de redoublement, par des parcours scolaires souvent lacunaires et erratiques, mais aussi par l'existence d'un examen sanctionnant la fin des études primaires, le certificat d'études primaires (CEPE). Son niveau, assez élevé, est responsable de l'échec de nombreux élèves en septième.

QUESTIONNAIRE POUR LES ELEVES DES ECOLES

Garçon Fille

Quel âge as-tu ? ans

Quel est le travail de ton père ?
de ta mère ?

Dans quel quartier habites-tu ?

Comment te rends-tu à l'école ? à pied en voiture
 en bus par un autre moyen

Viens-tu à l'école : seul ou accompagné ? si oui, par qui ?

Combien de temps mets-tu pour aller de chez toi à l'école ?

Où se trouve, selon toi, le centre-ville de Tana ?

Y vas-tu : souvent ?

de temps en temps ?

jamais ?

Pourquoi y vas-tu ?

Cite trois endroits que tu aimes à Tana :

.....
.....
.....

Cite trois endroits que tu connais bien à Tana :

.....
.....
.....

Est-ce que tu aimes Tana ? oui non

Pourquoi ?

Que fais-tu quand tu n'es pas à l'école ?

.....
.....

Où fais-tu tes devoirs (dans quelle pièce, sur quel meuble) ?

.....

Vas-tu parfois à la campagne ? oui non

Si oui, pour quoi faire ?

.....

Y vas-tu très souvent (plusieurs fois par mois)

de temps en temps

rarement (une ou deux fois par an)

Sur l'autre côté de cette feuille, dessine Tana.

PERSONNES RENCONTREES A TANANARIVE

Universitaires

- ANDRIAMIHAMINA Rija, géographe, doctorant, chargé de projet au Ministère de l'Aménagement (projet de lutte contre la pauvreté urbaine) : nombreux entretiens
- ANDRIANAIVOARIVONY Rafolo, directeur du Centre d'Art et d'Archéologie : entretien en juin 2000
- JACQUIER-DUBOURDIEU Lucile, sociologue IRD : entretiens en 1999 et 2002
- RAFIRINGA ANDRIANILAINA Gina, géographe, doctorante, enseignante à l'Université d'Antananarivo : nombreux entretiens, visites communes sur le terrain
- RAJAONAH Faranirina, historienne de Tananarive : nombreux entretiens
- RAMAMONJISOA Suzy, socio-psychologue : entretien en avril 1999
- RAMAMONJISOA Josélyne, géographe, Directrice du département de Géographie à l'Université d'Antananarivo : nombreux entretiens
- RAMIARISON Claudine, docteur en géographie, chercheur à l'ONE : entretiens en mai 1999 et juin 2000
- RANDRIAMARO Jean-Roland, historien, maître de conférences : entretien en juin 2001
- RANTOANDRO Gabriel, historien : entretien et visites sur le terrain en juillet 2001
- RAZANADRAKOTO Lucien, philosophe et sociologue, professeur à l'Université d'Antananarivo : entretien en juin 2001

Experts

- ANDRIAMPANJAVA Félicien, docteur en géographie, Directeur du Développement social au Ministère de la Population : entretien en juin 1999
- ANDRIANARISON Francis, ingénieur statisticien économiste, chef de la cellule politiques environnementales à l'ONE : entretien en août 1999
- ANDRIANTSIALONINA Aimé, Directeur des Affaires Economiques à la CUA : entretien en juillet 1999
- BRUNET Geneviève, architecte, coordinatrice du guide *Tana Cultures 2000* : entretien en juin 2001
- CHADEFAUX Christian, journaliste rédacteur en chef de *L'Express de Madagascar* : entretien en juillet 2001
- DELALEU Thibaut, géographe urbaniste, chargé de mission au BDU (Mission Française de Coopération) : entretiens en 2000
- MARTEL Thierry, assistant technique à la CARPS : entretien en juillet 1999
- RAHARINIRINA Jeannine, géographe, chargée de mission au CITE : entretiens en mai 2000
- RAHERISOANJATO Daniel, historien, membre de l'Académie Malgache : entretiens en 2000 et 2001
- RAMAHATRA Roland, Adjoint au Maire d'Antananarivo : entretien en mai 1999
- RANEVO José, Directeur du CDA (Centre de Développement d'Andohatapanaka) : entretien en avril 1999
- RATSIMANDRAVA Juliette, directrice des Affaires Culturelles à la CUA : entretiens en 1999 et 2000
- RATSIMIEBO Henri, architecte, conseiller municipal : entretien en avril 1999
- RAVELOJAONA Lucien et Roseline, historien et consultante : entretiens en juin 2000

RAVELONARY Malalatiana, géographe-urbaniste, Bureau de Développement Urbain : entretien en juillet 1999

RAZAFIMANANTSOA Mbola, chargée de mission au BPPA : entretien en mai 2000

RAZAFINDRAKOTO Marius, économiste et journaliste : entretiens en mai 2000

RAZAKARIVONY Justin, architecte : entretien en juillet 2001

RIVIERE François, représentant de l'IRD à Madagascar : entretien en avril 1999

ROSSY, chanteur : entretien en mai 2001

Hommes d'Eglise

RANJAKAVOLA, pasteur FJKM d'Ankadifotsy, entretien le 07 juin 2000

RAZAFITRIMO, pasteur FJKM de Faravohitra, entretien le 30 mai 2001

RAKOTOARIMANANA Milson, pasteur FJKM d'Ambanidia, entretien le 06 juin 2001

RANDRIAMBOLANA Jean-Marie, directeur général de l'imprimerie catholique, entretien le 31 mai 2000

Présidents de *fokontany*

RABETOKOTANISON Jacques, président du *fokontany* d'Ambatovinaky, le 03 mai 2000

RAJAMARIA Ndimby, président du *fokontany* d'Antohomadinika Atsimo, 12 juin 2000

RASAMIMANANA Louis-Michel, président du *fokontany* d'Ankadiapaka-Ankadifotsy, 15 mai 2000

Président du *fokontany* d'Andohatapenaka I, le 05 mai 1999

ENTRETIENS

NB : Tous ces entretiens se sont déroulés en français. Pour préserver l'anonymat des personnes rencontrées, tous les prénoms ont été modifiés. Un entretien dure au minimum une heure.

- Brigitte, 50 ans, femme au foyer, Mahazoarivo, nombreux entretiens
- Georgette, 60 ans, Ambatovinaky, nombreux entretiens
- Njaka, 31 ans, employé, Ambohitsoa, nombreux entretiens
- Gérard, 34 ans, chauffeur, nombreux entretiens
- Florence, 50 ans, fonctionnaire, nombreux entretiens
- Joseph, 60 ans, retraité, nombreux entretiens
- Gabriel, 40 ans, chercheur et consultant, nombreux entretiens
- Ndrema, 40 ans, bibliothécaire, nombreux entretiens
- Reine, 50 ans, directrice d'école, Tsaralalana, entretien le 16 mai 2000
- Tina, 45 ans, enseignante, nombreux entretiens
- Patricia, 55 ans, Ivandry, entretien le 08 juin 2000
- Fara, 60 ans, médecin, ville haute, entretien le 31 juillet 2001
- Six Andrianilaina, chef d'entreprise, entretien le 10 août 2001, à propos de son association familiale
- Pierre Ramahatra, 80 ans, entretien le 08 août 2001 ; descendant d'une grande dynastie *andriana* liée au pouvoir politique
- Marie, 50 ans, Française, mariée à un Malgache, depuis vingt ans à Tananarive, nombreux entretiens

Entretiens avec des *Karana* :

De prime abord, il a été difficile d'interroger des *Karana* : les Malgaches de ma connaissance ont tout d'abord tenté de m'en dissuader, en m'assurant que jamais ils n'accepteraient de me répondre, en arguant que les *Karana* formaient une communauté fermée et méfiante. Après un premier échec effectif, j'ai donc choisi de procéder par relations personnelles, en me faisant introduire par des Européens qui connaissaient des *Karana* dans leur milieu professionnel : c'était la bonne méthode, l'accueil a été très chaleureux et les entretiens longs et fructueux. Trois personnes ont été rencontrées :

- Homme de 34 ans, *Karana* khodja, tenant un commerce de pièces détachées à Behoririka, le 20 mai 2001
- Femme d'une quarantaine d'années, *Karana* khodja, dont le mari tient un magasin à Analakely, le 20 juin 2001
- Femme d'une quarantaine d'années, *Karana*, enseignante, le 5 juillet 2001

CENTRES DE RECHERCHE ET BIBLIOTHEQUES

- Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences
- Archives Nationales
- Bibliothèques de Géographie et d'Histoire à l'Université d'Antananarivo
- Bibliothèque Nationale
- Bibliothèque Municipale : fiches d'identification des quartiers, projets PAIQ
- Bibliothèque du Musée d'Art et d'Archéologie, Faravohitra
- Bibliothèque de la Banque Mondiale
- Bibliothèque de l'INSTAT
- CIDST : centre de documentation scientifique et technique
- CITE : centre d'information technique et économique
- ENS : école normale supérieure d'Antananarivo
- Bibliothèque Catholique à Ambatoroka
- Archives FJKM à Faravohitra

INSTITUTIONS ET ORGANISMES CONSULTES

AGETIPA : Agence pour Exécution des Travaux d'Intérêt Public d'Antananarivo

ANTA : Agence d'Information Taratra. Fonds d'archives photographiques

BDU : Bureau de Développement Urbain, dépendant de la CUA

BPPA : Bureau pour l'Aménagement de la Plaine d'Antananarivo

CARPS : cellule d'appui, de réflexion, de programmation et de suivi (dissoute et fondue dans le BDU en 2000)

CF-SIGE : Centre de Formation aux Sciences de l'Information Géographique et de l'Environnement

CUA : Commune Urbaine d'Antananarivo

FTM : Institut Cartographique de Madagascar

INSTAT : Institut National de la Statistique

MADIO : institut de sondage et de statistique indépendant

PAIQ : projet d'appui aux initiatives de quartier, financement Mission Française de Coopération

**LISTE DES TOPONYMES CONNUS DANS L'AGGLOMERATION
PAR LES ELEVES DES CLASSES DE SEPTIEME**

- | | | |
|---------------------|---------------------|----------------------|
| 1. 67 hectares | 31. Andoharanofotsy | 61. Fort Duchesne |
| 2. Alarobia | 32. Andohatapenaka | 62. Iavoloha |
| 3. Alasora | 33. Andraisoro | 63. Ilafy |
| 4. Ambanidia | 34. Andravoahangy | 64. Ilanivato |
| 5. Ambatobe | 35. Anjanahary | 65. Isoraka |
| 6. Ambatofotsy | 36. Ankadifotsy | 66. Isotry |
| 7. Ambatanakanga | 37. Ankadimbahoaka | 67. Itaosy |
| 8. Ambatoroka | 38. Ankadindramamy | 68. Ivandry |
| 9. Ambodin'Isotry | 39. Ankaditapaka- | 69. Ivato |
| 10. Amboditsiry | Ankadifotsy | 70. Mahamasina |
| 11. Ambodivona | 40. Ankadivato | 71. Mahazo |
| 12. Ambohibao | 41. Ankasina | 72. Mahazoarivo |
| 13. Ambohijanarahy | 42. Ankatso | 73. Manakambahiny |
| 14. Ambohijatovo | 43. Ankazomanga | 74. Mandroseza |
| 15. Ambohimanambola | 44. Ankorondrano | 75. Manjakaray |
| 16. Ambohimanarina | 45. Anosibe | 76. Nanisana |
| 17. Ambohimanga | 46. Anosipatrana | 77. Rova |
| 18. Ambohipo | 47. Anosizato | 78. Sabotsy Namehana |
| 19. Ambohitrarahaba | 48. Anosy | 79. Soanierano |
| 20. Ambondrona | 49. Antanimena | 80. Soarano |
| 21. Ampandrana | 50. Antanimora | 81. Soavimasoandro |
| 22. Amparibe | 51. Antaninarenina | 82. Soavimbahoaka |
| 23. Ampasamadinika | 52. Antohomadinika | 83. Soavinandriana |
| 24. Ampasampito | 53. Antsahabe | 84. Talatamaty |
| 25. Ampefiloha | 54. Antsahamanitra | 85. Tanjombato |
| 26. Analakely | 55. Antsakaviro | 86. Tsaralalana |
| 27. Analamahitsy | 56. Behoririka | 87. Tsiadana |
| 28. Anatihazo | 57. Besarety | 88. Tsimbazaza |
| 29. Andavamamba | 58. Betongolo | 89. Ville haute |
| 30. Andohalo | 59. Faliarivo | |
| | 60. Faravohitra | |

GLOSSAIRE DES TERMES ET EXPRESSIONS MALGACHES EMPLOYÉS DANS LE TEXTE

AMBANIVOHITRA : la campagne. Littéralement « en dessous de la ville ».

AN-DAFY : outre-mer

ANDEVO : littéralement, « esclave ». Aujourd'hui, le terme, très péjoratif, est toujours employé pour désigner les descendants d'esclaves.

ANDRIANA : traduit par noble. Désigne les castes dominantes et la caste régnante jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

DINA ou DINAM-POKONTANY : convention décidée collectivement, définissant les règles de comportement de chacun et les sanctions à appliquer en cas de manquement dans un *fokontany*. Les *dinam-pokontany* s'inspirent des règlements traditionnels au village.

FADY : tabou, interdit

FAMADIHANA : cérémonie communément traduite par « retournement des morts ». Il s'agit en fait d'une exhumation des corps et d'un changement de linceuls. L'opération s'accompagne d'une grande fête à laquelle est conviée toute la famille ainsi que le voisinage, qui peut rassembler jusqu'à plusieurs centaines de personnes.

FAMANGIANA : visite de courtoisie à l'occasion d'une naissance, d'un décès, d'un mariage ou de tout événement important de la vie. Notion fondamentale de la sociabilité merina, le *famangiana* est une obligation sociale à laquelle il est très mal vu de se soustraire. Il s'accompagne de dons en nature ou en numéraire.

FANJAKANA : le pouvoir administratif, par extension l'Etat

FANJAKAN'NY MADINIKA : littéralement « le pouvoir aux petits ». Slogan de la II^e République socialiste.

FANORONA : jeu de société traditionnel. Le *fanorona* ressemble au jeu de dames.

FARITANY : province (Madagascar en compte six)

FATAPERA : fourneau bas fonctionnant au charbon de bois

FIHAVANANA : désigne littéralement « le fait d'être parent ». Au sens large, désigne le mode malgache de sociabilité et de solidarité, « fait d'unanimité, de compréhension mutuelle et de solidarité »¹

FOKONOLONA : communauté villageoise définie par un territoire

FOKONTANY : unité administrative de base, aussi bien en ville qu'en milieu rural. Il y a 192 *fokontany* à Tananarive, créés en 1973.

¹ Définition d'après RAISON J.-P., 1984, *Les hautes terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilité des sociétés rurales.*

FOMBA : tradition

FOTSY : littéralement « blanc ». Désigne, par opposition aux *Mainty*, les descendants d'*Andriana* ou de *Hova*.

GONY : grand sac en plastique très résistant servant à emballer le riz

HASINA : désigne le caractère sacré de toute chose (un lieu, un arbre...). Désigne aussi la force d'origine sacrée dont était investi le roi.

HIRA GASY : chants, musiques et danses traditionnels qui accompagnent notamment les fêtes comme le *famadihana*. Les artistes de *hira gasy* sont les *mpihira gasy*.

HOTELY : petit restaurant populaire, synonyme de gargote

HOVA : groupe statutaire intermédiaire entre les *Andriana* et les *Andevo*, communément traduit par « hommes libres ». Les *Hova* étaient très puissants au XIX^e siècle et constituaient l'assise du pouvoir royal.

IMERINA : région historique des hautes terres centrales de Madagascar qui correspond à peu près aux limites de l'actuelle province de Tananarive. Ses habitants sont les Merina.

JORO : culte traditionnel comportant un sacrifice ou une offrande

KAPOAKA : unité de mesure volumique, correspondant à une boîte de lait concentré. Un kapoaka de riz en contient 287 g.

KARANA : Indo-Pakistanaïis

KITOZA : viande séchée, souvent consommée en accompagnement du *vary sosoa*.

LAMBA : sorte d'étole blanche ou écrue, en coton ou en matière plus noble comme la soie, dont se parent traditionnellement les femmes des hautes terres.

LAOKA : désigne tout ce qui accompagne le riz (brèdes, viande, bouillon...)

LOVA TSY MIFINDRA : signifie que l'héritage ne doit pas quitter la famille. En vertu de cet adage, le phénomène de rétention foncière est très développé ; on ne vend sa maison qu'en ultime recours.

MASIKITA : brochette de viande

MAINTY : terme désignant historiquement trois groupes d'hommes libres jusqu'au XVIII^e siècle, en particulier serviteurs royaux. Depuis, glissement sémantique qui a conduit les descendants d'*Andevo* à se dire *Mainty*, terme moins connoté et moins péjoratif. *Mainty* est devenu un terme générique, un euphémisme, qui désigne aujourd'hui les descendants des deux catégories.

MOFO GASY : petits beignets à la farine de riz, bon marché, très appréciés en particulier au petit déjeuner.

MPAMOSAVY : sorcière

MPANANDRO : devin-astrologue

QUAT'MIS (ou 4'mis) : désigne à l'origine les marginaux affectés de quatre maux : *miloka* (parier), *mifoka* (se droguer), *misotro* (boire), *mijangajanga* (se prostituer). Par extension, désigne les sans-abri.

RAY AMAN-DRENY : littéralement, désigne « le père et la mère ». Au sens figuré, désigne toute forme d'autorité qui impose le respect, qui est consultée et écoutée, comme les personnes âgées, les chefs de village, le président du *fokontany*, etc.

ROVA : enceinte d'une demeure royale, périmètre sacré²

SAKAFO : repas

SOSOA (ou VARY SOSOA) : sorte de bouillie de riz consommée essentiellement au petit déjeuner, avec du *kitoso* ou des cacahuètes pilées

TAMBOHO : mur d'enceinte en pisé, à plusieurs niveaux superposés, à base d'argile. A partir du XIX^e siècle, les *tamboho* se généralisent autour des grandes propriétés.

TANINDRAZANA : littéralement, la « terre des ancêtres ». Désigne à la fois le lieu où se trouve le tombeau ancestral et la patrie.

TAXI-BE : minibus assurant le transport en commun en ville (littéralement « grand taxi »)

TOAKA GASY : rhum artisanal

TOMPOM-PIANGONANA : littéralement les « chefs d'église ». Terme désignant les descendants de ceux qui ont participé à la construction d'une église.

TRANOMPOKONOLONA : littéralement « la maison du peuple ». Désigne à Tananarive de grandes salles de spectacle à usage public.

VALALA FIANDRY FASANA : littéralement « les sauterelles qui gardent le tombeau ». désigne les descendants d'esclaves qui sont restés au service des familles des descendants de leurs maîtres, et qui vivent à la campagne où il gardent et entretiennent le tombeau familial. Bien souvent, ils sont en même temps métayers, pour la même famille.

VARY : riz

VAZAHA : l'étranger, en général le Blanc

VAZIMBA : les autochtones de l'Imerina, maîtres du sol, leurs esprits³

VOKATRA : vente aux enchères lors d'une réunion paroissiale afin de recueillir des fonds pour le fonctionnement de la paroisse.

² Définition donnée par BLANCHY S., RAISON-JOURDE F. et RAKOTOMALALA M., 2000, *Madagascar - Les ancêtres au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les hautes terres malgaches*, p. 496.

³ *Ibid.*

ZANAKA AMPIELEZANA : littéralement « les enfants de ceux qui sont dispersés ». Désigne tous ceux qui se rattachent à un temple ou à un village rural.

ZOMA : littéralement « vendredi ». Désigne le grand marché central de Tananarive qui se déroulait le vendredi à Analakely.

NOTE SUR LA LANGUE MALGACHE

La langue malgache appartient à la famille des langues austronésiennes. On propose ici quelques repères très généraux de prononciation pour faciliter la lecture, d'après *Le malgache de poche*, Assimil évasion, 2000.

Voyelles :

- le e se prononce é
- le o se prononce ou
- ao se prononce o en milieu de mot, a-ou en fin de mot
- oa se prononce o en milieu de mot, ou en fin de mot

De manière générale, sauf s'il s'agit d'un e, la voyelle finale des mots ne se prononce pas. Entre deux consonnes, les voyelles i et o deviennent muettes.

Consonnes :

- g se prononce toujours « gu »
- h est toujours aspiré
- j se prononce approximativement « dz »
- s se prononce « ss »
- dr se prononce approximativement « dj »
- tr se prononce approximativement « tch »

Les mots ont un accent tonique, qui porte en général sur l'avant-dernière syllabe.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AGETIPA : Agence pour l'exécution des travaux d'infrastructures publiques d'Antananarivo

BDU : Bureau de développement urbain

CARPS : Cellule d'appui, de réflexion, de programmation et de suivi

CCAC : Centre culturel Albert Camus (centre culturel français)

CUA : Commune urbaine d'Antananarivo

DMD : *Dans les Média Demain*, hebdomadaire

EPP : école primaire publique

FJKM : *Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara*, Eglise de Jésus-Christ à Madagascar, l'Eglise nationale réformée

FTM : *foiben-taosarintanin'i Madagasikara*, Institut géographique et hydrographique national

INSTAT : Institut national de la statistique

JIRAMA : *Jiro sy Rano Malagasy*. La compagnie nationale d'eau et d'électricité

MADIO : Madagascar-DIAL-INSTAT-ORSTOM

ONE : Office national pour l'environnement

PAIQ : Projet d'appui aux initiatives de quartier

PPN : Produit de première nécessité

ROIM : *Revue de l'Océan Indien Madagascar*, mensuel

SAMVA : société autonome de maintenance de la ville d'Antananarivo

SEIMAD : Société d'équipement immobilier de Madagascar

LISTE DES CARTES

Carte n° 1 : Repères généraux dans Tananarive	p.
Carte n° 2 : Tananarive, la capitale au cœur des hautes terres	p.
Carte n° 3 : Tananarive, les collines et la plaine du Betsimitatatra	p.
Carte n° 4 : La marque de la colonisation sur un quartier collinaire ancien : Ankadifotsy	p.
Carte n° 5 : L'habitat spontané le long des digues dans la plaine	p.
Carte n° 6 : La capitale, vitrine de la modernité	p.
Carte n° 7 : L'évolution des limites administratives de la commune de Tananarive	p.
Carte n° 8 : Les espaces agricoles dans le périmètre urbain	p.
Carte n° 9 : Les Tananariviens et leur région rurale : les <i>tanindrazana</i> des habitants de trois quartiers enquêtés	p.
Carte n° 10 : L'animation nocturne à Tananarive	p.
Carte n° 11 : Le centre de Tananarive	p.
Carte n° 12 : Les divisions administratives de la commune	p.
Carte n° 13 : Localisation des principaux quartiers développés sous la colonisation	p.
Carte n° 14 : Isotry, le faubourg paupérisé et mal aimé	p.
Carte n° 15 : Les générations de quartiers planifiés	p.
Carte n° 16 : Différenciation et mutations de l'espace aux 67 hectares	p.
Carte n° 17 : Principaux quartiers illicites	p.
Carte n° 18 : Les quartiers considérés comme périphériques par les Tananariviens	p.
Carte n° 19 : Soavimasoandro, un quartier périphérique traditionnel rattrapé par l'urbanisation	p.
Carte n° 20 : La perception de l'opposition « ville haute »/ « ville basse »	p.
Carte n° 21 : Lieux aimés et lieux non aimés par les habitants de trois quartiers d'enquête	p.
Cartes n° 22 : L'espace connu par les élèves de six classes de septième	p. et p.
Carte n° 23 : Un exemple de ségrégation socio-spatiale : le cas d'Ivandry	p.
Carte n° 24 : Antananarivo : dessertes et projets (carte du BDU, 1999)	p.
Carte n° 25 : Le réaménagement des principaux marchés après 1997	p.
Carte n° 26 : Les <i>Karana</i> à Tananarive	p.
Carte n° 27 : Les groupes statutaires dans la ville de Tananarive	p.
Carte n° 28 : La ville haute, un espace hiérarchisé	p.
Carte n° 29 a : Localisation du travail d'enquêtes	p.
Carte n° 29 b : Localisation des quartiers de ville haute où se sont déroulées des enquêtes	p.

LISTE DES FIGURES

Figure n° 1 : Le site de Tananarive	p.
Figure n° 2 : Les douze collines sacrées autour de Tananarive	p.
Figure n° 3 : L'évolution morphologique de la maison merina	p.
Figure n° 4 : Des représentations modernistes de la capitale de Madagascar dessins d'élèves de septième)	p.
Figure n° 5 : Pyramide des âges de la population tananarivienne	p.
Figure n° 6 : Dessin humoristique sur la dégradation de la ville	p.
Figure n° 7 : Le billet de 2 500 Fmg	p.
Figure n° 8 : La vision de Tananarive selon un modèle rural par des élèves de septième	p.
Figure n° 9 : Tananarive moderne selon des élèves de septième	p.
Figure n° 10 : Plans de Tananarive dessinés par des élèves aux 67 hectares	p.
Figure n° 11 : Schéma de la maison astrologique	p.
Figures n° 12 a, b, c, d, e et f : plans d'habitations	p.
Figure n° 13 : Dessin humoristique sur le manque d'hygiène publique	p.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : La population de Tananarive. Etat des lieux des estimations p.	
Tableau n° 2 : Estimations des taux de croissance urbaine p.	
Tableau n° 3 : L'évolution de la composition ethnique de Tananarive	p.
Tableau n° 4 : L'évolution de la consommation de quelques produits de première nécessité depuis 1960	p.
Tableau n° 5 : L'évolution des coefficients budgétaires depuis 1961	p.
Tableau n° 6 : Les chaussures des passants	p.
Tableau n° 7 : Fréquence d'apparition des lieux représentés dans les dessins ou les plans des élèves de quatre écoles primaires	p.
Tableau n° 8 : Les lieux identifiés comme centre-ville par les élèves	p.
Tableau n° 9 : Proportion de personnes interrogées ne quittant jamais ou exceptionnellement le quartier	p.
Tableau n° 10 : Attachement au quartier et enracinement géographique	p.
Tableau n° 11 : L'ancienneté de résidence dans le quartier p.	
Tableau n° 12 : Les quartiers non aimés par les personnes interrogées à Ankadifotsy	p.
Tableau n° 13 : Les quartiers non aimés par les personnes interrogées en ville haute	p.
Tableau n° 14 : Les quartiers non aimés par les personnes interrogées à Isotry	p.
Tableau n° 15 : Les quartiers non aimés par les personnes interrogées aux 67 hectares	p.
Tableau n° 16 : Proportion de personnes interrogées dans les quartiers d'enquête citant Isotry comme endroit non aimé	p.
Tableau n° 17 : La vie à l'extérieur du logement p.	
Tableau n° 18 : L'évolution du trafic du port de Tamatave p.	
Tableau n° 19 : résultats des bureaux de vote de Tananarive où Didier Ratsiraka p. a devancé Marc Ravalomanana à l'élection présidentielle de décembre 2001	
Tableau n° 20 : résultats de Marc Ravalomanana et de Didier Ratsiraka à l'élection présidentielle de décembre 2001 dans quelques bureaux de vote à Tananarive	p.

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Les clichés ne portant pas d'indications sont de l'auteur, la date figure sur la légende. Pour les clichés issus des archives iconographiques, seule la date est indiquée ici, la source figurant sur la légende de la photographie ou de la carte postale ancienne.

- n° 1 : la plaine du Betsimitatatra et la colline du Rova, depuis la route-digue
- n° 2 : la ville et la plaine vues d'avion
- n° 3 : un hameau aux environs d'Ambohimalaza, à environ 20 km à l'est de Tananarive
- n° 4 : le quartier d'Ambanidia (carte postale ancienne non datée, probablement années 1900)
- n° 5 : le palais du Rova (1945)
- n° 6 : la case du roi Andrianampoinimerina et le temple du palais (1945)
- n° 7 : « village et rizières aux environs de Tananarive », (1945)
- n° 8 : un *tamboho* à Soavimasoandro
- n° 9 : tombeau à Ankadifotsy, quartier d'Ambatomitsangana
- n° 10 : maison de dignitaire sur la ville haute, à Ambavahadimitafo
- n° 11 : « le quartier d'Antsahatsiroa s'étageant au pied du Rova » (1945)
- n° 12 : habitat sur les digues au milieu de la plaine, à Andohatpenaka (carte postale de 1906)
- n° 13 : idem (2001)
- n° 14 : la colline de Faravohitra (carte postale de 1910)
- n° 15 : la colline de Faravohitra
- n° 16 : l'immeuble de l'actuelle BMOI, jadis magasin Vogue
- n° 17 : le bâtiment de l'école de médecine à Mahamasina
- n° 18 : vue générale depuis l'hôtel Hilton à Anosy
- n° 19 : les pavillons d'Analakely et le marché du Zoma (1957)
- n° 20 : l'Avenue de la Libération (1957)
- n° 21 : l'hôtel de ville (1956)
- n° 22 : la gare, Soarano
- n° 23 : la rue Amiral-Pierre à Antaninarenina (carte postale ancienne)
- n° 24 : « jeune femme hova de Tananarive » (1940)
- n° 25 : habitations à Ampasampito
- n° 26 : maison à Ambaravambato, ville haute
- n° 27 : l'hôtel Hilton
- n° 28 : immeubles dans le centre de Tananarive
- n° 29 : l'hypermarché CORA, à Ankorondrano
- n° 30 : le supermarché Champion à Analakely
- n° 31 : le palais d'Ambohisorohitra
- n° 32 : le terrain vague de l'ex-hôtel de ville
- n° 33 a : manifestation de soutien à Marc Ravalomanana (janvier 2002)
- n° 33 b : le Sénat, à Anosy
- n° 34 : les pavillons de l'ancien Zoma (carte postale)
- n° 34 : les maisons traditionnelles (carte postale)
- n° 36 : le lac Anosy fleuri par les jacarandas
- n° 37 : le « varimitsanganana » (riz que l'on mange debout) au marché de Besarety
- n° 38 : une gargote à Besarety
- n° 39 : une maison traditionnelle aux vérandas fermées, Ankadifotsy
- n° 40 : maison effondrée à la saison des pluies, Faravohitra
- n° 41 : canal et marché de rue à Isotry
- n° 42 : les 67 hectares Sud à la saison des pluies
- n° 43 : la maison de Rainimboay à Ankadifotsy en 1995
- n° 44 : la maison de Rainimboay à Ankadifotsy en 2001
- n° 45 : le tombeau de Rainimboay à Ankadifotsy
- n° 46 : maison traditionnelle en ruine, Ankadifotsy
- n° 47 : le restaurant Villa Vanille à Antanimena

- n° 48 : le Restaurant à Behoririka
- n° 49 : poulailler installé dans la cour d'une maison à Soavimasoandro
- n° 50 : rizières en ville à Ambohimarina
- n° 51 : les cressonnières de la bande maraîchère à l'est de la route circulaire
- n° 52 : les quartiers sur les collines et la plaine, au sud de la ville
- n° 53 : le flanc de la colline à l'est du Rova
- n° 54 : l'interpénétration paysagère du rural et de l'urbain, à Ivandry
- n° 55 : le salon de thé Blanche-Neige sur l'Avenue de l'Indépendance
- n° 56 : un marché dans une ruelle à Ankadifotsy
- n° 56, n° 57 et n° 58 : ruelles dans les quartiers anciens, à Ankadifotsy
- n° 59 : vue générale d'Ankadifotsy
- n° 60 : « anarchie » architecturale à Ankadifotsy-Ankaditapaka
- n° 61 : quartiers de la ville moyenne
- n° 62 : vue sur Analakely
- n° 63 : le cœur commerçant de la ville, Analakely
- n° 64 : forgerons au marché de Besarety
- n° 65 : commerces de charbon de bois à Besarety
- n° 66 : vue sur Isotry depuis le pont de Bekiraro
- n° 67 : canal et habitations à Isotry
- n° 68 : les 67 hectares sud
- n° 69 : habitat illicite le long de la cité des 67 hectares
- n° 70 : cités planifiées des collines de l'est
- n° 71 : vue sur les équipements du campus universitaire
- n° 72 : le nouveau visage d'un quartier naguère peu urbanisé : Soavimbahoaka
- n° 74 : quartier périphérique derrière l'université, à Ambatomaro
- n° 75 : l'attente à une borne-fontaine, dans le centre, à Faravohitra
- n° 76 : un marché de quartier, Behoririka
- n° 77 : une épicerie de quartier, Behoririka
- n° 78 : le marché de gros d'Anosibe
- n° 79 : les maisons des commerçants du Vakinadiana aux abords de la RN 2, à la sortie est de la ville, à Mahazo
- n°80 : un exemple de tradition ancestrale liée à la construction
- n° 81 : le chantier inachevé de l'hôtel Pullman à Ivandry
- n° 82 : la cour d'une maison traditionnelle, Ankadifotsy
- n° 83 : une courette, Ankadifotsy
- n° 84 : maison sur la ville haute (Ambatomitsangana), avec cuisine accolée
- n° 85 : maison dans un bourg de l'Imerina
- n° 86 a : cuisine dans une maison traditionnelle
- n° 86 b : l'autre partie de la cuisine, sur le balcon extérieur
- n° 87 : cuisine d'un appartement dans une maison, à Ankaditapaka, ville haute
- n° 88 : un intérieur très modeste, ville haute, Ankaditapaka
- n° 89 : l'intérieur d'un logement modeste, Soavimasoandro
- n° 90 : haie de *songo-songo*, Soavimbahoaka
- n° 91 : petite propriété de type rural à Soavimasoandro
- n° 92 : décoration dans un logement modeste, Soavimasoandro
- n° 93 : décoration dans un logement modeste, Soavimasoandro
- n° 94 : salon tananarivien typique, Ankaditapaka, ville haute
- n° 95 : conflit entre héritiers sur la ville haute
- n° 96 : épicerie à Soavimbahoaka
- n° 98 : carte postale du Rova avant 1995
- n° 99 : le Rova en 1999
- n° 100 : construction d'un abri moderne pour les boucheries d'Analakely
- n° 101 : ruelle rénovée à Ankadifotsy
- n° 102 : le lac de Behoririka en 1995
- n° 103 : le lac de Behoririka en 2001
- n° 104 : le jardin d'Antaninarenina

- n° 105 : l'Avenue de l'Indépendance en 1995
- n° 106 : l'Avenue de l'Indépendance après sa restauration (carte postale)
- n° 107 : les grands escaliers à Analakely
- n° 108 : l'extension de l'hôtel Colbert, Antaninarenina
- n° 109 : la coloration des façades à but commercial, Andravoahangy
- n° 110 : lotissement en construction à proximité du lycée français, Ambatobe
- n° 111 : le mitage des rizières au sud de la ville, Manakambahiny
- n° 112 : le mitage des rizières par un remblai privé, Ivandry
- n° 113 : remblais dans la plaine au sud de Tananarive
- n° 114 : la zone industrielle de Forello, à Tanjombato
- n° 115 : vue aérienne des abords du lac Anosy (1945)
- n° 116 : vue sur le lac Anosy depuis la ville haute (1986)
- n° 117 : maisons appartenant à des entrepreneurs *Karana*, Ivandry
- n° 118 : pagode chinoise
- n° 119 et n° 120 : les commerces chinois dans le centre

TABLE DES MATIERES

DEDICACE	ET
EPIGRAPHE	3
REMERCIEMENTS.....	5
SOMMAIRE.....	7

INTRODUCTION.....

PREMIERE PARTIE - UNE CAPITALE FRAGILISEE : LES FACTEURS DE DESTABILISATION DE L'IDENTITE TANANARIVIENNE	23
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE.....	25

CHAPITRE PREMIER- TANANARIVE, VILLE IMPROBABLE ? DE LA SACRALISATION DE L'ESPACE A UNE PROGRESSIVE ALTERATION DU SENS

I- PUISSANCE ET PERENNITE DE L'ORGANISATION MERINA DE L'ESPACE.....	27
A- Une situation continentale et en altitude.....	27
1- La capitale au cœur des hautes terres centrales.....	27
2- Une capitale d'altitude.....	30
B- Les grands éléments signifiants du site de Tananarive : la colline et la rizière.....	30
1- Un site qui n'a jamais cessé de fasciner.....	30
2- La mise en valeur de la fonction défensive du site collinaire de Tananarive dans le mythe fondateur.....	31
3- La vue, instrument de puissance.....	34
4- La ville et sa plaine rizicole.....	35
C- La lente et problématique construction d'un modèle urbain original.....	37
1- L'ambiguïté de la conception initiale merina de la ville.....	37
2- Une organisation urbaine similaire à celle du village merina.....	38
3- La progressive mise en place de fonctions urbaines politiques et économiques.....	41
D- Les spécificités d'un modèle urbain original : structuration de l'espace centré sur le Rova et organisé selon le système des « castes ».....	42
1- Le Rova : centre et symbole d'une cité politique, administrative et militaire.....	42
2- L'inscription du système des « castes » dans l'espace urbain.....	43
3- Un modèle urbain permanent et conquérant.....	45
Conclusion I.....	46
II- L'INTRODUCTION DE MODELES URBAINS EUROPEENS ET COLONIAUX : LES METAMORPHOSES DE TANANARIVE.....	49
A- Les apports européens au XIX ^e siècle : évolution rapide et profonde du paysage tananarivien.....	49
1- L'introduction de la brique et l'essor urbain.....	49
2- L'apparition d'un nouveau style de construction, synthèse des éléments européen et merina.....	50
3- La christianisation du paysage urbain et des rapports sociaux.....	51
B- L'impact de la colonisation française (1895-1960) sur les paysages, les pratiques et les représentations de Tananarive.....	59
1- La mutation rapide du paysage urbain : différenciation et extension de la ville.....	59
<i>Les grands travaux sous la colonisation</i>	59

<i>Les</i>	<i>interdits</i>	
<i>coloniaux</i>		60
<i>La</i>	<i>vieille</i>	<i>ville</i>
		<i>épargnée ?</i>
.....		63
<i>L'exception tananarivienne : l'absence de ségrégation raciale à l'échelle de la ville</i>		64
2- Résistances malgaches au modèle urbain occidental.....		64
3- La mise en place de pratiques urbaines d'inspiration occidentale.....		67
<i>L'émergence de la notion de centre-ville moderne, situé en plaine</i>		67
<i>Une</i>	<i>nouvelle</i>	<i>sociabilité</i>
		<i>urbaine</i>
.....		68
<i>De</i>	<i>nouvelles</i>	<i>manières</i>
<i>d'habiter</i>		71
Conclusion II.....		73
III- LA PERTE DU SENS : LA REMISE EN CAUSE DE L'ORGANISATION TRADITIONNELLE DE L'ESPACE URBAIN.....		74
A- L'évolution spatiale depuis la colonisation : l'éclatement du site.....		74
1- De l'urbanisation spontanée aux mesures d'aménagement de la plaine.....		74
2- La persistance des contraintes liées au site.....		75
B- La perte des repères traditionnels : le malaise suscité par l'évolution spatiale de la ville.....		76
1- Le thème du rejet de l'urbanisation en plaine.....		76
2- Le recul du Betsimitatatra rizicole sous la progression de l'urbanisation.....		79
CONCLUSION CHAPITRE PREMIER.....		82
CHAPITRE II - TANANARIVE CAPITALE ?		
I- LES APPARENCES D'UNE CAPITALE METROPOLITAINE.....		85
A- Une activité économique hypertrophiée par rapport au reste du pays.....		85
1- Une suprématie économique incontestable.....		85
2- ... qui se traduit dans le paysage urbain.....		87
B- La frénésie commerciale et culturelle d'une capitale : pratiques tananariviennes.....		88
1- La vitrine commerciale et moderne du pays.....		88
2- Tananarive s'amuse et se met en scène.....		91
3- L'élégance tananarivienne : « <i>haingo diso an'iarivo</i> ».....		92
C- Une tentative d'affirmation de la supériorité citadine : le mépris des ruraux.....		96
D- L'inscription du statut de capitale dans l'espace tananarivien.....		97
1- La fête nationale à Tananarive : l'inscription urbaine du fait national.....		97
2- La géographie du pouvoir présidentiel.....		98
3- L'espace public disputé et sous contrôle.....		100
Conclusion I.....		101
II- UNE CAPITALE CONTESTEE.....		107
A- La capitale cachée ?.....		107
1- La surprenante discrétion de l'architecture du pouvoir à Tananarive.....		107
2- L'ombre persistante d'Ambohimanga.....		108
B- La remise en cause de la tradition de centralisation administrative et du statut de capitale nationale.....		109
1- La création des provinces autonomes.....		109
2- Tananarive, l'Imerina et la nation malgache.....		111
C- Tananarive, capitale nationale ou capitale merina ?.....		113
1- Une croissance urbaine modérée et peu consommatrice d'espace.....		113

2- Une capitale merina.....	115
<i>La composition ethnique particulière de la population tananarivienne.....</i>	115
<i>Une immigration majoritairement merina.....</i>	117
<i>Quasi absence de ségrégation ethnique mais forte visibilité des non-Merina.....</i>	119
Conclusion II.....	120
III- DISCOURS SUR TANANARIVE ET IMAGES DE LA VILLE : DES REPRESENTATIONS TRADUISANT L'AMBIGUÏTE DU STATUT DE CAPITALE	121
A- L'ambivalence des regards extérieurs portés sur la ville : entre valorisation et diabolisation.....	121
1- La valorisation de Tananarive dans les représentations promotionnelles et esthétiques.....	121
<i>L'image d'une capitale moderne de niveau international.....</i>	121
<i>Tananarive, reflet d'un paysage merina éternel.....</i>	122
<i>Tananarive, populeuse et pittoresque.....</i>	125
2- La nouvelle Babylone ?.....	125
B- La capitale vécue et perçue par les Tananariviens : entre fascination et rejet.....	127
1- De la fierté d'être Tananarivien.....	127
2- Des manifestations vives de rejet de la grande ville.....	129
Conclusion III.....	132
CONCLUSION CHAPITRE II.....	133

CHAPITRE III – VIVRE LA CRISE A TANANARIVE : L'ALTERATION DES PAYSAGES, DES PRATIQUES ET DES REPRESENTATIONS DE LA VILLE..... 135

I- DE LA CRISE ECONOMIQUE A LA DESTRUCTURATION URBAINE.....	136
Une approche globale de la crise : aspects de la dégradation généralisée du niveau de vie des Tananariviens.....	136
A- La crise au quotidien : la multiplication des restrictions.....	139
1- Limitation et simplification du régime alimentaire.....	139
2- L'éducation et la santé, deux domaines classiquement affectés par la crise.....	141
3- Les loisirs : un recul très péniblement vécu.....	143
4- Contraction spatiale et réduction des déplacements intra-urbains.....	144
5- Les classes moyennes : « <i>On n'avait pas une vie comme ça</i> » (Georgette, 60 ans).....	150
B- La perception individuelle de la crise urbaine : du logement au quartier.....	151
1- Le logement : densification et dégradation.....	151
2- La dégradation de l'environnement quotidien des Tananariviens.....	154
C- « Tananarive a perdu son lustre d'antan » : de la perception collective.....	158
exacerbée de la crise.....	158
1- La perception dramatisée de la dégradation du paysage urbain.....	158
<i>Une dégradation douloureusement perçue, mais surestimée.....</i>	158
<i>Le mythe de l'âge d'or.....</i>	160
2- La perception très négative de l'évolution de la structure de la ville.....	163
II- LES CAUSES DE LA CRISE.....	169

A- La croissance démographique.....	169
1- L'ambiguïté de l'approche statistique : de l'incertitude à l'interprétation.....	169
2- Immigration rurale et accroissement naturel : la pression démographique sur la ville.....	170
B- L'effondrement économique sous la II ^e République.....	172
C- Facteurs politiques : « <i>Ce n'était plus la République Démocratique de Madagascar, mais la République Anarchique de Madagascar</i> » (Annette).....	173
1- La ville livrée à elle-même.....	174
2- La ville épargnée.....	176
Conclusion II.....	177
III- L'IMPACT LIMITE DES STRATEGIES DE REPOSE A LA CRISE.....	178
A- La tradition de culture urbaine, rempart contre la crise ?.....	178
1- Le rôle d'amortisseur de la mixité socio-spatiale.....	178
2- L'implication des Eglises et des ONG.....	179
B- L'activation de valeurs traditionnelles malgaches.....	180
1- La mobilisation du <i>fihavanana</i>	180
2- Les limites du <i>fihavanana</i> : un vif sentiment de dégradation.....	183
C- Le retour à la terre ?.....	185
1- L'intensification des va-et-vient avec la campagne.....	186
2- Une timide percée des investissements citadins en milieu rural.....	186
3- Le secteur primaire en ville comme mode de diversification des revenus.....	189
4- Le développement de petites activités primaires d'appoint : du mythe à la réalité.....	189
D- La crise, facteur paradoxal de repli sur des stratégies strictement urbaines.....	190
1- Des liens avec la campagne distendus par la limitation des déplacements hors de la ville.....	190
2- Les fêtes familiales se déroulant à la campagne également affectées par la crise.....	191
3- Un exemple de repli sur les possibilités de la ville : l'essor des épiceries.....	193
Conclusion III.....	194
CONCLUSION CHAPITRE III.....	194
 CONCLUSION PREMIERE PARTIE.....	 197
 DEUXIEME PARTIE - LA VILLE, LE QUARTIER, LA MAISON : LES TROIS ECHELLES D'APPREHENSION D'UNE CITADINITE EN CRISE.....	 201
INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	201
 CHAPITRE IV- LA VILLE : LE LIEU D'EXPRESSION D'UNE CITADINITE PROFONDEMENT MARQUEE PAR LA RURALITE.....	 203
I- A LA RECHERCHE DES MARQUES RURALES DANS LE PAYSAGE URBAIN.....	205
A- Les hésitations dans la délimitation de l'agglomération : un problème classique.....	205
B- Le maintien d'un continuum ville-campagne depuis les origines.....	206
1- Le statut ambigu de l'agriculture intra-urbaine.....	206
2- Le village dans la ville ? L'empreinte rurale sur le paysage urbain.....	209
3- L'explication historique : la « ville-image de l'Imerina ».....	211
C- Des représentations de l'espace urbain traduisant l'interpénétration paysagère entre rural et urbain.....	212
1- La qualification « rurale » d'espaces urbains.....	212
2- La perception des rizières en ville.....	213

3- Des représentations iconographiques d'une « ville rurale ».....	215
Conclusion I.....	221
II- PRATIQUES SOCIO-SPATIALES CITADINES ET EMPREINTE RURALE.....	222
A- Des pratiques typiquement citadines.....	222
1- Une sociabilité et des loisirs spécifiquement citadins.....	222
2- Une occidentalisation marquée des pratiques vestimentaires et alimentaires.....	226
B- Des pratiques présentant des traits persistants du monde rural.....	229
1- Quelques pratiques spatiales tananariviennes typiquement rurales.....	229
2- Des fonctionnements sociaux de type villageois.....	230
<i>Contrôle familial</i>	<i>et</i>
<i>associations</i>	230
<i>Absence d'anonymat</i>	<i>et</i>
<i>méfiance</i>	232
<i>La rumeur</i>	<i>à</i>
<i>Tananarive</i>	234
C- Le maintien de liens très étroits avec le monde rural.....	235
1- Des liens terriens, familiaux et sociaux très imbriqués et très développés.....	235
2- Des liens symboliques très forts.....	241
D- La nuit tananarivienne, révélatrice de l'ambiguïté des pratiques.....	243
1- La nuit dans une capitale métropolitaine.....	243
2- La persistance nocturne de marques de ruralité.....	246
Conclusion II.....	248
III- L'AMBIVALENCE DES REPRESENTATIONS SPATIALES IDEALES DES TANANARIVIENS.....	249
A- La valorisation de la ville : la reconnaissance des avantages urbains.....	249
1- Un attachement indéniable aux avantages de la ville.....	249
2- Le refus d'une « ville rurale ».....	251
B- L'idéalisation de la campagne.....	254
1- L'argument écologique.....	254
2- L'argument économique.....	255
3- L'argument moral.....	255
4- L'argument ultime : la valeur symbolique de la campagne.....	256
C- La périphérie de la ville : un espace de compromis ?.....	257
1- Le cumul des avantages.....	257
<i>L'analogie rurale</i>	25
7	
<i>La ville quand même, mais en mieux</i>	258
2- La présence ambivalente des espaces périphériques dans les goûts des citoyens...259	
<i>La valorisation des quartiers</i>	259
... <i>mais leur faible attractivité</i>	
<i>réelle</i>	260
Conclusion III.....	261
IV- LA CONNAISSANCE DE LA VILLE, INDICATEUR DE CITADINITE.....	262
A- Une bonne connaissance de la ville.....	262
1- La toponymie tananarivienne : une dynamique permanente.....	262
2- La bonne perception générale du centre-ville.....	264
3- La connaissance de la ville par les habitants.....	269
B- La méconnaissance de la ville.....	272
1- Des cas ponctuels de méconnaissance du centre-ville.....	272

2- Pour en finir avec le mythe du sens de l'orientation des Malgaches.....	273
3- La méconnaissance de la ville en général.....	276
C- Les facteurs de connaissance ou de méconnaissance de la ville.....	276
1- Des facteurs favorisant la connaissance de la ville.....	276
<i>Les migrations résidentielles</i>	276
<i>Les déplacements intra-urbains</i>	278
2- Les facteurs de méconnaissance de l'espace urbain.....	281
Conclusion IV.....	285
CONCLUSION CHAPITRE IV.....	286

CHAPITRE V - LE QUARTIER, UN ESPACE HIERARCHISE ET CLOISONNE, ELEMENT FONDAMENTAL DE STRUCTURATION DE L'IDENTITE CITADINE.....289

I- LE QUARTIER, CADRE PRIVILEGIE DE LA CITADINITE TANANARIVIENNE.....	290
A- Une forte structuration des références spatiales en quartiers.....	290
B- Les facteurs de la valorisation du quartier tananarivien.....	294
1- Un mode d'urbanisation très particulier : le poids de l'histoire pré-coloniale dans la morphologie des quartiers et dans leur organisation sociale.....	294
2- Le rôle des lignées familiales dans la formation des quartiers.....	295
3- L'attachement indéfectible au quartier : une mystique du sol.....	296
C- Le quartier, centre de l'espace connu et vécu.....	299
1- L'inscription de la vie quotidienne dans le quartier.....	299
2- L'ancrage territorial : le <i>fokontany</i>	300
Conclusion I.....	304
II- DE LA TYPOLOGIE RATIONNELLE DES QUARTIERS A LEUR PERCEPTION HIERARCHISEE.....	305
A- Une typologie géographique des quartiers.....	305
1- Les quartiers collinaires anciens : l'originalité de Tananarive.....	306
2- Les quartiers centraux aménagés à l'époque coloniale.....	309
3- Les faubourgs peuplés : la marque de la « tiers-mondisation » de Tananarive.....	311
4- Les quartiers planifiés : une forte empreinte spatiale et paysagère.....	315
5- Les quartiers spontanés.....	321
6- Les quartiers périphériques, entre le rural et l'urbain ?.....	324
7- L'originalité tananarivienne : la mixité socio-spatiale.....	325
B- De la perception hiérarchique des quartiers : la géographie invisible de la ville.....	331
1- La dichotomie fondamentale structurant les représentations : l'opposition ville haute/ville basse.....	331
<i>Les « bas quartiers » vus d'en haut</i>	331
<i>La ville haute vue d'en bas</i>	339
<i>Les discours officiels et les images construites de la ville alimentent cette dichotomie</i>	340
2- Les oppositions internes à la ville haute et à la ville basse : une hiérarchisation fine de l'espace.....	343
<i>Espaces valorisés et espaces dévalorisés en ville haute</i>	343
<i>Les hiérarchies internes à la ville basse</i>	344

3- Etude de la perception de deux quartiers très présents dans les représentations : Isotry et Ivandry.....	346
<i>Isotry, le mal aimé des Tananariviens</i>	346
<i>Ivandry, un quartier aisé, archétype de la modernité occidentale et exemple de ségrégation : entre fascination et rejet</i>	348
Conclusion II.....	351
III- VIVRE L'ESPACE DU QUARTIER AU QUOTIDIEN : CHRONIQUE DU QUARTIER-VILLAGE ?.....	353
A- Une sociabilité animée.....	353
1- Lieux de sociabilité, lieux de vie.....	353
2- Les structures collectives d'animation du quartier.....	358
B- Pratiques du quartier accréditant l'analogie villageoise.....	360
1- Les ruraux dans la ville : la ruralisation de pratiques de l'espace.....	360
<i>Au marché</i>	360
<i>Les quartiers récents de migrants</i>	363
2- La vie dans le quartier comme la vie au village ?.....	364
<i>La fermeture vis-à-vis de l'extérieur</i>	364
<i>La densité des relations internes au quartier</i>	365
<i>Une sociabilité micro-locale</i>	365
C- Les limites de l'analogie villageoise : la remise en cause à Tananarive d'un.....	368
mythe universel.....	368
1- « Tout le monde se connaît dans le quartier » : faux !.....	368
2- « Tout le monde s'entraide » : faux !.....	369
3- Le quartier, symbole de la mixité sociale à laquelle tiennent les Tananariviens : faux !.....	371
4- Les projets de quartier : une lucidité désabusée.....	372
Conclusion III.....	372
CONCLUSION CHAPITRE V.....	374

CHAPITRE VI – LA MAISON A TANANARIVE : L'ESPACE PRIVE AU CŒUR DES AMBIGUITES DE LA CITADINITE TANANARIVIENNE.....375

I- UN FORT INVESTISSEMENT SYMBOLIQUE : L'HABITATION SOUS LE SIGNE DU SACRE.....	376
A- La « maison astrologique » ?.....	376
1- Des principes traditionnels anciens et rigoureux d'organisation de l'espace domestique.....	376
2- Leur délicate adaptation aux contraintes urbaines.....	378
<i>L'espace urbain désenchanté ? De l'adaptation des règles d'orientation au contexte urbain</i>	378
<i>Une attitude ambiguë et paradoxale</i>	380
B- La maison, symbole de l'ancrage familial et de l'attachement à la terre.....	383

<i>Le</i>	<i>Zoma</i>
<i>regretté</i>	4
61	
3- Les motivations de l'action paysagère municipale : Tananarive vitrine de la modernité.....	463
B- La modernisation du paysage urbain sous l'effet de la croissance.....	465
économique retrouvée.....	465
1- Une incontestable reprise économique.....	465
2- L'aspect le plus visible de la reprise économique : l'essor de la circulation automobile.....	467
2- Vers une standardisation du paysage urbain ?.....	469
3- Les conséquences paysagères de la croissance économique plus spécifiques à Tananarive.....	473
<i>Le mitage de la bande</i>	
<i>marâchère</i>	473
<i>Les remblais privés : la progression rapide de fronts d'urbanisation</i>	
.....	473
<i>Les remblais industriels et commerciaux</i>	
.....	474
C- Les réactions négatives : pour la préservation d'une « mérité du paysage ».....	477
1- Le rejet de la modernisation du paysage urbain.....	477
2- Le rejet de la modernisation architecturale de Tananarive.....	481
<i>La critique de la dérive</i>	
<i>architecturale</i>	481
<i>Un renouveau de l'architecture</i>	
<i>traditionnelle</i>	482
3- L'épineuse question foncière.....	483
Conclusion II.....	485
CONCLUSION CHAPITRE VII.....	486

CHAPITRE VIII - RECOMPOSITIONS URBAINES RECENTES :

RESTRUCTURATION DE LA CITADINITE ET CRISPATIONS IDENTITAIRES.....	487
I- UNE APPARENCE DE RECONSTRUCTION DE LA CITADINITE.....	487
A- Restructurer la citadinité et la citoyenneté : la fierté retrouvée.....	488
1- Restaurer la discipline et la fierté citadine : discours et moyens.....	488
<i>Une visibilité nouvelle du pouvoir</i>	
<i>municipal</i>	488
<i>Retrouver la fierté tananarivienne : une action municipale</i>	
<i>vigoureuse</i>	489
2- La reconstruction de la citoyenneté urbaine.....	490
3- Le rôle des encadrements de quartier : le désengagement municipal ?.....	492
<i>Associations et ONG dans les quartiers : pour le développement de la</i>	
<i>citoyenneté</i>	492
<i>La montée du rôle des ONG, signe du désengagement</i>	
<i>municipal ?</i>	493
B- Les cultures tananariviennes.....	495
1- Les lieux de la culture.....	495
2- Le foisonnement d'activités culturelles, signe d'une renaissance.....	496
Conclusion I.....	499
II- LA MONTEE DES CRISPATIONS IDENTITAIRES TANANARIVIENNES : LE REJET DE L'AUTRE.....	500

A- Des populations étrangères mal acceptées en ville.....	500
1- Les <i>Karana</i> tananariviens : une communauté diverse, dotée d'une forte visibilité en ville.....	500
<i>Une communauté prospère et dynamique.....</i>	<i>500</i>
<i>Une forte visibilité dans la ville.....</i>	<i>500</i>
<i>Le rapport à la ville : une citoyenneté karana ?.....</i>	<i>502</i>
2- La perception des <i>Karana</i> par les Tananariviens : rejet et méfiance.....	504
3- Les Chinois, une minorité à l'influence croissante de plus en plus mal tolérée....	505
4- Les autres minorités représentées à Tananarive : peu nombreuses mais également très visibles.....	506
B- Les questions ethniques.....	509
1- Les côtiers à Tananarive : une bonne intégration citadine ?.....	509
2- La perception des côtiers par les Merina et les tensions à Tananarive.....	510
<i>Une question politique ?.....</i>	<i>511</i>
<i>La difficile cohabitation estudiantine.....</i>	<i>511</i>
<i>Dans les quartiers : « Il y a des gens ici qui n'aiment pas ceux de la côte » (67 hectares, n° 2).....</i>	<i>512</i>
C- Le thème de l'invasion : rejet des pauvres et des ruraux.....	513
1- Une tentative de définition socio-spatiale de l'Autre.....	513
2- Les reproches adressés aux « étrangers » par les Tananariviens de vieille souche urbaine.....	515
<i>Une mise en cause hygiéniste, physique et morale.....</i>	<i>515</i>
<i>L'Autre, facteur de la déstabilisation de l'urbanité.....</i>	<i>516</i>
Conclusion II.....	519
III- LES HIERARCHIES STATUTAIRES : LA VILLE DUALE.....	520
A- Coexistence et hiérarchie de deux citoyennés tananariviennes.....	521
1- La mise en évidence du fonctionnement élitiste de la société tananarivienne : le réseau <i>fotsy</i>	521
<i>Qui est membre du réseau ?.....</i>	<i>521</i>
<i>Les conséquences de l'existence du réseau fotsy sur la société tananarivienne.....</i>	<i>523</i>
<i>Comment fonctionne le réseau fotsy ?.....</i>	<i>524</i>
2- Une citoyenné <i>fotsy</i> dominante et exclusive.....	525
3- Une « contre-citoyenné » <i>mainty</i> ?.....	527
<i>Du « culte de la force physique » à une culture de la violence ?.....</i>	<i>527</i>
<i>Danses et chants, des attributs mainty ?.....</i>	<i>528</i>
<i>Des pratiques festives développées.....</i>	<i>530</i>
<i>Des pratiques plus méconnues : le rôle des cultes traditionnels dans la ville.....</i>	<i>530</i>
B- Des crispations identitaires croissantes entre groupes statutaires.....	532

1- La radicalisation identitaire <i>andriana</i>	532
2- Des formes de mobilisation <i>mainty</i> ?.....	534
C- La traduction géographique des divisions statutaires : la ville ségrégée ?.....	535
1- Oppositions statutaires, oppositions géographiques : la césure urbaine.....	536
2- La territorialisation des castes à l'intérieur des quartiers.....	541
<i>La difficile cohabitation entre castes dans les</i>	
<i>quartiers</i>	541
<i>Les</i>	
<i>quartiers</i>	
<i>ségrégés</i>	542
3- Les Eglises au cœur du problème : un rôle ambivalent.....	543
D- La traduction politique des divisions statutaires : la ville fracturée ?.....	547
1- Géographie de la gestion municipale et géographie électorale tananarivienne : quelques pistes.....	547
<i>La ville basse délaissée par les autorités</i>	
<i>municipales ?</i>	547
<i>La ville basse</i>	
<i>politiquement ?</i>	548
2- La perception des pauvres.....	551
<i>Les expulsions des squatters et des sans-</i>	
<i>abri</i>	551
<i>La satisfaction générale envers la politique municipale, signe de la peur des</i>	
<i>pauvres</i>	552
Conclusion III.....	553
CONCLUSION CHAPITRE VIII.....	554
CONCLUSION GENERALE	555
BIBLIOGRAPHIE	561
METHODOLOGIE GENERALE ET SOURCES	561
LISTE DES TOPONYMES CONNUS DANS L'AGGLOMERATION PAR LES	
ELEVES DES CLASSES DE	
SEPTIEME	600
GLOSSAIRE	
.....	601
NOTE	
SUR	
LA	
LANGUE	
MALGACHE.....	604
LISTE	
DES	
SIGLES	
ET	
ABREVIATIONS.....	605
LISTE	
DES	
CARTES.....	607
LISTE	
DES	
FIGURES.....	608
LISTE	
DES	
TABLEAUX.....	609
LISTE	
DES	
PHOTOGRAPHIES.....	610
TABLE	
DES	
MATIERES.....	613